



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel n° 02 | Session ordinaire 2021-2022

Déclaration sur la politique européenne et étrangère	p. 93	Sommaire des séances publiques n°s 5 à 9	p. 99	5 ^e séance	Lundi 18 octobre 2021
Réduction des risques d'inondations	p. 81	Sommaire des questions parlementaires	p. Q15	6 ^e séance	Mardi 19 octobre 2021
Gestion de catastrophes naturelles	p. 68			7 ^e séance	Mercredi 20 octobre 2021
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 49			8 ^e séance	Jeudi 21 octobre 2021
				9 ^e séance	Mardi 9 novembre 2021

Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe

Favoriser le dialogue entre petits États



Les participants de la Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe réunis à Monaco.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la 15^e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe qui s'est tenue du 12 au 14 juin 2022 à Monaco.

Le renforcement des échanges entre les petits États d'Europe sur les grandes questions sociales, économiques et environnementales et la coopération interparlementaire pour favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle étaient les sujets principaux sur lesquels les parlementaires ont discuté.

Développement économique et touristique

Concernant l'agilité et l'attractivité des petits États d'Europe dans le développement économique et

touristique, les Présidents de Parlement ont estimé que la taille modeste de leur pays leur permettait d'évoluer et de s'adapter avec beaucoup plus de souplesse que d'autres pays, en particulier durant les périodes de mutation ou de crise.

Pour la première fois, des représentants des chambres de commerce et des bureaux de tourisme des différents pays ont participé à la rencontre et disposaient de stands de présentation afin de pro-

mouvoir leur pays. « Innovation, dynamisme, flexibilité, esprit d'initiative sont les mots-clés du développement économique et touristique des petits pays », a souligné le Président de la Chambre des Députés lors de son intervention.

Crise de Covid-19 : les enseignements pour l'avenir

« Nous avons plus que jamais besoin de relations bilatérales fortes et d'institutions internationales solides », a déclaré M. Etgen au sujet de la crise de Covid-19 ainsi que des enseignements à en tirer pour l'avenir.

Les Présidents de Parlement ont mis en avant l'importance du développement d'une plus grande résilience et d'une meilleure préparation aux crises ainsi que d'un engagement accru en faveur de politiques axées sur les besoins, les priorités et les attentes des citoyens.

La place des femmes dans la vie politique et économique

Selon le Président de la Chambre des Députés, « l'égalité n'est pas seulement une question qui concerne les femmes.

Elle doit être abordée de manière transversale et inclusive au sein des gouvernements et des institutions internationales ».

Les Présidents de Parlement ont estimé qu'il est indispensable de continuer à faire évoluer les textes et les pratiques et de tout mettre en œuvre pour créer les conditions favorables à l'égalité des chances.

Guerre en Ukraine

En référence au conflit opposant l'Ukraine à la Russie, les parlementaires ont préconisé de recourir à tous les instruments possibles au niveau parlementaire afin de parvenir à une solution pacifique du conflit.

9 pays rassemblés

La 15^e rencontre a réuni les Présidents ou représentants des Parlements de la Principauté d'Andorre, de la République de Chypre, de la République d'Islande, de la Principauté de Liechtenstein, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Malte, de la Principauté de Monaco, du Monténégro et de la République de Saint-Marin. En 2023, la 16^e rencontre aura lieu au Luxembourg.

Visite du Commissaire européen chargé de l'environnement, des océans et de la pêche

Un moment historique sans revirement possible

Le Grand-Duché de Luxembourg a certes des ambitions en matière de protection de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique, mais pourrait mieux faire dans certains domaines, notamment celui du secteur agricole.

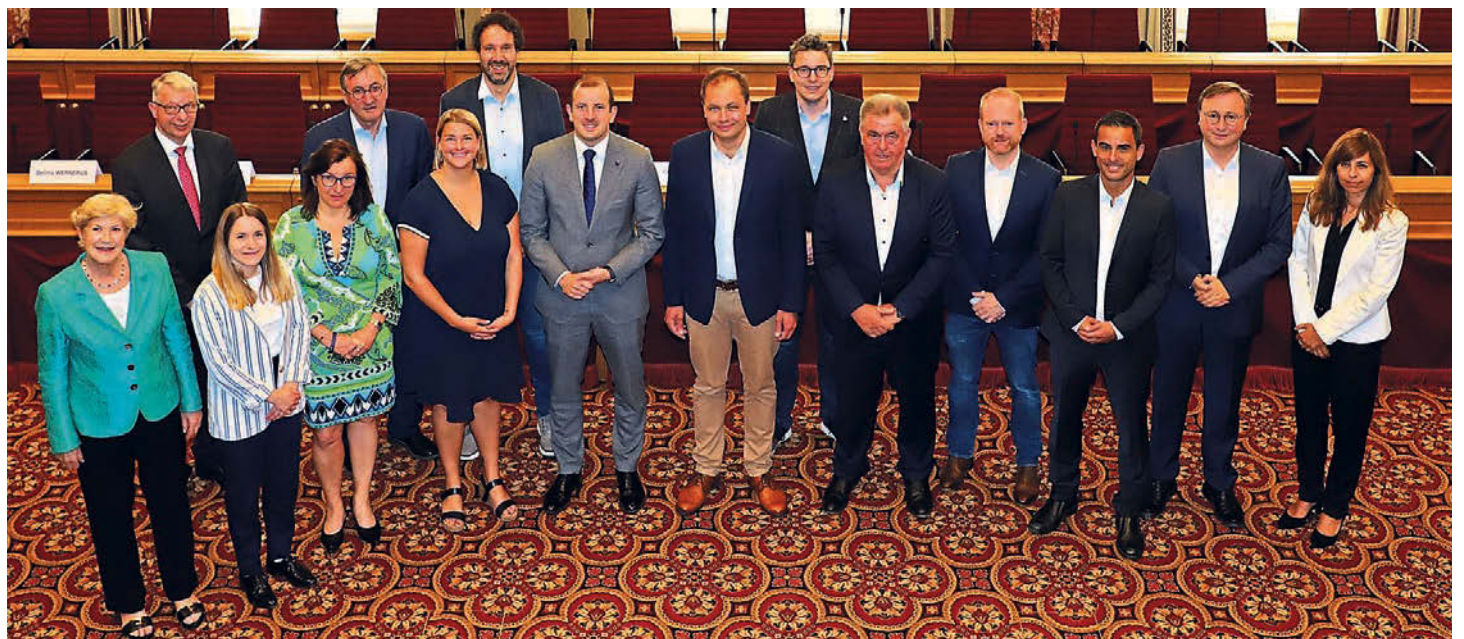
C'est le constat du Commissaire européen chargé de l'environnement, des océans et de la pêche, M. Virginijus Sinkevičius, qui était en visite à la Chambre des Députés le 13 juin 2022. Lors de cette rencontre, le Commissaire a eu des échanges de vues avec les membres de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. Dans son intervention, M. Sinkevičius est revenu sur les différentes stratégies mises en place par la Commission européenne, telle que la stratégie « Farm to Fork » ou encore « Fit for 55 ». Ces plans devraient servir d'éléments accélérateurs pour la transition verte et écologique, selon le Commissaire européen.

Un des objectifs de la Commission européenne jusqu'en 2030 est une meilleure protection des terres et des écosystèmes plus résilients, grâce à la « soil strategy ». Une nouvelle directive sur cette thématique devrait voir le jour en 2023, a annoncé M. Sinkevičius. Les sujets abordés lors de l'entrevue étaient très variés. Les députés ont posé des questions sur l'utilisation du plastique, l'agriculture en milieu urbain, les chaînes alimentaires, l'économie cir-

culaire et la durabilité des forêts. Sur ce dernier point, le Commissaire européen a salué les efforts du Luxembourg pour protéger davantage les milieux forestiers.

Le 8 juin 2022, les membres du Parlement européen se sont majoritairement prononcés en faveur de l'interdiction de la vente de voitures neuves à moteur thermique à partir de 2035. Il s'agit d'une déci-

sion historique irrévocable, a estimé M. Sinkevičius, en soulignant qu'il est à présent important de se concentrer sur l'installation d'infrastructures pour les véhicules électriques.



La délégation luxembourgeoise en présence de M. Virginijus Sinkevičius, Commissaire européen chargé de l'environnement, des océans et de la pêche (8^e à gauche)

Visite de la Commissaire européenne à l'égalité

« La diversité est une force »



La Commissaire européenne à l'égalité, Mme Helena Dalli (à gauche), et Mme Anne Calteux, Représentante de la Commission européenne au Luxembourg

Le Grand-Duché est un bon exemple dans l'inclusion et la diversité des personnes appartenant à des groupes minoritaires, telles que des personnes en si-

tuation de handicap, homosexuelles, appartenant à d'autres origines ethniques, etc. Tel était le constat de Mme Helena Dalli, Commissaire européenne à l'égalité, lors de sa visite à la Chambre des Députés le 17 juin 2022.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné que la promotion de l'inclusion importe autant que le changement climatique ou encore la crise économique. Pour démontrer la volonté d'inclusion du Grand-Duché, M. Etgen a rappelé le vote de la loi du 7 janvier 2022 qui vise à implémenter le concept de l'« accessibilité pour tous ». Mme Dalli a salué tous les efforts entamés ces dernières années par le Luxembourg pour inclure davantage les groupes minoritaires. La diversité serait une force et l'inclusion serait vécue jour par jour au Grand-Duché, selon la Commissaire européenne.

Vers une Union de l'égalité

Au niveau européen, la Commission européenne a mis en place une stratégie en faveur de l'égalité pour la période 2020-2025. Une taskforce a également été mise en place, selon Mme Dalli, pour mobiliser et sensibiliser les citoyens. Un des points forts de la

discussion avec les députés était l'égalité entre les femmes et les hommes. La position des femmes devrait être améliorée, se traduisant notamment par un meilleur accès au marché de l'emploi.

« Une femme en situation professionnelle est moins dépendante de son partenaire et donc moins fragilisée », a constaté Mme Dalli.

La Commissaire européenne a rappelé qu'une proposition de directive sur la lutte contre la violence à l'encontre des femmes et la violence domestique a été déposée en mars 2022.

Un député de l'opposition a contesté dans ce contexte que les femmes soient les seules victimes de violence domestique.

Beaucoup d'hommes seraient également concernés et ils devraient également pouvoir accéder aux foyers d'accueil au même titre que les femmes.

L'accès au marché de l'emploi pour les personnes handicapées

Un député de la majorité a souhaité connaître les mesures qui sont mises en place au niveau européen

pour permettre aux personnes handicapées d'accéder au marché du travail.

Selon Mme Dalli, la Commission européenne envisagerait cette année encore de publier un paquet de mesures qui devrait faciliter cet accès.

« C'est la société qui handicape les personnes invalides », a estimé la Commissaire européenne.

L'égalité des femmes et des hommes en politique

Au cours des échanges, une députée a mis l'accent sur l'égalité des femmes et des hommes en politique. Si elle ne se dit pas favorable à des quotas dans certains secteurs, Mme Dalli l'est néanmoins dans le domaine de la politique et notamment au sein des parlements.

Selon la Commissaire européenne, des mécanismes correcteurs devraient être mis en place de manière transitoire afin de promouvoir une représentation équilibrée des sexes tant que celle-ci n'est pas atteinte, tel qu'à Malte.

67^e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Trafic cycliste et protection contre les inondations

Le 10 juin 2022 s'est tenue la deuxième séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) sous la présidence de la Région Grand Est. Au début de la séance plénière, les membres du CPI-IPR ont souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la délégation du Landtag de Sarre, issus des élections régionales du 27 mars 2022, ainsi qu'à leur nouvelle Présidente, Mme Heike Becker.

Mme Carole Hartmann, en sa qualité de présidente de la commission « Environnement et agriculture », a présenté la recommandation concernant « le trafic cycliste transfrontalier quotidien » élaborée conjointement avec la commission « Transport et communication ». Cette recommandation propose d'introduire des systèmes « park and bike » dans les gares ferroviaires et à certains arrêts de bus importants dans l'ensemble de la Grande Région. Un autre objectif de cette recommandation est de créer des liaisons transfrontalières continues de pistes cy-

clables pour les déplacements quotidiens. Mme Hartmann a encore exposé les grandes lignes de la recommandation proposant de développer des approches interrégionales pour la protection transfrontalière, préparée au sein de la commission « Environnement et agriculture » et de la commission « Sécurité intérieure, protection civile et services de secours ». L'organisation d'exercices communs de protection contre les inondations dans les bassins versants des cours d'eau transfrontaliers et le renforcement des canaux d'échange d'informations et de données afin de consolider la réversibilité de phénomènes climatiques extrêmes sont d'autres points revendus dans cette recommandation.

Les députés du CPI ont également adopté deux autres recommandations : « Le statut du frontalier » et « L'Université de la Grande Région ». La documentation adoptée au cours de cette session est consultable sur le site Internet du CPI (<https://cpi-ipr.eu/>).



Mme Carole Hartmann (à droite) lors de son intervention à la 67^e séance plénière du CPI à Metz

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Solidarité avec l'Ukraine



La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch, présidente de la délégation luxembourgeoise, et M. Sven Clement, membre de la délégation.

La session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est tenue du 27 au 30 mai 2022, a été l'occasion pour les parlementaires des 30 États membres de l'OTAN de manifester leur soutien à l'Ukraine à travers un échange de vues avec les députés et les membres du gouvernement ukrainiens. Initialement prévue à Kyiv, la réunion a dû être déplacée à Vilnius après l'invasion russe.

Les quelque 280 membres réunis ont adopté à l'unanimité deux rapports importants, le premier en soutien à l'Ukraine et un deuxième rapport intitulé « Contrer la menace russe ».

L'Assemblée invite notamment les gouvernements à poursuivre la mise sur pied d'une coalition mondiale pour fournir toute assistance possible à l'Ukraine, à alourdir les sanctions à l'égard de la Russie, à augmenter substantiellement les livraisons de matériel militaire et d'aide humanitaire et à indiquer clairement à la Russie que la communauté internationale ne re-

connaîtra jamais l'annexion illégale et illégitime des territoires ukrainiens par la Russie.

Les membres ont rappelé que l'OTAN, en tant qu'alliance défensive, ne recherche pas la confrontation avec la Russie. En même temps, l'Assemblée parlementaire a déclaré sans équivoque que les Alliés prendront toutes les mesures nécessaires pour dissuader et défendre « chaque centimètre du territoire de l'OTAN » contre les menaces de la Russie. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN, que les ministres adopteront lors de leur prochaine réunion à Madrid, devra tenir compte des nouvelles réalités et reconnaître l'agressivité de la Russie comme la plus immédiate des menaces, ont insisté les membres de l'Assemblée. Les parlementaires ont également pu entendre les Présidents des Parlements suédois et finlandais à propos de leurs demandes d'adhésion respectives conformément à la politique de la porte ouverte de l'OTAN.

Visite du Domaine thermal à Mondorf-les-Bains

Dans le cadre des festivités du 175^e anniversaire du thermalisme à Mondorf-les-Bains, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a effectué une visite du Domaine thermal le 10 juin 2022.

Accompagné de M. Paul Hammelmann, Président du Conseil d'administration de l'établissement public, M. Pierre Plumer, Directeur général du Domaine thermal, et M. Steve Reckel, Bourgmestre de la ville de Mondorf-les-Bains, M. Etgen a pu découvrir les différents soins et activités thermales. Il a également eu un échange de vues avec les responsables, notamment sur la situation du Domaine thermal pendant la pandémie. Bien que la crise sanitaire ait aussi eu un impact important sur le quotidien du Domaine thermal, les responsables ont bien su gérer la situation et tous les emplois ont pu être préservés.

Le Président de la Chambre a félicité les responsables des efforts entrepris pendant la pandémie.

M. Etgen s'est aussi renseigné sur les projets actuels et futurs. En 2020, la Chambre des Députés avait donné son feu vert pour l'agrandissement et la rénovation du Domaine thermal, une étape importante pour le centre thermal. « Le Domaine thermal est aujourd'hui une entreprise moderne qui peut se prévaloir d'une longue expérience. Les responsables ont toujours su réaliser les développements nécessaires pour adapter le centre à son temps. Il est essentiel qu'il existe des centres comme celui-ci, où les gens peuvent se procurer des services de bien-être et des soins de santé. Mieux vaut prévenir que guérir », a conclu le Président de la Chambre des Députés.



M. Steve Reckel, Bourgmestre de la ville de Mondorf-les-Bains, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, M. Pierre Plumer, Directeur général du Domaine thermal, et M. Paul Hammelmann, Président du Conseil d'administration de l'établissement public (de gauche à droite)

Visite d'une délégation du Parlement de Mongolie

Miser sur la politique de coopération avec le Luxembourg



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, entouré d'une délégation de parlementaires de la Mongolie

Le développement du tourisme, du secteur financier ou encore de l'économie verte figurent parmi les ambitions de la Mongolie pour les années à venir. Pour parvenir à ces objectifs, le pays de 3,27 millions d'habitants compte sur la politique de coopération, notamment avec le Luxembourg. Une délégation du Parlement de Mongolie, le Grand Khoural d'État, était en visite à la Chambre des Députés le 17 juin 2022 pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile. Les parlementaires mongols ont expliqué que leur pays, bien que riche en cuivre, acier et éléments rares, est à la recherche de partenaires économiques pour exploiter ces minéraux. « La Mongolie envisage de diversifier son économie, de développer l'économie verte et de lutter contre le changement climatique », ont-ils précisé.

La dépendance de la Mongolie envers la Russie

Le 2 mars 2022, une résolution exigeant que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force

contre l'Ukraine avait été mise au vote à l'ONU, vote lors duquel la Mongolie s'était abstenue. Face à leurs interlocuteurs luxembourgeois, les députés mongols ont motivé cette abstention par la forte dépendance de leur pays envers la Russie, non seulement d'un point de vue géopolitique, mais également en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie et en produits pétroliers. Cependant, la Mongolie serait en train de construire une centrale hydro-électrique qui devrait rendre moins dépendante de son voisin russe. Sa volonté de rester neutre selon les dispositions de la constitution serait une raison supplémentaire pour cette abstention.

Le problème de la désertification

Pendant la COP26 à Glasgow à la fin de l'année dernière, le Président de la Mongolie avait annoncé la plantation de plusieurs milliards d'arbres pour faire face à la désertification du pays due entre autres au changement climatique ou à la grande population de bétails. Interrogés sur la mise en pratique de cette mesure, les parlementaires mongols ont fait savoir que chaque habitant est invité à planter des arbres.

NOUVELLES LOIS

Chambre des Métiers : adaptation de la procédure électorale

7775 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;

3° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

L'objectif principal de ce projet de loi est d'adapter certaines dispositions de la procédure électorale d'application pour la Chambre des Métiers. Il est notamment prévu de remplacer les délais et échéances fixes de la procédure électorale par des délais et échéances flexibles. Ces délais et échéances seront déterminés à partir de la date du scrutin. Les échéances fixes actuelles peuvent poser problème, plus particulièrement en cas d'élections anticipées ou complémentaires. Le projet de loi a ensuite pour objet d'adapter certains points des lois organiques de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce, mais aussi des dispositions générales de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective. Ainsi, le droit de vote actif dans différentes chambres professionnelles en cas d'affiliations multiples sera désormais permis. Le droit de vote passif restera limité à une seule chambre professionnelle. Dans une volonté de simplification, le projet de loi aligne également la procédure actuelle du recours sur celle prévue pour les élections législatives et communales. Ainsi, les voies de recours seront limitées au seul recours devant la Cour administrative.

Le présent projet de loi ne comporte aucune disposition dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 03.03.2021

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme (Présidente : Mme Simone Beissel) :

29.06.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

30.09.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État

04.10.2021 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

14.10.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.10.2021

Loi du 26 octobre 2021

Mémorial A : 2021, n° 752, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7897 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Au vu de l'évolution de la situation épidémiologique, qui se caractérise par un taux d'incidence relativement élevé des infections ainsi que par un taux de vaccination stagnant, le présent projet de loi se propose de prolonger la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 jusqu'au 18 décembre 2021, tout en y apportant certaines adaptations.

1. Au niveau du régime CovidCheck

Il est proposé d'apporter plusieurs modifications essentielles à ce régime, à savoir :

a. La suppression des autotests sur place et l'admission des seuls tests antigéniques rapides (tests TAR) certifiés par des professionnels de la santé à l'exception de ceux réalisés dans le cadre de l'enseignement

Les autotests sur place sont supprimés du dispositif CovidCheck et seuls les tests TAR certifiés par les professionnels de la santé sont admis. Il convient de rappeler que le régime CovidCheck a été introduit au printemps, c'est-à-dire à un moment où la vie sociale se déplaçait de l'intérieur vers l'extérieur. Au début de l'été, lorsque le nombre d'infections a rebondi suite aux festivités liées à la fête nationale, les premières adaptations visant une limitation de la validité des autotests ont été décidées.

Alors que l'automne s'installe progressivement et que la vie sociale se déplace à nouveau vers l'intérieur, il convient d'agir sur les points les plus faibles dudit régime. En effet, si les tests TAR restent des tests fiables, encore faut-il qu'ils soient correctement exécutés. Il est dès lors proposé de supprimer la possibilité de réaliser un autotest sur place afin d'accéder à une manifestation ou un événement se déroulant sous le régime CovidCheck et de prévoir que seuls les tests TAR certifiés par des professionnels de la santé seront admis.

Une exception est prévue pour les tests TAR effectués dans le cadre de l'enseignement. Ceux-ci peuvent continuer à être réalisés sous la surveillance d'un fonctionnaire public ou d'un employé désigné à cet effet. À noter encore que les autotests sur place restent possibles pour pouvoir entrer dans un établissement hospitalier ou un établissement pour personnes âgées. En effet, les établissements hospitaliers ont une mission de service public et doivent garantir l'accès aux soins. Par ailleurs, ces établissements pourront organiser la réalisation des autotests de façon à en assurer une exécution correcte.

b. Le relèvement de l'âge à partir duquel les enfants sont soumis au régime CovidCheck

L'âge à partir duquel les enfants sont soumis au régime CovidCheck est relevé de six ans à douze ans et deux mois. S'il est vrai que les enfants de cette catégorie d'âge appartiennent à la catégorie la plus exposée au virus, alors qu'ils ne peuvent pas encore bénéficier d'une vaccination, il n'en demeure pas moins que cette catégorie fait également partie de celles qui sont le plus testées, à savoir deux à trois fois par semaine selon la situation. Il n'est partant pas déraisonnable d'exempter les enfants de cette catégorie d'âge d'une obligation de test. D'ailleurs, beaucoup de pays européens, qui ont mis en place un dispositif analogue à notre régime CovidCheck au cours de l'été, exemptent les enfants de cette catégorie d'âge de toute obligation de test dans le cadre de ce dispositif.

Dorénavant, à partir de douze ans et deux mois, les enfants devront présenter un certificat de test Covid-19 (prouvant un résultat négatif) ou un certificat de vaccination respectivement de rétablissement pour accéder à une manifestation ou un événement CovidCheck.

2. Au niveau du secteur Horeca

Alors que le régime CovidCheck reste optionnel pour les terrasses, il est proposé de soumettre l'intérieur des restaurants et des cafés obligatoirement au régime CovidCheck. En effet, les restaurants et les cafés sont des lieux où il est difficile, voire impossible de respecter les mesures sanitaires. Or, si en été les personnes prenaient de préférence leur déjeuner ou dîner en terrasse, au cours des semaines et mois à venir la plupart des activités de l'Horeca se dérouleront à l'intérieur. Il s'agit dès lors de s'assurer que ces activités puissent avoir lieu en toute sécurité - tant pour le personnel que pour les clients.

3. Au niveau du monde du travail au sens large du terme

Le présent projet de loi prévoit la faculté pour les chefs d'entreprise ou d'administration de placer tout ou partie de leur entreprise ou administration sous le régime CovidCheck. Les travailleurs - tout comme les visiteurs - sont alors obligés de présenter un certificat de vaccination, de rétablissement ou de test.

4. Au niveau des règles de rassemblement

Il est proposé d'ajuster les limites relatives aux rassemblements

1° en portant la limite du nombre de personnes pouvant se rassembler de 300 à 2.000 personnes, et ;

2° en supprimant toute limite maximale dans le cadre du protocole sanitaire fixée actuellement à 2.000 personnes.

Il s'ensuit que les rassemblements entre 11 et 2.000 personnes peuvent avoir lieu sous le régime CovidCheck sans être tenus aux restrictions strictes prévues - port du masque, distanciation sociale, place assise - et que des rassemblements de plus de 2.000 personnes sont possibles dans le cadre d'un protocole sanitaire sans qu'il y ait de limite au niveau du nombre de participants.

5. Au niveau de la reconnaissance des certificats de vaccination de pays tiers

Alors qu'actuellement, seuls les vaccins approuvés par l'Agence européenne des médicaments (EMA) sont reconnus au Luxembourg, le présent projet de loi prévoit - à côté de la possibilité pour la Commission européenne de reconnaître l'équivalence à des certificats établis par des pays tiers - la possibilité pour le Luxembourg d'accepter des certificats de pays tiers dès lors que certaines conditions sont remplies. La condition la plus importante concerne le vaccin utilisé à l'étranger. À cet effet, la définition des termes « schéma vaccinal complet » est adaptée. Ainsi, un schéma vaccinal sera également considéré comme étant complet si la vaccination a été effectuée avec un vaccin approuvé au terme de la procédure d'inscription sur la liste d'utilisation d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et qui est biosimilaire aux vaccins approuvés par l'EMA. Cette double condition limite cette possibilité aux vaccins approuvés par l'OMS qui sont identiques aux vaccins déjà utilisés au Luxembourg, mais qui ont été sous-traités par les fabricants et qui portent un autre nom de fabrication. Un règlement grand-ducal sur base d'un avis motivé du directeur de la santé établira la liste des vaccins acceptés au Luxembourg dans le cadre de la reconnaissance des certificats de vaccination des États tiers. Une liste des États tiers dont le Grand-Duché de Luxembourg accepte les certificats de vaccination sera également fixée par règlement grand-ducal.

Les nouvelles dispositions resteront applicables jusqu'au 18 décembre 2021. Concernant l'entrée en vigueur de la loi, les nouvelles dispositions relatives au régime CovidCheck en général, celles relatives au secteur Horeca et celles concernant le lieu de travail entreront en vigueur de manière différée le 1^{er} novembre 2021. Ce délai devrait permettre aux personnes concernées de prendre les dispositions nécessaires pour s'adapter aux nouvelles règles. Le projet de loi prévoit par ailleurs une modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, de sorte que le Commissaire aux hôpitaux pourra désormais se faire remplacer par son délégué pour assister aux assemblées générales et aux réunions des organismes gestionnaires des établissements hospitaliers. Finalement, les dispositions relatives au dispositif dérogatoire en matière de congé pour raisons familiales, en vigueur depuis le 21 janvier 2021, sont prolongées jusqu'au 18 décembre 2021 inclus. En effet, il convient de maintenir la possibilité de réagir rapidement aux conséquences que la situation sanitaire peut avoir pour les parents d'enfants vulnérables et par rapport aux problèmes de garde qui peuvent se poser en cas de fermeture d'écoles ou de structures d'accueil pour les parents d'enfants de moins de treize ans.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 08.10.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

11.10.2021 Présentation du projet de loi

14.10.2021 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen d'une série d'amendements gouvernementaux

15.10.2021 Présentation d'un amendement gouvernemental

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.10.2021

Loi du 18 octobre 2021

Mémorial A : 2021, n° 732, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

4. 7897 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

- Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo

- Discussion générale : M. Claude Wiseler (dépôt de la motion 1) - M. Gilles Baum (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Georges Engel (interventions de M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler et M. le Ministre Dan Kersch) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen (interventions de Mme la Ministre Paulette Lenert, Mme Josée Lorsché, M. Georges Engel et M. Fernand Kartheiser) (dépôt de la motion 2) - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. le Ministre Dan Kersch et M. Georges Engel)

- Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Roy Reding (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Roy Reding) - M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre - Mme Josée Lorsché - M. Claude Wiseler - M. le Ministre Dan Kersch (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser)

- Vote séparé sur l'article 2 (2) du projet de loi 7897 (adopté)

- Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 7897 (adopté)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement (interventions de M. Georges Engel et M. le Ministre Dan Kersch) - M. Claude Wiseler

- Vote sur la motion 1 modifiée (rejetée)

- Motion 2 : M. Gilles Baum - M. Marc Goergen - M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Dan Kersch et M. Georges Engel) - M. Fernand Kartheiser (retrait de la motion) (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Baum)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre.** - Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Communications

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi zréckgezu gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 18 octobre 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7878 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs (« Bewertungsgesetz ») ;

3° la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial (« Gewerbesteuergesetz ») ;

4° la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

6° la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

7° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

8° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

9° la loi du 7 décembre 2007 autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain ;

10° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

11° la loi modifiée du 1^{er} août 2019 concernant les mutuelles

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.10.2021

7879 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2021-2025

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.10.2021

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

7549 - Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les baux à loyer dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 02.04.2020

Retrait du rôle des affaires : le 14.10.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2056 - Demande de pétition publique : Abolition du CovidCheck pour l'accès aux lieux tels que les hôpitaux, restaurants et lieux de loisirs

Dépôt : Giovanni Tinelli, le 11.10.2021

2057 - Demande de pétition publique : Faire reconnaître le test sérologique et pouvoir le certifier dans le CovidCheck.

Dépôt : Luigi Laera, le 12.10.2021

2058 - Demande de pétition publique : Stop aux pass sanitaires / CovidCheck

Dépôt : Tina Lempereur, le 12.10.2021

2059 - Demande de pétition publique : Petition gegen das Ansteigen der Benzpreise

Dépôt : Pierrot Bettendorf, le 12.10.2021

2060 - Demande de pétition publique : Casque obligatoire pour les cyclistes qui roulent dans la rue

Dépôt : Andy König, le 14.10.2021

2061 - Demande de pétition publique : Ennerstetzung fir d'Elteren, deenen hir Kanner net an eng Maison relais ginn

Dépôt : Jules Clement, le 14.10.2021

2062 - Demande de pétition ordinaire : Suppression totale de toutes les restrictions et contraintes sanitaires liées à l'épidémie de Sars-CoV-2 et obligation pour les médecins généralistes de soigner les patients Covid dès les premiers symptômes pour leur éviter l'hospitalisation

Dépôt : Michel Prémont, le 14.10.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Présidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7897 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail

Op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet de Projet de loi 7897, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

An ech ginn d'Wuert direkt dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, a wie kéint dat anescht si wéi den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo? Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech mech net ieren, stinn ech haut fir déi 23. Kéier virun Iech, fir en Anti-Covidgesetz virzustellen. Dat heescht, mir sinn nach net iwwert de Bierg, och wa mer deem gemeinsamen Zil, de Virus an de Grëff ze kréien, weesentlech méi nokommen. Datt mer erëm zréck an dësem Haus sinn, ass nëmmen een Zeechen do derfir.

An dach beweege mer eis ëmmer nach op dënnem Äis an et géllt weiderhin, en Equiliber ze fannen tëscht restriktive Moosnamen am Interessi vum individuellen an allgemenge Gesondheetsschutz an de berechtigten Uspréich op Normalitéit a Fräiheeten.

Besonnenesch an deene leschten Deeg hu mer gesinn, dass et e richtige Balancéakt ass, dee sécher nach méi eng intensiv Kommunikatioun verlaangt: Well och wann ee ganz haart schwätzt, dierf een net vergiessen, dass et eng Majoritéit gëtt, déi méi lues schwätzt!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Elo dann zu der Situatioun um Terrain.

D'Inzidenzzuel vun den Neinfektiounen op 100.000 Awunner iwwer 7 Deeg gekuckt geet erop a louch an der Woch tëscht dem 4. an 10. Oktober bei 106. D'Zuele vun de leschten Deeg weisen weider no uewen. Dës Inzidenz ass am héchste bei de Jonken tëschent null a 14 Joer an am niddregste bei de Leit iwwer 60 Joer, woubäi awer grad bei den iwwer 75-Järegen d'Zuelen elo nees eropginn.

An de Spideeler bleift d'Situatioun am Moment stabil. An der Woch um 4. bis den 10. Oktober goufe 15 Persounen am Zesummenhang mat enger Covid-infektioun hospitaliséiert, 5 Persoune waren op der Intensivstatioun.

Eng Zuel aus dem leschte Woheréckbléck ass an der Effentlechkeet an an der Press vill diskutéiert a kommentéiert ginn: nämlech de Fait, dass an der Woch um 4. bis den 10. Oktober 46 % vun den Neinfektiounen Leit betraff hunn, déi komplett geimpft waren. Dës Zuele si richtig, mee ginn e falscht Bild of!

Fir e korrekt Bild ze weisen, muss een d'Inzidenz bei de Geimpfte kucken, also d'Zuel vun den neinfektierte Geimpfte par rapport zu der Populatioun vun de Geimpften, an dat selwecht ënnert den Netgeimpften. Wann een dëst mat abezitt, gesäit een, dass d'Inzidenz bei den Netgeimpfte wäitass méi héich ass wéi bei de Geimpften.

D'Zuelen, déi ech fonnt hunn, weisen an deene leschte Wochen, dass de Risiko, sech ze infizéieren, fir Netgeimpfte ronn véiermol méi héich louch. De Risiko, an d'Spidol ze kommen duerch eng Infektioun, ass ronn dräimol esou héich an de Risk, op eng Intensivstatioun ze kommen, ass bal zéngmol sou héich bei Netgeimpfte wéi bei Geimpften.

Dat si Fakten, déi ee soll am Hannerkapp behalen, wann een d'Wierksamkeet vum Impfen a Fro stellt. An et soll een heiansdo, wa méiglech heiansdo oft, och lauschteren, wat d'Virologen hei zu Lëtzebuerg an am Ausland soen an net onbedéngt Experten, déi selwer ernannt sinn an déi eppes ganz Seltenes erfuer hunn hei am Land: Dat ass de Réckzuch vun der Autorisation d'exercer!

Mir wëssen, dass d'Delta-Variant an deene leschte Wochen 100 % vun den Infektiounen ausgemaach huet an dass d'Impfung géint eng Infektioun mat Delta manner effikass sinn. Mee si schütze wederhi gutt géint e schlëmme Verlaf, virun enger Hospitalisatioun a virun allem och virun engem déidelechen Ausgang.

Dofir: D'Impfungen hëllef virun allem géint eng Iwwerbelaaschtung vun de Spideeler! An deenen, déi do säit dem Ufank vun der Kris bis zum Geht-nichtmehr geschafft hunn.

Komm mir kucken no vir a mir kucken, wat géif passéieren, wann no 18 Méint op de Felge fueren an de Spideeler nach eng Kéier esou eng Well géif kommen. Ech wëll mer dat net virstellen an ech wëll dat och net deene Leit zoomudden, deene mer verdanken, dass mer haut do stinn, wou mer haut stinn. Also wannechgelift: Jo, kommt, mir denken un eis, mee kommt, mir denken och un déi, déi esou Efforte gemaach hunn, déi vis-à-vis vun eisen Efforten - jo, ech brauch et net auszudecken - bal bis zum Iwwermenschleche gaang sinn! A si verdéngen duerfir e Merci! An dee beschte Merci kënnen mer soen, wa mer mat zerzou bäidroen ze verhënnere, dass se nach eng Kéier ënnert d'Dampfwal kommen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Dofir: D'Impfungen hëllef virun allem virun enger Iwwerbelaaschtung vun de Spideeler an deenen, déi eis jidderzäit zur Säit stoungen. Dat war ëmmer eist Zil vun de Mesuren, déi mer gestëmmt hunn, an dat bleift och weiderhin eist Zil.

Dofir proposéiert déi nei Versioun vum Covidgesetz d'Mesuren, déi en place sinn, bäizebehalen a plazeweis unzepassen. De CovidCheck gëtt enger-säits ausgedeeent an anerersäits opgelackert: Ab dem 1. November wäerten Autotester op der Plaz - sur place - net méi gëllen, mee just nach déi Antigeenschnelltester, déi ënnert der Opsicht vu Gesondheetspersonal gemaach a vun hinnen certifiéiert ginn. De Grond ass, dass et bei deenen Tester, bei deene Selbsttester eng ganz Partie vun Abuse gouf oder dass se mol iwwerhaupt net gemaach goufen an een einfach duerchgewonk ginn ass an dass dës Zort Tester dofir d'Schwaachstell vun CovidCheck waren.

Eenzeg Ausname sinn an Zukunft d'Schnelltester an der Schoul, déi weider - allerdingen just zu Lëtzebuerg - gëlteg sinn. Do derniewent kënnen och Schnelltester sur place gemaach gi fir den Accès zu Spideeler a Strukture fir eeler Leit. Den Zougang zu de Soine muss garantéiert bleiwen an an dës Strukture muss dofir gesuergt ginn, dass déi Tester och richtig gemaach ginn.

Gläichzäitig gëtt et awer och eng Oplackerung vun dem CovidCheck-Regimm: Vum 19. Oktober u fale just nach Kanner iwwer 12 Joer an 2 Méint ënnert dee Regimm. Engersäits hunn d'Kanner do virun nach net d'Méiglechkeet, sech impfen ze loosser. Anerersäits gi se jo an de Schoule minimum zweemol d'Woch getest. Iwwregens sinn déi zwee Méint bei déi 12 Joer bäigesat ginn op Propos och vun der Santékommissioun a mat engem Säitebléck op dat, wat an anere Länner festgehale ginn ass. Dësen Delai soll et erlaben, genuch Zäit ze loosser, fir sech no dem 12. Gebuertsdag impfen ze loosser.

Da wäert de CovidCheck-Regimm am Horeca-Secteur fir de Banneberäich vum 1. November un obligatoresch ginn, dëst, well am Café oder am Restaurant déi sanitär Moosnamen - Distanz a Masken - net kënnen agehale ginn a well do dacks vill Leit eng méi laang Zäit ongeschützt an engem zouene Raum verbréngen. Op den Terrasse bleift de Covid-Check fakultativ.

Op der Aarbecht gëtt et elo d'Méiglechkeet, ënner CovidCheck ze fonctionéieren, dat heescht, dass déi Responsabel vun enger Entreprise oder enger Administratioun d'Méiglechkeet hunn, déi ganz oder en Deel vun der Entreprise respektiv der Administratioun ënner CovidCheck ze stellen. Dobäi ass kloer, dass den Accès an de Fonctionnement vun de Services publics muss garantéiert bleiwen an dëst muss natierlech bei der Decisioun matabezu ginn.

Dës Mesure géif enger Demande vu verschiddene Säiten nokommen: De CovidCheck soll et erlaben, och op der Aarbecht - an dat muss een am Hannerkapp behalen - zu méi Normalitéit zréckzekommen,

wat e berechtigten Usproch ass vun deene Beschäftigten an de Betriber, dat heescht, schaffen ze kënnen ouni sanitär Moosnamen, Restriktionen, ouni Masken, Distanz oder soss Separationen, a gläichzäitig d'Gesondheet a Sécherheet souwäit wéi méiglech ze garantéieren. Fir déi geimpfte Leit ass et och e Wee, fir hir Fräiheet erëmzekeréien.

Dës Reegelung fällt ënnert d'Bestëmmunge vum Gesondheetsschutz op der Aarbecht, fir déi de Patron responsabel ass an déi am Code du travail, am Statut vun de Staatsbeamten oder Staatsmat-aarbechter ageschriwwen ass.

Et ass och wichteg ze betounen, dass natierlech den Droit commun weider spillt, dat heescht, all Reegele vun der Matbestëmmung, déi am Code du travail, bezéiungswies am Statut oder Kollektivvertrag am Beräich Sécherheet beim Staat a Saache Gesondheetsschutz gëllen. Dat heescht, dass d'Personaldelegatioun, d'Personalverriedung, d'Sécherheitsbeoptraagten an den Decisionsprozess matagebend ginn, souwäit dat virgesinn ass an deenen Ofmaachungen, déi et zwëschent dem Salaré, dem Fonctionnaire an dem Patron gëtt. Do gëtt et e Bedürfnis, mateneen ze schwätzen! Jo, den Dialog muss klappen zwëschent de Beschäftigten an de Betriber, fir déi Praxis esou gutt wéi méiglech kënnen duerchezéien.

Et ass kloer, dass de Patron also e ganz staarken Interêt huet, mat senger Belegschaft - sief dat am privaten oder am öffentleche Beräich - ze kucken, wéi virzegoen ass, wéi ee kann zesummen d'Sécherheet an d'Gesondheet, de gudden Fonctionnement an d'Zesummenaarbecht an der Entreprise respektiv der Administratioun garantéieren, an eventuell no adaptéierte Léisungen ze sichen. Dat heescht, do ass Diskussionsbedarf an et ass och keen, deen der Diskussioun aus dem Wee geet, weeder an de Betriber nach ausserhalb vun de Betriber am Rame vum Sozialdialog, deen hei zu Lëtzebuerg nach wie vor grossgeschriwwen gëtt.

Falls dat net sollt méiglech sinn - an dat bleift hoffentlech d'Ausnam -, spillt a leschter Instanz den Droit commun, wat eventuell Sanktiounen a Prozeduren an deem Kader ueget. Ech brauch net nach eng Kéier ze widderhuelen, op wat fir enger Basis.

D'Gesetz bréngt awer och eng Rei vu Lackerungen. Sou kënnen ënnert dem CovidCheck Evenementer, Manifestatiounen oder Rassemblementer lafe mat bis zu 2.000 Persounen. Bis elo louch déi iewesch Grenz bei 300 Persounen. Fir Evenementer vu méi wéi 2.000 Persoune muss dann zousätzlech e sanitäre Konzept bei der Santé agereecht ginn.

De Projet de loi schafft och eng legal Basis, dass mir hei zu Lëtzebuerg kënnen Vaccinatiounen vun Drëttstaate mat Impfstoffen akzeptéieren, déi nach net vun der EMA unerkannt sinn, mee déi awer vun der OMS eng speziell Geneemegung hunn.

Eng weider Ännerung vum Gesetz hält fest, dass Leit, déi mam Flieger op Lëtzebuerg areesen, an Zukunft just nach de Formulaire de localisation auszufüllen hunn, wann hire Fluch méi laang wéi fënnef Stonne war.

Do derniewent gëtt de spezielle Congé pour raisons familiales eng weider Kéier verlängert.

Eng Ännerung um Spidolsgesetz erlaabt et, dass de Commissaire aux hôpitaux sech an Zukunft ka vun engem Delegéierten op de Reunione vun de Verwaltungsgréit vun de Spideeler ersetze loossen.

Dat neit Gesetz trëtt muer, 19. Oktober, a Kraaft, mat Ausnam vun der méi strenger Reegelung vum CovidCheck, also wat d'Ofschafe vun de Schnelltester ueget, dem obligatoresche CovidCheck am Horeca an dem fakultativen CovidCheck op der Aarbechtsplaz. Dës Bestëmmunge gëllen eréischt vum 1. November un, dat, fir deene Beträffenden Zäit ze loossen, sech dorobber virzebereeden. Wéinst dem relativ enken Delai huet d'Regierung decidéiert, de Leit, déi eréischt fir d'éischt geimpft sinn, an enger Iwwergangszäit weider gratis PCR-Tester unzebidden. Leit, déi sech aus medezinesche Grënn nach net konnten impfe loossen, kréien déi Tester och doriwwe eraus bezuelt.

D'Lafzäit vum Gesetz geet bis den 18. Dezember, an der Hoffnung, dass mer bis dohinner d'Konditionen erreecht hunn, fir méi, an am léifsten all eis Fräiheeten nees erëmzekeréien.

Dëse Projet gouf den 8. Oktober an der Chamber deponéiert. D'Santés- a Sportskommissioun huet de Projet an hirer Sëtzung vum 11. Oktober analyséiert, wat zu engem Amendement bäigedroen huet. Den Avis vum Conseil d'État vum 13. Oktober huet zu engem weideren Amendement gefouert. Nom Zousazavis vum Staatsrot huet d'Kommissioun de Rapport de 15. Oktober mat de Stëmme vun der Majoritéit géint d'Stëmme vun der Opposition uegeholl. Fir d'Avise verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Zur Konkusioun: D'Impfe bleift de Wee, de Wee eraus aus der Pandemie - virun allem, well et schwéier Krankheetsverleef, Hospitalisatiounen an domadder eng Iwwerbelaaschtung vun de Spideeler verhënnert. Ween dorunner zweifelt, soll e Bléck an

déi Länner werfen, déi eng niddreg Impfquot hunn: Ech weisen op Russland mat 30 % Impfquot, wou an engem Dag 1.000 Leit gestuerwe sinn. Dat muss ee sech virstellen: wou an engem Dag 1.000 Leit gestuerwe sinn! Elo huelen ech Russland net als dat groust Beispill, mee et dierft awer deenen ze denke ginn, déi soen: „D'Impfung bréngt näischt.“ Kuckt, wéi eng Stabilitéit bei eis erreecht ginn ass, an da maacht Der lech selwer eng Meenung!

Dofir: Et kann ee Froen oder Ängshten hunn, mee et sollt ee bei sengem Dokter, bei de Wëssenschaftler méi Informatiounen an Äntwerte froen oder d'Covid-Helpline uruffen. A wann et noutwendeg ass, muss mer zousätzlech Informatiounsquelle schafen.

Mee op jidde Fall ass d'Iwwerleung, „et stieche sech och geimpfte Leit un, dofir bréngt d'Impfung näischt“, vill ze vill kuerz gegruff. Zum engen, well d'Infektiounen ënner Geimpfte vill méi niddreg si wéi ënner Netgeimpften, an dat ass nach méi wouer, wat Komplikatounen, Hospitalisatiounen a Stierfäll ueget.

Eng héich Impfquot an e weidert Anhale vun de Gestes barrières erméiglecht eis de Wee aus der Pandemie an - ganz wichteg - hält dem Virus den Terrain an d'Méiglechkeet ewech, fir sech weider ze verbreden an ze mutéieren!

Dofir weider den Opruff: Lauschtert op d'Wëssenschaft! Loosst lech impfen! Bleift weider virsichteg a gesond!

Ech soen lech Merci an dem President Merci, dass ech e bësse méi Zäit krut. Merci gesot.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Claude Wiseler.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Villmools Merci, Här President. Et sinn elo 19 Méint, dass déi ganz Covidgesetz do sinn, an et spiert ee bei de Leit, och bei eis, eng gewësse Middegkeet. Vill Leit hunn es hat, hätte gar hiert Liewen erëm, hätte gar hir Fräiheeten erëm.

Et spiert een och säit kuerzem oder säit enger Zäit all Dag méi Tensiounen an eiser Gesellschaft, eng gewëssen Aggressivitéit an, ech mengen, och mir als Politiker kréien déi ze spieren. Ech denken, dass Dir am selwechte Fall sidd wéi ech: Bréiwer a Mailen hunn ech domat ugeschwat. An et héiert een dat vu béide Säiten: op där enger Säit déi, déi elo all hir Fräiheete wëllen erëmkréien, an op där anerer Säit déi aner, déi refuséieren, sech ëmmer méi an den Eck gedrückt ze spieren, an dat och kloer ausdrécken.

An ech soen: Dat ass net gutt fir eis Gesellschaft, fir eist Land! Bis elo konnte mer eng ganz Rei méi violent Ausschreidunge wéi am Ausland vermeiden. Gott sei Dank konnte mer se vermeiden an ech hoffen, dass mer se och an Zukunft kënnen vermeiden!

A wann esou eng Situatioun ass, da stellt ee sech, da stellen ech mer op jidde Fall d'Fro als Politiker: Wéi ginn ech domat em? An ech hu mer selwer eng Rei Äntwerte ginn, wéi ech mat esou Situatiounen, och par rapport zu de Leit, déi sech un een adreséieren, ëmginn.

Dat éischt, dat ass, dass ech alles dat liesen a lauschteren, wat ech kréien, wat mer zougedroe gëtt, an de Leit hir Meenung - wa se dann de Courage hunn, fir se auszudrécken - och seriö huelen a probéieren ze verstoen, wéi se sech spieren a wat se mengen.

Dat Zweet ass, an dat ass grad esou kloer: Ech loosse mech net ënner Drock setze vun iergendenger Meenung, déi méi haart wéi eng aner ausgedréckt gëtt, och wann dat probéiert gëtt, duerch wellech Moyenen och ëmmer! Ech loosse mech net ënner Drock setzen.

Drëttens, ech probéieren, mer objektiv meng Meenung ze maachen, wat dann elo richtig a wat falsch ass. An ech probéieren, dat éischstens an engem Bléckwénkel vun der Santé publique ze kucken, fir mol ze froen: Wat ass da fir d'ganz Gesellschaft richtig? Wéi kënnen mir als Solidargemeinschaft un e grave Problem, dee mer alleguer zesummen hunn, erugeen?

A wann ech déi Fro fir mech beäntwert hunn, da stellen ech mer d'Fro: Wéi ginn ech mat deene Leit hirer Meenung em, déi eng aner Meenung hu wéi ech? Wat sinn hir Suergen? A wéi kann ech deene Suerge begéinen, ouni meng éischt Finalitéit ewechzehuelen? Wat ass déi richtig Approche am Kader vun der Santé publique?

Duerfir géif ech haut gar eng Kéier probéieren, objektiv ze kucken, wou mer dru sinn. Den 13. Oktober ass et esou, dass zu Lëtzebuerg - héichgerechent op eng Millioun, well een dat ëmmer muss mat anere Länner vergläichen - d'Neiinfektiounen bei 150, 153 leien. Mir leien domat iwwert dem EU-Duerchschnëtt, dee bei

126 ass. Däitschland läit bei 100, Ungarn bei 73, Portugal bei 65, Frankräich bei 58, mir bei 153. Just fir ze wëssen, wou mer proportionell am Kader vun deem, wat an anere Länner geschitt, dru sinn. Eis Reproduktionszuel ass 1,14. Elo kann een dat, wéi de Mars Di Bartolomeo dat gemaach huet, nuancéieren, mee si ass ze héich momentan.

Mir hunn eng déif Stierflechkeetsrat. Mir hunn och eng déif Spidolsbesetzung. Mir si mat den Tester staark erogaunge vun deem Moment un, wou mer den LST net méi gemaach hunn. Par contre, wann een awer kuckt am Vergläich zum Ausland, déi ni den LST haten, teste mer momentan manner wéi England, Frankräich, Irland, Portugal, just fir den Tableau komplett ze maachen.

Wat heescht dat, deen Tableau? Dat heescht, dass mer momentan awer relativ stabil sinn an eisen Infektiounszele säit den zwee leschten Texter.

Bis elo - an an där leschter Ried kann ech mech gutt erënnere, et gesot ze hunn - si mir stabil bliwwen. Dat ass am Fong positiv, dass mer stabil bliwwen sinn. Mee ech soen awer ganz kloer: Haut kann een dat net méi esou soen! Mir sinn haut an enger Phas, wou et net drëm geet ze stabiliséieren, mir sinn haut an enger Phas, wou et drëm geet, d'Zuelen erofzekeréien an net, se stabil op deem Niveau ze halen, wou se sinn.

Wann ee kuckt, wat a Frankräich geschitt ass zum Beispill: Vum August bis elo si se vun 376 Infektiounen - op eng Millioun - op 58 erogaunge - vun 376 op 58! -; an Italie vun 105 op 43; a Portugal vun 250 op 65; a Spuenie vun 340 op 32. Mir si vum August u vu 75 op 150 erogaunge. Dat heescht, mir hunn eis a partir vum September méi oder weiniger bei 150 stabiliséiert. Do, wou aner Länner erogaunge sinn, si mir net erogaunge. Dat ass eis net gelongen.

Eng Chambre professionnelle seet dann och: „Firwat kommen elo déi Moosnamen? Mir hunn eis jo stabiliséiert.“ Meng Äntwert ass ganz einfach: Déi Moosname muss sinn, oder eng Rei Moosname muss sinn - an do kommen ech duerno drop zrëck -, well mer nach net do si mat den Infektiounszuelen, wou mer misste sinn, fir dass d'Gesondheitssituatioun sech stabiliséiert. An, wéi gesot, eis Situatioun ass an deem Moment net akzeptabel. An duerfir ass d'Regierung obligéiert, Moosnamen ze adoptéieren. Bis dohinner, gutt.

Dann ass meng Fro: Wouduerch kënn dann déi Situatioun, an där mer elo hei dra sinn? Eisen Impftaux ass haut net do, wou e misst sinn. Dat ass a mengen Aen awer och ganz kloer. Portugal läit bei 88 %, Spuenie bei 81 %, Frankräich bei 75 %, d'Belsch bei 74 %, mir bei 65 % oder 66 % - allkéiers, wann s de et kucks op d'Gesamtpopulatioun, fir et ze vergläichen. An déi aner Länner sinn op déi selwecht Zuele gekuckt. Mir leien do och ënnert der EU-Moyenne. Schlecht Resultater an der Impfung, ënnert der europäescher Moyenne, an Impftaux an Infektiounszele sinn enk matenee verbonden, dat ass an eisen Ae ganz kloer.

Dann ass d'Fro: Firwat ass deen Impftaux zu Lëtzebuerg dann esou déif? Wisou si grouss Ennerscheeder téschent de Länner? Wisou ass et méiglech, dass a Portugal 88 % vun de Leit geimpft sinn a bei eis en Impftaux ass, wou 65 % vun de Leit geimpft sinn? Dat ass jo awer e groussen Ennerscheid téschent de Länner. Wou kënn den hier? A firwat leie mir ënnert der europäescher Moyenne?

Ech mengen, et ass mol net, well mer technesch schlecht organiséiert waren. Mee ech soen et ganz kloer - ech hunn dat och schonn dobaussen zum Ausdrock bruecht -: Ech mengen, dat ass, well d'Regierung laang Méint keng uerdentlech Impfcampagne gemaach huet.

(Brouhaha)

Säit Oktober ...

(Brouhaha)

Ech erkläre mech, ech erkläre mech och. Säit Oktober d'lescht Joer wouste mer, dass am Dezember géifen Impfstoffen kommen. Do ass näischt gemaach ginn! Säit Oktober hu mer op dëser Tribün - an an all Ried, déi ech hei gehalen hunn, sinn déi Sätz dran - kloer an daitlech gefrot, dass eng uerdentlech Impfcampagne soll gemaach ginn. Et ass eréischt am Februar lues a lues ugefaange ginn, eng Campagne ze maachen. Bis dohinner ass Rumeuren, falschen Informatiounen, Hallefwouechten an Zweifel d'Feld iwwerlooss ginn an d'Rumeure si fräi zirkuléiere gelooss ginn.

An ech mengen, mir hunn déi Rumeuren all héieren, ech sinn oft drop ugeschwat ginn: „Wéi ass et, wann s de geimpft bass? Ech passen op, well dann, wann ech geimpft sinn, kann ech eventuell keng Kanner méi kréien.“ „Ech si méintelaang midd duerno, wann ech geimpft sinn.“ „Se hëllef de ginn näischt, d'Impfungen, well elo nei Varianten do sinn an déi Impfungen, déi mer kréien, hëllef näischt géint déi Varianten.“ Oder: „Eng Impfung, deen hei Impfstoff oder deen aneren Impfstoff, déi kënnen schwéier Krankheeten entwéckelen.“ Alles dat si Rumeuren, déi entstane sinn, déi am Fong de Leit

verständlecherweis Angscht virun der Impfung gemaach hunn. An et sinn an deene Méint keng uerdentlech Explikatiounen vun der Regierung komm, op jidde Fall keng Explikatiounen, déi bei de Leit eriwwekkomm sinn.

An de Staatsminister huet dat de leschten Donneschden a senger Ried zum État de la nation d'ailleurs nach confirméiert: Hien huet gesot, dass d'Regierung an deene Méint Oktober, November, Dezember, Januar oder Oktober, November, Dezember keng Campagne wollt maachen, well d'Regierung estiméiert huet, dass et ze fréi wär, fir eng Campagne ze maachen. Dat sinn net ech, deen dat gesot huet! Dat war viru fënnef Deeg de Staatsminister, hei op där selwechter Plaz, dee gesot huet: „Mir wousten net, ob mer genuch Impfstoff géife kréien. Mir wollte keng Versprieche maachen, déi mer net kéinten halen.“ Dat ass eng Argumentatioun, déi nach repetéiert ginn ass virun e puer Deeg an déi och sengerzäit vun der Gesondheitsministeresch a vum Staatsminister gesot gi war.

De Problem bei där ganzer Geschicht, dat ass, dass dat am Fong dauernd verwiesselt gëtt, déi Campagne, déi gemaach gëtt, fir d'Leit ze incitéieren, sech direkt elo impfen ze goen, wat e prezisen Typ vu Campagne ass, an déi Explikatioucampagne iwwert d'Impfen en général, firwat et gutt ass, firwat et sënnvoll ass, firwat een et soll maachen, wat zwee verschidden Typen vu Campagne sinn. An et hätt strictement näischt an eisen Aen empchéiert, dass d'Campagne vun den Explikatiounen doriwwe, wat d'Impfen ass, wéi et soll goen, wat d'Benefisser dovunner si respektiv wéi een dorunner soll erugeen, weesentlech méi fréi ugelaft wär.

Eng däitsch Etüd seet, dass bei de Leit, déi sech net wëllen impfe loossen, eng relativ geréng Zuel kategoresch Impfgeigner sinn, déi am Fong einfach net wëllen, well se géint d'Impfung sinn, an dass déi aner Leit, déi sech net wëllen impfe loossen, ganz vill Froen hunn, och Ängshten hunn, och Suergen hunn. An ech muss soen: Dat verst mer! Et ass jo och keen innocenté Gest, fir dat ze maachen. An ech mengen, dass een duerfir mat enger Explikatioucampagne - net mat enger Opfuerderungs-campagne: „Ma gitt lech impfen!“, mee mat enger Explikatioucampagne - geziilt un déi Leit muss erugeen, fir hinnen ze explizéieren, wat de Gest Impfen ass, wat e fir Implikatiounen huet a wat en och gesondheitsméisseg heescht. An och spezifesch un d'Zilgruppen erugeen, zum Beispill opgedeelt op déi verschidden Alteren, well d'Reaktiounen an d'Äntwerten, déi ee muss ginn, si ganz aner, wann et jonk Leit oder eeler Leit sinn. Anescht och erugeen u verschidde Beruffsgruppen, well d'Erausfuerderungen u verschidde Beruffsgruppe spezifesch anerer si bei där enger Beruffsgrupp wéi bei där anerer. E verschidde Erugeen och un d'Nationalitéiten, wou och anescht reagiert gëtt, wou och bei der Sprooch ganz aner Besoinen do si bei där enger Grupp wéi bei där anerer.

Ech soen, dass et weesentlech méi sënnvoll gewiescht wär, eng Pressekonferenz manner ze maachen, wann een déi ersat hätt duerch eng uerdentlech an eng richtig Explikatioucampagne no baussen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - An dann och op déi Froen äntwerten, déi d'Leit sech stellen. An dat ass och net ëmmer einfach. An et sinn haut nach eng Rei Froen, déi een onsécher maachen.

Ech ginn lech e puer Beispiller.

Dat éischt Beispill, dat ass, dass am Ufank gesot gouf: „Wann Der krank sidd oder wann Der lech impfe gelooss hutt, dann hutt Der vill Anticorpsen, a wann Der vill Anticorpsen hutt, da sidd Der am Fong geschützt. A bei deem enge kommen, deemno wéi, méi Anticorpsen, wann e geimpft gëtt, wéi bei engem aneren.“ Dat huet jo och jiddwerengem ageleecht. Dat war dann d'Explikatioun.

D'Fro war nach: „Wéini ass ee geschützt? Wéi héich mussen déi Anticorpsen sinn?“ Do konnt ee keng Äntwert ginn, well dat wëssenschaftlech net richtig gewosst war. Mee et ass emol gesot ginn: „No sechs Méint lafen d'Certificaten of, wann Der krank waart, sechs Méint no der Krankheet.“

Elo ass dann d'Fro, déi vill Leit haut nach froen: „Mee ech war krank an ech hunn awer nach vill Anticorpsen, firwat géllt mäi Validitéitszertifikat do dann net méi?“ Da kann een natierlech d'Äntwert ginn: „Mee dat ass, well et europäesch esou festgesat ass.“ Oder et kann een och explizéieren, firwat et esou ass. Elo kréien d'Leit dann eng ganz aner Explikatioun wéi déi vun den Anticorpsen. Elo gëtt de Leit gesot: „Mee d'Anticorpsen ginn am Fong net duer, well Dir musst och eng Immunité cellulaire hunn.“ Sou, fir d'éischt ass dat Eent gesot ginn, dann ass dat Anert gesot ginn. Et ass natierlech schwierig, dass Ganzt ze verstoen. Mee et ass awer och logesch, dass d'Leit onsécher sinn, wann d'Explikatiounen net kloer sinn a wann hinnen dat net uerdentlech erkläert gëtt.

Elo kann een natierlech ëmmer soen: „Dat do ass vill ze vill schwierig, fir dass d'Leit dat solle verstoen!“ Ech soen: Wann een de Leit dat uerdentlech

erkläert, si se och kapabel, esou Saachen ze verstoen an ze akzeptéieren. Et ass dann, wann een et net erkläert, wou Onsécherheeten opkommen.

Eng aner Ausso - an d'Aussoen, déi changéieren -, dat ass zum Beispill déi: Mir kruten nach e Bréif geschriwwen an der Chamber, dee seet: „Wann Dir lech elo fir d'Grippenimpfung wëllt mellen, da musst Der awer oppassen, datt Der net 14 Deeg virdu an net 14 Deeg duerno och eng Covid-impfung kritt.“ Dat krute mer offiziell matgedeelt. Elo kréien dann d'Leit offiziell matgedeelt, datt se am Fong, wa se bei den Dokter ginn, solle wannechgelift déi zwou Impfungen direkt zesummen huelen. Ech verstinn, datt dat och an der Zäit vläicht changéiert an och d'Explikatiounen. Mee wann een dann net hannendrun erkläert, firwat et elo anescht ass, wéi et virdu war, da bréngt een natierlech d'Leit an Onsécherheet eran, well ee fir d'éischt dat Eent seet an da seet een dat Anert. An da froen d'Leit sech: „Wat ass dann elo richtig? Wiem soll ech gleewen a firwat ass dat anescht?“ Dat ass komplizéiert, mee déi Explikatiounen mussen kommen, ansonste gëtt lech net gegléift.

En anert Beispill vu Kommunikatioun, déi schwierig ass. Ech krut, wéi warscheinlech vill Leit, virun e puer Deeg e Bréif heemgeschéckt vum dem Ministère de la Santé oder vun der Regierung an dësem Fall, dee mer seet: „Wann s de nach net geimpft bass, da géi dech wannechgelift elo direkt impfe loosse!“ Ok. Da soen ech: „Majo, firwat hutt Der mer dee Bréif geschéckt? Ech war krank, ech si souwisou zweemol geimpft.“ A vill Leit, notament eeler Leit, soe mir dann: „So, muss ech mech dann elo nach eng Kéier impfe loosse? Ech war dach geimpft.“

Ech weess, dass den Text och ganz kloer ass, esou wéi en hei steet. Mee ech wëll lech just soen: De Fait, datt Der jiddwerengem, och deene Leit, déi net méi brauche geimpft ze ginn, awer nach e Bréif schéckt, bréngt grouss Onsécherheet bei de Leit, déi net richtig wëssen, wou se dru sinn!

Elo sot Der mer, et wär net méiglech gewiescht, aus RGPDS-Grënn warscheinlech, fir just déi unzeschreiwene, déi net geimpft sinn. Ech soen lech: Et wär, wa mer eis eng gesetzlech Erlaabis geholl hätten, duerchaus méiglech gewiescht, fir déi Fichieren ze benotzen, fir d'Leit geziilt unzeschreiwene! Mir hunn oft hei Texter gestëmmt, wou mer eis duerchaus déi Erlaabis do hätte kënnen draschreiwene an dee Moment och eng Rei Onsécherheeten hätte kënnen vermeiden.

A genau dat selwecht seet d'ailleurs d'Mënschrechtskommissioun: D'Mënschrechtskommissioun, wann Der den Avis liest, seet ganz kloer, datt déi dauernd ännernd Informatiounen Problemer gestallt hunn, datt déi inadequat Kommunikatioun Retizenze mat opgebaut huet. A si freet sech och, ob d'ganz Populatioun iwwert déi Kommunikatioun, déi d'Regierung gemaach huet, errecht gi wär. Si seet genau dat selwecht, wéi ech virdu gesot hunn: Et hätt ee sollen, et hätt ee missen independent Experten asetzen, fir Explikatiounen - kredibel Explikatiounen - eriwwerzebréngen. Dat hätt e ganz aneren Effekt gehat wéi déi repetitiv Pressekonferenzen, déi zum Schluss net méi nolauschterbar waren, déi och net méi nogelauschtert gi sinn a wou d'Messagen net méi eriwwerkomm sinn.

An niewent deene Problemer vu Kommunikatioun, wëll ech soen, kréien ech och an deene leschten Deeg vu ville Gemenge matgedeelt um Terrain, datt esou munches net geklappt huet.

Do stelle sech Froen: Firwat déi verschidden Testzenteren am Norden an am Süden am August zou-gemaach hunn an dann elo eréischt opmaachen, wou d'Drénglechkeet vun der Situatioun grouss ass. Firwat déi Schoulcampagne, déi gemaach gëtt an de Schoulen, déi mir a priori begréissen, eréischt elo de 15. Oktober ufänkt, anstatt datt se de 15. September schonn ugefaangen hätt. E Mount Verspéidung! Firwat mer d'Impfbussen, déi par ailleurs e grouse Succès sinn, net méi asetze respektiv firwat mer der net méi hunn. Well vill Gemengen Impfbusse froen, wa se Manifestatiounen hunn, an da refuséiert kréien, well kee méi disponibel ass! D'Stad Lëtzebuerg huet d'ailleurs selwer en Impfbus organiséiert a fiert mat deem bei den Evenementer an der Stad op déi Plazen, wou et muss sinn.

Verschidde Gemengen hu selwer Testzenteren niewent deene vum Staat gemaach, wollten och deelweis Impfzentere bei hir Testzentere maachen, kruten awer do keen Appui vun der Regierung, wat ech och richtig problematesch fannen. D'Gemenge reklaméieren, och aner Gemengen, datt se keng oder wéineg Informatiounen kruten, notament, wann Duerchbréch waren an hire Gemengen; do ware si wierklech net déi éischt Informéiert a konnten och net esou reagéieren, wéi se hätte wëlle reagéieren.

Vill Gemengen - dat ass op jidde Fall den Echo, deen ech haut kréien - fille sech eleng gelooss, kréie keng Hëllef a sinn äusserst enttäuscht.

Ech deposéieren dann och hei eng Motioun, Här President, iwwert déi ganz Informatiounscampagne, iwwert d'Impfbussen an iwwert dat, wat mer an deem Kontext froen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la vaccination est le moyen le plus efficace de prévenir les maladies infectieuses comme celle liée au Covid-19 et ainsi d'éliminer le risque d'épidémie dans la population ;*

- *notant ainsi le besoin de vacciner une proportion très importante de la population pour revenir à une vie normale tout en ayant une situation hospitalière acceptable ;*

- *considérant la nécessité de vacciner au moins 80 % de la population afin d'atteindre une immunité collective ;*

- *notant que le Luxembourg est actuellement toujours loin de cette cible, que les chiffres des personnes ayant reçu le vaccin contre le Covid-19 ont stagné ces dernières semaines et que le taux de vaccination se situe sous la moyenne européenne ;*

- *rappelant nos motions antérieures soulignant l'importance capitale d'une stratégie de vaccination ambitieuse incorporant une campagne de communication ciblée pour créer un climat sociétal de confiance envers les vaccins afin de sortir rapidement et durablement de la crise du Covid-19 ;*

- *constatant que la campagne de sensibilisation à la vaccination entreprise n'a pas suffi à créer un climat de confiance envers les vaccins contre le Covid-19 pour atteindre une immunité collective,*

invite le Gouvernement

- *à déployer d'avantage d'équipes mobiles en « Impfbus » et à mobiliser ces derniers à plus haute fréquence, et ce dans tout le pays ;*

- *à étendre la possibilité de se faire vacciner après 19.00 heures le soir en semaine ainsi que durant les week-ends entiers, ceci avec le but de rendre la vaccination le plus simple possible pour les citoyens ;*

- *à cibler les personnes encore hésitantes à se faire vacciner par une campagne de sensibilisation à grande échelle, explicative et non culpabilisante, afin de gagner la confiance des citoyens concernés.*

(s.) Claude Wiseler, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Gilles Roth, Marc Spautz.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat Ganzt setzt d'Regierung haut an eng Situatioun, wou méi strikt Moossname musse geholl ginn. Et geet zu Lëtzebuerg net anescht an dësem Moment, an engem Moment, wou aner Länner wéi Dänemark, Portugal, Norwegen a Schweden amgang sinn, genau deen anere Wee ze goen, amgang sinn, méi opzemaachen.

Et geet haut zu Lëtzebuerg net anescht. Mee datt et net anescht geet, dorun huet d'Regierung och e groussen Deel u Responsabilitéit. D'Regierung proposéiert, elo de CovidCheck-System an d'Gesetz anzuschreiwene fir d'Aarbechtswelt. Dat hu mir och virun engem Mount hei ugeschwat, wéi mer Covid-Check an Aarbechtswelt ugeschwat hunn, wéi mer awer och iwwert d'Obligation d'information an deem selwechte Proporz geschwat hunn. Déizäit ass gesot ginn, et wär net néideg, dat an d'Gesetz anzuschreiwene.

Den Här Kersch huet dat d'ailleurs och nach repetéiert de leschten Donneschen an eiser Kommissiounssézung. An elo schreiwene mer et awer an d'Gesetz an an et gëtt gesot: „Mir schreiwene et just dran, fir Kloerheet ze schafen!“

Wësst Der, ech soen lech éierlech, dat ass erëm esou eng Saach. Wéi ass et dann elo? Esou oder anescht? Mir wëssen et net richtig. Mir mengen, datt et net misst drageschriwwene ginn, mee vläicht schreiwene mer et awer dran. Mir maachen et elo mol a wann duerno eppes geschitt, mussen d'Gerichter entscheeden, wat richtig oder wat falsch ass.

Ech soen lech: Eis Analys ass ganz kloer! D'Gesetz, wéi et haut ass, gesäit vir, datt de CovidCheck méiglech ass bei Etablissements accueillant un public, bei Rassemblement, bei Manifestatiounen a bei Evenementer, dat heescht, bei punktuellen Evenementer an net um Lieu de travail, repetitiv. Et ass zwar am Gesetz net verbueden, mee wann et contestéiert gëtt, wann e Betrib et gemaach huet, dann entsteet de facto eng Insécurité juridique. Duerfir si mir der Meenung, datt, wann een et wëllt maachen, et kloer muss an d'Gesetz stoe kommen, fir Sécurité juridique ze schafen a fir och d'Rechter vun den Arbeitneemer ze garantéieren.

Mir sinn der Meenung, datt de CovidCheck op der Aarbecht sollt als Méiglechkeet seng legal Plaz an dësem Gesetz kréien. Mee ech soen awer ganz kloer hannendrun: Esou, wéi en elo proposéiert gëtt an dësem Gesetz, beinhalt en eng ganz Serie vu schwerwiegende Problemer! An ech wëll op déi agoen.

Den éischte Problem ass, datt en esou generell gehalen ass, datt et kloer ass, datt sämtlech Responsabilitéit un d'Chef-d'entreprises an un d'Chef-d'administratioun weidergedréckt gëtt. Et gëtt hinne gesot: „Maacht, wat Der wëllt a wat Dir als Chef d'administration an als Chef d'entreprise als richtig empfann.“ Ech hätt mer gewünscht, datt wierklech an

dësen Text eng ganz Rei Prezisiounen méi géife kommen, notament déi sanitär Prezisiounen, well et mer logesch schéngt, datt de CovidCheck, wann een en enger Entreprise oder an enger Administratioun ass, wou Groussraumbüroer sinn, wou Leit op klengem Raum zu 20, 30, 40 zesummesetzen an d'Infektiounsgefor grouss ass, éischer obligatoresch wär, an datt, wann een Einzelraumbüroer huet, déi gutt duerchleift sinn, de Problem sech ganz anescht stellt. Alles dat hätt kënnen prezisiéiert ginn. Datt een och bei Raim, wou Entlüftung sinn, déi gutt funktionéieren, anescht handelt wéi bei Raim, wou dat net de Fall ass. Datt een anescht handelt do, wou obligatoresch physische Kontakt muss entstoen, wéi do, wou Leit schaffen a getrennt sinn.

De Conseil d'État seet d'ailleurs genau dat selwecht ganz kloer. De Conseil d'État seet, datt hei mat dësem Gesetz d'Responsabilitéit op d'Chef-d'entreprises an d'Chef-d'administratioun gedréckt gëtt, mat sämtleche Konsequenzen, déi dat huet. An de Conseil d'État seet, datt hien der Iwwerzeugung ass, datt d'Regierung déi Responsabilitéit hätt solle selwer iwwerhuelen an net verschiben.

Dat selwecht seet d'ailleurs d'Chambre des Fonctionnaires, déi an der totaler Desapprobation vun dësem Gesetz ass a seet, datt d'Regierung sech hirer Responsabilitéit op dem Bockel vun den Employeuren an de Chef-d'administratiounen dechargéiert, eng kloer Desapprobation, déi se d'ailleurs och baséiert op den Artikel 16 vum Statut général vum Fonctionnaire, wou all Examen médical am Interêt vum Service muss ordonéiert gi vum Ministère de la Fonction publique oder vum Ministère du ressort, deemno wellech Administratioun et ass, an net vum Chef d'administration.

D'Patronat seet, mat der Fieder vun der Chambre des Métiers, datt dat hei en extreem flouen Text ass, „qui met en danger le système“, schreiwene se an aller Däitlechkeet dran. A sämtlech aner Gewerkschaften soe méi oder wéineger dat selwecht. An deem Dialog, deen hei entstanen ass an deene leschten Deeg iwwert dëst Gesetz, ass just als Farce ze consideréieren. Dat soen net ech, dat soe vill déi Leit, déi concernéiert waren, well keng richtig Diskussioun entstanen ass. An d'Regierung huet et fäerdegbruecht, mat dësem Text awer och jiddweree géint sech ze mobiliséieren, ob dat d'Patronat ass oder ob dat d'Gewerkschaften sinn.

Déi Onkloerheet an déi Responsabilitéitsverschibung bréngen och eng Rei gréisser juristesche Froen mat sech, zum Beispill, wann de Patron de Covid-Check net aféiert an et entstanen awer Infektiounen a sengem Betrib. Ass en dann, op Basis vu senger Obligation légale de protéger la santé de ses employés, responsabel? Kann e responsabel dofir gemaach ginn oder net? Wat muss e maachen? Wat kann e maachen? D'Gesetz seet näischt. D'Gesetz seet, e kéint dat maachen, wat e wëllt. Mee d'Responsabilitéitsfro ass domat net gekläert.

Émgedréit, wann de Patron de CovidCheck aféiert iwwerall, och op deene Plazen, wou e manifestement am Fong net gebraucht gëtt, well d'Ustiechungsgefor ganz kleng ass, an et ass e Refus vun den Arbeitneemer do an et geschitt en aarbechtsrechtleche Konflikt do hannendrun, da stellt sech natierlech d'Fro: Wiem seng Responsabilitéit ass et dann? Wéi soll dat juristesche ausgedroe ginn? A mir akzeptéieren, datt soen ech ganz kloer, net d'Ausso, déi dauernd kënn: Mee dat mussen d'Gerichter dann entscheeden!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - D'Regierung huet hei e generellen Text gemaach, wou alles méiglech ass, wou d'Responsabilitéit op d'Patronen an op d'Gerichter verschobe gëtt. D'Regierung wëllt näischt méi domadder ze dinn hunn. A fir eis ass esou eng Virgeënsweis net akzeptabel!

Deen zweete Punkt, dat ass deen - an dat hate mer och gefrot - vun der Adaptation vun deem Covid-Check a verschiddene Situatiounen. Mir fannen et normal, datt e CovidCheck kënnt allkéiers, wann eng Manifestatioun ass, esou wéi dat an de leschte Méint d'ailleurs ouni Problem gelaf ass. Mee wann een dat elo an de Betriber aféiert an et obligéiert een d'Leit während zwee Méint - all Dag oder zweemol den Dag, 60- oder 120-mol - dann duerch déi Tester ze goen, jiddwereen, wëssend am Betrib, datt et nëmmen eng Formalitéit ass, da soen ech: Dat ass zwar da legal richtig, mee am Alldag vun den Entrepreneuren ass et awer extreem schwéier duerchzuführen an extreem problematesch!

An dat selwecht gesi mer d'ailleurs hei an der Chamber, wou mer all Dag duerch de CovidCheck musse goen, wëssend, datt déi meescht vun eis duerchaus hire Certificat fir e Joer hunn. Elo sot Der mer, et wär net méiglech, eng Lëscht ze maachen, well dat diskrimatoresch wär an den RGPD dat net géif erlaben. Mee da géif ech lech bieden - déi Leit, déi dat soen -, datt Der den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données eng Kéier liest, well dee bekëmmert sech ëm dee Problem. A bei deem Problem do stellt dee sech fir d'éischt d'Fro, ob de Contrôle quotidien an de Betriber an an den Administratiounen iwwer-

haupt realistesch ass, esou wéi en elo virgesinn ass.

An da seet se hannendrun, wat ee muss hunn, wann ee wëllt esou Lëscht maachen. Si seet: „Mat dem aktuellen Text, esou wéi Dir en elo maacht, ass et selbstverständlech net méiglech.“ An da seet se awer hannendrun: „Wann Der et wëllt maachen, da musst Der ganz kloer eng Base légale ginn, eng Base légale, déi ‚claire et précise‘ ass, wat Der wëllt maachen a wéi Der et wëllt maachen. An Dir musst déi Applikatioun ‚prévisible pour les justiciables‘ maachen, conformément zur Jurisprudenz vun der Europäescher Unioun a vun der Cour de justice des droits de l'homme.“ Dat heescht, d'Commission nationale pour la protection des données seet lech ganz kloer, wéi Der et hätt solle maachen.

An ech soe ganz kloer: Mir haten elo dräi Texter, wou mer iwwert de CovidCheck geschwat hu respektiv wou mer e gestëmmt hunn. Do wär sécherlech d'Chambre dermat d'accord gewiescht, wann Der an deem Text gefrot hätt, fir kënnen esou eng Praxis ze maachen a fir dann erëm d'Liewen an den Entrepreneuren weesentlech méi liicht ze maachen.

Drëtte Punkt. Eng ganz Rei aner juristesche aarbechtsrechtlech Froen stelle sech, an déi huet de Conseil d'État a sengem Avis opgezielt. Ech erfanne se elo net, ech widerhuele se just.

Dat ass beim Refus d'accès: Wat geschitt dann? Dat ass beim Refus de passer le test: Gëtt dat als Refus d'ordre consideréiert, jo oder neen? Dat ass beim Renvoi à domicile: Ass dat, wéi wann een e Congé géif accordéieren? Gëtt de Congé imputéiert op de Congé annuel? Oder ass et ze consideréieren wéi eng Libération de service? Wéi ass et mat der Protektioun géint de Licenciement? Wat sinn d'Konsequenzen vum Refus? An et geet an eisen Aen net, fir einfach ze soen: De Patron decidéiert an den Tribunal kuckt dann, ob e richtig oder falsch läit! Dat ass, wéi gesot, nach eng Kéier, eng inakzeptabel Haltung vun der Regierung.

Genau dat selwecht gëllt fir d'Fonction publique, just datt do den Tribunal vun den disziplinären Instanzen vun der Fonction publique ersat gëtt. A priori kann de Refus e Licenciement bedeuten oder kann ze enger Revocation an der Fonction publique féieren. Wann ech éierlech sinn, muss ech soen, datt dat awer a mengen Ae schwierig akzeptabel ass an haaptsächlech, wann den Autotest virun der Aarbecht net méi valabel ass a wann een aner Tester selwer muss bezuelen. Et ass eng schwierig akzeptabel Situatioun, an d'Antwort: „Et kann ee sech jo gratis impfe loosse“, muss ech soen, ass awer a mengen Aen e bësse kuerz gegruff.

Am Horeca-Secteur féiert Der eng Obligation an, fir de CovidCheck-System bannen zur Normalitéit maachen ze loosse, dat heescht, kee Choix méi ze hunn. Dat liicht eis an. Zumindest liicht et eis an énnert dem CovidCheck-Regimm, deen an de Gesetzer virdu war. Well haut hutt Der de CovidCheck-Regimm geännert, an ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck. An aner Länner ass dat d'ailleurs schonn esou. An ech hunn d'Impressioun, wann de CovidCheck gutt duerchgeféiert ass, datt dat och fir Horeca-Betriber ka positiv sinn, well d'Clienten sech rassuréiert fillen.

Mee ech soen awer och do, datt mir froen, datt d'Regierung e ganz enke Suivi mécht vun de Betriber a kuckt, wéi déi Situatioun evoluéiert, an noutfalls och Hëlfelefen zur Verfügung stellt fir déi Betriber, déi énnert dësem Regimm nach Schwierigkeeten hunn, well ech mengen, datt dat absolut noutwendig ass.

Eng weider Fro, déi sech stellt a mengen Aen, notament am Kontext vun der Aarbecht a vun der Obligation vum CovidCheck op der Aarbecht, dat sinn awer déi grouss Changementer, déi Der am CovidCheck an dësem Gesetz maacht. Well Covid-Check virun zwou Wochen a CovidCheck an dräi Wochen ass eppes total aneres, well fundamental zwou Saachen geännert hunn: Dat ass éischters, datt déi onzertifizéiert Selbsttester ewechfalen, gekoppelt mam Fait, datt jiddwereen elo déi Selbsttester respektiv Tester am Allgemengen muss bezuelen. Dat ass awer eng grouss Ännerung par rapport zu deem, wat virun engem oder zwee Méint lass war. Dat ass eng zolidd Verhäertung vum Covidtest (veuillez lire: CovidCheck) mat der Zilsetzung - an d'Regierung seet et selwer -, Drock auszuüben, fir datt méi Impfung solle kommen.

Mir fannen et haaptsächlech problematesch op der Aarbechtsplaz a mir wëssen net, ob dat eis an den Impftaxen iwwerhaupt an den nächste Méint weiderbréngt. Et accentuéiert an eisen Aen déi aarbechtsrechtlech Froen an et diskriminéiert och déi-jéineg, déi souwisou elo scho sozial Problemer hunn. Well wann ee rechent, mécht dat fir zwee Leit, déi zwee PCR-Tester d'Woch maachen, wa se an enger Koppel sinn - an e PCR-Test kascht elo 59 Euro -, 944 Euro de Mount aus. Dat si vill Suen, 944 Euro de Mount zousätzlech fir Tester. An da kënnen déi eng sech dat leeschten an déi aner hu wierklech Schwierigkeeten, sech dat ze leeschten. An doraus entsteet an eisen Ae ganz kloer eng Diskriminatioun.

Mee och hei erëm ass et esou: De Staat, deen hält sech aus deem Ganzen eraus. An d'Realitéit, déi dobausse wäert entstonen an den nächste Wochen oder Méint, dat wäert déi sinn, datt verschidden Entrepreneuren den Test wäerte bezuelen, aner Entrepreneure wäerten hir Leit um Test participéiere loossen, aner Entrepreneure wäerten net bezuelen, verschidde Gemenge wäerten och an Zukunft nach gratis Tester oder Tester zu ganz génschtege Präisser zur Verfügung stellen. Dat heescht an der Réalitéit: Déi eng kréien e gratisen oder e bëllegen Test, déi aner kréie keen. Dat gëtt vill Duercherneeren dobaussen. Dat gëtt Onzefriddenheet dobaussen. Vill Sträit a vill Duerchernee ginn heimat produzéiert. An do mengen ech, datt sécherlech verschidde Méiglechkeete gewiescht wäeren, fir deem besser ze begéinen.

En anere Problem, dee sech stellt, dat ass een, dee mir elo selwer geschaaft hunn duerch de Fait an duerch déi Diskussioun, déi mer hate beim Conseil d'État: De CovidCheck an den Administratiounen. Et gëtt gesot - a mir hunn dee Saz bäigefügt an ech verstinn deen och, well d'Administratioun muss op si fir déi grouss Moosnamen, also fir déi grouss administrativ Akten a Gesten, déi musse gemaach ginn -, datt een de CovidCheck net a Guicheten aféiere kann. Dat liicht mer jo d'un point de vue administratif an. Ech soen awer hannendrun: Et ass awer a priori déi expositéiert Plaz, gesondheetstechnesch gekuckt, do, wou vill Leit erakommen an do wou vill Echängé sinn! Dofir mécht dat zwar Sënn administrativ, mee gesondheetstechnesch ass et duerchaus méi problematesch. Duerfir meng Fro: Ech hätt et do äusserst sënnvoll fonnt, wa mer op deene Plazen nach weiderhin hätte kënnen gratis Schnelltester oder vereedegt Beamten loossen, fir esou Tester ofzuehuelen. Dat hätt d'Sécherheet vun de Leit, déi dohinner ginn, an d'Sécherheet vun deene Leit, déi am Guichet setzen, weesentlech besser geschützt wéi déi Situatioun, déi mer elo esou mat dësem Gesetz schafen.

Deen nächste Punkt, deen ech wëll soen - a meng Zäit leeft fort, duerfir sinn ech ganz kuerz -: Mat där Ophiewung vun der Limitt vun 300 kënnen mer d'accord sinn. D'ailleurs wëll ech soen, datt déi och net ëmmer esou gespilt huet. Ech ka mech erënneren, datt mer am Stadion souze bei der Ouverture vum Stadion, do war eng Limitt vun 2.000 gesat. Déi ass och respektéiert ginn. Just, wéi mer dobanne waren, souzen all déi 2.000 Leit op enger Tribün an déi aner dräi Tribüne waren eidel. A mir souzen extreem no beieneen. Dat war zwar absolutt reegelkonform, mee ech soen dat ganz kloer: Et huet a mengen Aen net vill Sënn gemaach, fir et esou ze maachen, well mer aner Méiglechkeete gehat hätten!

Duerfir soen ech, datt déi do Zuelen - déi 300 an déi 2.000 - fort si respektiv anescht organiséiert ginn, dat mécht méi Sënn.

A mäi leschte Punkt, dat ass dee vum Conseil d'État, deen eng Propositioun mécht fir den Accès vun de Mineuren zur Vaccinatioun an dee seet, d'Lëtzebuurger Regierung soll dat franséisch Gesetz, wat am August 2021 ugeholl ginn ass, och op Lëtzebuerg applizéieren, dat franséisch Gesetz, dat seet, datt d'Mineuren iwwer 16 Joer selwer kënnen decidéieren, ob se wëlle geimpft gi respektiv datt déi Mineuren zwëschen 12 a 15 Joer nëmme méi d'Ënnerschrëft vun engem Elterendeel brauchen, fir datt d'Impfung autoriséiert ass. Dat ass eng ganz einfach Propositioun. Déi ass liicht ëmzesetze gewiescht. Déi fonctionéiert a Frankräich. D'Regierung ass net drop agaangen. Mir froen eis, firwat d'Regierung och bei esou einfachen Explikatiounen net wëllt driwwer schwätzen.

Zur Konkusioun soen ech: Mir hunn elo dräimol hannerenee mat Jo gestëmmt, déi hei Texter, och wa mer net ëmmer bei deenen aneren Texter mat all Detail d'accord waren. Mir hu Jo gestëmmt, well d'Richtung gestëmmt huet. A mir hu Jo gestëmmt, fir eis kloerzemaachen, fir en Zeechen ze setzen, datt mer an enger schwiereger Situatioun och der Regierung géifen hëllef wëllen, fir weider an dësem Dossier ze kommen.

Haut ass dat anescht, well eng ganz schlecht kommunikativ Gestüen an deene leschte Méint gemaach ginn ass, eng schlecht kommunikativ Gestüen fir d'Impfung, well Lëtzebuerg ënnert der europäescher Moyenne läit. An enger Zäit, wou aner Länner kënnen opmaachen, musse mir nach méi streng Moosnamen huelen. An anstatt dann an där Situatioun mat engem präzisen Text ze kommen, kënn d'Regierung mat engem extreem vagen Text, wou se d'Responsabilitéiten einfach op aner Leit verschübt, dee vill Problemer wäert stellen, dee vill Sueerge mat sech bréngen wäert, deen an eisen Aen och diskriminatesch a sozial ongerecht ass an de Sträit an der Gesellschaft nach méi grouss mécht, an deen och d'Spaltung nach méi grouss mécht.

An duerfir stëmme mer dësen Text mat engem kloeren Neen!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Applaudissements**)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Claude Wiseler. An nächsten ageschriwwene

Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wann een an der Politik ass, da muss een all Dag Entscheidungen huelen. Déi eng, déi falen engem méi einfach, anerer falen engem méi schwéier.

(**Brouhaha**)

Zënter dem Ufank vun der Pandemie hunn d'Regierung an och d'Majoritéit an dësem Haus heibannen ëmmer nees schwéier Decisiounen mussen huelen, déi d'Liewe vun all Eenzelnem beaflosst hunn.

Mir hunn eis dat ni einfach gemaach. Mee mir woussten, wa mer se net géifen huelen, mir woussten, wa mer keng Verantwortung géifen iwwerhuelen, da wäeren d'Konsequenzen mat Sécherheet vill méi schlëmm gewiescht, wéi se a Wirklechkeet waren.

Kolleeginnen a Kolleegen, dräi Véierel vun de Leit iwwer zwoelf Joer hei am Land si geimpft. Dat bedeit also logescherweis, dass 25 % net geimpft sinn an dass mir och zu dësem Moment nach net kënnen zur Normalitéit zrëckkommen. An Dänemark an a Schwede gesäit dat anescht aus: Den Impftaux an Dänemark läit daitlech iwwer 85 %. Wa mir nees ouni Aschränkunge liewe wëllen, da musse mer och kucken, esou séier wéi méiglech op en änlechen Taux ze kommen. Dat ass d'Zil, an dat vun Ufank un: en normaalt Liewe kënnen ze féieren ouni Aschränkungen an ouni Angscht, an dass mir iwwer de Wanter net nees mussen op méi streng Mesuren zrëckgräifen. Dat Zil erreche mer nëmme, wa mer bei den Impfungen virukommen an noleëen.

Duerfir deelen ech och d'Aschätzung vum Här Wiseler net, dass d'Impfcampagne net gutt organiséiert gewiescht wär.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Ech wëll drun erënneren, dass mer zäitweis net genuch Vaccinen haten, fir der Demande vun de Leit nozekommen. D'Impfzentere ginn elo erëm eng Kéier op an d'Leit kënnen sech do mat oder ouni Rendez-vous impfe loossen. D'Impfe war nach ni esou einfach wéi elo. A jo, mir musse weider sensibiliséieren.

Ech wëll awer ganz kloer soen, dass ech der Meinung sinn, dass ganz vill Informatioun gemaach ginn ass, dass d'Leit ganz vill informéiert gi sinn, dass d'Leit ganz vill Pabeieren och an de Bréifkëschten haten. An duerfir, wéi gesot, kann ech d'Aschätzung vum Här Wiseler net deelen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Jo, mir musse weider sensibiliséieren, an dass déi lescht 25 % männer séier vun der Impfung ze iwwerzeege wäere wéi déi éischt 25 %, ech mengen, dat war vun Ufank u kloer. An trotzdeem därefer mer elo net labber loossen. An duerfir wëll ech hei ganz kloer eng Kéier mäi Respekt a meng Unerkennung ausdrécken un all déi Leit, déi während der ganzer Impfcampagne mat ugepaakt hunn, fir dass mer kënnen esou schnell wéi méiglech de Wee zrëck an d'Normalitéit fannen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, jiddweree vun lech heibanne krut déi lescht Deeg Messagë vu Leit, déi hir Fräiheet, sech net impfen ze loossen, revendiquéieren. A mengem Frëndeskrees a bei Leit, déi mir wierklech ganz no stinn, gëtt et och Leit, déi sech net wëllen impfe loossen. Ech hu probéiert, ze iwwerzeegen an de Schrëtt zur Impfung mat hinnen ze goen. Verschiddener wäerte sech et iwwerleeën, anerer wëllen nach ofwaarden an nach anerer wäerte sech op kee Fall impfe loossen.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei respektéiert de Choix vu jiddwengem, och wa mir en net onbedéngt deelen an och net onbedéngt kënnen novollzéien. Dat muss jiddweree fir sech selwer wëssen.

Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer keng 25 % Impfgéigner zu Lëtzebuerg hunn. Et gëtt eebe vill Leit, déi nach zécken. Vill vun hinnen hunn nach vläicht Ängshten a Bedenken an déi musse mir elo mat weiderer Opklärungsarbecht aus dem Wee raumen.

Ech invitéieren déi Leit alleguerten, sech ze informéieren. Lauschtert op d'Wëssenschaft, lauschtert op d'Medezinn, lauschtert op eis exzellente Virologen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Schwätzt mat de Leit, déi sech schon impfe gelooss hunn, a schwätzt mat Ärem Dokter. Well den Dokter ass jo normalerweis déi Persoun, an déi ee ganz grousst oder dat gréisst Vertrauen huet.

Ech soen awer grad esou kloer hei: Et soll een ophalen, alles ze glewen, wat op de soziale Medien zirkuléiert! Et soll een ophalen, deenen Hobbyvirologen op Facebook Gehéier ze schafen, well dat Eenzegt, wat déi verkafen, dat ass ee Produit, an dee Produit, dat si selwer.

Mir mussen eis awer och agestoen, dass mer zu Lëtzebuerg eng kleng - hoffen ech - Minoritéit hunn,

déi sech virun eng Kutsch späne gelooss huet, fir eng éffentlech Versammlung ze stéieren, déi Hetzen an Haass am Internet verbreet an déi och net dovunner zrëckschreckt, Leit éffentlech ze bedroen. Si spille mat der Angscht a mam Zweifel vun de Leit. An esou e Verhalen ass fir mech totalement inakzeptabel an och net engem uerdentlechen Debat wierdeg.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Ech muss lech soen, ech si schockéiert. Ech si schockéiert, wann ech héieren, dass Leit soen, Lëtzebuerg wier eng Diktatur. Ech si schockéiert, wann ech Leit héieren, déi sech trauren, eis Impfcampagne an een Dëppen ze geheie mat den däischerste Stonne vun eiser Lëtzebuurger Geschicht, mat den däischerste Stonne vun der europäescher Geschicht.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Dat ass net ze akzeptéieren an et ass Zäit, dass d'Demokraten hei am Haus d'Wuert huelen an deene Leit d'Stier bidden!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Kolleeginnen a Kolleegen, eng grouss Majoritéit vu Leit iwwer zwoelf Joer ass geimpft. An déi Leit wëllen net méi op der Aarbecht mam Mask rondermlafen. Si wëllen d'Distanzen net méi anhalen. Si wëlle sech och net méi zu all Moment missen d'Hänn wäschen.

Déi grouss Majoritéit, also déi Leit, déi vun Ufank u matgeholl hunn, matgeschafft hunn, sech un alles gehalen hunn, och déi Leit hu Rechter. Déi Rechter, genau sou wéi d'Rechter vun de Leit, déi sech net wëllen impfe loossen, musse mer schützen. An dat maache mir och mat dësem Gesetz.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Wann ech héieren, dass an der Fonction publique eng ganz grouss Majoritéit vun de Leit, déi do schaffen, geimpft ass an dass déi Leit zrëck wëllen an hir Normalitéit, dass déi Leit net méi wëlle mam Mask op der Aarbecht sinn, dass déi Leit erëm wëllen no beienee kommen, d'Distanzen net méi wëllen anhalen, muss ech lech soen: Ech fannen dat normal, dass déi Leit dat revendiquéieren, an ech soen et hinnen hei ganz kloer. Déi Leit mat Impfung, déi „schweigende Mehrheit“ dobaussen huet och Rechter an déi Rechter gi mat dësem Gesetz gestärkt.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Kolleeginnen a Kolleegen, d'Entwécklung vun den Impfungen géint de Covid-19 huet eis erlaabt, déi negativ Auswierkung vun der Pandemie op eist gesellschaftlecht Liewen daitlech ofzeschwächen.

D'Lescht Joer ëm dës Zäit war eis Situatioun eng ganz aner: Neinfektione sinn an d'Luucht geschoss an d'Hospitalisatiounen si méi wéi dramatesch geklommen, souguer bis op eng Limitt, wou mer et bal net méi gepackt hätten. Haut hunn d'Neinfektione eng liicht Tendenz no uewen, mee den Impakt op d'Spideeler hält sech a Grenzen.

Jo, Kritik koum op, dass effektiv och geimpfte Leit sech an der Lescht infizéiert hunn. Hei muss een awer virun allem, wéi den Här Di Bartolomeo et gesot huet, d'Inzidenz berücksichtegen. An déi läit bei de Geimpfte vill méi niddreg wéi bei Leit ouni Impfung. D'Impfung erfëllt also hiren Déngscht, andeems mer eng lwwerlaaschtung vun de Klinicke verhënneren an och schwéier Krankheetsverleef ausbleiwen.

Déi nächst Méint mam kale Wieder, bei deem mer eis nees méi dobannen ophalen, wäerten erëm entscheidend sinn. Sollte sech elo nees méi Leit ustiechen, da kann et effektiv sinn, dass mer erëm méi Patienten am Spidol hunn. Da kann et sinn, dass d'Better op den Intensivstatiounen knapp ginn an dass mer och erëm mussen aner Behandlungen verréckelen. Dat géif eis an eisen Efforten zrëckgeheien a mir misste vläicht souguer erëm méi streng Mesuren huelen.

Duerfir ass en héijen Impftaux essentiel an eng gutt Basis fir d'Zukunft, an där mir wëllen oder musse léieren, zesumme mam Virus ze liewen.

Och eng Grippewell ass dëst Joer net ausgeschloss. Déi Grippewell ass d'lescht Joer ausgefall an d'Leit konnte sech net immuniséieren. Dëst Joer besteet also de Risiko, dass d'Gripp kéint méi schlëmm ausfallen. Op dëser Plaz maachen ech gär en Opruff, haaptsächlech un eis eeler a vulnerabel Leit, fir sech géint d'Gripp impfen ze loossen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi scho gesot, hei zu Lëtzebuerg si 75 % vun de Leit iwwer zwoelf Joer géint de Covid-19 geimpft. Dat geet leider nach net duer. An duerfir gëtt de CovidCheck ugepasst, fir esou méi Leit ze animéieren, sech iwwer de Vaccin ze informéieren a sech och impfen ze loossen. Mir mussen elo nach méi Leit errechen, déi zwar net géint d'Impfen u sech sinn, mee déi fir sech selwer nach net d'Entscheidung geholl hunn, de leschte Schratt ze goen, also sech impfen ze loossen.

Vill Leit hunn d'Impfe vläicht och net als Prioritéit gesinn oder si hate vläicht ganz einfach keng Zäit. A wéi d'Zuelen et weisen, hunn d'Annoncé vun der Regierung och hir éischt Friichte gedroen. An de leschten Deeg hunn Dausende Leit sech nees op der Hotline vun der Santé gemellt an et hu sech duebel esou vill Leit impfe gelooss wéi nach déi Woch virun.

D'Regierung huet d'Decisioun geholl, de Covid-Check unzepassen a säin Asazberäich ze erweidern. Wéi de Rapportier Mars Di Bartolomeo, deem ech villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport, schonn ëmfaassend erkläert huet, wäert an Zukunft den neie CovidCheck iwwerall am Banneberäich gëllen: Restaurants, Cafés, Muséen, Theatern, Discoen, Fitness. Ab dem 1. November wäerten nach just déi zertifizéiert Schnelltester fir de Covid-Check gëllen, déi vu medezinneschem Personal ausgestellt ginn. Dat sinn elo nach zwou Wochen.

Ausname besti weiderhi fir d'Schoulkanner. D'Tester, déi d'Kanner an der Schoul gemaach kréien, déi gi jo vum Léierpersonal duerchgefouert an déi kënnen och ausserhalb vun der Schoul fir de Covid-Check gëllen.

Eng weider Adaptatioun, awer eng ganz wichteg, eng Adaptatioun, déi, mengen ech, ganz ville Familien entgéintkënn, dat ass d'Decisioun, fir d'Alterslimitt vum CovidCheck vu sechs op zwoelf Joer an zwee Méint eropzesetzen. D'Limitt gouf dohinner gesat, well Kanner ënner zwoelf eebe net kënnen vaccinéiert ginn. A wa se zwoelf Joer hunn, hu se zwee Méint Zäit, fir sech ze decidéieren, ob se dat wëlle maachen oder net.

D'Demokratesch Partei begréisst dës Measure, dass eis Kanner, déi nach keng Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen an dowéinst och nach kee Choix, am Alldag net benodelegt ginn an weider u kulturellen, sozialen a sportlechen Aktivitéiten deelhuele kënnen. Spontan mat de Kanner kënnen an de Musée ze goen, op e Basketballmatch oder an e Kloterpark bleift also weiderhi fir d'Majoritéit vun de Familien ouni groussen Opwand méiglech.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat neit Gesetz gouf aus engem weidere Grond vill a kontrovers an de leschten Deeg diskutéiert. Et geet ëm d'Ouverture fir d'Employeuren, fir de CovidCheck bei sech am Betrib kënnen anzeféieren. Domadder soll nees méi Normalitéit op der Aarbechtsplaz kënnen agefuert ginn a gläichzäitig de beschtméigleche Schutz fir d'Employéé garantéiert ginn.

En Employeur ass fir seng Leit responsabel. Hei muss fir hir Sécherheet suergen. Sollt de Patron, an ech widderhuelen nach eng Kéier, sollt de Patron sech fir de CovidCheck decidéieren, da fällt dat an de Beräich vum Aarbechtsrecht mat alle Sanktiounen a Sécherheeten, déi domadder verbonne sinn.

De Choix, de CovidCheck op der Aarbechtsplaz, gëtt de Betriber net virgeschriwwen. Et ass absolutt fräiwëllig, wat am Gesetz och net weider preziséiert ass, fir de Betriber esou vill Fräiraum bei der Ëmsetzung ze loossen, wéi se wëllen. Well all Secteur an all Betrib huet nun emol aner Ufuerderungen.

E Betrib ka sech zum Beispill entscheeden, de CovidCheck iwwerall anzusetzen oder just a bestëmmte Servicere. Verschidden Entrepreneuren hu vläicht d'Méiglechkeet, hire Leit den Homeoffice als Alternativ unzibidden oder de Betrib behält déi aktuell Mesuren, wéi en se elo huet. Déi aktuell Mesuren, wéi en se elo huet, kann e bäihalen, dat heescht d'Mask an zwee Meter Distanz. Da muss sech jo zu dësem Moment fir déi Betriber guer näischt änneren.

Mir mussen och bedenken, dass dësen neie Covid-Check fir de Moment just annerhallwe Mount géllt. Et besteet jo d'Hoffnung, dass mer bis Méit Dezember genuch Leit hunn, déi sech entscheet hunn, sech impfen ze loossen, fir dass alleguerten d'Mesuren, déi aktuell en place sinn, nees opgehewe kënnen ginn.

D'Normalitéit fir jiddereen, dat ass eist Zil. Duerfir gëtt et och weiderhin, wéi bis elo, de Leit esou einfach wéi méiglech gemaach, fir un de Vaccin ze kommen.

Zanter dem 16. Oktober a bis de 16. Dezember sinn nees zwee Impfzentere op: um Belval an zu Esch (veuillez lire: Ettelbréck). Do kann ee sech mat oder ouni Rendez-vous impfe loossen. Och an de Schoule wäert den Impfbus ënnerwee sinn. Ech wëll lech just soen, dass an de Lycéen an der Alterskategorie 12 bis 19 Joer scho ronn 55 % vun deene Jonke geimpft sinn. Ech fannen, dass dat e staarken Taux ass fir déi Jonk an dass déi wierklech de Wee matginn. Mee och do kënnen mer noleëen.

Och an de Schoule wäert den Impfbus ënnerwee sinn. Et kann ee bei säin Hausdokter goen. Bis ewell goufe bei den Hausdokteren 9.000 Leit geimpft, wéi dat aktuell och vill eeler Leit maache fir hir drëtt Dosis.

Et misst ee sech vläicht iwwerleeën, d'Impfung nach méi no bei d'Leit ze bréngen oder vläicht grad dohinner, wou déi meeschte Leit sinn, wou de

meeschte Passage ass. Ech denken do konkret un d'Gare hei an der Stad an och un d'Groussgaass. Vlächicht och an déi Gemengen, an deenen den Impftaux am niddregsten ass, falls et do Donnéeën dozou gëtt. Ech hunn där keng.

D'Vaccine géint de Covid-19 sinn elo säit bal zéng Méint am Asaz. Et goufen iwwer 2,7 Milliarde Leit weltwäit geimpft. De Vaccin ass sécher. D'Vaccine sinn eng vun de gréissten Errungenschaften vun der Medezinn an ech mengen, dat sollt mer net vergiessen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Här President, Kolleginnen a Kollegen, mir liewen an enger Demokratie an do géllt nun emol de Wëlle vun enger Majoritéit. An d'Majoritéit hei am Land ass geimpft a wënscht sech Normalitéit, eng Normalitéit, déi mir erméigleche wëllen, ouni awer e Réckfall an eng nei Infektiounswell ze riskéieren. De Leit bleift de Choix iwwerlooss. Dëst Gesetz féiert keng Impfflicht an, mee et ass wuel vun eiser Säit e ganz kloert Bekenntnis fir d'Impfung, déi mir als eenzege Wee eraus aus der Kris gesinn.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- D'Zil ass kloer: minimum 80 % geimpfte Leit bis den hallwen Dezember. Dat versiche mir, mat Hëllef vun dësem Gesetz ze erreechen. Wéi och an de leschten 18 Méint läit de Verlaf an den Ausgang vun der Pandemie an der Verantwortung vun all Eenzelner.

Ech ginn heimadder den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zum virleidenen Text an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

(*Exclamation à la tribune*)

(*Brouhaha général*)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. Ech soen dem Här Gilles Baum Merci an ech bieden d'Leit op der Tribün, roueg ze sinn, soss muss ech direkt soen, datt déi mussen goen, an dat ass och amgang ze geschéien. Merci villmools.

(*Brouhaha général*)

Här Georges Engel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir hutt de Gest net gesinn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Nee, deen hat ech net gesinn.

■ **Une voix.**- Allerhand!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Ech hu probéiert, eng respektvoll Ried ze halen, ...

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- ... déi déi zwee Lageren, déi Leit, déi sech geimpft hunn an déi Leit, déi nach net geimpft sinn oder déi sech net wëllen impfe loosse ... Ech hu probéiert, eng Ried ze halen, an där ech déi Leit net géinteneen opréngen. Ech probéieren, se beieneen ze bréngen. Ech fannen dee Gest, deen do uewe gemaach ginn ass, total déplacéiert!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Total déplacéiert!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.**- Grad wéi de Verglach mam Hittler.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Baum. An elo huet den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech hei absolut dem Gilles Baum uschlësse bei deem leschte Saz, deen e gesot huet. Ech fannen dat och absolut déplacéiert an ech fannen och net, dass den Émgang deen heite sollt sinn. Ech hoffen, dass dat vun der Majoritéit do uewen op alle Fall emol gedeelt gëtt, wat ech elo grad gesot hunn.

Merci dem Mars Di Bartolomeo fir säin 23. Rapport an deser dach schwiereger a komplexer Matière. De Claude Wiseler huet virdrun iwwer verschidde Saache geschwat, wéi ee mat T-Zellen a mat Anticorpsen a mat L-Zellen a mat där komplexer Matière vun der Immunitéit muss ëmgoen. Ech mengen, dass dat Ganz e ganz schwieregt Thema ass. Wa mer hei nach muss wëssenschaftlech Discourse féieren, wéi een domadder muss ëmgoen, wann dat muss an der Chamber gemaach ginn, wann dobaussen d'Dokteren et emol net fäerdgebréngen, d'Leit ze iwwerzeegen, dann, mengen ech, weist dat, wéi schwiereg deen Exercice ass.

A bei eppes heibanne si mer eis alleguerten eens, Dir Dammen an Dir Hären: Mir wëllen alleguerten net méi, dass dee Virus eist Zesummeliewe beanträchtegt. A mir kënnen net éiweg déi aktuell Restriktionen Mount fir Mount ëmmer weider verlängeren. Mir brauchen och keng, wéi de Claude Wiseler et gesot huet, Stabiliséierung, mee mir müssen d'Infektiounszuelen erofkréien. Mir wëllen d'Spideeler net weider iwwerlaaschten. An duerfir ass eng Léisung do, ech soen et ganz kloer, an der

Form vun der Impfung. An et ass och déi eenzeg Léisung.

Et ass hei scho gesot ginn: Mir hunn am Moment genuch Impfmateriel fir jiddwereen an d'Leit, déi sech wëllen impfe loosse, kënnen sech souguer hire Vaccin eraussichen. Do kann et net sinn, dass mir weiderhin nach mussen Restriktionen maachen, well net jiddwereen, dee geimpft ka ginn, bereet ass, säin Deel zur Léisung bäizedroen, an domadder eng Majoritéit vu Leit, déi sech impfe gelooss huet, och direkt oder indirekt mat betraff ass.

D'Demokratie ass u sech eppes ganz Schéines an d'Demokratie muss och vill Saachen aushalen. Se muss och eng Demonstratioun vu 4.000 Leit aushalen, déi ech als Mënsche respektéieren, absolut, an deenen ech an der grousser Majoritéit och Merci soe fir hir Rou an och dofir, dass déi Demonstratioun ouni Gewalt a friddlech iwwert d'Bün gaangen ass.

Deene 4.000 Leit, déi demonstréiert hunn, sti 400.000 Geimpfter géigeniwwer, déi hir Responsabilitéit geholl hunn, déi solidaresch waren, déi der Wëssenschaft, den Autoritéiten getraut hunn, déi net a Fro gestallt hunn, wat d'Autoritéiten a wat d'Wëssenschaft gesot hunn, déi och net mengen, dass se hannert d'Liicht gefouert ginn. Deene stinn déi géigeniwwer!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Engel, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Wann et net vu menger Zäit ofgeet, jo.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools merci.

■ **Une voix.**- Loosst den Här Engel seng Ried halen!

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Wannechgelift, kënt Der mer se herno stellen? Ech äntweren herno drop. Merci. Dat ass och besser. Da kann ech mäi Gedanke weiderféieren. Mee ech äntweren awer ganz gären op Är Froen. Et ass ëmmer ganz interessant, mat lech ze diskutéieren.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat fannen ech och, Här Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo. 400.000 Geimpfter, déi gehollef hunn, dass mer haut, Dir Dammen an Dir Hären, vill Fräiheete kënnen hunn, dass mer net an engem Lockdown sinn, dass mer d'Spideeler net absolut voll hunn an dass mer liewen, virun allem, dass mer liewen, geschützt ginn. Mäi grouse Merci geet virun allem och u si.

Mir wëllen hei d'Leit net géinteneen ausspillen, au contraire. D'Zil vun deenen neie Mesuren, déi de Mars Di Bartolomeo virdrun a sengem Rapport am Detail erkläert huet, ass op kee Fall d'Splécke vun der Gesellschaft. An och wann d'Mesur méi streng ginn, stelle se u sech de Wee duer, fir zesammen aus deser sanitärer Kris erauszekommen.

An ech erkläre mech och. Säit dem Ufank vun deser Pandemie hu mir e grouse solidareschen Elan an der Gesellschaft gespuert.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- An op dee géllt et, och weiderhin ze setzen. Et ass net de Moment, datt erëm jiddwereen nëmmen no sech kuckt. Mir müssen zesammen iwwert dee Bierg hei kommen. Mir hunn d'Zil virun Aen, mee mir sinn nach net driwwer ewech.

Déi verschidde Variante vum Virus, virun allem d'Deltavariant, déi hunn et a sech. Nach ëmmer besteet de Risiko, dass d'Leit, a virun allem eeler Leit, mee awer net nëmmen eeler Leit, duerch eng Covidkrankung stierwen. Respektiv besteet d'Gefor, sou vill Covidpatienten gläichzäitig mussen ze behandelen, dass d'Capacitéiten an eise Spideeler un hir Limitte kommen. Dat heescht am Umkehrschluss jo dann och, dass wa mer eis Intensivstatione voll hunn, mer aner Behandlungen, déi dann dee Moment manner urgent sinn oder vlächicht grad esou urgent sinn, müssen zäitversat maachen, well net genuch Plaz ass, mat all deene Konsequenzen, déi dat dann och mat sech bréngt, wat mir jo an de vergaange Méint erlieft hunn.

Kommt, mir erspueren eis dat. Kommt, mir erspueren eis dach einfach, déi dote bedrolech Situatioun, déi fir jiddwereen vun eis net gutt ass, ob ee geimpft ass oder net. An duerfir gëtt et nëmmen ee Wee an dee Wee, ob een dat elo gutt féint oder net, geet nëmmen iwwert d'Impfung. A sécherlech hëlleft och eng vitaminräich Ernährung oder e gesonde Liewensstil oder sech op dat besënnen, op dat zréckbesënnen, wat wichteg ass am Liewen. Alles dat ass ganz richtig an alles dat ass och gutt. Mee de Virus léisst sech leider vun esou Saachen net ophalen.

An domadder sinn - mengen ech emol, dat ass mäin Androck, deen ech esou duerch déi leschte Méint awer kritt hunn - déi meeschte Leit hei zu Lëtzebuerg och averstanen. D'Impfung hëlleft an déi Impfung hëlleft eis och, déi Fräiheeten, déi puer, déi mer elo nach net hunn, och erëmzékriegen.

Well wann een déi vergaange Méint Revue passéiere léisst, da stellt ee fest, dass de Gros vun de Leit sech un déi restriktiv Mesur gehalen hunn. Dëst war de Fall, wéi nach keng Impfungen disponibel waren. A wéi d'Impfungen disponibel waren, ass dunn och eng Majoritéit direkt bereet gewiescht, sech impfen ze loosse.

Ech hunn iwwregens an enger ... Mir si bei 75 % vun deenen, déi sech kënnen impfe loosse, oder bei 64 % vum ganze Land. An Däitschland gëtt et eng Etüd, déi vum RKI gemaach ginn ass iwwert de „COVID-19 Snapshot Monitoring“. An do hu 75 % vun deene Leit, déi sech net wëllen impfe loosse, gesot: „Ma mir brauchen eis net impfen ze loosse, well et sinn der jo schon esou vill geimpft. An duerfir brauche mir dat net.“ Ech fannen dat awer héchst bedenklech.

Wann déi, déi sech net wëllen impfe loosse, soen: „Ma déi aner hu sech jo impfe gelooss, da brauche mir dat net ze maachen“, ass dat fir mech awer eng bedenklech Evolutioun an eiser Gesellschaft.

Déi Impfung sinn effikass, dat ass kloer, a sécherlech kann een och eng ganz Rei vun Zweifelen iwwert d'Vaccinen hunn. Dat kann ech ganz gutt novollzéien. Et ass och vill Desinformatioun gemaach ginn an ech kommen herno nach eng Keier op d'Informatiouns- oder d'Sensibiliséierungscampagne iwwert d'Impfungen zréck. Sécherlech huet do keen alles richtig gemaach. Ech kann dat gären herno och mam Verglach mam Ausland beleeden, mee ech denken, dass elo, gutt zéng Méint, nodeems déi éischt Leit geimpft gi sinn, awer kloer misst sinn - e puer Milliounen an der Welt si geimpft -, dass des Vaccinen awer net direkt schiedlech sinn. Follgeschied maache sech, an dat soe bal alleguer d'Wëssenschaftler, direkt no oder kuert no der Impfung bemierkbar, net eréischt no engem Joer.

Déi Impfung sinn effikass, well se virun engem schwéiere Verlaf vun der Krankheet schützen. An och dat seet net nëmmen d'Wëssenschaft, mee dat beweisen d'Zuelen. Laut der europäescher Agence fir d'Prevention an d'Kontroll vu Krankheeten, besser als ECDC bekannt, si mëttlerweil eleng an Europa iwwer 274 Milliounen Leit komplett geimpft. Parallell dozou ginn d'Stierfäll u Covid-19 erof. Wann d'Impfung wierklech esou problematesch wieren, jo da wär dat awer mëttlerweil och bekannt ginn.

An duerfir ass et haut schued, wann eng Majoritéit vu Leit, déi sech impfe gelooss huet, elo leider muss nach weider Aschränkunge matmaachen, well awer eng Minoritéit aus deenen ënnerschiddlechste Grënn - Iwwerzeegung, Angscht - sech net wëllen impfe loosse, och vlächicht seet: „Bon, ech kréien dat vun uewen erof gesot, da maachen ech et sécher net!“ oder „Déi aner hu sech jo impfe gelooss, da brauch ech et net ze maachen.“ Alles dat si Grënn, firwat déi net bereet sinn, mat op dee Wee ze goen.

An och wann een an de soziale Medien virun allem verschidden Impfgéigner esou héiert, si bei mir awer och ganz vill aner Messagen ukomm: „Mir hunn eis un alles gehalen, mir hunn eis impfe gelooss a mir wëllen elo eis Fräiheeten zréck.“ An och déi muss ee respektéieren. Och déi 400.000, déi sech impfe gelooss hunn, si Bierger an dësem Land an och déi hu Rechter.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- A wa mer duerfir eis Mesuren hei méi streng maachen, da mussen mer eis Responsabilitéiten huelen, esou wéi mir dat an der Kris bis elo nach ëmmer gemaach hunn, och wann dat net jiddweringem schmaacht. Dat gehéiert zu engem politesche Mandat dozou, zu der Verantwortung, déi heibanne jiddwereen huet. An duerfir lauschtet och op déi 400.000, déi solidaresch waren a sech virbildlech beholl hunn.

An dat géllt jo och elo. Mir féiere jo hei och elo de CovidCheck fir Betriber an. Iwwregens wëll ech just soen: Virun e puer Wochen huet d'Chamber hei de CovidCheck an der Chamber fir eis alleguerten agefouert.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Mat Schnelltester.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Hei an der Chamber gouf en agefouert an do huet och net jiddweree sech heiriwwer opgereegt. Nee, et waren der souguer nach, déi et scho virdu gefrot haten. An och verschidde Gewerkschaften hunn et virdu scho gefrot gehat. Ech wëll dat just ...

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Do hate mer Schnelltester.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, d'Schnelltester gëtt et jo och elo nach ëmmer, Madamm Hansen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Mee et gëtt awer keng gratis méi.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Déi gëtt et jo awer elo nach ëmmer, Madamm Hansen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Den 1. November net méi.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Nëmmen zertifizéiert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Och do hunn der vill es sat gehat, well sech der e puer net um gemein-

schafleche solidareschen Effort wollt bedeelegen. De Gilles Baum huet et gesot: Déi Majoritéit, la majorité siliencieuse, och déi huet eng Stëmm, där hir Stëmm zielt och.

An ech si sécher, datt mer och an den nächste Wochen nach eng ganz Rei vun oppene Froe kënnen hei aus dem Wee raumen. An ech hoffen, datt mer dat och zesumme mat de Gewerkschaften kënnen maachen.

Duerfir nach eng Keier: Dës nei Mesuren hunn als Zil, datt déi Leit, déi net fundamental géint eng Impfung sinn, mee déi sech aus ënnerschiddlechsten Ursachen - oft ass dat e Gefill - nach net impfe gelooss hunn, och dësen Effort maachen, datt mir deen Effort zesumme maachen, well, an do vertraue mer dann och op d'Wëssenschaft, et ass eréischt, wann den Impftaux tëschent 80 a 85 % ass, datt mer déi Restriktionen erëm kënnen ophiewen.

A sollt dësen Taux virum 18. Dezember erreecht sinn, da kéinten och verschidde Restriktionen erëm virdu gelackert ginn. Et ass schonn e puermol gesot ginn, et ass effentlech gesot ginn, et ass an de Kommissiounssitzunge gesot ginn: Wa mer deen Taux virdrun erreechen, da wëll ee sech net géint d'Luckere vun de Restriktionen wieren.

An dat soll eis dach alleguer encouragéieren, fir datt mer deen Effort hei zesumme maachen, fir datt mer dat packen, fir datt mer déi Restriktionen kënnen ophiewen an erëm en normalta Liewen hei zu Lëtzebuerg hunn, esou wéi et och zum Beispill an Dänemark gemaach ginn ass.

An ech wëll hei nach eng Keier betounen: Hei gëtt kee forcéiert. Mir féieren hei keng Impfflicht an! Wie wierklech net wëll, dee ka sech och weider reegelméisseg teste loosse.

■ **Une voix.**- A bezuelen.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- E muss dann awer de Kaf vun deenen Tester selwer bezuelen, jo. An do sti mir als Lëtzeburger och guer net eleng do. Et ass nämlech virdrun hei - an elo kommen ech nach eng Keier op d'Sensibiliséierungscampagne ze schwätzen - kritiséiert ginn, datt d'Sensibiliséierungscampagne fir d'Impfen net genuch Leit erreecht hätt. D'Länner ronderëm, déi hätten dat besser gemaach an déi hätten duerfir och méi en héijen Impftaux. De Claude Wiseler ass souguer esou wäit gaangen, datt e gesot huet: „Et ass guer näischt gemaach ginn.“ Esou huet e gesot hei virun enger gudder Stonn - ech sinn absolut net domadder d'Accord, dat war awer just eng Klammer -, a well eis Sensibiliséierungscampagne soi-disant esou schlecht war, géif eis elo näischt aneres iwwerbleiwen, wéi d'Schrauwen unzezéien, fir datt d'Leit sech dann awer impfe loosse. Mee ass dat wierklech esou?

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech hu gesot: „Et ass näischt gemaach ginn zwëschent Oktober a Februar.“

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, et ass näischt gemaach ginn. Dat hunn ech ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Tëschtent Oktober a Februar.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Ok, mee ass et dann och wierklech esou, datt déi Sensibiliséierungscampagne net gegräff huet, datt iwwerhaapt näischt geschitt ass an datt mer duerfir esou en Impftaux hu wéi et hei gesot gëtt? Ma ech si mer do net esou sécher, well wann een e bësse ronderëm eis kuckt, da gesinn ech, datt et bei eisen Noperen trotz besseren Impftauxen, wou dann d'Sensibiliséierungscampagne jo méi gefruucht huet, elo och zum Deel e gutt Stéck méi streng gëtt an datt se trotz besseren Impfzuelen op änlech Mesurë setze wéi mir hei.

Zum Beispill: Obwuel eist Nopeschland elo besser Impfzuelen huet wéi mir, ginn a Frankräich d'Mesuren och nach eng Keier weider verschäerft. Sou ginn a Frankräich säit e Freideg d'Autotester net méi am Kader vum Pass sanitaire unerkannt, souguer wa se vun engem Professionnel de la santé gemaach ginn. Wien net geimpft ass an a Frankräich an e Restaurant goe wëll, dee muss am Virfeld e PCR-Test gemaach hunn oder en Antigentest. Dës Tester ginn och net méi, wéi dat virdrun de Fall war, rembourséiert, et sief dann, et géif e Verdacht op eng Infektioun bestoen.

De Präis vun engem PCR-Test läit a Frankräich bei ongeféier 45 Euro, dee vun engem Antigentest an enger Apdikt bei 25 Euro. D'Zil ass a Frankräich dat selwecht wéi bei eis: Déi Leit, déi bis elo nach net geimpft sinn, sollen icitéiert ginn, sech impfen ze loosse, mee, wéi gesot, mat Mesurë wéi och hei zu Lëtzebuerg, déi awer e gutt Stéck méi streng sinn.

Wat d'Entreprises ubelaangt, do ass a Frankräich de Pass sanitaire schonns säit September - säit September, Dir Dammen an Dir Hären! - op enger Rei vu Plazen obligatoresch, wou e Kontakt mat Clientë besteet, wéi zum Beispill am Horeca-Bereich. Dat betrëfft 1,8 Milliounen Salariéen. An da schwätzen ech net vun der Impfflicht, déi a Frankräich jo géllt fir déi Leit, déi am Santésecteur schaffen. Fir 2,7 Milliounen Leit ass dat do de Fall.

A wann ech da schonn am Ausland sinn, dann hutt Der bestëmmt och matkritt, datt een an Italien säit e Freideg nëmmen nach ka schaffe goen, wann een e sougenannte grénge Pass huet.

Mir brauchen awer net esou wäit ze goe wéi Italien. Mir brauchen och nëmmen hei bei eis däitsch Nopere kucken ze goen. Och do ginn d'Schrauwen ugezunn. Am Saarland gëllt säit dem 1. Oktober eng allgemeng 3G-Regel. Während bei eis ab dem 1. November de CovidCheck-Regimm kann op der Aarbecht ugewannt ginn, ass dat am Saarland scho säit e bësse méi wéi zwou Wochen de Fall. Och hei ass et esou, datt et de Patron ass, deen decidéiert, ob den 3G applizéiert gëtt oder net. A wann dat net de Fall ass, da gëllen déi normal Sécherheitsmesurë wéi den Ofstand halen oder d'Masken unndinn.

Wéi bei eis gëllt am Saarland den 3G och an de Restaurants. Do kënnen sech elo och Geschäfte a souguer Coiffersalonen op den 3G beruffen. Och do läit d'Decisioun beim Gerant vum Geschäft, woubäi ze bemierken ass, datt allgemeng an Däitschland säit dem 11. Oktober, also säit enger Woch, keng Gratistester méi ugebuede ginn, ausser fir déi Leit, déi sech aus gesondheetleche Grënn net kënnen impfe loosse.

Och wann dës Gratistester an Däitschland haapt-sächlech zertifizéiert Schnelltester waren a keng PCR-Tester wéi bei eis, ass d'Resultat änlech. Well een an de Bistrot goen an et ass een net geimpft, da muss ee sech teste loosse an deen Test selwer bezuelen. Kuerz, och do ginn d'Schrauwen ugezunn. A wann d'Infizierenzuelen do weider an d'Luucht ginn, da sollen d'Reegelen, esou wéi et elo schonn ugekënnegt ass, nach eng kéier weider verschäerft ginn.

A Rheinland-Pfalz hu se och d'Schrauwen ugezunn, dës esouguer nach e bësse méi fest wéi am Saarland an deemno ass et do och méi streng wéi bei eis.

Der Vollständigkeet halber wëll ech awer och soen, datt mer en Nopeschland hunn, d'Belsch, deem seng Mesuren net onbedéngt méi streng si wéi bei eis. Mee och do ginn d'Schrauwen nach eng kéier méi fest ugezunn, wéi dat bis elo de Fall war. Säit Enn September gëtt et och do keng Gratistester méi fir Leit, déi zum Beispill reese wëllen. Am Allgemengen hat een an der Belsch jo och just Recht op zwee Gratistester. Sinn déi verbraucht a besteet och keen dréngende Verdacht op eng Infektioun, da muss een déi bezuelen. An och fir an de Restaurant an an de Café ze goen ass dat esou, zumindest emol zu Bréissel, an d'Wallonie soll gläich nozéien.

Dir gesitt also, op wat ech eraus wëll: An de Länner ronderëm ginn d'Schrauwen op deene verschidde Eebenen och nach eng kéier ugezunn, an dat, obwuel d'Impftaxe besser si wéi bei eis. Allgemeng ginn also iwwerall d'Schrauwe méi ugezunn an dat, obwuel jo gesot gëtt, d'Sensibiliséierungscampagnë wäeren do vill, vill besser gewiescht wéi bei eis.

An dann nach eppes fir kloerzestellen: Déi Mesuren, déi huelen hei weeder eis Regierungen nach d'Nopeschregierungen, fir d'Leit ze kujenieren, mee mir huelen eis Responsabilitéit, well mer déi Epidemie hei wëllen an de Grëff kréien. An dat geet nëmmen, wann den Impftaxen och héich genuch ass.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Ech ginn hei net méi op dat an, wat de Mars Di Bartolomeo hei ganz kloer erkläert huet, wat déi 46 % vu Leit, déi am Spidol sinn, ugeet. Et weist awer ganz kloer, datt de Risiko, fir sech ze infizieren, däitlech méi héich ass, wann een net geimpft ass an datt de Virus och an deene Kreesser vill méi séier zirkuléiert. Mee et weist leider och, datt och geimpfte Leit net komplett immun sinn, woubäi een hei och muss soen, datt et vun Ufank u kloer war, datt d'Impfung keen 100%ege Schutz ka bidden.

An dat weist och, datt et dowéinst och wichteg ass, datt mir weider Geste-barriären anhalen, op d'mannst esou laang wéi mer net bei engem Impftaxen vun 80, 85 % sinn. Well eréischt dann, dat soen eis d'Experten, kann een dovun ausgoen, datt de Virus vill méi lues zirkuléiert an datt de Risiko vun enger Iwwerbelaaschtung an de Spideeler extreem reduzéiert ass.

Ech kommen zu der Konklusioun: Eist Zil muss sinn, eis Spideeler net ze belaauchten an duerfir sti mer zu deenen neie Mesuren, wéi d'Afféierung vum CovidCheck-Regimm op der Aarbechtsplaz an zum Ewechfale vun den Autoschnelltester am Kader vum CovidCheck-Regimm. Mir hoffen, datt dës Mesuren déi Leit wäerten incitéieren, sech impfen ze loosse, déi bis elo hir Entscheidung nach erausgezögert hunn, an datt mir dann an en änlechen Zenario komme kënnen wéi zum Beispill elo Dänemark. Dat wëlle mer esou séier wéi méiglech erreechen an duerfir muss een natierlech weider Iwwerzeegungsaarbecht leeschten.

Duerfir ënnerstëtze mer och ganz ausdrécklech déi Initiativ vum Impfbus oder vun der Impfcampagne, déi elo an de Schoule stattfënnt. De Minister huet et haut de Mueren nach eng kéier um Radio ganz

kloer erkläert. Well eent steet fest: Weider laang Méint mat den aktuelle Restriktionen weiderfueren, datt wëlle mir de Leit net méi zomudden. An duerfir huele mer och elo eis Responsabilitéit, wéi mir et schonn déi ganzen Zäit an dëser Kris gemaach hunn, fir datt mer elo en entscheidende Schratt, e richteg Schratt no vir kommen a Richtung Enn vun dëser Kris.

Heimadder ginn ech den Accord vun der LSAP fir dës Gesetz.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engel. An ech ginn d'Wuert un den Här Kartheiser, fir lech eng Fro ze stellen.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Pardon.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools merci, Här Engel, och nach eng kéier, datt Der mer d'Geleehheet gitt, lech eng Fro ze stellen. Ech wollt op Är Duerstellung vun der Marche blanche am Ufank zréckkommen, wéi Der gesot hutt: „Déi 4.000, op där anerer Säit déi 400.000.“

An ech wollt lech eigentlech froen: Kënn Der déi Duerstellung beweisen an deem Sënn, datt déi 4.000 géint Impfung gewiescht wäeren? Ech mengen, datt do och geimpfte Leit matgaange sinn. Et ass nämlech esou: Ech hunn op hirer Internetsäit gekuckt. Si sinn net géint Impfung, dat soen se net, mee « chercher à unir les citoyens au-delà de leurs différences et de recréer du lien social, [...] préserver nos droits de citoyens libres, de vérité et de fraternité. » Do steet näischt géint Impfung.

Duerfir wollt ech lech froen: Wéi kënn Der déi Duerstellung, déi Dir hei gemaach hutt, argumentéieren? Villmools merci.

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Net brauchen op d'Strooss ze goen, well dat wëlle mer alleguer.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - An de Medien ass et ganz vill esou duergestallt ginn, datt et Impfgéigner wieren. Ech hunn dat esou opgeholl. Wann et 4.000 Leit waren, déi „chercher à unifier le pays“, da kann ech ganz gutt mat der Iddi vun „unifier le pays“ liewen. An dann, wann et der da 400.000 sinn, sinn et der elo 404.000, déi dann an déi richteg Richtung matzéien. Ech géif mech deem dann ... Ech géif deene Leit da Merci soen, wann et an déi do Richtung geet. Ech wëll lech just soen, mir haten elo grad heibannen e Beispill, datt net allegueren déi Leit an déi dote Richtung wëlle matzéien. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engel. Domat ass dat kloergestallt an ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi eng Welt mat enger Pandemie ausgesäit, wann et keng Impfung gëtt, dovu konnte mer eis während ville Méint e Bild maachen. Et ass eng Welt ouni Fräiheet, et ass eng Welt ouni gesellschaftlecht Liewen, eng Welt mat Aschränkungen, Angscht an Isolatioun, eng Welt vu bedroter Wirtschaft. Ech denken, datt kee vun deem Liewensmodell begeeschtert war an datt et och kengem säi Wonsch ass, eng Neioplaz vun deem Zenario ze erliewen. Villméi ass de Wonsch an der Gesellschaft grouss, nees komplett fräi kënnen ze liewen an d'Covidgesetzter definitiv hannert eis ze loosse.

Ech mengen, souguer de Rapportier Mars Di Bartolomeo wär frou, wann en emol aner Rapporten hei kéint presentéieren.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur.** - Dat stëmmt eigentlech.

(Hilarité)

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Nach ass et net esou wäit. Mee ëmmerhi gëtt et en Instrument, fir de Retour an d'Onfräiheet ze verhënneren: Dat Instrument nennt sech ganz einfach Impfung. Et ass eng vun de gréissten Errungenshafte vun der Wissenschaft a vun der Medezinn iwwerhaapt. A well d'Impfung ee vun den zentralen Elementer vun dësem Projet de loi duerstellt, wëll ech e puer Wieder méi doriwwer verléieren.

D'Erfollegsgeschicht vun den Impfungen ass bekanntlech déi, datt liewensgefäerlech Infektiounskrankheete mëttlerweil der Geschicht ugehéieren, an dat eenzeg an eleng, well op d'mannst 95 % vun der Weltpopulatioun géint déi Krankheete geimpft gi sinn.

Entweeder haten Epidemie wéi zum Beispill d'Pouke keng Chance méi, fir sech ze verbreedden, oder de Krankheitsverlaf war a bleift wéi am Fall vun der Tuberkulos a vum Covid-19 net méi liewensbedroleg a vill manner schlëmm, wann eng Persoun bis geimpft ass. Doriwwer eraus schützt d'Impfung och d'Matmënsche virun enger hefteger Ustiechung, well d'Viruslaascht, déi Geimpfter op aner Mënschen iwwerdreen, vill méi niddreg ass.

Den Effet vun den Impfungen, an dorop wëll ech eraus, ass deemno längst bewisen an hir Effikasitéit ass historesch beluecht.

Allerdéngs stellt een haut fest, an dat ass de Punkt, datt déi extreem héich Effikasitéit och zu engem sougenannten „effet pervers“ ka féieren: D'Impfungen hunn nämlech esou gutt gewierkt, datt mir riskéieren ze vergiessen, wéi schlëmm all déi Krankheete fir Betreffener an hir Familie waren a wéi staark verschidden Epidemie wéi Tuberkulos, Pouken, Kannerlängung a Riselen an anerer d'Mënschheet nach an den 1960er Jore bedrot hunn. An et ass aus all dëse Grënn, firwat een déi entscheidend Ausso vu villen unerkannten nationalen an internationale Virologen an Epidemiologen net oft genuch ka widerhuelen: „Impfen ass besser wéi Testen.“ An dat ass d'Basis vun dësem Projet de loi.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dir Dammen an Dir Hären, dat féiert mech dann och zum Häerzstéck vun den Dispositionen. Och wann se méi ëmstridde si wéi d'Virgänger, sou verfollegt dëse Projet de loi een eenzegt Zil: En ass geduecht, fir den Infektiounsrisiko nach méi konsequent op e Minimum ze reduzéieren, wëssend, datt zousätzlech zum Covid-19 och d'Wantergripp virun der Dier steet an datt déi sougenannte Saisonalitéit bewisenmoossen en Impakt op d'Verbreedung vu respiratoresche Viren huet.

De Choix vun der Regierung besteet kuerz gesot doran, den 3G esou wäit wéi méiglech ze generaliséieren an ze verschäerfen, wat d'Tester ugeet, d'Impfung weiderhi gratis ze maachen, fir all Persoun iwwer zwielef Joer zur Verfügung ze stellen, Schnelltester net méi unzeerkennen, ausser bei de Schülerinnen an de Schüler an de Schoulen, PCR-Tester bei Ongeimpften obligatoresch ze maachen oder op zertifizéiert Schnelltester ze setzen am Fall vum CovidCheck, et sief, et léich eng Géigenindikatioun vun engem Dokter vir.

De Mars Di Bartolomeo huet d'Reegele méi am Detail erkläert an duerfir wëllt ech him och schonn elo direkt Merci soe fir säi gudde Rapport, mëndlech wéi schrëftlech.

Beim Choix vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, geet et eigentlech ëm näischt aneres wéi dorëms, d'Sécherheit iwwerall do ze erhéien, wou vill Mënsche sech beweegen, sief et an der Fräizäit oder op der Aarbechtsplaz. Gläichzäitig geet et awer drëms, de wëssenschaftlechen Erkenntnisser nach méi konsequent Rechnung ze droe wéi an der Vergaangeneheet, d'Mënsche méi wéi jee ze motivéieren, sech impfen ze loosse an Ongeimpften d'Liewe manner agreabel ze maachen.

Gelängt et nämlech, den Impftaxen op 85 % a méi ze erhéien, kënnen mer grad wéi Dänemark, Portugal an aner Länner, déi d'Nues beim Impfe vir hunn, op streng Reegele verzichten an definitiv nees fräi liewen.

Dat ass och d'Zil vun der Europäescher Unioun, déi sech als Tëschenetapp erwaart huet, datt bis zum Enn vum Summer 2021 70 % vun den Erwuessenen an der EU komplett geimpft sinn.

Zu Lëtzebuerg, an dat ass scho gesot ginn, sinn et bis haut just 64 % vun der erwuessener Populatioun, déi komplett geimpft sinn, an dat, obwuel bis zum 7. Juli 2021 all impfberechtigt Awunner an Awunnerinnen eng Invitatioun fir eng Gratisimpfung zougestallt kritt hunn. Ëmsou méi verständlech ass et fir eis, datt d'Regierung zumindest elo deene Persounen, déi bereit waren, sech impfen ze loosse, eng maximal Normalitéit wëll zréckginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et sinn nämlech si a keng aner, déi op eege Fauscht zum Schutz vun der sanitärer Sécherheet am Land bägedroen hunn an och zu der Solidaritéit an eiser Gesellschaft. An dat gëllt et ganz kloer unzeerkennen an duerfir wëllt ech och all deene Leit Merci soen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - An et ass och richteg a wichteg, datt d'Regierung der Impfung an Zukunft nach méi Gewicht wëllt ginn an déi Bedeutung, déi se eigentlech verdéngt: Dat ass déi, datt d'Impfung schonn zanter ville Joerzëngten zu de gréisste medezinnesche Liewensretter gehéiert, well se et ëmmer op en Neits fäerdegbréngt, Pandemien auszerotten an d'Mënschheet ze schützen.

Doriwwer eraus, Dir Dammen an Dir Hären, sollte mer eis awer och engem groussen Privileeg bewosst sinn: Mir hunn d'Chance, an engem Zäitalter ze liewen, an deem medezinnesch Studien an Erkenntnisser vun enger Eethikkommissioun gepréift ginn, national wéi international. An et ass och eng Chance fir d'Gesellschaft vun haut, datt d'Impfstoffer en extreem schwéieren a strengen Zouloosungsprozess duerschlafe respektiv permanent op hir Geforen hin evaluéiert ginn. A grad dowéinst ass déi gefaarte Gefor vun der Thrombos no enger Covidimpfung mëttlerweil erfuerscht a ka verhënnert ginn, an dat ass berouegend. Villsoend ass och, datt

d'Europäer, d'Chineesen, d'Russen an d'Amerikaner zesumme fonnt hunn, fir wirksam Impfstoffe ze entwéckelen. Dat ass an eisen Aen a staarkt Zeechen. Et beweist, datt Natiounen, déi politesch oft net gutt eens ginn, zumindest um wëssenschaftlechen a medezinnesche Plang e Konsens erreecht hunn, deen haut vu kengem méi a Fro gestallt gëtt an dee Vertrauen an d'Medezinn schaafft.

Wat dann déi konkret Dispositionen vun dësem Projet de loi ugeet, esou scheede sech d'Geeschter, wat d'Positionen dozou eebe betrëfft. Se loosse sech a véier verschidde Stréimungen andeelen, grosso modo.

Déi éischt besteet aus de klassesche kategorieesche Covidleegner, déi de Covid als inexistent ugesinn an déi deemno och vun Ufank un all Covidregel refuséiert hunn a weiderhi wäerte refuséieren. Ech ginn net drop an.

Anerer sinn der Meenung, datt dëse Projet de loi ze wäit geet a fuerderen, datt den aktuelle System vum CovidCheck mat gratis Schnelltester op der Plaz soll oprechterhale bleiwen. Dat géif d'Fräiheet bedeiten, datt all Patron, Verwaltung an Organisateur op den aktuelle fakultative CovidCheck-Regimm zréckgräife kann oder eeben net. An dat ass eeben d'Fro, déi sech an deem Kontext stellt. Verbonne mat dëser Position ass déi ënnerschwellig Kritik, datt d'Regierung eng Impfflicht zur Hannerdier wëllt aféieren, gekoppelt mat enger finanzieller Benodeelegung fir Ongeimpfter, well se d'PCR-Tester muss bezuele während d'Impfung gratis bleift.

Dës Position ass an eisen Aen novollzéierbar. De Problem ass awer deen, datt mir mat dësem System bewisenmoossen net vum Fleck kommen, wat den Impftaxen ugeet, soss wäere mer scho méi wäit.

Ech komme bei déi drëtt Grupp, déi der Meenung ass, datt deen neien a méi strenge Regimm vum CovidCheck an alle Betriber a Verwaltungen onbedéngt obligatoresch muss ginn an datt déi Responsabel net de Choix sollen hunn, esou wéi et an Zukunft am Horeca-Secteur de Fall ass. Dat hu verschidde Patronen op Facebook esou gefuerdert.

Et géif bedeiten, datt déi waarm Gromper vun der Decisioun, de CovidCheck op der Aarbechtsplaz anzeféieren oder net, net bei de Patronen an de Responsabele vun de Verwaltungen géif leien an datt déi selwecht sech dann och net mat hire Beleegschaften oder mat der Situatioun vun Einzelnen auserneeetze missten a méiglech Konflikter mat de Salariéen un de Staat kéinten delegéieren. Aus der Vue vun Patronat ass déi Haltung verständlech an och vum sanitäre Standpunkt aus net vun der Hand ze weisen. An der Ëmsetzung wier se allerdéngs mat ville praktesche Problemer verbonnen.

Dat féiert mech dann zu der véierter Stréimung, déi d'Approche vun der Regierung ënnerstëtzt a sech manner haart zu Wuert mell wéi déi aner. Zu deene gehéieren och mir als gréng Fraktioun.

Firwat ass et méi einfach, mat dësem System eens ze ginn? Ganz einfach, well mat dësem Projet de loi versicht gëtt, flexibel mat der Realitéit um Terrain ëmzuegoen an de Schutz virum Virus gläichzäitig ze erhéien op der Aarbechtsplaz. D'Realitéit ass jo déi, datt et Honnerte vu verschidde Aarbechtssituatiounen, Honnerte vu verschidde Raimlechkeeten an Honnerte vu verschidde Aktivitéiten a Missiounen an der Berufswelt gëtt. Dowéinst ass et ganz sécher méi sénnvoll an eisen Aen, der jeeweileger Situatioun als Patron oder als Responsabele kënnen Rechnung ze droen an op eenzelne Plazen op de CovidCheck-Regimm kënnen ze verzichten, wann dat dann néideg ass. Ech denken un d'Guichete vun de Gemengen a Verwaltungen, déi zu jidder Zäit fir de Public accessibel mussen sinn a wou et méi einfach ass, mat de gängegste Gestebarriären ze fonctionéieren.

Wat dee vun der Regierung incitéierten, mee net obligatoresche CovidCheck an de Betriber a Verwaltungen ugeet, däréi een och net ignoréieren, datt verschidde juristesche Problemer riskéieren opzetauchen, wann e Salarié sech weeder impfen nach teste wëllt loosse. Dat stelle mer ganz sécher net a Fro, quitta datt de Code du travail dann zum Droe kënn an d'Haltung vun de Betreffenen dee Moment als Refus de travail mat all senge Konsequenzen interpretéiert ka ginn. Do hoffe mer awer, datt déi Fäll d'Ausnam bleiwen an datt den Aarbechtsklima an de Betriber, an de Verwaltungen an am Horeca-Secteur net wäert vergëft ginn.

Als Gréng hoffe mir awer och, datt dës Zopp manner waarm giess gëtt, wéi se gekacht gëtt an datt vill Suergen a Kriticke sech am konstruktiven Dialog mat de Beleegschaften a mat de Personalvertriedunge wäerte leeën. Lëtzebuerg ass e Land vum Dialog an dat soll och bei dësem Gesetz esou bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, wichteg ass awer och, dat soen ech ganz betount, d'Perspektiv ze änneren an déi aktuell Situatioun net nëmmen aus dem Bléckwénkel vun deenen ze kucken, déi net geimpft sinn, mee och aus dem Bléckwénkel vun deenen Zéngtausenden, déi sech längst impfe gelooss

hunn an hir Verantwortung iwuerholl hunn. Si hunn dat gemaach, fir sech selwer ze schützen, fir d'Mänschen an d'Familien ze schützen a fir de Gesundheitssektor ze schützen. Dat ass déi grouss, mee méi roueg Majoritéit, déi sech d'Recht, ouni Mask kënnen ze schaffen an ouni Mask um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen, duerch d'Impfung erkämpft huet.

Solle mer dës Mänsche forcieren, trotz hirem Impfschutz an hirem Decisioun, Verantwortung ze iwuerhuelen, Masken unzedein, nëmme well Einzelner hiert Recht op Impfung net wëlle wouerhuelen an doriwwer eraus och refusieren, sech engem PCR-Test oder engem zertifizéierte Schnelltest ze ënnerzieren? Mir mengen net.

A muss déi grouss Majoritéit vum Clientë Limitatiounen am Restaurant an am Bistro a Kaf huelen, just well een oder zwee Clientë refusieren, sech gratis impfen ze loosson oder en Test ze maachen? Och hei ass eis Äntwert: Neen.

Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Fräiheet vum Einzelnen do ophält, wou d'Fräiheet vum Nächsten ufängt, huet den Immanuel Kant schon am Joer 1793 behaupt, a mir hunn et scho fréi an der Schoul geléiert. Fir eis zielt déi Ausso och an der Pandemie, fir anerer zielt se vläicht manner. Natierlech ass d'Veweigere vum Impfung eng Fräiheet vum Einzelnen, déi mer respektieren. Se ass och konform zu der Verfassung a gëtt rechtlech net a Fro gestallt. Dat ännert awer näischt drun, datt dës Fräiheet eenzeg an aleng dora besteet, sech selwer a besonnesch déi ongeimpft Kanner engem vëlleg onnéidegen a vermeidbare Risiko auszusetzen an enger véierter Infektiounswelt d'Dier opzemaachen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Am Fall vun enger Erkrankung beusprochen d'Impfverweigerer dann awer ganz selbstverständlech d'Solidaritéit vun der Gesellschaft: Hospitalisiering an Intensivmedizin bis hin zur reimboursierter Rehabilitation, vun der Belaaschtung vum Santépersonal guer net ze schwätzen.

E Lieserbréif, deen de 25. September vun dësem Joer am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert ginn ass, huet et mat dëser Beschriewung vun den Impfverweigerer op de Punkt bruecht.

Richtig ass natierlech, datt et och Leit gëtt, déi zécken, sech impfen ze loosson, an op déi wäert ech nach zrëckkommen.

Ech wëllt awer nach eng aner Remark maachen, déi ech am Kontext vun der Impfung net oninteressant fannen an déi méi psychologescher Natur ass: Si werft d'Fro op, ob d'Mänschen eigentlech op Penurien ugewise sinn, fir de Wäert vu gewësse Gidder a Servicer ze erkennen.

Ech erkläre mech. Am Ufank vun der Pandemie war d'Hoffnung op alle Säiten an der ganzer Gesellschaft grouss, datt en Impfstoff géif entwéckelt ginn. Wéi e bis erfondt war, huet d'Regierung virgeheit kritt, se géif d'Impfstoff net zurzäit bestellen an net genuch Quantitéiten erbäischafen. Elo, wou d'Impfstoff an der néideger Quantitéit a Qualität fir jiddwereen accessibel sinn - an dat och nach gratis -, gëtt d'Regierung kritiséiert, datt se der Impfung esou vill Gewicht wëllt ginn, an dat just, well se Lëtzebuerg nees zu engem fräie Land wëllt maachen. Do kann ee just soen: Egal, wéi een et mécht, mécht een et falsch! Oder net?

Dir Dammen an Dir Hären, wat fir eis zielt, ass, datt den Impftaux weider klëmmt. A fir dat Zil ze erreechen, muss mer eis virun allem op déijéineg Mänsche konzentréieren, déi een als Nachzügler oder als Zögerer bezeichne kann. Dat sinn net déi kategoresch Impfverweigerer, vun deenen ech virdru geschwat hunn, et sinn déi Mänschen, déi aus gewëssen Ängschten an Zweifel eraus bis elo net decidéiert sinn, sech impfen ze loosson.

Zu den Nachzügler gehéieren doriwwer eraus awer och déi Mänschen, déi opgrond vun hirem sproochlechen a kulturellen Hannergrond séier duerch d'Informationsnetz falen. Am Fong handelt et sech hei ëm déi selwecht Bevölkerungsgruppen, déi a Pandemiezeite besonnesch ufällig sinn, op enkem Raum an a schlechte Konditiounen liewen a schaffen a sech meeschens net iwwert déi gängeg Kanäl informéieren an och net iwwert d'Press.

An Zukunft ass et eiser Meenung no wichteg, datt dës Mänsche besser erreecht ginn. A wéi seet een esou schéin: Wann de Propheet net bei de Bierg geet, da muss de Bierg bei de Propheet kommen. Dat heescht, datt déi nidderschwelleg a bierno Initiativen ausgebaut mussen ginn. Dat heescht, datt d'Impfkippe sech mat interkulturellen Traducturen a Streetworker an déi Quartiere beginn, wou eis friemsproocheg Gemeinschaften am eischten unze-treffe sinn a wou déi méi vulnerabel Sozialschicht liewen. Dat ass ganz sécher net mëttes an der Concorde virum Bijoutier.

An da geet et net nëmme drëms, Mänschen ausféierlech an hirem Sprooch ze informéieren, mee och Vertrauen an eise Santéssystem opzebauen. Dozou gehéiert och, datt Fakenews konsequent bekämpft

an aus der Welt geschafte ginn. An Däitschland sinn esou Faktencheckcampagnë längst ugelaft, wat mer ganz interessant fannen. Se si geduecht, fir ganz genee drop hinzewisen, datt beispillsweis a Brasilien de Mänsch net zu engem Krokodill ginn ass, wann e geimpft ginn ass, trotz der Warnung vum President Bolsonaro, an datt de Bill Gates och net vun der Pandemie profitéiert, fir de Mänsche Mikrochips anzepretzen, fir se besser kontrolléieren ze kënnen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et leider nach ëmmer Mänschen, déi op esou Theorien erafalen, well net genuch Géigeninformatiounen zirkuléieren. An do muss mer eis alleguer mat der Nues huelen, well mir kënnen alleguer zu der Informatioun bäidroen. Jiddefalls d'äerf Lëtzebuerg net zum Närke vum esou Verschwörungstheorie ginn, esou haart wéi d'Waasserdréier an déi zimmlech impulsiv Veréierinne vu verschiddene Rietspopulisten och jäizen, fir Feindbiller um Hannergrond vun der Impfcampagne opzebauen ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ... an d'Mänsche wëlle gleewen ze dinn, datt dës Koalitioun vun der Pandemie wëllt profitéieren, fir eng mänsche-feindlech Diktatur zu Lëtzebuerg opzebauen. Dat kann et definitiv net sinn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech kommen zrëck zu den Impfungen. Nieft geziilten Informatiounen wëllt ech nach drop hiweisen, datt mer och nei Piste kënnen erfuerschen an datt mer deenen näischt sollen an de Wee setzen, fir Ongeimpfter ze motivéieren. A firwat an deem Sënn net och positiv Incentivé fir d'Impfung schafen?

Vun der Grillwurst bis zu Reduktionsbonge gouf et an Däitschland notament schon esou zimmlech alles, fir Geimpfter fir hir Solidaritéit ze belounen. Ech si kee Frënd vu grouss Beloungen, mee wann et e Wee ass, fir d'Impfung ze beschleunegen, verschléisse mer eis deem Wee net. A mir froen eis och, ob eise Mëtzelstandminister, dee jo Erfahrung mat Bongen huet, ...

(**Hilarité**)

... vläicht guer net esou ofgeneigt wier, well e weise kann, datt Lëtzebuerg ganz kreativ ka sinn, wann et heescht, d'Leit mat an d'Boot ze kréien an zesummen alles ze maachen, fir datt mir gläich nees fräi kënnen liewen. Och do géllt et, zesummenzeschaffen an innovativ ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ëmmer wëllt ech net ophalen, ouni un d'Kanner an déi Jonk ze denken, an duerfir kommen ech zum Schluss bei si. Et gi Kanner a Jonker, déi sech net d'äerfen testen loosson an no zwielef Joer och net d'äerfen impfe loosson, ganz einfach, well hir Elteren dergéint sinn.

D'Diskussioun, déi an deem Kontext vum OKaJu (ndlr: Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher) ugestouss ginn ass an a Frankräich och scho leeft, fanne mer ganz interessant a wichteg. Se leeft drop eraus, datt méi konsequent op d'Matbestimmung vu Kanner a Jonke gesat gëtt, wann et ëm hir Rechter geet, och am Beräich vun der Medezinn.

Ech schwätzen och vun der Kannerrechtskonvention, wou d'Matbestimmung vu Kanner a Jonke groussgeschriwwen gëtt. Mir géifen et begréissen, wann dës Diskussioun géif verdéift ginn, fir datt och déi Kanner an de Genoss vun enger Impfung ab zwielef respektiv an de Genoss vun Tester kommen an net vum gesellschaftleche Liewen ausgeschloss ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Lorsché. An och un lech huet den Här Fernand Kartheiser eng Fro.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann d'Madamm Lorsché dat akzeptéiert.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Wëllt Der erëm e Film dréien?

(**Hilarité**)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, et geet mer u sech ...

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Da kritt Der nach méi Veréierinnen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - O, Madamm Lorsché, meng Fro geet net dorëmmer. Meng Fro ass eigentlech ... Ech hunn lech ganz gutt noga-lauschert, ech hu mech och gefreut, datt Der esou bibelfest argumentéiert hutt. Mee wéi Der geschwat hutt, sinn eigentlech zwou Froen opkomm, déi am Raum stinn.

Déi éischt ass - Dir hutt iwwert d'Solidaritéit geschwat bei de Krankeversicherungen; ech mengen, dat ass einfach déi Situatioun, déi Dir ugeschwat hutt, wat mer och an der Vergaangenheet

schonn e bësse kritiséiert haten - eng ganz einfach Fro: Bekennt sech déi gréng Partei zum Solidaritéitsprinzip bei de Krankeversicherungen, inklusiv am Covid?

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech brauch nëmme ee Wuert ze soen: Jo.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fein. Dat ass gutt, datt Der dat kloerstellt. Meng zweet Fro.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat gëtt awer e kuerze Film dës Kéier.

(**Hilarité**)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wësst Der, et geet mer net ëm de Film.

■ **Plusieurs voix.** - O!

(**Hilarité**)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Déi zweet Fro ass dann an der Suite vun där doter Argumentatioun. Dir hutt elo fir d'éischt iwwert de Solidaritéitsprinzip geschwat, dunn hutt Der weidergemaach mat der Fräiheet an der Diskussioun doriwwer. An do ass meng Fro déi heiten: Wat ass d'Konsequenz vun Ärer Argumentatioun am Kontext Covid op aner Infektiionskrankheeten? Ech wëll elo net direkt soen, d'Gripp oder esou eppes, mee et gëtt aner Infektiionskrankheeten, déi eng héich Mortalitéit hunn. Gesitt Dir en Zesammenhang tëschent Ärer Argumentatioun hei, wat d'Impfen ugeet, an d'Konsequenzen op d'Gesellschaft a Besuch op aner Infektiionskrankheete mat och engem héijen Taux u Mortalitéit?

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Also, ech verstinn déi Fro elo wierklech net.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass ganz einfach: Äre Rasonement fir Covid, mat dem Impfen, mam Drock an esou weider, deen Der gemaach hutt - ech mengen, dat ass jo elo dat, wat Der gemaach hutt -, léisst sech mutatis mutandis och op aner Krankheeten iwwerdreien. A meng Fro un lech ass, ob Der lech d'äers bewusst sidd a wéi Der eigentlech d'Entwécklung vun der Gesellschaft mat deem do Rasonement virundenkt.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Also, ech stinn nach eng Kéier zu deem, wat ech gesot hunn: Do, wou et eng Impfung gëtt, fannen ech et nëmme verantwortlech, datt een déi Impfung wouerhëlt, et sief, et géife Géigenindicatiounen virleien, déi soen, e Mänsch kéint sech net impfe loosson. Déi mussen natierlech ganz solidaresch behandelt ginn an dat ass och richtig, datt de Modell do aspréngt. Natierlech stinn ech och zum Recht, sech net impfen ze loosson. Mee ech soe mer awer: Wa mer wëlle fräi liewen, wa mer d'Pandemie wëllen hanner eis kréien, komme mer net derlaanscht, den Impftaux ze beschleunegen oder mir mussen erëm zrëck an eng Gesellschaft mat Reegelen, mat Verbueten, déi Dir ganz bestëmmt och net wëllt.

Wann et keng Impfung gëtt, da muss mer natierlech all déi aner Mëttele an Instrumenter aus eise solidaresche Santésektor a Betrib setzen, fir jiddwerengem an dësem Land déi méiglech an néideg Soinen ze ginn, fir datt e seng Krankheet iwwerleift.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci fir zwou kloer Äntwerten op déi Froen. An domadder kann ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Här Mars Di Bartolomeo fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Et sinn der ewell eng jett an ech hoffen net, datt der nach vill derbäikommen, mee dat ass net méi an eisen Hän.

■ **Une voix.** - O!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - D'Regierung huet mat dësem neie Covidgesetz wëlls, d'Impfquot vun der Bevölkerung an d'Luucht ze dreien op iwwer 80 %, fir domadder iergendwann eng Kéier d'Herdenimmunitéit ze erreechen, déi allerdéngs ëmmer méi héich definéiert gëtt. Mir froen eis, wéi déi dann iwwerhaupt jeemoos ze erreechen ass.

Et kann ee sech bei dësem uviséierten Taux och d'Fro stellen, firwat d'Regierung, zousätzlech zum Impftaux, net och den Immunitéitstaux matreucht. Et hu sech nämlech mëttlerweil ronn 80.000 Leit am Land mam Virus infizéiert. Wann een déi Zuel bei d'Zuel vun de Geimpften derbärechent, si mer elo schonns bei iwwer 80 %.

Dem Zil Herdenimmunitéit ginn all déi nei Covidmesuren ënnergeuerdent. An engem Rechtsstaat ass et awer esou, datt den Zweck nimmools d'äerf e Virwand sinn, fir Mëttele anzusetzen, déi sech géint eis elementar Fräiheete riichten.

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Et ass zwar richtig, datt d'Coronakris nach ëmmer eng grouss Erausforderung fir d'Politik bedeit, mee dës Kris d'äerf net als Fräibréif benotzt ginn, fir eis fräiheetlech-demokratesch Rechter auszehuelen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - D'Moosnamen, déi vun der Regierung geholl ginn, mussen der Situatioun ugemooos sinn an am Aklang mat eise Grundrechter stoen. Fir datt dës Moosnamen hir Wirkungen erreechen, muss se op engem breede gesellschaftleche Konsens baséieren. Dat kann ee vun dësem haitege Covidgesetz, iwwert dat mer haut ofstëmme, net soen. Dëst Gesetz wäert eis Gesellschaft weider splécken an domadder och schwächen.

Vu ville Säite gëtt Kritik un dësem Gesetz geübt. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics schreift an hirem Avis vum 11. Oktober 2021, datt dat Gesetz zousätzlech Aschränkunge vun eise fundamentale Fräiheeten a Rechter, déi an eiser Verfassung festgeschriwwen sinn, mat sech brénge wäert, esou beispillsweis vum Recht op Privatlieden, vum Recht drop, Handel ze dreien, a vum Recht, eng fräiberufflech Aktivitéit auszeüben.

Déi nei Mesurë verstoussen och géint international Konventiounen a Verträge, déi zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen goufen, sou beispillsweis géint déi Europäesch Konventioun zum Schutz vun de Mänscherechter.

Dat neit Covidgesetz huet keen aneren Zweck wéi d'Erhéijung vun der Impfquot. Et gëtt an der Preamble vum Gesetz souguer drop higewisen, datt d'Covidsituatioun am Abléck hei am Land relativ stabil ass an datt d'Spideeler wäit dervun ewech sinn, iwwerlaascht ze sinn. Effektiv sinn am Moment manner wéi 1 % vun alle fräie Better an eise Spideeler vu Covidpatienten beluecht. Et geet also just drëms, Drock op d'Mänschen auszeüben, déi bis elo net geimpft sinn, an dat trotz de Statistiken, déi kloer beleeden, datt mëttlerweil och een Deel kann infizéiert ginn, deen eemol oder duebel geimpft ass.

D'Impfung ass fir dës Regierung net nëmme just e Mëttel, fir d'Krankheet ze limitéieren, mee well bal e politesche Muss. Onofhängeg dervun, datt d'Ausübe vun Drock nimmools en adequat Mëttel ka sinn, fir Mänschen ze iwwerzeegen, si Gesetze net dofir do, fir Drock op d'Mänschen auszeüben.

D'Commission consultative des droits de l'homme weist an hirem Avis iwwert de Gesetzesprojet 7897 drop hin, de französische Staatsrot zitierend, datt déi staatlech Moosnamen am Kampf géint de Covid misste motivéiert sinn « par l'intérêt spécifique de la mesure pour limiter la propagation de l'épidémie » an esou weider « et non par un objectif qui consisterait à inciter les personnes concernées à se faire vacciner ».

D'Regierung schéngt sech net drun ze stéieren, déi sozial Kohäsioun um Altor vun der Herdenimmunitéit ze afferen. D'Mesuren, déi d'Aarbechtswelt betreffen, sinn an hirem Kär net nëmme ongerecht an onsozial, mee och nach diskriminéierend.

Huet den honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo sech de 27. Mee 2021 als Invité vun der Redaktioun op RTL nach vehement derfir ausgeschwat, datt mer versiche sollten, dës Kris gemeinsam ze bewältegen, ouni Diskriminéierung, a Richtung méi Fräiheeten an zrëck an d'Normalitéit, esou bewierkt awer dëst Gesetz genau de Géigendeel. Andeems de CovidCheck-System op d'Betriber an den öffentliche Déngscht ausgedeeent soll ginn - wouduerch d'Regierung d'Veantwortung fir de weidere Verlaf vun der Pandemie op d'Patronen ofwälze wëllt -, wäert et an Zukunft, datt bréngt dat mat sech, zu groussen arbeitsrechtliche Konflikter kommen, déi eis Gesellschaft wierklech net néideg huet.

Wat geschitt an Zukunft mat Beschäftegten, déi mueres kee Covidpass oder kee zertifizierten Test virweise kënnen? D'CGFP huet d'Regierung dowéinst heftig kritiséiert, a mir als ADR schléissen eis dës Kritik un: Op kee Fall d'äerf Beschäftegter, déi op der Aarbecht keen Zertifikat virweise kënnen, sanktionéiert ginn oder souguer hir Plaz verléieren.

Iwwert dat neit Gesetz kréien d'Patronen déi legal Méiglechkeet, Leit ze benodelegen oder am schlëmmste Fall ze entloossen, déi an dëser Kris eng aner Meenung vertrieede wéi d'Regierung.

E Salaré kann an Zukunft opgrond vu Gesundheitskrittäre bezéiungsweis opgrond vu senger perséinlecher Meenung zum Thema Impfung entlooss ginn. Dat ass et bis elo ni ginn! Bis elo ass de Gesundheitszustand vum Salaré de Patron näischt ugaangen a war vum Secret médical gedeckt.

An Zukunft kann een entlooss ginn, wann ee vläicht - an ech betoune „vläicht“ - Covid huet. Et kann een entlooss ginn, wann een net nowise kann, datt een e bestëmmte Virus net huet. Dat ass e Paradigmewissel, net nëmme an der Aarbechtswelt, mee och an eise Rechtsstaat!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Bis elo gouf et an eiser Gesellschaft keng Diskriminatioun opgrond vu Gesundheitszustand oder, besser gesot, vum méigleche Gesundheitszustand vun enger Persoun. Dat ass ganz kloer am Code pénal festgeschriwwen ginn. Misst een duerfir de Code pénal

net ëmschreien? A wéi gesäit et an Zukunft aus, wann eng Influenza grasséiert? Kann een do och seng Aarbecht verléieren?

Souguer de Staatsrot werft a sengem Avis follgend Froen op, ech zitieren: « Ce refus de passer le test peut-il éventuellement donner lieu à des avertissements de la part de l'employeur, dans la mesure où il pourrait encore être considéré comme un refus d'ordre? Si ce refus implique que le salarié est renvoyé à son domicile, est-ce que ce renvoi est à considérer comme accord de congé? Ce congé sera-t-il imputé sur le congé annuel du salarié ou alors s'agit-il d'une libération de service avec maintien du salaire? Comment protéger le salarié contre un licenciement éventuel? »

Dës Froe vun eminente Juristen aus dem Land werfe vill Froen op, a mir wäerten do nach an Zukunft mat ville Froen a Schwierigkeete befaasst sinn, déi dëst Gesetz mat sech bréngt.

A firwat mussen déi eng Patronen hir Leit kontrolléieren, während all déi aner Patronen d'Wiel hunn? Jiddefalls kréien d'Chefs d'entreprises ou d'administration mat dësem Gesetz eng Muecht, déi se ni virdrun haten: Déi eenzel Beschäftegt kënnen bis zu dräimol an der Woch gezwonge ginn, en zertifizéierte PCR-Test virzeleeën. Bei engem Präis vu 25 Euro pro Test mécht dat 75 Euro pro Woch aus an 300 Euro de Mount. Wéi sollen déi Mënschen, déi de Mindestloun verdéngen, dës Zomm opbréngen?

D'Patrone kënnen an Zukunft Existenzen zerstéieren, well hir Salariéieren net genuch Geld hu fir medezinesch Zwecker. Esou e Gesetz diskriminéiert net nëmmen déi, déi manner verdéngen, mee och déi, déi net vill verdéngen.

A wéi ass et mat deene Leit, déi sech aus gesondheetleche Grënn, op Urode vun hirem Dokter net dierfen impfe loosere?

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Dat ass dach definéiert!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Aus all dësen Iwwerleungen eraus wier awer emol ze froen, firwat de Schnelltest op der Plaz, deen awer trotzdeem e Virdeel huet, net ka virgefouert ginn. Do schafe mer eppes of, wat bis elo an eiser Gesellschaft - ech denken do un den Horeca-Secteur, de Sport an d'Kultur - gutt geklappt huet. Menges Wëssens no gouf et mat dësem System keng Schwierigkeeten. An dat schafe mer elo of.

Der Gambia-Regierung ass et bis elo net gelongen, Netgeimpfter mat wëssenschaftlechen Argumenter ze iwwerzeegen, sech impfen ze loosere. Duerfir ginn elo finanziell Argumenter benotzt. Wie sech net impfe léisst, muss déif an d'Täsch gräifen, an dat net nëmmen heiansdo, mee permanent. Doduerfir gëtt fir vill Mënschen de facto eng Impfflicht agefouert, déi rechtsstaatlech op wackelege Bee steet.

Ech erënneren op dëser Plaz un d'Resolutioun 2361, « Vaccins contre la Covid-19 : considérations éthiques, juridiques et pratiques » vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarat, an där d'Memberstaaten opgefuerdert ginn, ech zitieren: « de s'assurer que les citoyens et citoyennes sont informés que la vaccination n'est pas obligatoire et que personne ne subit de pressions politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner, s'il ou elle ne souhaite pas le faire personnellement ».

Et gëtt Leit, déi wëllen net geimpft ginn. Dat hu mer ze respektéieren. Mir kënnen an dierfen dës Leit net stigmatiséieren. An enger Demokratie dierf jidder seng Meenung hunn. Nach ni ass an dësem Parlament iwwer e Gesetz ofgestëmmt ginn, dat esou onsozial ass a besonnesch och nach déi aarm Leit esou diskriminéiert!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Wa mer schonn iwwerall certifiéiert PCR-Tester virweise mussen, da sollen dës Tester op d'mannst gratis bliwen. De Solidaritéitsprinzip an der Gesellschaft dierf net a Fro gestallt ginn.

Här President, Dir verstitt, datt d'ADR och dës Kéier dëst Gesetz net ka matstëmmen.

Ech wéilt awer nach eng Motioun deposéieren, déi speziell d'Musekschoulen an d'Prouwe betrëfft.

An zugläich froe mer och als ADR eng separat Ofstëmmung - esou wéi d'Gewerkschaften CGFP, LCGB an OGB-L dat och fuerderen - zu den Article 6 Paragraf 3 septies an zu dem Article 2 Paragraf 2.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- den *Unterrechtsministère* a senger « *Communication aux établissements d'enseignement musical dans le secteur communal* » vum 8. September 2021 schreift, datt d'Schüler an d'Léierpersonal vun de kommunale Musekschoule während de Coursen och

weiderhin e Mondschutz müssen unhunn an d'Dis-tanzreegele müssen anhalen, wa méi wéi zéng Persounen am Sall sinn;

- an alle Schoule vum Fondamental a vun de Lycéeën dës duebel Obligatioun fir d'Schüler a fir d'Léierpersonal zënter der Rentrée opgehuewen ass, onofhän-geg vun der Zuel vun de Persounen am Kllassesall, ass sech bewosst, datt

- déi kommunal Musekschoulen duerch dës in-kohärent Reglementatioun onfair behandelt ginn an dru gehënnert ginn, normal ze funktionéieren;

- et kee rationale Grond gëtt, d'Schüler an d'Léierpersonal vun de kommunale Musekschoule méi strenge Restriktiounen ze ënnerwerfe wéi d'Schüler an d'Léierpersonal vum Fondamental a vun de Lycéeën,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Coronamoosnamen, déi fir d'Schüler an d'Léierpersonal vum Fondamental a vun de Lycéeën gëllen, och op d'Schüler an d'Léierpersonal vun de kommu-nale Musekschoulen auszedeeenen.

(s.) Jeff Engelen.

(M. Jeff Engelen dépose une demande de vote séparé sur l'article 6 (3) septies et sur l'article 2 (2) du projet de loi 7897)

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ee Moment wann-echgelif. Jo. D'Madamm Lorsché huet nach eng Fro un den Här Engelen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- D'Madamm Lorsché wëllt e Film maachen.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat hunn ech nach ni gemaach; ech weess guer net, wéi dat geet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Et ass un der Madamm Lorsché.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...d'ADR ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, et ass un der Madamm Lorsché.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Déi ass ëmmer ganz opschlössräich an déi weist op vill Methoden hin, déi mir net esou applizéieren. Voilà!

Ech hätt just eng Fro un den Här Engelen: Also, si mer eis awer eens, datt mer an enger Pandemiezeit sinn oder net? Dat ass déi éischt Fro.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Jo.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Wa jo, wat géift Dir da vu konkrete Moosname proposéieren, wann Der elo selwer Minister wäert? Wéi géift Dir de Moment mat de Moosnamen ëmgoen am Hibleck op eng Grippewell, déi wäert op eis zoukommen, wou mer awer mussen wëssen, datt d'Spideeler immens Angscht hunn, iwwerlaascht ze ginn, eeben duerch déi Grippe, déi sech zesumme cumuléieren?

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Jo, dat ass richtig, Madamm Lorsché, Dir hutt Recht. Do gëtt et nëm-men eent: datt ass eng Sensibiliséierungscampagne. Éischstens emol hu mir se ze spéit ugefaangen. Ech ka mech erënneren, datt ech eng Kéier - dat war nach am Cercel - an der Chamber gesot hat, mir misste vill méi eng intensiv Sensibiliséierungscampagne kréien.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Nee, nee, ech ...

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Well ech zum Beispill hu mech impfe gelooss opgrond vu mengem Dokter oder mengen Dokteren, déi ech gefrot hunn, net opgrond vun der Sensibiliséierungscampagne vun der Regierung.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Meng Fro war, wéi eng Reegelen Dir an dëser Gesellschaft géift gutt fannen, fir d'Pandemie ze stoppen, respektiv, sidd Dir der Meenung, datt een a Pandemiezeit ka Reegelen aféieren, déi méi wäit gi wéi déi, déi an normale Grippezäiten en place sinn? A wéi eng Reegele sinn dat?

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Jo, do wier et scho mol einfach, ech hu jo eng Gesetzespropositioun deposéiert, fir méi Better ze hunn, well ech mengen, déi goufe jo pro 1.000 Euro (veuillez lire: Awunner) erfogeschrauft.

(Brouhaha et hilarité)

Ech mengen, dat wier ewell eng Moosnam, déi een hätt kënnen maachen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- D'ADR seet dat Eent a säi Contraire.

(Hilarité)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Engelen. An da wier et elo un der Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, dat Gesetz hei bereet mir säit enger Woch Bauchwéi, warscheinlech och verschiddene vun lech.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Mee ech muss soen, et huet mech wierklech ganz vill beandrockt an ech hunn d'Gefill, dass d'Auteure sech hei net bewosst sinn, dass se mat dësem Text e Momentum kréieren. E Momentum, dat ass, wann eppes Gesellschaftlech a Beweegung kënn, wa Wieder hir Bedeutung änneren, en Discours sech ännert an eng Norméierung ännert. E Momentum, dee riskéiert awer ganz geféierlech fir eis Gesellschaft, fir eist Zesummeliewen a fir eisen Zesummenhalt ze sinn.

Wa mer virun engem Mount beim Premierminister senger Ausso waren: „Et ass net un der Allgemeng-heet, fir fir eng Minoritéit opzekommen“, si mer elo bei der Ausso: „Déi Ongeimpft kréien d'Liewe méi schwéier gemaach.“ Mech perséinlech schockéieren esou Aussoen zudéifst.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Wa virun e puer Méint nach gesot gouf, et misst een de Choix vun den Netgeimpfte respektéieren, dann ass dat haut eng ganz aner Gei. An dat ouni Erklärung! Wat huet säitdeem geännert? Ech wëll drop hiweisen, dass do, wou dëst Gesetz seet, et wieren „des adaptations ponctuelles“, een dach feststelle muss, dass dat en Euphemismus ass. Dat hei Gesetz geet e risege Schrëtt méi wäit a resuméiert sech doran, dass et drëms geet, Drock auszeüben op déi Mën-schen, déi nach net geimpft sinn, fir dass se sech impfe loosere.

■ **Une voix.**- Genau.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Aus eiser Sicht ass dat en onwierdegt Gesetz; et ass enger Demokratie onwierdeg.

Et gëtt effektiv zimmlech oppen no baussen hi gesot, dass et drëms geet, déi eng ze bestrofen an déi aner ze belounen. Dat ass dach surreal, dass esou Politik gemaach gëtt: Déi eng belounen, déi aner bestrofen - dat kann dach net sinn! Wou si mer dann hikomm? Ech sot et déi leschte Kéier schonn: Mir sinn net hei fir déi Geimpften oder fir déi Ongeimpften.

(Interruption)

Ech sinn och net hei, fir mat menger kritescher Haltung déi Ongeimpften ze verrieden. Et geet ëm vill méi: Et geet ëm allgemeng gesellschaftlech Froe wéi Rechtsstaatlechkeet, Demokratie an och Zesummenhalt.

Och d'Mënscherechtskommissioun stellt sech Froen zu deem affichéierten Zil an zu de Mëttelen, déi ee sech gëtt, fir dat Zil ze erreechen. Ech zitieren: « Il ressort du projet de loi sous avis ainsi que de la conférence de presse du 8 octobre 2021 que le Gouvernement vise à accélérer la campagne vaccinale tout en rendant la vie des personnes non-vaccinées plus difficile. Toutefois, la CCDH renvoie à la décision du Conseil d'État français qui a estimé que pour „chacune des activités pour lesquelles il est envisagé“, la nécessité du pass sanitaire doit être justifiée „par l'intérêt spécifique de la mesure pour limiter la propagation de l'épidémie [...] et non par un objectif qui consisterait à inciter les personnes concernées à se faire vacciner.“ Dans ce contexte, elle exhorte le Gouvernement à justifier spécifiquement toute mesure qu'elle entend mettre en place. »

Och si stelle sech also Froen zu der Rechtfertegung vun dësem Moosname par rapport zu enger sani-tärer Situatioun, an där mer sinn. An ech mengen, et ass kloer, dass déi Mesuren hei d'Situatioun net reflektéieren. Et ass virdrun och gesot ginn.

Mee ech froe mech dann an ech froen eis alleguer-ten: Rechtfertegt en Zil d'Mëttelen? Rechtfertegt all Zil seng Mëttelen? Fir mech ass dat eng vun den determinante Froen.

Ech hunn et och scho beim leschte Gesetz gesot: Et geet hei net méi - fir mech zumindest - ëm d'Impfen oder d'Netimpfen, et geet ëm d'Aart a Weis, et geet ëm d'Mëttelen, déi ee sech gëtt. Mir si fir d'Impfen. Ech si fir d'Impfen. Ech si geimpft an ech si fir e Recht op Impfen. Ech wëll also net mëssverstane ginn.

Mir gi souguer op enger gewëssen Aart a Weis méi wäit wéi Dir an der Revendicatioun, well mir säit Méint déi Eenzeg sinn, déi och permanent op d'Fro vun der internationaler Solidaritéit opmierksam maachen. Wann et esou ass, wéi d'Ministesch et säit Méint ëmmer erëm betount, dass déi eenzeg Inconnue d'Variante sinn, da mussen mer déi Pande-mie hei weltwäit an de Grëff kréien an net just national. Mir soen et scho laang: Déi eenzeg nohal-terg Léisung ass en universellen Zougang zum Impfstoff! Dëse muss en Allgemenggutt ginn.

Zréck bei d'Gesetz. Et geet also net ëm impfen oder net impfen, mee et geet ëm d'Aart a Weis. Elo gëtt et normal a legal, erpresseresch Mëttelen ze benotzen, well dat ass et am Endeffekt.

■ **Une voix.**- Genau!

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Deen, deen net geimpft oder geneesen ass, brauch en zertifizierten Test, dee kascht, net just, fir um sozial-kulturelle Liewen deelzehuelen - dat ass jo nach eng Saach -, mee fir kënnen op d'Aarbecht ze goen. Soss riskéiert en, net kënnen schaffen ze goen, mat all den eventuelle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngen kann.

Ech verstinn einfach net, wéi dat een net schockéiere kann. De Legislatuer gesäit bewosst vir, dass e Mënsch seng Aarbecht ka verléieren an domadder riskéiert - hien a seng Famill -, seng existenziell Mëttelen ze verléieren an an d'Preka-ritéit ze rutschen.

Här President, e Problem, deen ech och schonn e puermol héieren hunn, virun allem vu gewerkschaft-lecher Säit, ass, dass de Staat heimadder seng Ver-antwortung ofgëtt un de Patron oder un de Chef d'administration. Dat gouf och hei scho gesot. Et ass also de Patron, deen entscheet. Eng eenzeg Persoun kann esou eng Entscheidung huelen iwwer eventuell Doseden, Honnerten oder Dausende Leit. Wéi eng Konsequenzen déi Entscheedunge kënnen hu souwuel fir de Patron wéi fir den Employé, bleift onkloer. Do kréiert d'Gesetz eng Insécurité, well et net prezis genuch ass.

Sinn déi Moosnamen hei verhältnisméisseg? De Proportionalitéitsprinzip ass eng implizit Exigenz an engem Rechtsstaat, wann een iwwer Mënsche-rechter schwätzt. Et freet ee sech: Ass e Besoin do, esou restriktiv ze sinn? Oder gëtt et Alternativen? A wat ass de Kritär dofir? Proportional zu wat?

D'Spideeler sinn den Ament net an enger Kris a virdu gouf och vum Kommissionspräsident hei gesot, dass d'Situatioun relativ roueg a stabil a relativ gutt ass. Dës Moosname reflektéieren also net déi sanitär Situatioun, an där mir sinn, mee si gi geholl par rapport zu engem Zil, wat et ze erreeche gëllt.

Ech interesséiere mech fir Discoursen, an duerfir ginn ech gären e bëssen op d'Discoursen an. Deen, dee Froen zu dëse restriktive Moosnamen opwerft, kritt dacks gesot - an et ass och virdrun hei scho gesot ginn -: „Impfen ass gratis.“

Jo, mee mir hu keng Impfflicht zu Lëtzebuerg. An d'Regierung sot och, si wéilt keng Impfflicht aféieren. Mee dat hei ass awer eng Impfflicht zur hënneschter Dier eran agefouert! An dat deit och d'Mënscherechtskommissioun an hirem Avis un.

Dat ass hypocrite, wann ee gläichzäiteg seet, et hätt ee keng Impfflicht, et wéilt ee keng Impfflicht, et géif een de Choix vun de Leit respektéieren, mee elo féiert een trotzdeem eng indirekt Impfflicht an!

Fir net hypocrite ze sinn, hätt mer missen oppen an éierlech en Debat féieren iwwer d'Impfflicht! An da gëtt et dat Totschlagargument: „Wéi eng Alternative gëtt et dann?“ Et gëtt gradesou gemaach, wéi wann et keng Alternative géif ginn. Déi Fro interesséiert mech. A mir mengen effektiv, wéi och Verschiddener et virdrun uklänge gelooss hunn, dass dëst Gesetz mat senger repressive Mëttelen d'Resultat ass vun enger verpasster ganzheetlecher, méi wäitgoender Impfcampagne.

Wéi gesot: Mir si fir d'Impfen. A wa mer géint dës Mesur sinn, ass et net, well mer géint d'Impfe sinn, mee well mer mengen, dass et net dee richtege Wee ass. Elo wäerte Mënsche musse bezuete fir eng verfeelten Impfcampagne.

Mir mengen nämlech, datt een hätt missen op d'Leit duergoen, hinnen nolauschteren, op hir Ängshten agoen.

(Interruptions)

Dat hunn ech och scho beim leschte Gesetz gesot. Ech weess: D'Impfbusser sinn ënnerwee, se ginn an d'Schoulen. Ech weess och, dass ee sengem Dokter ka Fro stellen. Dorëms geet et net! Mir mengen awer, dass vill Leit no enger oppener éierlecher Diskussioun froen. Et geet net duer, x Pressekonferenzen ze maachen a mantraarteg den Impftaux vu 85 % ze widderhuelen.

An Ärer Informatiounscampagne, pardon, an der In-formatiounscampagne vun der Regierung - ha! - ass d'Informatioun ëmmer an eng Richtung gefloss: vun deene Wëssende bei déi Netwëssend. Mir mengen awer: Wat eventuell méi Friichten kéint droen, wier, sech auserneezesetze mat aneschtendenkende Leit, mat hiren Ängshten, mat hirer Skepsis, sech un hire Froen an eventuell un hiren Argumenter ze reiwen. Dann hätt ee kënnen Sondagen organiséieren, fir erauszefannen, wat dann déi verschidde Grënn a Motivatiounen sinn, fir sech net impfen ze loosere. Och déi Iddi gëtt vun der Mënscherechts-kommissioun genannt.

D'Gesondheitsministesch hat och scho gesot, si wéilt d'Grënn verstoen. Mee e Sondage ass awer menges Wëssens net gemaach ginn. Dat ass immens schued an dat ass eng verpasste Chance. Hei hätt ee misse méi proaktiv op d'Leit duergoen.

Den Direkter vun der Santé sot och kierzlech an engem Interview, dass déi richtig Impfgéigner e

klunge Pourcentage vun deenen Netgeimpfte sinn. Mee da gëtt ee sech jo bewosst, dass en immenst Potenzial do ass, fir mat de Leit ze schaffen, fir mat hinnen zesumme virunzekommen an net just, fir iwwer hir Käpp ewech Mesuren ze entscheeden, déi se am Endeffekt op eng erpresseresch Aart a Weis an den Eck drécken. En Impfgéigner ass net gläich en Impfgéigner! Ech wëll och net an den Eck gestallt gi mat den Impfgéigner. Ech fannen dat och eng onméiglech Delegitimierungstaktik. Et ass also eng verpasste Chance, fir mat de Leit ze schwätzen.

Et sinn an et bleiwen nach vill Froen op. An och ganz vill Äntwerte sinn trotzdeem net ginn. Et si dacks grad déi onbeäntwert Froen an Inkohärenzen, déi am Endeffekt d'Skepsis nieren. Och dat ass hei scho gesot ginn.

Ech géif der vläicht e puer kuerz ernimmen an ech loosse mech gären eppes Bessere beléieren, wann Der Äntwerten dozou hutt:

De CovidCheck-Regimm erlaabt et eis zum Beispill, hei ouni Masken ze sätzen, mee mir all kënnen de Virus weiderginn. Dozou schreift d'CCDH an hirem Avis: « Selon l'Organisation mondiale de la santé et le Gouvernement même, la vaccination ne justifierait pas l'abandon d'autres mesures sanitaires. »

► **M. Roy Reding (ADR)**.- Très bien!

► **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)**.- Ech hu mech dat och scho gefrot, an ech mengen, Dir vläicht och.

En anert Beispill: Geimpfter müssen net a Quarantän, wa se a Kontakt ware mat engem Covidpositiven. Si gi weider ronderëm eraus a kënnen de Virus mat ronderëm transportéieren. Och do loosse mech gären eppes Bessere beléieren.

Ech mengen, et huet een net ëmmer fir all Fro eng Äntwert, dat ass mer kloer, mee et sinn esou Kohärenzen, déi, wann ee se net uschwätzt, eeben d'Skepsis nieren an d'Leit veronsécheren. Wou ass d'medezinnesch-wëssenschaftlech Basis dofir?

Här President, et geet natierlech drëms, hei eng Balance ze fannen tëscht deenen engen hire Rechter an deenen aneren. An da soll ee virun allem net déi eng Rechter géint déi aner ausspillen. Dat ass mer kloer. Mee mir si leider scho vill ze wäit do dran. An ech froe mech, wéi mer doraus erauskommen. Ech denken, dass d'Regierung sech op enger Schinn verfuert huet an dass si sech net bewosst ass, wat si mat deenen onverhältnisméisseg restriktiven a liberticidë Moosname fir Konsequenze fir eis Gesellschaft mat sech bréngt.

Mir wäerten deemno géint dëst Gesetz stëmmen. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Marc Spautz, Président de séance**.- Merci der Madamm Oberweis. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt un de Rapporteur perpétuel Mars Di Bartolomeo, deen u sech virun néischt Falsches gesot huet, mee awer sécherlech eng Rëtsch Saachen, déi een anescht interpretéieren kann. An ech erlabe mer, an deenen nächsten zéng Minuten dorobber anzegoen, wéi mir dat deelweis anescht interpretéieren.

Mat „moderatem Drock“ déi Leit zu enger Impfung ze beweegen, déi sech bis elo nach net impfe wollten, dat ass d'Zil vum virleiende Gesetz. Et geet drëms, d'Impfbereitschaft ze steigere an domat de Gesundheitssystem nach weider ze entlaaschten, an dat virun allem elo an de méi kale Méint vum Joer. Dëst Zil, esou vill wéi méiglech Mënschen duerch d'Impfung ze schützen, zu hirem eegene Wuel an och zu deem vun hire Matmënschen, dëst Zil ass wichteg a fënn et eis absolutt Ënnerstützung.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

D'Impfung schützt ganz vill Leit virun engem schwéiere Krankheitsverlaf. An domat schützt se net nëmmen déi eenzel Leit, déi geimpft sinn, mee och de ganze Gesundheitssystem an domat jidder een hei am Land, deen am Fall, wou ze vill Mënsche gläichzäiteg um Covid erkrankte géifen, vläicht net méi kéint behandelt ginn.

D'Zil ass also richteg gewielt, mee d'Mëttele sinn et definitiv net. Wa mer net wëllen, dass ganz Gruppen aus eiser Gesellschaft vollkommen d'Veutrauen an d'Politik verléieren, dann dierfe mer net mat Drock un déi aktuell Situatioun eruegoen! Den Drock op net geimpfte Leit ze erhéijen, bedeit am Kontext vun deem Gesetzprojet nämlech néischt aneres wéi Erpressung vun deene Salariéien, déi et sech net leeschte kënnen, all puer Deeg en deiere Schnelltest oder e PCR-Test ze maachen.

Wat de Salaire vum Employé méi geréng ass, wat dee moderaten Drock méi héich ass, bis et carrement zu Existenzängscht kënnt. Wann eng Persoun net genuch Suen huet, fir sech all puer Deeg en neien Test ze leeschten, da gëtt si mat deem Gesetz gezwongen, sech impfen ze loosse, wa se

net wëllt riskéieren, hir Aarbecht ze verléieren. Well dat ass dat, wat ka geschéien, wann een de Covid-Check mat anere Sécherheitsmesuren, déi een op der Aarbechtsplaz anhale muss, gläichsetzt.

E Verstouss géint d'Sécherheitsvorschrëfte vun engem Betrib, bei deem een net nëmme sech selwer, mee och d'Mataarbechter a Mataarbechterinnen a Gefor bréngt - an dat ass nun eeben emol de Fall, wann ee géint dee vum Patron ordonnéierte CovidCheck verstéisst -, kann dramatesch Konsequenzen hunn, déi bis zur Kënnegung féiere kënnen.

Mir schwätzen hei also net vun engem klengen Drock.

► **Une voix**.- Dach!

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Mee logescherweis ass d'Pressioun op d'Persounen, déi vill Sue verdéngen, awer vill manner héich.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Clement, erlaabt Der, dass den Här Kersch lech eng Fro stellt?

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Den Här Kersch ka mer ganz gären zum Schluss eng Fro stellen. Ech géif awer ganz gär meng Erläuterungen als Éischt fäerdeg maachen.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Ok, jo.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Mee logescherweis ass d'Pressioun op Persounen, déi vill Sue verdéngen, awer vill manner héich: Dës Persounen mussen sech nämlech net tëscht hirer Aarbecht an enger Impfung entscheeden. Si kënnen einfach den drëtten Wee goen a sech Tester kafen. Dat geet sécher e bëssen an d'Geld, mee den Drock, deen op dese Leit laascht, ass absolutt net vergläichbar mat deem, deen op deene Leit laascht, déi souwisou schonns all Su dräimol ëmdréine müssen.

► **Une voix**.- Ganz richtig!

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Am schlëmmsten trifft et jo déi Leit, déi guer néischt méi hunn, déi op der Strooss liewen an déi ouni CovidCheck elo net emol méi eng waarm Molzecht kënnen kréien, well dat neit Gesetz keng Ausnam fir d'lessensausgab fir Sans-abrise virgesäit, soudatt dës Strukture mat all den anere Restauranten gläichgesat ginn. Dës Leit kënnen sech jo definitiv keng Tester leeschten a ginn domadder wierklech gezwongen, sech impfen ze loosse, wa si nach eppes z'iesse wëlle kréien.

Mir riskéieren hei - oder mir hunn et scho gemaach -, eng Pandemie vun deene Prekären ze schafen! Dat ass, fannen ech, wierklech grausam! An dat eleng ass fir eis scho Grond genuch, géint dese Gesetzesprojet ze stëmmen. E Gesetz, dat Persounen mat héije Salairéi bevirdelegt a Mënsche mat méi klunge Salairen oder ouni Akommes erpresst, huet mat sozialer Gerechtheet néischt ze dinn an dierft vun deem héijen Haus net gestëmmt ginn!

Mee dës offensichtlech Ongerechtheete sinn trauregerweis emol nach net deen eenzege Grond, dëst Gesetz net matzestëmmen. Dobäi kënnt nach, dass dee mat deem Gesetz gewielte Wee och nach komplett un der Realitéit vun de Leit vun dobause laaschtgeet a mer soumat domat riskéieren, eist Zil, wat louabel ass, ze verfeelen.

Ech sot et schonns: Ech si bei der Zilsetzung ganz op der Säit vun der Regierung. Eist Zil sollt et sinn, dass esou vill Mënsche wéi méiglech vun der Impfung profitéieren. Mee wéi solle mer dat mat Erpressung erreechen?!

Kucke mer eis dach eemol un, firwat verschidde Leit sech nach ëmmer net wëllen impfe loosse.

Do hu mer engersäits déi Persounen, déi Angscht hunn, dass se vun enger Impfung elo oder méi spéit kéinte schlëmm krank ginn oder stierwen. Dës Persounen hu méi Angscht virun der Impfung wéi virun der Infektioun mam Virus.

Menge mer wierklech, dass dës Persounen sech elo impfe loosse, well se anescht müssen Tester bezuelen oder eventuell souguer hir Aarbecht verléieren, falls se keng Sue fir reegelméisseg Tester hätten? Mir schwätzen hei vu Persounen, déi der Meenung sinn, dass d'Impfung hiert Liewe gefäert. Wann ee mengt, dass ee vun der Impfung stierft, ma dann impft ee sech net, och net dann, wann et vill Suen oder souguer d'Aarbechtsplaz géif kaschten! Drock op dës Mënschen auszeüben, féiert also net zu enger méi héijer Impfbereitschaft, mee just zu méi Angscht a Leidensdrock bei dese Leit an eventuell souguer zu méi Aarbechtslosen.

Dat selwecht géllt fir Persounen, déi schonns eng Covidinfektioun haten an déi denken, dass se ëmmer nach gutt virun enger neier Infektioun geschützt wiere beziéungswies dat hire Kierper déi éischt Infektioun jo gepackt hatt an dass duerfir och déi nächst packe kéinten. Dës Persounen gesinn einfach kee Grond, en Impfstoff mat eventuellen Niewewirkungen ze huelen, well se sech jo fir gutt geschützt halen.

Och bei dese Persounen ass unzuehuelen, dass eng Steigerung vum Drock op der Aarbechtsplaz net de

gewünschten Effekt wäert hunn. Och hir Ängschte virun den Niewewirkungen vun der Impfung wäerten net verschwannen, just well de Patron de Büro zu enger CovidCheck-Zon erkläert.

An da muss ee jo nach un déi Leit denken, déi net geimpft sinn, well se e Komplott witteren: déi Persounen, déi sech net wëllen impfe loosse, well se mengen, dass Politiker mat der Pharmaindustrie iergendwéi enger enger Decke géife stiechen, fir u Muecht ze gewannen a Geld ze verdéngen.

(**Interruption**)

Ech fannen et ëmmer erëm erstaunlech, wat se eis alleguerten zoutrauen. Am Ufank hu mer jo awer gesinn, wéi d'Navigation à vue deelweis gefuer gouf. Mir hunn eis Impfcampagne net wierklech an d'Rulle kritt. Mir hunn all déi aner Mesuren net ëmmer ganz eenheetlech kritt. An dann ënnerstelle Leit eis, dass mir 60 plus d'Regierung plus all déi Beamten, déi dorunner schaffen, et géife fäerdegbréngen, fir esou e Komplott ze stemmen. Also u sech traue se eis vill zou!

(**Brouhaha**)

An dat Bescht ass: Allkéiers, wa mer Bureau/Conférence hunn, wou de Premier eis da fret: „O, hu mer schonn e Push kritt oder net?“ - dat weist jo, dass mer et warscheinlech guer net géife fäerdegbréngen, esou e Komplott ganz laang geheim ze halen, ob et elo vu Chambers- oder vu Regierungssäit ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur**.- Dir sot et, mat der Geheimhaltung, Dir sot et!

(**Hilarité**)

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Dës Leit, déi also un e Komplott gleewen, déi Leit, déi sech dowéinst net wëllen impfe loosse, ma deene geet et elo guer net méi drëm, hei e Statement iwwer Gesondheet ze maachen. Do ass de Fait, sech net impfen ze loosse, ewell eng Aart politesche Statement. Andeems dës Leit sech net impfe loosse, wëlle si dem Staat och weisen, dass e si net kontrolléieren kann.

A grad dës Persounen wëlle mer elo mat méi staatlechem Drock zu enger Impfung motivéieren?! Dass hei d'Erhéijung vum Drock duerch Mesuren op der Aarbechtsplaz net wäert zum gewünschten Zil féieren, dat muss ech wuel hei net laang erklären. All Zwangsmesure, all Drock bestätegt dës Persoun jo nëmmen an hirem Glawen, dass de Staat seng Muecht an alle Felder vum private Liewe wëllt ausbauen! Do erreecht ee guer néischt. Do mécht een et mat Drock just nach méi schlëmm, andeems een hire Widerstand unheizt, well een ongewollt hir Ängschte confirméiert.

An ech fannen et problematesch, well dat Argument vun der „schweigenden Mehrheit“ gëtt ganz gäre vun dese Leit benotzt. En Argument, wat op där anerer Säit dann och virdu vun der Madamm Lorsché benotzt gouf fir ze soen, déi Leit, déi sech impfe gelooss hätten, wäeren eng „schweigende Mehrheit“. Ech fannen d'Argument vun der „schweigenden Mehrheiten“ immens problematesch.

Leit, déi eng Meenung hunn, ob fir d'Impfung oder géint d'Impfung, solle se äusseren. A wann déi Leit, déi fir d'Impfung sinn, sech géifen äusseren, da géife mer jo gesinn, ob et déi „schweigende Mehrheit“ gëtt. Et ass ganz geféierlech ze mengen, dass ee selwer d'Wouerecht gepacht hatt, a sech op eng „schweigende Mehrheit“ ze baséieren. Et ass wichteg, dass d'Leit hir Meenung soen! An ech denken - an dat soen ech als ee vun deene villen heibannen, déi geimpft sinn -, dass et wichteg wär, dass och déi Leit, déi geimpft sinn, nach eng kéier hir Positioun ganz kloermaachen.

Déi eenzeg Gruppo vu Leit, déi mer afält, déi duerch dese Gesetzesprojet also kéint motivéiert ginn, sech impfen ze loosse, ass déi, déi sech bis elo einfach Zäit gelooss huet, déi net d'Zäit fonnt huet, fir sech impfen ze loosse.

Mee nodeems d'Impfcampagne jo elo awer schonn eng Zäitche leeft, sinn ech awer zimmlech skeptesch, dass et där nach ganz vill gëtt. A wann et esou sollt sinn, dass et där nach vill gëtt, da muss een et nach méi einfach maachen! Et kann dach net sinn, dass et méi einfach ass, sech moies um eng Auer eppes Ongesondes ze maachen, andeems een am Drive-in nach e Burger kafe kann, wéi sech impfen ze loosse. Duerfir wäerte mer ... Ech wäert herno nach zur Motioun vun der CSV schwätzen, mee déi ass mer ganz sympathesch.

Déi Leit, déi wëlle geimpft ginn, si mëttlerweil geimpft. Wien elo nach net geimpft ass, ass skeptesch, huet Angscht, mécht sech Suergen ëm sech oder seng Kanner. Wa mir, wat eis Impfquot ugeet, en anstännege Sprong no vir wëlle maachen, mussen mer de Leit dës Ängschten huelen. An dat wäert net goe mat Mesuren, déi d'Leit erpressen oder Drock maachen. Wann d'Politik den Drock erhéicht, kréien d'Leit just nach méi Angscht a mir schëdde Waasser op d'Mille vun deenen, déi mengen, de Staat wëllt se just kontrolléieren oder kujenéieren. An dat mécht alles just nach méi schlëmm.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten leenen de virleiende Gesetzesprojet also aus eetheschen a politesche Grënn of. Mir halen déi proposéiert Mesur fir ongerecht an absolutt net zilféierend. Duerfir wäerte mir dese Projet haut net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Mee ech mengen, den Här Kersch hat nach eng Fro.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Absolutt, jo. Den Här Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**.- Ech ginn a mengem Bäitrag kuerz drop an, da maachen ech d'Saach méi kuerz.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Ech stelle fest, et gouf awer keng Fro. E wollt mech just ënnerbriechen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, ...

(**Brouhaha**)

... d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

► **M. Georges Engel (LSAP)**.- Egal wat, déi Remark!

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- E wollt eng Fro stellen; da soll e se stellen!

(**Brouhaha**)

Also, e wollt keng Fro stellen, e wollt just ënnerbriechen. Kommt, et ass dach politescht Gespills!

► **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**.- Den Här Clement hatt gären onbedéngt eng Fro gestallt. E kritt duerno eng Äntwert. Dat misst em dann duergoen.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Dat ass d'Politik vun deser Regierung.

(**Interruptions**)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

(**Prises de position du Gouvernement**)

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun an Europa a weltwäit ass nach ëmmer kritesch, ob een et wëllt wouerhunn oder net. Do, wou en niddregen Taux de vaccination ass - dat ass haut ganz ersiichtlech fir jiddwereen, dee sech mat den Zuelen auserneeest -, do ginn d'Erkrankungen erop, do ginn d'Hospitalisatiounen erop.

Mir brauchen nëmmen no Osten ze kucken. A Bulgarien hu mer en Taux de vaccination vun 23 % bei den Erwuessenen, a Rumänien 34 %. A wann Der d'Aktualitéit kuckt, gesitt Der, wat dat bedeit: Do weist sech dës Krankheet, dës Pandemie mat hirem ellenste Gesiicht erëm eng kéier, wou et an de Spideeler hanne bäi a vir widder ass, wou néischt méi fonctionéiert - alles dat, wat mer säit Méint probéieren ze evitéieren.

Wéi gesäit et an Europa aus? Et gëtt eng rezent Analyse. Déi gi reegelméisseg gemaach vun der ECDC, dat ass déi Behörde, déi mer alleguerten kennen iwwert déi lescht 19 Méint, wou eng Aschätzung gemaach gëtt op Basis vu fënnf verschidde Indicateuren, fir ze kucken, wou d'Länner dru sinn.

Op d'Woch 40 gekuckt - et gëtt fënnf verschidde Kategoriën vun Aschätzungen -, hu mer fënnf Länner, déi „very high concern“ sinn, dat heescht, wou sech ganz grouss Suerge gemaach gëtt. Dat ass kee Wonner: Dat ass Bulgarien, Rumänien, Estonien, Litauen a Lettland. Da sinn der zwee, wou sech nach héich Suergen gemaach gëtt: Irland an d'Slowakei. 12 am Mëttelfeld - moderat Suergen -: Och mir sinn do derbäi, zesumme mat Benelux, mat Éisträich, Dänemark ënner anerem, Finnland, Däitschland. An da kommen déi, wou ee sech am Moment e bësselche manner Suergen muss maachen opgrond vun der europäescher Aschätzung: Dat sinn der nach eng kéier 9 mat niddreger Suerg, wou Frankräich derbäi ass, Portugal ënner anerem. A weineg Suergen zu deem Zäitpunkt fir Italien a fir Spuenien.

Mir leien also, wann een dës Aschätzung kuckt, am Mëttelfeld, wat de Risiko ugeet, fir erëm eng kéier an eng Situatioun ze kommen, déi mer net wëllen. Do leie mer am Mëttelfeld mat engem moderate Risiko, dat trotz Mesuren - ech géif et gären nach eng kéier ervirsträchen -, déi duerchaus méi labber si wéi an deene meeschte Länner ronderëm eis.

Mir leien och am Mëttelfeld mat der Vaccinatioun. Ech géif gäre korrigéieren: Ech hu meng Zuelen, déi ech mer erausgeschriwwen hunn op de 17. Oktober; do si mer nach ëmmer licht iwwert der Moyenne. Et ass net wäit driwwer, mee et ass nach ëmmer driwwer. Den Här Wiseler huet gesot: „Mir sinn drënner.“ Also, ech hunn op de 17. Oktober hei d'EU-Moyenne gelies mat 73,9 % fir déi Erwuessen; do si mir bei 74,5 %, dat ass driwwer. A bei der ganzer

Populatioun si mer och driwwer: Do ass d'EU-Moyenne bei 63 % a mir si bei 63,9 %. Gutt, dat ass net fir sech ze mengen, dass een driwwer ass, mee et ass awer korrekt ze soen, dass mer driwwer sinn an net drënner zu dësem Zäitpunkt.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Madamm Ministesch, ech wëll just soen: Et ass awer net, datt ech hei eppes gesot hunn, wat bewosst falsch wär. Meng Zuele komme vun „Our World in Data“ vum 13. Oktober, déi dat anescht uginn. D'Zuelen op d'ganz Populatioun gerechent ...

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Jo, „Our World in Data“ ass effektiv net aktuell. Ech hat deen och gekuckt. Wann Der dorop klickt, gesitt Der, dass de Lëtzebuergeschen Taux vun Ufank September deen ass, dee si nach hunn, während aner Länner vun Oktober sinn.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Nee, nee, nee et ass dee vum 13. Oktober. Dir hutt zwou Aart a Weisen, fir drop ze klicken a fir eranzegoen. Mee ech wëll awer elo kee Sträit iwwer Statistike mat lech ufänken. Ech wëll lech ...

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Hei ass et déi europäesch Statistik, déi d'Basis ass, och fir den „Our World in Data“.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Jo, dat anert ass ... Jo, also ...

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Ech gleewen lech dat awer gären. Et ass verwirrend. Ech weess, déi Zuelen, ech muss se och ëmmer allegueren kucken an dann ... Mir referéieren eis op déi europäesch. Et ass do, wou mer eise Reporting maachen. An dat sinn u sech déi fiabelst. Dir hutt bei „Our World in Data“ eeben heiansdo ënnerschiddlech Datume vun de Relevéen, déi opgeholl sinn. Dat heite sinn déi offiziell Zuelen.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass et net richtig ass, dass do, wou Drock gemaach gëtt, d'Zuelen net eropginn, obwuel mer elo net wëlle vum absoluten Drock schwätzen. Mee et ass eng Tatsaach, dass an deene Länner, wou d'Regimier gestrafft gi sinn, dach awer den Taux de vaccination eropgaangen ass. Ech wëll nëmme Frankräich zitieren. An och bei eis hu mer gemierkt, dass aleng schon d'Annonce vun dese Mesuren derzou gefouert huet, dass, op eng Woch gekuckt, awer 60 % méi Leit sech impfe gelooss hunn, wéi dat nach déi Woch virdrun de Fall war.

Generell - et ass gesot ginn, ech ginn net méi drop an -: Eis Situatioun ass nach stabil. De Pronostic, dee vun der europäescher Gesondheetsbehörde kënnt, geet awer an d'Richtung, dass mer iwwert déi nächst zwou Woche mat engem Ustig vun den Hospitalisatiounen mussen rechnen an Europa an och hei zu Lëtzebuerg. Dat ass eeben dee moderate Risiko, deen am Raum steet. Dat ass dat, wat eis virusgesot gëtt.

A wat mer eis virun Aen halen als Zil - et ass och schon e puermol ugeschwat ginn -, dat ass nach wie vor en Taux, deen eebe méi héich ass, deen tëschent 80 % a 85 % läit. Dat ass dat, wat d'Experten eis uginn. Firwat dat Zil? Nach eng Kéier: Net well mer mengen, dass mer domat de Covid ganz lass ginn, mee mat deem doten Taux gëtt ons virausgesot, dass een déi schwéier Erkrankungen, déi Erkrankungen, déi zu engem schwéiere Verlaf féieren an domadder zu enger Hospitalisatioun, einfach am Grëff kann halen.

Dese Risiko ass ofzeleeden - an ech géif dat gären ënnersträichen - net vun den Neiinfektiounen, well mir wëssen, dass och geimpfte Leit sech kënnen infizéieren. Et ass ofzeleede vun den Erkrankungen. An déi gesi mer an den Hospitalisatiounen. Dofir suiveren mer eebe ganz enk: Wéi steet et och grad bei deene Länner, déi scho Freedom Day haten, wou elo eebe mam Ustig, deen iwwert den Hierscht kënnt, ofzawaarden ass, wat dat genau wäert bedeite proportional an de Spideeler um Niveau vun den Erkrankungen mat Hospitalisatioun?

Just nach eng Kéier als Rappel - d'Zuele kann een net oft genuch widderhuelen, mir hunn der entretemps; laang hate mer keng, dunn hu mer misse spekuléieren -: Haut wësse mer, och wa mer eis eegen Zuele kucken, dass de Risiko vun enger Neiinfektioun, wat net de Risiko vun enger Erkrankung ass, dräi- bis véiermol méi héich ass fir Leit, déi net geimpft sinn, wéi fir Leit, déi geimpft sinn.

An de Risiko vun enger Erkrankung mat engem schwéiere Verlaf, dat heescht, mat enger Hospitalisatioun, wa mer eis Zuele kucken - ech hunn déi eng Kéier réckanalyséiert vu Juli un elo -, wa mer eleng de CHL huelen, wat de Service national des maladies infectieuses ass, da gesäit een, dass de Risiko fir eng Persoun, déi net geimpft ass, hei zu Lëtzebuerg 15-mol méi héich ass, wa se da Covid kriit, am Spidol ze lande mat engem schwéiere Verlaf, wat net agreabel ass, wat ganz vill Aarbechtskraaft fuerdert, wéi dat de Fall ass fir Leit, déi eebe geimpft sinn.

Erlaabt mer - ech wäert dofir e bësselche méi mussen aushuelen, mee et ass ze vill oft gesot ginn an ervirgetrach ginn -, e puer Wuert zu eiser Impf-

campagne ze soen. Mir hunn eng Impfcampagne iwwer Méint lafen, souwuel an de soziale Medien, souwuel analog wéi och vis-à-vis vun de Professionnels de santé, déi wierklech gutt Ambassadeure sinn an och éischt Uspriechpartner vun de Leit, wa se Froen hu wéinst hirer Gesondheet. Ech géif lech just gären e puer Chifferen dozou ginn, fir dass mer hei eng objektiv Basis hunn.

Wann ech vun enger Impfcampagne schwätzen, da mengen ech domat absolut net eis Pressekonferenzen; déi hunn e ganz anere Sënn an Zweck. Ech mengen domadder d'sozial Medien, wou mer iwwer 165 Poste gemaach hunn. Mir hunn eng 20 Videoen opgeholl - mat Experten! Dat si keng politesch Videoen, dat sinn ënnerschiddlech Experten, déi mer schwätze gelooss hunn, déi mer erkläre gelooss hunn. Mir hu Motion-Design-Videoen; dat sinn der nach eng Kéier 35.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Hei, alleguer, déi opmierksam nolauschten, déi wiere frou, wann et e bësse méi roueg wier heibannen! Merci villmools.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Mir hu Facebook-Live-Events ab Oktober d'lescht Joer geschalt, all Woch: mat Leit aus eiser Direktioun, mam Direkter selwer, mat Virologe vun eis, déi ganz vill Succès haten, wou d'Leit live konnten hir Froen stellen. An déi lafen och elo am Hierscht nees un.

Dann, fir op dat Analoozt ze kommen, well mir mussen jo op alle Pläng present sinn, net nëmme an de soziale Medien, fir déi Leit, déi do ënnerwee sinn, mee och fir déi aner: Do hu mer bis elo dräi ganz Campagné lancéiert. Eng véiert ass an der Maach, déi souwuel Print, wéi Digital, wéi Affichage, wéi Buspanneauen huet. Mir hunn eng ronn 15 Toutes-boîtes gemaach, souwuel national wéi och elo regional oder mat de Gemengen, spezifescher, an ënnerschiddleche Sproochen. Mir hu 17 Depliante gemaach. Mir hu 7 Radiocampagné lafe gehat.

An dann, fir op déi Professionell ze kommen, wat eis beschten Ambassadeure sinn, ech mengen, dat ass hei och erwänt ginn, dat ass dat, wat een als Tendenz huet: Wann ee Froen huet, wenn ee sech u säin Dokter. Dofir si mer ganz fréi present gewiescht bei de Professionellen, mat 24 Newslettern, déi fir si opbereet gi sinn an och weider opbereet ginn. Mat Impfbotschafter: 133 Impfbotschafter si forméiert, sinn ekipéiert mat Material, fir an hirem Ëmfeld - dat hu mer zesumme mat der ANIL gemaacht -, do wou se schaffen, Interlocuteuré fir d'Leit ze sinn an Erklärungen ze ginn.

Mir hu Lunchtalks gehat a Webinare mat de Gesondheetsberuffer, och eng gutt Dosen, wou se konnten hir Froen stellen, wou se ëmmer op dee leschte Stand gesat gi sinn, fir informéiert ze sinn, wann d'Leit se dann uschwätzen.

Mir hunn, fir an all Ecker eranzekommen, zesumme-geschafft mam CLAE, fir ze verstoen, wéi déi eenzel Communautéite fonctionéieren, fir do d'Kommunikatioun och unzepassen.

Mir hate mat eise Sozialpartner, mam OGB-L schon am Juli Eventer, wou 300 Delegéierter souwuel op Franséisch wéi op Lëtzebuergesch Informatiounen kritt hunn iwwer Webinare fir ze verstoen, ëm wat et geet, fir hire Leit, wa se bei si kommen - si si jo och privilegéiert Uspriechpartner -, déi entsprechend Erklärungen ze ginn.

Mir hu mat der UEL zesummen e Questionnaire ausgeschafft gehat fir ze verstoen, firwat d'Leit sech net impfe loosse. Do hu mer Resultater. Déi hu mer net public gemaach, well se statistesch net wierklech relevant sinn. Et sinn eng ronn 800 Äntwerte komm, mee dat war aus den Experten hirer Vue net wierklech wegweisend fir eis.

Mir hu mat der Horesca zesummen eng Campagne, déi mer elo starte fir d'Impfung.

Mir hu mat der Uni zesumme-geschafft um Campus: Informatiounsseancé mat Experten - net mat Politiker, mat Videoe vun Experten, déi gewise gi sinn, fir och do drop hinzegoen.

Och an de Schoule gëtt et elo eng extra Newsletter a Richtung vun deene jonke Leit. A mir wäerten an där doter Richtung weiderfueren.

Eis beschte Source fir ze verstoen, firwat d'Leit Angscht hunn, firwat se sech eréischt méi spët impfe loosse, dat sinn déi Leit selwer, déi impfen. An den Impfbusse froen mer dat och ëmmer gären of, firwat d'Leit hesitéiert hunn, firwat se elo eréischt kommen. Dat ass an extreem gudd Feedback an do gëtt een ëmmer erëm gewuer, dass dat net déi typesch Impfgéigner sinn, mee einfach Leit, déi Ängshten hunn, déi einfach nach ëmmer Froen hunn. An dofir wäerte mer och weiderhin d'Impfcampagne fueren.

Ech wollt just e Wuert zur Motioun soen. Mir wäerten d'Bussen an dem Hierscht, wann et méi kal gëtt, méi zréckfueren, well et einfach kal ass, dobaussen drop ze waarden. Da wäerte mer méi eragoen a mat de Gemenge kucken, wéi mer do Léisunge fannen. Mir hunn eng Rei Gemengen, déi och schon owes op si bis aacht oder hallwer néng Auer, souguer

néng Auer zum Deel. Samschdes ass och zum Deel op. Mir gesinn awer, dass dat net onbedéngt vill méi Leit unzitt. Déi grouss Majoritéit vun de Leit siche d'Impfung nach am Dag.

Eis Approche ass et, net ze stigmatiséieren, justement, och net mat der Angscht ze spillen. Eis Approche an Ambitioun war et an ass et nach ëmmer, e Maximum un Informatiounen erauszeginn, d'Leit ze iwwerzeegen, d'Leit eescht ze huele mat hiren Ängshten an op se anzegoen.

Mir wëllen effektiv keng Lëschte vu Leit, déi geimpft sinn oder net. De CovidCheck-Regimm, wéi mer en elo kennen, ass e ganz diskreete Regimm an deem Sënn: E gëtt rout oder e gëtt gréng; do gesäit een net, ob eng Persoun geimpft ass oder net. Et ass och dat, wat mer wëllen. Mir wëllen net stigmatiséieren.

A jiddereen huet och Recht op Soinen an deem Land hei, ech géif dat och gären ënnersträichen. Mir héieren nämlech ganz vill Stëmme a vill Richtungen. Et ass effektiv hors de question, fir do en Ënnerscheed ze maachen. An deem Land hei soll jiddwereen - dat ass en Zil - seng Soine kréien, ob en elo u Covid erkrankt ass, ob e geimpft ass oder net! Dat ass eng grouss Suerg. Alles anescht wär eethesch net korrekt!

D'Mesuren, déi mer huelen, souwéi déi ganz Gestiouen hei, déi mécht engem vill Kappwéi, vill Bauchwéi, an dat net eréischt säit enger Woch. Et ass ni einfach. Et muss ëmmer en Equiliber fonnt ginn. Den Equiliber ... D'Stëmme sinn oft anerer, et sinn aner Theemen, déi am Virdergrond sinn, mee et war nach ni einfach. Et waren nach ëmmer kontradiktoresch Stëmmungen a mir hunn nach ëmmer misse ofweien, fir deenen einzelnen Erwaardunge gerecht ze ginn, déi sech ganz oft widdersprach hunn, déi am Géigesaz stinn. Dat ass haut net anescht.

Haut fuerdere ganz vill Geimpfter Normalitéit. Si wëllen erëm kënnen profitéieren duerch dee Gest, dee se gemaach hunn. Si froen e CovidCheck-Regimm, well et awer erlaabt, sech op der Aarbecht, wou een zum Deel stonnelaang mat Mask muss setzen, iwwert de Wee vum CovidCheck erëm vill méi fréi kënnen ze beweegen, erëm senger Normalitéit méi no ze kommen. Op d'anerer Säit hu mer déi Leit, déi der Impfung méi skeptesch vis-à-vis stinn, déi no Alternative froen, déi eng Impfflicht net wëllen.

A genau deen Equiliber siche mer. En Equiliber ass ëmmer e Kompromëss, e wäert ni perfekt sinn. Et wäerten der ëmmer sinn, déi net zefridde sinn. Soulaang mer kee Freedom Day hei kënnen proklaméieren, wäert dat och esou bleiwen. Soulaang mer mat Mesuré schaffen, wäert et eis net méiglech sinn, jiddwerengem gerecht ze ginn.

Eisen Equiliber, dee mer ustriewen, ass en Equiliber, wou et keng Impfflicht gëtt. Ech wiere mech dogéint. Mir schwätzen hei net vun enger Impfflicht. Tout au plus kann ee soen: „Et ass eng verkappten Testpflicht“, jo. Mee et ass keng Impfflicht. Dat ass ganz bewosst esou. Mir wëllen och net en 2G à ce stade, dat wär nämlech genau dat; aner Länner ginn op dee Wee. Mir wëllen d'Méiglechkeet vun Teste bidden, déi Alternativ, déi d'Leit revendiquéieren, an dat ass déi vum Test, déi mat zu enger Impfung bidden.

Fakt ass awer och, dass mer et hei nëmme kënnen packen, schnell weiderzuekommen, wa mer deen Taux de vaccination eropkréien. Mir hätte jo gären, et wier anescht, mee et ass awer net anescht! Et gëtt net wierklech Alternativen dozou. Dofir ass all Dag, deen zielt. All Dag, wou weider geimpft gëtt, wou mer Leit iwwerzeegt kréien, bréngt eis eisem Zil méi no.

Dofir huet och de Choix vun engem, deen der Impfung skeptesch vis-à-vis steet - och wa mer dee respektéieren, an ech respektéieren deen absolutt -, awer e Präis: En dréckt eis no hannen. An no kucken, ouni ze acceleréieren, dat ass an eisen Aen net am Sënn vun der allgemenger Gesondheet, net am Interessi vun der Allgemengheet.

Firwat? Engersäits gëtt et e Risiko fir netgeimpfte Leit - netgeimpfte Leit, déi vläicht eligibel sinn, fir sech ze impfen -, mee et gëtt och anerer: Denke mer un déi Jonk ënner zwielef Joer; déi kënnen nach net geimpft ginn. Mir wëssen haut nach net, wat Long-Covid eis reservéiert. Do weess een nach net genuch dovun. Mir wëssen haut, dass och Kanner kënnen esou Saache kréien. Dat ass e Risiko, deen an der Loft ass. Anerersäits hu mir och eeler Leit. Mir hu Leit, déi eng schlecht Immunitéit hunn; déi kënnt Der impfen esou vill Der wëllt, déi wäerten ëmmer exposéiert bleiwen. Dat ass nach ëmmer en héije Risiko. Mat deem Prozentsaz, dee mer haut hunn, ass dat net ze vertrieden, alles opzehiewen.

Et ass also aus Respekt och virun deenen, déi schutzlos si virun dem Virus, deenen och eng Impfung net wierklech hëlleft, aus Respekt och virun deene Leit, déi säit 19 Méint un der Front stinn, wou mer hei wëllen acceleréieren. Si hunn Angscht, dass et erëm eng Kéier esou ausufert, wéi

dat am Moment a verschiddene Länner de Fall ass. Mir kënnen et net ausschléissen. Een, deen et mat-gemaach huet, deen un der Front steet, deen huet och Angscht. Déi ass vläicht net onbedéngt rationell, proportionéiert. Mee déi Leit wëssen, wat se hannert sech hunn.

An d'Richtung, déi mer proposéieren, ass effektiv, de Choix - dee mer respektéieren! - net méi weider aktiv ze ënnerstëtze vun ëffentlecher Säit. Mir ënnerstëtzen et just nach do, wou kee Choix ass fir d'Leit. Där Situatioun gëtt et, dat wësse mer. An déi Leit sollen natierlech och kënnen gratis getest ginn. Mee do wou e Choix ass, respektéiere mer de Choix wuel - mir gesinn e vir als 3G, dass ka weider getest ginn, dass dat eng Alternativ zu der Impfung ass -, mee mir ënnerstëtzen et an deem Sënn effektiv net méi weider, well mer eisem Zil wëlle méi nokommen!

Firwat? Net well mer de Leit wëllen d'Liewen onméiglech maachen, mee ganz einfach, well mer kee Choix hunn! Wa mer wëllen e Freedom Day hei zu Lëtzebuerg hunn, da mussen mer einfach nach e bësselche méi Leit iwwerzeegt kréien. Mir wäerten och net all Mënsch mussen iwwerzeegen! Kloer: Et wär och naiv ze mengen, dass een dat kéint, a mir wëllen dat net. Mir wëlle keng Impfflicht! Mee mir brauchen der awer nach e bëssen.

Ech si ganz d'accord - et ass e puermol gesot ginn -: Dee Prozentsaz, deen nach net geimpft ass, dat sinn net alles Impfgéigner! Ech si mer absolutt bewosst, dass déi Leit, déi op der Strooss waren des Woch, och Leit sinn, déi Angscht hunn, déi Angscht hunn, dass nach aner Schrëtt kommen, dass et sech nach méi verschäerft. A mir mussen deene Leit einfach nach weider d'Méiglechkeet ginn, sech ze informéieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass do nach en Deel ass, dee mer iwwerzeegt kréien: Leit, déi och einfach nach Informatioun brauchen, déi berouegt mussen ginn. An et ass op deem Wee, wou mer hoffen, wierklech dee klenge Schrëtt nach ze maachen, deen et eis erlaabt, eisem Zil méi nozekommen.

Ech géif also dofir haut ofschléissend wierklech den Appell maachen: Informéiert lech weider! Mir maachen alles, wat mer kënnen, fir lech Informatiounen ze ginn. Lauschtert net just eng Klack! Et fënnst een immens vill Informatiounen. An ech ka jiddwerengem nëmme roden, vläicht ënnerschiddlech Leit ze lauschteren a sech da seng eege Meinung ze maachen. D'Zuele schwätzen haut eng ganz kloer Sprooch. An et gëtt ganz vill mat der Angscht gespilt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn all zesummen an d'Pandemie eragerutscht. D'Länner sinn ënnerschiddlech getraff ginn; d'Leit sinn ënnerschiddlech getraff gi jee no Gesondheitszustand, jee no sozialem Status och. Mee haut hu mer et an der Hand, bei deenen Éischten ze sinn, déi ukommen, déi duerch d'Zillinn ginn. Dat weess een haut, dass dat ka goen. An dat kënnen mer nëmme, wa mer sachlech bleiwen. Dat ass dat Éischt. Ech maache wierklech en Appell zur Sachlechkeet! Dat ass deen eenzege Wee, fir hei weiderzuekommen. An ech bedauern et effektiv haut, an deemem schwéieren Endspurt, net méi Ënnerstëtzung virzefannen hei am Raum. Dat ass eppes, wat mer eis dann op d'Kart mussen schreiwen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer allegueren als Gesellschaft ee gemeinsaamt Zil hunn: Eist gemeinsaamt Zil ass et justement, eis Rechter zréckzuekréien, esou schnell wéi méiglech unzuekommen, esou schnell wéi méiglech déi ganz Restriktiounen kënnen opzehiewen. Dat heescht, wann elo hei eng Schépp bägeluecht gëtt, dann ass dat am Fong, fir vill méi schnell kënnen unzuekommen an dach nach eng Hoffnung ze hunn, bei deenen ze sinn, déi dat och ganz schnell hei an Europa fäerdegbruecht hunn.

An deem Sënn bidden ech d'Leit, och weider drun ze gleewen, dass mer hei gutt Intentiounen hunn, dass mer e gemeinsaamt Zil hunn. Et ass op alle Fall mäin Zil, an ech wäert mech och weider dofir asetzen!

Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- An ech géif direkt Parole après ministre un den Här Roy Reding ginn.

■ **M. Roy Reding (ADR)**.- Et wär u sech eng Fro, eng ganz kuerz Fro, mee, wéi ech mengen, eng ganz wichteg Fro: Madamm Lenert, gesitt Dir net de Problem, datt wa keng Tester méi allgemeng verfügbar sinn - well se eeben och mussen bezuelt ginn -, souwuel ongeimpfte wéi geimpfte Leit sech net méi testen an dann, wa se krank sinn, d'Krankheet virundroen, dat heescht, u sech acceleréieren? Ass et also net kontraproduktiv - a mengen Aen ass et dat -, fir déi allgemeng Tester, wéi se bis elo wäit verbreet sinn, net gratis virunzeféieren?

Merci.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Nee, ech gesinn de Risiko net, well mer jo engersäits bei enger grousser Populatioun, déi net geimpft ass,

zimmlech flächendeckend d'Schnelltester bäihalen: Dat ass an de Schoule bei deene Jonken. An dann d'äerf een net vergiessen, dass jiddwereen, dee Symptomer huet - an dat sinn nach wie vor eis Recommandatiounen an der Kris -, soll bei den Dokter goen. Do kréien d'Leit selbstverständlech e gratis Test!

Wa mer den Tracing maachen, do wou d'Leit kontaktéiert ginn, kréie se selbstverständlech e gratis Test ze maachen. Et ass net dee ganze Block un Tester, deen ewechfällt. A mir hunn - an an deem Sënn mécht och de Large-Scale-Testing, wéi mer e kann hunn an enger éischter Phas, net méi dee Sënn, deen en haut mécht - haut eeben en héijen Taux de vaccination. Dat Ganzt ass en Ofweie vu Risiken. A mir sinn an enger Situatioun, wou een dat ganz breet Testen an eisen Aen elo net méi braucht. Mir sollen et do maachen, wou et Sënn mécht. Mir ginn et nach als Alternativ fir déi Leit, déi sech net wëllen impfen. Dat ass mer wichtig.

Ech si kee Frënd vun enger Impfflicht! Ech hunn dat vun Ufank u ganz kloer gesot. An d'Regierung steet och absolutt do derhannert! Dofir ass den Test an deem Sënn haut eng Alternativ. Ideal wier, mir kréien einfach nach dee Prozentsaz erop. An dat, wat mer bidden, ass eng Alternativ dozou.

Contrairement zu anere Länner an anere Stëmme wëll ech och soen: Et gëtt vill Stëmme; verschidener héiert ee méi, anerer manner. Mir hu ganz vill Stëmme, déi och an eng aner radikal Richtung ginn, déi eis als Regierung och net gefalen an déi mer esou net wëllen.

■ **M. Roy Reding (ADR)**.- Ok. Mir sinn eis jo awer eens, datt e Mënsch ka positiv sinn, ouni Symptomer ze hunn. Dat heescht, ech kann d'Krankheet viruginn, ouni datt ech Symptomer hunn. Dat heescht, ech ginn net bei den Dokter.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Absolutt.

■ **M. Roy Reding (ADR)**.- An dat ass dat, wat mir Suerge mécht: datt duerch d'Ewechfale vun de Schnelltester oder de gratis Tester do Leit dann als Spreader ronderëm lafen - wéi den Här Di Bartolomeo dat ëmmer genannt huet am Ufank vun der Pandemie -, ouni et ze wëllen an ouni et ze wëssen. An dat si souwuel geimpfte Leit wéi ongeimpfte Leit. Dat mécht mir grouss Suergen!

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**.- Dat ass richtig. Ech verstinn déi Suerg och. Et ass just en aneren Terrain, wou dee Virus elo zirkuléiert. Dat ass eng grouss Gefor, wa ganz vill Leit eeben net geimpft sinn. Mee d'Zil vun der Impfung ass net, de Virus fortzekeréien. D'Zil vun der Impfung ass, de schwéiere Verlaf ze drosselen. Dat heescht: Wa sech elo geimpfte Leit ustiechen, da wäert dat sech net méi esou erëmispigelen - ausser, mer ginn nach eppes Bessere beliéiert an den nächste Wochen, wat ech mer elo definitiv net wënschen. Mee dat ass d'Zil dovunner. An dann ass eeben ab engem gewëssenen Taux deenen de Besoin net méi esou do, fir déi esou massiv ersatzefillieren. Dat ass dat, wat ech op alle Fall verstanen hunn. An dat schéngt mer och logesch, déi Erklärungen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoools der Madamm Gesondheitsministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt dann elo de Vizepremier Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Här President, éischtens hunn ech gesinn, dass d'Madamm Lenert, mengen ech, ganz ausféierlech an an engem gudden explikativen Toun e bëssen d'Regierungspositioun duergestallt huet. Ech hu selbstverständlech eng Ried viberéiert, haaptsächlech iwwert déi Geschichten, wat d'Aarbechtswelt uegt. Ech halen net drop, se hei ze halen, well ech weess, dass d'Zäit ofgelaf ass. Wann d'Chamber awer domat averstanen ass, kommen ech ganz gäre rop an ech soen dat. Am anere Fall hale mer eis un d'Disziplin vun der Chamber. Dat muss Der elo decidéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoools, Här Kersch. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

(Hilarité générale)

Et ass vun der Sensibilité politique ADR gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an zwee Votes séparés ze maachen.

Als Éischt ass gefrot ginn, e Vote séparé iwwert den Artikel 2 Paragraf 2 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert diesen Artikel ofstëmme. Madamm Lorsché?

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng)**.- Entschëllegt, Här President. Mee ech hat elo den Här Kersch esou verstanen, wéi wann en eis wëilt d'Fräiheet loossen, him d'Méiglechkeet ze ginn, ze schwätzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Ah ok. Jo, ech hat dat schlecht verstanen. An duerfir hat ech d'Laachen hannendrun och net verstanen. Ass d'Chamber d'accord, froen ech dann, datt de Vizepremier Dan Kersch d'Riedezäit vun der Regierung iwwerschreit an och nach eppes wëllt zum Projet de loi soen?

■ **Une voix**.- Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Dat ass de Fall. Da géif ech dann dem Här Vizepremier Dan Kersch d'Wuert ginn.

(Brouhaha)

Den Här Wiseler freet nach d'Wuert.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Jo, mee Dir hutt schonn d'Decisioun geholl, Här President. Ech wollt am Fong soen, datt ech et normal fannen, datt den Aarbechtsminister hei an enger wa méiglech kuerzer Ried awer trotzdem zu deem, wat wichteg ass an diesem Gesetz, seng Positioun gëtt. Ech mengen, et ass awer derwäert, dat ze héieren, an och, datt déi Leit dobaussen déi Positioun kënnen héieren, fannen ech normal an dieser Prozedur.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoools. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Merci, Här President. An diesem Fall och e ganz spezielle Merci der Madamm Lorsché an dem Här Wiseler, dass ech dann awer nach dierf hei zu Wuert kommen. Ech mengen och, ech deelen dat. Eng Rei Froe stelle sech effektiv am Beräich vum Aarbechtsrecht. An et ass u sech nëmme normal, dass ee probéiert, och d'Vue vun der Regierung hei eng Kéier duerzeleeën.

Här President, virdrun ass hei gesot ginn: „Et geet net ëm d'Impfen oder d'Netimpfen.“ Här President, ech wëilt deem widersprechen: Et geet genau a just dorëms! Méi impfe fir méi Fräiheet, esou hunn ech och d'Diskussioun vun deene meeschte Riedner hei verstanen.

Et ass och dat, wat d'Regierung wëllt errechen. An dat ass och dat eenzegt Zil, wat d'Regierung verfollegt mat deem Gesetzesprojet, dee mer hei op den Instanzewege ginn hunn. An ech verwiere mech géint all Ennerstellungen, dass och aner Saachen hei beabsichtigt wieren. Déi sinn net hei am Sall gefall, mee dat gëtt awer emol op där enger oder anerer Plaz dobaussen esou insinuéiert. An och den Här Clement huet jo schonn doriwuer geschwat, wat do alles vun Theorië leeft.

Et ass e bësse komesch, dass, wann een e Gesetz virstellt, wat ee wëllt maachen, ee fir d'éischt emol iwwert dat schwätzt, wat een net wëllt maachen. An ech soen dat ganz kloer: Mir maachen net dat, wat an anere Länner gemaach gëtt, dass mer zum Beispill en 2G-System aféieren, an zwar obligatoresch aféieren. Mir ginn och net de Wee, dass mer soen, déi Leit, déi net geimpft ginn, déi krank ginn an dann a Quarantän mussen goen, géife keng Lohnfortzahlung kréien. Da géife mer effektiv eise System vun der Sécurité sociale ganz a Fro stellen. A mir maachen och net de CovidCheck obligatoresch op der Aarbecht, esou wéi dat an anere Länner - notamment Italien - de Fall ass.

Wat maache mer? An dat wëll ech awer ganz kloer eng Kéier hei soen: Mir maachen u sech dat, wat haut scho virun der Ofstëmmung vun diesem Gesetz u sech méiglech war, nämlech, dass mer op fräiwëlleger Basis an de Betriber e CovidCheck méiglech maachen.

De Patron kann also an Zukunft säi ganze Betrib oder en Deel ënnert de System vum CovidCheck setzen. Dat kann en awer am Gescht vun deene Gesetzer, déi bestinn an déi mer net ausser Kraaft setzen. Ech betounen dat: Dat kann en natierlech nëmme maachen, wann en och déi aner Gesetzer respektéiert, an notamment déi Gesetzgebung, déi mer am Beräich vun der Sécurité-santé hunn.

An der Praxis heescht dat also ganz konkret, dass hien an deene Betriber, wou méi wéi 150 Leit schaffen oder ab 150 Leit schaffen, esou eng Decisioun nëmme kann an der Cogestioon ëmsetzen. Dat heescht also, e muss den Accord vun der Delegation hunn. Soss kann en dat net maachen!

An all deenen anere Betriber ass et och genau esou evident, dass en dat net kann einfach vun uewen erof decidéieren, mee e muss et mat senger Delegation ofschwätzen, fir dat kënnen an d'Praxis ëmzesetzen. An dat ass ganz wichtig! Mir maachen also hei e CovidCheck oder d'Méiglechkeet vun engem CovidCheck an der Aarbechtswelt am Rame vum Droit commun. De Code du travail gëtt net duerch des spezial Covidmesuren ausser Kraaft gesat! An notamment de Livre véier iwwert d'Delegationen an d'Matbestëmmungsrechter gëtt iwwerhaupt net touchéiert. Ech wëll net wëssen, wat lass gewiescht wär, wa mer dat hei proposéiert hätten!

Hei gi mer ganz bestëmmt a ganz bewusst op de Wee vun der Matbestëmmung an de Betriber, well mer och der fester Iwwerzeegung sinn, dass, wann een esou eppes wëllt realiséieren, een et am beschte realiséiert, wann ee mat deene Leit schwätzt, déi herno dovunner betraff sinn. An ech géif gären dee Betrib gesinn, deen dat einfach vun uewen erof ëmsetzt. Dat wär jo theoretesch méiglech bei deene Betriber, déi manner wéi 150 Leit hunn, ouni mat senger Leit geschwat ze hunn.

Den Här Wiseler huet och eng interessant Fro gestallt. Allerdéngs gëtt déi Fro net eréischt opgeworf duerch dëst Gesetz, mee déi hat scho laang virdu Bestand. Wat geschitt mat engem Patron, deen de CovidCheck net aféiert, an eventuell ass een do, dee sech ustécht? Déi Fro - wéi gesot - gëtt net eréischt opbruecht duerch dëst Gesetz, mee déi huet scho laang virdu bestanen. A genau do probéiere mer jo elo, eng Insécurité juridique ewechzehuelen an dranzeschreiwen, dass de CovidCheck eng Mesure wéi eng aner ass am Beräich vun der Sécurité-santé vun engem Betrib. An d'Obligation vum Patron iwwert den Artikel 312 (1) respektiv 312 (2), fir do alles ze maachen, fir fir d'Sécherheet vu senger Leit an och vun deene Leit ronderëm ze suergen, fällt natierlech hei net ewech an ass nach ëmmer touchéiert.

Dat nämmecht zielt iwwregens fir d'Konsequenze vun engem, deen esou e CovidCheck net géif anhalen oder aner Sécherheitsbestëmmungen net géif anhalen. Déi Fro gëtt jo net eréischt duerch dëst Gesetz opbruecht! Mee déi besteet selbstverständlech am Kader vun all deene Bestëmmungen, déi mer haut hunn.

Et ass also kloer, dass dat, wat mer hei gemaach hunn, eng Ëmsetzung ass vun enger Praxis, déi mer haut schonn hunn am Droit commun, notamment am Aarbechtsrecht an am Beräich vun der Sécurité-santé. Jo, dat war e politesche Choix. Et hätt een et och kënnen aneschters maachen. Mee mir hunn eis ganz bewusst fir dese Wee entscheet.

Ech war och e bëssen iwwerrascht, Här President, wéi ech héieren hunn, dass den Här Wiseler sot - an ech probéieren, et hei méi kuerz ze maachen -, dass d'Gerichter missten am Zweifelsfall tranchéieren an Dir wäert (veuillez lire: hie wär) domadder absolutt net averstanen, ...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

... Här President, Dir géift (veuillez lire: hie géif) net akzeptéieren, dass mer de Gerichter dës Fro eebe géifen eraushuelen. Dat hutt Der wuertwärtlech esou hei gesot: „Mer akzeptéieren net, dass d'Gerichter dat an Zukunft mussen decidéieren.“ Dat muss ech esou verstanen hunn.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Also ech ... Fir prezis ze soen, wat domat gemengt ass: Ech hu gesot, ech hätt gär, datt d'Gesetz weesentlech méi prezis wier wéi dat, wat do drasteet. Well soss muss vill Dossieren a vill Decisiounen um Geriicht geholl ginn, vun deenen ech gemengt hätt, datt se missten am Gesetz stoen, fir datt d'Saache kloer wieren an datt et net bräicht op d'Gericht ze goen.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Ok. Ma et ass genau dorobber, wou ech wollt agoen. Ech mengen, mir sinn eis jo eens - da brauche mer doriwuer elo net laang ze polemiséieren -: Wien aneschters wéi d'Gerichter soll tranchéieren, wann et zu engem Zweifelsfall kënn? A wann et zu Zweifelsfall kënn, ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mee ech hätt léiwer, et géif guer net op e Geriicht kommen!

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Här Wiseler, Här Wiseler, ech hätt dat och léiwer. Ech soen lech awer, ech soen lech awer: ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mat Ärem Text kënn et awer!

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- ... Jiddwereen, deen awer och nëmme e Millimeter dovun ausgeet, dass mer hei an der Chamber kéinten e Gesetz maachen, wou mer fir déi Dausenden an Dausende vu Betriber, all eenzele Fall an all eenzel Situatioun géife regelen, weess, dass dat net méiglech ass. An dat ass iwwregens net nëmme net méiglech am Beräich vum Covid. Dat ass och net méiglech an alleguer deenen anere Beräicher vu Sécurité-santé. Duerfir hu mer jo déi Gesetzgebung, déi mer hunn, fir dass mer dat der Matbestëmmung vun de Betriber an deene Leit iwwerloosen, déi am beschten op der Plaz wëssen, wéi een dat ka konkret ëmsetzen.

Dat ass d'Philosophie vun der Regierung. Et ass d'Philosophie vun deem klengen Saz, dee mer elo zousätzlech an dëst Gesetz aschreiwe gelooss hunn, wou just drasteet, dass de CovidCheck am Beräich vun der Sécurité-santé eng Méiglechkeet ass - sou wéi vill anerer -, fir d'Leit ze schützen. Net méi an net manner steet an deem Gesetz. An et ass mer wichtig, dass een dat och eng Kéier hei seet.

An dann ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mee, Här Kersch, tëschent alles regelen a guer näischt reegele gëtt et e ganz Feld dozweeschent. A mir hätte gär, datt eng Rei Saachen am Gesetz géife stoen. Dat ass dat, wat ech sot.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Dir hutt dat esou gesot, mee Dir hutt awer näischt Konkretes gesot. An ech wëll och hei soen, dass an der ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Ech hu ganz konkret Saache proposéiert.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Dat Eenzeit, wat ech vun engem vun Äre Verrieder an der Kommissioun héieren hunn, war genau dat, dass e gefrot huet: „Bleiw den d'Bestëmmung vun der Matbestëmmung oprechterhalen oder net?“ A meng kloer Äntwert dorobber war „jo“, an domadder war d'Diskussioun eriwuer. An dat, wat Der elo gesot hutt, ...

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Dogéint hunn ech awer och guer näischt.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Här Wiseler, an dat, wat Der elo gesot hutt, dass een dat jo deelweis hätt kënnen méi staark regelen ... Wou waren dann Är Propositionen, fir dat konkret ze maachen? A wou waren dann déi Propositionen, déi dann och an de Betriber ëmsetzbar gewiescht wäeren?

(Intervention de la présidence)

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Ech hunn der elo eng ganz Rei genannt.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Dat wär awer dann eng interessant Fro, déi een emol eng Kéier misst stellen. A wéi hätten dann d'Patrone respektiv d'Gewerkschaften op Är Virschléi reagiert? Ech hätt mech doriwuer gefreet, dat emol ze wëssen! Ech mengen, dass dat och guer net geet!

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Jo, mee, Här Kersch, ech hunn der virdrun eng Rei genannt.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Weeder ech nach Dir hunn d'Fäegkeet, dat ze maachen.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Ech hunn der eng Rei virdrun a menger Ried genannt an ech liesen och, wat d'Patrone respektiv d'Gewerkschaften iwwert deen hei Text soen, an zwar genau dat selwecht wéi ech.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Nee, neen. Et ass net genau dat nämmecht wéi Dir. Ech wollt och do emol eng kuerz Äntwert ginn.

Et ass allerdéngs richtig, dass weeder d'Patronen nach d'Gewerkschaften mat deem zefridde sinn, wat mer hei maachen. Awer net aus deenen nämmelechte Grënn, Här Wiseler! Déi eng wollten nämlech iwwerhaupt kee CovidCheck, a wann, da mat der Garantie, dass, wa mer géifen Tester maachen, mer se gratis géife maachen a mat enger Garantie, dass d'Leit, déi sech weigere, keng Sanktiounen dierfte gemaach kréien.

Déi aner wollte genau de Contraire! Déi aner wollten éischtens emol de CovidCheck esou, wéi si et gären hätten, ouni mat iergendengem mussen driwwer ze schwätzen. A virun allem wollte se e Fräifaarteschäin, fir Leit kënnen ze entloossen. Mir hu weeder dat Eent nach dat Anert gemaach!

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Dat hunn ech awer a kengem Avis esou gelies.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Här Wiseler, da musst Der d'Stellungnam vun der UEL liesen, déi se gëscht erausginn huet. Liest dee Communiqué emol eng Kéier a liest d'Stellungname vun de Gewerkschaften, wat se soen. A virun allem ass et jo net nëmme dat, wat ee muss liesen. Et muss ee jo och dat wëssen, wat een dann do am Dialog, deen ee mat deene Leit féiert, vun deene Leit gesot kritt. An ech kann lech soen, deen Dialog huet stattfonnt!

An ech hat dat hei an der Chamber scho gesot: Entgéint deem, wat virdrun hei verlaude gelooss ginn ass, hu mer schonn um Ufank vum Mount souwuel de Gewerkschaften wéi och de Patrone gesot, dass mer drun denken, de CovidCheck op déi Aart a Weis anzusetzen, esou wéi mer et elo maachen, net aneschters. Et ware keng Alternativen um Dësch an et sinn och keng komm, weeder vun der UEL, nach vun de Gewerkschaften, an och net vun lech, wéi ech leider muss feststellen.

Mir hunn eis also fir dee Wee entscheet, Här Wiseler.

■ **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Dat ass just net richtig.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre**.- Här Wiseler, mir hunn eis also fir dee Wee entscheet, deen eiser Meenung no deen eenzeg gangbare war: CovidCheck als potenziell Méiglechkeet aféieren, an zwar am Gesetz, am Rame vun den Droits communs an am Rame vun der Matbestëmmung.

A loosst mech zum Schluss awer nach just meng Hoffnung ausdrécken, dass an deenen allermeeschte Betriber déi theoretesch Diskussiounen, déi mir hei féieren an eis hei leeschten, iwwerhaupt keen Thema wäerte sinn, well ech der fester Iwwerzeegung sinn, dass do, wou verstänneg Leit matene schwätzen, et och zu verstännege Léisunge wäert kommen. An ech hu mäin Optimismus nach ëmmer net verluer, dass och Patronen a Gewerkschaften um Terrain et fäerdgebréngen, esou Léisungen ze fannen. A wa se se fannen - dovu sinn ech iwwerzeegt -, fanne se se am Interêt vun eis allegueren. Merci villmoools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos dem Vizepresident Kersch. A well deen Austausch esou interessant war, erlaabt mir, d'Chamber ze froen, fir och nach dem Minister vun der Fonction publique d'Wuert ze ginn, fir ...

(Brouhaha)

Ass d'Chamber d'accord, fir ...

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Mee wëllt deen iwwerhaupt, Här President?

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, d'Regierung ...

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President, ech mengen, de Minister wëllt guer net.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann d'Regierung dat do beansprucht, da können all d'Parteien heibannen och onendlech laang schwätzen. Well dat doten ass einfach net gerecht!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zu deenen zwee Votes séparés, déi vun der Chamber gefrot waren. Als Éischt ass gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 2 Paragraf 2 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert deesen Artikel ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 2 (2) du projet de loi 7897

Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mam Artikel 2 Paragraf 2 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

D'Ofstëmme fänkt un. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Artikel 2, sou wéi en zum Vott gestallt ginn ass, ass mat 33 Jo-Stëmme géint 27 Nee-Stëmmen ...

(Interruption par M. Jeff Engelen)

Ech hunn deem Rechnung gedroen, Här Engelen. Genau.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - ... ugeholl. Den Artikel 2 Paragraf 2 ass domadder ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Als nächst ass de Vote séparé iwwert den Artikel 6 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert deesen Artikel ofstëmmen.

Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 7897

Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 6 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

D'Ofstëmme fänkt un. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Artikel 6 ass mat 31 Jo-Stëmme géint 28 Nee-Stëmmen ugeholl. Den Artikel 6 ass domadder ugeholl.

Résultat définitif après redressement : l'article 6 du projet de loi 7897 est adopté par 31 voix pour et 29 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi 7897. Den Text steet am Document parlementaire 7897°.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7897 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration.

De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung vun deenen zwou Motiounen, déi deposéiert gi sinn.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der CSV, vum Här Wiseler deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, merci, Här President. Mir hu virdrun d'Madamm Gesondheetsministesch héieren, op eng Rei vu Punkten aus dëser Motioun agoen, ënner anere dem Impfbus, wou et ze kal gëtt, mee wou awer d'Frequenz, mengen ech, an d'Luucht gesat ginn ass. Mee wou awer elo mat deene Gemenge geschwat gëtt, wou cibléiert an de Gemenge sollen Aktiounen lafen, wou dann och samschdes elo schonn zum Deel op ass bis 9.00 Auer, wou d'Angebot do ass, mee wou d'Leit awer net direkt dovunner profitéieren, soudass hei eng ganz Rei vu Punkte souwisou schonn um Lefe sinn, gemaach ginn, grad wéi d'Campagne de sensibilisation à grande échelle. Dir hutt héieren, dass déi véiert Campagne leeft.

Dir hutt och héieren, wat alles gemaach ginn ass iwwer Facebook, digital, analog, Professioneller, déi ugeschwat goufen, Radio, Webinaren, mat deenen eenzelen Berufskummeren, mat de Patronen, mat de Gewerkschaften. Et ass wierklech immens, immens vill gemaach ginn. Et kann een natierlech ëmmer erëm soen, et hätt ee misse méi maachen. Wat ass méi? Wat ass méi, wann een dat heite gesäit, wat hei alles gemaach ginn ass? Duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun hei ofzeleenen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmoos merci. Fir d'ADR ass dat hei eng sënnvoll

Motioun, déi och ausdrécklech keng Impfflicht fuerdert, mee einfach eng Sensibiliséierung an aner Moosnamen, déi och an eisen Ae sënnvoll sinn. Ech wëilt just awer den Här Wiseler bieden, vläicht eng Formulierung aneschtens ze gesinn: Hei steet e feste Prozentsaz dran, deen ee soll erreechen; dat ass an eisen Ae problematesch. Et géif an eisen Ae vollkommen duergoen ze soen: „eng signifikant Proportiou vun der Populatioun“.

A wann den Här Wiseler bereet wär, do e bëssen aneren Text ze huelen, géif d'ADR dat hei och gär matstëmmen. Villmoos merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Déi Motioun hei ass eis ganz sympathesch. Ech hunn et virdrun a menger Interventioun gesot: De grouse Problem ass, et ass haut vill méi einfach, sech bis spéit an d'Nuecht eran, bis moies fréi eppes Ongesondes ze maachen, andeem ee mam Auto bei den Drive-in vun iergendenger Burgerkette firt a sech do en décke Burger mat Fritten a Cola eranzitt, respektiv et kann ee sech bis moies fréi an d'Poppen dach awer vollafe loossen, wann een et emol esou seet. Dat heescht, mir maachen de Leit u sech ganz vill Offeren, wou ee sech kann eppes Ongesondes maachen. An d'Offer, fir sech impfen ze loossen, ass dann awer eng, déi heefeg un Hürde scheidert.

Et gëtt Dokterer ... Do gi Leit sech gäre bei hiren Hausdokter impfen - wat eng super Initiativ ass, wat mir als Piraten ënnerstëtzen -, fir da vum Hausdokter gesot ze kréien: „Ma nee, ech muss als Éischt sechs Leit zesumme kréien, déi beim éischten Impf-Rendez-vous deen nammlechten Dag Zäit hunn a beim zweeten Impf-Rendez-vous deen nammlechten Dag Zäit hunn, well soss verschwenden ech Dosen. A genau dat féiert dozou, dass dann awer herno erëm Leit ofsprangen. Ass dat e signifikanten Undeel oder net? Ech weess et net!

(Interruption)

Mee ech fannen, et muss mindestens esou einfach sinn, eppes Gesondes ze maachen - an d'Impfung gehéiert dozou -, wéi eppes Ongesondes ze maachen. An ech mengen, d'CSV mécht hei ganz konkret Proposen, déi mir als Piraten ënnerstëtzen.

Et muss ee jo och dozou soen: D'Majoritéitspartei - haut och erëm - froen ëmmer erëm: „Wat géif d'Oppositiou da maachen? Wat géif Dir da maachen, wann Der an eiser Positioun wäert?“ Ma hei ginn erëm Propose gemaach, fir da just hannendru gesot ze kréien: „Dat ass superfetatoire.“

(Interruptions)

Ma firwat frot Der dann iwwerhaupt nach? Mir stëmmen dat heite mat!

(Interruption par M. Georges Engel)

► **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre.** - Wou fannt Der dann d'Dokterer, déi dat maache bis 3 Auer am Burger King? Wou fannt der dann d'Dokterer an d'Personal, déi dat maache bis 3 Auer am Burger King?

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Dir frot, bis 7.00 Auer opzemaachen, mir maache bis 9.00 Auer op.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Wiseler, fir hien ze froen, ob e mat där Modifikatioun, déi den Här Kartheiser proposéiert huet, d'accord ass oder ob mer d'Motioun esou zum Vott stellen, wéi se deposéiert ginn ass.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also ech ka verstoen, dass een d'Zuel 80 % kann a Fro stellen, well virdrun huet och d'Gesondheetsministesch gesot: „Mir wëssen net, wéini mer eng Immunité collective hunn.“ Fir mech ass wichteg, dass d'Immunité collective drasteet an dass mer hei zum Ausdrock bréngen, dass mer d'Necessitéit hunn „de vacciner“. An ech géif proposéieren, et esou ze formuléieren: « considérant la nécessité de vacciner une majorité suffisante de la population afin d'atteindre une immunité collective ». Et ass dat, wat ech gär hätt. Ob dat elo 80 oder 85 ass, ass mer am Fong egal, weess ech och net, mee et muss suffisant sinn.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Wiseler. Ech mengen, mir kommen dann zum Vott vun där licht modifizierter Motioun.

Vote sur la motion 1 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 28 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 modifiée est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine

Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun, déi vun der Sensibilitéit ADR deposéiert ginn ass. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wollt e puer Wuert soen zu der Motioun. Mir befannen eis hei net am schoulesche Beräich, mat deem, wat ugeschnidden ass, d'Éducation musicale, mee mir befannen eis am peri- an am parascolaire Beräich. Do gouf et eng Ännerung am Gesetz, an déi hu mer elo just viru fënnf Minutte gestëmmt. Ech liesen lech den Text vir: « Si le groupe dépasse le nombre de dix personnes, une distanciation physique d'au moins deux mètres ou l'obligation du port du masque doit être respectée entre les différentes personnes. » Dat heescht, et sinn net déi zwou Konditiounen, esou wéi et an der Motioun hei geschriwwen ass, mee et ass nach eng Konditioun, déi anzehalen ass, wa méi wéi zéng Leit an engem Musekscours gläichzäiteg sinn.

Et gouf dozou och eng Kommunikatioun, déi vum Ministère, vum MENJE, erausgaangen ass de 14. Oktober, dass wat dann de leschten Donneschden, leschte Freiden, an alleguerten d'Museksschoulen, fir se op déi nei Ännerungen an deem heiten Text opmierksam ze maachen. Duerfir géif ech mengen, mir bräichten déi Motioun hei net. An ech géif menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei och net ze stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Baum. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Also mir Piraten wäerte se och net matstëmmen. Éischtens: Et gëtt nach aner Museksschoulen am Land wéi nëmmen déi kommunal. An zweetens si mer an engem ganz anere Kontext, well an d'Museksschoul kann een och als Erwuessene goen. Dat ass elo net vergläichbar mat enger Schoul. Deement-sprechend wäerte mer se net matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Goergen. Den Här Claude Wiseler.

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wollt am Fong d'Regierung froen, wann Der erlaabt, well hei steet ...

(Interruption)

Ech wollt am Fong d'Regierung froen, well hei steet dran: Et gëtt kee rationale Grond, d'Schüler an d'Léierpersonal vun de kommunale Museksschoule méi strenge Restriktiounen ze ënnerwerfe wéi d'Schüler an d'Léierpersonal vum Fondamental a vun de Lycéeën. Ech fannen dat jo prinzipiell net falsch. Mee vläicht gëtt et awer e rationale Grond, fir et anescht ze maachen.

An dofir wär ech frou, serieusement, einfach d'Regierung ze froen: Wat ass de Grond, fir et anescht ze maachen? Wann Der eis dat kéint soen, dat géif op jidde Fall eist Ofstëmmverhalen ...

► **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre.** - Da musse mer dee Minister froen, deen fir deen dote Beräich zoustänneg ass. Mir kënnen lech elo net hei stante pede eng Äntwert ginn. Mir kucken dat ganz gären no an da kritt d'Chamber eng Äntwert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hätt d'Fro och net esou stante pede gestallt, mee vu dass se hei an der Motioun steet, éier mer stëmmen, wollt ech awer wëssen ... Infolgedesse géif ech proposéieren, dass mir eis als Fraktioun enthalen, well mer haut d'Informatioun net hunn.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Den Här Baum huet jo gesot: Et ass net méi esou. Et ass net méi esou!

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre.**- Eng Erklärung gëtt et jo mol direkt, an déi huet d'Madamm Cahen elo richtegerweis gesot: D'Schoul ass obligatoresch an d'Museksschoul ass et net. Dat si jo zwou verschidde Saachen. Et kann een dat Eent also net mat deem Aneren einfach esou tel quel vergläichen, wéi och de Vertrieber vun de Piraten virdru gesot huet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wiseler. Merci, Här Kersch, fir d'Prezisionen. Dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, et ass an eisen Aen ze vill wichteg, datt mer hei déi Saach vun de Museksschoulen eng Kéier à tête reposée kucke mat allen Erklärungen. Dofir géif ech proposéieren, datt mer haut net doriwwer ofstëmmen. Mir wäerten déi Motioun nei formuléieren, fir dann och deem Gesetz vun haut Rechnung ze droen, a waarden op d'Erklärung vun der Regierung. Mee am Laf vun der Woch wäerte mer déi Motioun nach eng Kéier presentéieren, well et läit eis einfach um Häerz, datt mer déi Situatioun an de Museksschoulen net méi defavorabel hu wéi an anere Schoulen. An da komme mer nach eng Kéier - dat

ass meng Proposition, wann Dir d'accord sidd, Här President - am Laf vun der Woch op dës Fro zrëck. Merci.

(La motion 2 de M. Jeff Engelen est retirée.)

■ **Plusieurs voix.**- Au vote!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Duerch d'Zréckzéie vun der Motioun si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber ...

(Interruptions)

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Ma en huet se zrëckgezunn!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Nee, en huet se net zrëckgezunn!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Motioun ass jo zrëckgezunn?

(Assentiment)

D'Motioun ass zrëckgezunn. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.30 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.24 heures.)

SÉANCE 06

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mardi 19 octobre 2021

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Octroi de titres honorifiques à d'anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (interventions de M. Georges Engel et Mme Martine Hansen)

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du scandale d'espionnage Pegasus

- Exposé : M. Marc Goergen (interventions de M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser) (dépôt de la motion 1)

- Débat : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas - M. Yves Cruchten - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement - M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de M. Georges Engel) - Mme Nathalie Oberweis

- Prises de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson - Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Yves Cruchten (parole après ministre)

- Motion 1 : M. Marc Goergen (intervention de M. Laurent Mosar) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Sven Clement (intervention de Mme la Ministre Sam Tanson) - Mme la Ministre Sam Tanson (intervention de M. Sven Clement) - M. Fernand Kartheiser - M. Laurent Mosar

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 245 du 19 octobre 2021 de M. Marc Spautz relative à l'impact et les effets de la pénurie de matériaux et de main d'œuvre dans le domaine de la construction, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes

- M. Marc Spautz - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

Question n° 246 du 19 octobre 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution des aides octroyées aux acteurs du secteur culturel pendant la pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Culture

- M. André Bauler - Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Question n° 247 du 18 octobre 2021 de Mme Nathalie Oberweis relative au remboursement de la psychothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Nathalie Oberweis - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n° 248 du 19 octobre 2021 de M. François Benoy relative au plan stratégique national dans le cadre de la nouvelle PAC, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- M. François Benoy - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 249 du 18 octobre 2021 de M. Sven Clement relative au délai d'inscription pour un examen médico-sportif, adressée à M. le Ministre des Sports

- M. Sven Clement - M. Dan Kersch, Ministre des Sports

Question n° 250 du 19 octobre 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative au financement respectivement au subventionnement de la fusion des cinq communes de la Nordstad, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

- M. Jean-Paul Schaaf - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 251 du 18 octobre 2021 de Mme Myriam Cecchetti relative à la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Mme Myriam Cecchetti - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

6. Interpellation de M. Gilles Roth au sujet de la gestion de catastrophes naturelles suite aux récentes intempéries

- Exposé : M. Gilles Roth (dépôt de la motion 1)

- Débat : M. Max Hahn - M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 2) - M. François Benoy (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen

- Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Motion 1 : M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Gilles Roth (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Michel Wolter) - M. Sven Clement

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

- Vote sur la motion 2 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, Mme Carole Dieschbourg, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Nee, Här President.

2. Octroi de titres honorifiques à d'anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ogrond vun Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Gény Arend, Inspecteur, der Madamm Ginette Biasini, Inspecteur, der Madamm Maryse Klein, Chargée de gestion dirigeant, dem Här Claude Frieseisen, Secrétaire général, an der Madamm Viviane Heinen, Inspecteur, déi d'Administration parlementaire pensionshalber verlooss hunn, den Éiertitel vun hire Funktiounen zouerkannt.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Applaudissements)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Eis Felicitatiounen! Mir wünsch hinnen all eng laang a verdéngte Pension.

3. Ordre du jour

D'Madamm Hansen hat nach, mengen ech, d'Wuert gefrot. Oder?

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Zum Ordre du jour, Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Ordre du jour hate mer gëschter ugeholl, Madamm Hansen.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ma da wollt ech mech opreegen iwwert ...

(Hilarité)

... d'Heure de questions, Här President, well ech wëll just hei awer nach eng Kéier matdeelen, datt mer et net normal fannen, datt an dësen Zäiten, wou wierklech Covid aktuell ass, d'Madamm Gesondheetsministesch net do ass. Mir haten eng éischt Lëscht, wou se do war. Elo ass se gestrach. Mir haten zwou wichteg Froen, well mer jo wëssen, datt d'Leit definitiv sensibel sinn, och op d'Impfungen.

Et ass een neien Impfstoff, dee kënnt deemnächst eraus, dee sech op Proteinne baséiert. Dat heescht, eng Aart „normale“ Vaccin. Do wollt mer gäre wëssen, wéi wäit d'Regierung do ass, ob deen hei géif zu Lëtzebuerg zougeloo ass. An och iwwert déi sëllege Bréiwer, déi am Moment bei d'Leit kommen, datt se sech nach eng Kéier sollen impfe loossen.

Wéi gesot. Mir hunn du gefrot, datt den Här Premier eis géif äntwerten, dee wär nämlech do gewiescht. An deen huet gesot, hie géif eis net äntwerten! Dat fanne mer also net normal, datt an dësem wichtege Sujet elo kee vun der Regierung do ass, wou mer kënnen eis Froe stellen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Hansen. Ech mengen, et ass esou, datt eeben déi Ministeren, déi am Zoustännegkeetsberäich si vun de Froen, datt et déi sinn, déi äntwerten. An et ass net, datt de Premierminister fir alles zoustänneg ass.

■ **Une voix.**- Dach!

(Interruptions)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat heescht, de Premierminister huet ganz grousst Vertrauen an déi verschidde Ministèren.

Ech huelen Akt vun Ärer Deklaratioun. An da kënnen mer zum éischte Punkt vum Ordre du jour ...

■ **Une voix.**- Dat ass deen ale Landwirtschaftsminister, dee schwätzt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Kartheiser freet nach d'Wuert. A firwat frot Dir d'Wuert?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo, fir dee selwechte Punkt wéi d'Madamm Hansen, deen, wou ee sech däerf opreegen, wann een net zum Ordre du jour däerf schwätzen, Här President. Dat ass gëschter Moie ganz séier gaangen. An ech wollt awer just ee Wuert och zum Ordre du jour soen.

Mir hunn am Abléck déi Situatioun, datt mer muer de Mëtten hei den éischte Vott iwwert d'Verfassungsrevisioun huelen. An ech fannen et net normal, mir fannen et net normal bei der ADR, datt mer dee Vott huelen, ier eng Petitioun, déi an der Chamber agereecht ginn ass, nämlech d'Petitioun 2007, an deen néidege Quorum huet, diskutéiert ass!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, gëschter ass den Ordre du jour ugeholl ginn.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, mee ech fannen, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Et deet mer leed, Här Kartheiser, wannechgelift, dat doten zielt elo net.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... mat allem Respekt, Här President, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- An déi Sitzung vun haut, ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... Dir sollt eis als Chamber méi eescht huelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat kënnt Der muer nach eng Kéier widderhuelen. Mee den Ordre du jour ass gëschter Moien eestëmmeg esou ugeholl ginn.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Elo ass de Video scho gedréit!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert den Iwwerwaachungsskandal duerch d'Schued...

(Brouhaha)

Den Här Romain Schneider huet d'Wuert.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech wollt awer just op déi - ech sinn dat net méi gewinnt hei -, ech wollt awer just op déi Remark vun der Madamm Hansen äntwerten, där ech Recht ginn, datt d'Regierung esou vill wéi méiglech sollt present sinn. An dat si mer och, esou wéi mer et kënnen maachen. Mee awer grad der Gesondheetsministesch virzegeheien, si wier net disponibel, fir op d'Froen vun den Deputéierten ze äntwerten, mengen ech, ass falsch.

A wann Der eis dat elo, mir vläicht, dat virgeheit, da sinn ech domat d'accord. Mee ech mengen, d'Gesondheetsministesch ass ëmmer do, kënnt virun all Gesetz bei d'Kommissioun, Dir kënnt all Fro do wierklech stellen. An ech fannen dat net korrekt. Ech mengen, d'Madamm Minister huet sech entschëllegt, si ass net do. A wann déi Froen ze stelle sinn, mat Sécherheet wäert d'Geleeënheet sech bidden, lech och erëm eng Kéier kënnen dorobber ze äntwerten.

Merci.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Si krut Honnerte Froe gestallt an huet allkéiers drop geäntwert!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Romain Schneider.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).**- Et muss ee jo awer och an enger Heure de questions Froe stelle kënnen!

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du scandale d'espionnage Pegasus

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Da komme mer elo awer zur Aktualitéitsstonn ...

(Brouhaha)

... iwwert den Iwwerwaachungskandal duerch d'Schuedsoftware Pegasus. An ech géif d'Wuert un den honorablen Här Marc Goergen als Vertrieber vun der politischer Sensibilitéit Piraten ginn, déi des Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Marc Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. „Pegasus: Der Spion, der auf das iPhone kam.“ Ech schwätzen net vun engem James-Bond-Film, mee dat ass den Titel, deen ee ka fir Pegasus benotzen.

Ech ginn lech kuerz Erklärungen, wat iwwerhaapt Pegasus ass.

Jiddereen huet sécherlech de Begrëff schonn héieren, an et si jo och ganz vill Leit, déi heibannen esou een iPhone benotzen; verschidden Apple-Geräter hu mer jo och souguer vun eiser Chamber, vum Parlament kritt. An et sinn déi Geräter, déi eben an deem Fall vum Pegasus betraff sinn.

Zum Beispill ass et esou, dass Der de Pegasus iwwer en onbemierkten - an dat ass eppes ganz Wichtiges an deem Fall -, iwwer en onbemierkte Message op Ären iPhone kritt hutt. Dat heescht, et huet een net missen iergendeppes uklicken an deem Fall, déi Leit, déi deen Trojaner kritt hunn, mee en ass onbemierkt iwwer eng Lück am Apple-System vun iMessage komm. Dat ass scho ganz schlëmm.

Mee wat deen Tool als Trojaner dann alles kann! Dat heescht, e kann eng Kéier op Ärem Smartphone alles kucken, an do gétt et näischt op Ärem Smartphone, wou en net erakënt. Dat heescht, allegueren d'Messages - ech huelen un, heibanne sinn der och, déi WhatsApp benotzen, sécherlech sinn och nach Fraktiounen, déi WhatsApp benotzen, fir sech ze koordinéieren -, do zum Beispill war Pegasus mat dran. Dat heescht, dee konnt dat alles matlesen.

Et ass awer nach méi schlëmm. Et kann nämlech souguer sinn, dass Pegasus higeet an e kann och Messagë selwer schreiwen! Dat heescht, alles, wat op Ärem Handy ass ... oder wat Dir kéint verschéckt hunn, wann dee mat Pegasus befall ass, ass guer net méi sécher, dass Dir dat selwer waart. Mee esou en Trojaner kann och nach higoen an an deem Fall Beweiser fälschen, well e ka selwer aktiv ginn.

Mee e sammelt jo net nëmme déi Informatiounen, déi relevant wäere fir en Job, deen een huet, oder wann een iergendeppes wéilt stiichten, mee nee, e sammelt och allegueren déi Informatiounen op Ärem Handy iwwer Äre Familjen. An dat ass dee grouse Skandal bei Pegasus, well een net mat esou engem Tool kann higoen a soen: „Mir hunn eng Barriär, dass e just dat kuckt, wat vläicht nach fir aner Staaten interessant wär“. Nee, deen huet d'komplett Privatsphäre gekuckt! Dovun ofgesinn, dass en och nach op Äre Cloud kann zougräifen, woumat Der och nach infizéiert sidd op anere Computeren.

Dat emol zur Erklärung, wat de Pegasus iwwerhaapt ass.

Mee elo gétt et der jo nach e puer anerer um Maart, déi dann och kënnen als Staatstrojaner benotzt ginn. A fir lech eng Kéier virun Aen ze féieren, wéi no dass en och un der Chamber war: Dir hutt allegueren sécherlech eng E-Mail kritt vun der Chamber, Dir sollt Äre iPhone, oder soss Produiten, déi Der vun Apple hutt, aktualiséieren, fir dass mer kënnen zumindest sécher sinn, dass de Pegasus hei an der Chamber net ass. An ech hoffe jo, dass jiddereen dat och wäert gemaach hunn.

Et ass och net, dass dat elo iergendeng Fantasie wär, dass e Parlament oder Ministere géife vun esou enger Software wéi Pegasus ofgelauschert ginn, well kee mannere wéi den Emmanuel Macron war Affer vun där ganzer Pegasus-Software souwéi dräi Ministeren a Frankräich.

Dofir meng éischt Fro: Wat huet eis Regierung gemaach, fir sech selwer ze iwwerpräiwen, ob net e Befall vu Pegasus war? Well do kann ee jo sécherlech verschidden Updates aspillen an och herno iwwerpräiwen. Déi Tools ware jo do, fir dat nozepräiwen.

Et sinn awer net nëmme Ministeren oder Politiker gekuckt ginn. Nee, et si souguer Staaten, déi hu Pegasus benotzt, fir géint Mënscherechtlere, géint Journaliste virzegoen, an dat net iergendwou wäit ewech. A Frankräich zum Beispill waren et d'Journalisten, déi ofgelauschert gi sinn. An Ungarn si se vun der Regierung ofgelauschert ginn, wéi se grad amgaange waren, an dat war jo bestëmmt pueren Zoufall, do e Skandal iwwer gewësse Banke vun engem gewëssene Mann un der Spëtzt vum Land opzedeecken.

Dat heescht, Dir gesitt, wéi geféierlech déi ganz Pegasus-Affär eigentlech ass, well se jiddereen treffe kann an, wéi ech am Ufank gesot hunn, ouni dass Der et mierkt! Jiddereen kann et op sengem Apparat matdroen. An dat Schlëmmst ass: Dir

musst emol net aktiv ginn. Pegasus, an och aner Trojaner, ginn esou wäit, déi maachen Äre Kamera un, Äre Mikro un, ouni dass Dir et mierkt. Dat heescht, et kann am beschte Fall an engem Restaurant sinn, am schlechteste Fall an enger ganz penibeler Situatioun. Dat heescht, do muss ee ganz gutt oppasse mat esou Trojaner.

An dat Ganzt ass jo net opkomm elo, well iergendwellech Regierunge gesot hunn: „Mir hunn esou Tools kaaft“, nee! Et waren d'Mënscherechtlere vun Amnesty, déi higaange sinn a si hunn dat Ganzt opgedeckt, zesumme mat Journalisten, fir eben dorobber ze sensibiliséieren.

An et ass jo elo net, dass dat dote ganz nei wär. 2019 gouf et schonn eng Klo an den USA géint déi Firma NSO, wou ech herno nach eng Kéier wäert drop zrëckkommen.

Mee wat waren dann do schonn d'Reaktiounen vun de Staaten?

Eigentlech bal keng. Deemools hätt ee scho kënnen higoen an déi Sécherheetslück schléissen, mee den Interessi war net do. An dat ass ee vun de grouse Problemer. Well wa Staaten - an ech ginn elo guer net drop an, ob Lëtzebuerg Pegasus kaaft huet oder net, well ech weess, Dir dierft mer net antwerten -, Pegasus kaaft hunn, finanziéiere se automatesch mat, fir déi Sécherheetslücken opzehalen, an dass autoritär Regimier déi herno kënnen mat benotzen. Well de Problem ass jo d'Kontroll.

A bei der Kontroll kommen ech op déi Firma NSO, déi zu Lëtzebuerg aktiv ass, well - an dofir hunn ech och hei an der Chamber ugefrot - den Headquarter vun där Firm zu Lëtzebuerg ass. Et ass eng israelesch Firma, déi zu Lëtzebuerg awer hir Büroen huet, fir déi Vente beziéungswies herno de Support oder d'Après-vente kënnen ze maachen. An dat ass net nëmme eng, nee, et sinn direkt zwou Särlen, zwou Filialen, jo, a siwen Holdings, déi zu deem ganze Geflecht gehéieren, wat iwwer Lëtzebuerg leeft.

An do muss ee jo awer ganz kloer soen, dass een d'politesch Responsabilitéit als Regierung a firwat net mir als Parlament mat neien, méi strenge Gesetzer muss iwwerhuelen, fir dass esou eppes net geschitt. Well ech erënneren drun: Hei si Mënscherechtlere, déi ausspionéiert gi sinn. Keng Terroristen! Et si Mënscherechtlere, déi vun deem Softwaretool méissbraucht gi sinn.

An do ass d'Fro: Den Här Asselborn huet jo schonn e Bréif un déi Firma geschéckt, ob do schonn eng Äntwert koum, a wéi d'Regierung gedenkt weiderzefueren an där ganzer Thematik. Well ech fülle mech guer net gutt derbäi, wann herno an enger „New York Times“ steet, et wär erëm via Lëtzebuerg, wa Saudiarabien, Ungarn oder soss Länner enzwousch optauchen an allkéiers mir erëm zitéiert ginn als dat Land, wat et iwwerhaapt emol méiglech mécht, dass déi kënnen hir Commercen hei an Europa maachen.

■ **M. Jean Asselborn, Ministere des Affaires étrangères et européennes.**- Très bien!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Well et si jo och europäesch Länner ..., Spuenien, déi hunn et nämlech géint Inlandpolitiker zum Beispill agesat. An do ass et mat ganz vill Bauchwéi, wou ech gelies hunn, dass dann ëmmer erëm Lëtzebuerg ... Mee do kann een awer och déi Fro stellen, den Här Asselborn ka mer do vläicht drop äntwerten, firwat déi Firma iwwerhaapt Lëtzebuerg erausgesicht hat deemools, wat hir Grënn waren a wéi eng Lizenz se deementspreechend ugefrot huet.

Well fir eis Piraten ass kloer: Esou en Trojaner ass eng Cyberwaff. An do muss ee ganz kloer Gesetzer hunn, wéi een déi dierf exportéieren an u wien déi dierfe verkaaft ginn. Et verkeeft ee jo och net einfach esou anert militärescht Gerät. Well hei si mer am Kader vun enger Cyberwaff.

Da komme mer bei eis Justiz.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

A sou!

(Interruption)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Goergen, et ass un lech!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Mee natierlech hunn ech d'Madamm Minister vun der Justiz gefrot! Ech hunn den Här Asselborn gefrot fir alles, wat am Ausland ass, Madamm Lorsché, an d'Madamm Justizministesch, wat alles am Inland ass. An ech mengen och, dass dat ganz kohärent ass. Well et iwwerrascht lech vläicht als Gréng, mee och hei zu Lëtzebuerg sinn Trojaner akaaft ginn! Ech weess, et ka kee mer haut antwerten, ob et dann den Trojaner vu Pegasus ass. Mee et gi jo nach méi schlëmmer an et ginn och méi harmloser. Dofir ass et ganz wichteg, dass een eng Kéier driwwer diskutéiert, wéi déi och hei am Land agesat ginn, Madamm Lorsché.

An do ass eben d'Fro: Eis Gesetzer hei am Land, an dat ass jo och eng Diskussioun, déi elo am Bundestag ganz aktiv gefouert ginn ass, wann esou

Trojaner agesat ginn, ob do couvriert ass iwwert d'Gesetzer, wat en nach alles erfaasst, well do jo nach allegueren déi privat Donnéeën vun den eenzelne Leit mat droppkommen.

Ech géif jo am léifsten och elo d'Madamm Justizministesch iwwer méi Informatiounen froen, wéi déi Trojaner hei am Land agesat sinn a wéi oft an esou weider, mee ech weess, dass Der eis do keng Informatiounen kënt ginn. Mir haten lech elo rezent nach an enger Question parlementaire gefrot iwwert d'Vorratsdatenspeicherung. Do konnt Der eis leider och keng Informatiounen ginn, wéi oft déi ofgeruff ginn ass oder esou. Dat heescht, do feelt och de Contrôle.

A wann ech op de Contrôle kommen, dat ass nämlech och e ganz wichtege Punkt. Am Bundestag war et nämlech esou, de Bundesnachrichtendienst setzt nämlech och Pegasus an. Dat fannen ech schonn u sech e Skandal, dass déi däitsch Regierung dat ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Ganz schlëmm!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- ... mat finanziert huet. Mee den Hummer ass: Déi hunn och, änlech wéi mir, eng SREL-Kontrollkommissioun, mee där gouf dat emol net gesot! Herno ass et opgedeckt ginn, elo kuerz virun den däitsche Wahlen, ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

... wéi dat erauskomm ass.

Jo, Här Kartheiser, Dir sätzt jo an der SREL-Kommissioun!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Nee, nee, ech sätzen net do dran.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Mir Piraten sätzen net dran. Dat heescht, mir kënnen ...

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech och net.

■ **Une voix.**- Et ass egal!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Sätzt Der net méi dran?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Nee, nee!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Net méi. A!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

A jo, do war eppes.

(Hilarité)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et ass emol net geheim.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Wéi, et ass net geheim?

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Kartheiser, den Här Goergen huet eleng d'Wuert ...

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Also wann et net geheim wär, da géif ech jo gären iwwert ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dir hutt d'Wuert net.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- ... da géif ech jo gären iwwert de SREL schwätzen. Mee ech hale mech un dat, wat do gesot ginn ass, dass mer net iwwert de SREL an der Effentlechkeet schwätzen. Deementspreechend stellen ech meng Froe jo och un d'Justiz, déi se asetzen dierf, an dat jo och effentlech ass, a wou mir als Parlament do och eng gewësse Kontroll mussen driwwer hunn.

An dat ass eben dee Punkt, deen ech och an eiser Motioun opgräifen: Mir hunn eng Motioun matbruecht, wou mer froen, dass an enger Kommissiounssetzung - an ech weess, fir dass kee sech opreegt, mir hunn extra e Huis clos gefrot -, fir dass an enger Kommissiounssetzung kann iwwert d'Iwwerwaachungs- an d'Spionagesoftware geschwat ginn, déi hei zu Lëtzebuerg agesat ginn.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- *Duerch d'Oplärungsarbecht vun engem internationale Journalistennetzwerk ass un d'Liicht komm, dass déi israelesch Firma NSO Group eng Spionagesoftware mam Numm „Pegasus“ u staatléich Organisatiounen verkeeft.*

- *D'Software gëtt, laut NSO, ausschliisslech u staatléich Instruktiounen verkaaft, déi an der Terrorismusbekämpfung aktiv sinn.*

- *D'Spyware kann iwwer een „Zero-Click Exploit“ op Handye installéiert an deinstalléiert ginn, ouni dass de Besëtzer dovunner eppes matkritt. Esou kënnen d'Affer ausspionéiert ginn, ouni dass si eppes dovunner matkréien.*

- *D'Spyware gouf net nëmme fir d'Bekämpfung vun Terrorismus benotzt, mee och op Handye vu Journalisten, Mënscherechtsaktivisten an Oppositionspolitiker erëmfonnt.*

- *Wéinst der Confidentialitéit ronderëm d'Spyware ass net gewosst, ob lëtzebuergesch Journalisten, Mënscherechtsaktivisten a gewielte Volleksvertreeder ausspionéiert ginn.*

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. an enger Kommissiounssetzung am Huis clos den Deputéierten Informatiounen ze liwweren iwwert den Akaf an d'Benotzung vun Iwwerwaachungs- a Spionagesoftware duerch d'Justiz an d'Exekutiv.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- An dann, fir ofzeschléissen, et ass wéi de WhatsApp-Chef a -Grënner dat richteg gesot huet: „Mobiltelefone sind entweder für jeden sicher oder sie sind nicht für jeden sicher.“ Esou einfach ass et. A wa mir als Staat higin a mir finanziéieren, oder Dir finanziert déi Sécherheetslücken an Dir kaaft déi Produiten, da macht Der domadder och e risegt Lach op.

An ech mengen, bei Pegasus ass et lech ëm d'Quere geflunn, dass esou Firmen och herno Journalisten, lech selwer als Politiker ugräifen a Mënscherechtlere am Viséier haten. An dat ass eppes, wat mir als Lëtzebuerg eigentlech net sollten toleréieren. An dofir hoffen ech och op eng ganz schnell Reaktioun, dass net Lëtzebuerg weiderhin dat Land bleift, wou esou eng NSO Group kann hir Geschäfte maachen.

Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Madamm, Dir Häre Ministeren, ech soe fir d'alleréischte de Kollege vun de Piraten an net vun de „Privaten“ Merci fir déi Initiativ, déi se geholl hunn, fir dee Punkt, ënner Form vun enger Heure d'actualité, op den Ordre du jour ze setzen.

Wann ee sech an deene leschte Wochen a Méint e bësse mat deem Sujet vu Pegasus beschäftigt huet, dann hat een heiansdo d'Impressioun, et hätt een e schlechte Krimi gelies, well jo dann hei anscheinend weltwäit Politiker, awer och Journalisten, Mënscherechtsaktivisten, Affekoten ofgelauschert gi sinn iwwer e Wee vun enger Spionagesoftware. Anscheinend ass et och esou, doduerch dass déi Leit telefonéiert hunn, op den Internet gaange sinn, dass dat duergaangen ass, fir effektiv déi Leit do schonn ofzelauschteren.

Ech wëll och direkt ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun soen, dass mir natierlech déi doten Aart a Weis, wéi Software gebraucht ginn, net kënnen guttheeschen. A mir sinn och ganz kritesch, wat déi ganz Thematik vun deene sougenannte „Staatstrojaner“ ubelaangt.

An ech schwätzen hei ënnert dem strikte Contrôle vun engem vu mengen zwee Fraktiounschefen, dem Gilles Roth, deen dat jo och schonn e puermol hei am Kader vun Interventiounen gesot huet, dass mir just d'accord sinn, dass een op esou Softwaren zréckgräift, wann een do sécher ass, dass souwuel den Dateschutz wéi och d'Mënscherechter vun deenen eenzelne Leit do respektéiert ginn. Dat ass a bleift fir eis e fundamental wichtege Punkt. An dierfir kënnen mir och déi Aart a Weis, wéi dann anscheinend hei Mënschen ausspionéiert gi sinn iwwert deen dote Wee, natierlech net guttheeschen.

Ech wëll awer direkt elo op vläicht dee wichtigste Punkt zréckkommen, nämlech deen, wat déi ganz Affär Pegasus dann eigentlech mat Lëtzebuerg ze dinn huet. An do sinn ech net ganz d'accord hei mat den Ausféierunge vum Kolleg Marc Goergen.

Fir d'alleréischte, mengen ech, muss ee wëssen: Wat sinn d'Lienen, déi déi Firma NSO eigentlech mat Lëtzebuerg huet?

An da stellen ech fest, an dat war jo och op ville Plazen nozeliesen, déi Gesellschaft huet natierlech eng Rei vu Strukturen hei zu Lëtzebuerg, notament eng SOPARFI, an iwwert dee Wee geréiert se eng Rei vun Aktivitéiten. An do wëll ech vläicht awer dem Kolleg Marc Goergen soen: Eleng dat ass keng Infraction contre la loi! De Fait, dass een hei eng Rei vu Strukturen huet, ass eigentlech eng Saach, déi normal ass.

An ech wëll och emol betonen, dass déi Firma NSO, wéi vill aner Firmen ... Hei ass elo en abus gemaach ginn, mee déi Software kann och agesat gi fir ganz aner, ganz positiv Zwecker, fir notament Pedophilie ze verfolge, fir géint Terrorismus virzegoen. Also, et kann een och net alles hei, Här Goergen, an een Dëppe geheien.

Deen eenzege Punkt, dee wierklech fir eis hei relevant ass, ass deen, ob iergendwéi iwwer Lëtzebuerg hei Export vun esou enger Software gemaach ginn ass. Dat ass wierklech dee weesentleche Punkt, well wann dat geschitt wier, hätt natierlech missen eng Autorisatioun vun der Regierung virlieen.

Ech hunn do d'Äntwerte vum Här Asselborn gelies, datt dat net de Fall ass, an ech hunn eigentlech kee Grond, dat net ze akzeptéieren, wat hei d'Regierung an den Här Asselborn soen. Ech muss dervun ausgoen, wann dat esou kloer vun engem Regierungsmember gesot gëtt, datt dat net de Fall ass, datt dat esou och ass. An da muss een de Contraire beweisen. A bis elo hunn ech nach kee Beweis an der Géigerichtung gesinn.

Duerfir, kommt mir bleiwen elo emol awer hei ganz roueg! Am Moment ass eigentlech an där ganzer Pegasus-Affär, ausser datt se een natierlech opreegt, keen Element dran, wou iergendwéi Verfehlungen hei gewiescht wiere par rapport zu Lëtzebuerg. An ech mengen, datt ass awer vläicht elo emol dat wichtegst Element. An dat wëlle mir och hei als CSV-Fraktioun zrëckbehalen.

Doriwwer eraus, an do wollt ech awer eng Kéier och ganz kuerz nach op déi Punkten agoen, stelle sech natierlech hei eng Rei vu Froen. Do stellt sech notamment d'Fro, wéi et mam Export vun esou Softwaren ass. An datt do d'Reegele vläicht am Moment net duerginn, déi mer och um Niveau vun der Europäescher Unioun hunn, do si mer d'accord! An et ass och wichtig, datt een ëmmer erëm déi dote Reegelen hannerfreet a se adaptéiert, wann een der Meenung ass, datt se net méi ugepasst sinn.

An notamment dee Wassenaar-Agreement, vun deem oft rieds geet, ech mengen, datt deen effektiv reformbedierft ass. An duerfir och eisen Appell un d'Regierung, fir do ze intervenéieren.

An déi fir mech awer weesentlech Fro, déi sech hei stellt iwwer déi ganz Thematik do vun där Software, ass: Wéi gi mir elo an och an Zukunft ëm mat de Kommunikatiounen - ech soen elo emol - vun de PEPen, de „politically exposed persons“? An dat geet bei lech, léif Kolleegen aus der Regierung, un, dat huet awer och mat héije Beamten ze dinn, dat huet och mat der Chamber ze dinn. Wéi sécher, léif Kolleginnen a Kolleegen, sinn effektiv eis Kommunikatiounen? An dat ass e Punkt, deen eis ganz vill Suergen effektiv mécht. An do stellen ech mer effektiv d'Fro: Wou ass do déi national Cyberkriminalitéitsstrategie? Wéi wëllt d'Regierung do virgoen, fir wierklech eis alleguerten och do eng gewësse Garantie ze ginn?

Ech mengen, léif Kolleginnen a Kolleegen, dat sinn déi weesentlech Froen an iwwer déi solle mer debattéieren. Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. U sech kënt den Numm „Pegasus“ jo aus der griechescher Mythologie.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Dat verbënnt ee jo mat engem Päerd, wat Fililleken huet.

Mee zënter Mëtt Juli associéiert een deen Numm allerdéngs leider mat anere Saachen, déi vläicht manner interessant sinn.

Ech mengen, mir hunn elo scho vill hei iwwer déi israeelesch Firma NSO geschwat, déi dee Logiciel do entwéckelt huet. Déi Firma huet a 40 verschidene Länner Clienten. Et ass awer elo erauskomm, datt eng ronn 50.000 Smartphone viséiert waren, fir do Date kënnen ze iwwerwaachen. Dat geet vu private Kalenneren, déi een opstellt, bis hi souguer och Ecoutten, dat heescht, datt ee ka Gespréicher souguer nolauschten. Ech mengen, wann een déi Saachen héiert, da gëtt et engem natierlech awer ganz ellen.

Wann een dann och nach weess, datt dat doten awer eng Entwécklung ass, déi an enger ganzer Rei vu Länner awer quasi akzeptéiert ginn ass, da muss ee sech awer munch Froe stellen.

Vläicht awer, aledend, déi eng oder déi aner Iwwerleeungen zu der Spionage insgesamt.

Mir befannen eis natierlech ëmmer um Niveau vun engem gewëssene Minnefeld, wa mer iwwer Spionage diskutéieren. Woubäi een allerdéngs net vu virera kann Iwwerwachung/Spionage, ech wëll elo kee Plädoyer onbedéngt derfir halen, mee et kann een awer net alles verdamen.

Ech wëll nëmmen op ee Beispill hiweisen, déi berüümt Geschicht Enigma aus dem Zweete Weltkrich. Wann do net brittesch Leit gewiescht wieren, déi e Codeknacker opgestallt hätten, soe Spezialisten, dann hätt den Zweete Weltkrich warscheinlech nach méi laang gedauert. Soudatt een also och op déi Manéier muss awer erkennen, datt d'Spionage, déi mer mat Sécherheet ni wäerte kënnen ganz eliminéieren, awer och munchmol positiv Säiten huet.

Ech mengen, och virun allem um Niveau vum militäresche Gebitt ass et novollzéibar, datt gewësse Spionageakte virgeholl ginn. Mir sinn am Moment erëm an enger Zäit, ech schwätzen net vun engem Kale Krich, mee mir wëssen awer, datt mer eng

ganz Rei Problemer hunn. An do ass et also nozevollzéien, fir d'NATO elo emol mam Numm hei ze nennen, datt se sech awer och Gedanke mécht iwwer verschidde Länner, déi amgaange sinn, ganz vill Efforten ze maachen, wat d'Oprüstung ubelaangt.

Wat natierlech awer ganz spezifesch ass, mir wëssen dat, datt virun allem natierlech an Diktaturen d'Iwwerwachung quasi aldeeglech ass, datt do ganz vill ausspionéiert gëtt a virun allem Leit, déi sech fir human Ziler asetzen, sief dat fir demokratresch Ziler, sief dat awer och virun allem fir d'Menscherechter ze vertrieeden, an datt et do inakzeptabel ass, datt esou Logiciellen dee Moment genotzt ginn.

Wat ee besonnesch awer hei erfieert huet, wann een elo kuckt, wéi eng Länner concernéiert waren; datt sinn der plus ou moins zéng. Datt do Länner drënner si wéi Aserbaidjan, wéi Saudiarabien, ech mengen, dat huet een elo manner nervös gemaach. Mee éischer huet een awer trotzdem sech Froe gestallt, wann awer e Land aus der Europäescher Unioun derbäi ass. Ungarn zum Beispill, wou elo onofhängeg Journaliste mat deem Logiciel do oder mat deem Trojaner - wéi gesot, ech si kee Spezialist an där ganzer Matière - iwwerwaacht gi sinn. Dat ass natierlech awer inakzeptabel. Dat gëtt engem awer och ganz kloer ze denken.

Natierlech kritt déi ganz Saach hei e bësse méi eng pikant Nott, wann ee weess, datt eeben d'NSO eng Rei Ënnergesellschaften och hei zu Lëtzebuerg huet. Ech mengen néng.

Ech muss awer direkt hei ënnersträichen, a mir hunn dat awer wierklech begréisst, datt den Ausseminister, den Här Jean Asselborn, ganz séier reagiert huet, wéi déi Saach do am Fong geholl opgefoll ass. Den Här Ausseminister huet den 21. Juli vun dësem Joer direkt e Bréif un déi néng concernéiert Firme geschriwwen, wou en awer ganz kloer och op déi lëtzebuergesch Legislatioun higewisen huet a se och drop opmierksam gemaach huet, am Fall wou se géifen elo hei awer Abuse bedriewen, wat dat och géif bedeiten.

Bon, d'Fro, déi sech natierlech elo hei stellt: Wat kënnen mer aus där ganzer Affär hei léieren? Ouni Zweifel muss och eng gewësse Géigenattack entwéckelt ginn. Dat heescht, mir mussen zousätzlech technesch Moyenen entwéckelen, fir eeben, wéi gesot, esou Entwécklung kënnen ganz séier och ze konterkaréieren. Well et kann net sinn, ech soen dat nach eng Kéier hei, datt onschëlleg Leit, déi sech fir human Ziler asetzen, hei op eemol iwwerwaacht ginn.

Mir brauchen natierlech och vill méi Experten, déi d'Bekämpfung vun der Cyberkriminalitéit kënnen weiderféieren. An natierlech muss sech awer och d'Fro gestallt ginn, ob net den Arsenal vun de Strofe muss eropgesat ginn. Dat schléisst natierlech och net aus, datt och eng Firma wéi d'NSO awer muss vläicht nach méi genee iwwerwaacht ginn, hir Aktivitéiten nach méi genee musse gekuckt ginn.

An dann natierlech muss och den Exportcontrôle um europäeschen Niveau verstärkt ginn. Virun allem begréisst mer do awer och dat neit EU-Reglement 2021/821 iwwer den Export vu Biens de cybersurveillance, wat jo elo zënter dem 9. September a Kraaft ass, wat u sech misst en zousätzlech Element sinn, fir déi ganz Aktivitéiten do awer méi ënner Kontroll ze halen.

D'Fro ass och ze stellen, ob een net misst um internationalen Niveau eng sougenannte „Konventioun“ ausschaffe géint d'Cyberkriminalitéit.

Grad mir als Lëtzebuerg kënnen jo elo eng zousätzlech wichteg Roll spillen. Ech mengen, mir hunn elo ganz rezent d'Chance gehat, datt mer e Sëtz kruten am UN-Menscherechtsrot. A grad do ass awer vläicht eng gutt Plattform, wou mer eis kënnen derfir asetzen, datt elementar Menscherechter verstärkt géife respektéiert ginn.

Et dierf een och net vergiessen, wa mer iwwer Spionage/Iwwerwachung schwätzen, och mir hunn natierlech hei zu Lëtzebuerg esou e Geheimdéngscht, iwwer deen ech natierlech och wëllt keng weider Wieder hei verléieren. Mee trotzdem, ech wëll dat ganz kloer ënnersträichen, et ass gutt - et ass gutt! -, datt mer dee Service hunn, well et jo hei virun allem drëms geet, d'Sécherheet vum Staat ze garantéieren. An dat muss awer ëmmer nach e primäert Zil vun engem Rechtsstaat sinn.

Jiddefalls, déi ganz Thematik hei wäert eis och an Zukunft nach verstärkt beschäftegen. Mir sinn eis bewusst, datt dat doten eng Entwécklung ass, déi op kee Fall ze ënnerschätzen ass. Ganz au contraire! Ech soen och duerfir de Kollege vun de Piraten Merci, datt se dat heiten elo thematiséiert hunn. Et ass wichtig, datt mer dat debattéieren. An et ass och wichtig, datt mer eis awer fir d'Zukunft esou ekipéieren, datt esou mann ewéi méiglech Problemer kënnen op deem doten Niveau bei de Kommunikatiounen entstoen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Goergen huet a senger Interventioun de Problem vun den Iwwerwachungssoftwaren a vun der sougenannter Pegasus-Affär eigentlech am Detail beliicht, soudass ech mech kann e bësse méi op dat Weesentlech konzentréieren.

Ouni Dateschutz an ouni Schutz vun der Privatsphär kann et weeder Fräiheet nach Demokratie ginn. An dofir muss et eist Zil sinn, de fräien an onkontrolléierten Handel vun Iwwerwachungssoftwaren, eebe wéi déi vu Pegasus, esou gutt wéi méiglech ze ënnerbannen. A mir dierfen och net naiv sinn a mengen, dass mat Pegasus just eng esou eng Software géif op der Welt existéieren.

Op europäeschem Plang gëtt och elo gehandelt. Den 9. September ass en neit EU-Reglement a Kraaft getrueden. Dëst Reglement soll eng gréisser Kontroll a puncto Cyberiwwerwachung erméiglechen duerch ënner anerem en neie Koordinationsmechanismus op EU-Niveau an doduerch, dass bei esou Technologien Exportverbueter kënnen agefouert ginn, wann de Risiko besteet, dass se zum Beispill fir Mänscherechtsverletzung kéinte benotzt ginn.

Ee Problem awer bleift: wa Staate bannent der Europäescher Unioun selwer zu Clienté vun esou Iwwerwachungssoftware ginn an domadder Abuse bedriewe ginn! Et ass och scho virdu gesot ginn: De Recherch vu Journalisten no, déi de Pegasus-Skandal opgedeckt hunn, gehéiert och déi ungarresch Regierung zu dëse Clienté vun der Firma NSO, och wa si dat nach ëmmer offiziell ofstreiden.

Fakt ass, dass d'Telefonnummere vu Leit an Ungarn op der Lëscht stoungen, dorënner eng Rei Journalisten, déi sech virdu kritesch och iwwer d'Regierung geäussert haten. Hei muss politeschen Drock gemaach ginn a séchergestallt ginn, dass d'EU-Reegelen an all den EU-Länner respektéiert ginn. A jo, et ass och un eis als Chamber, dorop ze halen, wat mer am Fall Ungarn schonn déi eng oder aner Kéier heibanne gemaach hunn.

Dëse Fall weist och, dass d'Fuerderungen no engem internationale Moratoire op dem Handel vu sougenannter Spy Software, och wann dat sympathesch kléngt, warscheinlech guer net effikass wier. Wéi bei all Moratoire brauch just ee sech net dovunner betraff ze fillen, fir dass et net opgeet. Dofir musse mir weider op Kontrollmechanisme setzen.

Dat géllt awer net just um europäeschen Niveau, mee och national si mir gefuerdert. Well Lëtzebuerg ass, wéi scho virdu gesot, wann och nëmmen um Bord betraff, dëst duerch déi lëtzebuergesch Firmen, déi deem NSO Group gehéieren an un déi sech den Ausseminister schonns adresséiert huet, fir si un eis gesetzlech Flichten ze erënnere; eppes, wat mir ausdrécklech begrëissen.

Well mir sinn hei zu Lëtzebuerg eigentlech net schlecht opgestallt. Sou steet am Gesetz vum 27. Juli 2018 (veuillez lire: vum 1. August 2018), dass Entreprene, déi gären esou eng Technologie liwweren, fir d'éischt emol déi néideg Autorisatioun derfir musse froen, wat eis eng Kontrollméiglechkeet gëtt.

Doriwwer eraus muss een och wëssen, dass den Ausseministère eng Etüd an Optrag ginn huet iwwer eng méiglech gesetzlech Verankerung vun enger Suergfaltsflicht iwwer Mänscherechter fir Entreprene, déi hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn. Déi Etüd ass, souwäit ech weess, de 14. Abrëll der Regierung presentéiert ginn, also nach virun der Pegasus-Affär.

E Comité interministériel schafft elo un der Ausarbeitung vu Richtlinnen, déi entweder an enger nationaler Legislatioun oder an en europäeschen Text sollen afléissen. Vläicht kann eis den Här Asselborn herno soen, wou déi Aarbechten haut dru sinn.

Erlaabt mer wannehgelift, um Enn zwou Feststellungen ze maachen.

Déi éischt ass, dass et duerch eng Zesummenarbecht vu Medien a vun der Zivilgesellschaft méiglech war, déi sougenannte Pegasus-Affär iwwerhaapt un d'Licht ze bréngen. An dësem Fall waren et de Kollektiv Forbidden Stories an d'ONG Amnesty International. Dat verdéngt eise Luef. An a Konterpartie musse mir, d'Politik, eis weider staarkmaache fir onofhängeg Medien a fräi ONGen zu Lëtzebuerg an och soss an der Welt.

Eng zweet Feststellung, a vläicht och Konklusioun, ass déi heiten: Och wann dëse Skandal Lëtzebuerg just um Bord betrëfft, esou ass dat awer eng Problematik an am grouse Sënn, déi an enger digitaler Welt ëmmer méi Ausmoosse wäert kréien. Dofir ass et wichtig, den Handel vun Iwwerwachungssoftware esou gutt et geet ze kontrolléieren a wa méiglech souguer ze ënnerbanne respektiv de Gebrauch ze reglementéieren. An dofir musse mir zu Lëtzebuerg eise Bäitrag eebe leeschten.

Ech wëll net ze déck opdroen, mee et steet hei net manner um Spill wéi eis Fräiheet an eis Demokratie. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Villmools merci, Här President. Jo, villes ass scho gesot ginn. Et ass a verschidde Richtunge gaangen. Dat hei ass e bësse esou en Exercice, wou ech vläicht géif umierken, dass ... Bon, engem Deputéierte sti jo verschidde Méiglechkeeten zur Verfügung, fir e Sujet op den Ordre du jour ze bréngen. Dat hei wär fir mech esou e Sujet gewiescht, dee sech total gutt géeegeent hätt, fir eng Question élargie zum Beispill draus ze maachen.

Ech hunn natierlech och guer kee Problem domadder, als Gréng hei Stellung ze bezéien. An an deene meeschte Fäll gëtt et eis jo och eng gutt Geleeenheet, fir op ..., also all de Fraktiounen eng gutt Geleeenheet, fir zu engem Sujet Stellung ze bezéien. Mee et wär mer awer wichtig, dass d'Demanden dann e bësse méi konkret formuléiert wäeren, well ech mech effektiv elo hei an eng ganz aner Richtung orientéiert hunn. Dat heescht, wann et herno net sollt en Exercice fir d'Geschichtsbicher ginn, da wär et net schlecht, wann dat e bësse méi prezisiéiert wär.

Wa mer dann awer elo zum Sujet selwer kommen, dee jo och wierklech net grad onbedeutend ass, mee vu dass mer effektiv guer net kloer war, op wat et sech genau sollt fokusséieren, wollt ech mech op de Volet vum Devoir de vigilance konzentréieren. Et ass jo och e Sujet, deen den Här Cruchten elo schonn ugeschwat huet. Et ass en Dossier, deen eis ganz wichtig ass.

An et ass gesot ginn: Recht op Privatsphär, dat ass e Mänscherecht. Am Fall vum Dossier Pegasus schwätze mer awer net just vun engem Recht op Privatsphär, mee vun enger Gefor fir d'Basis vun eiser Demokratie. Dat ass och schonn e puermol gesot ginn.

Wa Software benotzt ginn, fir Journalisten auszespionéieren, Mänscherechtsaktivisten auszespionéieren oder och Politiker auszespionéieren, dann hu mer e seriöse Problem. A säit de Revelatioune vum Edward Snowden wësse mer, dass d'digital Iwwerwachung vusäite vu Staate keng Sciencefiction ass, mee eng Realitéit. An de Pegasus-Skandal bestäetg dëst an e weist, dass privat Entreprene doraus e Geschäftsmodell gemaach hunn op d'Käschte vun de Mänscherechter an eisen Demokratien.

An de Grond, firwat mer haut heiriwwer schwätzen, ass jo, well et sech ëm eng Firma handelt, déi Duechterfirma mat Sëtz hei zu Lëtzebuerg huet. A mir sinn eis jo och alleguerte bewusst, wat dat och fir d'Reputatioun vun eisem Land bedeit, ganz geschweige, wat et fir d'Liewe vun de concernéierte Persoune bedeit. An ech weess och, dass eiser Regierung vill dru läit, do dergéint ze steieren. Duerfir begrëisse mer och, dass eisen Ausseminister ganz schnell reagiert huet an e Bréif erausginn huet.

Mee op där anerer Säit schwätzt et awer och Bänn, dass eis, ausser Courriere schreiwen, keng wierklech Moyenen zur Verfügung stinn. An dass deem esou ass, läit ënner anerem och dorunner, dass mer keng national Gesetzgebung hunn, déi Firma kéint zur Rechenschaft zéien, wa se an hiren Aktivitéiten d'Mänscherechter mat Féiss trëppelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Domadder hu mir keng juristesche Instrumenter, déi eis et géifen erlaben, do dergéint virzegoen.

An dëse Fall weist och, dass et immens wichtig ass, dass e Liwwerkettegesetz déi ganz Liwwerketten ofdeckt, also souwuel d'Liwwerketten erf Richtung Zouliwwerer an d'Produzenten, mee eeben och erop Richtung Clienten, un déi d'Produkte herno verkaaft ginn.

An duerfir géif ech och nach gären eng Kéier déi Fro opgräifen, déi vum Här Cruchten scho gestallt ginn ass bezüglech deem Groupe interministériel, dee jo no der Etüd vun der Madamm Bağlayan zustane komm ass. Deen interministerielle Grupp huet sech jo elo schonn eng ganz Partie kéiere gesinn. An ech wollt just wëssen, ob mer do gutt virukomme mat den Aarbechten a bis wéini eventuell do mat enger Äntwert ze rechnen ass.

Villmools merci!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, villmools merci. An och e Merci un d'Piraten, datt si dee Sujet hei uschwätzen. Et ass natierlech e wic-

tege Sujet, well ech mengen, mir mussen einfach kloer gesinn, datt mer Trojaner an aner elektro-nesch Mëttele brauchen an der Lutte contre le terrorisme et contre la criminalité organisée. Dat si Banden, déi extreem brutal Methoden uwenden. A mir kënnen net an deem Krich géint déi Banden oder géint déi Extremisten iergendwéi hannendrabliwen.

Wichtig ass just, datt dat rechtsstaatlech enca-dréiert ass, datt dat u Staate geet, datt dat wierklech kontrolléiert gëtt, och parlamentaresch kontrolléiert. A wann et Abuse gëtt, oder wann et e Verdacht op Mëssbrauch gëtt, wéi en elo am Raum steet duerch déi Enquête vu Journalisten, da muss dat natierlech opgekläert ginn. Awer de Prinzip selwer, dat ass een, dee mer brauchen. Mir liwen an enger Welt, wou esou Problemer sinn. An da muss mer och deenen entgéintriede mat deene Mëttelen, déi eebe rechtsstaatlech méiglech sinn.

Ech wéilt awer op e puer Aspekter agoen.

Deen éischten ass: Wéi geet een un déi Saach erun? - bausepolitisch, ekonomesch an dann aner Aspekter.

Bausepolitisch ass kloer: Den Här Asselborn huet jo scho geschriwwen, datt en am Dialog mat Israel an där Saach ass. Ech mengen, et ass eng israe-lesch Firma. Mir hunn hei gewëssen Aktivitéite vun Entrepreneuren, déi mat där Firma an engem Besuch stinn, wiesseleend Konstellatiounen. Dat gëtt opgekläert. Deen Dialog existéiert. Et gouf keng Exportlizenzen zu Lëtzebuerg aus. Dat heescht, souwäit mer de Stand haut hunn, si mir net direkt betraff. Weeder wësse mer eppes vun Aktivitéiten hei am Land nach hu mer bausepolitisch Implika-tiounen bis elo kënnen feststellen.

Ekonomesch ass dat nach eng aner Fro. Eko-nomesch muss mer gesinn, datt hei eng gewësse Fluktuatioun war. Do muss een d'Regierung froen: Wéi gutt ass se informéiert iwwert d'ekonomesch Aktivitéiten hei am Land? Am Ufank ass gesot ginn: „Et sinn zwou Firmen.“ Herno koumen der nach derbäi. Aacht, néng si mer elo. Also do ass schonn eng gewësse Fluktuatioun. An ech mengen, et wär gutt, fir d'Regierung ze froen: Wéi gutt ass se infor-méiert iwwert déi Verstréckunge vu Firmen hei am Land? An: Wéi séier kann dat opgekläert ginn?

Dann awer zu deene sécherheetspolitisch rele-vante Froen, an dat ass och eppes, wat aner Kol-leege schonn ugeschwat hunn: Hu mir hei am Land eng Sécherheetskultur, wou mer eis deene Risiko bewusst sinn? An: Wat maache mer? Mir woren déi Kéier net cibléiert als Lëtzebuerg, souwäit mer wëssen. Mir woren et awer schonn an der Ver-gaangenheet. Ech erënnere just un Affären, wou d'NSA, de BND, de Bundesnachrichtendienst, dra verwickelt waren. Et ass e puer Joer hier.

Mee: Wéi eng Konklusiounen hu mir gezunn? Wéi sinn d'Regierungskommunikatiounen an anerer hei am Land gesécher? Zéie mer Konsequenzen doraus? Mir hunn ëmmer e bëssen dat Gefill hei zu Lëtzebuerg, datt mer op der „Insel der Seligen“ sinn an do net esou exposéiert wéi anerer. Dat ass natierlech eng Illusioun. An d'Fro ass: Wéi eng Konsequenzen zéie mer doraus?

Ech wéilt och nach zwou Bemierkunge vläicht maachen.

Déi éischt ass, datt mir als Europäer och massiv esou Ekipementer exportéieren. Hei ass verweise ginn op europäesch Reglementer. Mee mir hunn als Europäer ganz vill där Ekipementer a Länner exportéiert, wou selwer massiv Mënscherechtsproblemer existéieren, wéi d'Volleksrepublik China zum Bei-spill. Do ass ganz vill Ekipement aus Europa. Also loosse mer dat och emol kucken an och selbstkri-tesch do oprieden!

An ech wéilt awer ofschléisse mat enger Bemier-kung un d'Piraten: Si reege sech hei e bëssen op iwwer Vorratsdatenspeicherung an iwwer Spionage an esou weider an esou virun. Mee ech muss lech soen, Dir iwwerzeegt mech net, well „Wer selbst im Glashaus sitzt, soll nicht mit Steinen werfen“.

Ech ginn op Äre Site, do gesinn ech e Site matbestimmung.lu. Do sammelt Dir Ënnerschrëfte vu Leit! Do sammelt Dir Ënnerschrëfte vu Leit an Dir gitt hinnen d'Illusioun, dat wär fir de Referendum, am Kader vun der Verfassungsrevisioun. Dat ass absolut net wouer! Et ass weeder eng Petitioun an der Chamber nach ass et eng Prozedur, den Artikel 114 vun der Verfassung.

Dat Eenzegt, wat Dir maacht, ass Vorratsdatenspei-cherung, well Der Adresse vu Leit sammele gitt, déi mat blannem Vertrauen op Äre Site ginn. Dir maacht hei ..., Dir sidd den Trojaner an der Lëtze-buerger Politik! Also kommt elo net heihinner a reegt lech op!

► **Plusieurs voix.** - Oo!

(*Brouhaha*)

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Ech soen lech Merci.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Nee, Här Kartheiser, esou net!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kartheiser.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Fait personnel!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Clement freet d'Wuert fir Fait personnel.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Merci, Här President. Also, ech weess net emol, wou ech ufänke misst, fir dem Här Kartheiser ze erklären, wat fir e Quatsch en deelweis hei erzielt huet, wéi e gesot huet vu weege Vorratsdatenspeicherung. Jo, et gëtt e Site matbestimmung.lu. A jo, mir sinn amgaangen, an enger Demarche ze kucken, wéi d'Resonanz dobaussen ass, fir e Referendum zur Verfassung ze maachen. Dat ass kee Geheimnis, dat hu mer a Presse-berichter gesot.

An, au contraire vun der ADR, déi Flyeren duerch d'Géigend verdeelt, fir einfach nëmmen Nee ze soen, an de Leit wéllt d'Illusioun ginn, datt si eleng jo leider näischt kéinte maachen, hu mir gesot: „Ma nee, mir maachen eppes. Mir wëllen de Leit de Choix ginn.“ A wann d'Resonanz grouss genuch ass, da wäerte mer, eeben doduerch, datt mer d'Leit kënnen kontaktéieren, hinnen och soen, wéi se op hirer Gemeng kënnen ënnerschreien, zu wéi engen Auerzäiten.

Dat ass vill méi pragmatesch wéi dat, wat den Här Kartheiser hei mécht mat Flyeren, wou en de Leit Angscht mécht. A virun allem muss ech domadder net beleidegend ginn. Ech muss hei kengem ënnerstellen, e wär en Trojaner. Ech kann einfach soen: Mir stinn zu eise Wäerter. Mir stinn dozou, datt mer méi Matbestimmung wëllen. An dofir hu mer och „matbestimmung.lu“ an d'Liewe geruff. Au contraire vun Här Kartheiser, deen hei nëmmen eng Campagne op Basis vun Angscht wollt maachen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

► **M. Georges Engel** (*LSAP*).- Awer net fir Adressen ze sammeln!

(*Brouhaha*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- An da geet d'Wuert un deen nächsten ageschriwwene Riedner. An dat ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Fir d'éischt emol wéilt ech dem Marc Goergen Merci soen, dass en dës Heure d'actualité ugefrot huet, well dee ganze Skandal ronderëm déi Software ass, trotz der enormer Gravitéit, vun der Lëtzebuurger Politik an notament vun der Regierung eigentlech net genuch adresséiert ginn.

Ech wéilt als Éischt dräi Constate maachen, laanscht déi ee ganz schwéier kënn.

Deen éischte Constat ass, dass déi lëtzebuergesch Societéit, déi dës Software commercialiséiert, bis elo net inquietéiert ginn ass a weiderhin ongehë-nert hire Geschäfte nokënn. Et sinn nämlech néng Filiale vun NSO Group zu Lëtzebuerg. An et gëtt lagement vu Lëtzebuerg aus finanziert.

Déi lëtzebuergesch Regierung gouf schonn Ufank 2019, am Kontext vum Fall Khashoggi, vu mengem Kolleeg David Wagner op déi Firma an déi Software opmierksam gemaach. Si huet dorobber net rea-géiert. Si sot deemools just, et wier net bewisen, dass déi Firma u Mënscherechtsverletzungen bedee-legt wier, mee si géif natierlech handelen, wa sech dat géif erausstellen.

Wéi dee ganze Skandal dunn am Juli 2021 ausge-brach ass, ass d'Regierung awer weiderhin ontäteg bliwwen. Nëmme den Här Asselborn huet, pardon, den Här Ausseminister huet reagéiert mat engem béise Bréif un déi betreffend Societéit op Basis vum Exportrecht. Ob et doropshin iwwerhaupt eng Reak-tioun gouf, wësse mer net.

Zweete Constat: Déi lëtzebuergesch Regierung huet, souwäit eis dat bekannt ass, keng Enquête iwwert de potenziellen Asaz vun dëser Software hei zu Lëtze-buerg an d'Weer geleet. Eis als Deputéierten oder och de Journalisten hei am Land ass zu kengem Moment d'Méiglechkeet ugebuede ginn, hir Handyen op Spuere vu Pegasus ënnersichen ze loosse. Falls d'GSME vun de Ministeren a vun de Ministerinnen ënnersicht goufen, ass dat ni kommunizéiert ginn.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro seet de Premier, dass d'Regierung keng Informatiounen vun engem Asaz vun enger Trojaner-Software duerch auslännesch staatlech Acteuren zu Lëtzebuerg huet. D'Fro, déi sech do opdrängt, ass, ob se jeemools iwwerhaupt no solche Spuere gesicht huet.

Deen drëtten Constat: Déi lëtzebuergesch Regierung huet bis elo nach net kategoresch ausgeschloss, dass déi Software och vu lëtzebuergesche Servicer benotzt gëtt. Si huet just drop higewisen, dass se net iwwert d'technesch Ekipement vun de Servicer kom-munizéiert. Et bleift also am Raum stoen, ob zum Beispill de SREL oder aner staatlech Servicer d'Pega-sus-Software kaaft hunn a benotzen.

Wéi ëmmer, wann eis Finanzplaz iergendwéi an e Skandal verwickelt ass, gëtt de Kapp an de Sand ge-stach an der Hoffnung, dass d'Karawann schnellst-méiglech weiderzitt.

Mee déi heite Geschicht geet wäit iwwert d'Fro vun de Bréifkëschtfirmen eraus. Hei si mer an engem Zenario, wou weltwäit d'Mënscherechter verletzt gi sinn a wou Mënsche gefoltert an ëmbruecht gi sinn. Déi Software vun dëser lëtzebuergescher So-cietéit rappt un de Fundamente vun der Demokra-tie an der Rechtsstaatlechkeet. D'Regierung muss also de Fall seriö huelen a géint d'NSO virgoen.

Dëse Fall weist och ganz kloer d'Limite vun enger volontärer Approche bei der Fro Business and Human Rights. Et ass gewosst, dass bei der NSO verschidden Investoren ënnerwee kal Féiss kruten an ofgespronge sinn, mee dass dofir aner, méi skrupel-los Acteuren an Investisseuren an d'Lach gespronge sinn - dat iwwerregens an der Form vun engem hei zu Lëtzebuerg registréierten Investmentfond.

Ze mengen, dass d'Betribler just aus guddem Wëllen op Profitt verzichten, ass ganz einfach naiv. Mir brauche souwuel national wéi international verpflich-tend Gesetzer fir Societéit bei dem Respekt vu Mënscherechter. Net iergendwann eng Kéier, mee esou schnell wéi méiglech!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Léif Dammen an Hären, ech wëll direkt soen, dass ech, also d'Sam Tanson an ech, Merci soe fir déi Heure d'actualité. Mir versichen, esou gutt wéi méiglech dorobber ze äntwerten, selbstverständlech.

Ech wëll awer direkt soe vu mir, dass den Här Goergen do an der Championsleague spillt, wat déi digital technesch Geschichten ugeet. Ech sinn do éischer an der drëtter Divisioun. Mee ech versiche mäi Bescht ze ginn, fir awer do en Duerchbléck ze hunn.

(*Hilarité*)

An ech wëll lech just eng kleng Geschicht zielen: De Muere waren d'Ausseministere vun der Benelux zesummen um Kierchbiere, fir d'Sitzung virzebere-den. Mir hunn de Conseil des affaires générales haut. A mir haten dann déi dräi Handyen do leien. An du sot ee vun deenen zwee anere Ministeren, dass si iwwer Pegasus effektiv Handyen, déi aus waren, ofgelies kruten.

Soudass dat also schonn eng grouss Gefor ass, och wann d'Handyen aus sinn. Ech mengen, Dir hutt dat jo och gesot, dat ass och wichtig fir d'Leit, dass een do awer kann iwwerwaacht ginn an dass ee kann, jo, an eng Situatioun kommen, déi wierklech ka ganz penibel sinn.

Bon, elo fir d'alleréisch wat mäin Deal ugeet, an d'Sam Tanson wäert méi op déi juristeschen-penal Geschichten agoen, wann Der esou wëllt. Fir d'éischt hu mer jo feststellen, dass déi NSO, déi Entreprise, déi hei ass, déi huet, also fir d'Saachen elo net ze vill ze vermëschen, zwou Filialen a siwen Holdingen. Dat sinn déi Informatiounen op jidde Fall, déi ech hunn.

An déi zwou Filialen, déi maache Backofficeaar-becht hei zu Lëtzebuerg. Déi hunn och ni Lizenzen zu Lëtzebuerg ugefrot, fir Exporter vun Pegasus zu Lëtzebuerg aus ze maachen. Dat ass eppes, wat mir net eleng soen, mee dat huet Amnesty kloer och bestätegt, dass d'NSO net vu Lëtzebuerg aus exportéiert. Ech mengen, dat ass jo awer och e wichtige Punkt.

An Dir wësst och, dass esou Lizenze mussen ugefrot gi fir den Export an dass et eeben de Wirtschaftsmini-sterie ass, an Zesummenaarbecht mam Aussemi-sterie, déi dann do den Accord ginn. An ech kann lech soen, dass dat keng einfach Geschichte sinn.

Den 21. Juli, dat ass gesot ginn, hunn ech e Bréif geschriwwen, ëmmerhin dat, un déi Entreprene - den Här Graas huet dat jo och erwänt -, déi do im-plizéiert sinn, an hinne gesot, dass Lëtzebuerg e strikte Respekt vun den Obligatiounen a Saachen Exportreegele verlaangt.

An och dat neit EU-Reglement - ech mengen, den Här Cruchten huet dat ugeschnide gehat, richtegerweis - iwwert d'Produits à double usage, dat den 9. September a Kraaft getrueden ass, mat enger praktescher Clause „attrape-tout“, wou d'Au-toritéite kënnen Exportkontrolle maachen, wa Sus-picioune bestinn, dass Gidder fir Mënsche-rechtsverletzung kënnen benotzt ginn, fir dat dann ze verweigern, och dat Reglement wäert an Zukunft bei eis ganz staark applizéiert ginn.

Ech hunn hinnen och onmëssverständlech dee-mools geschriwwen, dass d'Entrepreneuren och am Sënn vun de Principes directeurs vun de Vereenten Nationen eng Responsabilitéit hunn, d'Mënsche-rechter ze respektéieren, an dass Lëtzebuerg op kee Fall toleréiere géif, dass Exportatiounen vun deenen Entitéite vu Lëtzebuerg aus zu Mënsche-rechtsverletzungen an Drëttstaate kéinte bäidroen.

Dee Bréif ass un all Entitéite gaange vun der NSO, souwäit ech déi kennen, den 21. Juli, wéi gesot. An

ech hunn och eng Äntwert kritt. De Grupp NSO huet eis eng Äntwert zoukomme gelooss, déi ech ..., ech mengen, dat verstitt Der, et steet drop „confiden-tiel“. Ech hu mat menge Leit geschwat an och mat eise Juristen: Wann dat confidentiel ass, ass et confidential. Gutt! Dat heescht awer net, dass ech lech net därfer soen, wat drasteet.

(*Hilarité générale*)

Et steet dran ... - also dat Wichtigst. Dat Wichtigst, wat drasteet ass: Si confirméiert, d'NSO Group, dass d'Exportatioun vun der Pegasus-Software ënner Kontroll vun den israeeleschen Autoritéite steet a vum Haaptsätz vum Grupp vun Tel Aviv aus bedriwwen gëtt. Ech kann dat natierlech elo net kontrolléieren, mee den Aussoe vum Grupp no respektéiere se all d'Prozeduren an Israel, déi virgesi sinn, fir esou eng Dual-use-Technology ze exportéie-ren.

An et muss een och wëssen, dass dat Ganzt ënnert dem Contrôle vun der DECA, dat heescht der Agence de contrôle des exportations du ministère israélien de la défense stattfënn. Dat ass, wat an der Äntwert drasteet.

Wéi Dir wësst, ass d'Regierung aktiv engagéiert. An dat ass déi Fro, déi, mengen ech, déi wichtigst ass hei derbäi erëm eng Kéier: Wéi brénge mer et fäer-deg, fir d'Principes directeurs vun der UNO iwwer Business a Mënscherechter ëmzesetzen? Dat ass, mengen ech, d'kapital Fro.

Dir wësst d'Virgeschicht, vläicht ganz kuerz: Mir hunn e Koalitionsaccord, do steet kloer dran, dass mer dorunner schaffe mussen: Entreprises et droits de l'homme. Mir hunn déi Etüd vun der Professor Bağlayan vun der Uni Lëtzebuerg a Saache Mën-scherechter a Betribler. Déi ass am Abrëll virgestallt ginn. An den Ausseministere huet jo den Optrag ginn, fir déi Etüd ze maachen. An den 23. Abrëll hu mer dunn och der Expertin d'Wuert ginn, fir dat vir-zustellen.

An et geet hei drëm, dass mer d'Fro kënnen beänt-werten, wéi e Gesetz dee Schutz vun alle Mënsche-rechter an alle Betribler soll virgesinn. Wéi eng Entreprisé solle vun Gesetz betraff sinn? Wéi eng Obligatiounen sollen d'Betribler operleucht kréien? An: Wie kontrolléiert? An dat ass eng kapital Fro, ob d'Betribler sech un d'Oplagen halen.

Bon, et ass gefrot ginn, dass ech lech soen, wou mer dru sinn. Mir hu véier Reunionen elo gemaach. Also déi verschidde Ministären hunn net geschlof. Déi fënnft ass déi nächst Woch. De Pro-blem, dee mer hunn, an dat muss mer och gesinn, dat ass, dass mer selbstverständlech um Wee sinn, fir et fäerdegzebréngen, wann näischt anescht geet, fir eng national Legislatioun hinzekréien. Wann ech soen, „wann näischt anescht geet“, dann heescht dat, wa mer um europäeschen Niveau net virukommen.

Um europäeschen Niveau ass et esou, dass mer sollte schonn am Summer eng Virlag kréie vun der Kommissioun. Dat ass awer du verréckelt ginn. Déi lescht Informatioun ass - an ech hunn och de Mue-ren nach eng Kéier mam Kommissär Reynders geschwat, deen um Kierchbiere war -, dass virge-sinn ass, ugangs Dezember elo an der Kommissioun driwwer ze schwätzen. Mir mussen also do elo ofwaarden, wéi dat sech entwéckelt. Dat schléit een elo net aus engem Steen.

Ech soen dat vläicht nach eng Kéier awer, dass ech richtig verstanen ginn: Am effikaste wier et jo, wann eng Legislatioun an der Europäescher Union géif zustane kommen. Dann hätt een dach vill méi Méiglechkeeten, fir och d'Betribler an déi Richtung ze kréien. Ech bleiwen awer derbäi, dass de Wille vun eis do ass, fir wann dat sech zitt oder net klappt, dass mer och versichen, alles ze maachen, fir dass mer da kënnen eng Lëtzebuurger Legisla-tioun hinkréien.

Dir wësst, dass d'Madamm von der Leyen geschwat huet vum Travail forcé, dass dat an Europa net méi géif goen. Mir haten elo eng Campagne fir d'Wal an de Conseil des droits de l'homme. An Dir hutt gesinn, dass eise Punkt - ee wichtige Punkt! - d'Kanneraar-becht ass. Dass mer net toleréieren, dass d'Kanner ënnert deene Konditiounen, wou Milliounen a Milliounen, Honnerte Milliounen Kanner schaffen de Moment, dass dat weider toleréiert gëtt.

Ceci dit, wëll ech lech nach soen, dass een déi Motioun, géife mer mengen als Regierung, eigent-lech net sollt esou unhuelen, wéi se dosteet, mee dass mer géife mam Premier schwätzen, ob een net kéint eppes maachen um Niveau vum SRE, vun der Kontrollkommissioun, déi ass jo derfir do, an dass een do eventuell kéint méi Explikatiounen ginn iwwer wéi hei zu Lëtzebuerg eeben den - wann et dat gëtt, ech weess et net - Trojaner fonctionéiert.

Merci villmools!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools dem Här Ausseminister Jean Asselborn. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Jus-tizministesche Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Här President, merci. Jo, ech fannen, et ass jo en elementar wichtege Sujet, wat hei geschitt ass mat där Software a wat dat alles a Fro stellt. Et huet allerdéngs, mengen ech, net, an ech fannen et awer och elementar, dass mer dat ofgrenzen, et huet näischt mat enger legaler Kontroll ze dinn. An duerfir fannen ech déi Vermëschung e bëssen onglécklech.

Ech si wierklech der Meenung, mir sollen net déi legal Moyenen, déi mer hunn, déi mer am Gesetz virgesinn hunn, mat ganz villen Encadrementen, ech kommen nach drop zréck, an dat selwecht Dëppe geheie wéi dat, wat hei geschitt ass op eng net legal Aart a Weis.

Ech fannen dat geféierlech, well déi Moyenen, déi mer eis ginn hunn am Code de procédure pénale, déi sinn extrem encadréiert. Et gëtt och eng Demande, fir dat auszeweiten. Där ass bis elo net Rechnung gedroe ginn, well et eeben ...

(Interruption)

Jo, mee et ass nun emol esou, dass am Drogenhandel alles iwwer WhatsApp leeft oder iwwer aner esou Moyenen. Elo muss ee sech d'Fro stellen: Okay, wéi gi mer domadder ëm? Déi klassesch Telefonsecoutten, wou een een oflauschtert, also Leit oflauschtert, déi matenee schwätzen, déi hunn net méi vill Bestand, well WhatsApp an all déi aner, ech soen elo déi, mee et gëtt der jo nach lauter, déi si kryptéiert. Dat heescht, iwwer eng traditionell Ecoute kënnst een do net wäit.

Duerfir gëtt et jo déi Demande. D'Magistraten haten dat ugeschwat an enger vun deene Chamberskommissionen, dass si eigentlech der Meenung sinn, et misst een dat nach ausweiten.

Mee ech komme vläicht ganz kuerz op de Cadre légal, no deem Der jo nach eng Kéier gefrot hutt, oder wou ech lech da soen, wat de Cadre ass. Dat sinn d'Artikelen 88-1 bis 88-4 vum Code de procédure pénale. An do sinn dräi „moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication“ virgesinn.

Dat ass éischtens „la surveillance et le contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale“, déi klassesch Ecoutten; „la sonorisation et la fixation d'images de certains lieux ou véhicules“, déi klassesch Wanzen; an dann eeben dat, wat Dir elo hei thematiséiert, „la captation de données informatiques“.

Fir op déi zréckzekommen, do gëtt et e strenge Kader. Éischtens emol: Wie kann dat ordonéieren? Dat ass nëmmen den Untersuchungsrichter. Den Dossier muss sech nach an der Instruktioun befannen. Dat heescht: Wann eng Decisioun komm ass, da ka keng esou Mesure méi geholl ginn. An da muss den Untersuchungsrichter se an speziell motivéieren. Dat heescht, et geet nëmmen, wa gravéierend Elementer virleien.

An dann, an dat ass am Fong dat Wichtigst, ech hunn am Ufank gesot, bei wéi engen Infractionen d'Demande virläit, fir et auszeweiten. Stand haut geet et an zwee Cas-de-figures: Dat eent ass den Terrorismus an dat anert sinn d'„Crimes sûreté contre l'État“. Dat sinn zwee ganz, ganz delimitéiert Cas-de-figures, déi glécklecherweis och zu Lëtzebuerg guer net oft virkommen.

Soudass - Dir hutt et richtig gesot, ech kann lech keng konkret Zuel nennen, mee ech kann lech versécheren - déi Zuel extrem, extrem niddreg ass, wéi oft dass dat dote scho benotzt gouf. Voilà!

Dann hutt Der nach gefrot: Wat geschitt mat deenen Donnéeën, déi näischt mat där Affär ze dinn hunn? Dat ass dat selwecht wéi bei de klassischen Telefonsecoutten. Och do gëtt et e Cadre légal. Dat heescht, Dir kënt just déi Saache benotze fir de Prozess, déi wierklech eppes mam Prozess ze dinn hunn. An déi aner ginn net transkribéiert a ginn natierlech och zerstéiert.

An do spillen déi klassesch Elementer vun der Protection des données. Do hutt Der d'Direktiv RGPD, Dir hutt zwee Voleten, déi transposéiert sinn. Dat eent ass de Volet klassesch, deen all Bierger betrëfft, dat anert ass de Volet pénal. An do sinn och nach eng Kéier déi verschidde Prinzippien opgezielt, no deenen, natierlech och an deenen heite Fäll, verfuert gëtt.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools der Madamm Justizministesch. Dese Punkt kënn mer awer net ofschléissen, ouni iwwert d'Motioun ze schwätzen.

Fir d'éischt awer freet den Här Mosar nach d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo. Merci, Här President. Ech soen deenen zwee Ministere Merci fir hir Explikatiounen. Ech hat awer och a menger Interventioun en net onwichtige Volet opgeworf, wou ech guer keng Äntwert kritt hunn. Dat ass dee vun deem nationale Plang Cybersecurity, wou et wierklech ëm d'Sécherheet vun eis alleguerten an Äre Kommunikatiounen geet. Ech mengen, do ginn am Ausland am Moment ganz vill Mesurë geholl vun deenen nationale Regierungen. Ech weess och

elo net, et ass warscheinlech net direkt an der Kompetenz vun engem vun lech zwee, mee et betrëfft lech awer och, an ech wär trotzdem awer frou, do eng Äntwert ze kréien.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Mosar. Dann och nach vläicht direkt Parole après ministre fir d'Madamm Oberweis fir d'éischt ...

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Jo, ech ka vläicht eppes dozou soen, och e bësse sur la forme. Am Ufank vun der Sëtzung war eng Diskussion driwwer, dass d'Ministernen net disponibel wäire fir ze kommen. Mengen Informatiounen no war de Premierminister absolut disponibel, fir fir déi Debatt hei ze kommen. Du krut e gesot, seng Presenz wär net erfuerdert.

Dofir wär et wierklech sënnvoll, dass mer kéinten déi Diskussioun esou diskutéieren, dass Dir all Är Froe beäntwert kritt, dass de Kader vun deene Froen esou gestallt wär, dass mer och genau wësst, wéi mer eis ze organiséieren hätten, fir lech kënnen eng Äntwert ze ginn op all déi Froen, déi sech kënnen am Kader vun esou enger Debatt stellen. Mee hei, mengen Informatiounen no, hat de Premierminister ganz kloer signaliséiert, dass en disponibel wär fir ze kommen. Mir zwee kënnen leider net op déi Froen äntweren, déi eeben dat Digitalt oder de CTIE oder den SRE an esou weider concernéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Tanson. Dann nach Parole après ministre fir d'Madamm Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).**- Jo. Merci och fir all dës Informatiounen. Ech wéilt fir d'éischt nach froen: Also, aus dem Registre de commerce et des sociétés geet jo ervir, dass eng vun de Filialen ugëtt, dass si Revenuen zéien aus der Commercialisatioun vun esou informativesche Produiten. An do wéilt ech nofroen, wat Der do vun Informatiounen hutt an ob Der do iergendwellech ... jo, wësst, ëm wat et do geet. Wéi eng Commercialisatioun wier dat, wéi eng genau Produite si do commercialiséieren? Well eeben do och Revenuen trotzdem dann awer erakomm sinn. Dat wier déi éischt Fro.

An déi zweet: Ob Dir virgesitt, dass mir d'Méiglechkeet kréie respektiv och d'Journalisten d'Méiglechkeet kréien, fir eventuell op Spueresich ze goen an den Handyen zum Beispill, ob do Spueren si vun enger Infiltratioun vun deser Software.

An dann déi drëtt Fro wier ganz konkret och, ob dës Software vu lëtzebuergesche Servicier, dat hunn ech virdu kuerz ugeschwat, benotzt gëtt u sech.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech ginn d'Wuert un d'Regierung. Dat ass d'selwecht wéi virdu.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Ech kann, wéi gesot, just op dat äntweren, wat a mäi Kompetenzberäich fält. Et ass elo hei keng vun deene Froen, déi a mäi Kompetenzberäich falen. Dofir dinn ech mech wierklech e bësse schwéier, fir elo hei eng Äntwert ze improviséieren, well ech wëll och keng falsch Informatiounen dozou ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci fir déi Präzisioun. Den Här Yves Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Merci, Här President. Ech kéint der Madamm Tanson soen, dass wa se déi Fro do nach eng Kéier géif gestallt kréien, da kéint se drop äntweren, dass ee säin Telefon selwer ka kontrolléieren. Zum Beispill huet Amnesty International selwer op hirem Internetsite een Toolkit, wou een einfach selwer säin Handy ka kontrolléieren, jiddwereen. An dat ass och an alle gängige sougenannte Anti-Spyware-Software am Moment enthalten. Dofir sollte mer eis net allze vill Gedanken doriwwer maachen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Cruchten. Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kënnen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen. Wëllt nach een d'Wuert ergräifen zur Motioun? Den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Also fir d'éischt emol zur Diskussioun mam Premier. Effektiv, ech war selwer an der Conférence des Présidents, wéi dat diskutéiert ginn ass. An ech hat den Här Marc Hansen du gefrot, ob de Premier mir da kéint äntweren, wann ech déi Froen zum SREL géif stellen. An du krut ech gesot: „Neel!“

Duerfir mécht et dann och weénege Sënn, dass mer an deenen zéng Minutten op déi Froe vum SREL aginn. Wann d'CSV gär déi Froen hätt, kënnen mer se jo eng Kéier an eng Question élargie oder esou beäntweren.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Dat kënnen mer gär maachen, Här Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Mee fir eis Piraten war et emol wichtig, mat der Justiz- a mam Ausse-

minister doriwwer ze schwätzen, extra fir den Export an och eng Kéier fir d'Justiz. Well mir gesinn eeben net, dass do eng kloer Trennung ass. Wann nämlech eis Justiz ... An Dir hutt et selwer gesot: „Et ass erlaabt.“ Wéi eng Produiten een dann do iwwerhaapt ka benotzen. An dat ass jo dat, firwat mer iwwerhaapt eng Motioun gestallt hunn. Also, wa mer se herno an de SREL verweisen, dann dréie mer eis am Krees.

Hei war eigentlech d'Iddi, fir an enger Justizkommission eng Kéier am Huis clos - wuel verstan! - ze kucken, mat wem iwwerhaapt Lëtzebuerg Geschäfte mécht, fir esou Softwaren oder fir eppes ze cracken oder esou eppes, fir einfach den Deputéierten emol eng Informatioun ze ginn, fir dass sech vläicht och erausstellt, dass mer komplett falschleien, dass einfach näischt opgemaach gëtt, näischt gekuckt gëtt, dass ee guer keng IT huet fir esou eppes. Da wär d'Sëtzung jo schnell fäerdeg. Da kéint een dat jo och haut unhuelen.

Mee mir hätten einfach gär an enger Huis clos, dass mer eng Kéier informéiert ginn, wat eis Justiz vun esou Programmer mécht. A wann Der eis och nach net genau sot, wéi se funktionéieren, da kënnen mer ganz gutt domadder liewen. Et geet einfach dorëm: Huet Lëtzebuerg Geschäfte gemaach, zum Beispill mat NSO? Mat wéi enge Softwaren - et gëtt jo nach e puer esou Trojaner - huet Lëtzebuerg ...?

An dat war eis Iddi, fir déi Motioun ze stellen, fir dass all Deputéierten an enger Transparenz, eng Kéier an enger Huis clos, doriwwer informéiert gëtt, an net e puer, déi Glécklech, déi an enger SREL-Kommission kënnen setzen a souwisou herno emol net hire Fraktiounen dierfe soen, wat do gesot ginn ass.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Tanson.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Jo. Hei, et gëtt wierklech ... D'Saache gi wierklech matenee vermëscht! Well dat eent ass de Cadre légal. An dee seet ganz kloer, wat ka gekuckt ginn. Dat steet am Code de procédure pénale! Mir haten déi Diskussioun schon x-mol. Déi Codé sinn och do, fir dass ee se ka kucken, dass ee sech eeben och genau informéiere kann iwwert de Kader.

An dee Kader determinéiert, wat ka gekuckt ginn - net d'Software! Et gëtt eng Prozedur, déi genau seet, wie ka schwätzen a wéi enge Cas-de-figures. Ech hunn lech dat elo genannt. Wann Der e bëssen iwwerleert, wéi eng Cas-de-figures do a Fro kommen, wéi eng Fäll dat iwwerhaapt kënnen gewiescht sinn, da sidd Der ganz séier op der Zuel, vun där mer hei kënnen schwätzen. Dat heescht, et ass net d'Software en tant que telle, déi dat determinéiert. Et ass de Fait fir ze wëssen: Wat ass erlaabt?

Dat steet an deem Buch, wou all déi Reegelen drastinn. Dat gëtt net iwwer e Kontrakt mat der Firma determinéiert. An da kënt jo nach derbäi, dass et sécherheetsrelevant Froe sinn an dass et awer extrem komplizéiert ass, do genau Detailler ze ginn iwwer, wéi dat dote mam SRE a mat der Justice gemaach gëtt. Mee wat de Kader vun der Justice ubelaangt, dee steet am Code! Do gëtt et net méi driwwer ze soe wéi dat, wat do drasteet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Tanson. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo. Merci, Här President. Ech muss awer soen, datt ech e bëssen erstaunt sinn iwwer elo dann ... Mir kréie Vermëschung hei virgeworf zwëschen dem SRE an der Justiz.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Nee!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- An dee ganzen Exercice hei ass u sech ze probéieren, dat kloer ze trennen. Et geet hei drëm, wéi eng Outilen d'Justiz huet.

An ech weess, ech war jo selwer schon eng Kéier inculpéiert mat engem Prozess, wou et ëm Date gaangen ass. Dat heescht, wann ee weess, datt d'Police Saache mécht an datt ...

(Interruption)

Et war d'Affär MedicoLeak, falls ee sech net drun erënnert. Dat ass schon eng Zäitchen hier. Ech hunn herno nach eng Fro iwwert de Medico iwwergens un de Sportminister.

Ech muss einfach soen: Mir wëssen, datt et Outile gëtt. Mir wëssen, datt d'Police eppes mécht. D'Police muss jo och hir Aarbecht maachen! D'Police - an dat huet d'Madamm Ministesch richtig gesot - muss sech un de Code pénal oder un de Code d'Instruction criminelle an un de Code de procédure pénale halen. Ech mengen, se hu kloer Richtlinnen.

D'Fro ass net: Wat sinn d'Richtlinnen? Déi hu mer dofir an derwidder diskutéiert. D'Fro ass: Wéi setzt d'Police respektiv aner Instanzen - an net den SRE, mir hunn explizit den SRE haut hei ausgeklamert - déi ëm? Mat wéi engen Outilen? Mat wéi enge Prestatairen? A wat kafe se?

Well et dierf een net vergiessen: Déi heite Logiciellen ... NSO verkeeft sech jo, wa se international hignen, net als Firma: „Iwwerwaacht mat eis Journalisten! - Iwwerwaacht mat eis Amnesty!“ Déi ginn hin a verkafe schéin Héichglanzbroschüren, wou dropsteet: „Setzt domadder Är Krimineller ënner Drock! - Maacht Iwwerwaachung! - Exekutiert u sech Är Enquêtes!“

Dat ass dat, mat deem si Werbung maachen. An herno gëtt et da vu Staate fir eppes anescht benotzt. A wa mir als Lëtzebuerg Staat bei esou kriminelle Firmen, déi et erméiglechen, Journalisten ze iwwerwaachen, akafen, da sollt een doriwwer en Debat féieren! An da sollt ee wëssen, wem mir Sue ginn!

Wann dat NSO ass, dann ass dat NSO. Da sollte mer doriwwer en Debat féieren. Wann dat anerer sinn, sollte mer doriwwer en Debat féieren. A wann dat duerch Zoufall nëmme „befrëndet Déngschter“ - ech setzen dat bewusst ënner Anführungszeichen - am Ausland sinn, mat deene mer zesummeschaffen, ma dann ass dat eng Diskussioun, déi mer kënnen hunn. Mee mir sollten eis net zefriddeginn domadder, just doriwwer ze schwätzen, datt mer dat gesetzlech encadréiert hunn. Et geet och drëm, wem mir mat eisem Gesetz hei quersubventionéieren!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert direkt zréck un d'Madamm Justizministesch.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Jo. Mee et ass genau dat do de Punkt! Well Dir vermëscht hei elo wierklech Äppel mat Bieren. Dir schwätzt vun Ärem Cas, wou et ëm Medico gaangen ass. Ech hunn lech gesot, a wéi enge Cas-de-figurë mer hei vun deene Captatiounen schwätzen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Et geet net ëm d'Captatiounen!

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Jo, mee dach! Majo et gëtt awer just dräi Cas-de-figures! Dat ass entweeder eng Telefonsecoute maache mat deene classesche Moyenen. Déi gëtt et scho säit „Derrick“.

(Hilarité)

Oder Wanzen enzwousch installéieren. Déi gëtt et nach méi laang. Oder wierklech en intrusive Moyen ze benotzen.

An deen intrusive Moyen, dee gëtt et an zwee Cas-de-figures: An dat ass den Terrorismus an d'Sécurité vum Staat. Souwäit ech weess, huet de Medico weeder mat deem engen nach mat deem aneren eppes ze dinn!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- An awer hu se probéiert, mäi Passwuert ze knacken.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- An ech hoffe jo Dir och net.

(Hilarité)

Duerfir géif ech lech effektiv wierklech bieden, déi Saachen net mateneen ze vermëschen.

Quant à la Vermëschung SRE-Justiz: Ech hu just gesot, ech wär ganz frou, wann et ganz kloer wär, firwat mir heihinner géife geruff ginn, dass och déi richteg Ministeren hei wären, fir lech kënnen eng uerdentlech Äntwert op eng Fro ze ginn. Dat war meng Demande. Net eng Saach vu Vermëschung vun deem engen a vun deem aneren. Ech wëll gär wëssen, firwat ech heihinner kommen. An ech wëll gär wëssen, ob ech lech kann Äntwerte gi respektiv ob vläicht aner Kollege sollten dobäi sinn, déi lech kënnen besser Äntwerte ginn.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Ministesch. An dann zur Motioun hat nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, ech soen lech villmoools Merci. Ech mengen, mir mussen hei kloer ënnerscheiden zwëschen den Informatiounen iwwert de rechtliche Kader an den operationellen Detailler.

D'Informatiounen iwwert de rechtliche Kader, déi si kloer. D'Madamm Minister huet se och elo nach eng Kéier rappelléiert. Ech mengen, do ass net vill derbäi ze soen. Dat ass esou. An ech mengen, do kënnen mer eis da politesch domat ausenanersetzen. Mee déi Situatioun ass kloer.

Dat anert ass déi Saach vun den operationellen Detailler. Dat gehéiert an d'Geheimdéngschtkontrollkommission. Well déi zwee Cas de figures, déi hei a Fro kommen, déi hu mat der Sécherheet vum Staat ze dinn. Do gëtt et eng parlamentaresch Kontroll. Mir sinn och fir déi parlamentaresch Kontroll, well et eeben hei ganz intrusiv Methode sinn. Dat muss enger Kontroll ënnerleien. Dofir gëtt et e Gremium. Dee mécht seng Aarbecht. An dat gehéiert dohinner. An do kënnen dann déi Membere sech hir Meenung driwwer maachen a gegebenfalls dann och Konklusiounen zéien. Mee mir brauchen elo weider do keng Aktivitéite vun eiser Säit, well mir der Meenung sinn, datt dat dote sécher ofgeséichert ass. An dofir ass dat heiten eng Motioun, déi mir elo net kënnen matdroen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. An dann hat den Här Mosar nach d'Wuert gefrot.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo. Merci, Här President. Et kennt net esou oft vir, mee et kennt awer heiansdo vir, datt ech emol ganz averstane si mat der Madamm Justizministesch, ...

(Hilarité)

... well een effektiv hei muss en Ennerscheid maachen. An ech hunn och e bëssen d'Gefill, datt d'Kolleege vun de Piraten do awer Saachen e bëssen duerjerneegeheien. Déi Motioun, sou wéi se hei vir-läit a wéi d'Madamm Tanson och elo drop geäntwert wert huet, kënne mir net stëmmen.

Ech reiteréieren awer och nach eng Kéier meng Demande, datt et wierklech wichteg wier, datt mer eng Kéier eng Entrevue ... oder an enger Kommissiounssitzung eis eng Kéier géife mam Staatsminister ennerhalen, wéi generell d'Kommunikationspolitik ass, wéi et och generell mat der Cybersecurity ass. Dat si weesentlech a wichteg Froen, wou d'Chamber muss matagebonne ginn. An duerfir géif ech wierklech proposéieren, datt mer déi zwou Saache solle strikt vuneneen trennen an datt mer solle kucken, sou schnell wéi méiglech déi Entrevue mam Här Staatsminister ze kréien.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. An ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. An dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme a 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung sti véier Minutten zou, fir dorobber ze äntwerten.

An als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 245 vum Här Marc Spautz un den Här Minister fir Mëttestand iwwert den Impakt vun der Penurie u Baumaterialien a Bauaarbechter. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 245 du 19 octobre 2021 de M. Marc Spautz relative à l'impact et les effets de la pénurie de matériaux et de main d'œuvre dans le domaine de la construction, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes**

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, déi Fro hei reit sech an eng Debat an, déi mer schonn am Cercle gefouert hunn, wou ech d'Chance hat, d'Geleeënheet hat, zesumme mat lech alleguerter eng Heure d'actualité mam Minister Franz Fayot ze féieren. Se reit sech och an eng Question parlementaire, déi mäi Kolleeg, de Marc Lies, un den Här Kox gestallt hat. A se ka sech och areien an eng Diskussioun, déi mer net méi spéit wéi d'lescht Woch gefouert hu beim État de la nation, wou mer geschwat hunn, dass mer méi Leit brauchen, déi déi néideg Qualifikatiounen hunn um Aarbechtsmaart, well mer net méi genuch Leit hunn, net méi déi Main-d'œuvre hunn, déi mer brauchen.

Firwat kommen ech drop, déi Fro un de Minister vun de Classes moyennes ze stellen? Et ass am Fong de Minister, deenen och de Lien mécht mat der Chambre des Métiers. An déi Chifferen, mat deenen ech elo kommen, déi komme souwuel vun der

Chambre des Métiers wéi och der ULC. An do geet et em Materialpräisser an do geet et em d'Entwécklungen am Bau.

2020 sinn sinn d'Präisser fir d'Haiser em 14,5 % geklommen, 2021 9 %, an d'Previsioun si fir 2022 5 %. Dat wier eng Erhéijung vun 28,5 % iwwer dräi Joer gekuckt.

Mir wëssen, dass d'Material nach méi deier ginn ass. An déi éischt Leit, déi amgaange sinn ze bauen, nodeem se scho viru sechs Méint eng Kéier e Bréif kritt haten, dass d'Promoteure géifen d'Hygièneskäschten, déi se hu mussen uleeë wéinst de Covidmesuren, un hir Clienten iwwerdroen, fänkt et och elo un, dass d'Materialpräisser plazeweis alt Erhéijungen hu bis zu 100 %. An ech zitëiere gëschter eng Zeitung, nämlech den „L'Essentiel“, wou en Architekt gesot huet, dass hien an Tëschenzäit zu all Mënsch géif soen, et géif 15 % méi deier gi wéi dat, wat hie virausgesot hat, an dat opgrond vun der Entwécklung vun de Präisser, déi et am Bau an am Ausbau géif ginn.

Meng Fro ass, wat d'Regierung gedenkt, an deem Volet do ze ennerhuelen. Mir wëssen, wat d'Aussoe ware vum Logementsminister, wat alles geplangt wier. Mir wëssen, dass d'Madamm Bofferding iwwert d'Grundsteuer nodenkt. Mir wëssen, dass den Här Fayot seet, mir missten d'Konkurrenz spille loosse. Mee et géif eis interesséieren, wat de Mëttestandsminister plangt, wéi mer do kënnen dergéint virgoen, wat mer do kënnen maachen. Well dat ass jo, wat ech elo hei zitëieren, de Privatsecteur. Mee dat dréit sech jo och eriwier op den öffentliche Secteur. Wat kënnen mer maachen, fir déi Präispolitik ze bremsen? Wat ass machbar? A wat ass op europäeschem Niveau? Wat huet hien zesumme mat senger Kolleege, déi dofir zoustänneg sinn, do vun Initiative geholl?

Villmoos merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Spautz. Den Här Mëttestandsminister Lex Delles huet d'Wuert.

■ **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Merci villmoos, Här President. Loosst mech fir unzefänken, dem Här Spautz Merci soe fir déi Fro. Et ass natierlech e Problem, dee mer ganz enk suiweieren.

An der Fro, wéi ech se matgedeelt krut, geet et am Fong em zwou Saachen. Dat ass op där enger Säit de Manque de main-d'œuvre an op där anerer Säit de Manktum u Baumaterialien. Et muss een awer trennen tëschent dem Manktum u Baumaterialien an der Hausse vu Präisser, déi dat Ganzt mat sech bréngt. Dat heescht, et sinn zwee ennerschiddlech Phenomeener, déi ganz enk matenee vernetzt sinn an déi ganz enk Lienen hunn. Mee wa mer nach virun e puer Méint ... An ech war selwer och bei där Debat dobäi, déi den Här Spautz hei ugeschwat huet am Cercle, wou et drëm gaangen ass, dass mer net wëssen, ob mer iwwerhaupt nach verschidde Materialie kréien. Well de Manktum u verschidde Baumaterialien zitt sech wéi e roude Fueedem duerch déi ganz Baubranche. Dat ass vun Isolationsmaterialien, Glas bis zu Holz an anere Saachen, Chippen, also ech mengen, jiddweree weess hei, vu wat mer schwätzen. Dat heescht, do ass eng ganz Panoplie vu verschidde Materialien, déi feelen.

Et gesäit een awer an deene leschte Méint, dass mer vun engem Manktum ewechkommen an éischer zu enger Präishausse kommen. Dat heescht, mir gesi lücht, ganz lücht Verbesserung vum Manktum vu verschidde Baumaterialien, mee déi awer mat sech bréngen, dass d'Präisser explodéieren. Dat heescht: Wann een deemools eng Putter net kritt huet, well se einfach net méi um Marché war, kritt ee se haut, mee et muss ee vill méi héich Präisser dofir bezuelen, wéi dat virdu war.

Do ass jo och eng Analys gemaach gi vum Conseil de la concurrence, déi gewisen huet, dass et en internationale Phenomeen ass. Dat huet ganz vill Ursachen. Dat ass natierlech op där enger Säit duerch de Covid, dass verschidde Betriber zougemaach hunn an net erëm esou séier ugefaangen hu mat produzéieren, wat besonnesch beim Holz e ganz grouse Problem ass. Well wann een do vun deem éischte Bam schneide bis zum fäerdege Produit ass, ass dat eng Durée, déi relativ laang ass, fir och dann erëm do erauszekommen. Trotzdeem gesäit een awer, dass mer, besonnesch wat d'Holz ugeet, lücht Verbesserungen hunn, déi natierlech awer trotzdeem nach méi en héije Präis mat sech bréngen.

Et muss ee soen, dass et och, well d'Fro gestallt ginn ass, alles wat d'Marché-publicken ugeet, do huet de Bauteminister direkt mam Secteur festgehale, dass et keng Pénalité-de-retarde gëtt an den öffentliche Bauten. Dat heescht: Wa Retarden doduerch entstinn, kréien déi natierlech keng Pénalité-de-retarden. An et ass en Avancé-System vum Ministère do en place gesat ginn nom däitsche Modell, fir indexéiert Avancé kënnen elo schonn un d'Betriber ausbezuelen. Dat emol direkt, fir an der Situatioun ze kucken.

Dann dat zweet Thema, wat Der ugeschwat hutt, dat ass de Problem vum Manque de main-d'œuvre, dee sech nach eng Kéier accentuéiert huet während dëser Kris, mee déi lescht Jore schonn iwwer e Manktum u qualifiziertem Personal a verschidde Branchen sech duerchgezunn huet. Dofir hu mer iwwert de Summer scho mam Haut comité pour le soutien des PME gekuckt, wéi mer mat de Secteuren do kucken. Et ass e Problem, deen net nëmmen an der Baubranche ass. En ass a ganz ville Branchen. Besonnesch am Moment ass en am Horeca-Secteur nach vill méi staark, well et do während dem Covid verschidde Leit gouf, déi an aner Secteure schaffe gaange sinn an déi elo reellemum am Marché feelen. Et geet esou wäit, dass verschidde Betriber net méi all déi Deeg, déi se wollten opmaachen, elo nach kënnen opmaachen, well se net méi genuch Personal an net genuch qualifiziert Personal op där anerer Säit hunn. Dat heescht: Et ass e Problem, dee mer am Mëttestand hunn an dee mer am Moment amgaange sinn natierlech am Haut comité mat deene concernéierte Secteuren ze kucken. Do gëtt et eng Panoplie vu Weeër, iwwert déi mer mussen am Kader vum Haut comité PME schwätzen.

Dir hutt gesot, d'Augmentatioun, gëschter an engem Artikel an der Zeitung ... Ech muss mech entschëllegen, ech hunn den Artikel net gesinn an där Dageszeitung. Mee et ass esou, dass et natierlech Kontrakter op där enger Säit gëtt, déi elo scho bestinn, an op där anerer Säit fir zukünfteg Soumissiounen oder zukünfteg Kontrakter, déi dann eréischt wäerte gemaach ginn, wäerte kënnen entstoen, wou dann d'Präisser natierlech kéinten do ugepasst ginn.

Op där anerer Säit hutt Der awer gesot, d'Augmentatioun, an Dir sidd mat där Etüd komm, déi vum LISER, mengen ech, war se, déi vum LISER komm ass. Ech mengen awer trotzdeem, hei soen ze kënnen, dass eng Augmentatioun vun engem Haus oder vun engem Appartement, déi 28 %, déi Der iwwert déi Jore gesot hutt, net kann dovun ausgemaach ginn, dass dat nëmmen dorunner läit, well d'Holz méi deier ginn ass oder well et e Manque de main-d'œuvre gëtt. Ech mengen, dass do eng Panoplie vu Saache matschaffen.

Villmoos merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos dem Här Mëttestandsminister Lex Delles.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 246 vum Här André Bauler un d'Kulturministesch iwwert d'Bäihëllef fir d'Acteuren am Kulturberäich während der Covid-19-Pandemie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 246 du 19 octobre 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution des aides octroyées aux acteurs du secteur culturel pendant la pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Culture**

■ **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Während dem leschte Joer an och während dësem Joer sinn d'Acteuren aus dem Kultursecteur vum Staat finanziell ennerstëtzt ginn, fir sou gutt wéi méiglech duerch d'Pandemie ze kommen.

An an deem Zesammenhang wollt ech der Madamm Kulturminister dräi Froen stellen:

Kann d'Madamm Minister eis vläicht hei op dëser Tribün e kuerzen Tëschebilan vun deenen octroyéierten Aidë maachen?

Zweetens, wat fir eng Acteuren, besonnesch Artisten an Intermittents du spectacle, hu mussen am meeschten ënnert d'Äerm gegräff kréien? Wat fir eng Acteure waren also am stärkste betraff?

An drëtens, wéi laang wäerten nach mussen Aiden ausbezuelt ginn? Bezéiungsweis: Wéini kann een definitiven Dekont oder Bilan vun dësen Aiden, déi octroyéiert goufen, fréistens gezu ginn?

Merci, Madamm Minister. Merci lech.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Bauler. D'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

■ **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.** - Jo. Merci, Här Bauler, fir déi Fro.

Ech erlabe mer, lech eng Kéier op eise Rapport d'activité ze verweise vum leschte Joer, well mer ganz vill dru geschaff hunn, fir dat och esou digeste a frëndlech wéi méiglech ze maachen. Do fannt Der wierklech dee ganzen Detail dovunner. Mir hate jo dee Plan de relance, dee mer gemaach haten, wou ee gutt gesäit, wat proposéiert war, wat bezuelt ginn ass.

Et war jo en Hëllefprogramm vun insgesamt 5 Milliounen Euro, wou zwielef verschidde Mesurë virgesi waren. An et sinn iwwer 220 Beneficiairen, déi dovunner profitéiert hunn.

Bon, ech erspueren lech elo den Detail vläicht, dat geet relativ wäit, wéi vill ..., also wat do alles war. Dat fannt Der nach eng Kéier erëm eeben an eisem Plang.

Dann hu mer jo d'Aide-sociale gehat. Do hate mer zënter dem Ufank vun der Pandemie natierlech den Accent drop gesat, fir grad déi Vulnerabelst ze ennerstëtzen. Dat sinn natierlech d'Artisten an d'Intermittenten. Duerfir hate mer jo d'Gesetz modifizéiert, fir méi einfach kënnen ausbezuelen an och

méi héich Montante kënnen ausbezuelen. An do hu mer e Gesamtmontant vun 1,4 Milliounen un zousätzlechen Aiden ausbezuelt an där ganzer Dauer, wou déi méi fräi Krittären en place waren.

Dann hu mer natierlech während där ganzer Kris och eis Subsidien. Eisen normale Subsidendispositif vum Kulturministère war aktiv bliwwen. An de Méint, wou d'Kris besonnesch akut war, gouf natierlech och den Accent op déi Projete gesat vun deene Leit, déi vun der Kris betraff waren. An de Kulturministère huet och keng Subsidien zréckgefrot vu Projeten, déi hu missen annulléiert gi wéinst der Kris. Vill si reportéiert ginn. An do ass op alle Fall näischt zréckgefrot ginn. Mir hunn och eng Relance gemaach fir d'Aide fir d'Cafés culturels an d'Salles de spectacle. Dat war en Appel à projets, dee mer gemaach haten, fir 50.000 Euro. Deen hu mer dëst Joer fir d'éischt gemaach. An och d'nächst Joer hu mer do eng Enveloppe vu 40.000 Euro virgesinn.

Dann, fir d'Resilienz an d'Kreativitéit vum Kultursecteur ze éieren, huet de Kulturministère Enn 2020 de Prix de l'innovation artistique Covid verdeelt. Do waren dräi verschidde Präisser vergi ginn un Artisten, un Associatiounen an Theater.

Dann hate mer natierlech och net finanziell Moosnamen, well déi och wichteg waren, fir den Dialog oprechtzerhalen. Mir haten e permanenten Echange mam Kultursecteur iwwert déi sanitär Recommandatiounen. Mir haten d'Assisen 2020, déi grouss Assisen a mir hunn och sektoriell Assisen. Déi nächst sinn elo déi vun der classescher Musek, d'nächst Woch oder esou.

An dann, jo, bon, natierlech war dee ganze Secteur betraff. Mëttlerweil kann een awer soen, dass d'Perspektiven erëm gutt sinn. Doduerch och, dass mer an de Gesetzer jo vill Méiglechkeeten hunn elo, fir d'Leit ze empfänken. Ob mam CovidCheck a mat dem Protocole sanitaire vun der Santé, leeft dat wierklech erëm ganz gutt. A mir sinn awer wierklech e Schratt zréck an d'Normalitéit.

An da fir de Budget vum nächste Joer, mee do komme mer an enger Kulturkommissioun nach eng Kéier am Detail drop zréck, do hu mer jo eng Steigerung vu 4,6 %, just fir de konventionéierte Secteur. Dat heescht, do wou mer scho méi laang Konventionen mat den Acteuren hunn oder och rezent Konventionen, nei Konventionen. Mir sinn amgaangen, um Artisten- an Intermittentsgesetz ze schaffen, fir dat ze iwwerschaffen. Kultur:LX ass amgaangen, opgebaut ze ginn. An och d'Bourse ginn am Artisten- an am Intermittentsgesetz iwwerschafft, fir méi flexibel ze sinn. Voilà. A fir den Detail vun deem, wat ausbezuelt gouf, zéckt net, op eise ganz flotte Rapport d'activité vum leschte Joer kucken ze goen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos der Madamm Kulturministesch.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 247 vun der Madamm Nathalie Oberweis un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert de Remboursement vun de Psychotherapieskäschten. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 247 du 18 octobre 2021 de Mme Nathalie Oberweis relative au remboursement de la psychothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, et ass en Thema, wat an deene leschte Méint a Joren eigentlech ëmmer erëm méi elo an de Vierdergrond kënn, dat vun der mentaler Gesondheet, wat, wéi mer wëssen, awer nach relativ tabuséiert ass an, ech mengen, wann ech mech net ieren, 2 %, also wäit, wäit 2 % vun de Gesondheetskäschten ausmécht, wat eigentlech vill ze mann finanzéiert gëtt.

Also internationale Studien no kritt all véierte vun eis, weltwäit, eng mental, psychesch Krankheet, also erkrankt en esou enger Krankheet. Et ass virun allem bei deene Jonken immens schlëmm. Mir hunn et elo rezent gesinn un deenen Zuelen, déi d'Unicef publizéiert huet. Ech ernimme se nach eng Kéier, well se wierklech immens schockant sinn. 28 % vun deene Jonke soen, dass se schonn eng Kéier traureg waren. 15,2 % hunn un e Suicide geduecht. A 7,7 % vun hinnen hätten eng Tentative de suicide gemaach. Ech weess net, wéi et lech gaangen ass, wéi Der déi Zuele gesinn hutt, mee mech hunn déi zudéifst schockéiert. Ech mengen, dat ass eng absolut dramatesch Situatioun. 7,7 %, déi eng Tentative de suicide gemaach hunn! Dat wier an all Klass jo ee Schüler quasi oder méi. Dat ass fir mech eng Urgencésituatioun. An ech free mech, ob d'Regierung dat net kéint zur Chefsaach esou erklären.

Well mir wëssen, wa mer net op déi Problemer do aginn, da ginn déi chronesch an déi verschlëmmere sech.

Et ass awer esou, dass haut nach ëmmer d'Psychotherapie net rembourséiert gëtt. D'Psychotherapie kann ..., preventiivt Handele ka maachen, dass déi Problemer do net chronesch ginn an net ..., sech

eben net chronifizieren. An deen Ament wier et dann och eng manner deier Geschicht, wéi verschidde Studien och beleen.

Am Moment ass et eeben eng Demande vun de Psychotherapeuten, souwuel vun hirer Säit, mee och vun de Patiente selwer, déi derno froen, fir dee Remboursement endlech ze erlaben, fir dass dat och méi accessibel an och méi gerecht gëtt, well ganz vill Leit haut trotzdeem exclus si vun där Offer.

Dofir meng Froen un d'Regierung: Wou si mer dru mat den Negociatiounen no sechs Joer, wou de Beruff vun de Psychotherapeuten unerkannt ass? Mir wëssen, dass et ganz vill Echecke gouf op deem Wee. Wéi eng Demarché stinn als nächst un? Wou happert et? Wou ass de Blocage? Fir wéini ass de Remboursement virgesinn? Gëtt et en Delai? A finalement och, vu dass et eng absolut Urgence ass, an där mer sinn, a vu dass d'Negociatiounen anscheinend net virukommen: Hutt Der iergendwellech Iwwerbréckungsmoosname virgesinn?

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Oberweis. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Merci och der Madamm Oberweis fir dës Fro. A virun allem prezisieren ech am Virfeld vun där Fro, dass dat net nëmme ee Saz war, mee dass se engersäits souwuel den Historique erkläert huet wéi och d'Fro konkret gestallt. Ech appreciieren dat ganz vill, well da kann een och eigentlech konkret op déi Froen äntwerten, wat hanner esou enger Froestellung ass.

Ech mengen, Dir hutt schon ernimmt, dass et e groussen Historique ass, op deen ech net nach eng Kéier wëll agoen, vun engersäits der Unerkennung vum Beruff, anersäits natierlech elo d'Ausschaffe vun ..., bon, duerno natierlech fir d'éischt Grënnung vun enger Federatioun, déi mer gebraucht hunn, fir eng Konventioun kënnen ze entwëckelen zwëschent der Fapsylux elo an der CNS; eng Konventioun, wou Der wësst, dass an deem Moment de Sozialminister sech net kann dramatischen. Ech mengen, dass eng Negociatioun zwëschent zwee Partner, engersäits d'Gesondheetskeess an op där anerer Säit d'Federatioun, déi representativ ass.

Et ass awer kloer, dass et fir mech eng Necessitéit do ass, dass mer virukommen. A wéi am Mäerz dëst Joer e bëssen dës Negociatiounen, soen ech emol, sou ronderëm déi Konventioun an d'Stocke koumen, hunn ech nach eng Kéier och mat deenen eenzelne Partner geschwat fir ze kucken, dass se sech effektiv och e Rythme accéléré géife ginn, fir virunzekommen an de Konventiounen. An dofir ass och direkt duerno en Timing gemaach ginn, e Planning gemaach ginn, wou an der Tëschenzäit véier Reunionen ware zwëschent der Fapsylux an der CNS - den 31. Mäerz, den 29. Juni, de 15. Juli an den 23. September. A selbstverständlech steet d'Regierung nach derzou, dass et virun dës Remboursement esou schnell wéi méiglech soll kommen. An et sinn och zwou weider Reunionen, an ech hoffen, dass dat ofschléissend Reunionen sinn, virgesinn am November, fir dass d'CNS zesumme mat der Fapsylux kann ofschléissen. An dass duerno dann och d'Demarché gesat sinn, fir engersäits an der Commission de nomenclature respektiv iwwert d'Statute verschidden Dispositiounen direkt ze maachen, dass de Remboursement och ka schnellstméiglech gemaach ginn.

Déi Negociatiounen, déi am Moment festgefuer sinn, sinn eigentlech duerno zréckgefuer ginn, op engersäits e Basispabeier, an Dir hutt et och zitiiert, vum Mediateur, deen deemools erstallt gi war, deemools, wéi d'Negociatiounen déi éischte Kéier echouéiert waren, a virun allem op fënnf Exigencen, déi d'Fapsylux selwer gemaach huet. Ronderëm déi hunn elo déi véier Reunionen, déi waren, gedréit. An ech mengen, dass déi zwee Partner, dat sinn op jidde Fall meng Informatiounen, sech ganz no komm sinn.

Ech zitiiere nëmme e puer Voleten: Engersäits, deen éischten ass dee vun der Phase d'expérimentation, wou vill diskutéiert gouf zwëschent de Partner. Deen zweeten ass dee vun der Rôle respektiv virun allem der Kooperatioun zwëschent dem Dokter an dem Psychotherapeut, dee ganz kloer muss gekläert ginn. Deen drëtten ass deen, fir effektiv och ze kucken: Wéi kënnen mer am Virfeld..., fir eng Vertrauensbasis zwëschent Patient a Psychotherapeut opzebauen, brauch een eng Rei Seancen, fir sech kennenzelieren, fir och zesummen ze kucken: Wat ass eise Wee, fir zesummeschaffen? An och hei, mengen ech, ass dee richtige Wee ageschloe ginn, fir och ze kucken, dass dat ze integréieren an déi ganz Seancen, déi kënnen rembourséiert ginn. An derniewent natierlech och méi wäit gekuckt: Wéi kann een effektiv och kucken, wat sinn déi eenzel Pathologien, déi susceptibel si fir de Remboursement? Och dat gouf ugeschwat. An ech mengen, dass a sämtleche Pisten, sämtlechen Exigencen ee sech hei ganz no komm ass. An ech hoffen effektiv och, dass mer kënnen Enn November an deene Reunionen ofschléissen, fir dass déi néideg Schrëtt ze goen,

soudatt een, mengen ech, dorobber kann zilen, dass effektiv am Januar dës Remboursement ka stattfannen.

Dann, wa mer alleguerten och nach hannendrun züege eng Hand upake mat enger Saisine an d'Commission de nomenclature dat och prioritär gesäit, mengen ech, misst een do kënnen relativ schnell virukommen.

Derniewent ass d'CNS amgang, och eng Tarifiktation auszeschaffen, déi jo och nach dobäi gehéiert, nodeem een da ganz einfach déi Akten determinéiert huet.

Zum Schluss vläicht, wou Der och Recht hutt, et ass en Thema, dass eis beschäftegt. An de Premierminister huet et zitiiert, dass et och fir d'Regierung eng vun de Prioritéiten ass. An an deem Kader ass virun allem dru geduecht ..., an ech mengen, och dass ass de Volet, dee virun allem d'Santé betrëfft. Ech mengen, d'Fro war gerichtet un d'Santésministesch an un d'Sécurité sociale. Obwuel dee gréissten Deel Sécurité sociale ass, mee d'Santé gouf beoptraagt effektiv, hei e Plan mental auszeschaffen, fir effektiv och eng ganz Strategie ..., e Plan santé mentale auszeschaffen, fir och do d'urgence verschidde Strategien a verschidde Mesuren direkt kënnen anzeféieren. An do ass d'Santé amgang, drop ze schaffen. An och dee wäert zäitno presentéiert ginn.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Romain Schneider.

A mir kommen dann zur Fro Nummer 248 vum honorabelen Här François Benoy un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwëcklung iwwert den nationale Strategieplang vun där neier PAC. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 248 du 19 octobre 2021 de M. François Benoy relative au plan stratégique national dans le cadre de la nouvelle PAC, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Minister, jo, mir wëssen alleguerten, mir hunn e grouss Biodiversitéitsverloscht an hunn och grouss Erausforderungen am Waasserschutz. A virun deem Hannergrond ass et besonnesch wichteg, dass mer ons Agrarpolitik mat den Erausforderunge vum Schutz vun der Natur a vun de Biedem an Aklang bréngen, sou wéi et och am Koalitionsaccord festgehalten ass.

An déi nei GAP, déi gëtt ons d'Geleeënheet, wann och vläicht just zum Deel, dat och ëmzesetzen an och aner Strategien, europäesch Strategien, wéi zum Beispill d'Farm-to-Fork-Strategie oder och de Green New Deal, fir se mat deenen an Aklang ze bréngen. A mir mussen eis Landwirtschaft nohaltege opstellen, souwuel fir eiser Natur wéi och fir eise Baueren eng Zukunft ze ginn.

An der Press liest een, dass d'Kommissioun just analyséiere wëllt, wéi déi national Strategieplang zur Ëmsetzung vun den europäeschen Ëmweltziler bäidroe kënnen. Scho laang gëtt doriwuer diskutéiert, wéi een déi gemeinsam Agrarpolitik mat der Strategie vun der Farm to Fork Strategy an dem Green Deal kann an Aklang bréngen, amplaz se géinteneen auszespillen.

Verschiddenen europäeschen Diplomaten no vertrieben déi meescht europäesch Landwirtschaftsministere bei der Kommissioun d'Meening, dass se d'Strategieplang net un de Green Deal banne wëllen.

An dofir meng Froen un de Landwirtschaftsminister, déi ech vläicht net am Virus eraginn hunn, mee déi awer ganz kloer a prezis sinn an och net komplizéiert: Wéi war d'Positioun vun der Lëtzeburger Regierung un Conseil an där heiter Fro? Fénnst de Minister net, dass eis Strategieplang fir d'Ëmsetzung vun der gemeinsamer Agrarpolitik och missten un déi grouss Strategie vun der Europäescher Unioun gekoppelt ginn an esou mat der gesamter Politik an Aklang bruecht ginn, dass souwuel fir d'Farm to Fork Strategy wéi och fir de Green New Deal?

An de Ministère huet elo dës Woch och eng effentlech Consultation fir eisen nationale Strategieplang lancéiert. Wéi fléissen d'Donnéeën vun dësen europäesche Strategien an dësen nationale Strategieplang an?

An deem Sënn villmools merci fir d'Nolauschteren a merci fir d'Äntwert elo schon.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Benoy. De Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwëcklung, den Här Romain Schneider, huet nach eng Kéier d'Wuert.

■ **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Merci och dem Här Benoy fir dës Fro. An e weess, wéi voluminéis effektiv dee ganze PSN ass. A mir hu schon an

der Kommissioun och driwwer geschwat. Hei ass en iwwregens, dee ganze PSN, dass sinn 396 Säiten, déi jo och de Moment um Site stinn, fir effektiv de Moment eng Consultation publique ze maachen. Dass ass e Prozess, wéi deen entstan ass. Et ass en Dokument, dass evolutiv ass, dass mer an deene leschte Méint zesumme mat eenzelne Partner diskutéiert hunn. Och mat dem Ëmweltministère, och an technesche Gruppen diskutéiert hunn, mat allen Acteuren diskutéiert hunn. Dass souguer an zwou grouss Sitzungen, wou mer all d'Acteuren invitéiert haten, allkéiers och kënnen hir Meinung eranzerechen.

A fir op déi Schlussfro ze äntweren: Wéi geet et weider mat dem PSN? Ech mengen, et ass esou, dass op Basis vun där Consultation publique, déi leeft vum 18. Oktober bis de 16. November, duerno mer och nach akzeptéieren, dass bis Ufank Dezember Avisen dozou kënnen erakommen. Déi ginn natierlech an dës nei Strategie mat integréiert. An dem Moment gëtt et e fäerdeg Dokument, dass mer eng Kéier och mussen duerch de Regierungrot ginn, deen et dann och muss an deem Moment ofseenen. An duerno, selbstverständlech, wäerte mer och eng Kéier, wéi mer dat jo ewell eng Kéier presentéiert hunn, eng Viretapp vum PNS an der zoustänneger Chamberskommissioun debattéieren a virstellen. An duerno wäerte mer et op Bréssel schécken. Alles dat ass ganz sportlech, well mir mussen dat alles gemaach hu bis den 31. Dezember.

D'Fro, déi elo opkoum, mengen ech, ass déi: Wéi ass an deem Kader Farm to Fork a Green Deal vereinbar mat deem neie PSN, mat deem neie Plan stratégique? Ma eppes ass kloer: Ech mengen, Lëtzebuerg steet nach ëmmer zu den Ziler vun der Farm to Fork an och zu dem Green Deal. Ech mengen, mir hunn déi Farm to Fork net gebraucht, fir schon an eise Koalitionsaccord zwee Haaptpunkten dovunner ze ënnersträchen. Éischtens ass dat dee vun der Wichtigkeet vun der Biolandwirtschaft. An zweetens: Ee vun de Punkte vun der Farm to Fork ass effektiv och dee vun der Reduzéierung vun de Planzeschutzmittel. Hei hu mer den nationalen Aktionsplang, dee wäit geet a verschiddene Beräicher, deen zum Deel souguer méi wäit geet wéi d'Farm to Fork.

Meng Positioun um Agrarrot war déi, dass ech selbstverständlech zu deem stinn, wat mer als Kompromiss am Juni dëst Joer hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss hunn als Agrarministere, fir ze soen: Do ass de Pak, mat deem mer effektiv elo d'accord sinn, dass en ofgestëmmt gëtt am Parlament. D'Parlament wäert Enn November doriwuer ofstëmme. An dann deen éischte Rot vun engem europäesche Conseil, ech mengen den 2. Dezember, wäerten déi Texter definitiv sinn.

Mir hunn awer och deemools beim Accord gesot, an ech hunn dat och nach eng Kéier betount, dass ech och zu deene 17 anere Ministere géif gehéieren. Dass mer, wa mer och d'Ziler vum Green Deal an der Farm-to-Fork-Strategie suivéieren, op jidde Fall op kee Fall kënnen d'accord domat sinn, dass op eng ausgeschafft PAC, déi zesumme vun de Ministere presentéiert gëtt a vum Parlament ofgestëmmt, wat dann eng gesetzlech Basis ergëtt, mer net dorobber kënnen eng Strategie geluecht kréien, ier se eng gesetzlech Basis huet, wéi d'Farm to Fork respektiv wéi de Green Deal, déi nach keng legal Basis hunn. Do lafen d'Demarché säitens der Kommissioun. A wann déi do sinn, selbstverständlech, wäert warscheinlech de Plang och nach eng Kéier adaptéiert ginn. Dass schéngt mer och ganz kloer ze sinn. Wann do d'Ziler nach eng Kéier driwwer erauskommen, déi nei legal Basisse stellen, da wäerte mer dat och hei maachen.

Mee ech mengen, dass mer grad hei zu Lëtzebuerg gutt opgestallt sinn, dass mer mat allen Acteuren diskutéiert hunn an dass mer och an Zukunft, mengen ech, eng nohaltege Landwirtschaft hei wäerte fäerdegbréngen, wou mer déi dräi Elementer, engersäits déi vum Wirtschaftlechen, déi vum Ökologeschen an déi vum Soziale wäerten erëm fannen.

Et ass eng sportlech Aufgab, fir dass ze realiséieren bis den 31. Dezember. Duerno geet d'Aarbecht vun der Chamber nach eng Kéier richteg un, well duerno muss mer och en Agrargesetz stëmme. An och dat muss mer schnell en place hunn, well och dat muss den 1. Januar 2023 do sinn, fir dann och kënnen eng Kontinuitéit an den Investissementer an an de Mesuré fir d'Landwirtschaft ze maachen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 249 vum Här Sven Clement un de Sportsminister iwwert den Delai, fir sech fir en Examen médico-sportif anzeschreien. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 249 du 18 octobre 2021 de M. Sven Clement relative au délai d'inscription pour un examen médico-sportif, adressée à M. le Ministre des Sports**

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo. Merci, Här President. Merci och dem Sportsminister, dass en haut Zäit huet, fir op déi Fro ze äntweren.

Ech wäert och keng Fro iwwert de Fussball an iwwert d'Interpretation vun de Covidgesetze stellen, och wann dat der Aktualitéit vläicht gescholt gewiescht wär. Mee ech kommen direkt zu de Froen iwwert de Medico.

Wéi mer alleguerte wëssen, gëtt et de Medico zënter Laangem. An et ass esou, dass de Médico-sportif eng gewësse Garantie ass, dass d'Leit, déi Sport maachen, gesond genuch sinn, fir dës Sport ze maachen.

Grad wann et ëm Kompetitiounssport geet, ass et wichteg, dass mer e gewëssene Suivi maachen. A jiddwereen, deen op engem méi héijen Niveau Sport mécht, soll sech do och suivéiere loossen. An dofir hu mer e Règlement grand-ducal, deen och de Médico-sportif virschreift, fir bei den agreéierten Verbänn eng Lizenz kënnen ze kréien.

Elo ass et 2020 schon eng Kéier esouwäit komm, dass mer de Medico-Delai verlängert hu wéinst dem Covid. De Medico war zou. Mir konnten net anescht. An ech sot dem Minister Kersch deemools Merci an ech soen him och haut Merci, dass mer nach eng Kéier verlängert hunn. Well ech mengen, grad och mat der Aktioun vun de 50-Euro-Bongen ass et esou, dass d'Medicoe mat Demandé vun neie Lizenzen, mee eeben och vun all deene Leit, déi iwwert déi lescht zwee Joer da mëttlerweil opgelaf sinn, e bëssen iwwerfuert sinn a keng fräi Plaze méi ze kréie waren. A ween Ufank Oktober ugeruff huet, krut gesot: „Ma da kommt Der am Mäerz.“ Dass war esou e bëssen de Feedback, deen ech vu verschiddene Sportlerinnen a Sportler krut. Dofir merci nach eng Kéier, dass mer och dës Kéier erëm verlängeren.

Elo stellt sech awer d'Fro - zwou Froen - ganz konkret: Wéi een Impakt huet déi Verlängerung op d'Medicoen dann d'nächst Joer? All déi Leit, déi et dëst Joer net ginn, déi mer deelweis scho vum leschte Joer matschleefen, wäerte jo dann d'nächst Joer erëm opschloen, soudatt ech mengen, dass mer d'Capacitéite vum Medico mindestens fir d'nächst Joer mussen erhéien.

Do huet de Minister a senger Circulaire, déi en un d'Verbänn geschéckt huet, och schon eng Pist opgewisen. Nämlech sinn Dokter an hire liberale Praxissen dës Kéier opgefouert, bei deenen een de Medico ka passéieren.

An do stellt sech fir mech dann d'Fro: Wéi eng Krittere mussen déi Dokter erfëllen, fir de Medico dierfen ausféieren? An dat Zweet ass: Wéi vill där Doktere sollen dann optimalerweis iwwert d'nächst Joer nach derbäikommen? Sous condition natierlech, dass mer se fannen. Well ech ginn der-vun aus, dass dat och net deen einfachsten Exercice ass.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. D'Wuert huet den Här Sportsminister Dan Kersch.

■ **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.** - Här President, ech wëll dem Här Clement expressemment Merci soen, dass en dës Fro gestallt huet, well e mer d'Geleeënheet gëtt, eng Kéier méi am Detail op de Fonctionnement vum Médico-sportif anzegoen. An ech mengen, dass dat och eng wichteg Informatioun fir d'Chamber ass.

Ech sinn och frou, dass den Här Clement gesot huet, dass e schon den 11. Oktober an der Gesondheets- a Sportskommissioun extra begréisst huet, dass mer déi Ouverture gemaach hu vun der Verlängerung. An och an der Question parlementaire, déi ech den 3. Juni 2021 beäntwert hunn, hu mer jo schon eng Rei vu weideren Detailer ginn.

Wat elo konkret de Médico-sportif ubelaangt, ass et jo esou, dass et effektiv um Gesetz läit vun 2005, den Artikel 11 vum Sportsgesetz vum 3. August 2005 an de Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016, deen ofgeännert ginn ass deen eis ganz genau seet, wat am Médico-sportif muss gemaach ginn. Just als Informatioun fir déi Leit, déi net esou dra sinn: Nieft deem éischten Examen, dee muss gemaach ginn, gëtt et da selbstverständlech och nach eng Kéier en Noexamen oder en neien Examen, wann een den Alter vun 12, 15, 30, 40, 45 oder 50 Joer errecht huet.

Wat wichteg ass, vläicht och eng Kéier hei ze soen: De Médico-sportif war effektiv zou während enger ganzer Period, an zwar vum 23. Mäerz 2020 bis den 12. Juli 2020. Do war et komplett ënnerbrach. Do waren also keng Aktivitéite vum Medico. Vum 13. Juli 2020 bis den 11. September 2020 sinn d'Kontrollen duerno erëm an deene véier regionalen Zentren ugaangen, plus an zwou Dokteschpraxissen, déi mer deemools scho konnte motivéieren, fir dat ze maachen. An de 14. September 2020 si weider regional Zentren derbäikomm, wat och allgemeng begréisst ginn ass.

Haut dann, an dëst hu mer de Federatiounen och viru Kuerzem matgedeelt - dass ass déi Circulaire, vun där den Här Clement virdu geschwat huet -, si mer an insgesamt siwe regionalen Zentren ënnerwee, plus véier Dokteschpraxissen.

2021 sinn natierlech déi Sportler an de Medico komm, wou d'Validitéit verlängert ginn ass, plus déi, wou hir normal Periodicitéit gefall ass. An da kommen och nach - an dat ass och elo scho virun ugeschwat ginn -, alleguerten déi nei Lizenzen. An do si mer - Dir hutt et ugedeit - e bëssen Affer vun eisem eegenen Erfolleg ginn, well mer - an do si mer awer frou driwwer - eng ganz Rei vun neie Lizenzen an de Veräiner, an de Federatioun kënnen matkréien. Ech hoffen, dass et e bëssen un där Aktioun läit mam Bong vu 50 Euro. Mee egal, wat d'Ursaach ass, firwat dass dat esou ass, mir freeën eis driwwer!

Op där anerer Säit mécht et eis natierlech eng Rei vu Problemer, déi mer dann awer probéieren, e bëssen auszesetzen. Ech soen elo mol op déi Aart a Weis, andeems mer erëm eng Kéier eng Verlängerung gemaach hu fir déi Leit, déi hire Periodicitéits-exame musse maachen, soudass se dee kënnen opschiben an net mussen direkt maachen.

An deem Kontext ass et och vläicht en Opruff, net ze waarde bis dee leschte Moment, bis ee säi Medico muss maachen, mee et vläicht scho mat Zäit ukënnegt, well mer dann awer méi Flexibilitéit hunn, fir deem engen oder anere kënnen entgéintzekommen. Dat géif eis jiddefalls an der Organisatioun ganz vill hëllefen.

Eng wichteg Fro ass effektiv: Wat mussen déi Doktere maachen, déi esou en Examen médico-sportif wëlle maachen? Do geet et eeben net just duer, dass dat einfach, ënner Anführungszeichen, Médecin-généralist sinn. Si mussen eng spezifesche Formatioun maachen, e Certificat d'études spéciales en médecine du sport. Dat ass och net eppes, wat een an engem Cours du soir einfach owes eng Kéier mécht. Dat ass schonn eng méi laangfristeg Ausbildung, déi d'Dokteren do musse maachen.

Dat war och eng vun de laangwierige Fuerderunge vun eise Sportsmedezinner, dass dat och sollt an de Règlement grand-ducal stoe kommen, wat op där enger Säit gutt ass, well et d'Qualitéit vum Examen erhéicht. Et mécht eis natierlech elo an der konkreter Praxis eng Rei vu Problemer. Ech kann awer hei soen, dass mer iwwert d'AMMD en Opruff gemaach hunn u weider Doktere fir sech ze mellen, déi dat dann och an hire Praxisse kënnen maachen.

Ech gesi meng Zäit ass ofgelaf. Dat éischt Resultat dovunner ass, dass zwee weider Doktere sech gemellt hunn. Mee mir ginn eis net a wäerten déi Aktioun do weiderféieren am Interêt vum Lëtzeburger Sport.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, dem Här Sportsminister Dan Kersch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 250 vum Här Jean-Paul Schaaf un d'Madamm Inneministesche iwwert d'Finanzéierung oder besser gesot d'Subventionéierung vun der Fusioun vun deene fënnef Nordstadgemengen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 250 du 19 octobre 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative au financement respectivement au subventionnement de la fusion des cinq communes de la Nordstad, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur**

■ **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Jo. Merci. Merci, Här President. Bon, de Kontext vu menger Fro - Dir hutt et scho gesot - ass eeben dee vun engem Fusionsprojet vun deene fënnef Nordstadgemengen. An d'Fro ass eeben déi, wéi d'Regierung gedenkt, dese Projet besonnesch finanziell - dat ass de Punkt vun haut - dann ze begleeden.

Zum Historique wëll ech awer e puer Erklärungen ginn: Am Dezember 2020 hunn déi fënnef Gemengen eng Ufro gemaach fir eng Entrevue bei der Madamm Inneminister. Den 8. Februar dëst Joer ass et iwwer Visiokonferenz zu där Entrevue komm. An déi fënnef Buergermeeschteren hunn der Madamm Minister dunn eeben och gesot, dass mer no laanger Iwwerleeung, no interner Finanzopdeeling, nokucken: Wa mer d'Finanzen zesummeleën, no Etüden iwwer SIGI an esou weider, wier eis Erwaardung un d'Regierung déi, fir 5.000 Euro pro Awunner ze kréien, fir dee Fusionsprojet an déi Projet-d'enverguren, déi domadder a Verbindung sinn, kënnen ze realiséieren. Dat och virum Hannergrond, dass et net just eng Fusioun ass, mee och d'Realisatioun vun der Landesplanung, déi hei en cause ass.

De 5. März krute mer dunn en Optrag, mir sollen eng Lëscht mat de Projet-d'envergure maachen. De 5. März hu mer déi eragi mat dräi Elementer drop: éischters nach eng Kéier schrëftlech déi Geldfuerderung vu 5.000 Euro confirméiert, zweetens eng Lëscht mat iwwer 20 Projet-d'enverguren an drëtens engem Wunsch no séierer Stellungnam vun der Regierung, fir dass mer kéinte Workshoppe mat eise Gemengeréit organiséieren. Déi hate mer virum Summer geplangt.

Dir hat eis och virum Summer eng Äntwert versprach. Mir hunn déi Workshoppen doropshin no der Sommervakanz getässelt. Well mer keng

Äntwert kruten, hu mer se du virun zwou Woche gemaach. Mee d'Gemengeréit si relativ onschlëseg, well se net wëssen: Steet d'Regierung hannert eis? Net hannert eis? Mat wat? Wéi geet dat virun?

Duerfir hunn ech zwou Froen. Déi éischt, hoffen ech, beäntwert Der mat Jo. Dat ass déi: Huet d'Regierung elo, siwe Méint no eisem Bréif, eng Äntwert op d'Fro vun der Finanzéierung? Ech hoffen, dass Der eng Äntwert hutt. Da kënt Der déi mat Jo beäntwerten.

Meng zweet Fro - Dir musst mer de Montant net nennen - ass déi: Kënn Der eis wannechgelift ee Rendez-vous ginn, deene fënnef Buergermeeschteren - dat hu mer a mëndleche Gespréicher schonn dacks gefrot -, fir dass mer da kënnen déi finanziell an aner Froen diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Schaaf. D'Madamm Inneministesche, d'Taina Bofferding, huet d'Wuert.

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Sou, Här President, loosst mech als éischt nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Nordstad e Projet ass, hannert deem d'Regierung weiderhi steet. Mir wëllen den drëtten Entwécklungspôle, niewent der Stad Lëtzebuerg an der Stad Esch, och fir d'Dezentraliséierung vum Land ermëglichen.

Eng éischte Kéier - an den Här Schaaf huet et scho grad gesot - gouf ech elo am März dëst Joer mat der Demande vum Subsid konfrontéiert, mat där Fuerderung vun deene 5.000 Euro pro Awunner.

Do wëll ech direkt drop hiweisen, dass d'Regierung nach net virun allze laanger Zäit déi Aide spéciale, déi Subsidé schonn ëm 10 % erhéicht huet. Do si mer haut bei 2.200 Euro pro Kapp, an dat bis zu 2.000 Awunner. An da gétt et nach eng Kéier 1.000 Euro pro Kapp bis zu 5.000 Awunner.

Vun där Erhéijung kann och schonn direkt eng Fusioun profitéieren. Dat ass déi Fusioun, déi elo gläich wäert ustoen, vu Groussbus a Wal. Mee Dir mierkt et awer, wou ech elo d'Montanten zitéiert hunn, dass natierlech schonn déi 2.000 ... si mer nach net bei deene 4.000.

(**Interruption par M. Jean-Paul Schaaf**)

A richtig ass jo och: D'Fusioun vun der Nordstad ass eng eemoleg Fusioun. Ech mengen, dat negligéiert keen heibannen. An et ass och richtig, dass mer eis dofir nach musse staark maachen a musse kucken, wéi mer se dee Moment kënnen ënnerstëtzen. Mee, mat deenen anere Fusiounen, déi och ënnerwee sinn, musse mer natierlech kucken, wéi mer dat och do an der Verhältnisméissegkeet maachen.

Ech hunn lech och deemools gesot, dass mer dat op engem interministeriellen Niveau wäerte préiwen, notament och déi Lëscht mat deene Projeten, déi Der eis eragin hutt. Do ass och iwwert de Summer scho ganz vill Aarbecht geschitt. A mir hunn eis eeben elo nach déi Zäit gelooss, en vue vun der Preparatioun vum Budget, well et jo awer net onweesentlech ass, wann een déi Decisiounen herno an der Regierung hält. Déi huelen ech jo net aleng als Inneministesche, mee dat ass herno eng Decisioun, déi mer an der Regierung huelen, an dat maache mer eeben och am ganze Kader vun der finanzieller Situatioun dee Moment.

Mir wäerten eis elo deemnächst an der Regierung doriwuer concertéieren, respektiv dann och d'Decisioun huelen, wat de Subsid betrëfft - eeben déi Aide spéciale, déi déi fënnef Gemenge solle kréien, wa se da matenee fusionéieren. A mir kucken awer och, wat nach aner Méiglechkeete sinn, fir dës Fusioun kënnen ze ënnerstëtzen: sief dat elo déi nei Kasär, déi an der Diskussioun ass, oder awer och déi Konventioun mam Aménagement du territoire, fir just déi Beispiller ze nennen. Eng Fusioun baséiert jo net nëmme op dem finanziellen Aspekt, mee wichtig ass jo och ze kucken, wat een als Regierung do nach vu weiderem Support ka ginn.

Dat zu Ärer éischter Fro. Ee genauen Datum kann ech lech elo net nennen. Mee et steet awer op der Agenda drop, dass mer dat elo relativ zäitno wäerte maachen.

Wa mer awer scho bei der Diskussioun sinn, an ech hunn et grad schonn erwänt, déi nei Kasär ... dat wäert lech awer freeën, wann ech lech ka soen, dass et do gutt virugeet. An zwar ass elo en Terrain fonnt ginn um Fridhaff, dee sech ganz gutt dofir eegent, fir dass dann déi nei Kasär kann dohinner gebaut ginn. An elo wäert deen Terrain och erworbe ginn. Ech mengen, dat ass jo och e Pluspunkt, dass de CIS Nordstad déi Infrastruktur kritt, déi en hei verdéngt huet.

Mee nach eng Kéier, an et ass mer awer wichtig, dat zum Schluss ze ënnersträichen: Eng Fusioun baséiert net nëmme op de Suen! Tout en sachant, dass een natierlech d'Suen och braucht, fir d'Fusioun durchzemaachen. Dat ass richtig. Mee ech mengen, et soll een et an deem globale Kontext kucken. Genau dat si mer amgaangen ze maachen. Soubal mer do d'Decisioun geholl hunn, sidd Dir natierlech déi éischt, déi mer doriwuer wäerten in-

forméieren. An da wäerte mer eis och zesummesetzen an da kritt Der och dee Rendez-vous, ganz gären.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, der Madamm Inneministesche Taina Bofferding.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 251 vun der Madamm Myriam Cecchetti un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Plattform fir Klimaaktioun. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 251 du 18 octobre 2021 de Mme Myriam Cecchetti relative à la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci. Här President, d'Klimagesetz, wat de 15. Dezember 2020 gestëmmt gouf, gesäit eng „Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique“ vir, déi ënner anerem och en Diskussionsforum soll sinn, dee sech soll an der Elabouratioun vum PNEC abréngen an och mat der ziviller Gesellschaft am Dialog op méi Niveauen a Schichte stoe soll. D'Zesummesetzung vun deeser Plattform ass awer nach net geschitt. Zumindest ass se mol net publizéiert ginn, soudass d'Plattform hir Aarbecht och nach net ophuele konnt.

Während der Ried zur Lag vun der Natioun vum 12. Oktober huet den Här Premierminister sengersäits d'Kreatioun vun engem Conseil citoyen pour le climat annoncéiert, dee sech aus Honnert Bierger/innen aus der Zivillgesellschaft géif zesummesetzen an deen domadder beoptraagt géif ginn, iwwer konkret Klimafroen ze diskutéieren.

Verstitt eis elo net falsch: D'Biergerbedelegung am Kader vun der Klimapolitik ass och fir eis ganz, ganz wichteg. Mee et ännert awer näischt dorunner, datt d'Klimafro immens dringend ass, an datt och dringend musse Mesuren ergraff ginn!

Dowéinst géife mir eis erlaben, lech, Madamm Ëmweltministesch, follgend Froen iwwert dës Plattform ze stellen: Aus wéi enger Ursaach sinn nach ëmmer keng Memberen an der „Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique“ ernannt ginn? Wéini sollen dës Membere viraussichtlech ernannt ginn? Wéi eng Roll spillt dës Plattform, vu datt doniewent jo e supplementaart Organ, nämlech de Conseil citoyen pour le climat, vum Premierminister annoncéiert gouf? Gesäit d'Ëmweltministesch hei eng Komplementaritéit zwëschent deenen zwee Organer? Wousst d'Madamm Ëmweltministesch iwwerhaupt am Virfeld eppes vun deesem Conseil?

A wéi schätzt d'Ëmweltministesch de Risiko an, dee jo och vu verschiddeenen Ëmweltorganisatiounen ugeschwat ginn ass, datt duerch d'Schafung vun deesem zousätzleche Gremium wichteg Decisioune retardéiert kéinte ginn, respektiv iwwerhaupt net geholl ginn, wann den Här Premierminister elo mol gären an engem Conseil iwwer Mesur schwätzt?

Ech soen lech am Virfeld Merci fir Är Äntwerten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. D'Ministesche fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

■ **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools merci, Här President. Och merci, der Madamm Cecchetti, fir déi Fro, déi mer nach eng Kéier wierklech erlaabt, och op déi eenzel Gremien anzegeen, déi et am Kader vum Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Ganz richtig hutt Der betount, dass d'Klimagesetz e wëssenschaftleche Gremium zesummestellt. Do sinn d'Leit schonn nominéiert. En plus ass et esou, dass se eng Plattform aféiert, wéi se och an der europäescher Gouvernance virgesinn ass, dat heescht, dass all Land sech eng Plattform gëtt, wou déi organiséiert Acteuren aus der Zivillgesellschaft, aus den Entrepreneuren, vum Beräich vun den Investisseuren mat de Gemengen, mat de politesche Responsabelen diskutéieren.

An zwar ass do den Objet wierklech, dass mer sollen d'Begleedung maache vun der Ëmsetzung vun de Klimapoliticken, also vum nationalen Energie- a Klimaplang, dass och en Debat ka geféiert ginn am Grand public mat änlechen internationale Gremien. An déi sollen och en der Elabouratioun vun engem nächste Plang, engem nächste PNEC - well dat hält jo net 2030 op: mir hunn am Klimagesetz och eng 2050-Vue - matschaffen.

Dat heescht, dat ass ee Gremium, dee sech zesummesetzt aus Acteuren, déi ganz equilibréiert aus den eenzelne Beräicher organiséiert sinn. Well mer wëllen, dass déi Plattform och schnell an effizient ka schaffen, hu mer Enn September an der Regierung festgehalten, dass 22 Leit plus néng Observateure sollen an där Plattform sinn. Déi gesäit vir, dass dat siwe Representante vun ONGen, Sociétés civiles sinn; siwe Representanten aus dem Privatsecteur, dat heescht Entrepreneuren an Investisseuren, déi zwee zesummen eebe siwen; plus sechs Representante vun de Gemengen oder Politik na-

tional, dat heescht Ministèren, déi vertraude sinn. An dann zwou autres parties. Dat heescht, mir hate scho versicht, eng Plattform ze maachen, wou mer en Equiliber schafen.

Or krute mer du vu Verschiddeenen - an déi eng hunn dat an der Press gesot, déi aner hunn eis einfach e Bréif geschéckt - gesot: „Mir wëssen nach net, wéi déi Plattform herno soll fonctionéieren, ob mer net ënnerrepresentéiert sinn.“ An dofir hu mer u sech deenen eenzelnen Acteuren, déi sollte Memberen nennen - verschiddeener hunn dat ewell gemaach, anerer hunn nach keng Nimm eragereecht, well se nach wëlle mat eis iwwert den Equiliber diskutéieren -, geschriwwen: „Mir gesinn lech nach eng Kéier am Bilateralen.“

Déi Plattform soll jo eng Diskussionsplattform sinn, déi natierlech extern Acteure ka froe fir en Avis. Och d'Regierung dierf déi Plattform froe fir en Avis, zum Beispill: „Setze mer déi an déi Saach richtig ëm?“ Dir wësst et: Mir hu sektoriell Ziler. Wa vläicht ee Secteur hannendrun happere géif, da wär dat jo eng Diskussioun, déi op esou enger Plattform uerdentlech kéint geféiert ginn. Wat géif een do nach méi maachen?

Hei ass de Kader ëmmer de PNEC. An dofir, soubal meng Bilateralé mat deenen eenzelne Partie-prenanté sinn, soubal och déi eenzel Partie-prenanten alleguerten hir Memberen, déi si representéieren, genannt hunn - dat ass à ce stade nach net de Fall -, kënnen mer dat publizéieren.

Et wär awer net richtig, wa mer et elo scho géife maachen. Mir haten en inoffizielle Meet and Greet souwuel mat eisem wëssenschaftleche Gremium - do koume fënnef vu siwe Memberen awer op d'Klimaexpo hin, fir mat eis ze diskutéieren -, an och mat auslännesche Memberen. Dir wësst, den Observatoire huet och auslännesch Wëssenschaftler mat derbäi. Vun der Plattform koumen och e puer Representanten, déi elo schon noméiert waren. A fir de Rescht starte mer awer eréischt definitiv, wa se alleguerte prett sinn, fir keen Desequiliber ze schafen.

Dann deen zweete Volet: Natierlech ass dat komplementar zu engem Biergerrot. De Premier huet dat a senger Ried och ganz genee gesot. De Biergerrot, do läit d'Basis, an dee soll debattéieren, wat Lëtzebuerg méi an der Klimapolitik mécht. Well dat ass nämlech dat, wat jo déi jonk Leit, déi op de Stroosse waren, och nach eng Kéier rezent, wëllen: Dass mer iwwert déi 55 % ginn, déi an eisem PNEC stinn, an eisem Klimagesetz. Et ass een Debat, deen een an der Gesellschaft muss féieren: Ma wat maache mer da méi?

Vun dohier ass meng Äntwert, Madamm Cecchetti, och ganz kloer: Natierlech kann dat keng vun de Mesuren, déi haut scho festgehale sinn am Programm vun der Regierung, déi debattéiert gi sinn, déi och consultéiert gi sinn - well de PNEC hat eng Consultation du publique, do war eng Récksprooch mat der Kommissioun -, hënneren. Näischt, wat aktuell en cours ass, dat kann ech lech versprechen. Mee et ass e Méi un Abanne vun der Société civile, fir méi Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

6. Interpellation de M. Gilles Roth au sujet de la gestion de catastrophes naturelles suite aux récentes intempéries

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Gilles Roth iwwert d'Gestioun vun den Naturkatastrophen no deene rezenten Iwwerschwemmungen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Dan Biancalana, den Här François Benoy, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, wannechgelift.

Exposé

■ **M. Gilles Roth (CSV), interpellateur.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz gesot, de Sënn an den Zweck vun deeser Interpellatioun ass eigentlech eng objektiv Opaarbechtung vun den Iwwerschwemmungen, déi mer hate Mëtt Juli 2021. Firwat? Mee well mir et fir néideg fannen, dass et zilféierend Erkenntnisser gëtt an déi och ze kréien, a virun allem, wéi een et déi nächste Kéier vläicht da ka besser maachen. Well loosse mer dat éierlech soen: Net alles, wat war, ass eigentlech esou gutt gelaf, wéi et duergestallt ginn ass.

An duerfir wëll ech eigentlech a menger Interventioun op fënnef Punkten agoen. Dat éischt, dat ass de Punkt vun den Alerten, also de Virwarnung vun der Populatioun. Den zweete Punkt, dat ass d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem CGDIS. Den drëtten Punkt, dat ass dee vun de Schied, déi d'Leit hunn. Net all Mënsch ass bis elo indemniséiert. De véierte Punkt, dat ass dee vun der legaler Responsabilitéit. An de fënnfte Punkt, dat ass dee vun engem onafhängege Rapport.

Et muss ee soen, dass mer awer e bësse perplex waren, wéi viru 14 Deeg d'Inneministeschen an der Kommissioun eis praktesch gesot huet: „Jo, dat hat en aussergewéinleche Charakter. Mir hate verschidde Wiederprevisiounsmodeller, déi si ganz spéit zur Konkusioun komm, dass et géif vill Reen ginn. Mee et ass kengem eppes geschitt. An duerfir, et ass alles gutt“, et on passe à l'ordre du jour. Mir gesinn dat awer, an dat hu mer och an der Kommissioun däitlech gemaach, e bësse méi nuancéiert.

Zu den Alerten: Den éischte Punkt ass deen, dass op de 14. Juli, dat war also moies um siwen Auer, eng Alert vu Meteolux komm, déi geschwat huet vun enger „alerte orange pour fortes précipitations“. Dat heescht, eng Alert, eng Warnung vu Staarkreen. Dunn ass näischt geschitt bis um 12.00 Auer, wou eng Alerte orange erauskomm ass vun der Gestion de l'eau, also vun dem Wasserwirtschaftsamt, an déi eigentlech gesot huet: „Ein Erreichen und/oder Übersteigen der Meldestufe 1“, also um 12.00 Auer war dat hei, „Cote de préalerte. An den Pegeln der Alzette ist nach aktueller Wetterlage ab dem späten Abend beziehungsweise in der Nacht zu erwarten.“ An da komme se zur Konkusioun: „Da wir uns außerhalb der [...] Flusshochwassersaison befinden, gilt die Hochwassermeldung besonders den spezifischen Sommeraktivitäten entlang der Gewässer“.

Dunn ass erëm dräi Stonnen net vill geschitt. An an deem interne Rapport, dee vun der Regierung gemaach gëtt, kënn dann op eemol: „Majo, souwuel de CGDIS wéi och d'Buergermeeschtere sinn avertéiert ginn iwwer en SMS.“ Bon. Do gëtt gesot, dat wier um 14.23 Auer gewiescht. Dat ass awer mengen Informatiounen no, an ech si selwer Buergermeeschter, net richtig. Et ass wuel en SMS gaangen un d'Zentercheffe vun deenen eenzelne Centres d'intervention, déi duerch d'Land verspreet sinn, mee hei ass eigentlech de Beleg, dass deen un d'Buergermeeschteren, an ech sinn ee vun deenen, um 15.01 Auer erausgaangen ass.

Also, de deux choses l'une: Entweder si se alleguerte matenee gaangen, dann ass et eigentlech net verständlech, dass dat 40 Minutte gedauert huet. Oder deen un d'Buergermeeschteren, deen ass dann eréischt um 15.00 Auer erausgaangen. An dat, wat awer e bessen do, ech soen, malencontreux ass, dat ass, dass ee schwätzt vun enger Préalerte de crue. Eng Préalerte de crue! Et schwätzt ee vun Risiko vun Iwwerschwemmung vu Sitten, Campingen, Aktivitäten an Notzunge bei Flëss a Gewässer. D'Cote de préalerte kéint op Plazen iwwerschratt ginn. Zousätzlech besteet de Risk vu lokalem Staarkreen an esou weider.

Dir Dammen an Dir Hären, am Plan d'inondation, wësst Der, wat do vun enger Cote de préalerte steet? « Risque de crues mineures, n'entraînant pas de dommages significatifs ». Also, dat war um 15.00 Auer, do ass déi dote Meldung un d'Buergermeeschtere gaangen a si ass un déi eenzel Centre d'interventione gaangen.

An do muss ech soen: Dat kann awer bal net sinn! Well an deenen doten SMSen, wéi ech lech se virgelies hunn - an et ware vill Buergermeeschteren an der Chamber, an dem Cercel -, ass dat net, wéi wann an zwou Stonnen, géif ech soen, e gudden Deel vum Land a vill Gemengen total ënner Waasser géife stoen. Do ass et einfach de Meldesystem, deen an eisen Aen net richtig fonctionéiert huet. Dat fanne mer ëmsou méi bedauerlech, soen ech ganz éierlech, well eng Woch méi spéit, nämlech méindes den 19. Juli, op enger Pressekonferenz mat der Madamm Dieschbourg, also der Ëmweltministesch, gesot gouf: „Mir waren net iwwerrascht!“ Et wier een net iwwerrascht gewiescht, et hätt ee jo schonns dënschesde Warnungen erausginn. Dat betount d'Christine Bastian, also, ech ginn dervun aus, eng Mataarbechterin vun dem Ëmweltministère. Mee d'Ëmweltministesch souz och an där Pressekonferenz.

An dass een net iwwerrascht war, mengen ech, dat geet och eraus aus Previsiounen vun zum Beispill Météo Boulaide. Dat ass e private Wiederemoossdëngscht, wou eng Rei vu ganz konkreete Warnunge schonns deen Dag virdrun, nämlech den 13. Juli gemaach goufen. Bon. D'Inneministeschen huet gemengt, den Auteur vun deene Warnungen, dat wier e Kärrel gewiescht - bon, et kann een och soen, ee jonke Borscht, dat waren d'Wieder, déi ech am Kapp hunn an déi an der Ëmwelt- an Innekommissioun gesot gi sinn -, deen hätt schon eng Kéier derlaanescht geleet bei enger fréierer Wiederwarnung. Ech wëll lech awer trotzdeem soen, dass dat jo net einfach esou au pif au mètre geschitt ass. Mee wann een dat nokuckt, da gesäit een, dass den 13. Juli - also, dat ass deen Dag virdrun! - dënschesde schonns gesot ginn ass: „Den amerikanesche Wiedermodell ...“ - also, et seet een net einfach esou: „Do kënn Staarkreen!“ - „Den amerikanesche Wiedermodell GFS rechent bis den Donneschdeg inclus mat Reequantitéite vun tëscht 70 an 100 Liter pro Meterkaree.“

(Interruption)

Dat selwecht kënn och vun engem onofhängegen Institut, vun der Universitéit Reading, wou gesot

gëtt, den Europäeschen Héichwaasserwarnsystem „hatte bereits am vergangenen Freitag“, also dat war déi Woch virdrun“, „gewarnt, dass es mit hoher Wahrscheinlichkeit in unserer Region zu Überschwemmungen kommen würde. Auch in Luxemburg wurden die Berichte nicht ernst genug genommen und keine impaktvolle Vorbeugung geleistet.“ Dat seet e Wiederexpert, den Här Jeff Da Costa, dat ass e Lëtzeburger, dee fuerscht „unter anderem auch zu Frühwarnsystemen bei Hochwasserereignissen.“

Dofir, mengen ech, ier een elo einfach esou privat Wiederdëngschter a Kritik zitt, hätt ech et als Laien eigentlech ubruucht fonnt, dass, wa vun esou engem private Wiederdëngschter awer eng Warnung kënn, een dat zumindest emol a Consideratioun zitt an net einfach seet: „Mir kucken elo eist“, a fir de Rescht ass alles an der Rei.

Wou mer bei de Warnungen awer am meeschten - onofhängeg vun de Wiederwarnungen - ganz éierlech der Meenung sinn, dass et net normal ass, dat ass, dass um 15.00 Auer deen SMS do erausgeet, an dräi Stonnen drop, obschonn een am SMS vun enger „cote de préalerte“ schwätzt, esou vill Iwwerschwemmung mat risege Schied sinn. Do mengen ech, dat ass net zilféierend.

An duerfir stellen ech eigentlech déi Froen: Firwat ass de System GouvAlert net dunn declenchéiert ginn? Firwat hu mer net d'Populatioun largement informéiert? Well ech mengen, déi Leit, déi en Auto verluer hunn, ma déi hätten da gesot, wann dat och nëmme dräi Stonne virdrun gewiescht wier: „Mee da réckelen ech mäin Auto. Oder ech kucken, dass ech zumindest dohinner kommen.“ Wa Leit hir Kellere iwwerschwemmt hunn, dann hätte se zumindest d'Méiglechkeet gehat fir ze reagieren. Firwat huet doniewent dee GouvAlert, deen nach 2018 dohigestallt gouf, wéi wann dat dee grouse System wier, wou een d'Populatioun iwwer Inondatiounen an aner Katastrophe géif informéieren, firwat huet deen net funktionéiert? Ech mengen, den Här Goergen hat an der Kommissioun eng ganz Rei kritesch Froen dozou gestallt, déi och technescher Natur sinn, wat awer d'Leit e bessen interpelléiere misst.

Da stellen ech och d'Fro als einfache Laien: Wann Der an d'Vekand gefuer sidd, sief dat hei an d'Nopeschlänner, sief dat a südlech Länner, wann Der aus dem Fliger erausgeklomm sidd, da krut Der iwwer en SMS eng Warnung, wat dann déi Covidmoosname sinn, déi an deem betreffende Land oder op där Plaz, wou Der sidd, spillen, ob Der elo Lëtzeburger waart oder d'Nationalitéit hat oder e GSM hat, deen un en Operateur reliéiert war an deem Land, wou Der an d'Vekand gaange sidd. Wann Der iwwert d'Grenz hei gefuer sidd, ob dat an Däitschland war, ob dat an d'Belsch war oder a Frankräich, da krut Der, soubal Der an deen neie Reseau komm sidd, och dee Warn-SMS. Firwat ass dat zu Lëtzeburg bei 650.000 Leit net méiglech? Well domadder hätt ee kënnen vill, vill Schied evitéieren.

An duerfir si meng konkret Froen: Wat mécht d'Regierung, fir déi Meteoservicer do ganz einfach ze verbessern? Wat fir eng Koordinatioun strieft d'Regierung un zwëschen MeteoLux, der AGE an dem CGDIS? Wat maacht Der, fir déi Warnung un d'Leit, un d'Bierger, ze verbessern? D'Warnungen och un déi lokal responsabel Buergermeeschteren, Schäfferen, déi musse fir hir Gemengen do agéieren? A firwat huet dee System GouvAlert net fonctionéiert? Firwat gëtt et keen esou e Cellphone-SMS-Service? A firwat - dat ass jo eng Fro, déi opkomm ass - ass een net iwwert de Wee vu Sireenen oder soss anere Warnmoosname fir d'Populatioun drop opmierksam gemaach ginn?

En zweete Punkt, deen ech wëll abordéieren, dat ass dee vun dem Verhältnis zwëschen de Gemengen an dem CGDIS, well do stellt sech awer eng Fro, a besonnesch no den Aussoen, déi mer an der Kommissioun héieren hunn a wou vill Buergermeeschtere souzen, an dat soen ech ganz éierlech, déi net méi richtig woussten: Wat ass dann elo d'Responsabilitéit vun deene Gemengeresponsabellen a wat ass d'Responsabilitéit, déi beim CGDIS läit? Ech muss ganz éierlech soen, do waren eng Rei vu Leit, déi ware perplex, dass do gesot ginn ass: „De CGDIS ass do, fir Liwwen ze retten.“ Jo, op engem gewëssene Punkt ass en do, fir Liwwen ze retten, mee de CGDIS ass net nëmme aleng zoustänneg, fir Liwwen ze retten.

An da gi mer bei d'Gesetz vun 2018 iwwert de CGDIS an och iwwert d'Sécurité civile. An do fält ganz kloer an den Artikel 1: « La sécurité civile a pour mission la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement contre les événements calamiteux, les sinistres et les catastrophes ». An da kënn awer och de Saz: « l'information et l'alerte des populations ainsi que la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés ». Dat heescht, hei ass eng ganz kloer legal festgeluechten Obligatioun, also eng Verpflichtung fir de CGDIS, fir d'Leit an esou Fäll ze informéieren.

An duerfir kënnen mer eigentlech déi Argumentatioun net novollzéien, déi vum Inneministère an och

deelweis vun dem CGDIS gefuer ginn ass, fir ze soen: „Ma mir hu jo de Buergermeeschteren en SMS geschéckt, an domadder war einfach d'Responsabilitéit iwwerdroen.“ Neen. D'Responsabilitéit vun der Informatioun, déi spillt an deem Fall hei ganz kloer fir de CGDIS!

Da kënn eng weider Aufgab, déi steet am Artikel 4: « Le CGDIS a comme mission la planification, la mise en œuvre et l'organisation [...] des mesures destinées à sauvegarder les biens, y compris l'environnement et le patrimoine culturel, lors d'événements calamiteux [...], d'incendies, de crues et d'inondations ». Bon. An eisen Aen ass dat och onzougléich op deem Punkt geschitt. Do stelle mer eis nämlech Froen, wien dann en fin de compte Weisungsgewalt huet op den eenzelne Gemengen. Si mer am Fall, wou de Buergermeeschter responsabel ass? A wann dat de Fall ass, da muss de Buergermeeschter och d'Méiglechkeet hunn, fir déi Mëttele, déi de CGDIS huet, zur Verfügung gestallt ze kréien.

An ech kann lech soen, dass ech eigentlech mat deem engen oder anere Buergermeeschter geschwat hunn, och aus der Uelzechtgéigend, an déi carrement gesot kruten, bei hinnen, d'Auspompele vun de Kellere, dat wier elo fäerdeg, si missten elo anere Missiounen nokommen. Jo, Dir kënn awer net de Buergermeeschteren oder de Gemengen d'Responsabilitéit wëlle ginn a si hu keng Mëttele, fir drop zréckzegräifen. Wou awer sengerzäit, mengen ech, e grouse Konsens war, an d'CSV huet sengerzäit dat Gesetz vun dem CGDIS och an deem Geescht matgestëmmt!

Wann de CGDIS der Meenung ass: „Ma d'Gemengen, déi hunn näischt domadder ze dinn“, well eng oder méi Gemenge concernéiert sinn, jo, da muss de CGDIS sech och déi Mëttele ginn, fir déi néideg Virkéierungen ze treffen. An do si mir eigentlech e bëssen sur la faim bliwwen, well mir eigentlech net konnte gesinn, wivill Leit op deenen eenzelnen Asazpunkte konnte sinn. An et ass eigentlech e bësse befriemlech, muss ech soen, dass mer eng Question parlementaire gestallt hunn den 30. Juli - also, dat sinn elo zwee an en hallwe Mount hier -, wou gefrot gouf: Wivill Pompjeeën an aner Asazkräfte vum CGDIS waren am Kader vun der Iwwerschwemmungskatastroph am Ganzen am Asaz? An déi zweet Fro: Kann d'Madam Inneministeschen eng detailléiert Statistik vun allen Asazkräfte virleeden, opgeschlüsselt no professionellen a fräiwëllege Rettungsleit, no Affektatioun un de jeeweiligen Zentren an no de Gemengen, wou se de 14. a 15. Juli am Asaz waren? Dat war op Lëtzeburgeresch geschriwwen. Fir mech war dat zumindest op jidde Fall kloer, dass dat eng Fro wier, déi onkomplizéiert ze äntwerte wier, well ee ganz kloer jo freet, wivill Pompjeeën wou waren, a wat fir enger Gemeng a vu wat fir engem Centre d'intervention. Ech gi perséinlech dervun aus, dass schonn aleng aus Responsabilitéitsgrënn vis-à-vis vun deene Leit, déi am Asaz sinn, een esou Lëschten huet.

Ech kann lech soen, dass op eng éischt Question parlementaire eng Äntwert komm ass, dat war de 6. Oktober, do ass déi Fro hei net beäntwert ginn. Wéi mer se an der Kommissioun nach eng Kéier opgeworf hunn, ass gesot ginn, da wier se falsch verstane ginn. Abee, virun enger an enger hallwer Woch hu mer dunn déi zweet Fro nach eng Kéier gestallt - bis elo keng Äntwert. An dat fannen ech net nëmme, bon, et ass kee Respekt, deen een huet vis-à-vis vun der Chamber, well een Delai do ass vun engem Mount, fir do ze äntwerten. A wann ee mécht, wéi wann déi zweete Fro carrement onverständlech wier, mengen ech, ass dat awer e bëssen einfach gefuer.

Dat, wat mir och wëllen, ass, dass an enger Chamberskommissioun an an der Chamber awer déi Froe gekläert ginn. Wéi ass et mat der Kooperatioun vun dem CGDIS a vun de Gemengen? Well mir ass rapportéiert ginn, dass an eenzelne Gemengen eigentlech net extrem vill Leit am Asaz waren. An do stellt sech awer eng fundamental Fro zwëschen dem Zesummeschaffen - an dat soll een och offe soen, mir sinn hei an der Chamber - vun deene sougenannte professionellen Agenten an de Fräiwëllegen. Well fréier, wou Fräiwëlleger do waren, huet dat, zumindest aus menger Erfahrung, gutt geklappt. An ech mengen, et sinn hei eng Rei Leit, déi Buergermeeschter a Pompjeeën an der Zäit waren, déi kënnen deem nëmme zoustëmmen.

An dann ass et och en Deel, Här President, wéi d'Duerstellung ass vun de fräiwëllege Pompjeeën. Ech fannen et, ech soen dat hei op der Chambertribün, eigentlech e bësse bedauerlech. Bei mir an der Gemeng selwer, beim Ulass vun dem nationale Kommemorationsdag war e Cortège, wou ech et ganz gutt fonnt hunn, dass déi professionell Pompjeeën do waren, déi sinn an der Galauniform do gaangen, an déi fräiwëlleg Pompjeeën, déi sinn eigentlech an der Schaffuniform, déi meeschtens och nach net richtig souz, hannendru gelaf. De Problem ass deen, ...

(Interruption)

Jo, jo, jo. De Problem ass deen, dass vun deene fräiwëllege Pompjeeën der fréier zum Deel d'Cheffe

waren vun deenen, déi elo professionell Pompjeeën sinn. An ech mengen, do muss een, einfach aus dem Respekt an och der Unerkennung vum Benevolat, eng Kéier iwwert déi Duerstellung an och déi Stellung vun de fräiwëllege Pompjeeën diskutéieren, well, an dat hei huet dat bewisen, oui den Asaz vun de fräiwëllege Pompjeeën sinn esou Saache wéi dat hei net ze bewierkstellegen.

Da si mer der Meenung, dass een och muss driwwer diskutéieren, wéi dann d'Weisungsgewalt ass vum CGDIS respektiv vun de Buergermeeschteren. Dir wësst, dass, wéi dat Gesetz 2018 ausgeschafft ginn ass iwwert de CGDIS, laang Diskussiounen waren: Wien huet d'Weisungsgewalt? A wien dréit déi Responsabilitéit? Ech hunn dat an den Travaux préparatoires nogekuckt, do gëtt et, ech soen, zwou bis dräi Säiten iwwert d'Diskussioun vun der Responsabilitéit, déi och déi lokal Verantwortlech droen. Do sinn Amendementer gemaach ginn. An de Kommentar passt net méi esou richtig op dat, wat herno an dem Gesetz definitiv zréckbehalde gouf.

Ech mengen, do ass dréngend Klärungsbedarf, well wann d'Kand bis eng Kéier am Pëtz läit, da wësst Der, da fänken déi Diskussiounen un. An et ass dann oft méi einfach, d'Responsabilitéit bei d'lokal Responsabel sichen ze goen, fir dass een da säi Schued do geltend mécht.

An dann, dat muss ech och soen, d'Aufgabegebitt vun dem CGDIS, dat mer engersäits am Gesetz stoen hunn an anerersäits, wéi et an der Praxis applizéiert gëtt, dat muss ee kucken. A wann ee seet: D'Gemengen hunn déi an déi Aufgaben, déi een hinnen no engem Brand, no enger Katastroph nach oerleert, jo, da muss een de Gemengen, a besonnesch deene klunge Gemengen am ländleche Raum, och déi Méiglechkeete ginn, fir deenen Aufgabe kënnen nozekommen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

En drëtten Punkt, Här President, dat ass dee vun der Behiewung vun de Schied. An engem Communiqué vun der ACA, deen am Juli schonns erausgaangen ass, do waren déi Schied op 120 Milliounen Euro chiffriert. Ech mengen, si sinn elo weesentlech méi héich. An eenzel Pressemeldungen, och vun der ACA, déi soen, dass et eigentlech onweigerlech ass, dass an der nächster Zäit déi Primmen - dat si jo dann d'Primme fir d'Hausversicherungen - wäerten an d'Luucht goen. Duerfir kann een net einfach soen: „D'Assurancë bezuelen!“ Well ech mengen, dat ass och um Niveau vun den Assurancen, an ech weess net, ob d'Leit dat all wëssen, wa se hir Policë kucke vun den eenzelnen Assurancen, wéi wäit déi Couverture spillt. Wann een an engem Iwwerschwemmungsgebitt läit, da sinn déi Assurancë plafonéiert, mengen Informatiounen no, op 20.000 Euro. 20.000 Euro! Dat ass net vill. Dat ass net vill!

Elo stellt sech jo dann nach déi Fro, well mer dat awer aus der Praxis héieren, dass opgrond vun deenen Iwwerschwemmungen déi Zone d'inondationë méi breet gemaach ginn, soudass et och méiglech ass, dass Haiser, déi à ce stade net an engem Iwwerschwemmungsgebitt sinn, sech vläicht an nächster Zukunft an engem Iwwerschwemmungsgebitt befannen, zumindest esou ausgewise sinn. Spillt dann nach déi al Haftungsflucht, déi se haten, oder falen déi Leit dann, och vläicht zum Deel onwëssend, herno op déi 20.000 Euro Maximalindemnisatioun? Well ech mengen net, dass all Bierger éischters emol dat weess, an zweetens mol, loosst eis dat selwer éierlech soen: Ech mengen, et ass net all Bierger, deen op d'Gemeng kucke geet, wann e Stréch vun enger Zone d'inondation geännert gëtt. Ech weess awer net, wéi een de Leit dat do eenzel bäibréngt.

Da sinn och vill al Haiser, déi do sinn, déi kënnen net déi Schutzmoosnamen einfach elo un déi Haiser ubréngen.

Da stellt sech d'Fro vun de Versécherunge vun de Betriber. Wéi wäit spillen do déi Plaffongen? Da stellt sech awer och d'Fro vun der Informatioun vun de Leit a virun allem vun den eenzelne Gidder, déi d'Leit hunn. Well et kann ee jo net einfach soen: „Jo, da musst Der Äre Keller deementsprechend adaptéieren“, vun Haiser, déi gebaut sinn, do wësst Der, dass dat ganz fastidiéis Aarbechte sinn.

An duerfir ass meng konkret Fro op deem dote Punkt déi: Wat fir Interventiounen wëllt de Staat zousätzlech maachen? Wéi ass et mat de Retarde bei der Ausbezuelung vun deene Schied, déi net duerch d'Assurancë couvriert sinn? A sinn déi Sue budgetiséiert, fir dass se och kënnen seier ausbezuelen ginn? Well et kann een de Leit soen: „Jo, et ass alles gutt gaangen, et ass keen ëm d'Liewe komm“, mee Dir wësst och, dass dat bei de Leit, wa se gréisser Depensen haten, fir hir Haiser an d'Rei ze setzen, fir déi Schied, déi hinnen entstane sinn, auszegläichen, dass dat gréisser Depensé waren, déi net onbedéngt integral vun den Assurancen ofgedeckt goufen.

An da stellt sech och an deem Sënn d'Fro vun der legaler Responsabilitéit. Wann et nämlech Versäumnisser gouf um Niveau vun effentleche Services, bon, dann ass et kloer, an dat wëssen der vill hei

bannen, dass dann och déi gesetzlech Dispositiounen spillen, wann e Service „défectueux“ fontionéiert huet.

Dee fënneften a leschte Punkt, Här President, dat ass deen, dass een am Sënn vun enger Approche elo net seet: Mir hunn en interne Rapport geschriwwen an domadder huet et sech. A fir de Rescht, on passe à l'ordre du jour. Do hate mer schonns ganz am Ufank d'Fro opgeworf, an net nëmmen d'CSV, mee déi véier Oppositionsparteien, fir en onofhängege Rapport ze kréien, deen all déi Aspekter géif belichten: vun den Alerten; vun de Wiederwarnungen; vun de Warnunge vun der Populatioun; vun de Warnungen, déi un déi eenzel Gemenge gaange sinn; vun der Fro vun dem Zesummeschaffe vun dem CGDIS an den eenzelne Gemengen; vun der Fro vun der Responsabilitéit vun deene jeeweilegen Acteuren, wann eng Kris do ass an och vun der Fro vun den Indemnisationen vun den eenzelne Bierger. Dat heescht, d'Interventionen, déi souwuel geschitt si vun de Versécherungsgesellschaft wéi och doriwwer eraus vun dem Staat.

A fir dat alles objektiv ze klären, si mer eigentlech der Meenung, d'CSV, d'ADR, déi Lénk an d'Piraten, dass esou en onofhängege Rapport sollt gemaach ginn. Dat heescht, net fir Responsabilitéiten zouzeweisen, mee dat heescht, dass ee vu bausse belicht, wat geklappt huet a wat manner gutt geklappt huet. A mir bedauern et eigentlech, dass mer elo zwee an en hallwe Mount duerno erëm mussen eng Motioun virleeën, déi vun 29 Deputéierten da gedroen ass, fir dat do ze froen. Wéi et iwwerengs och an anere Länner geschitt ass, mir hunn dat gesinn an der Wallonie, mir haten dat och invoquéiert, wou en onofhängege Rapport geholl ginn ass, fir déi eenzel Aspekter ze belichten. Dat ass déi Fro an och déi Fuerderung un d'Regierung, déi déi 29 Deputéiert vun der Opposition wëllen hei nach eng Kéier stellen.

An duerfir erlaben ech mer, dem President och déi Motioun nach eng Kéier ze iwwerreechen, an da soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que les habitants de certaines régions du Grand-Duché ont été fortement touchés par les intempéries voire les inondations du 14 et 15 juillet derniers ;*

- *notant que le Gouvernement affirme avoir bien géré la situation et avoir informé les citoyens dans un délai approprié ;*

- *considérant que les divers avertissements n'ont pas atteint l'entièreté de la population concernée à temps ;*

- *constatant que l'application mobile « GouvAlert » a fait preuve de défaillances lors de la gestion des inondations ;*

- *considérant que bon nombre de questions se posent au niveau du flux d'informations entre le Gouvernement et les communes, les services de secours et la population ;*

- *considérant que durant la nuit du 14 au 15 juillet, le Gouvernement a fait déclencher le Plan d'intervention d'urgence en cas d'intempéries au lieu du Plan d'intervention d'urgence en cas d'inondations ;*

- *considérant que, d'après des experts cités dans des articles de presse, le système européen d'alerte aux inondations aurait déjà mis en garde contre la probabilité d'inondations le vendredi 9 juillet ;*

- *vu le « rapport relatif à la gestion de crise dans le cadre des intempéries du 14 et 15 juillet 2021 depuis la phase de préalerte » réalisé sur base de contributions du Ministère de l'Intérieur, du Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN), du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE), de l'Administration de la navigation aérienne/MeteoLux, de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Armée luxembourgeoise, de la Police grand-ducale, du Commissaire du Gouvernement à l'énergie et de la société CREOS SA ;*

- *constatant que le rapport susmentionné s'avère incomplet au niveau de la chronologie et de la gestion, invite le Gouvernement*

- *à commanditer une étude indépendante externe avec comme objet principal l'analyse et l'évaluation du flux d'informations depuis les premiers indicateurs du risque d'intempéries importantes et durant les inondations du 14 et 15 juillet 2021 ainsi que les causes, les origines d'éventuels manquements tout comme les moyens pour y remédier à l'avenir. Cette étude devra comprendre comme informations-clés e. a. les points suivants :*

• *les sources d'information du Gouvernement ;*

• *la chronologie et le flux des informations entre ces sources et le Gouvernement ;*

• *la chronologie et le flux des informations entre le Gouvernement et les Communes ;*

• *la chronologie et le flux des informations entre le Gouvernement et les médias ;*

• *la chronologie et le flux des informations entre le Gouvernement et la population ;*

• *la chronologie et le flux des informations entre le Gouvernement et les responsables des services de secours ;*

• *la chronologie du déploiement des moyens pour venir au secours des citoyens par les services de secours ;*

• *les défaillances de l'application mobile « GouvAlert » lors de la gestion des inondations ;*

• *l'état d'avancement du développement d'un « Cell Broadcast System » et son rôle par rapport à l'application mobile « GouvAlert » ;*

• *les propositions d'amélioration pour remédier aux déficiences constatées.*

(s.) Gilles Roth, Myriam Cecchetti, Marc Goergen, Fernand Kartheiser, Nathalie Oberweis, Michel Wolter.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Merci och dem Här Roth.

An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. De 14. a 15. Juli wäerte mer, mengen ech, alleguerete sou bal net vergiessen. Als fréiere Berufspompjee kann ech lech soen: Dat, wat mer dese Juli zu Lëtzebuerg erlieft hunn, hunn ech a menger ganzer Karriär nach net gesinn. Déi enorm Waassermassen, déi erofkonn sinn, hunn alles iwwertraff! D'Konsequenze vun deem intensiven Dauerregen, dee bis an déi fréi Moiesstonne vum 15. Juli eragaangen ass, waren: Chaos uechtert d'ganz Land, Flëss a Baachen, déi Stroossen a Plazen iwwerschwemmt hunn, net just Kellere, mee ganz Haiser, déi bis den éischte Stack ënner Waasser stoungen, Existenzen, déi komplett zerstéiert gi sinn.

Dippech gehéiert ganz sécher net zu deene Gemengen am Land, déi am schliëmmste getraff waren, mee och mir haten eisen Deel vun deser Katastroph ofkritt. D'Gemeng Dippech war souguer méi schliëmm getraff vun engem zweeten Héichwaasser duerch e Staarkreen de 27. Juli, wéi dat bei eis de 14. respektiv de 15. Juli de Fall war. Ech erënnere mech nach ganz gutt un desen Dag

Lokal Nidderschlei vum onvirstellbaren Ausmoosse sinn op Felder a Wise gefall, deenen hir Biedem duerch dee ganz laange Regen, dee mer virdrun haten, esou volgesuckelt waren, dass des kee Waasser méi konnten ophuelen. Doduerch ass d'Waasser an der klenger Baach Tajel a kuerzer Zäit därmoosse geklommen, dass d'Baach iwwert d'Ufer getrueden ass an d'Waassermasse sech ënner anerem an enger Déifgarage vun engem Appartementshaus do niewendrun de Wee gesicht hunn.

An enger Zäit vun e puer Minutte stoung des Déifgarage komplett ënner Waasser. D'Leit, déi zu deem Zäitpunkt an der Garage waren, si komplett iwwerrascht ginn a konnte just an allerleschter Minutt gerett ginn. Et hätt net vill gefeelt a mir hättten och zu Lëtzebuerg véier Doudesaffer ze bekloer gehat. Ech hunn zanterhier mat villen Héichwaasseraffer geschwat, an ech kann lech soen: Soubal et ufänkt mat reenen, hunn des Leit erëm Angscht virun engem weideren Héichwaasser!

Här President, am Numm vun der DP-Fraktioun wëll ech op deser Plaz och nach eng Kéier dem CGDIS, der Police, der Arméi, dem Waasserwirtschaftsamt, de Gemengenaarbechter an all deene ville Leit, déi ronderëm d'Auer am Asaz waren, e ganz grouse Merci fir hir Aarbecht soen, fir hiert Engagement an hir Solidaritéit.

A Situatioun wéi dese si Solidaritéit an eng séier an onkomplizéiert Hëllef dat, wat zielt. D'Regierung huet direkt reagiert, fir kee mat sengem Misär eleng ze loossen. De Premier war nach den Dag selwer, doneschdes moies, mat senger Regierungskolleegen op der Plaz, fir sech e Bild vun der Situatioun ze maachen. Ouni ze zécken, huet d'Regierung och déi néideg finanziell Ennerstëtzung deblockéiert. Déi initial Enveloppe vu 50 Milliounen Euro gouf vum Finanzminister nach op 100 Milliounen Euro gehéicht, wéi bis kloer war, dass de Schued méi héich wier, wéi dat ugangs geduecht war.

Här President, et bleift d'Fro, wéi esou eng Naturkatastroph an Zukunft kann evitéiert ginn. Dorobber gëtt et sécherlech keng einfach Äntwert. Den Zesammenhang mam Klimawandel ass op alle Fall manifest. D'Wissenschaft warnt eis scho méi laang, dass sech d'Wiederextremer heefe wäerten an dass mer méi dacks mat esou Evenementer wéi deene vum Juli rechne mussen. Dat geet vu Staarkreen a Mëtteleuropa bis extreem Hëtzt beim Mëttelmier. Jo, de Klimawandel gëtt och an eise Breedegraden ëmmer méi spierbar. De Kampf géint de Klimawandel ass dowéinst déi iewescht Prioritéit. Mir mussen alles drusetzen, eis Emissiounen ze reduzéieren an d'Destabiliséierung vun eisem Klimasystem ze stoppen.

De Premier huet dat a senger Ried déi lescht Woch nach emol méi wéi daitlech ënnerstrach an och kloer gweisen, wéi dat geschéie soll. Fir déi ambitiéis Klimaschutzziler ze erreechen, ginn an deenen nächste véier Joer net manner wéi aacht Milliarden an d'Ëmsetzung vum PNEC investéiert. Ech mengen, dat weist, wéi seriö dës Regierung d'Erausfuerderunge vum Klimawandel hëlt.

Ech wëll mer allerdéngs och net ausrechnen, wat et géif kaschten, wann d'Regierung dëst net géif maachen. Dat géif eis nämlech nach vill méi deier ginn. De Klimawandel ass eng Realitéit. Mir mussen eis ëmstellen, well soss drängt de Klimawandel sech eis op. Dat géillt et, mat alle Mëttelen ze verhënnen an eis den Auswierkungen, déi mir haut schonn ze spiere kréien, unzepassen, esou gutt et geet.

Här President, et ass gutt, dass mir hei am Plenum de Point iwwert d'Krisegestioun maachen. Als DP begrëisse mer des Diskussioun ausdrécklech. Dofir dem Kolleeg Gilles Roth fir des Initiativ e ganz grouse Merci. Wann een de Krisemanagement vun enger Naturkatastroph thematiséiert, muss een ouni Zweifel iwwer Fréiwarnsystemer schwätzen, e wichtege Aspekt vun deser Diskussioun, wou nach Verbesserungspotenzial besteet.

Mir goufen do fatzeg iwwerrascht, net vum Regen u sech, mee vum Ausmooss. Kee war op dat gefaasst, wat géif kommen. Och wann een e puer Deeg am Viraus Informatiounen zu de Wiederprognosen huet, kann een net genau soen, wou déi extreem Phenomeener optrieden an a wéi engem Mooss Problemer wäerten entsto. Souguer mëttwochs am Nomëtteg war nach onkloer, wéi eng Regioun wéi schliëmm betraff géife ginn. Déi verschidde Wiederprognosen, déi virlouchen, hu keng kloer Previsioun erlaabt, wou genau d'Nidderschlei Héichwaasser géife provozéieren.

Laut der Warnung vum Mëttwoch Mëtteg vum europäeschen Héichwaasserwarnsystem EFAS, hätten d'Peegelstänn vun der Sauer géint Mëtternuecht éischt Héchststänn sollen erreechen. D'Warscheinlechkeet vun engem fënnfjärege Héichwaasser huet d'EFAS mat 50 % an d'Warscheinlechkeet vun engem 20-järege Héichwaasser mat 35 % uginn. Des Warnung, an dat muss ee kloer soen, war deemno wäit vun deem ewech, wat owes agetrueden ass.

Anerersäits huet d'Waasserwirtschaftsamt schon dënschdes, den 13. Juli eng Héichwaassermeldung fir Campingen a Chantieren erausginn. D'Phas vun der Prealerte gouf vum Waasserwirtschaftsamt mëttwochs, de 14. Juli géint Mëtteg erausginn, um 17.00 Auer dunn d'Phase d'alerte.

Am Nomëtteg vum 14. Juli goufen dunn d'Buergermeeschteren uechtert d'Land iwwer SMS gewarnt. Leider sinn des Warnungen net bei all Buergermeeschter ukomm. Des Weideren hu vill Leit an och politesch Gemengeresponsabel, souguer nodeems d'Waasserwirtschaftsamt d'Alerte rouge ausgeruff hat an de CGDIS déi Regiounen, wou den HQ100 iwwerschritt kéint sinn, zousätzlech an Alarmbereitschaft gesat hat, net du gegleef, dass et zu enger gréisserer Naturkatastroph kéint kommen.

Uechtert d'ganz Land gouf festgestallt, dass vill Leit d'Alerte vu MeteoLux net wierklech seriö geholl hunn an dass laang kee richteg Bewusstsein do war, wat d'Alerte rouge bedeit a wéi ee sech sollt verhalten. Hei muss mir d'Leit an Zukunft nach méi sensibiliséieren. De CGDIS bitt haut scho Coursen un, an deenen d'Leit gewise kréien, wéi se sech a Geforesituatiounen verhalte sollen. Nieft zum Beispill dem Émgang mat engem Feierlāscher an der Preventioun vun Accidenter am Alldag geet et an deene Coursen effektiv och drëm: Wéi reagéieren ech, wann eng Urgence ass, wann en Noutfall ass? Wichteg wier, verstärkt Reklamm fir dese Cours ze maachen, well ech mengen, dass vill Leit net doriwwer Bescheid wëssen.

Mee egal, wéi vill Leit an dee Cours géife goen, am Eeschtfall selwer misst een déi wichtegst Reegelen, wéi ee sech während enger Katastroph verhalte soll, nach eng Kéier proaktiv no bausse kommunizéieren, an dëst souwuel iwwert déi traditionell wéi och iwwert déi sozial Media verbreedden a permanent widderhuelen.

Wat d'Gemengen ugeet, ass et keng grouss Iwwerraschung, dass déi Gemengen, déi Erfahrung mat Héichwaasser haten, méi séier reagiert hu wéi vläicht Gemengen, déi bis elo manner mat esou Problemer konfrontéiert waren. Dowéinst wier et interessant, fir an Zukunft zum Beispill och Formatiounen fir Gemengeresponsabel, de Buergermeeschter an de Schäfte, unzebidden, wéi ee mat esou Situatiounen an an esou Situatiounen ëmzegoen huet.

Här President, mam Bléck op zukünftige Héichwaassermeldunge sinn d'Gemengen awer och gefuerdert, hir intern Prozeduren ze iwwerdenken an unzepassen a preventiv Moosnamen ze ergräifen. Wou si sensibel Punkten? Wou kënnen Leit vum Waasser agespaart ginn? Op wéi enge strateegesche Plaze mussen éischt Sandsäck higeluecht ginn?

Wat d'Preventioun zum Beispill ugeet, weess ech vu ville Gemengen, déi Studien an Optrag ginn hunn, fir

eng genau Analys vun den aktuelle Schwaachpunkten duerchzuführen, e prezise Risk Assessment, notamment a Bezuch op Staarkreen. Dëst mam Zil, fir an Zukunft bei änlechen Naturkatastrophen de Risiko vu Schued u Mënsch a Material esou kleng wéi méiglech ze halen.

Des Weideren, wat d'Preventioun ugeet, ass den Objektschutz kuerzfristeg gesinn enorm wichtig. Zu Garnech an zu Dippech kritt een zum Beispill Subsiden, wann ee säin Haus géint Iwwerschwemmungen ofsécher. Hei géillt et och an deenen nächste Méint, Efforten ze maachen, fir dass ee preparéiert ass, wann d'Waasser déi nächste Kéier kënn. Dozou gehéiert och d'Opstocke vu Schutzmaterial wéi zum Beispill Sandsäck. Wichtig ass hei besonnesch déi regional Zesummenaarbecht tëscht verschidde Gemengen, fir dass d'Material séier do agesat ka ginn, wou et gebraucht gëtt.

Op nationalem Niveau schafft d'Regierung de Moment engersäits un engem neien Héichwaasser-Risikoplant, deen d'Moosnamen an de Beräicher Vermeidung, Schutz, Preventioun an Iwwerwachung vu Risiken ëmfaasst. Anerersäits ass a rezenter Vergaangenheet och den zweete Plan d'action de la gestion des risques d'inondation presentéiert ginn, iwwert deen d'Gemengen de Moment jo och hir Avise kënnen ofginn. Et handelt sech heibäi ëm nei Héichwaasserkaarte vum HQ50 an HQ100, wou d'Topografie op 3 Zentimeter genau ka berechent ginn.

Ech wëll op deser Plaz awer net ze vill op d'Preventioun am Beräich vun der Ëmwelt a méi spezifesch de Waasserverleef agoen, mat deser enorm wichtiger Thematik wäert sech en Donneschdeg mäi gudde Kolleeg, de Gusty Graas, a senger Interpellatioun hei am Haus am Detail beschäftegen.

Här President, e weidere wichtege Aspekt am Krisemanagement vun enger Naturkatastroph ass d'Kommunikatioun. Als DP si mer der Meenung, dass fir eng optimal Krisegestioun engersäits déi intern Kommunikatioun ënner de verschidde Acteuren an anerersäits d'Kommunikatioun mat der Bevëlkerung muss verbessert ginn.

Bei esou enger Krisesituatioun wéi deser geet et virun allem drëm, de betraffenen Deel vun der Bevëlkerung esou séier wéi méiglech ze warnen. Do huet d'GouvAlert-App leider net esou fonctionéiert, wéi se hätt sollen: éischstens, well d'Warnung ganzer aacht Stonnen no der Alerte rouge vu MeteoLux an der SMS, déi de CGDIS un d'Buergermeeschtere geschéckt huet, eréischt verschéckt gouf an, zweetens, well just wéineg Leit des Warnung tatsächlech kritt hunn, well eeben net vill Leit oder just e klenge Brochdeel vun der Populatioun déi App och tatsächlech erofgelueden huet.

Dëst ass och net déi éischte Kéier, dass d'Effektivitéit vun deser App, déi 2018 lancéiert gouf, a Fro gestallt gëtt. Schon ufanks 2020 während den Iwwerschwemmungen am Oste vum Land goufe sech déi selwecht Fro gestallt.

Mir sinn der Meenung, dass de Staat seng offiziell Krisekommunikatioun net kann op der Unnam baséieren, dass genuch Leit d'App erofgelueden hunn. Nee, de Staat muss derfir suergen, dass all Bierger, dee betraff ass, erreecht ka ginn, egal wou e wunnt a wat e mécht. An dowéinst denke mir, dass an Zukunft iwwer all méiglech verschidde Kanäl Warnungen un d'Bierger ausgoe sollen, ouni dass ee muss d'GouvAlert-App um Smartphone installéiert hunn.

E wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung ass an deem Sënn de Service Cell Broadcast, dee rezent vun der Regierung ugekënnegt gouf. Fir dese Service, mat deem Messagen un all errechbar Handyen an enger bestëmmter Regioun verschéckt ginn, ass keng Umeldung néideg.

Här President, wéi d'Peegele geklomme sinn, hu mir gesinn, wat fir eng wichteg Roll déi traditionell Media gespillt hunn. Sief et iwwer Radio, Tëlee oder den Internet - déi verschidde Presseorganer hu mat hire Livereportagen den Eeschtfall vun der Situatioun duergeluecht. Vill Leit si sech eréischt no dese Biller dem Ausmooss vun deser Katastroph bewosst ginn an hunn hir Precautiounen getraff. An dat obwuel d'Alerte rouge jo scho méi laang dobausse war.

Trotzdem sollt des Zesummenaarbecht weider verdéift ginn. Ech denken do zum Beispill un e Live-ticker, wou d'Leit ronderëm d'Auer gewuer ginn, wéi d'Situatioun ass, wéi déi rezente Entwécklung sinn a wat déi aktuell Previsiounen soen. Iwwert dese Wee kéint een d'Leit och informéieren, wéi se sech dann am Katastrophfall och am beschten ze verhalten hunn.

Net ze vergiessen sinn an deem Zesammenhang natierlech och déi sozial Medien, déi hautdesdaags op d'mannst gradesou eng wichteg Roll spille fir d'Diffusioun vun Informatiounen wéi déi traditionell. Do sinn dann d'Ekippe vum zoustännege Ministère an den zoustännege Verwaltungenge gefrot, déi offiziell Kommunikatioun och op Facebook, Twitter an esou weider ze assuréieren.

Wa mer vu Kommunikatioun schwätzen a vu Wiederwarnungen, da muss mer natierlech och kuerz op d'Roll vun de Wiederstationen agoen. Ouni Zweifel sinn dës essenziell Acteuren an der ganzer Krisegestaltung. An dowéinst ass et hei extra wichteg, dass den Informationsfluss séier an effikass fléisst.

D'Tatsaach, dass mer mat der MeteoLux, der ASTA an dem Waasserwirtschaftsamt dräi verschidde Bedreier vu Meteorstationen hunn, werft natierlech d'Fro op, ob dat net vun Nodeel ass, wann hei net mat enger Stëmm geschwat gëtt. D'Fro misst dowéinst erlaabt sinn, ob et net méi effikass wier, wann déi dräi Bedreier regroupéiert wieren, zum Beispill an engem Établissement public. Dëst mat der Iddi, fir eng besser Koordination vun de Previsiounen ze erméiglechen a fir déi grouss Unzuel u meteorologeschen Donnéeën besser kënnen ze verschaffen.

Ee leschte Punkt, deen ech am Kontext vun der Kommunikatioun nach kuerz opwerfe wëll: Misst ee sech net eventuell och d'Fro stellen, ob et net Sënn géif maachen, d'Gemengsirenen an Zukunft an esou Situatiounen anzusetzen?

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Max Hahn (DP).** - Am Moment si se natierlech an éischter Linn dofir do, am Fall vun enger nuklearer Katastroph ze warnen. Mee d'Fro ass awer net onberechtigt, ob een d'Sirenen net och fir aner Katastrophfäll kéint notzen.

Dat wier natierlech besonnesch nuets sënnvoll, wa kee méi de Radio lauschert oder d'Télee kuckt. D'Sirenen héiert een op alle Fall och an der Nuecht während dem Schlof. Et gëtt ee wakreg an et weess een op d'mannst, dass eppes net stëmmt.

Wann ech mech richteg erënneren, hat d'Madamm Inneminestesch och eng Ouverture an déi Richtung gemaach. Vlächert ka si eis jo méi Informatiounen dozou ginn.

Här President, ech hunn elo e puer Pisten opgewisen, wou et nach Verbesserungspotenzial gëtt. Gläichzäitig wëll ech awer och betounen, dass den Asaz vun de verschiddene Moyenen, déi ech elo grad ugeschwat hunn, wueliwuerleucht muss sinn an nënnen an enger wierklecher Noutsituatioun ka geschéien. Wann nämlech bis dräimol Falschalarm war, bei der véierter kéier reagéieren d'Leit net méi. An dat ass och nëmmen normal.

Här President, ech wëll als Lescht awer och op de CGDIS agoen. Viru gutt dräi Joer hu mer d'Reform vun Rettungswiesen unnam gestëmmt, fir esou de Lëtzebuurger Rettungsdéngscht fit fir d'Zukunft ze maachen. Ech erënnere mech nach ganz gutt, dass ech ganz besonnesch houfreg war, hei an der Chamber eng nei Ära vun der Geschicht zum Lëtzebuurger Rettungswiese mat agelaut ze hunn. Eng nei Ära - an dat war vun Ufank u gewosst -, fir déi nieft enger Schëpp Gedold och déi néideg finanziell Mëttele missten opbruecht ginn, fir landeswäit e performante Rettungsservice kënnen ze garantéieren.

Et ass wuel legitim, dass no enger Naturkatastroph och d'Reaktioun vun CGDIS beliicht gëtt. Ech wëll lech awer och soen, dass ech mer guer net wëll ausdenken, wat geschitt wier de 14. a 15. Juli, wou mer am ganze Land mat enormen Iwwerschwingunge konfrontéiert waren, wa mer de CGDIS net gehat hätten. Wa mer nach déi eenzel Zentere gehat hätten, déi deelweis op sech selwer gestallt waren a mir hätte keng iwwergeuerdet Kommunikatiounschaîne a Kommandochnaîne gehat. Ech wëll guer net wëssen, wat dann hei passéiert wier.

Et dierf een net vergiessen: Et huet sech em eng Naturkatastroph gehandelt, wéi de Grand-Duché se an deem Ausmooss sécherlech nach net kann huet. De CGDIS huet ënnert dese schwierigen Ëmstänn säi Bescht gemaach, fir iwwerall do ze hëllefen, wou e gebraucht gouf.

Et ass virop dréms gaangen, Mënscheliwwen ze schützen. Wann hei gesot gëtt, dass zu engem gewëssene Moment verschidde fräiwëlleg oder haaptberufflech Pompjeeën mat Kellerausompelen opgehal hätten, da läit dat dorun, well et do awer eng Prioritéit gëtt. An dat ass d'Mënscherrettung! An do muss een, wann een de Kommando huet, awer ofweien, wou een da seng Leit, déi een zur Disposition huet, wëllt asetzen. An do ass de Choix awer relativ séier gemaach. Et dierf ee sech d'Saach dann awer net ze einfach maachen an et muss een dat Ganzt awer global gesinn. Wéi gesot, mir haten do eng Ausnamesituatioun, an dës, wéi gesot, am ganze Land.

Fakt ass, dass an esou Situatiounen ni genuch Hänn do sinn, fir mat unzepak. An zu där Melancholie, déi deelweis opkënnst vu „fréier hunn déi fräiwëlleg Pompjeeën nach méi gehollef“, wat virun hei ugeklungen ass, wëll ech soen, dass mer haut an enger anerer Zäit sinn. Mir hunn déi Reform vun Rettungswiese virun dräi Joer jo net vu Muttergemaach. Mir hunn déi gemaach, well dat war eng Reaktioun op e Manktum u Fräiwëllegen, déi sech am Rettungswiesen engagéieren. Dofir ass de CGDIS hei gegrennt ginn! Well mer net méi genuch Fräiwëlleger haten, déi dat gemaach hunn.

A fir deenen elo Virwërf ze maachen, dass se eventuell net herno bei den Opraumarbechte gehollef hunn - ech wëll lech soen: Dat ass guer net deenen hir Aufgab! Déi sinn do, fir eis ze hëllefen, wa mer an Noutsituatiounen sinn. A wann herno enzwousch muss operéiert ginn a gebotzt ginn an déi Leit, déi och nach hir normal Aarbecht niewebäi hunn, soen dann: „Hei, ech zéie mech elo zréck, ech muss vlächert muer erëm schaffe goen“ oder wat och ëmmer „ech si midd“, ma dann ass dat hiert gutt Recht! Da muss ee kucken, dass een dat anerwärtig organiséiert kritt.

Här President, nieft de Verbesserungsvirschléi, wat d'Krisemanagement am Fall vun enger Naturkatastroph ugeet, ass et mir wichteg, zum Schluss vu menger Ried op déi iwwerwältigend Solidaritéit uechert d'Lëtzebuurger Land ze schwätzen ze kommen. Et war beandrockend, wat fir eng grouss Solidaritéitswell d'Lëtzebuurger Land nom Héichwaasser kann huet.

Nieft ville private Benevollen, sief dat Kolleegen, Familljememberen, Noperen oder Leit, déi ee bis dato guer net kann huet, hunn och vill Gemengen uechert d'Land hir Ënnerstützung iwwer en Don oder a Form vun Aarbechter, Fierpark oder Material zougeséiert. Mir sinn e solidarescht Land, an deem een deem aneren hëlleft! Wann et drop ukënn, hale mir zesammen. Dat mécht eis zesumme staark, grad a besonnesch an Noutfallsituatiounen.

Här President, fir eng jett betraffe Leit bleiwen nach vill Andréck ze verschaffen! Dat brauch Zäit. D'Opraumarbechte si bei Wäitem nach net all ofgeschloss. Dës Naturkatastroph wäert nach laang hir Spueren hannerloossen. Elo ass et wichteg, no vir ze kucken, aus Feeler ze léieren, Prozeduren ze iwwerdenken an unzepassen, preventiv Moosnamen ze ënnerhuelen a Léisungen ze sichen!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Hahn. An nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Dir hutt d'Wuert, Här Biancalana.

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir wësst, hu mir dës Woch zwou Interpellatiounen um Ordre du jour, déi sech mat ënnerschiddlechen Aspekter zum Héichwaasser vu Mëtt Juli befaassen. Dem Gilles Roth seng Interpellatioun vun haut leet jo dann de Schwéierpunkt op d'Evaluatioun vun der Krisegestaltung vu Mëtt Juli an op d'Léieren, déi mer doraus zéie kënnen. Dat ass e wichtegen Aspekt vun der Krisenoprschaffung. Dëst erméiglecht deemno och, eng sachlech Approche kënnen duerzeleeën. An ech soen och dem Här Roth Merci, dës Interpellatioun ugefrot ze hunn, och wa mer als LSAP déi Perplexitéit, déi en hei duergestallt huet, net deelen.

Mir sinn eis als eens heibannen, dass Mëtt Juli eng dach aussergewéinlech Situatioun an deem Land an a ville Gemenge war an dass mer och dat erlieft hunn. Ufanks Oktober huet d'Regierung der Chamber en ausféierleche Rapport virgeluecht, dee virun allem de Verlaf vun der Krisegestaltung erkläert an och d'Chronologie vun den Ereegnesser duerstellt.

An de Rapport, dee mécht och ee ganz nützleche Rapport vun den aktuelle Prozeduren an de Missiounen vun deenen eenzelnen Acteuren an enger Krisesituatioun. An deemno gëtt en och detailléiert Informatiounen dozou, wie wéini informéiert gouf an och aktiv gouf. De Rapport zitt och éischt Konklusiounen, wou d'Regierung sechs Pisten - sechs Pisten! - opzeechent, déi sech aus der interner Evaluatioun erginn an déi bis elo gemaach goufen an och weider effektiv ausgeschafft ginn.

D'Chamber wëllt an dee Prozess matagebonne ginn. Mir mussen dermat rechnen, dass mer an Zukunft méi oft mat extreeme Wiederphenomeener an de Konsequenzen dovun konfrontéiert ginn. Dat bedeit, dass zum Deel anescht geplangt muss ginn, dass mer zousätzlech preventiv Mesurë mussen huelen op där enger oder anerer Plaz eventuell, oder méi oder manner Ressourcen och gebraucht ginn.

D'Chamber muss, genau wéi d'Regierung, kënnen hir Konklusiounen aus der Krisegestaltung vun Juli zéien, fir en connaissance de cause zukünfteg Decisiounen ze treffen.

D'Fro steet am Raum, ob eng extern Evaluatioun, a si ass hei effektiv vun der Oppositioun gefrot ginn, vun der Krisegestaltung muss gemaach ginn, ob déi Aarbecht, déi d'Ministère an déi betraffe Servicer bis elo gemaach hunn an nach maache wäerten, duergoet. Méi wichteg schéngt mir zu deemem Zäitpunkt ze sinn, ze klären, ob et Froe gëtt, op déi mir nach keng Äntwert hunn.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Generell muss ee jo soen, dass dës Héichwaasserkatastroph mat villen Asätz, mat ville Ressourcë geréiert gouf. Zum Gléck si keng Persoune schwéier verletzt ginn oder gestuerwen. Jidderee konnt matzäit evaquéiert ginn. Et ass net ee gréisere Schued entstanen, well en zougewisent Feel-

verhale stattfonnt huet. Au contraire, obwuel dës Héichwaasserkatastroph Ausmoossen hat, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg nach ni kann hunn, wa iwwerall déi néideg Hëllef op der Plaz.

Ech wëllt dat hei wierklech ënnersträchen an all deenen, déi all déi Deeg deen enormen Asaz duergeluecht hunn, geschafft hunn, e ganz grouss Merci soen. U gelieferter Solidaritéit tëschent de Bierger an tëschent de Gemengen huet et net gefeelt. A vill Gemengen hunn d'ailleurs och hiert Personal fir Raum- a Botzmaarbechten a Material zur Verfügung gestallt. Dat ass och gutt esou. Dat war e kollektiven Effort, dee mer hei am Land gemeeschtert hunn, zesammen.

Wa mer hei awer dervu schwätzen, dass d'Krisegestaltung muss evaluéiert ginn, da geet et kloer net dorëm, fir d'Efforten, déi an der Kris gemaach goufen, ze relativéieren oder iergendwellech Scholdzouweisungen ze maachen. Mir wëlle keng Politiséierung vun deem Prozess, mee eng sachlech Analys effektiv duerleeën.

Mir wëssen all, dass et tëscht engem Plang an der Realitéit natierlech Ënnerscheider gëtt. Dat géllt och ëmsou méi an enger Krisesituatioun, wou ee villes net ka virusgesinn. Et mussen also eng ganz Rei Decisiounen geholl ginn, vun deenen een de Moment selwer net sécher ka sinn, dass et déi beschméiglech sinn. Et gëtt esou eng Riedensart, dass een am Nachhinein ëmmer méi schlau ass. Meeschtens ass dat en negative Kommentar fir Leit, déi herno alles besser wëlle gewosst hunn.

Et ass awer richteg, dass ee réckbléckend villes besser aschätze kann. Et ass méi wéi pertinent an och néideg, fir nach emol genee ze kucken, wéi alles ofgelaf ass, wann et net dorëms geet, Eenzelne Virwërf kënnen ze maachen, mee dorëms, aus deenen Erfarungen ze léieren, fir et an Zukunft besser ze maachen.

Natierlech gouf et gréisser Schied bei Familljenhaiser, bei Gemengeninfrastrukturen. D'Decisioun vun der Regierung fir à ce stade, nodeems se och selwer op der Plaz war, 100 Milliounen ze deblöckieren, ass deemno och begréissenswäert.

Wat muss also elo geschéien? All implizéierten Acteur muss fir sech eng Analys maachen - a si ass och schonn deelweis gemaach ginn -, wat gutt a wat manner gutt gelaf ass. Wann ech de Rapport vun Ministère liesen, schéngt dat jo gréisstendeels awer geschitt ze sinn. Et gouf jo och zënter Mëtt Juli ganz vill parlamentaresch Ufroen zu deenen eenzelnen Aspekter, déi och all beäntwert goufen.

Dat fänkt bei MeteoLux un. Hätt dese Service éischter, méi prezis Informatiounen kënnen hunn? Ass déi Zesummenaarbecht mat anere Servicer optimal verlaf? Gëtt et Verbesserungspotenzial bei de Wiederprevisiounen, wa mer der Recherche méi Moyenen zur Verfügung stellen?

Änlech Froe muss sech d'Waasserwirtschaftsamt stellen. An ech si sécher, dass se dat och gemaach hunn. D'Héichwaassersituatioun vun Juli gëtt hei vill nei Donnéeën, déi muss verschafft ginn a fir zukünfteg Pläng berecksiichtegt ginn. Do gëtt et sécher effektiv bei dem Héichwaassersrisikomanagement Pläng, déi ausgeschafft ginn, och natierlech Material.

Ech wëll awer haut net weider drop agoen, well en Donneschdeg jo och d'Geleeënheet ass, fir am Detail op déi Héichwaasserproblematik anzegoen.

De CGDIS ass ganz vill sollicitéiert ginn, war permanent am Asaz an huet sech natierlech och gutt opgestallt. An de PNOs ass jo natierlech och en zousätzlech Instrument, fir effektiv esou Katastroph ze meeschten. Zur Evaluatioun vun de Rettungsdéngschter zielt natierlech och d'Zesummenaarbecht mat der Police a mat der Armée.

Här President, dee gréissten Challenge an engem Katastrophzenario vun nationaler Envergure ass ouni Zweifel d'Koordinatioun vun allen Acteuren an d'Kommunikatioun souwuel tëschent den Acteure wéi och mam Public. D'Kommunikatioun - intern an extern - an enger Krisesituatioun ass eppes anescht wéi eng offiziell Kommunikatioun a ganz normalen Zäiten an dat muss och anescht ugepaakt ginn.

A grad an deem Beräich huet d'Regierung Schwaachstellen opgedeckt. Véier vun deene sechs Punkten, wou d'Regierung an Aarbechtsgruppe schaffe wëllt, fir an Zukunft besser preparéiert ze sinn, betreffen och de Volet vun der Krisekommunikatioun. Op den Haut-Commissariat à la protection nationale kënnst hei e besonnesche Rôle zou. Hien ass do de Pivot, éier d'Cellule de crise d'Leedung iwwerhëlt.

De System vun der Alert muss natierlech iwwerducht ginn. Wie muss wat fir e Message zu wat fir engem Zäitpunkt och kréien? Wie gëtt dës Message eraus? Iwwer wéi eng Kanal? Wat fir Recommendationen begleeden dës Message?

Fir d'LSAP sinn dat am Fong Saachen, déi een och am Virus ka preparéieren, soudass se am Fall vun enger Kris nëmme mussen opgeruff ginn. An der Praxis schéngt dat net ëmmer optimal funktionéiert

ze hunn. Hei muss nogebessert ginn. Dësem Constat ass sech dës Regierung och bewosst.

E wichtege Punkt ass awer och d'Zesummenaarbecht mat de Gemengeverantwortlechen. Contrairement, wéi dat hei emol duergestallt gouf, huet dat mat ganz ville Gemenge ganz gutt um Niveau vun der Kommunikatioun geklappt. Fir déi Gemeng, déi mir méi no steet, kann ech dat op alle Fall behaupten. An ech hunn nach aner Echoen aus anere Gemengen deemtspriechend och kritt.

D'Buergermeeschtere kënnen natierlech de CGDIS requéieren. Mir wëssen awer och, dass bei nationale Katastrophen, wou flächendeckend Ressourcë muss mobiliséiert ginn, dann d'Uweisung vum Ministère Prioritéit hunn. An do ass den Artikel 72, dee vum CGDIS-Gesetz gezu gëtt.

D'Zesummenaarbecht mam Syvicol muss natierlech och gekuckt ginn, fir effektiv op deem dote Punkt vun der Kommunikatioun an och vun der Sensibiliséierung ze schaffen, fir d'Gemenge besser matanzebannen. Do stellt sech dann natierlech och d'Fro vun der Kompetenzopdeeling.

Op alle Fall muss jidderee seng Plaz kennen, wann et dorëms geet, eng Kris ze geréieren. Dat géllt besonnesch bei Naturkatastrophen, mat deenen déi Betraffe keng oder wéineg Erfarungen hunn. Héichwaasser ass per se keen neit Phenomeen, mee et waren déi kéier awer Gemenge betrafft, déi bis dohi keng Héichwaassersituatioun kann hunn. Et schéngt mer also wichteg ze sinn, d'Gemengen nach méi verstärkt an d'Gestaltung vun der Kris matanzebannen.

An dem Aarbechtsprogramm, deen d'Regierung sech ginn huet, ass och eng Iwwerprüfung vun den technesche Moyenen an de Kommunikatiounskanal dran. Dass GouvAlert net fonctionéiert huet, wéi et gebraucht gouf, ass kloer op e Feeler zréckzeféieren. An dee gouf jo gekläert.

Et stellt sech also méi generell d'Fro, wéi een d'Leit elo domat erreecht a wéi een dat kéint verbessern.

Mir begréissen op alle Fall als LSAP, dass nieft de klassesche Medien iwwer weider Méiglecheeten, wéi de Cell Broadcast oder SMS, nogeduecht gëtt, fir d'Populatioun ze errechen an och ze warnen.

Et wäert awer weiderhi Leit ginn, an dären si mer eis bewosst, déi net andauernd den Handy an der Täsche hunn oder op de soziale Medien ënnerwee sinn. Et muss dofir driwwer nogeduecht ginn, wéi mer op - géif ech soen - méi analogem Wee d'Leit errechen. Mir testen all éischte Méinden um 12.00 Auer d'Sirenen am Land fir eng nuklear Katastroph. Fréier louch alt an all Haushalt en Telefonsbuch, wou déi Nouruffnummern och ëmmer drastoungen, déi de Bierger eng Informatioun konnte ginn, mat enger Recommendation, wat ze maachen ass, wann d'Sirenen geet. Bon, déi Zäite si laang eriwuer. Et muss een awer iwwer déi dote Moyenen nach eng kéier nodenken.

Mir brauchen also Warnsystemer, déi esou opgestallt sinn, dass se d'gesamt Bevëlkerung errechen. A virun allem mussen déi Warnungen esou sinn, dass d'Leit se verstinn, dass et hinne kloer ass, wéi se sech solle verhalen a wéi se agéiere sollen. An och dat ass eng Realitéit: An engem Land, an deem esou vill verschidden Nationalitéiten zesummeliewen, muss Recommendationen och méiglechst a genuch Sproochen erausgoen. Dat verlaangt eng komplex Koordinatioun, déi et géllt, gutt virzubereeden am Virfeld.

Mir sollten awer och driwwer eraus driwwer nodenken, ob een net eng méi systematesch Opklärung a Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung maache sollt, déi sech net nëmmen op de Katastrophfall sollt limitéieren. Net jidderee mécht en Éischt-Hëllef-Cours. Sécherheitstraininge kéinten och verstärkt emol an de Schoulen an och a Betriber ugebuede ginn. Awer och elementar Verhalensreegele fir den Noutfall kéint ee méi bekannt maachen, a wann et nëmmen ass fir ze rappeléieren, wat fir eng Feeler een net dierf maachen. Et si jo oft déi selwecht Feelreaktiounen, déi effektiv Mënscheliwwen kaschten. Dëst dréit sécherlech zu enger besserer Aschätzung engersäits vun de Risikoen bei anersäits stäerkt et awer och d'Sécherheitskultur.

Här President, e leschte Punkt an de Recommendationen vun der Regierung gesäit vir, dass ee sech Krittere gëtt fir ze definéieren, wéini mir vun enger Naturkatastroph schwätzen. Doru knäppt sech natierlech dann och d'Fro vun der Ënnerstützung vun de Betraffenen, wann d'Kris a sech eriwuer ass, mee de Schued nach laang net behuewen ass.

Vu dass mir et an Zukunft warscheinlech méi oft mat Naturkatastrophen ze di kréien, déi vill Schued uriichten, muss mir eis also aneschters virbereeden, fir dass déi Geschiedegt sou schnell wéi méiglech och déi néideg Hëllef kréien. An dëst ass natierlech e ganz komplexe Prozess, fir de Schued och ze evaluéieren an ze klären, woufir d'Assurancen opkommen.

D'Solidaritéit mat den Affer vun Naturkatastrophen, déi natierlech vill Leid erlieft hunn, muss och dann

erhale bleiwen, wann d'Zuel vun esou Situatiounen zouhelt an d'Laascht, déi d'Kollektivitéit droe muss, méi grouss gëtt. An och an deem Sënn wéilt ech hei eng Motioun am Numm vun den dräi Koalitionsparteien deposéieren, wou d'Chamber d'Regierung invitiert, hir den Opdrag gëtt, un enger Rei Elementer weider ze schaffen, zesumme mat hire Servicier. An ech ginn lech se, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- la déroulement de la gestion de crise dans le contexte des intempéries et inondations qui ont frappé le pays au cours de la semaine du 12 juillet 2021 ;

- le rapport du Gouvernement relatif à la gestion de crise dans le cadre des intempéries des 14 et 15 juillet 2021 depuis la phase de préalerte et les conclusions tirées ;

- l'importance d'une communication de crise transparente, accessible et concise ;

- la crise climatique impactant directement la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes ;

- la nécessité de disposer d'un système de gestion et de communication de crise performant ;

- les travaux actuellement en cours concernant le deuxième plan de gestion des risques d'inondation,

invite le Gouvernement

- à procéder à une réflexion sur le rôle et la responsabilité des acteurs au cours de la gestion d'une crise, et particulièrement en ce qui concerne la communication ainsi que la coordination de crise à l'égard des autorités locales, des médias, des autres administrations et du grand public ;

- à analyser le rôle de la communication de crise lorsque plusieurs cellules d'évaluation sont actives et l'implication des médias ;

- à poursuivre les travaux entamés au niveau de la diversification des moyens d'alerte de la population par des canaux de communication multiples directs et indirects et à continuer l'évaluation d'autres canaux de communication complémentaires tout en prenant le retour d'expériences relatif aux intempéries des 14 et 15 juillet 2021 en compte ;

- à mener une réflexion sur l'élaboration de critères justifiant la reconnaissance de la qualité de catastrophe naturelle à un événement climatique de proportions extraordinaires ainsi que sur la procédure y associée ;

- à présenter les résultats des différentes réflexions à la Chambre des Députés, tout en y associant le secteur communal.

(s.) Dan Biancalana, François Benoy, Max Hahn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Do geet et enger-säits am éischten Invite - an ech mengen, et ass e bëssen d'Kontinuitéit och vum Rapport vun deenen zwou Kommissiounen, vun der Commission jointe, déi mer virun enger décker Woch haten -, do geet et em de Rôle an d'Responsabilitéit vun deene verschiddenen Acteuren, déi an der Gestion de crise implizéiert sinn, notament am Niveau vun der Kommunikatioun, vun der Koordinatioun, an dorém, fir zesumme mat deene verschiddenen Acteuren, sief et mat deene lokalen Autoritéiten, de Gemengen, de Medien, de staatlech Administratiounen, awer och dem Public, der Bevëlkerung, déi Reflexioun weiderzeféieren an ze preziséieren, dann awer och, fir de Rôle vun der Kommunikatioun ze analyséieren, wa verschidde Cellules d'évaluation deementspreechend och aktiv sinn, an och do d'Konnexioun mat de Medien.

Da geet et natierlech awer och em d'Weiderféierung vun der Diversifikatioun - an et gouf schon e puermol hei ugeschwat - vun deene verschidde Moyens d'alerte, déi mer mat deene verschidde Kommunikatiounskanal vis-à-vis vun eiser Bevëlkerung hunn, an och dorém ze kucken, wéi eng nei Kanal mer deementspreechend och kënnen a Beweegung setzen.

An dann ass natierlech och eng Reflektioun ze entaméieren iwwer déi Krittären, déi eis erlaben ze soen, wéini mer deementspreechend och effektiv eng Naturkatastroph hunn, a wann natierlech déi doten Aarbechte gemaach sinn, och hei an d'Chamber zrëckzekommen an och de Gemengesektor ze associéieren, fir déi néideg Resultater hei kënnen virzestellen, fir dass mer och driwwer kënnen diskutéieren. Well mir hu Vertrauen an d'Regierung an och an hir Servicier, mengen ech, déi hei am Asaz waren an déi och wäerte weider am Asaz sinn!

A falls sech unhand vun dese Resultater, vun dese konkreete Mesuren eventuell sollt erausstellen, dass eng extern Evaluatioun néideg ass, da verschléisse mer eis deem net. Mee virun allem, mengen ech, hu mir Vertrauen an d'Regierung, fir op

alle Fall déi Analys kënnen weiderzeféieren, déi se bis elo entaméiert huet.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Biancalana. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Hären, tëscht dem 14. an dem 15. Juli am Summer hate mer wierklech eng extrem Wiedersituatioun, déi bis viru Kuerzem eigentlech onvirstellbar war. D'Waasserleef sinn immens séier geklommen. Op 15 Pegelstationen hu mer déi héchst Waasserstänn, déi mer jee haten, gemooss. Op zéng Statioune goufe Joerhonnerthéichwaasser iwwerschrott. Rekorder goufe gebrach.

Glécklecherweis hate mer just materielle Schued, wann och extrem héije materielle Schued. D'Association des assureurs huet vun 125 Milliounen geschwat. Ënner dem Stréch, mengen ech, muss een awer soen, dass alles plus ou moins gutt fonctionéiert huet, grad wann een dat vergläicht mat der dramatescher Situatioun an den Nopeschlänner. Mir haten einfach och glécklecherweis kee Schwéierblesséierten hei. Mee natierlech gëtt et och Verbesserungspotenzial.

Wat mer virun allem awer feststellen, dat ass, dass d'Klimakris definitiv och hei zu Lëtzebuerg ukomm ass. Mir hunn de Klimawandel, dee wierklech zu Wiederextremer féiert. An d'Effekter ginn ëmmer méi heftig a verstärke sech an deenen nächste Joerzénkten. Am Kloertext heescht dat, dass et gutt méiglech ass, dass dat, wat mer haut als en honnertjäreg Héichwaasser gesinn, riskéiert, e 50-, 30- oder sou weider -järeg Héichwaasser an der Zukunft ze sinn.

A mir hunn an der Kommissioun och de Rapport vun der Regierung diskutéiert, dee feststellt, dass d'Warnunge vun de verschidde Verwaltungen zu deene verschidde Zäitpunkten och komm sinn, dass d'Rettungswiese wéi och d'Gemengen um Terrain gehollef hunn an hir Aarbecht gemaach hunn, quitte dass natierlech och Saachen hätte besser kënnen lafen an dass mer eis mussen verbessern.

D'Warnunge mussen besser bei de Leit ukommen, fir dass si hir Precautiounen kënnen huelen. Mir brauchen nach besser Reaktiounen an och e bessere Management um Terrain, sief et Gemenge respektiv Rettungswiesen. A mir mussen de Leit och hëllefen, mir mussen kucken, nach besser ze hëllefen.

An am Émgang mat de Konsequenze vun dieser Klimakris mussen mer eng ganz Partie Léieren och elo schonn zéien. D'extrem Wiedere wäerten an deenen nächste Joerzénkten zouhuelen a si wäerten och méi intensiv ginn. Dat heescht, d'Preventioun mussen mer nach weider verbessern, souwuel natierlech Klimaschutz maachen wéi och Klima-Adaptatioun. Mir mussen an der Krisegestioun besser ginn a mir mussen eis generell an der gesellschaftlecher Resilienz stäerken. An dorobber, mengen ech, wäerte mer en Donneschdeg nach méi agoen.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir haten den 13. an de 14. scho relativ fréi verschidde Alerten, déi erausgaange sinn, souwuel vu MeteoLux den 13. schonn, och vun der AGE den 13., dann de 14., also mëttwochs, hate mer moies fréi vu MeteoLux eng Alerte orange. Mir haten um 12.00 Auer vun dem Waasserwirtschaftsamt eng Alerte orange, wou am Fong scho kloer gesot ginn ass, dass et eng „nécessité de vigilance particulière“ gëtt. An an deem zweeten Héichwaassermeldebericht stoung och dran, dass déi nächst Meldestuf nëmmen e puer Stonnen no dem Iwwerschreide vun dieser Stuf och ze erwaarde wär. De 14. um 17.15 Auer kourm dunn d'Alerte rouge, déi eigentlech relativ daitlech ass. Déi seet, dass et e „risque de crues majeures pour une grande partie du pays“ gëtt, „provoquant des débordements susceptibles d'avoir un impact significatif sur les personnes et les biens“.

Permanent an där heiter Kris gouf et e Kontakt tëscht deene verschidde Administratiounen, och mat dem Ausland, awer och tëscht den Administratiounen heime, souwuel also dem Waasserwirtschaftsamt wéi och dem Haut-Commissariat à la protection nationale an natierlech och dem CGDIS. A mëttwochs um 17.00 Auer huet dunn och den Haut-Commissariat à la protection nationale iwwerholl.

Wat heescht dat? A mengen Aen, dass MeteoLux an och d'Waasserwirtschaftsamt hire Rôle iwwerholl hunn an en temps réel Prognosen a Warnunge gemaach hunn, déi och iwwer d'Press, Newsletteren an aner Méiglechkeete verdeelt gi sinn. Gradesou huet de CGDIS seng Aarbecht iwwerholl, fir iwwer seng Kanal ze warnen. D'Gemenge goufen och gewarnt, spéitstens da mat deem SMS um 14.00 Auer un d'Buergermeeschteren. An ech mengen och, dass d'Warnungen dofir bei der Populatioun ukomm sinn, quitte dass et Verbesserungsméiglechkeete gëtt.

Generell mengen ech, wat een och hei mierkt, dat ass, dass et am Fall vun esou Staarkreen a wann en

esou iwwerraschend kënnt, grad och fir esou ee klengen Territoire wéi Lëtzebuerg einfach immens schwéier ass, eng gutt an eng ganz prezis Previsioun ze maachen. Dat liest een och an enger ganzer Rei Presseartikelen vun Experten, dass et heiansdo fir Lëtzebuerg och schonn duergeet, dass de Wand e bëssen dréit, fir dass et ganz schwéier ass virauszugesinn, wat dann effektiv zu Lëtzebuerg passéiert. An ech mengen, dat ass jo och en Challenge, deen et gëtt - mir hunn dat de Mëtteg schonn e bëssen diskutéiert an ech ginn och méi spéit nach eng Kéier drop an -: Wann een de Leit ze vill Warnunge gëtt, da kann et am Eendeffekt kontra-produktiv ginn.

Mee an deem heite Fall mengen ech, dass matzäiten och uerdentlech gewarnt ginn ass. An dat ass op alle Fall schonn den 13. um 14.00 Auer an deem éischte Vigilancebericht gemaach ginn.

Vläicht och e kleng Verglach mat der europäescher EFAS-Meldung, déi erausgaangen ass: Déi war méi spéit, manner prezis a virun allem och eng informell Meldung, wéi et och schonn de Mëtteg ugeklongen ass oder gesot ginn ass.

Dann dee Message vun der GouvAlert. Ech mengen, et ass evident, dass deen ... En ass net ukomm. An en ass eigentlech och ze spéit erausgeschéckt ginn. A souwiso gouf et och just weéng Abonnenten do. An et gouf jo och scho festgehale an dem Rapport, dee vun der Regierung doläit, oder och a verschidde Question-parlementairen, dass een do een neie Kanal muss kréien, dee Cell Broadcasting, fir dass wierklech bei alleguerten deene Leit, déi betraff sinn, dee Message ukënnt. Dat ass wierklech dat, wat mer brauchen. An dat muss och esou séier wéi méiglech ëngesat ginn, nieft natierlech och deenen anere Méiglechkeeten, déi et gëtt: Newsletteren, Alerten, d'Medien allgemeng, d'sozial Medien a sou weider.

Bon, wat d'Zesummespill tëscht de Verwaltungen ugeet, huet dat, mengen ech, gutt fonctionéiert, wéi ech et scho gesot hunn. Spéitstens um 17.00 Auer gouf et déi Alerte rouge, wéi den Haut-Commissariat à la protection nationale iwwerholl huet. Um 22.00 Auer gouf d'Cellule de crise aktivéiert. Vläicht hätt dat och méi fréi kënnen passéieren. Ech sinn net deen, deen dat jugéiere kann, wat do de Pour et le contre ass. Mee op jidde Fall erkennt een, dass awer hei alleguerten déi wichteg Acteuren zesumme geschafft hunn, fir dass mer beschtméiglech duerch déi Situatioun hei duerchkomm sinn.

Wat d'Buergermeeschteren oder d'Gemengen ugeet: Um 14.20 Auer ass deen SMS un d'Buergermeeschtere geschéckt ginn. An ech mengen, deen ass och Synonym dofir, dass eigentlech net bei jiddwerengem de Message d'nämmlecht ukënnt. A mir hunn dat och an der Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten, gemierkt. Verschidde kruten de Message natierlech net - dat geet natierlech net! Do muss nogebeessert ginn. Anerer hunn en anescht wouergeholl. Mee et ass awer hänke bliwwen, dass grad de Claude Haagen, als e Buergermeeschter, dee sech grad an där heiter Thematik auskennt, gesot huet, dass fir hien de Message kloer war an dass onmëssverständlech war, wéi een e sollt interpretéieren. Bon, anerer konnten näischt domat ufänken oder hunn d'Urgence net erkannt.

(Brouhaha)

An an deem Sënn war d'Kommunikatioun do, mee si gouf eeben net vu jiddwerengem verstanen. An do mussen mer, mengen ech, dru schaffen. An natierlech kann et och net sinn, dass bei verschidde Buergermeeschteren déi Informatioun net ukënnt!

Eng Fro, déi een och, mengen ech, muss opwerfen ass: Spéitstens dee Moment, wou mer an enger Alerte rouge waren, mengen ech, hätt een och vläicht kënnen nach eng Kéier en SMS noschécken. Dat hätt op alle Fall och gehollef, dass de Message bei jiddwerengem ukomm wär.

(Interruption par Mme Diane Aehm)

Jo, mee eng SMS méi ... Mee Dir waart jo och hei. Ech hunn awer och matkritt - ech war och selwer an der Chamber -, ech hunn och dee Moment scho matkritt, dass de Message bei ville Leit ukomm ass. An eng Partie sinn der och dee Moment sätze bliwwen.

Mee dat war jo och guer net den Objet! Dat war och iwwerhaupt net den Objet vun deem, wat ech elo gesot hunn.

(Interruptions diverses)

Voilà. Ech maache vläicht weider mat menger Ried. Ech hunn en Artikel gelies, och vun engem Buergermeeschter, nämlech vun dem Yves Wengler, Buergermeeschter vun der Gemeng, vun der Stad lechternach, also och enger Stad mat Erfahrung, wat Héichwaasser ugeet, deen am Fong seet, an ech liese vir: « L'alerte a été tardive, mais je suis convaincu que même si on avait disposé de ces informations plus tôt, les gens ne les auraient pas forcément prises au sérieux [...]. Là, ça a dépassé tout ce qu'on a connu! On aurait été surpris de toute façon ... Moi-même je n'ai jamais pensé que l'eau

atteindrait ce niveau. J'avais l'espoir que nos mesures anticrues suffiraient. »

■ **Une voix.** - Wie wor dat?

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Den Yves Wengler vun der Gemeng lechternach.

(Interruptions)

Jo, also de Buergermeeschter. Do seet also ee Buergermeeschter, dass senger Meenung no och eng méi fréi Alert net onbedéngt eppes bruecht hätt, fir dass vill Leit et méi seriö geholl hätten. An e seet och selwer, dass hien net gemengt hätt, dass d'Waasser esou héich géif klammen.

Bon. Ech wëll dann awer och alleguerten deenen Dausende Fräiwëllegen an och Netfräiwëllege vu CGDIS, Police an Arméi, jiddwerengem, dee gehollef huet am Kader vun där heiter Kris, wierklech villmoos Merci soen. An ech mengen natierlech, dass och de CGDIS ... a beim CGDIS muss evaluéiert ginn, wat hei nach ka besser lafen, wéi een och an Zesummenaarbecht mat de Gemengen hei nach ka verschidde Prozeduren, déi oflafen, verbessern. An dat gëtt jo och gemaach.

Och en Zitat vun engem Pompjee, nämlech vun Chef vun dem CIS vun lechternach, dat ech lech awer net virenthale wollt - also och vun engem Mann, deen Erfahrung huet. Ech hunn dat heiten och am „Quotidien“ gelies, dee seet: « La population [...] ne sait pas nécessairement que l'eau peut monter à certains endroits. [...] À force d'alertes, les gens n'y prêteront plus l'attention. Il faut trouver un juste milieu, mais c'est difficile. » Also och hei e Mann vun Terrain, dee sech auskennt, dee kloer seet: „Et ass net einfach, dee richtige Balanceakt hei ze fannen.“ An awer heescht dat natierlech net, dass mer net musse kucken, dass déi Warnungen nach besser bei de Leit ukommen, quitte dass et eebe grad net einfach ass, dass d'Leit déi Message och richtig verstinn.

An dat ass eigentlech mäi Punkt: Mir mussen an Zukunft déi Risikokultur hei weiderentwéckelen, grad an deenen heiten Zäiten. An ech hunn lech jo gesot, ech mengen, mir wäerten an Zukunft nach vill méi mat esou Naturkatastrophe konfrontéiert sinn. Wéi kréie mer et also hin, dass mer déi richtig Reaktiounen hu fir d'Gemengen? Wéi kréie mer se richtig weider an d'Populatioun, dass déi verschidde Warnungen och richtig ukommen, dass déi verschidde Acteure mat deene Warnungen och eens ginn? Wat fir eng Warnung heescht wat? Wat fir eng Warnung heescht: Ech muss et elo wierklech eescht huelen? Wéini muss ech wat maachen? Wéi muss ech reagéieren? Wéi muss zesumme geschafft ginn? Wie muss wéini informéiert ginn? Dat sinn alleguerten déi Punkten.

An et geet do och natierlech em d'Bewosstsäin vun de Mënschen alleguerte par rapport zu de Katastrophen. An engem aneren Artikel hunn ech gelies, wou sech op eng Studie beruff gëtt, dass dat Bewosstsäin vu Katastrophen no siwe Joer bei de Leit erëm verschwënnt. Dat heescht also och, dass mer domadder alleguerten déi Mechanisme permanent erëm mussen opfrëschen an dass mer reegelméisseg Rappelle brauchen, an dat fir alleguerten d'Acteuren.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir waren eigentlech och, wat d'Preventioun ugeet, ganz gutt opgestallt. Wa mer nämlech eis Héichwaasserkaarte kucken, déi grad érischt virun zwee Joer, nämlech 2019, frëschgemaach gi sinn, dann huet sech dat eigentlech, wa mer kucken, wat passéiert ass, mat deene Kaarten als relativ richtig erausgestallt. An déi Kaarte konnte jo justement och vun de Rettungsdéngschter um 112 benotzt ginn, fir Prioritéite festzeleeën. Ech wëll guer net wëssen, wat gewiescht wär, wa mer déi doten Héichwaasserkaarten net gehat hätten!

Mir hunn och Staarkreenkaarten. Grad de Staarkreen ass eppes, wou mer nach vill méi mussen drop oppassen an nächster Zäit, well de Staarkreen, am Géigesaz zu dem normale Reen, och e Risiko an urbaniséierte Raim duerstellt. Net méi nëmme laanscht eng Baach ass et esou, dass mer Héichwaasser kënnen hunn, mee och op ganz villen anere Plazen. Och dat dote si Kaarten, déi een online fënnt, wou jiddweree se kucke kann. Mee ech si mer net sécher, dass déi Informatioun bei jiddwerengem ukomm ass.

Dann hu mer am Moment Diskussiounen ronderëm deene zweeten Héichwaasserrisiko-Managementplang, wou et eebe justement och drëm geet: Wéi informéiere mer d'Bierger, par rapport zu besteende Risiken? Wéi gi mer domat em? An do gëtt et am Fong eng ganz Rei Outillen dran, fir d'Gemengen, fir d'Bierger a sou weider. An et geet elo drëm fir ze kucken, wéi mer déi Informatioun bei d'Bierger, bei d'Leit kréien. Wéi kréie mer déi Informatiounen vulgariséiert? Wéi kréie mer den Informatiounsfloss verbessert a sou weider?

Inondations.lu: e Site, wou een och alleguerten déi Héichwaasserinformatiounen drop fënnt. Eng Rei Acteure vun Terrain hu gesot, si hätten d'Gefill gehat, dass déi Informatiounen och net bei de Leit

a bei all den Autoritéiten ukomm wären. Da mussen mer dorunner schaffen!

Awer gradesou gutt och sech d'Fro stellen ... Wa mer méi Plazen hunn, wou mer an Zukunft Iwwerschwemmunge wäerten hunn, mussen mer eis natierlech och d'Fro stellen: Wéi kréie mer et hin, dass mer net méi iwwerall kënnen bauen? Stéchuert: Bauen an anescht bauen. Stéchuert also: Wéi passe mer eis Bautreglementer, eis PAgen a sou weider un, fir och an Zukunft hei méi resilient ze ginn. Wéi komme mer besser virun an engem infrastrukturellen Héichwaasserschutz? Ech schwätzen da vu Renaturierungen a sou weider, en Thema, wat mer dann en Donneschdeg vläicht méi wäerten uschwätzen.

Vläicht awer och nach eng Kéier eppes, fir dat ze ënnermaeren: An der Kommissioun gouf kuerz och driwwer geschwat, dass de Gemengesector eebe justement iwwert deen Héichwaasserrisiko-Managementplang informéiert ginn ass. Do gouf et eng Reunion fir d'Gemengenautoritéiten. Déi war den 12. Juli. An ech hunn dat selwer nach an engem Interview nogelasschert vum dem Direkter vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, deen am Fong an engem Interview gesot huet, dass eigentlech ganz weineg Gemengevertrieeder an där Informatiounsversammlung waren iwwert den Héichwaasserrisiko-Managementplang.

(Brouhaha)

Déi Reunion war den 12. Juli, also kuerz virun deem Héichwasser hei! Wat ech domat wëll soen - ech wëll kengem dowéinst e Reproche maachen -, mee ech wëll einfach soen: Kommt, mir si sou éierlech mat eis selwer, dass mer hei mussen dru schaffen, dass mer dat do alleguer méi eescht huelen!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - An dat op deene verschidde Niveauen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption par M. Emile Eicher)

Jo, dat huet jo guer näischt mat deem ze dinn, wat ech elo gesot hunn.

(Interruption par M. Emile Eicher)

Jo, dat ass iwwerhaupt net den Objet. Dat ass guer net dat, wat ech elo gesot hunn. Ech hu jo och elo net lech perséinlech e Reproche gemaach, Här Eicher.

(Interruption)

Onofhängeg dovun hätt Der jo och - wann et dann néideg gewiescht wär - net missen dobleiwe warscheinlech. An ech hunn och kee gesinn, dee gesot huet: „Mir mussen elo d'Seance zoumaachen“, oder esou. Ma nee, ech maachen hei kengem e Reproche. Mee da sot ... da verdréit mir d'Wierder wannechgeflit och net!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Ech kommen dann zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Hären. Mir haten am Juli eng wierklech extrem Wiedersituatioun, wou et glécklecherweis just e materielle Schued gouf, och wann en héich war!

Ënnert dem Stréch mengen ech, menge mir, mengt meng Fraktioun, dass d'Krisestioun gutt fonctionéiert huet! Mee natierlech gëtt et hei och nach Verbesserungspotenzial. An et muss een déi richteg Léieren aus där Kris zéien. Prognosen a Warnunge goufe produziéiert. Mir mussen elo kucken, wéi mer déi nach besser un déi Concernéiert weiderkréien, wéi mer de Floss vun den Administratiounen erof bis an de Grand public, vun den Administratiounen an den Experten op d'Acteuren um Terrain, Rettungsdéngschter, Gemengen an esou weider verbessert kréien.

Déi Messagë mussen do ukommen, wou se sollen ukommen an et muss kloer sinn, ween dono wéi reagéiert. Ëmsou méi wichteg ass dat heiten, well mer mat enger Klimakris konfrontéiert sinn, wou mer wëssen, dass där heiten Evenementer an Zukunft méi wäerte kommen!

Eis Modelle waren eigentlech ganz gutt, wa mer déi Kaarten nieftenee leeën. Mee mir mussen natierlech eng ganz Rei Instrumenter nach weider verfeinere, dass mer nach méi prezis do kënnen sinn an déi och notzen am Kader vun der Gestiou vun der Kris als wichtige Outil och vun der Preventioun.

De Risiko vum Héichwasser ass méi present elo. Mee wat eng Katastroph méi wäit zréckläit, wat se - wéi ech gesot hunn - och ëmmer manner present ass. Dofir mussen mer eng Kultur vum Ëmgang mat esou Klimakrise kréien. An hei geet et och net just ëm d'Héichwasser oder Staarkreen, vun deem ech elo geschwat hunn, mee et geet och ëm d'Dréchent. Et geet och ëm d'Héit. Et geet och ëm d'Stiern. Hei hu mer elo geschwat iwwert Héichwasser a Staarkreen. Déi nächste Kéier schwätze mer driwwer, dass et während Wochen oder Méint net reent oder dass et dréchen ass.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Politik mat der Angscht.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - An et geet also drëm, sech ze preparéieren, ...

(Brouhaha)

... besser fir d'Zukunft, ...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Do huet ee sech an de Spigel gekuckt.

(Coups de cloche de la présidence)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Benoy huet d'Wuert a soss keen.

(Brouhaha)

Ee Moment.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Well eeben, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Voilà. Här Benoy elo.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Ech hunn nach eng Minutt an eng hallef. Dat geet.

Voilà, well mir preparéieren eis net just par rapport zur leschter Kris. Mir mussen eis generell fir d'Zukunft preparéieren, well nämlech do nach méi Extremer op eis zoukommen. An dofir mussen mer proaktiv denken an handeln an net nëmmen d'Schwaachstelle vun där heiter Kris behiewen.

Dofir ass och de Klimaschutz esou wichteg! Wat mir haut méi am Klimaschutz maachen, wat déi nächst Klimakrise manner extreem ginn. Also net just Adaptatioun, mee och Klimaschutz ass e wichtige Message vun eis a gläichzäitig och d'Stärke vun der Natur. Wa mer nämlech der Natur méi Plaz ginn - Renaturierungen a sou weider -, wat mer déi nächste Kéier och, bei enger Kris wéi där heiter, méi resilient sinn.

An deem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Benoy.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken erlaabt mer, all deene Merci ze soen, déi de leschte Summer am Juli am Asaz waren, fir der Héichwaasserkatastroph entgéintzewierken a Meeschter ze ginn. Ech denken do un d'Leit vum CGDIS, Police, Arméi, all déi Privatleit, déi riets a lénks do waren. Och privat Entrepreneur hu gehollef, fir ze raumen an hei an do, déi eenzel Buergermeeschteren, Schäfferéit an esou virun, d'technescht Personal an - dat soll een net vergiessen - och déi, déi um sekundären Niveau am Asaz waren, déi Leit, déi erëm d'Stroumversuergung hiigestallt hunn. Dat ass emol dat eent.

An da wëll ech dem Här Gilles Roth en häerzleche Merci soe fir déi Interpellatioun vun haut. Dat gëtt eis dann d'Geleeënheet, fir eis mat dëser Saach e bësse méi genee ze befaassen.

No deenen zwou Katastrophen déi lescht Joren - mir hate jo den Tornado am Raum vu Käerjeng-Péiteng an d'Héichwasser dëse Summer am Oste vum Land - d'äerfe mer och net vergiessen, dass mer do virdrun Héichwaasserkatastrophen am Mëllerdall haten. An ech mengen, et wär och un der Zäit fir ze kucken, wat schlecht a wat gutt gelaf ass an der Bewältigung vun all dëse Katastrophen - dëst an aller Objektivitéit an ouni Scholdzouweisungen, well dat bréngt reng guer näischt.

Laut Meteorologen ass et jo leider ze erwaarden, dass esou Phänomener oder änlecher sech an der Zukunft kéinte widerhuelen, wat mer all net hoffen an och net wënschen. Mee et wär elo un der Zäit, fir no dësen Naturkatastrophen eng Onofhängegkeets- etüd ze maache fir festzustellen, wat gutt, wat schlecht gelaf ass, wat mer kéinte verbessere an eis - an dat ass wichteg - an eenzelne Beräicher vläicht anescht opstellen. Et weess ee jo ni, wat esou eng Etüd ka bréngen.

Elo nach ee Wuert zur Situatioun selwer, souwäit no haitegen Erkenntnisser. Wa mer eng Etüd géife kréien, wär et ze begrëssen. Et déngt näischt, wann d'Leit an Zukunft méi sensibiliséiert gi fir méiglech Naturkatastrophen, wa se dann, wann et drop ukënnt, net matzäite gewarnt ginn.

Do wär emol fir unzefänken de Warnsystem, dee misst verbessert ginn. Déi eng soen dëst, déi aner soen dat. Mee wat ee muss feststellen: D'Kommunikatioun hat net geklappt a se koum och nach ze spéit! Ganz vill Leit hunn d'Gefor net komme gesinn an et gouf och keng gréisser Kommunikatioun gemaach, fir d'Leit ze warnen.

D'GouvApp oder d'Alarm-App vun der Regierung fir Katastrophfäll, déi 2018 lancéiert gouf, war hei net

just un hir Grenze gestouss. Nee, et wär och nach anscheinend vergiess ginn, d'Leit iwwert dës App ze benoierlegen, wéi een an der Press liese konnt - ech zitieren aus dem „Tageblatt“ vum 16. Juli.

Et muss ee feststellen, dass eis éffentlech Fréiwarnsystemer schlecht opgestallt sinn. Eis technologesch Méiglechkeeten zur Opklärung am Virfeld goufen net ausgereizt. Dann hunn zum Beispill eis zéng Wiedersatelliten, laut Ausso vun der Regierung, bei der rezenter Kris keng weider Roll gespillt. Dat geet aus der Äntwert op eng parlamentaresch Fro ervir.

Am Joer 2020 gouf en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat, fir eis Warnsystemer ze iwwerschaffen. Mee den envisagéierten Datum vun 2022 fir esou en technesch iwwerschaffbare Projet war ze spéit agesat ginn. Déi bis elo presentéiert Tëscheresultater weisen besonnesch, dass mer bei eiser Basistechnologie ganz schlecht opgestallt sinn.

Ënnert deene Mesuren, déi d'Regierung proposéiert, fanne mer zum Beispill Saache wéi Warnungen iwwer Radio an Televisioun, déi menger Meinung no säit Joerzénge missten zur Standardprozedur gehéieren. Schliisslech hate mer déi Technologie schonn an den 90er-Joren, wéi mer ganz vill Iwwerschwemmungen am Land haten.

Dëst jo och nach ëmsou méi, well de Staat mat der gréisster Radios- an Televisiounsantenn eng separat Konventioun ënnerschriwwen hat, fir dës all Joer mat héije Milliounebeträg ze ënnerstëtzen. Da misst et jo awer och bal méiglech sinn, fir dës an enger Krisituatioun fir vereinfacht Déngschter wéi eng Warnung prioritär kënnen ze mobiliséieren. Dës Feststellung ginn och aus parlamentaresche Froen ervir.

An Däitschland roden d'Kommunikatiounsexperten schonn zanter den 90er-Joren, fir Warnunge per Cell Broadcast - dat ass e Rundsendemechanismus - un d'Leit ze schécken. Et kann ee sech d'Fro stellen, fir wat dëst zu Lëtzebuerg nach net de Fall war.

Mee mir begrëssen, dass d'Regierung an Zukunft awer op dee Wee goe wëllt. Ausserdeem wär de Cell Broadcast den Alarm-Apps souguer virzezéien, souwuel wat den Dateschutz ugeet, wéi och wat den Datevolumen ugeet. Dat misst jo méiglech sinn. Well wann een an Däitschland erafräit, kritt een automatesch e Message: „Die Bundesregierung: Willkommen.“ An ech mengen, wann een dat do ka maachen, da kann een et och bei anere Saache maachen.

Aus Däitschland heescht et des Weideren, ech zitieren: „Da die Warnnachrichten pauschal an alle in einer Funkzelle eingewählten Geräte geschickt werden, müssten diese dafür ‚weder adressiert oder anhand ihrer Telefonnummer identifiziert werden‘, heißt es von der Telekom. Datenschutzbedenken könnten somit ausgeräumt werden. Auch aus Sicht von IT-Sicherheitsexperten Atug fallen keine personenbezogenen Daten an: ‚Es ist die datenärmste und damit die empfehlenswerteste Umsetzung einer Warnmeldung.“

Ech mengen, dat géif net nëmmen eleng fir eis eenheemesch Leit gëllen, mee dat gëllt och fir eis Gäsch, eis Touristen. Ech mengen, och un déi solle mer denken, wa mer esou Saachen an d'Welt setzen.

Mee ween iwwert d'App wëllt informéiert sinn, dee soll dës Méiglechkeet och an der Zukunft kënnen notzen, wann dann net vergiess gëtt, se ze aktivéieren.

Natierlech muss d'Warnung vun den Awunner iwwer méi Kanäl gemaach ginn, wéi zum Beispill ënnerschiddlech Internetsitten, Appen, Medien - Radio, Télee -, iwwert d'sozial Medien, och iwwer eng SMS an esou weider, fir eng maximal Ofdeckung ze erreechen. Eng ganz wichteg Alternativ, fir d'Bevölkerung an Noutfäll a Krisituatiounen ze alertéieren, dierfe mer awer net vergiessen an déi hu mer an déi kascht net vill: Dat sinn d'Sireenen als Warnsignal!

Dës Sireene ginn haut jo am Kader vun engem nuklearen Accident aktivéiert oder se déngen der Alarmierung vun de Pompjeeën am Fall, wou dës iwwert déi regulär Alarmierungsmethoden sollten ausfallen. Déi gi jo och nach do derbäi all éischte Méindeg am Mount getest. Et wär sënnavoll, dës Moyer an Zukunft méi geziilt anzesetzen, grad och fir déi Leit, déi een net iwwer App oder Handy erreeche kann, egal aus wat fir Grënn och ëmmer.

Duerfir missten dann och am Virfeld - dat ass jo och wichteg - d'Leit opgekläert ginn iwwert de Sireenenalarm a sou weider, dëst zesummen mat engem Nuklearalarm, well dat kéint ee jo dann domadder verbannen. Souwäit zum Fréiwarnsystem.

Mee erlaabt mer och e puer Gedanken - dat ass haut net ugeschwat ginn -: Fir mech ass d'Fréiwarnung eng Saach, mee mir mussen och duerno gewappnet sinn, wann déi eenzel Saachen, Katastrophen antreffen. An do misste mer eis dann och Gedanke maachen, dass mer eis do opstellen. Dat wëllt soen, och eenzel Preventiounspläng misste periodesch komplett nei iwwerduecht ginn. Ech denken do zum Beispill u bewäerte Mëttelen, déi

ëmmer gebraucht ginn, egal wat ufält: Dat sinn Diesellaggregater. Déi verschidden Institutiounen zu Lëtzebuerg verfügen iwwer eng gutt Reserv u mobillen a stationären Aggregater, déi allerdéngs nëmme sou laang kënnen bedriwwen ginn, wéi Diesel do ass, fir se ze bedriwwen.

D'ADR ass frou, dass d'Regierung déi wichteg Roll vum Diesel an dëser Fro ausdrécklech unerkennt! Dat geet och aus enger parlamentarescher Fro ervir. Mir warnen duerfir awer, fir alles ze elektriséieren. Dat kéint eis emol viru vill Problemer stellen. Ech denken do un d'Klinicken an ech denken do och un d'Pétrolreserven, déi mer sollen hunn oder net.

A mir denken och un d'Mobilitéit, well jee no Katastroph kann och an der Mobilitéit dat eent oder dat aner schifgoen. Déi eng si mam Auto ënnerwee fir op d'Aarbecht, déi aner un Wee fir heem, an hin an hier. Am Zweifelsfall kann ee mat sengem Auto nach ëmmer am séiersten eng Auswäichroute huelen, mee am éffentleche Verkéier waren och Schwieregkeeten. D'Chauffere kruten deelweis Uweigungen, fir hir Streck normal ze fuereen, wou se scho längst iwwerschwemmt war. An esou Katastrophfäll missten d'Leit aus der Mobilitätszentral och matabezu ginn an och virbereet ginn. Dat selwecht gëllt fir d'Eisebunn. Et weess ee jo ni, wat geschitt. Ech mengen, et soll een ëmmer méiglechst wäit denken, fir an deem Sënn do breet opgestallt ze sinn.

Och dem CGDIS seng Standuerter missten net nëmmen no Ëmweltkritikäre gekuckt ginn, mee och nom Standuert selwer, wat den Zoufaartswee ubelaangt, dass d'Leit och fortkommen an dass d'Leit, déi do schaffen oder am Asaz sinn, och dohinner kommen.

Mir begrëssen, dass mer zu Lëtzebuerg iwwer eng exzellente Offallwirtschaft verfügen, deenen hir Entrepreneur am grouse Stil Containeren zur Verfügung gestallt hunn, déi et erlaabt hunn, dem entstanene Sperrmüll effikass Här ze ginn. Duerfir ass et och wichteg an der Zukunft, fir déi privat Acteuren op dësem Maart ze beloussen!

Mir denken och iwwert e festen Hëllefesfong no, fir separat Budgetslinnen ze schafen, deen dann am Fall vun Naturkatastrophen allgemeng kann aktivéiert ginn, ouni dass d'Leit mussen op d'Wuelwille vun der Regierung ugewise sinn.

Mir denken och - dat ass fir mech ee ganz wichtige Facteur - un d'Koordinatioun tëschent deene verschiddene staatlechen, gemengepoliteschen a méigleche Privatinstanzen. Ech mengen, alles dat muss zesummegräifen. Soss kréie mer dat ni an de Grëff. Et muss een och wëssen, dass bei esou Katastrophen de Staat net alles ka leeschten! Bei der Ënnerbréngung vu Leit, déi mussen evakuéiert ginn, ass d'Famill, d'Solidaritéit vun der Famill oder an der Famill net ze ersetzen a sou weider. Mir mussen eis fir d'Zukunft op all méiglech Zenarie vun Naturkatastrophe virbereeden, wëssend, dass mer net alles kënnen virgesinn oder programméieren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Här President, duerch dee ganze Klimawandel, duerch d'Ophtëze vun eiser Äerd wäerte Phänomener wéi Tornadoen oder Staarkree méi heftig optrieden.

De Klimawandel ass also och zu Lëtzebuerg ukomm. Naturkatastrophe kënnen och hei virkommen. D'Preventioun an d'Preparatioun do virdru gëtt ëmmer méi wichteg. Mir mussen eis besser opstellen, fir an Zukunft virun esou enger Krisituatioun gerüst ze sinn. Mir mussen aus deem, wat war, léieren, fir et besser ze maachen.

Datt mir fir déi Krisituatioun am Juli vun dësem Joer net onbedéngt genuch gerüst waren, beleeeën déi verschiddene Rapporten an Auditen iwwert d'Gestaltung vun den Iwwerschwemmungen. Et goufe virun allem Problemer mat de Virwarnungen an der Aschätzung vum Risiko. D'Situatioun gouf ganz kloer vun der UFA ënnerschat, d'Warnmessagë sinn net matzäiten un d'Leit komm an d'Leit woussten net richteg, wéi se sech misste verhalen.

Et ass vill ze spéit an ze vill selektiv gewarnt ginn. De CGDIS huet seng Zentercheffen informéiert a kuerz duerno d'Buergermeeschteren, déi awer duerch de System, deen ugewannt gëtt, dës Messagen net zäitgläich kritt hunn. Verschiddener hunn de Message eréischt iwwer 40 Minutte méi spéit kritt wéi aner. En plus muss ee wëssen, dass déi Buergermeeschteren, déi net mat Héichwasserwarnunge gewinnt sinn, dës Message, duerch seng Formulierung, och net als esou dréngend empfongt hunn. Dës Message war also eventuell net kloer genuch formuliert.

Dat geet aus verschiddene Quellen ervir, wéi d'Nott vun der Regierung iwwert d'Gestion de crise, eng Rei parlamentaresch Froen a verschidden Artikelen an Interventiounen an der Press vu Meteorologen a Klimatologen a verschidden Acteuren vun der Cellule de crise.

Här President, datt de fréizäitege Virwarnsystem net klappert hei am Land, kann een och schonn um Tornado vum 9. August 2019 festmaachen. Och do waren d'Virzeechen do, op alle Fall laut dem Wëssenschaftsmagazinn „Weather and Forecasting“, verëffentlecht vun der American Meteorological Society. Am Artikel stoung wuertwärtlech: „Die potentielle Wahrscheinlichkeit eines Tornados in gewissen Teilen Nordfrankreichs, Ostbelgiens und Luxemburg ist hoch gewesen. Die Radarbilder zeigen klassische Merkmale einer Tornadosuperzelle.“

Zu deem Zäitpunkt, wou den Tornado schonn a verschidde Uertschafte sichtbar war, stoungen nach Leit op der Strooss ze filmen. Busser si weidgeruefer, Famillje si mam Auto akafe gefuer. An et war eng immens Chance, datt net nach méi mënschlecht Leed deemools geschitt ass. Mir sinn eigentlech zweemol zimblech glimpflech ewechkomm mat just materiellem Schued. Dofir kommt mir stellen eis elo mol déi richteg Froen, fir datt mer virukommen, an datt mer bei enger nächster Katastroph besser gerüst sinn.

Wat gëtt et bis elo vu Warnsystemer hei zu Lëtzebuerg? Déi allgemeng Warnungen un d'Bevëlkerung sinn op vill ze vill eesäitege Weeër gemaach ginn an och net an deene verschidde Sproochen, déi am Land vehikulieren. Déi ganz Kommunikatioun mat der Populatioun ass jo haaptsächlech digital gelaft, wat sécherlech eng ganz Rei Leit ausschléisst. Et ginn dozou Appe gebraucht, zum Beispill GouvAlert, de Radio muss gelauschert ginn, Internetsitte mussen opgeruff ginn, zum Beispill inondations.lu, Social Media mussen abonéiert sinn an et muss een och eemol eens domadder ginn. De CGDIS mécht Posts op Facebook, déi awer just an der Moyenne 146 mol partagéiert ginn. De CGDIS huet eng 19.000 Follower. Wann déi all erreicht gi wieren, wiere mer awer nach net op der sécherer Säit ukomm.

Déi digital Dispositiffe berouen op fragillen Infrastrukturen. De CTIE huet zum Beispill vergiess, e Certificat fir d'Datenofsécherung ze erneieren, an dofir koom de Message vu GouvAlert net rechtzäiteg eraus an deelweis och net un. Virun zwou Woche war de ganze Facebook-System fir sechs Stonne weltwäit ofgestierzt. Wat wier, wann dat deemools an der Noutsituatioun geschitt wier? Wann en Tornado d'Antenne vun der Post ewechrappt, da kann och kee méi um Handy Notifikatioun kreieren. Deem muss einfach fir d'Zukunft Rechnung gedroe ginn. An dobäi mussen dann och aner Moyene fonnt ginn, fir d'Leit ze warnen.

Et misst een och derfir suergen, datt d'Leit, déi vun digitale Kommunikatiounsmittelen ausgeschloss sinn aus verschidde Grënn - schlechte Reseau, keen Handy, kee Computer, keen Internet, keng Kenntniser, fir mat digitale Mëttelen ëmzegoen, wéi déi eeler Generatioun -, dat kënne bei engem spezielle Service da vun hirer Gemeng eventuell mellen, deen dann Informatiounen an Donnéeën vun deene Leit sammelt an opgrond vun deenen da ka gekuckt ginn, wat dee beschte Wee wier, fir zum Beispill dës Leit ze errechen.

Broschüre missten ausgeschafft ginn, wou am Detail gekläert gëtt, wéi an enger Noutsituatioun d'Leit Bescheed gesot kreieren, wéi si sech solle verhalen a wou si kënne higoen, am beschten um kierzeste Wee, fir sech a Sécherheet ze bréngen. Esou eng Broschür misst un all Haushalt goen an zwar a méi Sproochen.

Här President, eng vun deene wichtigste Konklusiounen ass sécher, sech logistesches besser opzestelle fir d'Zukunft. Wat fir Mëttelen hu mir, fir eng Evakuéierung ze organisieren - CGDIS, Arméi, Abrisen, fir d'Leit sécher ënnerdaach ze bréngen? Et misst esou eng Aart Inventaire gemaach ginn, wann dat dann nach net geschitt ass, da misst gekuckt ginn, wat dréngend nach eventuell weider muss ugeschaaft ginn. Hei misst a kéint d'Arméi eng ganz wichteg a weesentlech Roll spillen esouwuel an der Logistik wéi och an der Krisenhëllef.

Da misst och an all Gemeng gekuckt ginn, wat fir Infrastrukturen et iwwerhaapt gëtt, fir Leit virun Naturkatastroph an Sécherheet ze bréngen. D'Gemenge missten dann och e Plan d'accès fir hir Residenten ausschaffen, dat heescht, pro Quartier déi nooste Plaz uginn, wou sech d'Leit kënne a Schutz bréngen, ouni op öffentlech Transportmëttelen oder den Auto ugewise ze sinn.

Fir sech dësen neien Erausforderungen ze stellen, misst d'Regierung vläicht och de Krisestaf iwwerdenken an eventuell renforcieren. Dernieft wier eng onafhängeg Entitéit als Consultance och immens wichtig.

Dernieft sinn Investissementer an der Fuerschung zu Klimafroen a Wiederphenomeener sécher méi wéi néideg.

Dës Umierkunge sinn absolutt keng Scholdzouweisungen, mee et solle Léiere sinn aus deem, wat geschitt ass, an déi sollen doraus gezu ginn, fir sech einfach besser zesummenzestellen. A wat sech méi Käpp zesummeschlëssen, wat een och méi Iddien a Léisunge féint.

Här President, et muss ee sech bewusst sinn, datt esou Saachen an Zukunft méi oft wäerte virkommen. Dat ass net méi ze verhënnen. Mee wie bezitt fir dese Schued, deen doduerch entsteet? „De Staat ass keen Assureur“, sot de Premierminister e puer Deeg no den Iwwerschwemmungen. D'Fro ass awer, ob dat richteg esou ass, besonnesch wann öffentlech Stellen d'Leit net richteg warnen.

Méi fundamental freet ee sech awer och, awëfern Ëmweltschied net schonn zu de Liewensrisiken oder Aleas gehéieren, déi bestëmmte Leit a Gebidder besonnesch treffen an anerer eebe manner. Esou Risike mussen solidaresch ofgesécher ginn. Et kann een d'Leit do net privaten Assureuren iwwerloosen, well och dat jo eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet ass. Net jidderee ka sech ëmfänglech géint esou Risike privat versécheren! Dat gëtt enorm deier.

Mir hunn haut mat der Sécurité sociale e System, dee Liewensrisike vum Einzelnen ofsécher iwwer e solidaresche System vu Bäitrag, an dat iwwer Generatiounen ewech. Eng zentral Fro ass fir eis, wéi een d'Risiko vun der Klimaverännerung an aneren Ëmweltkrisen, déi ganz staark sozial an och generationell Dimensionen hunn, och solidaresch a verlësslech kann ofsécheren.

Nach ee Wuert zulescht: Wa mir net wëllen, datt de Klimawandel sech nach weider verschlëmmert, ass et un der Zäit, sech grundsätzlech Froen ze stellen: Wéi gëtt produzéiert? Wéi gëtt transportéiert? An: Wéi gëtt konsuméiert? Souwuel global, awer och hei zu Lëtzebuerg. An ass dat nach alles weider esou vertriebar? Wéi komme mir fort vun deem Modell? Hei misst d'Regierung sech Äntwerte ginn an ewech vun deem Modell, an deem mir elo sinn. Mir brauchen en absolutt anere System. An ech mengen, dovu si mer nach ganz, ganz wäit ewech.

Merci fir d'Noluschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner, dee steet scho prett: Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Och merci un de Gilles Roth, dass mer haut dëst Thema och en public kënne diskutieren. Nodeems mer et dann an de Kommissiounen schonn eng Kéier haten a sécherlech net déi eenzel Parteien alleguerten enger Meenung waren, dofir ass et wichteg, dass mer et och eng Kéier en public kënne diskutieren.

Merci och alleguerten de Leit um Terrain, ob dat de CGDIS, d'Police, d'Arméi, den Zivill ass, also jidderengem, dee gehollef huet, e grouse Merci. A si hunn eeben dat gemaach, wat d'Politik hinnen erméiglecht huet.

An do komme mer da schonn op déi nächst Punkten. Ech wäert mech haut virun allem op d'Technik konzentréieren, well ech muss jo och éierlech soen, ganz villes war ganz gutt organiséiert! Also, dat muss een och soen. Alleguerten eis Leit, och an de Ministèren, hunn zu deem Moment dat Bescht gemaach, wat méiglech war. An dofir begrenzen ech mech op d'Technik, well dat ass eeben de politesche Volet, deen net fonctionéiert huet. An do gëtt et eeben och déi eenzel politesche Responsabilitéiten.

Fänke mer mat Facebook un. Ech hat dat an der Kommissioun och ugekënnegt. Ech huelen un, haut wäert Der dann e puer Äntwerten dozou hunn. An zwar, wou ech mech gewonnert hunn, dass just um CGDIS-Facebook dat Ganzt gedeelt ginn ass, fir d'Leit ze warnen, esou wéi et am Rapport steet; wat mech e bëssen erschreckt huet. All Bildchen, wou iergendwou e Bändchen durchgeschnidde gëtt oder iergendeng Firma besicht gëtt, ass direkt op Facebook, an esou e wichtige Alarm hunn d'Ministèren ënner sech net gedeelt. Dat fannen ech e bësse kritesch.

Mee ech fannen et awer och gutt, dass an deem Rapport steet, dass Der lech eng nei Strategie wëllt ginn, fir eebe méi ze deelen. Mee et kann net sinn, dass ee sech just op d'Like-Page vun engem CGDIS oder engem Twitteraccount verlësst, wann een ... Huele mer elo de Premierminister himself, deen awer déi meeschte Likes huet, a wann een déi Reechwäit hätt kënne benotzen deen Dag selwer, fir esou eng Alarmmeldung weiderzeginn, hätt ee sécherlech méi Leit erreicht wéi reng um CGDIS-Site.

Dat selwecht war och mat de Pressekonferenzen. Ech war an de Kommissiounen, an deenen zwou, ech hu scho gesot, dass ech et schued fannen, dass keng Pressekonferenz nach den Owend selwer aberuff ginn ass, fir de Leit eng Kéier mat Nodrock ze soen, wat kënnt. Well fir esou villes gëtt eng Pressekonferenz aberuff, och ganz spontan. Wann een iergendwou erëm e Brëif den zweeten Dag am Tirang féint, da gëtt op eemol erëm eng Pressekonferenz aberuff. Firwat dann net an esou enger Krisesituatioun wéi där heiten? Also, dat wär wierklech néideg gewiescht, fir de Leit eng Kéier mat Nodrock ze soen, wat um Spill steet.

Dann déi ominéis SMS un d'Buergermeeschteren. Jo, et kann een iwwert den Text elo schwätzen,

dass deen net verständlech war, dass do eppes Schlëmme kënnt. Mee wat mech méi opgereegt huet, ass déi Verzögerung dertéisch. A wéi mer an der Kommissioun jo driwwer geschwat hunn, huet dat warscheinlech dozou gefouert, dass Buergermeeschtere 45 Minutte méi spéit eréischt déi SMS kruten.

Dat heescht, de Staat huet hei warscheinlech - do kann de Premier als Digitalminister eis sécherlech herno eng Äntwert ginn - e System benotzt, wou d'SMSen emol fir d'éischt iwwer e Server lafen an duerno verschéckt ginn. Wat awer an engem Fall ... Huele mer elo, ben, ech hoffen, et wäert ni geschéien, mee wa Cattenom en Accident huet, an d'Buergermeeschtere mussen 45 Minutten op eng SMS waarden, nodeems se fortgeschéckt ginn ass, wuelverstanen, dass déi net live fonctionéiert, well de Staat e System gewielt huet mat SMSen, deen net schnell iwwerdreit, dann hu mer e ganz anere Problem.

Dofir wär et och gutt, wann de Staat géif op e System goen, deen déi SMSen live iwwerdreit, déi de CGDIS verschéckt, an net géif waarden, bis déi Serveren dat maachen, well dat ass ganz kritesch am Noutfall.

Dann dee schlëmmste Feeler, dat war GouvAlert, 2018 grouss ugekënnegt fir Krisen. Ech hu mer extra nach eng Kéier den Text erausgesicht, wat Der do alles esou schéi gesot hutt: „Warmeldungen bei schwerwiegenderen Zwischenfällen“, „Benachrichtigungen an [...] Smartphone im Falle einer Notfallsituation“ an esou weider, wéi Der dat esou schéin ugekënnegt hutt.

Sou, elo steet awer am Rapport - an ech ka jo Ärem eegene Rapport gleewen, wat do drasteet -, dass Der net kapabel waart, fir dee System um Lafen ze halen! Dat ass e bësse wéi wann Der Pompejescamionen hutt, wann Héichwaasser ass, an Dir hutt keen Diesel kaaft. Fir et eng Kéier kuerz ze erklären: An deem Rapport steet ganz kloer, dass Dir e Certificat, dee GouvAlert brauch, fir ze fonctionéieren, net erneiert hutt. An dat net e puer Stonne virun, mee Dir schreift et selwer: „quelques jours“.

An ech hat der Ministesch déi Fro scho gestallt an der Kommissioun, wat dann elo „quelques jours“ ass: eng Woch, zwou Wochen oder nach méi? Ech hoffen, mir kreieren awer haut eng Äntwert dorop. Well et ka jo awer net sinn, dass Der eng GouvAlert grouss ukënnegt, an den Dag, wou se gebraucht gëtt, fonctionéiert se net!

An dat net fir iergendwéi eng Excuse ze fannen, mee huele mer elo zum Beispill am „Tageblatt“. Déi haten den Artikel jo opgegraff iwwert déi ganz GouvAlert-Geschicht. Do seet dann den Dennis Fink, Spriecher vum Chaos Computer Club Lëtzebuerg: „Dass dies bei der GouvAlert-App nicht gemacht wurde“ - also de Certificat verlängert -, „konne er nicht verstehen, und es stelle sich die Frage nach einer Teilschuld. Hier kann man schon davon reden, dass das als grob fahrlässig einzuschätzen ist.“

An déi Meenung deelen ech! Wa mir eng GouvAlert-App hunn, kann et net sinn, dass dës Regierung vergiess huet, e Certificat - dat muss ee sech emol virstellen! Also all Informatiker laacht doriwwer -, e Certificat, wou herno, ech mengen, d'Ministesch kann et herno soen, et sinn 20.000 Leit, déi op GouvAlert abonéiert sinn, hätte kënne gewart ginn. Et huet awer net fonctionéiert, well Dir e Certificat, en informatesche Certificat net verlängert hutt! Dat ass grob farlässeg an do huet de Chaos Computer Club sécherlech Recht gehat.

Fir d'Zukunft hoffen ech jo, dass Der doraus géliert hutt an déi App och wäert bäibehalen. Well déi App huet net nëmme d'Funktioen, wann eng schlëmm Wiederkatastroph ass, mee - wéi Der jo och scho matkritt hutt, et war en Artikel an de Medien, dee ganz positiv ass - et konnt enger Fra d'Liewe gerett ginn, well se GouvAlert um Handy hat an esou den 112 konnt ruffen an hir Koordinate konnten direkt matgedeelt ginn. Dat heescht, et ass net nëmme, fir d'Leit ze warnen, mee et geet och deen anere Wee. Dofir si mir Piraten ganz kloer derfir, dass eng digital Léisung bleift, fir an den Noutfall och esou kënne de Staat ze informéieren.

Da komme mer zu den Hëllef vum Staat. Ech hunn do mäi Bauch wéi, well ech den Tornado matgemaach hunn an ech weess, wéi laang dass d'Leit do gewaart hunn op déi Hëllef vum Staat. Ech hunn och direkt déi Woch an der Kommissioun no dem Héichwaasser gefrot wéi et dann elo ass mam Stand, wéi d'Leit ausbezuelt ginn. Gutt, dass do nach nâischt bekannt war, verstinn ech.

Déi lescht Kommissioun war elo virun dräi Wochen - och nach keng Äntwert! Mee ech hoffe jo awer, dass Der haut eng Äntwert matbruecht hutt fir d'Leit dobussen, wéi et dann elo mam Ausbezuelen ass vun deenen Hëlfe, vun deenen 100 Milliounen, wou Der gesot hutt. Et ass schéin a gutt, dat an der Press unzekënnegen, mee et sinn awer scho Leit, déi hunn eis geschriwwen, dass dat guer net esou einfach ass an dass déi Leit e bësse warde gelooss ginn.

An Dir kënnt lech jo virstellen: Wann Äert Haus ënner Waasser stoung an Der dann an engem Héichwaassergebitt sidd, wou Är Assurance herno net vill bezitt, dass Der keng Zäit hutt fir ze waarden - scho guer net wann elo de Wanter kënnt. Also, et sinn ëmmer méi Leit, déi eis doriwwer schreiwen, dass och déi Hëllef vum Staat nach net ausbezuelt gi sinn. Mee Dir kënnt eis jo sécherlech herno e puer Informatiounen doriwwer ginn.

Alles, wat ech elo zu Technik gesot hunn, hoffen ech jo, dass Der dat wäert mathuele fir déi nächst Katastroph, dass do awer da GouvAlert an alleguerten déi aner Systemer, dass d'SMSen endlech emol a real time ukommen, fir dat ze verbesseren.

Et wichteg Punkt ass awer och de Cell Broadcast. Mir haten do jo direkt déi Question parlementaire gestallt. Dir hutt och positiv geäntwert. Et ass awer elo schonn iwwer dräi Méint hier. An ech kann einfach net verstoen, wa mer wëssen „de Wanter kënnt an et kënne weider Katastrophe kommen“, firwat dass dës Regierung dee System net mat méi Nodrock asetzt. Well et ass elo net, dass dat esou komplizéiert wär.

Just, fir lech dat eng Kéier kuerz ze soen: Cell Broadcast fonctionéiert esou, dass déi Handyen an där Funkzell, wou et grad ass - jiddereen hei ass grad an der Funkzell vun engem Operateur, wou e Client ass -, da géifen déi SMS mat der Warnung geschéckt kréien. Dat ass also nâischt Schwieriges. Dat ass einfach e klenge Kontrakt mat deenen dräi Operateuren. An da leeft dat.

Ech verstinn net, dass mer elo no dräi Méint, wou all Dag dee Risiko besteet, a mir hu jo fir dës Woch erëm schlecht Wieder ugekënnegt kritt, an dës Regierung dee System nach ëmmer net lafen huet. Dofir wëll ech haut vun der Ministesch nach eng Kéier héieren, wéini dann elo dee Cell Broadcast do wäert fonctionéieren. An net erëm iergendeng Ausso „an e puer Méint“ oder esou, mee emol eng Kéier konkret, wou dee Stand ass. Well eis Leit brauchen dat. Wann déi nächst Katastroph kënnt, mussen d'Leit gewart ginn!

Dat sinn déi eenzel kleng Feeler, déi mussen opgeschafft ginn. Mat esou enger Opschaffung kann een natierlech herno, wann esou Situatiounen nach eng Kéier antrieden, och vill besser reagieren. Dofir ënnerstëtze mir och déi Motioun, fir eng onafhängeg Etüd ze maachen, fir dass ee kann extern eng Kéier kucke loosse. Well wann een intern elo nach eng Kéier kuckt ... An Dir schreift an där anerer Motioun, Dir iwwerleet eng Kéier, Dir gitt eng Kéier an lech, Dir kuckt eng Kéier, wat do kéint geschitt sinn. Ech weess net, ob dat dat Bescht ass.

Dat Bescht wär wierklech, an och gäre mat Techniker an Informatiker zesummen, dass een eng Kéier kuckt, wou déi technesch Feeler waren, fir awer dat opzeschaffen. Well et sti jo awer trotzdem Liewen um Spill. A mir kënne net, wa mer et net opschaffen, weiderhi mat där Technik fonctionéieren, déi dann eeben herno, wann den Noutfall antrëtt, net fonctionéiert. Dofir: fir net nach eng Kéier an esou eng penibel Situatioun ze kommen.

Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, onst Land war de 14. Juli mat enger Wiedersituatioun konfrontéiert, wéi mer se bis d'hinneer och net kannt hunn. No den Iwwerschwemmungen am Ernzdall an am Mëllerdall, souwéi dem Tornado, deen och elo just virun zitéiert ginn ass, hu mir an deene leschte fënnf Joer véier grouss Naturkatastrophe gehat.

Wann ee vu Joerhonnertflute geschwat huet, vu Joerhonnertkatastroph an - an ech hunn et eréischt d'lescht Woch gesot an et ass haut nach ëmmer wouer -, si se einfach ze heefeg, fir dovunner ze schwätzen. Dat heescht, et war net déi éischt Naturkatastroph, déi mer an dëser Regierung haten, an ech muss lech soen: Et wäert och net déi lescht sinn. Dofir mussen mer ons och domadder beschäftegen, well de Klimawandel ass eng Realitéit. An dat gesi mer och am Alldag.

Mir mussen eis eeben och op d'Konsequenze besser virbereeden. An ech muss lech soen, dass et awer bal un e Wonner grenzt, wann ee kuckt, dass mer hei keng Affer haten, a wann ee kuckt, wat hei just iwwert der Grenz och geschitt ass. Erlaabt mer, dass ech awer och dofir den Asaz vun all de Rettungsdéngschter hei wierklech ervirhiewen. Wa mer keng hunn, dann ass dat och hire Verdéngscht!

Mee dat soll eis awer eng Warnung sinn! Also, mir dierfen ons net ausrouen - a mir mussen och weider un der Effikasitéit vun eiser Krisegestioun zesumme schaffen. Dofir hu mir direkt, Här President, als Regierung, no den Iwwerschwemmungen

d’Krisestestioun opgeschafft an déi Elementer justement och identifizéiert, wou mir ons nach verbessere kënnen - an net nëmme kënnen, mee och mussen!

Dee gemeinsame Rapport - an ech muss lech soen, dat ass och virdu vum honorabelen Här Biancalana zitéiert ginn - ass gemaach ginn: vun der Police, vun der Arméi, vun der Administration de la gestion de l’eau, vun de Bâtiment-publicken, vum HCPN, vum Ministère de l’Intérieur, vun der Ëmwelt. Ech traue deene Leit! Ech traue deene Beamten, Här President, déi dee Rapport och gemaach hunn. Ech sinn och ganz frou, dass den Här Biancalana a senger Motioun proposéiert, dass och iwwert déi Proposition, déi ausgeschafft gëtt, sollt debatiéiert ginn, se presentéiert ginn. A selbstverständlech ass d’Chamber ëmmer souverän, duerno déi Decisioun ze huelen, déi se fir richtig fënnt.

Mee bei eis hu mer zu Lëtzebuerg Pläng. An déi Pläng gesinn eebe vir, wat och eeben all Acteur ze maachen huet. Dat ass fir eis eeben och wichtig. Si definéieren d’Roll vun deem engen a vun deem aneren. Déi leeën och fest, wéi eng Organer d’Aschätzung vum Risiko da maachen.

An dem konkrete Fall vum 14. Juli, Här President, wor eemol d’Risikoaeschätzung vun de Reensituatiounen duerch MeteoLux an och eemol duerch d’Héichwaasserprevisiounen duerch d’Waasserwirtschaftsamt, déi presentéiert ginn ass. Et ass op deem Niveau, wou de Risiko matzäit - matzäit! - muss entdeckt an eeben och ageschat ginn, wann de Risiko sech dann och awer entdecke léisst!

De 14. Juli war dat ganz schwéier. D’Intensitéit vun Staarkreen an d’Klamme vun de Peegele war an deem Mooss net viruszegesinn. An erlaabt mer och nach eng Kéier, elo den honorabelen Här Benoy ze zitieren, deen och seet, dass e concernéierte Buergermeeschter, wéi de Buergermeeschter vun lechternach, selwer seet: „Et war net previsibel!“ An haut eng Scholdzouweisung, seet e jo tëschent den Zeilen an deem doten Artikel, ass net dat Opportuun, well hei war eng Violence, eng Quantitéit vu Waasser, déi gefall ass, déi kee konnt virusgesinn! An dowéinst soll ee keng Politique politicienne maachen. Dat ass am Fong de Fazit vun deem, wat de Buergermeeschter vun der CSV vun lechternach och seet.

A während laanger Zäit, Här President, hunn och MeteoLux an d’Waasserwirtschaftsamt just eebe vun enger gieler an duerno enger oranger Alert geschwat. Eréischt bei enger roudier Alert gëtt den HCPN, also den Haut-Commissaire à la protection nationale, och aktiv, fir mat de jeeweilegen Administratiounen eeben och ze kucken, ob d’Necessitéit ginn ass, vun enger nationaler Krisenzell beroden ze ginn oder net.

Wichtig ass an deem Kontext och ze bemerken, dass eng Warnung um orangen Niveau net direkt en aussergewöhnleche Virgang ass! Esou ass zum Beispill tëschent dem Februar 2020 an dem Februar 2021 am Ganze sechsmol deesen Niveau vum Service de prévision des crues weinst engem Héichwaasserrisiko ausgeruff ginn. Sechsmol!

MeteoLux huet sengersäits an deem selwechten Zäitraum siwemol eng Alerte orange weinst Wiederphenomeener erausginn. Dat heescht, et huet ee vun den Orateure virdu gesot: Dann hätte mer siwemol - wann ech op deen engen oder deen aneren heibannen gelauschert hätt - missen d’Leit evakuieren an am Fong de Leit soen: „Hei, et kënt!“

De 14. Juli ass um 17.00 Auer de rouden Niveau iwwerschrott ginn. Den HCPN war och am enksten Austausch mam CGDIS an dem Waasserwirtschaftsamt. A genau um 22.00 Auer huet de CGDIS den HCPN informéiert, dass d’Situatioun sech um Terrain an eng Richtung och géif entwéckelen, déi si net méi aleng géife packen, soudass d’Konditiounen eeben och vun enger nationaler Kris erfüllt waren an de Staatsminister - dat heescht, ech selwer - decidéiert huet, eeben och eng Krisenzell anzeberuffen. Jo.

Ech wëll och do der Madamm Bofferding als Innenminister Merci soen, déi direkt bereet war, och déi Présidence vun där Krisenzell ze iwwerhuelen an am Ganze fénnef Reuniounen - fénnef Reuniounen, déi tëschent dem 14. Juli an dem 19. Juli stattfonnt hunn - eeben um Mëtternuecht och presidéiert huet an d’Press direkt den Dag drop moies informéiert huet.

Ech ginn elo net weider an den Detail, obwuel et hei och ganz vill ze soe géif. D’Regierung huet de Rapport, an ech hunn och vu menge Regierungskoleeginnen all déi Detailler gezielt kritt - an, ech mengen, déi eng oder déi aner Ministesch wäert och duerno drop agoen -, iwwer Saachen, déi hei gefrot ginn, déi awer schonn an der Kommissioun beäntwert gi sinn. Saachen, déi an de Pläng stinn!

Wann ech hei gefrot ginn: „Wie këmmert sech ëm dat? Wie këmmert sech ëm dat?“ Déi Pläng sinn öffentlech! Déi Pläng sinn disponibel! Dat heescht, wann d’Chamber och déi ganz Informatiounen wëllt: Déi Dokumenter stinn zur Verfügung! Et brauch keen eis unzesichen, fir hei Dokumenter ze kriegen. Déi dote si selbstverständlech disponibel fir all

Deputéierten heibannen: souwuel vun der Majoritéit wéi vun der Opposition. Dat heescht, wann Der déi sicht, da wäert Der se och fannen. Mir stelle se awer selbstverständlech zur Verfügung, wann ee se gären hätt, oder se och net fënnt. Mee se sinn öffentlech zougänglech.

Et ass mer just wichtig ze betounen, dass d’Regierung duerchaus och selbstkritesch mat hirer Krisestestioun emgeet. De Rapport huet nämlech erginn, dass virun allem um Niveau vun der Kommunikatioun nach esou munches och ka verbessert ginn: souwuel d’Kommunikatioun mat de Gemenge wéi och d’Kommunikatioun mat de Bierger.

Ech sinn och ganz frou iwwert déi kloer Recommendationen, déi hei gemaach gi sinn an déi de Regierungsrot och uegholl huet! Dat heescht, et si Recommendationen, déi vu Servicier komm sinn, déi dat op eng neutral Aart a Weis gemaach hunn. Déi gesot hunn: „Hei do an do an do kéint verbessert ginn.“

Ech hunn d’Gefill, wéi wann déi Propositionen bal en doute gestallt géife gi vun deem engen a vun deem aneren heibannen. Ech traue de Beamten, muss ech lech soen, déi déi heite Propositione gemaach hunn. Ech traue der Arméi! Ech traue der Police! Ech traue dem HCPN! Ech traue dem CGDIS! Ech traue deene Servicier, déi deen Dag geschafft hunn an déi d’Situatioun och am beschte kannn hunn an déi dee Rapport och gemaach hunn.

Ech hunn d’Gefill, wéi wann hei verschidde Leit schonn hir Propositionen oder hire Rapport géifen a Fro stellen. Ech muss lech soen, dass dat net dat ass, wat ech als Regierungschef iwwer meng Beamten op jidde Fall wëll soen. Ech wëll hinnen, au contraire, Merci soe fir alles, wat se gemaach hunn!

■ **Une voix** - Très bien!

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d’État** - Jo, Här President, mir wäerten d’Kommunikatioun mat de Bierger verbessern. Mir mussen se verbessern an hei besonnesch d’Medien, awer och d’Gemenge besser matabezéien. Mir wäerten och déi nei Technologien, op déi just den honorabelen Här Goergen agaangen ass, déi vun dem Cell Broadcast, notzen. An d’Madamm Bofferding huet och schonn, mengen ech, do an der Kommissioun Informatiounen ginn.

Jo, mir hannerfroen och d’GouvAlert-App. Also déi App, déi aus ganz ënnerschiddleche Grënn net hire gewünschten Zweck erfüllt huet an deser Situatioun.

Éischtens net, well net genuch Leit des App erofgelueden hunn. Et ass och e Constat, dass net genuch Leit déi App downgeload hunn. Awer och, well mënschlech an technesch Feeler dozou gefouert hunn, dass och déi Leit, déi sech op d’App verlooss hunn, am Fong net matzäit gewarnt goufen. Et ass eng extern Firma, déi sech ëm déi technesch Wartung vun der App bekëmmert huet. An déi huet vergiess, och den Zertifikat ze verlängeren. Dir wësst, dass do e ganzen ... Ech sinn transparent. Dat ass eeben och geschitt. Mir hu mat där Gesellschaft geschwat, dass dat och selbstverständlech net méi géif goen.

Här President, d’Verwaltungen hunn an der Krisenzell gutt matenee geschafft. D’Prioritéit sinn och richtig definéiert gi vun deene Leit, déi do geschafft hunn. Wann d’Waasser bis klëmmt, kënnen mir deser Naturgewalt ganz schwéier eppen entgéintsetzen. Dat ass och eng Situatioun ... Mee déi Leit, déi hu musse gerett ginn, si gerett sinn. Déi Leit, déi hu mussen evakuéiert ginn, sinn evakuéiert ginn. Et ware ganz vill Beamte vun deene verschidde Verwaltungen och um Terrain aktiv, fir do, wou et méiglech war, och d’Schied a Grenzen ze halen an do, wou et néideg war, eeben d’Schied och zesumme kënnen ze behiwen.

Mir hunn als Regierung séier en Hëllefspak vu mëttlerweil 100 Milliounen Euro decidéiert, fir de Leit an de Betriber ënner d’Äerm ze gräifen, déi eeben och e finanzielle Schued erlidden hunn. D’Assurancen hunn hirersäits och iwwer 125 Milliounen u 6.300 Affer ausbezuelt.

Ech géif lech just proposéieren, wann Der averstane sidd, Här President, well den Här Goergen mer prezis Froe gestallt huet iwwert d’Opstellung, dass ech och an deenen nächsten Deeg dem Här Goergen eng Nott géif zoukomme loosse, wou ech eeben déi lescht Zuelen - well ech hunn elo déi lescht Zuelen haut net hei - iwwer wat bis elo ausbezuelt ginn ass, opféieren.

Ech wëll, Här President, ofschléissend soen, dass ech d’Chance hat, och mat der Innenministeresch, déi responsabel ass vum CGDIS, deene Leit, ob dat d’Arméi ass, ob dat och d’Membere vum CGDIS sinn, kënnen Merci ze soen, déi sur place waren. Déi Membere, déi eng gewëssen Erfahrung awer schonn hunn an deem Milieu, déi och an Däitschland present waren, déi do hëllef gaange sinn. An net méi spët wéi gëschter huet d’Bundeskanzlerin eis Merci gesot, eisem Lëtzebuurger Land, eisem Corps fir déi Hëllef, déi se dohanne bruecht hunn. Wéi gesot: de CGDIS, d’Rout Kräiz an och ons Arméi.

Dat waren ons Ambassadeure sur place. Et war heiansdo déi éischt Hëllef, déi souguer d’Leit sur place och kritt hunn. An ech wëll stellverriedend fir déi, déi gëschter vläicht an Däitschland Merci gesot kritt hunn, all deene Leit Merci soen, déi hei wierklech en Élan de solidarité bewisen hunn, wou een deem anere gehollef huet, wou een deem aneren, deen en net kann huet, an eng aner Gemeng souguer hëllef gaangen ass, wou ee mat deem aneren Noper, mat deem e vläicht virdu Sträit hat, d’Friddenspäif gefëmmt huet an deen Dag een deem aneren och gehollef huet. Et wor eng Solidaritéit, wou ech houfreg sinn, Lëtzebuurger Premier ze sinn! Well wann et drëms geet, hale mir zesummen. An dat ass d’Stärkt vun onsem Land.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président** - Merci dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d’Regierung iwwerhëlt elo d’Madamm Innenministeresch Taina Bofferding.

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l’Intérieur** - Här President, ech gräifen dat op, wat de Premier elo grad gesot huet an och aner Virriedner, dass mer an deene leschte Méint, an deene leschte Jore ëmmer erëm mat neien Erausfueringe konfrontéiert sinn: Bësch-, Vegetatiounsbränn, Groussbrand bis zum Tornado, an da kierzlech elo d’Pandemie an d’Héichwaasser.

Vill Privatstéit an och Betriber hunn enorme materielle Schued erlidden. Eenzel Schicksaler huet et ganz haart getraff. An awer muss ee soen: Esou Fäll wéi am Ausland, wou carrement ganz Dierfer ewechgerappt goufen, där Fäll hate mer net.

Wichtig war et awer, de Leit, déi an enger akuter Nout waren, esou séier wéi méiglech ze hëlfelefen a si eeben a Sécherheet ze bréngen. Eis Prioritéiten an der Cellule de crise waren: éischtens d’Bevëlkerung ze protegieren, zweetens Blesséierter ze verhënnere an drëtens preventiv Aktiounen ze huelen, fir eeben och Schued ze limitieren, ganz besonnesch, wat eeben d’Grundversuergung an och de Strom betrëfft.

Déi national Koordination mat alle staatlechen Acteuren huet fonctionéiert. Virun allem huet et eis jo erméiglecht, permanent en lwwerbléck vun där ganzer Situatioun hei am Land ze hunn. Heifir wëll ech och alle Persounen, allen Hänn, déi matgeholf hunn, eng Kéier e grouse Merci soen, ganz besonnesch natierlech dem CGDIS, deenen Haaptamtlechen, awer net ze vergiessen och deene ville Fraen a Männer, déi sech eebe fräiwëllig engagéiere fir d’Gesellschaft, déi och hei ganz aktiv um Terrain waren.

Awer och d’Buergermeeschteren, d’Buergermeeschteschen, d’Gemengen hunn hir Verantwortung iwwerholl. Hinnen dofir och nach eng Kéier e ganz grouse Merci, dass se och esou gutt zesumme geschafft hunn, dass mer konnten do matenee schaffen. Dofir, och hei ass et wichtig, dass och déi Solidaritéit tëschent de Gemenge war. Dat begréissen ech ausdrécklech! Do ass ganz vill ënnerenee gehollef ginn. Do si Gemengen, déi spontan Aarbechter vu sech dee Moment an Nopeschgemenge geschéckt hunn, fir do eng Hand mat unzepaken. An ech mengen, dat weist och déi Stärkt, déi mer an esou Momenter hunn.

Ech selwer war owes respektiv iwwert d’Nuecht am direkte Kontakt mat deene Buergermeeschteren aus deene Gemengen, déi ganz besonnesch staark betraff waren. Et war mer wichtig, eeben hei de Kontakt mat hinnen ze halen an eeben och kënnen séier pragmatesch Léisungen ze fannen.

An och eng Woch duerno sinn ech nach eng Kéier op den Terrain gaangen, an zwar mat menger ganzer Ekip vum der Sécurité civile, fir eeben och kënnen deene concernéierte Gemengen nozelauschteren, fir ze wëssen: Wat sinn d’Problemer? Wat ass vläicht och net esou gutt gelaf? Wat kann een draus léieren? Wat kann een déi nächste Kéier aneschtens maachen? Och dat war mer wichtig, fir hei den direkte Kontakt mat hinnen ze hunn an och ze kucken, wou mer als Staat nach kënnen weiderhëlfelefen, fir dass se esou séier wéi méiglech an d’Normalitéit zrëckkommen.

Et ass also festzhalen, dass Persounen, déi a Gefor ware respektiv och a Liewensgeför, konnte matzäite gerett ginn. Ganz vill Evakuatiounen hu stattfonnt. Do war eng grouse Solidaritéit, e kollektiven Effort. Et gouf keng Schwéierblesséiert. D’Ekippen aus de jeeweilege Verwaltungen ware séier an och ganz vill am Asaz.

An natierlech, an, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, esou, jo, schlëmm Momenter, esou negativ Momenter soll een och notzen an deem Sënn, dass ee kuckt: Wat fir Léiere kënnen mer doraus zéien? Wéi kënnen mer eis besser opstelle fir déi nächst Kris, wou mer net wëssen, wéini se kënt, mee wou mer awer wëssen, dass mer nach méi mat esou Erausfueringe konfrontéiert sinn? Wat kënnen mer do besser maachen?

Ee Punkt, dee ganz wichtig ass, an deen ass jo och vu verschidde Virriedner schonn ugeschwat ginn, ass, wéini a wéi mat de lokalen Autoritéiten an Zukunft soll kommuniquéiert ginn. Zum Beispill, wann e Krisepang gezu gëtt, sollen déi lokal Autoritéiten, déi virun allem da concernéiert sinn, d’office kontaktéiert ginn. Ech mengen, dat ass eppes, wat een an Zukunft richtig esou kann zrëckbehalen.

Erfuerderlech ass och, an dat ass jo och elo e puermol scho komm, wann dann eng SMS erausgeet, wann d’Gemengen, d’Buergermeeschteren, d’Buergermeeschteschen an d’Prealerte gesat ginn, da wësse mer, dass dat net direkt esou verstane ginn ass, wéi mer eis dat geduecht haten. Dat, mengen ech, ass och ee Punkt, wou mer mussen dru schafffen, wou ee muss kucken: Wat bedeit dat, wann eng Gemeng an d’Prealerte gesat gëtt? An eeben och ze kucken, dass dann och dee Message esou kloer ass, dass en och direkt vu jidderengem verstane gëtt. Dat ass, wéi gesot, fir mech definitiv eng Léier, déi mer doraus zéien.

An dann natierlech awer och d’Opklärung: Wann déi verschidde Zenarie sech stellen, wat bedeit och déi eng oder aner Alert? Wa mer an enger Vigilance rouge sinn, wat bedeit dat och an deenen eenzelne Krisepäng? Et ass ze einfach, do ze soen: „Gitt op de Site Infocrise kucken!“ Dat ass richtig. Ech mengen och, dass dat Element hei wichtig ass, matabléissen ze loosse, wéi mer kënnen hei déi direkt Kommunikatioun mat de Concernéierte verbessere.

Eng Remark awer nach zur Rolleverdeelung tëschent de Buergermeeschteren an dem CGDIS, well dat jo och vum Interpellant uegefouert ginn ass. Ben, d’Rolleverdeelung ass u sech am Gesetz festgeschriwwen. An ech mengen, den Dan Biancalana hat schonn drop reagiert, dass et niewent dem Artikel 1 vum Gesetz och derwäert ass, nach aner Artikel vum Gesetz ze kucken - notamment den Artikel 71 an 72. Do geet ganz kloer draus ervir, dass spéitens ab deem Zäitpunkt, wou e Krisepang declenchéiert gëtt, dee Moment de CGDIS am Asaz vum Staat ass.

D’Méiglechkeet, dass d’Buergermeeschtere kënnen de CGDIS requisitionéieren, war, mengen ech, och deemools beim Gesetz eng Fuering, déi hei vun der Chamber komm ass. Dofir gouf jo och am Gesetz festgehalen, wéi hei déi Kritäre sinn, respektiv huet all Gemeng respektiv de Buergermeeschter déi Méiglechkeet gehat, dee Moment op de CGDIS zrëckzegräifen, soulaang eeben nach net de Krisepang declenchéiert war.

Déi dote Punkte goufen de Gemengen och an enger Circulaire virun enger Zäit matgedeelt. Et ass awer ee Punkt, deen och elo vun de Gemengen am Kader vum PNOS - déi Gemengen, déi eis en Avis eraginn hunn - opgeworf ginn ass. Dofir ass dat och e Verbesserungsvorschlag, deen ech vun de Gemengen opgegraff hunn, fir eeben am PNOS nach eng Kéier déi Rolleverdeelung méi kloer duerzustellen, fir dass et dee Moment och méi verstane gëtt, fir dëst ze prezisieren.

E weidere Beräich, dee mer kloer mussen optimiséieren an op deen och schonn eng Rëtsch Leit agaange sinn, dat ass de Volet vun der Alert vun der Populatioun. Do hu mer an der Regierung, an dat scho virun den Héichwaasser, ugefaangen, an engem grondleeënde System ze schaffen. Dozou hu mer jo och scho ganz vill Prezisiounen an deene ganz ville Question-parlementaire ginn.

Wichtig ass awer, dass mer e System hunn, deen net méi op deen indirekte Kanal setzt. Dat ass nämlech dat, wat Lëtzebuerg an der Vergaangenheit gemaach huet. Mir hu systematesch iwwer indirekt Kanäl, dat heescht iwwer Medien, iwwert d’Press, Internetsitten, informéiert. D’Aféierung vun der GouvAlert-App war deen éischte Schrëtt. Bon, mir wëssen och elo, wou d’Grenze sinn. Wichtig ass, dass mer awer méi breet kommuniquéieren an dass mer aner Systemer hunn, déi eis dann, wa mer an esou enger Noutsituatioun sinn, net verlossen.

Aus deenen Erfahrungen, déi mer elo mat der GouvAlert-App hunn an och mat deenen neie legalen Dispositionen - well do gëtt et och eng Direktiv, déi eis verpflicht, esou Systemer ëmzesetzen -, wësse mer eeben elo, dass mer wëllen an déi Richtung vun deem SMS- an och deem Cell-Broadcast-System goen. Et ass e System, dee jo och scho vu verschidde Leit hei ugeschwat ginn ass, well en einfach erlaabt, méi Leit ze errechen. D’Leit mussen net méi eng App eroflueden. Dat, mengen ech, ass ee grouse Virdeel. An et erlaabt eeben och Leit, déi elo net hei wunnen, an dat ass virun an déi Gesot ginn, déi eriwierkommen - ech denken un d’Frontalieren, un d’Visiteuren -, dee Moment och ze errechen.

Dat leeft zu deem Moment an engem Grupp. Do ass och schonn e Cahier des charges ausgeschafft ginn. Dofir, Här Goergen, ech kann lech berouegen: Dat leeft! Mir drécken do schonn op de Gas. Mir mussen eis natierlech do elo un déi Etappen halen. Mir sinn och do a Kontakt mat den Operateuren, déi eis allerdéngs gesot hunn: „Dat ass net esou einfach, dass mer dat muer ëmgesat kriegen.“ Mir hunn eis awer do jo och den Timing ginn, fir dat am Laf vum nächste Joer ze maachen. Ech kom-

men och ganz gären, wa mer do méi prett sinn, eng Kéier an d'Kommissioun, fir dat esou kënnen ze presentéieren.

Dat ass den digitale Voleit. Dozou wëll ech awer och soen, dass et wichteg ass, dass mer et iwwert déi traditionell Kommunikatiounsweeër nodenken. Och dat ass vu Verschiddenen hei scho gesot ginn.

D'Sireenen - dat ass interessant. Firwat net? Et setzt natierlech viraus, dass mer d'Leit och informéieren: „Wat bedeit dat, wann eng Sireen geet?“ Well wann elo d'Sireen einfach géif goen an der Nuecht, mengen ech, géife mer och ganz vill Leit a Panik versetzen. Dofir ass et wichteg: All déi aner Kommunikatiounsweeër, déi mer sichen, dass mer och d'Leit sensibiliséieren an och informéieren. Mee firwat net?

Dat kéint eng Pist sinn. Genausou wéi mer och kucken, dass mer kënnen d'Pannoen op den Autobunne matabannen, op de Bus- an Tramsstatiounen. Ech mengen, alles, wat kéint dee Moment vun Notze sinn, soll mat consideréiert ginn, genausou wéi och eis Strategie fir Social Media. Dass et wichteg ass, dass mer herno ee globale Message hunn, dee vu ville Leit gedeelt gëtt. An dat muss séier goen. Dat muss einfach goen. An dat muss och verständlech sinn.

Do si mer natierlech och séier bei der Fro: A wéi ville Sprooch wëlle mer dat maachen? An natierlech och deen Optrag, dee mer eis och als Regierung ginn hunn, wa mer kommunikéieren, dat och a „leichter Sprache“ ze maachen. Leit, déi sech vläicht e bësse méi schwéierdinn, fir direkt Messages ze verstoen, och déi, mengen ech, dierfe mer an deem Ganzen net vergiessen. Mee Dir gesitt, dass mer do amgaange sinn, drun ze schaffen. An, wéi gesot, am Laf vum nächste Joer solle mer do da fäerdeg sinn.

Ee Stéchwuert wëll ech awer nach nennen: d'Resilienz. An d'Ëmweltministesch schenkt mer bestëmmt nach zwou Minutten, well schonn e puermol iwwert d'Resilienz geschwat ginn ass. An, ech mengen, dass et och ganz wichteg ass, dass mer eis als Gesellschaft op deene verschiddenen Niveauen eeben esou opstellen, dass mer esou preparéiert sinn, fir kënnen adequat ze reagieren an dann, wann e Schued, wann eng Katastroph, eng Kris ass, och dës méiglech geréng kënnen halen an eis dann déi nächste Kéier nach doraus kënnen verbesseren.

D'Alerte à la population hunn ech schonn ugeschwat.

Da wëll ech awer och nach eng Kéier op de PNOs agoen. Well dat ass awer dat Instrument, wat mer eis elo wëlle ginn, dat d'Richtung ugëtt, an déi de CGDIS sech soll entwéckelen, mat deem ganze Rekrutement, mat all deene Leit, déi geplangt ginn anzustellen. De PNOs ass jo den Inventaire vun deene Risiken. Et ass och wichteg, dass ech dat elo gläich da ka mat an d'Regierung huelen.

Da verweisen ech awer och nach op déi national Plattform, fir d'Reduktioun vun de Katastropherisiken. Firwat erwänen ech dat? Ma justement, well mer do en Aarbechtsgrupp dran hunn, deen heescht „Resilient Gemengen“. A mir wëllen do eeben déi Plattform schafen, dass ee ka vun deene verschiddene Katastrophen, déi waren, wéi eebe vum Tornado ware jo elo haaptsächlech zwou Gemenge betraff, mee dass een eeben och aus deenen Erfahrung ka profitéieren, dass een en Austausch tëschent de Gemenge kann hunn a sech eeben dee Moment och op esou Lessons Learned a Best Practices ka baséieren.

Dëst gesot, profitéieren ech just dovunner, e klengen Appell ze maachen, well hei jo eng Rëtsch vu Buergermeeschteren, Buergermeeschtesche sëtzen. Vun deene Gemengen, déi invitéiert goufen, hu sech der elo knapp ee Fënneftel gemellt. Et wär flott, wann nach méi Gemenge géife kommen, fir dass mir eeben och hei kënnen d'Diskussiounen weiderféieren. Ech mengen, et ass eebe wichteg, och hei déi Diskussioun an de Gemengen ze hunn, wéi mer eeben d'Gemengen och an Zukunft, grad och elo an der Pandemie, nach méi resilient kënnen opstellen.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

■ **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Jo. Villmoos merci, Här President. Erlaabt mer och als Éischt eng Kéier deenen, déi och de Premier an d'Inneministesch elo just scho genannt hunn, all deenen, déi gehollef hunn, dës Kris ze bewältegen, awer och all deenen, déi sech zanter Joren setze fir méi Preventioun am Déngscht vun der Gesellschaft, awer och an deenen einzelnen Administratiounen e grouse Merci ze soen.

A vläicht och virop vu menger Sait: Och mir waren do deenen Ereegnesser geziilt och nach eng Kéier bei

Gemengen, déi betraff woren, a sinn amgaangen ze kucken, wéi mer d'Dynamik kënnen méi héichhuelen, fir dass mer de Gemengen och selwer ënnert d'Äerm gräifen, dass si vun deene Moyene Gebrauch maachen, fir bei sech eng Etüd ze lancéieren a bei sech dann och méiglech ze maachen, dass d'Gemengen net nëmmen déi Etüden zu 100 % iwwert de Waasserfong bezuelt kréien - dat hu mer am Waassergesetz 2017 geännert an eropgesat d'ailleurs, gëllt? -, mee dass se domadder och zum Beispill hir eege Konzepter maachen a Privatleit eligibel ginn, fir Verschiddenes ëmsetzen. Här Roth, dat war eng vun Äre Froen.

Jo, et war eng aussergewöhnlech meteorologesch Situatioun de 14. an de 15. Juli. A wat awer, mengen ech, mer hei gesinn, dat ass, dass déi Kaarten, déi zu Lëtzebuerg bestinn, d'Héichwaasserkaarten - déi sinn 2019 an d'Prozedur gaangen, d'Héichwaasserrisiko-Managementpläng, wou mer jo och de Staarkreen dramaachen an d'Staarkreenkaarten, wou mer um nationale Plang an Kaarten erstallt hunn -, déi si richtig gewiescht a se sinn eng gutt Aarbechtsbasis a virun allem e ganz wichtige Outil an der Gestiou vun der Kris, fir dass mer wëssen: Wou sinn dann d'Risiken? Wivill Mënsche sinn a Gefor? A wéi kréie mer dat beschtméiglech gemaach, dass wierklech keen zu Schued kënnert an esou mann ewéi méiglech Gidder beschiedegt ginn? De Voleit Preventioun ass deen, op deen ech elo wierklech wëll am meeschten a mengem Deel agoen.

Ech hunn elo just schonn op d'verännert Situatioun higewisen. Voleit Preventioun, do fällt engem direkt eng Measure phare an, déi och an eise Mesurékatalog ass - dat si jo 243 Mesuren, déi an engem grouse Katalog si beim Héichwaasserrisiko-Managementplang -, do ass eng Measure, déi sécherlech erausstécht, well se och kann héich subventionéiert ginn. De Staat ënnerstëtzt Renaturéierungen, also dann, wa mir eng Win-win-Situatioun schafen, fir de Bierger an de Gemengen en Héichwaasserschutz garantéieren ze kënnen plus och eng besser Qualitéit vun de Gewässer, dann ënnerstëtze mir dat. An dat maache mir och bis zu 100 %. A mir hunn eeben och d'Aid fir deen aneren techneschen Héichwaasserschutz eropgesat an deem leschte Waassergesetz vun 2017, soudass mer haut awer besser placéiert sinn - ech mengen, dat beäntwert e bëssen och dem Här Roth seng Fro - wéi nach virun e puer Joren. A mer hoffen natierlech, dass mer elo déi grouse Renaturéierungen, wou mer zanter Joren dru schaffen - fir d'Uelzecht-Renaturéierung hu mer versicht, do d'Gemenge mat an d'Boot ze kréien -, an och anerer, déi mer schonn annoncéiert hunn, elo wierklech kënnen konkret mat allen Acteuren ugoen. An ech mengen, do kréie mer nach eng Kéier en Donneschdeg Zäit, fir drop anzegoen.

Da wëll ech och, well ech gesinn, dass ech net méi éiweg Zäit hunn, dem Max Hahn an och dem François Benoy Merci soen, dass si dat e bësse richt geréckelt hunn, well eis Leit hei am Land, vun der Previsioun vun de Cruen, déi ware méi schnell wéi den europäesche System. Et kum eng ganz vag a vill manner héich Warnung vun deem europäeschen EFAS-System. Dofir loossen ech déi Kritik och net gäre gellen.

Natierlech därf ee keen Amalgam maachen tëschent Meteowarnungen an deem, wéi mer d'Leit mussen virum Héichwaasser an de Gewässer mat konkrete Peeegelstänn warnen. An och do gëtt et en Internetsite, inondations.lu, wou reegelméisseg alles gemellt gëtt an un déi enzel Stelle weidergeleert gëtt an och un d'Press weidergeleert gëtt. Dat heescht, do kënnen d'Leit kucken: Wou si mer drun? Mee et gëtt och weidergeleert.

Dofir, mengen ech, ass dat eppes, wat mer net elo stoppen, wou mer och mussen d'Analys maachen: Wéi kréie mer d'Leit eeben nach besser sensibiliséiert? An och dat gouf vu méi Leit gesot. Awer och eis ass et wichteg, zum Beispill iwwer pegel.lu (veuillez lire: iwwer „Meine Pegel“), dat ass en däitsche Moyen, do gëtt et eng App, do si mer amgaangen ..., a mir hoffen, dass mer ab 2022 - dat hu mer net eréischt elo ugefaangen - mat den europäeschen Nopeschlänner do eng flott App kréien, wou mer nach méi Leit errechen. Den Här Hahn hat déi Fro gestallt. Also, do ware mer scho virun deesen Héichwaassersituatiounen amgaange mat de Kontakter mat den Nopeschlänner. Well Dir wësst, den Héichwaasserschutz, och dee klassechen am Wanter - an hei hate mer eng Combine vun deenen zwee -, dee maache mer natierlech och ëmmer mat den Nopeschlänner a mat de Regiounen derbäi.

Da vläicht eng Kéier dee Voleit, deen den Här Roth gesot hat: d'Etüd. Ma wann een de belsche Kolleg, den Här Henry zitëiert, da muss een och soen, wat e mécht. E kuckt a sech seng Waasserstroossen a seng Barragen, dat, wat bei eis an der Virbereedung fir eis Kaarten och alles scho gekuckt ginn ass. D'ailleurs, eng Waasserstrooss, déi gekuckt ginn ass, dat war bei eis d'Musel. Och déi war an d'Phase de vigilance scho ganz fréi gesot ginn. Mee et ass kloer: Mir hunn 2016 an 2018 no de Staarkreenevenementer awer béidsäiteg ëmmer gesot: „Mir analyséieren dat.“ Et ass allkéiers

gekuckt ginn: Wat kënnert dobäi eraus? An dat wäerte mer och dës Kéier maachen, fir dass all Erkenntnisser an all Elementer, déi mer hunn, an eis Pläng, déi mir als Regierung hunn, natierlech kënnen matafléissen. An dofir, mengen ech, braucht Derlech do wierklech keng Suergen ze maachen, well mir hu wierklech eng stabil Aarbechtsbasis, wou immens vill Informatiounen haut dra sinn. A mir si permanent amgaangen, déi ze verbesseren.

A vun dohier, Här Roth, wann een do genau kuckt, wat si kucken, da si mir scho méi wäit an eiser Analyse wéi dat, wat do gemaach soll ginn. Mee nichtsdestotrotz wëll ech trotzdem soen, dass mir och elo schonn amgaange sinn - ech selwer war och op d'Gemengen - fir ze kucken: Wou hake Saachen? Wou si mer net weiderkomm, zum Beispill mat Projete vu Renaturéierungen? Wou kënnen mer de Gemengen ënnert d'Äerm gräifen, fir dass mer eebe grad déi Kultur, wéi mer e Risiko abschätzen, Sensibiliséierung ronderëm d'Theema Héichwaasser, Staarkreen, wat jo wierklech ganz wichteg ass, wierklech geziilt weiderdreien?

An domadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren. An voilà, wann nach Froe sinn, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung Merci. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Motions

Da kéime mer nach just zum Vott respektiv der Diskussioun vun deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Gilles Roth deposéiert ginn ass. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Dan Biancalana.

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Jo, effektiv, d'Motioun, déi vum Här Roth hei am Numm vun der Oppositioun deposéiert gouf, reit sech an an déi Suite logique vun hirer Demande, fir eng Étude indépendante externe maachen ze looseren. D'Oppositioun bleift sech also an hirer Logik trei. Déi Logik ass awer net déi vun der Majoritéit.

Ech mengen, wat de Contenu ugeet, do si jo eng ganz Rei Elementer, déi si schonn am Rapport, dee mer an der Commission jointe diskutéiert hunn, an déi een och an eiser Motioun, déi d'Majoritéit deposéiert huet, jo kann erëmfannen. Éischt Resultater leien, wéi gesot, vir. An ech mengen, et sinn och sechs Piste skizzéiert ginn, un deenen effektiv ka weidergeschafft ginn. An et ass jo och d'Engagement, fir effektiv hei an d'Chamber zrëckzekommen an och de Mengesecteur matanzebannen. An an där Logik, mengen ech, ass hei am Fong d'Propos, dës Motioun deementspreechend ofzeleenen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Biancalana. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, villmoos merci. Ech wëilt, ier ech op d'Motioun kommen, fir d'éischt e bëssen zrëckkommen op dat, wat den Här Staatsminister gesot huet. En huet e puermol gesot: „Ech traue menge Beamten. Ech traue deene Verwaltungen.“ Jo, dat maache mer alleguer! Mee e Beamten, dee kann eppes net, e kann net soen: „Mäi Minister huet net dat gemaach, wat en hätt sollen!“ Dat schreift kee Beamten. Jo, mir traue de Beamten. A mir wëssen och, wou d'Grenze si vun deem, wat e Beamte ka soen an därer soen.

An dee groussen Ënnerscheid tëschent deenen zwou Motiounen, eiser hei - an ech soen dem Här Gilles Roth Merci, dat e se presentéiert huet - an där vun de Koalitionsparteien, dat ass einfach deen heiten: Mir schwätze vun der Responsabilitéit vun der Regierung, an an Ärem Text kënnert dat iwwerhaapt net vir! De Principe de la responsabilité ministérielle, deen awer eng Regierung soll ausmaachen, dee kennt déi Koalitioun hei net - hei net an aneren Dossieren net!

A wann hei bei deenen Naturkatastroph Saache geschitt sinn, déi net riichtgelaf sinn, da gëtt et eng Verantwortung vun de Ministeren. Mee Dir wëllt nääsch dovun héieren. Dofir ass eisen Text hei - an ech soen dem Här Roth nach eng Kéier Merci - dee richtige, well en u sech an eng Krisensituatioun freet: Wou war dann d'Regierung? Wat ass dann d'Responsabilitéit? Natierlech muss mer mat allen Acteuren schwätzen, op allen Niveauen, Gemengenniveau an hei an do, wéi Dir an Ärer Resolutioun schreift. Mee dat zentraalt Element an eng Kris: Wien huet d'Verantwortung? Wat mécht d'Regierung? Dat feelt bei lech.

An dofir stëmme mir selbstverständlech dem Här Roth seng, déi mer hei zesumme mat him presentéiert hunn, an net Är. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Jo. Also, ech weess net, wat hei gefaart gëtt, well wa jo jiddwer

een alles richtig gemaach huet, da kënnen mer d'Motioun 1 ganz gutt alleguer stëmme, souwuel d'Majoritéit wéi och d'ganz Oppositioun! Well dann huet jo keen eppes ze fäerten. An et geet jo hei och net drëms, dass ee kengem traue, mee et kann een och emol vläicht betriebsblann sinn, et kann ee vläicht nei Iddien, nei Erfahrung vun auswäertege Leit kréien, déi net intern befaange sinn, wéi een dat elo sou ka soen. Et werft een einfach e Bléck vu baussen drop, mat vläicht, wéi gesot, Bemierkungen, un déi ee guer net geduecht huet. Dat huet nääsch mat traue ze dinn.

Ech weess net, firwat dës Regierung sech ëmmer esou schwéierdeet, wa mir hei eppes froen, wat extern ass. Mir haten dat mam Waringo-Rapport. Do hu mir eis hei missen duerchsetzen. A wat huet dee bewisen? Deen huet jo bewisen, dass do awer Saachen un d'Licht komm sinn, déi een nach hätt kënnen vläicht méi verdéiwen. Mee et si Saachen un d'Licht komm, an et sinn och Saache verbessert ginn. Dat huet jo awer nääsch mat Scholdzouweisungen ze dinn. Also, ech weess wierklech net, firwat sech hei esou schwéiergedo gëtt mat esou enger Motioun, wou nääsch derhannert ass, wa jo alles richtig gelaf ass. Et ass just en ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - ... externe Bléck drop, dee vläicht nach Iddie mat erabrëngt, un déi vläicht emol kee geduecht huet. Ech verstinn dat einfach net!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Gilles Roth.

■ **M. Gilles Roth (CSV), interpellateur.** - Ech soen deene Leit, dem Här Kartheiser an der Madamm Cecchetti, Merci fir déi Ënnerstëtzung. Ech gesinn, si ass och vun de Piraten do. Hei geet et, wéi d'Madamm Cecchetti richtig gesot huet, jo net ëm Scholdzouweisungen, mee et geet drëm, fir vun engem externen Audit gekuckt ze kréien: Wat ass richtig gelaf, wat ass net richtig gelaf um Niveau vun de Warnungen? Ech mengen, et si jo hei eng Rei vu Fakten op den Dësch komm. Et muss ee kucken, ob een dat ka verbesseren, de Fonctionnement vu Servicere, de Fonctionnement vu GouvAlert, de Fonctionnement vun SMS-Déngschter, fir d'Leit an d'Populatioun ze avertéieren. Dat schéngt mer awer wichteg ze sinn.

Den zweete Punkt, wou et awer Lacunne gëtt, ass deen: Et weess keen esou richtig, wat d'Missioun ass vun enger Gemeng a wat d'Missioun ass vun dem CGDIS a wéi déi zesummenaarbecht verbessert ka ginn. Dat schéngt mir awer eppes ze sinn, wat ee vu bausse kucke léisst.

An deen drëtten Punkt ass deen: Mee et kann een da gegeebenefalls déi Gesetzesdispositiounen, déi 2018 an enger relativer Urgence gestëmmt goufen - dat hat nach muss gestëmmt gi virun de Chamberwälen -, objektiv kucken. Mee wann een natierlech dat alles refuséiert ..., y compris d'ailleurs de System vun den Indemnisationen, et ass jo dat, wat d'Leit finalement interesséiert! Et misst een och vläicht eng Kéier d'Vuë kucken, also en Échange de vues mat den Assureuren, wou se kënnen intervenéieren, wou hir Limite sinn, wat dat bedeit fir déi gesamt Fonge vun den Assurancen a wou de Staat kann oder soll zousätzlech intervenéieren, an a wat fir enger Envergure, an ob en och déi néideg ...

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat heescht, Dir spillt Assureur.

■ **Une voix.** - Nee.

■ **M. Gilles Roth (CSV), interpellateur.** - Nee.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Du verstees zwar wierklech guer nääsch.

■ **Une voix.** - Nee.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Oder du wëlls et net verstoen!

■ **M. Gilles Roth (CSV), interpellateur.** - Här Staatsminister, ech soen lech ganz éierlech: Ech mengen, dass Leit, déi an enger Zone inondable wunnen, wou do d'Assurancé limitéiert sinn, opgrond vun de Kontrakter, bei 20.000 Euro, da soen ech lech, dass vill Leit deen zousätzlech Schued, dee se hunn, net kënnen opbrëngen! An ech mengen, dat ass zumindest och an enger Chamber en Debat wierdeg. An dat sollt och vun engem Externe gepréift ginn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV), interpellateur.** - An och déi Fro - do hunn ech keng Äntwert drop héieren! -, wann elo gesot gëtt: „Mir deenen déi Zone-inonablen aus!“ Do kënnen jo Leit sinn, déi fréier hiert Haus net an enger Zone inondable stoen haten, déi bis elo d'Méiglechkeet hätten, bis 200.000 Euro kënnen entschidedegt ze gi maximum, an déi dann indirekt op 20.000 Euro limitéiert ginn. Dir wësst och, dass schonn eleng fir eng Etüd oder eng Expertis vun engem Haus, fir feststellen, wat de reelle Schued ass, et net mat 1.000 Euro duergeet. An ech fannen, an deem Sënn hätt ee kënnen dat extern belichten. Do wier kengem en Zack aus der Kroun gefall. Mee



ech gesinn, hei spillt erëm déi berüümte Logik 31 géint 29. Da musst Dir dat maachen. Mir huelen dat zur Kenntnis. A mir wëllen och, ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV), interpellateur.** - ... dass dës Motioun zur Ofstëmmung kënn. Mir si méi konstruktiv, well mir soen, dass an Ärer Motioun Usätz sinn, déi gutt sinn, mee déi ëmfaassen net dat Ganzt. An duerfir wäert d'CSV-Fraktioun sech bei Ärer Motioun dann net an déi Logik 31 géint 29 do stellen, mee mir soen: „Mir enthalen eis do.“ Mir soen: Dat ass e gudden Usatz, et geet an déi richteg Richtung, mee mat deem Rapport externe indëpendant wier déi Missioun méi wäit gaangen am Interesse vun allen Acteuren.

■ **Mme Martine Hansen (CSV).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo. Merci, Här Präsident. Bon, als Éischt emol, ech verstinn dat Sech géint-extern-Rapporte-wiere wierklech net méi. Wann d'Oppositioun ee freet, heescht et: „Nee.“, „Op kee Fall!“, „Wou géife mer hikommen, wa mer eppes extern géife préiwe loosse? Mir hu jo all d'Capacités, fir et ze maachen.“ An da lauschten ech d'Ried zur Lag vun der Natioun, wou de Premierminister eis ganz houfreg hei seet, datt mer d'Covidkris géifen extern kucke loosse. D'Gestioun vun der Covidkris soll also elo souguer vun der OECD gekuckt ginn! Net vun engem Rapporteur hei zu Lëtzebuerg, net vun iergendengem Auditeur, mee tatsächlech direkt vun der OECD! Fir dann och an enger Peerreview ze kucken, ob mer do gutt sinn, ob mer schlecht waren, wéi mer eis dann do positionéieren.

Dat heescht, extern Evaluatiounen si gutt, wann d'Regierung fënn, datt se sech do wëllt préiwe loosse. Se fanne se manner gutt, wann et dann ëm d'Pisa-

Resultater, och vun der OECD, geet. A si sinn net gutt, wann d'Oppositioun se freet. Dat ass eng Logik, déi reng parteipolitesch gedriwwen ass an net am Interêt vun der Saach. Dofir mengen ech, datt et wichteg wär, déi Motioun hei ze stëmmen. Ech kann lech awer och elo scho soen: D'Piraten wäerten déi zwou Motiounen haut stëmmen, well et geet eis drëm, datt eppes geschitt! Et geet eis net drëm, Scholdzouweisungen ze maachen. An ech mengen och net, datt déi éischt Motioun iergendeng Scholdzouweisung beinhalt. Et geet wierklech drëm, datt ee sech extern evaluéiere léisst; eppes, wat d'Regierung jo do, wou et hinne passt, selwer fuerdert a mécht, an do, wou d'Oppositioun et proposéiert, einfach mat enger Hand ewechwëscht. Ech fannen dat schued. Ech verstinn dat net. Mir denken net an där Logik. Dofir stëmmen mir déi zwou mat.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do, soudatt mer kënnen zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmen fänkt un.

Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. D'Motioun Nummer 1 ass mat 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies,

Georges Mischo (par M. Gilles Roth), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Stéphanie Empain), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Dan Biancalana deposéiert ass ginn. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Dat ass net de Fall.

Da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un.

De Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. D'Motioun Nummer 2 ass mat 33 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmme an 22 Abstentiounen uegoholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 33 voix pour, 4 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Stéphanie Empain), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Gilles Roth), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Chamber kënn muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.09 heures.)



Édition spéciale sur la proposition de révision de la Constitution n° 7575 concernant la Justice, cf. Annexe au compte rendu des séances publiques n° 15 - Session ordinaire 2020-2021



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'avenir du centre thérapeutique « Syrdall Schlass »

- Exposé : Mme Nathalie Oberweis

- Débat : M. Jean-Marie Halsdorf - Mme Carole Hartmann - Mme Cécile Hemmen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert

3. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

- Exposé : M. Jeff Engelen

- M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen)

4. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la réduction des risques d'inondations

- Exposé : M. Gusty Graas (intervention de M. Michel Wolter)

- Débat : M. Michel Wolter (interventions de M. Gusty Graas et parole pour fait personnel) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Haagen) - Mme Cécile Hemmen - M. François Benoy (dépôt de la motion 1) - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Motion 1 : M. Marc Goergen - M. Michel Wolter - M. Fred Keup (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen) - M. François Benoy

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

5. 7775 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ;

3° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

- Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : M. Guy Arendt

- Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Simone Beissel - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. Motion de M. Jeff Engelen relative aux mesures sanitaires en vigueur pour les élèves et le personnel enseignant des écoles de musique des communes

- Discussion générale : M. Gilles Baum (intervention de M. Michel Wolter) - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser (retrait de la motion) - M. Sven Clement

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg, Mme Paulette Lenert et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.07 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'avenir du centre thérapeutique « Syrdall Schlass »

D'Chamber féiert de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Zukunftsperspektive vum Syrdall Schlass. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Marc Hansen, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis als Verriederin vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här Président. Et ass komesch, hei als Éischt ze

schwätzen. An ech sinn awer elo ganz frou, dass d'Ministesch grad ukënn. Genau. Op jidde Fall freeën ech mech, iwwert d'Syrdall Schlass mat lech ze schwätzen. Den Therapiezentrum fir Drogésüchtiger zu Manternach am Syrdall-Schlass ass eenzegaarteg. Et ass déi eenzeg Therapie hei am Land, déi Drogésüchtigen eng stationär Behandlung ubitt, déi net just medezinesch ass. Manternach ass kee Spidol, mee eng Plaz, wou Leit mat Suchtproblemer kënnen an engem sécheren Ëmfeld liewen an den normalen Alltagsaktivitéiten noغو.

Säit 40 Joer gëtt et dës Therapie, déi ganzheetlech ass an an e puer Voleten opgedeelt ass. Aarbechts-therapie gëtt et, Konschttherapie, Kreativatelieren, Gruppentherapie an individuell psychologesch Betreierung, betreit Wunnen, gemeinschaftlecht Kache mat Produiten aus dem gemeinschaftleche Gaart, Déierentherapie an esou weider. Et héiert sech ganz schéin a ganz ganzheetlech un.

Elo muss ee kucken: Prinzipiell sollen d'Patiente léieren, Verantwortung fir sech selwer ze iwwerhuelen, andeems och Verantwortung fir d'Kollektiv soll matgedroe ginn. D'Openthaltsdauer vun de Patienten ass an der Moyenne 8 Méint; verschidde Patiente bleiwen awer och emol bis zu 15 Méint.

Dat, wat ech lech grad beschreiwen, ass, wéi et am Moment ass oder wéi et bis elo zumindest war.

Et kommen ëmmer erëm och emol Patienten dohinner, déi réckfällig ginn, déi also e bësselche kommen a ginn an ëmmer erëm erëmkommen. Dat gehéiert dozou an deem Beräich.

D'Erfarungen um Terrain deiten drop hin, dass, wat d'Therapiezeit méi laang ass, wat se méi wirksam ass. Deen Echo hu mir vum Terrain kritt. D'Patiente vu Manternach brauchen heiansdo e puer Uleef, fir sech erëm an engem gereegelten Alltagsliewe kënnen ze integréieren. Dat heescht all Dag matzäiten opsto, eng Aarbecht fannen, eng Wunneng fannen, akafe goen, sech ëm de Stot këmmen, sozial Kontakter ausserhalb vun der Marginalitéit opbauen, säin Ausgesi fleegen, sech erëm eng gesond Liewenshygiène ugewinnen an esou weider.

Dat alles ass net esou evident, wann een um Rand vun der Gesellschaft leeft a gelieft huet, an et gëtt och ëmmer manner evident, wat ee méi laang an esou enger Situatioun war a wat d'Ongläichheeten an der Gesellschaft ëmmer weider wuessen.

Här Präsident, esou eng Therapie ass kee Wonnermëttel, si ass eng Begleedung. Si kann net on-

ofhängeg vun anere Mëttele an sozialen Dénsgchtleeschtunge gräifen. Ausserhalb vum Therapiezentrum mussen Rechter gëllen, wéi d'Recht op Wunnen, d'Recht op Ausbildung, d'Recht op Aarbecht, d'Recht op Gesondheet, Zougang zu ëffentlechen Transportmëttele an esou weider.

Esou eng Therapie wéi déi, déi bis ewell zu Manternach am Syrdall Schlass uegebuede gouf, ass och net esou ausgeluecht, dass se kuerzfristeg wierke kann a kuerzfristeg Resultater opweise kann. Et ass eng Therapie, déi iwwer laang Zäit hir Friichten dréit. Hei gëtt sech Zäit geholl fir d'Patienten. En direkte „return on investment“ kann ee sech vun esou enger Therapie net erwaarden, an dat soll och kee sech erwaarden.

Mir mengen: Mat der Gesondheet mécht ee kee Profit a bei der Gesondheet spuert een och net. Dat schéngt awer, an dat ass déi grouss Fro, déi Erwaardung ze sinn, déi priméiert bei der geplangter therapeutischer Ëmstrukturéierung am Syrdall Schlass zu Manternach. An dat ass och de Grund, firwat mir dës Heure d'actualité uegefrot hunn. Mir wëllt méi Informatiounen iwwert dës Wandel a wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi dës Ëmstrukturéierung zugronn leien.

Här President, mir si besuert iwert d'Zukunft vun der therapeutischer Ausrichtung zu Manternach. Engersäits, well mer fir d'éischt aus inoffizieller Quell gewuer gi sinn, dass dës Therapie soll reformiert ginn. An anerersäits, well mer op Nofro hi keng zefriddestellend Äntwert krute vun der Gesundheitsministeresch. A kenger Santéskommission ass iwert dës Emstrukturierung geschwat ginn. Mir sinn d'Detailer aus der Press gewuer gi respektiv vu Leit vum Terrain.

Am „Wort“ vum 1. Oktober 2021 erklärt de Generaldirektor vun der Rehaklinik vum Eitelbrécker Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique, dass uganks des Joers en Aarbechtsgrupp agesat gouf, deen d'Emstrukturierung vun der Therapie zu Manternach an engem bis zwee Joer soll duerchsetzen.

Am selwechten Artikel gëtt een dann och gewuer, wat fir Ännerunge geplangt sinn. D'Openthaltsdauer vun de Patienten, dat heescht d'Therapiezeit, gëtt gekierzt: D'Patiente sollen idealerweis téscht dräi a maximal sechs Méint a Behandlung sinn - an dobäi géif ee laut Temoignagen eréischt no sechs Méint richteg ukommen. Dat ass dat, wat mir vun de Leit héieren hunn. Domat soll dann also och d'Waardezäit - ech schwätzen elo vum Wandel, vun der Ännerung -, d'Liste d'attente fir d'Therapie erfogdréck ginn.

Et wier wëssenschaftlech begrënt, dass eng kuerz Therapie de Leit éischer géif hëllefen, erëm op den eegene Féiss ze stoen, esou heescht et vun der Direktioun, aus dem CHNP. Dat ass also kontradiktoresch zu deem, wat mir och héieren hunn, an dofir géife mer gären doriwuer schwätzen.

Et soll méi ambulant a méi individuell gehandelt ginn, esou den Direktor. D'Aarbechtstherapie soll en anere Stellwäert kréien, et soll allgemeng manner edukativ Therapie gemaach ginn, fir méi medezinesch Therapieoffere kënnen unzibidden. Dat ass beängstlegend fir d'Patienten. Si konnte bis elo op der Plaz wunnen, schaffen, liewen, an engem gemeinschaftlechen a ganzheetlechen therapeutische Kader. Si krute keen Delai genannt, wéini si eraus missten. Zu Manternach ware si fir eng länger Zäit aus der Schosslinn vun enger repressiver Drogenpolitik, déi näischt bréngt.

Och d'Nosuerg, wou si fir sech wunnen an awer och betreit ginn, war bis elo onbefrist. An och déi soll elo op ee Joer befrist ginn. Do kriss de also och schonn elo, wann s de an d'Nosuerg kënn, gesot: „An engem Joer muss de hei eraus!“ Wat sinn d'Erklärungen dofir, wann ee weess, dass et grad an der Nosuerg ass, wou de Patient - Zitat, wéi mer et genannt kruten -, „réckfällg“ gëtt?

Mir mengen, dass déi geplangte Reform am CTM eng zimmlech faul Geschicht ass. Firwat verleeft dës Reform duerch d'Hannerdier an et gëtt ee quasi näischt gewuer? Mir mengen, dass dat eppes ass, fir dat d'Ministesch sech muss verantwerten a wat si muss begrënnen. Dofir och dës Heure d'actualité.

Wat ass de Méiwäert vun där Reform par rapport zum ale respektiv zu deem aneren Therapiekonzept? Op wéi enge wëssenschaftlechen Erkenntnisser berouen dës Ännerungsmoosnamen? Esou eng Reform kann net just op esäitenge selektiven Erkenntnisser berouen. Et gëtt sécherlech e puer therapeutesch Approchen am Beräich vun der Suchtproblematik an d'Ministesch misst déi zur Kenntnis huelen an an der zoustänneger Kommission oppeleien an och diskutieren.

Här President, ech sinn net vum Fach. Ech hu keng medezinesch Kenntniss, mat deenen ech hei kann argumentieren. Mee ech mengen, dass een déi net muss hunn a se net brauch fir ze verstoen, dass et hei eventuell em eng Käschtoptimisierung geet op Käschte vum Patient. D'Fro ass gestallt.

Et läit op der Hand: D'Therapie gëtt gekierzt, well wie manner laang an der Therapie bleift, gëtt och méi bëlleg. Wat méi ambulant gehandelt gëtt, wat och méi lukratiiv Potenzial entsteet. Verschidden Ännerunge sinn och wierklech vun engem therapeutische Point-de-vue net nozevollzéien: Zum Beispill soll dat gemeinschaftlech Kachen ewechfalen a Kichepersonal agestallt ginn, mam Argument, dass d'Patiente fir d'éischt emol fir sech selwer kache misste léieren amplaz fir 20 Leit. Bei allem Respekt, dat ass absurd! Léiert ee fir sech selwer kachen, andeems ee guer net méi kacht?

„Kee Patient soll vergiess ginn“, heescht et vun der Direktioun vum CHNP. Mir fäerten awer, dass genee déi Vulnerabelst hei wäerte vergiess ginn. Si kréien en Delai opgedréckt a gesot: „Kuck, dass de an där Zäit gesond gëss!“ Mir setze si enner Drock a sinn ongedëlleg mat deenen, déi op der Streck bliewen. Ech maachen elo keen direkt dofir verantwortlech, well et ass eng gesellschaftlech Problematik. Mee ech hunn d'Gefill an den Androck, dass dat u sech en Ausdrock ass, wéi ongedëlleg mir mat Mënschen émginn, déi net no eisen dominanten, neoliberalen an individualistesche Krittäre funktionieren an der Gesellschaft. Wann s de net produktiv a schnell genuch funktionieren, da gëss de schnell an den Eck gedréckt an trotzdeem enner Drock gesat.

Dat Konzept vu virdrun, dat bis elo gegollt huet, huet dat net gemaach. Do war keen Drock, mee d'Awunner konnte sech entfallen an sech fannen. Vun engem fréieren Awunner krut ech gesot: „Et war streng, mee fair.“ Et muss ee keen Dokter sinn, fir sech Gedanken a Suergen em eis Gesellschaft ze maachen; eng Gesellschaft, wou d'Ongläicheete wuessen an d'Exklusivitéit d'Resultat dovunner ass.

Déi allgemeng gesellschaftlech Fro, déi ech mer hannert dëser konkreter Fro vum CTM stellen, ass: Wéi geet eis Gesellschaft mat dese Mënschen, déi um Rand vun der Gesellschaft liewen, em? Wat gi mer hinnen? Wéi vill Plaz a wéi vill Raum gi mer hinnen? A wéi eng Alternative bidde mer hinnen?

Här President, déi politesch Responsabel mussen ufänken, sech d'Fro ze stellen, ob et normal ass, dass esou vill Leit an deem räiche Land an d'Drogenabhängigkeit an an déi extreem Prekariétéit rëtschen. Ass et normal, dass déi Leit sanitäre Konditionen ausgesat si wéi am 19. Joerhonnert? Ass et normal, dass et net méi Strukturen gëtt, déi dës Leit op laang Dauer kënnen begleeden? Net just Fixerstoffen, mee Laangzäittherapien, laangfristeg Therapië wéi déi zu Manternach, déi eeben och ganzheetlech funktionieren.

Ass et normal, dass Manternach deen eenzegen Drogentherapiezentrum am Land ass, deen Drogensüchtigen eeben eng dauerhaft Betreuung ubitt, déi net just medezinesch ass, mee wou si quasi iwwer eng ganz Zäit hir Existenz op enger sécherer Plaz erëm kënnen opbauen? Firwat gëtt et net méi esou Therapiezentren, vu d'Envergere vun der Drogenproblematik zu Lëtzebuerg? Dat wäeren déi Froen, déi ech géif stellen, an ech freeë mech op d'Diskussioun.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Oberweis.

Als éische Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt effektiv ufänken, andeem ech der Madamm Oberweis Merci wollt soe fir déi Aktualitéitsstonn iwwer den Therapiezentrum Manternach oder iwwer d'Syrdall Schlach, well ech mengen, et ass wierklech ubruecht, dat, wat an der Press stoung a wat si och elo gesot huet, och ze hannerfroen. Dat hunn ech och gemaach. An ech hu mer änlech Froe gestallt wéi si, vläicht e bëssen aus engem anere Bléckwénkel.

Et ass eng Tatsaach, dass dës Institutioun am Drogenberäich säit 1980 funktionéiert an dass dës Behandlungsstruktur fir Erwuessener, déi schwéierst drogenofhängeg sinn, vun Heroin, Kokain an esou weider, sech no engem holperigen Ufank - ech nennen dat emol esou - an den 80er-Jore wierklech zu engem wichtige Standbeen an der Lëtzebuerg Drogenbehandlung entwéckelt huet. Dat ass e Fakt! An d'Reputatioun vun dëser stationärer Behandlungsstruktur ass net méi ze maachen; bis dato gouf et menges Wëssens och - an dat ass wichtig - weeder Overdosen nach soss Doudeger am Zenter, an de Fonctionnement huet sécherlech mat der Zäit evoluéiert. Deen Zenter steet an engem gudden Licht.

Well elo laut Press effektiv verschidde Restrukturierung gemaach oder Schrauwe gedréint ginn oder méi Schrauwe matenee gedréint ginn, mengen ech, wollt ech op verschidden Aspekter agoen an déi och beliichten, esou wéi d'Madamm Oberweis dat och gemaach huet.

Fakt ass, an dat hunn ech och an der Press gelies: Well et grouss Waardeschlaange gëtt, fir eng Plaz am Zenter ze kréien, soll effektiv d'Therapiedauer verkierzt ginn. Déi war ëmmer sechs bis 15 Méint; déi soll op sechs Méint reduzéiert ginn. Dat ass och schéin a gutt, mee all PALP-Therapie ass e bëssen anescht a muss awer ugepasst ginn. An et gëtt jo och do vu Stepped Care geschwat. D'Therapie soll also no deem Prinzip individuell, evidenzbaséiert ugepasst ginn. Meng Fro, déi ech mer dann awer trotzdeem muss stellen, ass déi: Déi Zäitrechnung mat deene sechs Méint, geet déi dann all Kéier op? Dat wäert d'Zukunft eis weisen.

An och wann et esou ass, dass individuell an ugepasst traitéiert gëtt, risquéiert do net e bëssen déi néideg Rigueur op der Streck ze bliewen, déi iwwer Joerzénge eng konstant war am Therapiezentrum an deem Haus? An ech kann dat esou soen, well ech säit den 90er-Joren als interesséierte Gesundheitspolitiker e puermol op der Plaz war. Duerfir kennen ech d'Haus relativ gutt.

Ech liesen dann och, dass d'Offer méi breet gemaach gëtt. Sou sollen déi schonn existent ambulante Strukturen ausgebaut ginn. D'Dagesklinik an déi stationär Struktur sollen aneneegräifen.

Den Accès an d'Begleitung fir déi eenzel Patienten, déi ambulant oder stationär behandelt ginn oder goufen, solle vereinfacht ginn. Dat gëtt ein-

fach generell vereinfacht, onofhängeg vun de Strukturen, aus deenen se kommen oder an deenen se liewen. Ech fannen dat prinzipiell och gutt, mee trotzdeem drängt sech dann eng Fro op: Do misste jo da Prioriséierung gemaach ginn - wéi sollen déi ausgesinn? Wie gëtt do virgeholl? Wéi gëtt dat realiséiert? Wéi gëtt dat emgesat?

An iwwerhaapt stellen ech mer dann, wann ech vu Vereinfachung schwätzen, d'Fro: Kéint do net de Problem kommen, dass den Accès fir an de Manternacher Therapiezentrum esou vereinfacht gëtt, dass am Fong geholl den Entzuch, dee jo am Spidol gemaach gëtt, ier een iwwerhaapt därer eragoen - dat ass eng *Conditio sine qua non* -, relativéiert gëtt? Ech hoffen, dass do awer dann eng gewësse Rigueur bleift.

Dann hunn ech gelies, dass den Drogenkranke psychotherapeutesch begleet soll ginn, wat jo och e Schlëselelement ass a wat och richteg ass. Mee sprécht dann esou eng psychotherapeutesch Therapie jiddwereen? Well déi Leit, déi dohinner kommen - dat huet d'Madamm Oberweis och gesot -, komme jo aus verschidde Karriären oder hu jo verschidde Profiller. Dat kënnen jonk Leit sinn. Dat kënnen chronesch Kranker sinn. Dat kënnen Leit sinn, déi eeler sinn, déi am Beruff sinn oder déi kee Beruff méi hunn. Duerfir géif ech nawell gär wëssen, wéi dat dann herno soll funktionieren, wéi een dann do dat Ganzt soll enner een Hutt kréien. Gutt.

Dann hunn ech och gelies - wat d'Madamm Oberweis och gesot huet -, dass effektiv verschidde Strukturen sollen emfunktionéiert ginn. D'Gaardenaarbecht an d'Déierepresenz sollen iwwerkuckt oder souguer ofgeschafft ginn. Déi handwierklech Aktivitéiten - Aarbecht, Schräineraarbecht an esou weider - sollen och anescht ugepaakt ginn. An dann d'Kichenaarbecht, déi si och ugeschwat huet, mam Kach - dat soll jo och anescht organiséiert ginn. Mee dat waren ëmmer Aktivitéiten, déi ganz wichtig waren am ale Modell, am Behandlungsschema vun deene Leit.

Sou. Bleift dat elo esou? Oder wat ännert do? Wéi eng Reegele kommen do? Wéi sollen elo déi Leit, déi Heembewunner dann do beschäftegt ginn?

Dann hunn ech och gelies, dass all Patient e Safe sollt kréien, wat och e Recht ass, dass ee seng eege Sue ka geréieren. Mee et muss ee sech jo dann och bewusst sinn, dass, wann do solle Kontrollfunktionnen ausgeübt ginn an ee keen Accès op de Safe huet, do verschidde Froen opgeworf ginn, wat an deem Safe ass oder wat net dran ass.

A schlisslech wollt ech och nach zur Konklusioun kommen, dass wa vill Elementer vun deem geännerten oder vun deem ze ännernde Konzept während zwee Joer sollen emgesat ginn - maximal zwee Joer -, fannen ech dat och gutt. Ech fannen et och gutt, dass en Aarbechtsgrupp derbäi ass, mee, wéi gesot, ech wär frou, wa mer kéinten an zwee Joer kucken, wat dës Ännerunge bruecht hunn. Well en Drogenpatient gëtt am Fong geholl jo anescht sensibiliséiert wéi virdrun.

An dann hoffen ech och, dass déi Resultater och deementspriedend sinn, dat heescht d'selwecht, op d'mannst d'selwecht, wann net esouguer besser, an hoffentlech net méi schlecht, well den Drogenparcours vun all Drogenkranke ass effektiv komplizéiert no enger Behandlung an de Wee an déi normal Aarbechtswelt, an dat normaalt liewen ass wierklech laang an et kënt een net ëmmer gutt un.

A schlisslech nach e leschte Saz. Ech huelen un, dass déi Upassungen, déi elo hei gemaach ginn, och am Nationalen Drogenaktionsplang stinn. A wann dat esou ass, kann d'Ministesch eis soen, ob se am Nationalen Drogenaktionsplang dra stinn a wéi se do dra stinn oder ob do Saachen derbäigeschriwwen ginn? Dat géif mech nawell och interessieren. Dat waren déi puer Froen, déi ech och wollt un d'Madamm Minister stellen.

An ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Halsdorf. Ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Centre Thérapeutique Manternach oder CTM, deen am Syrdall Schlach ennerbruecht ass, hëlleft Drogenofhängegen, hir Sucht ze iwwerwannen an nees sozial a professionell an d'Gesellschaft integréiert ze ginn.

Elo sollen den Zenter a seng Offer reforméiert ginn. Am leschte Koalitionsaccord sinn den Ausbau an d'Stärkung vun de Suchtbehandlungsstelle virgesinn. Och Recommendationen, déi no der Analys vum leschten Nationalen Drogenaktionsplang vun 2014-2019 formuléiert goufen, sou wéi och nei wëssenschaftlech Erkenntnisser verlaangen hei eng Upassung vun der Therapieoffer.

Ab der éischer Prise de contact dauert et aktuell em déi dräi Méint, bis ee fir eng Therapie kann opgeholl ginn. Dat ass fir Leit, déi mat schlëmmen

Drogenproblemer ze kämpfen hunn, natierlech immens laang. Administrativ Hürde ginn als ee Grond fir déi laang Waardezäit opgezielt. Do huet sech mir d'Fro gestallt, an ech ginn se weider un d'Madamm Minister, ob eng Vereinfachung vun den administrativen Demarché geplangt ass, fir d'Waardezäit verkierzen ze kënnen.

Och d'Behandlungen u sech daueren internationale Standarden no ze laang: sechs bis 15 Méint, am Duerchschnëtt also aacht Méint, sinn d'Patienten aktuell a Behandlung. Dat ka fir d'Patienten awer negativ Repercussiounen hunn, well si esou vun der Struktur ofhängeg kënnen ginn. De But vun der Therapie ass et awer, d'Patiente vun hirer Sucht ze befreien, hinnen en onofhängegt liewen ze erméiglechen a si nees séier an hiert gewinntent Émfeld an an d'Gesellschaft ze integréieren.

Wéi et aus engem Interview vum „Wort“, dee scho genannt ginn ass, vum 1. Oktober ervirgeet, sinn déi Responsabel vum CTM a vum CHNP der Meenung, dass d'Therapie aktuell nach ze edukativ ass. Et wëll een dowéinst e méi psychotherapeutischen Usaz verfolge, dee méi Bedürfnisorientéiert opgebaut ass, e gréissere Bezug zur Realitéit huet an esou e besseren Notze fir den Alldag ausserhalb vun der Struktur duerstellt.

De Profil an d'Besoinen vun all Patient wäerten an Zukunft berécksichtigte ginn, fir esou eng individuell Therapie ubidden ze kënnen. Komorbiditéite wéi Traumaen oder ADHS musse bei der Behandlung zum Beispill och consideréiert ginn, fir déi beschtméiglech Prise en charge an déi gréisste Chancen op eng erfollegräich Therapie ze erméiglechen.

Aktuell gehéieren zur Behandlung Psychotherapie, Sport- a Fitnessaktivitéiten, Schräiner- a Kreativateliere souwéi en Déieren- a Gaardeberäich. An Zukunft soll méi Zäit fir Gespréicher, Sport a Rehabilitatioun bliewen.

D'Liewen innerhalb vun der Struktur soll och manner restriktiv ginn. Amplaz datt d'Patiente perséinlech Saache bei der Admissioun ofginn, wäerten d'Zëmmer an Zukunft iwwer e Safe verfügen, wou perséinlech Saache versuergt kënnen ginn. Och den Handy dierf av véier Wochen Openthalt genotzt ginn an d'Patiente léieren esou, selwer Verantwortung ze iwwerhuelen. Wichtig ass jo och: Mir sinn hei net an engem Prisong, mir sinn an engem Therapiezentrum.

Här President, nieft der méi individualiséierter Therapie wäerten och aner Behandlungsméiglechkeeten ugebuede ginn. Dozou zielen zum Beispill méi ambulant Offeren. E stationären Traitement kann esou zum Beispill verkierzt gi mat Hëllef vun enger Séance de rappel oder enger intensiver Prise en charge, déi op een Dag begrenzt ass. Et sinn och méi Therapieplazen néideg fir Persounen, déi kokainsüchtig sinn. Tëschtent 2014 an 2017 sinn d'Demandé vu Kokainofhängegen em 37 % an d'Luucht gaangen. Dat war eng vun de Recommendationen nom leschten Drogenaktionsplang, déi an deene neie vun 2020 bis 2024 och opgeholl gouf.

Den neien Aktionsplang gesäit do dernieft et vir, en neien Therapiezentrum fir Mineuren ze maachen, d'Berodung an d'Begleitung vum Entourage vun den Drogenofhängegen, fir déi d'Situatioun och belaauscht ass, ze erweideren, souwéi och eng besser Prise en charge vu Persounen ze garantieren, déi aus dem Prisong entlooss goufen, fir esou nei Verhaftungen opgrond vun Drogendelikter ze verhënnern.

D'Prise en charge vu Mammen oder schwangere Frae muss och bei eis verbessert ginn. Hir Behandlungen daueren oft am längsten an d'Méiglechkeet, d'Kanner am CTM dobäi ze hunn, verhënnert Placementer vun de Kanner a Foyeren oder Fleegefamilien. Dat ass oft eng ganz emotional Belaaschtung fir Mamm a Kand an dowéinst keng gutt Viraussetzung fir eng Therapie.

Leider ginn d'Fraise fir d'Kanner vun der CNS aktuell net iwwerholl. Sollt bei de Remboursementer nach keng Upassung envisagéiert sinn, da sinn ech der Meenung, dass iwwer dese Punkt geschwat soll ginn, well d'Demandé vu Mamm mat Kanner fir eng Therapieplaz ginn och an d'Luucht.

Här President, Lëtzebuerg ass am europäesche Ranking mat virbäi, wann et em d'Verfügarkeet vu Behandlung geint d'Drogensucht geet. Mir hu fréi erkannt, dass Repressioun eleng net Deel vun der Léisung ass. Dorobber kënnen mir houfreg sinn! D'Prise en charge vu Leit mat Drogenproblemer, déi oft a ganz präkäre Situatiounen liewen, ass nieft der Preventioun een zentrale Piliere vun eiser Drogenpolitik. A well et wichtig ass, neien Erkenntnisser Rechnung ze droen, steet d'DP der Reform vum CTM och positiv géintiwwer.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hartmann. Da wier et un der honorabelen Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Merci der Madamm Oberweis fir d'Interpellatioun. Ech hunn et just e bësse schued fonnt, dass Der eng ganz aggressiv Approche hei un den Dag geluecht hutt, wat eigentlech déi ganz Reform ubelaangt. Dir hutt vum enger ontransparenter Reform geschwat, vu Saachen, déi géife verstoppt ginn an dass Changementer eventuell och an direkter Relatioun mat engem finanzieller Volet wieren.

Ech kann lech soen, dass ech am Virfeld vun dëser Aktualitéitsstonn de Kontakt mat Responsabele gesicht hunn an ech hu mer och e bëssen d'Hannergrënn an och d'Ziler vun dëser Reform erkläre gelooss, eng Reform, déi ech no dësen Explikatiounen als wierklech ganz wichteg, ganz richtig an och als ganz pertinent aschätzen.

Ech soen iwwregens och dem Generaldirekter, dem Dokter Mark Ritzen, en hærzleche Merci vun dëser Säit aus fir seng Zäit an och seng éierlech Wieder. An ech géif mer erlaben, Här President vun der Santéskommissioun, lech ze froen, ob et méiglech wär, dass mer vläicht mat de Membere vun der Santéskommissioun eng Kéier eng Sëtzung kéinten hunn am Syrdall Schlass, zesumme mat de Verantwortlechen. Well all déi Informatiounen, déi ech kritt hunn, mengen ech, wäeren et derwärt, fir an aller Transparenz och un eis Membere kënnen weidergeleet ze ginn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci. Wann d'Membere vun der Kommissioun do dermat d'ac-cord sinn, maache mer dat.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Voilà. Wéi gesot, d'Reform vu Manternach, déi reit sech am Allgemengen an an eng generell méi modern Approche vun der Psychiatrie. An hei gëtt de Fokus awer elo méi spezifesch op d'Suchtthematik geluecht a mir sinn elo, wéi gesot, beim Syrdall Schlass Manternach.

D'Gesellschaft evoluéiert, an iwwert de Konsum vun all méiglechen Drogen eras huet dat dann natierlech och e schwéieren Impakt op d'Verhale vun den Ofhängegen, an Hand an Hand dermadder ginn awer och d'Erkenntnisser iwwer Behandlungsmethoden, déi och mat evoluéieren. An do si mer leider hei zu Lëtzebuerg wäit wech vun deem, wat aktuell an der Literatur steet a wat och d'Leitlinie virgesinn.

D'Reform, déi Manternach elo soll op de leschte Stand vun der Wëssenschaft an deem Beräich bréngen, stellt fir mech deemno e ganz kloer Paradigmewissel duer. Vun enger haut éischer edukativer Approche - an dat hu mer elo haut de Mëtteg schonn e puermol héieren -, déi eigentlech e streng duerchor-ganisierter Dagesoflaf bedeit mat strengen, fixe Reegelen a virun allem och mat Sanktiounen, soll een an Zukunft méi op eng therapeutesch an och op eng psychotherapeutesch Approche eriwergoen. „Et soll méi op eng individuell Problematik ausge-riicht ginn“, ass haut de Mëtteg och gesot ginn, „manner restriktiv an awer och méi flexibel“. Well all Problematik - en Trauma oder zum Beispill och en Opmierksamkeetsdefizit - spillt an d'Suchtproblematik eran an huet och domadder ze dinn.

Natierlech: Wann een eng Reform ugeet, dann heescht dat, dass och d'Personal muss an déi Richtung geschoult ginn. An elo scho gëtt dacks mam Professor Dokter Erik van den Brink zu Groningen zesummegechafft, fir dat Personal, dat de Moment schonn do schafft, lues awer sécher och zu deem Émdenken ze bréngen. An da geet et drëm, fir och d'Patienten op deen neie Wee ze kréien. E Patient, deen iergendwann aus senger streng Reegelen erauskënn, deen huet eigentlech net méi dat Encadrement, dat e brauch. Mee et ass eebe genee dat, wat en herno zu senger Onofhängegkeet an zu senger Stärkt am Alldag soll féieren.

Ech hunn et gesot: De Patient soll méi Eegeberantwortung kréien. E soll sech besser viberéieren op d'Liewen no der Therapie. An ech soe wierklech „Therapie“, well, wéi gesot, mir sinn aus der Educatioun eras; mir kommen an den therapeutische Volet. An hie brauch en adaptéierte Suivi, fir nees de Wee an d'Liewen dobaussen zréckzefannen.

Eppes, op dat ech ëmmer erëm higewise gi sinn, dat ass wierklech de Wunsch an de Besoin, fir eng Dagesklinik ze kréien, déi dezentral soll sinn, an där parallel a begleedend mat de Leit ka virugeschafft ginn, stonneweis, an zwar iwwerdeems se och hiren normalen Alldag kënnen féieren.

Meng Riedezäit ass elo gläich um Enn, mee ech wëll awer hei zum Schluss nach eng Lanz brieche fir de Projet vun engem eegenen Therapiezentrum fir Mannerjäger hei zu Lëtzebuerg. Mir kënnen déi Jonk net einfach all an d'Ausland schécken, wéi dat de Moment de Fall ass. An ech wëll och nach eng Kéier de Lien mat der Santé mentale maachen. Mir mussen eis wierklech bewusst sinn, dass déi bescht Preventioun vill méi fréi geschitt an net eleng duerch Informatioun a Sensibilisatioun, mee virun allem och duerch eng gutt an eng accessibel Fërderung an eng Prise en charge am Beräich Santé mentale an allen Alterskategorien.

An deem Sënn hunn ech mech wierklech gefreet

iwwert d'Ukënnegung virgëschter hei an der Chamber vun eise Minister fir sozial Sécherheet, dass eventuell elo schonn ab Januar d'Prise en charge vun der Psychotherapie méiglech ass an dass e Plan Santé mentale an der Maach ass.

Merci fir d'Nolascchteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hemmen. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Syrdall Schlass ass e wichtege Bausteen an enger kohärenter Drogepolitik, wéi déi gréng sech se virstellen. Duerfir soen ech der Madamm Oberweis och villmools Merci, dass si des Heure d'actualité ugefrot huet.

Fir déi gréng ass et wichteg, dass d'Drogepolitik de Mënsch an den Zentrum stellt. De Fokus muss duerfir op der Preventioun an op der Therapie leien. D'Kriminaliséierung an d'Repressioun vun Drogésüchtegen ass keng Léisung! Dat huet eng joerzengtelaang Politik an des Richtung gewisen. E Suchtkranke gehéiert net an de Prisong, wou e bestrooft gëtt, mee an eng Therapie, wou em gehollef gëtt, mat senger Sucht eens ze ginn, idealerweis doraus erauszekommen, fir dass en sech dann erëm an d'Gesellschaft kann integréieren.

Déi staatlech kontrolléiert Ausgab vu Methadon an den Apdikten a vu Jugend- an Drogenhëllef, déi och Heroin a Pëlleform erasginn, weist, dass dëst erfollegräich kann ëmgesat ginn. Et muss ee sech awer och bewusst sinn, dass Drogenofhängeger oft psychesch Problemer hunn, aus engem ongesonde sozialen Émfeld kommen an sech mat traumateschen Erlebnissen erëmloen. Droge ginn da fälschlecherweis als schnell Léisung vun de Problemer gesinn, soudatt de Risiko vu Réckfall extreem héich ass.

Fir d'Resozialiséierung vun Drogenofhängege brauch et duerfir net nëmmen d'Programmer vu kontrollierter Ausgab vun Drogen, mee och Plazen an de Spideeler, wou se kënnen en Entzuch maachen ënner klinscher Begleedung a Betreuungsstrukturen, wou déi, déi et an hiren normalen Émfeld net packen, längerfristeg clean ze bleiwen, op eng stationär Therapieoffer kënnen zréckgräifen. Hei spillt d'Syrdall Schlass natierlech eng extreem wichteg Roll.

Wichtig ass natierlech och, dass déi Betreffen, wa se dann d'Decisioun geholl hunn, aus dem Drogenkonsum eraszeklommen, esou séier wéi méiglech op des Offere kënnen zréckgräife respektiv dass se encadréiert ginn, bis se ugeholl sinn, net dass se erëm réckfällg ginn, ier se eng Plaz kritt hunn.

No enger Therapie ginn awer och Wunnenge gebraucht, wou déi Betrafte weider kënnen betreit ginn.

Dir Dammen an dir Hären, am Syrdall Schlass kréien d'Suchtkranke, déi vun illegalen Drogen ofhängeg sinn, eng Rehabilitatiounsbehandlung. Dës besteet aus Psychotherapie, Sport, Fitnessofferen, enger Schräineri, Kreativatieliere souwéi Déieren- a Gaardenatieliere, wou d'Patienten op e selbstänneg Liewe virbereet ginn.

Esou wéi et eeben och an der Press stoung, läit d'Behandlungsdauer momentan bei sechs bis 15 Méint; an anere Länner sinn et dräi bis sechs Méint. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser an och Erfahrungswärter aus äneleche Strukturen aus dem Ausland hunn awer erginn, dass wat d'Behandlung méi laang dauert, wat de Wee zréck an dat normaalt Liewe méi schwierig kéint ginn.

Duerfir soll d'Behandlung méi realitéitsno ginn a méi e prakteschen Notze fir den Alldag mat sech bréngen. D'Patiente sollen och méi léieren, selwer mat Verantwortung ëmzuegoen. Als Gréng begrëisse mer och déi méi human Approche, dass d'Patienten hir perséinlech Saachen net méi müssen ofginn an dass se no enger gewëssener Zäit och hiren Handy erëm kënnen benotzen. Allgemeng soll d'Behandlung kënnen individuell ugepasst an esou méi flexibel gehandhaabt ginn, besonnesch och mam Bléck op Begleeterkrankung wéi ADHS oder psychotraumatéesch Stéierungen.

Den Akzent gëtt méi op d'Gespréich, besonnesch dat psychotherapeutesch, op de Sport an op d'Rehabilitatioun gesat, amplaz op d'Aarbechtsstonnen, déi virdu relativ héich waren. Dësen neien Therapiemodell erlaabt et, dass d'Behandlungsdauer ka verkierzt ginn an domat och d'Waardezäit, fir eng Plaz ze kréien, déi momentan bei dräi Méint läit. Doduerch kéinte méi Leit am Syrdall Schlass behandelt ginn.

E weidere Schwéierpunkt an der Reform ass den Ausbau vum Eltere-Kand-Projet, wat déi gréng extreem begrëissen. Oft ass dëst déi eenzeg Méiglechkeet, dass d'Mamm oder de Papp am Fall vun enger Therapie weider mam Kand ka liewen an dass et net an eng Fleegefamill oder an en Heem muss goen.

Schlussendlech soll och eng Dagesklinik op d'Bee gestallt ginn, fir och eng ambulant Offer fir Patienten, déi sech aus familiären oder professionellen Grënn net stationär behandle kënnen loosse, unzëbiden. Domat gëtt de Spektrum u Patienten, déi vum Syrdall Schlass kënnen betreit ginn, méi breet.

Här President, Therapiemodeller evoluéiere mat der Zäit. Nei Erkenntnisser an och nei Erfarunge vum Personal bréngen mat sech, dass Modeller sollen a mussen adaptéiert ginn. Duerfir begrëissen déi gréng, dass dat elo fir d'Syrdall Schlass gemaach gëtt an dass domat méi Patiente kënnen behandelt ginn.

Natierlech muss een esou Upassungen och begleeden, fir feststellen, ob dat gewünschtent Resultat erreecht gëtt, ob kee Patient vergiess gëtt respektiv ob keng negativ Konsequenzen entstinn. Och d'Personal muss matagebonne ginn, fir dass jiddereen um selwechte Strang zitt.

Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob d'Verkierzung vun der Therapiedauer déi gewünschten therapeutesch Resultater mat sech bréngt, fir dass d'Patienten och no hirer Entloosung aus der Therapie Fouss faassen. Duerfir meng Fro un d'Ministesch: Gëtt déi ganz Reform, déi sech aus der grénger Vue gutt an de Plan d'action national en matière de drogues illicites et d'addictions associées (ndlr: Plan d'action national en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires) abett, begleet, fir ze analyséieren, ob d'Resultater vum Changement vum Therapiemodell och den Erwaardunge gerecht ginn?

Ech soe Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Marc Hansen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wëll ech der Madamm Nathalie Oberweis vun déi Léink Merci soe fir hir Aktualitéitsstonn zu dësem wichtige Thema vum Centre Thérapeutique vu Manternach.

D'Drogeproblematik am Land huet, iwwer Joerzénge gekuckt, nach net ofgeholl. A fir d'ADR ass d'Reform vum Zenter am Syrdall Schlass eng absolut Necessitéit.

Zanter 1980 ass deen eenzege stationären Therapiezentrum fir Drogenofhängeger permanent ausgebucht a muss mat enger Waardelëscht schaffen. Mir begrëissen et deemno, dass déi Responsabel un engem neien Therapiemodell schaffen, fir d'Offer ze erweiden. Bis elo dauert eng Behandlung vu suchtkranke Leit bis zu oder ka bis zu 15 Méint daueren. Déi soll awer elo duerch déi nei Therapie daitlech verkierzt gi fir déi Betreffen, wat mer begrëissen.

Dobäi soll d'Psychotherapie verstärkt an den Asaz kommen. Mer begrëissen dernieft déi breet Offer, déi scho besteet mat Sport- a Fitnessaktivitéiten, enger eegener Schräineri a Kreativatieliere, grad wéi engem Déieren- a Gaardeberäich, déi et de Betreffen erméigleche sollen, nees e selbstänneg Liewe kënnen ze féieren.

Duerch d'Reform soll méi Zäit si fir individuell Gespéicher, sportlech Aktivitéiten an och, fir un der Rehabilitatioun vun de Patienten ze schaffen. Et ass ze hoffen, dass duerch d'Reform vum Syrdall Schlass d'Waardezäit fir eng Therapieplaz endlech méi kuerz ginn. Eenzeler hu mussen bis zu aacht Méint waarden, ier se konnten am Therapiezentrum ugeholl ginn.

Här President, wéi Der wësst, steet d'ADR jo fir d'Famill. Duerfir ass hir och den Ausbau vum Eltere-Kand-Projet besonnesch wichteg, bei deem d'Behandlung vun drogenofhängege Mammen a Pappen zesumme mat hire Kanner am Mëttelpunkt steet. Dëst ass eng Therapieform, déi fir vill Elteren den eenzege Wee ass, fir weider mat hirem Kand ze liewen an domadder ze verhënneren, dass et placéiert gëtt.

Vill Drogenofhängeger sinn a finanzieller Nout, hunn duerch hir Sucht hir Schaff an hirt Doheim verluer. Mir begrëissen och, dass mat der Reform kee soll ausgeschloss ginn, soudatt den Therapiezentrum elo och fir Dagespatienten opsteet, déi net do betreit wunnen. Generell gi mat der Reform Patienten och méi op hir Eegeberantwortung ugesprach.

Här President, fir déi ambulant Betreuung ausbauen, gi méi Mëttelen an och méi Personal gebraucht. D'ADR freet sech dowéinst, ob des Reform duergeet, ob net iwwerhaupt en zweeten Therapiezentrum am Land misst geschafe ginn, fir eng besser Hëllefstellung ze hu fir Suchtkranke.

Mir sinn och der Meinung, dass um Terrain selwer, wou vill Drogenofhängeger duerch Beschafungskriminalitéit stroffällg ginn, eppes geschéie muss. An eise Walprogramm hate mir scho gefuerdert, e System anzeféiere mat enger gesetzlech reglementierter a kontrollierter Ofgab vun Drogen u süch-

teg Mënschen, déi esou gereegelt ass, dass et net zu engem Mëssbrauch dovunner komme kann. Dat geschitt elo schonn zanter enger Zäit mat Substitutionsprogramm an enger ganz limitierter Drogenofgab un heroinofhängeger Patienten. Mee esou Programmer mussen permanent evaluéiert an adaptéiert ginn.

D'Regierung muss bei Therapieasatz verstärkt aktiv ginn, natierlech net nëmmen, mee och, fir den Drock vum Therapiezentrum vu Manternach erfzeuhelen. Erlaabt mer nach zum Schluss, d'Madamm Ministesch ze froen, ob si Statistiken huet vu Leit no där Therapie zu Manternach, a wéi déi ausgesinn. Well et wier jo wichteg, dass déi Leit och no Manternach begleet ginn am Liewen. An et wier och vläicht interessant ze wëssen, wat bis elo u réckfällge Patiente vun do aus koum a wat och an der Zukunft kënt, fir dass een am Fong geholl déi zwou Therapien herno an enger Statistik matenee vergläiche kann.

Da wëlle mer vun eiser Säit aus zum Schluss deene Leit, déi sech an der Struktur Dag fir Dag mat grousem Asaz fir déi drogenofhängeg Leit asetzen, en hærzleche Merci soen.

An ech géif lech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt soen ech och der Madamm Oberweis villmools Merci, dass se dese Sujet iwwerhaupt op den Ordre du jour gesat huet, well ech fäerten, soss wier des Debatt e bëssen un der Chamber laanschgezunn.

De Projet am Syrdall Schlass war eenzegearteg an elo soll en iwwerschafft ginn. No iwwer 40 Joer sinn Ännerungen och net verkéiert, well wéi alles op dëser Welt, muss och de Centre thérapeutique mat der Zäit goen. Hei muss awer ganz kloer opgepasst ginn, dass des Verännerungen och Verbesserung sinn. De Centre fonctionéiert haut u sech gutt. E baséiert op enger horizontaler Demarche, dat heescht, et gi keng haart Hierarchien an d'Leit fille sech vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter am Schlass gehéiert.

D'Ministesch huet erkläert, dass elo Ännerunge virgesi sinn. Dës Ännerunge sollen u sech méi a méi komplett Diagnosticken erméiglechen. Och soll jo méi no de Mënsche mat Opmierksamkeetsstéierungen a Psychotraumata gekuckt ginn. All dëst si gutt Usätz, déi mir Piraten ënnerstëtzen. Mee deem dierfen aner Demarchen net zum Affer falen. Zum Beispill muss och nach besser no Mënsche mat Handicap, déi enger Sucht verfale sinn, gekuckt ginn. Bis elo war do de Problem, dass just - ënner Anführungszeichen - „reng“ Toxikomanen ouni aner Problemer behandelt konnte ginn, well onglécklecherweis d'Personal net fir des Fall geschoult war.

Den Traitement an Encadrement vun dese Leit hëlt méi Zäit a Manpower an Usproch. Dat wësse mer. An awer muss dësen Investissement an eisen Ae gemaach ginn, fir dass jiddereen, dee mat enger Sucht ze kämpfen huet, déi néideg Hëllef kritt, onofhängeg dovunner, ob en nach en anere Problem huet oder net. D'Ästle vu Personal mat nach anere Spezialiséierungen ass also wichteg.

A wa mer bei der néideger Hëllef sinn, sou wëll ech hei och op e Punkt agoen, dee mer awer e bëssen ze denke gëtt. 2017 louch d'Therapiezeit vun enger Persoun tëscht dräi Méint an engem Joer. Den neie Projet wëll des Zäit elo op sechs Méint ofkierzen, fir d'Leit erëm méi séier an en normalen Alldag ze integréieren. Dat kléngt jo op den éischte Bléck ganz gutt: e méi séieren Traitement. Mee ass et da wierklech am Interêt vun deene Patientinnen a Patienten, dass se méi séier erëm integréiert ginn an en normaalt Liewen, wa se doduerjer vläicht méi ufällig sinn, fir recidiv ze ginn?

Ass et net vläicht esou, dass Verschiddener och an der Vergaangenheet déi ganz Therapiezeit vun engem Joer gebraucht hunn, fir erëm op d'Been ze kommen? Ass et also net vläicht kuerzsiichteg, fir hei eng méi kuerz Therapiezeit duerchzusetzen? Well Therapié loosse sech net per Acte administratif oder Acte politique decidéieren. Déi si medezinesch ordonéiert.

An da stellt sech fir mech och nach d'Fro, wéi den Alldag vun den Toxikomaninnen an den Toxikomanen no der stationärer Behandlung soll ausgesinn. Well schonn den deemolegen Direkter huet 2017 erklärt, dass u sech méi Logements encadrés fir déi Betreffen an der Zäit nom Syrdall Schlass gebraucht ginn. Ech wëll elo hei kee Faass iwwert d'Logementsproblematik insgesamt opmaachen, mee Logement encadré ass nach eng Kéier en anere Problem.

Duerfir och hei meng Fro: Ginn déi Logementer opgestockt, fir sécherstellen, dass déi Leit bis zum Schluss kënnen op Hëlfele zréckgräifen - falls néideg -, fir mat hirer Sucht de Wee zréck an e soi-

disant normaal Liewen ze fannen? A falls jo, wéi vill Logementer wäerten dat sinn? A bis wéini wäerte se mobiliséiert ginn?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten begréissen d'Iddi aus dem nationale Plan d'action, fir esou een Therapiezentrum och fir Jugendlecher opzemaachen. Mir hoffen, datt dësen effektiv, wéi de Plang et verspricht, bis 2024 steet. D'Zäit bis dohinner gëtt awer esou lues knapp. Mee och wann dësen zustane kënn, dierf dat net heeschen, datt et beim Traitement fir Erwuessener zu Aschneidunge kënn.

Wéi scho gesot: Mir Piraten si fir d'Verännerungen, wa se kloer Verbesserung mat sech brénge fir déi Betreffen, awer och fir d'Personal am Syrdall Schluss. A mir hoffen, datt déi Ännerunge genau dat maachen, nämlech zu enger Verbesserung féieren.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. An entschëllegt virop meng kuerz Verspéidung, déi ech hat. Ech hunn dat esou schnell wéi méiglech gemaach fir unzokommen.

Merci och fir dës Fro, fir déi Aktualitéitsfro. Virun allem wann ech héieren, wéi eng Froe sech gestallt ginn, wéi eng Suergen am Raum sinn, ass et e ganz gudd Moment, fir hei Erklärungen ze ginn. Sécherlech ass dat hei ee vu villen Theemen, wat e bessen ze kuerz komm ass duerch d'Pandemie. Mir ware vill present als Santéministère an der Chamberskommissioun, leider ëmmer zu engem Thema, wat monopoliséiert huet: méi wéi 53-mol zu der Pandemie. An ech freeë mech selwer och ganz vill, fir op aneren Dossiere mat lech zesumme kënnen ze schaffen an deemno och fir den Interessi, deen hei geüssert ginn ass.

Zënter dem Januar 2021 ass de Centre thérapeutique zu Manternach effektiv amgaangen, un enger neier Ausrichtung vun der Prise en charge vun de Patienten ze schaffen. Firwat? Dëst nodeems de Constat gemaach gouf, dass d'Prise en charge net méi den neiste wëssenschaftlechen Erkenntnisser ugepasst wier. Dëst ass en natierleche Prozess. Dat ass kee Changement par rapport zum nationalen Drogeplang. Mee et ass en natierleche Prozess vu permanenter Verbesserung am Sënn vu méi Qualitéit um Niveau vun der Prise en charge, am Sënn vun engem en phase bleiwe mat deem, wat déi neisten Erkenntnisser sinn.

Mir mussen also hei kucken, vu wou mer kommen. Bis ewell war d'Prise en charge haaptsächlech drop axiéiert, den Drogekranken d'Wunnen an enger Gemeinschaft unzobidden, wou se Reegelen hu misse befollegen a wou se hiren Openthalt zu engem groussen Deel duerch Aarbechten am Haus, am Gaart an an der Kiche strukturéiert kruten.

Dëst hat also e ganz staarken edukativ-pedagogesche Charakter, woumat och net all Patient eens ginn ass. Allerdéngs géif ech och gären hei ënnersträchen - dat ass dat, wat mer bericht ginn ass -, dass sech d'Ekippen iwwert déi ganz Joerzénge gutt derduerch geschloen hu mat deene Moyenen, déi se haten. Mee hei geet et effektiv drëms, de Progrès mat afléissen ze loosseren an op ze si fir nei Richtungen, déi ugeduecht sinn um Niveau vun der Wëssenschaft, um Niveau vun den neisten Erkenntnisser.

Et ass also festgestallt ginn, dass dës Prise en charge duerch e wichtege Piller huet missen erweidert ginn: nämlech den therapeutischen a psychotherapeutischen Volet. D'Diagnostik mussen onbedéngt ausgebaut ginn an individuell dem Patient ugepasst ginn. Mengent sinn hei ënner anerem Therapien am Beräich vu posttraumatesche Stéierungen oder Opmierksamkeitsstéierungen, déi maachen, dass d'Behandlung vun de Betreffen deementsprechend a jee no Problematik muss ugepasst ginn.

Et geet also hei drëms, moosgeschnidert Therapien an de Vierdergronn ze bréngen, dat heescht, stéierungsspezifesch Therapien unzobidden. An déi kënnen jee no Patient a jee no Krankheitsbild anescht a ganz ënnerschiddlech sinn.

Dat bedeit also, dass d'Patienten net méi sollen alleguerten iwwer ee Leescht gezu ginn an och net alleguerten déi selwecht intensiv Betreiung brauchen. Duerfir wëlle mer an deem Beräich och nach aner Offeren ubidden, déi am ambulante Beräich an an enger Dagesklinik erëmzefanne sinn. Et geet drëms, insgesamt e kohärent a modernt Konzept op d'Been ze stellen, do ze completéieren, wou nach muss completéiert ginn - an där Saache sinn nach, déi muss completéiert ginn, ech kommen do nach drop zrëck -, awer och, dat Besteeënd ëmmer weider um Lafenden ze aktualiséieren.

Donieft wëlle mer och d'Zesummenaarbecht tëscht Manternach an dem CHNP zu Ettelbréck intensivéieren. Dat wäert eis erlaben, d'Palett vun de méiglechen Therapien ze vergréisseren an à la carte ze proposéieren. D'Problemer sinn effektiv villschichtig. Et ass ugeschwat ginn: d'Problematik vun de Mamma mat de Kanner. Do muss mer méi entgéintkommen. Dat ass ugeduecht. Dat soll ausgebaut ginn an do komme mer och gutt weider. Dat sinn Aarbechten, déi lafen. Mee dat ass sécherlech e Besoin - dat ass vu Verschiddene vun lech ugeschwat ginn -, wou nach Loft no uewen ass a wou mer wierklech och nach eppes anescht kënnen ubidden wéi dat, wat bis elo de Fall ass.

Elo ass et awer hei net anescht wéi an anere Betriber, wou e Changement usteet. D'Équipe sur place muss mat agebonne ginn. Si muss iwwerzeegt gi vun der Necessitéit, dass dës Wiessel net nëmme wichtig ass, mee dass en och richteg ass, fir d'Prise en charge vun de Beneficiairen ze verbesseren.

Do ass et wéi an all anerem Betrib normal, dass Einzelner vläicht méi wëllen um Existéierende festhalen wéi aner. Mee grad esou normal ass et och, fir iwwert den Tellerrand erauszekucken a sech vun den neiste wëssenschaftlechen Erkenntnisser leeden ze loosseren.

Dat bedeit och net, dass mir all Trend nolafen, dee grad kënn. Mir hunn duerfir wëllen, e reegelméiseg Monitoring vun de Mesuren duerchzuführen, esou wéi dat och vum Marc Hansen ugeschwat ginn ass. Dat ass eis wichtig. Wann eng nei Orientéierung geholl gëtt, dann ass et selbstverständlech wichtig, dass mer Rechenschaft ofliwweren, ob dat de richteg Wee war. An et muss een och kucken, ob een eventuell muss norüsten oder net. Duerfir ass dës Monitoring feste Bestand vun der Demarche, déi ugeduecht ass.

Dës Demarchen, vun deenen ech hei schwätzen, ginn och net iwwert de Knéi gebrach a se fousse also ganz kloer op wëssenschaftlechen Erkenntnisser.

D'Konzept, wat ausgeschafft gouf vun den Experten, stäipt sech op iwwer 60 international Referenzen a Leitlinien. An mer sinn och ganz gäre bereet, déi mat lech ze deelen. An deem Sënn ass et net gesécher, dass eng laang Openthaltsdauer an engem Zenter wéi zu Manternach automatesch d'Erfollegquot géif eropsetzen. Et gi sécher Leit, wou d'Krankheet esou chronifizéiert ass, dass eng laang Prise en charge an e laange Suivi néideg bleiwen.

Et gëtt awer och Leit, déi positiv Resultater bei hirer Therapie kënnen hunn, ouni esoulaang mussen ze bleiwen a vun der Welt ofgeschnidden ze sinn. Fir déi kann eng Behandlung vun dräi bis sechs Méint méi Succès hunn, wéi wa se 15 Méint zu Manternach verbréngen.

2009 an 2010 hu mer missen u Beispiller feststellen, dass et vill Réckfäll gouf trotz laangem Openthalt zu Manternach. Do kënn nämlech och en anert wichteg Phenomeen mat an d'Spill: dat vun der Entfriemung, dat vun der Entfriemung vun der Gesellschaft, wou d'Leit no hirer Prise en charge de Wee nëmme schwéier erëmfinden zrëck an d'Gesellschaft a fir do Fouss ze faassen.

Dat bréngt also och e Risiko vu Rechute mat sech an dat ass net ze ënnerschätzen. D'Leit sollen deemno gutt virbereet ginn, fir dass se Verantwortung fir sech selwer iwwerhuele kënnen, ouni dass si ëmmer ee brauchen, deen hinne seet, wat se ze dinn hunn. Hei sinn ënnerstéizend Moosnamen néideg, fir d'Autonomie dobausse fir d'normalt Liewen ze erhéien. Konkreet bedeit dat, dass Kachen, Botzen, Akafegoen hei wuel e Bestanddeel wäerte bleiwen vun der Betreiung, mee de Schwéierpunkt muss op alle Fall op den therapeutischen an de psychotherapeutischen Volet geluecht ginn, op déi Begleitung, déi elo neierdénge verstärkt wäert ugebuede ginn.

D'Missioun vun enger Rehabilitationsklinik wéi Manternach ass net geduecht, fir d'Leit vun der Strooss ze huelen, sécher net. Dat ass net déi éischt Finalitéit dovunner. An ech mengen, dorüwer misste mer eis heibannen och alleguerten eens sinn.

Op der anerer Säit wëlle mer awer och net d'Openthaltsdauer kieren, just fir eis Waardelëschten ofzeschaffen. Dorëms geet et och net. Mee dat wäert awer sécher ee vun de positiven Effekter vun dëser Reform sinn, déi mer eis erhoffen, dass mer duerch eng differenziéiert Approche, déi eeben eng Laangzäitbegleitung do asetzt, wou se néideg ass an awer och Raum gëtt fir méi kuerz Behandlungen, fir méi Patiente behandeln ze kënnen, déi erëm an eis Gesellschaft integréiert kënnen ginn.

Duerfir wëlle mer zäitno och méi ambulante Ressourcë schafen, déi d'Begleitung nom stationären Openthalt iwwerhuelen. A verschiddene Fäll brauche mer och deemno wéi guer keng stationär Openthalter, jee nom therapeutischen Besoin vun Kranken a jee no senger berufflecher a familiärer Situatioun.

Fir dat kënnen ze bestëmmen, brauche mer awer op där anerer Säit individuell Gespréicher. Mir brauchen eng professionellen Diagnos vun engem Dokter, fir dat Richteg kënnen unzobidden a fir wierklech geziilt der Persoun entsprechend an hire Besoinen entsprechend dat Richteg um Niveau vun der Offer kënnen unzobidden.

Mir ginn eis also Zäit, fir dës Offeren auszubauen an och fir d'Kipp um Terrain ze motivéieren, un der Reform deelzehuelen, déi dann duerch Formation continue un leschte Stand bleiwe soll.

Allerdéngs dierfe mer och net ze vill laang waarden, well et ass richteg erkannt ginn - et ass eng Aschätzung, déi mer och deelen opsäite vun der Regierung -: d'Besoin si grouss. Et gëtt verschidde Besoinen. Mir brauche verschidde Zorte vu residentieller Prise en charge fir drogenofhängeg Leit.

Dofir brauche mer eng Vernetzung tëscht all den Acteuren, déi mat Addictiounen ze dinn hunn. An och dofir schaffe mer drun, fir d'Projeten, déi an eise nationalen Drogeplang virgesi sinn, bis 2024 op de Wee ze kréien - dat esou schnell wéi méiglech an esou acceleréiert wéi méiglech - an doduerch eng complementaire an differenziéiert Begleitung vun Drogekranken an d'Motivatioun, fir eppes ze änneren iwwer Entgéftung an Therapie bis zu enger Reintegratioun an d'Gesellschaft iwwer zousätzlech betreite Logementer an dësem Kontext ze erméiglechen.

Mir sinn op alle Fall motivéiert, deen heiten Dossier esou ze acceleréieren. Ech hunn och ganz groust Vertrauen an d'Experten, déi déi heite Richtung virginn hunn. Si sinn d'Experte vum Terrain. Ech mengen, et ass richteg gesot ginn: Et ass keng politesch Decision, wéi een d'Therapie mécht. Ech hunn do Vertrauen an déi Leit, déi sech mat der Wëssenschaft ausernangesat hunn an eis dat dote geroden hunn.

Ech sinn och frou fir den Interessi, dee gewise ginn ass hei am Raum, fir sech deen Therapiezentrum méi genee anzekucken. Wéi gesot, déi ganz Etüden, déi deem heiten zu Fouss leien, kënnen mer lech gären zur Verfügung stellen. An ech sinn och gäre bereet, dat an der Chamberskommissioun nach eng Kéier ze verdéiwen an eventuell Leit vu Manternach matzebréngen, falls nach Froe sollten opbleiwen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Gesondheitsministesch. Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Merci, Här President. An och merci der Ministesch fir all hir Ausféierungen. Ech géif hir nach gäre eng Fro stellen, wann dat geet. Pardon. Jiddefalls e grouse Merci un lech alleguerten an och un d'Madamm Ministesch eebe fir all Är Informatiounen an Ausféierungen. Also ech héieren eraus, dass se sech effektiv vill op international Erkenntnisser baséieren, déi heiten Ännerungen. Ech verstinn dat. Ech weess, dass déi Wëssenschaft jo an Evolution ass. Ech gleewen lech, dass dat net eng politesch Entscheidung ass an esou, dat ass mer kloer.

Mee ech géif lech froen: Gouf eng Etüd à la base gemaach och am Syrdall Schluss selwer? Ech mengen, et ass jo eng Saach, dass een Erkenntnisser huet, déi international sinn, aus dem Ausland. Mee et ass awer enger Saach ze kucken: Wat leeft da bei eis, an eise Syrdall Schluss konkret? Wat leeft do eventuell schif?

Duerfir war meng Fro: Kommen déi Changementer am Endeffekt just duerch déi international Erkenntnisser? Oder kënn och eng Demande vum Terrain selwer, wou ee vläicht gemierkt huet, et leeft eppes net gutt esou? Well wann dat Syrdall Schluss 40 Joer laang esou fonctionéiert huet, ... Bon, eisen Echoen no war dat sécherlech - wéi Der sot - net jiddwerengem ugepasst, dee Modell. Mee ech froe mech trotzdem konkret: Wat huet net fonctionéiert, fir dass nei Modeller musse kommen?, soe mer emol esou. Ech hoffen, Dir verstitt meng Fro.

Déi zweet Fro oder déi aner Fro wär u sech - Dir hutt vun engem Monitoring geschwat -, ob mir kënnen do mat agebonne ginn, soudass mer awer informéiert ginn, awéiwäit déi Emstrukturéierungen dann effektiv och Friichten droen, ... wann een esou e Monitoring mécht oder eng Evaluatioun no enger Zäitchen, dass mer och do informéiert ginn, awéiwäit déi Ännerungen dann och Friichten droen eeben.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci Madamm Oberweis. An ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Ministesch.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Jo, merci fir d'Fro. Ech ginn dovun aus - op alle Fall mat deenen Elementer, déi ech elo hei kritt hu fir dës Heur d'actualité -, dass déi Evaluatioun gemaach ginn ass. Ech hat et ugeschwat. Et ass rieds gewiescht vun 2009/2010, wou eebe festgestallt ginn ass, dass dach awer vill Recidivë sinn nom Openthalt. Doraus schléissen ech, dass d'Leit do

scho beméit sinn, op der Plaz wierklech e Suivi ze maachen, an och eppes festgestallt hunn, wat se beonrouegt huet. Ech mengen dat ass eng natierlech Saach, op d'Wëssenschaft ze kucken, op nei Erkenntnisser, mee dat mécht een normalerweis jo a Kombinatioun mat deem, wat ee sur place mécht. Ech sinn do zouversichtlech, dass dat gemaach ginn ass, soss hätt ech déi Indicatiounen och net esou hei preparéiert kritt.

Et ass zumindest awer e Problem, dass nach ee vill ze héije Recidivetaux present ass. Dat ass sécherlech een Indicateur, deen ee soll suivéieren. Et ass net eriwuer, wann e Mënsch en Therapiezentrum verléisst. Et ass extrem wichtig, dass een duerno kuckt: Wéi laang hält dat un? Wéi huet et sech mat der Recidive a wéi wierkt dat sech aus?

Ech sinn och gäre bereet, mat lech en Echange iwwert d'Evaluatioun ze hunn. Ech wäert mech reiseignéieren, wéi dat sech elo zäitlech gestalt. Mee et ass ëmmer interessant, en Echange ze hunn iwwert déi Indicateuren. Do sinn och vläicht Iddie vun deem engen oder deem aneren, déi do op oppen Ouere falen, fir dat mat afléissen ze loosseren. Also ganz gären.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci der Madamm Gesondheitsministesch. Dës Punkt ass do mat ofgeschloss.

3. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

ler mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, géif ech dem Honorabelen Här Jeff Engelen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de leschten Dënschdeg versprach, hu mer eis Motioun, déi mer deen Dag deponéiert haten, reformuléiert. An ech géif mer dann erlaben, se hei ze deponéieren. Et geet jo ëm d'Gläichstellung vun eenzelne Museksschoulen op kommunalem Plang wéi och mat deene vun dem Fondamental a vun de Lycéeën. Ech géif déi domadder deposéieren am Kader vum Covidgesetz.

Mir sinn awer och d'accord, fir déi an d'Kommissioun, d'Kulturkommissioun ze verweisen, well d'Madamm Ministesch jo haut net kann hei sinn. Da wier et och gutt, fir den Avis vun der Regierung mat eranzehuelen.

■ **Plusieurs voix.** - Educatioun.

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Gelift?

■ **Une voix.** - D'Kultur ass net zoustänneg, et ass d'Educatioun.

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - An d'Educatioun. Jo, hei ass Kultur. Dat muss da gekuckt ginn, ob et d'Educatioun ass. Mir sinn dann d'accord, fir se dohinner ze verweisen, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt dat neit Covidgesetz virschreift, datt d'Schüler an d'Leierpersonal vun de kommunale Museksschoule während de Coursen a Concerten et weiderhin d'Distanzregel vun op d'mannst zwee Meter musse anhalen oder virum Cours/Concert de Covidcheck musse maachen;

- an alle Schoule vum Fondamental a Lycéeën dës Obligatioun fir d'Schüler a fir d'Leierpersonal zënter der Rentrée opgehewen ass, onofhängeg vun der Zuel vun de Persounen am Kllassesall,

ass sech bewusst, datt

- déi kommunal Museksschoulen duerch dës inkohärent Reglementatioun onfair behandelt ginn an dru gehënnert ginn, normal ze fonctionéieren;

- et kee rationale Grond gëtt, d'Schüler an d'Leierpersonal vun de kommunale Museksschoule méi strenge Restriktiounen ze ënnerwerfe wéi d'Schüler an d'Leierpersonal vum Fondamental a vun de Lycéeën,

fuerdert d'Regierung op,

- fir d'Schüler an d'Leierpersonal vun de kommunale Museksschoule keng méi restriktiv Corona-Moosnamen ze applizéieren wéi déi, déi fir d'Schüler an d'Leierpersonal vum Fondamental a vun de Lycéeën gëllen.

(s.) Jeff Engelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. Ass d'Chamber d'accord, fir dës Motioun an d'Educatiounskommissioun ze verweisen, well et ass déi, déi derfir zoustänneg ass?

(Brouhaha)

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech hu se nach net gelies, Här President.

► **Une voix.** - Här President, mir musse se liesen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, dat ass wouer.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Mir misste se awer kënnen liesen, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kucken déi fir d'éischt. Um Schluss vun der Sitzung wäerte mer dann doriwwer befannen.

4. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la réduction des risques d'inondations

Da géif ech elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen: Dat ass d'Interpellation vun Här Gusty Graas iwwert d'Reduktion vun Iwwerschwemmungsrisiko. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Michel Wolter, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här François Benoy, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Merci, Här President. „Hochwasser haben das Potenzial, zu Todesfällen, zu Umsiedlung von Personen und zu Umweltschäden zu führen, die wirtschaftliche Entwicklung ernsthaft zu gefährden und wirtschaftliche Tätigkeiten in der Gemeinschaft zu behindern.“ Dat ass eng treffend Definitiou vum Europaparlament, ech mengen, déi mir alleguer heibannen och kënnen mat ënnerschreiben.

Iwwerschwemmung sinn u sech keen neit Phenomeen. Dat ass et schonn ëmmer an der Mënschheitsgeschicht ginn, an zwar schonn zënter Joerhonnerten. Ech wëll drop hiweisen: 1342 ass et e sougenannt Magdalenehéichwaasser ginn; do si ronderëm d'Donau 6.000 Mënschen ëmkommen. Och mir hei zu Lëtzebuerg si mat deem Phenomeen, mat där Naturkatastroph schonn éiweg geplot. Et braucht een nëmme d'Leit vun der Musel ze froen; déi wëssen do schonn eppes ze erzielen!

Wat allerdéngs nei ass an deene leschte Joren, dat ass éischter den Zäitpunkt vum Héichwaasser an et ass virun allem awer och d'Intensitéit. Bis elo waren Iwwerschwemmungen u sech éischter an de Wanterméint, vläicht nach an den Hierschtméint. Elo ass et awer scho keng Seltenheet méi, dat mer och esou Iwwerschwemmung während dem Summer hunn.

Wat nach nei ass: Fréier huet sech dat éischter op déi gréisser Flëss limitéiert, virun allem d'Musel natierlech, d'Sauer. Mee haut kënnen awer och kleng Baachen - oft, wa se nëmme zwee, dräi Meter grouss sinn - bannent Stonnen zu räissende Flëss ginn, déi dann ouni Zweifel e richteg Zerstörungswierk hannerloossen. Dat ass e Phenomeen, wat mer elo vläicht an deene leschten 20, 30 Joer méi oft bemierkt hunn, obwuel mer, wéi gesot, och scho ganz grouss Iwwerschwemmungen an där Zäitpann haten. Ech denken un 1993, ech denken un 1995; mee ech denken awer och virun allem un 2016 an déi verheerend Iwwerschwemmungen, déi deemools am Lernzdall waren.

D'Héichwaasser vu Mëtt Juli, iwwert dat mer jo dann haut hei diskutieren, huet natierlech enorm Spueren hannerlooss op villen Niveauen. An haut, wann ee laansch gewësse Flëss treppelt, gesäit een nach ëmmer Zeie vun där dach ganz grousser Naturkatastroph. Et ware virun allem Gemenge wéi lechternach, wéi Rouspert, wéi Veianen, déi an éischter Linn betraff waren. Et war ouni Zweifel eng grouss Naturkatastroph.

Se huet vill Leed hannerlooss, glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nëmme um materiellen Niveau, contrairement zu anere Länner, virun allem an Däitschland, wou et jo extrem dramatesch war. An awer si vill Biller nach hafte bliwwen. An haut, wann ee sech nach eng Kéier zrëckversetzt, et ass nach net esou ganz laang hier, da gesäit een nach Autoten duerch d'Waasser schwammen, da gesäit ee Mënschen, déi musse mam Boot gerett ginn, da gesäit een Haiser, déi bis zum éischte Stack schonn ënner Waasser stoungen.

Den ekonomesche Schued war, wéi gesot, extrem héich. Dowéinst war et och ze begrëssen, dat d'Regierung séier reagiert huet an e Pak vun 100 Milliounen Subventioun zur Verfügung gestallt huet. Deene leschte Chifferen no vun den Assurancé läit de Schued bei plus ou moins 125, 130 Milliounen, mee ech si bal iwwerzeegt, dat en am Endeffekt vill méi héich ass. Wann een e bëssen analysiert, wat do an deenen zwee Deeg virgaangen ass, gesäit een dat ganz kloer un de Reequantitéiten: Zum Beispill si bannent zweielef Stonnen tëschent 60 an 100 Liter pro Quadratmeter erfogefall; de Rekord louch bei 105,8 Liter zu Guedber, a bei Meteo-lux um Findel goufen 72,4 Liter bannent zweielef Stonnen gemooss. Dat war jiddefalls e Rekord, zënter datt et dës Miessstatioun gëtt, vun 1947 un.

Op 10 vun 41 Miessstatiounen gouf en 100-järegt Héichwaasser gemooss. Beim HQ100 - dat ass, wéi gesot, dann d'Ofkierzung dofir - sinn 2 % vun der Populatioun betraff; 3,35 % vun der Populatioun si betraff, wa mer vun engem extreemen Héichwaasser schwätzen.

Mir hate schonn 1993 - ech hunn et virdu scho kuerz erwäant - e grouss Héichwaasser hei zu Lëtzebuerg, mee dat war deemools am Wanter. Als Verglach just dann: D'Sauer zu Rouspert, déi hat deemools en Héichstand vu 7,97; dës Kéier louch e bei 9,66 Meter.

Da muss ee sech natierlech awer elo d'Fro stellen, ob mer nach ëmmer bei där Definitiou vun engem 100-järegen oder 50-järegen Héichwaasser bleiwe kënnen oder ob mer net mussen nei Norme virgesinn. Dat heescht, zum Beispill: Dat 100-järegt Héichwaasser, ass dat haut net schonn ee 70-, 60-, 50-järegt, wat, wéi gesot, an där Zäitpann reegelméisseg erëmkennt? Och déi Iwwerleeung muss gefouert ginn, fir de Fall nämlech, datt ee bei neie Planunge géif matberücksichtegen, awéifern datt een dee Moment awer schonn am Virfeld zousätzlech Héichwaasserschutzmoosnamen géif virgesinn.

Ech mengen, d'Ursaache vun dem Héichwaasser si bekannt - duerfir brauch ee kee ganz grouss Spezialist ze sinn -: Et ass natierlech ganz kloer an éischer Linn de Klimawissel. Ech ginn dervun aus, datt et - glécklecherweis muss ee soen - ëmmer manner Leit gëtt, déi de Klimawissel u sech a Fro stellen. Och ëmmer manner Leit stellen et a Fro, datt och déi anthropogen, déi mënschlech Aktivitéiten derzou bäidroen, datt dee Klimawissel nach beschleunegt gëtt. Ech mengen, ech brauch dat net hei am Detail ze analysieren, dat iwwerléisst een och léiwer de Spezialisten. Mee mir wëssen, datt natierlech den Ausstouss vun CO₂-Gas an och vun anere Gasen do d'Hauptursach ass.

Obwuel och dat keen neie Phenomeen ass. Et gëtt schonn all Klimamodeller. Ech erënnere zum Beispill un eent hei, wou sech op e physikalescht Gesetz beruff ginn ass: d'Clausius-Clapeyron-Gläichung vun 1834. Also, och do solle mer net maachen, wéi wann déi Entwécklung do virgëschter nach net bekannt gewiescht wär.

Jiddefalls, eppes ass kloer: Mir mussen eis an Zukunft verstärkt och deenen Ännerungen upassen. An ech zitieren hei den Här Laurent Pfister, Hydrolog beim LIST, deen am „Paperjam“ vum leschte 16. Juli geschriwwen hat: « Aujourd'hui, nous commençons à comprendre que nous vivons dans un monde non stationnaire. [...] Inévitablement, tous les outils dont nous disposons, que ce soit de surveillance, de prévision ou de prévention, comme des ouvrages d'art ou des bassins de rétention, vont de plus en plus arriver à la limite pour laquelle ils ont été développés, à une époque où l'on pensait vivre dans un monde stationnaire. » Ech mengen, dee Message ass och ganz kloer.

Eppes ass sécher: Mir kënnen natierlech net hei zu Lëtzebuerg d'Welt retten! Mir wëssen, datt d'Haaptursach de Klimawissel ass. Dat wëllt awer net heeschen, datt net och mir mussen eis Verantwortung hei iwwerhuelen, obwuel ee sech och heiansdo kéint virstellen, datt mer vläicht nach géifen e Gang zouleën. Well eppes därerf een net vergiessen: Déi national Moosnamen, déi mir am Interêt vum Klimaschutz huelen, déi hunn och automatesch e positiven Impakt op d'Biodiversitéit. Dat gëtt vill ze vill oft vergiess. An duerfir hu mer all Ursaach, fir hei zu Lëtzebuerg eng geziilt, kohärent Klimaschutzpolitik ze developpieren.

An eppes ass awer ganz kloer: Och wann de Problem natierlech éischter planetaresch Dimensiounen huet, esou därerf een net vergiessen, datt awer och eng Rei Ursaachen derzou féieren, datt de Problem och deelweis hausgemaacht ass. A wéi gesot, dorop wëll ech dann och dës Interpellatioun elo hei opbauen.

Virgëschter hu mer hei diskutiert iwwert d'Gestioun vun der Kris u sech. Meng Iwwerleeung elo ass éischter, haut en Debat ze féieren: Wat kënnen mer am Virfeld besser maachen, fir datt Héichwaasserkatastroph net méi déi Gréisstenuerung hunn, wéi dat bis elo de Fall war? Wuel wëssend, wéi gesot, datt mer natierlech musse realitéitsno bleiwen. An dowéinst wollt ech mech de Mëtten hei op véier Punkte konzentréieren.

Deen éischten ass emol deen: Wéi eng Konsequenze kënnen mer elo aus deene leschten Héichwaasser zéien? Zweetens: Zweetens dann awer och eng Analyse vum Héichwaasserrisikomanagementplang. Dat ass e ganz wichteg Instrument, op dat ech selbstverständlech nach wäert zrëckkommen. An dann en drëtten Punkt, datt ass eng verstärkte Sensibiliséierung vun de Gemengen, awer och vun de Bierger, wat oft ënnerschätzt gëtt. An och hei läit nach vill Potenzial, fir eppes besser ze maachen. A véiertens, fir mech perséinlech jiddefalls ee vun deene wichtegste Punkten ass d'Renaturéierung vun eise Gewässer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdu scho gesot: D'Héichwaasser limitéiert sech elo net méi op déi gréisser Flëss Musel, Sauer, Our an esou weider, mee entre-temps sinn et eeben och vill kleng aner Baachen, déi eis do ganz vill Misär maachen, déi och emol nëmme eng Breet hu vun ee bis zwee Meter, mee déi sech awer bannent Stonne kënnen zu engem räissende Floss entwéckelen. Dowéinst muss also déi Kartografie, déi opgestallt ginn ass, nach verfeinert ginn, nach verbessert gi fir ze kucken, wou dann d'Haaptproblemer leien.

Elo muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat sinn dann elo virun allem och déi kleng Gewässer méi aggressiv ginn? Do brauch een och net e ganz grouss Fachmann ze sinn, fir ganz séier erauszufannen, wou eng vun den Hauptursache läit: Ma dat ass d'Versigelung vun eiser Landschaft. Ech mengen, mir sinn eis do eens, do ass natierlech ganz villes an deene leschte Joerzénge geschitt an et geschitt och nach vill méi.

Ech wëll drop hiweisen: Eist Stroossennetz huet zum Beispill 2.914 Kilometer; 9 % vun der Landesfläche si mat Wunnenge verbaut; mir bauen nach wie vor, amenagéieren nei Industriezonen. Ech wëll och op de Plang fir nohaltig Entwécklung hiweisen, wou mer eis d'Zil gesat hunn, datt ab 2020 maximum nach een Hektar den Dag soll versigelt ginn. Ech hoffen, datt mer dat Zil och kënnen errechen. De Versiegelungstaux ass vu 4,04 % am Joer 2006 op 4,26 % am Joer 2015 geklommen. Do gesäit een also eng ganz kloer Tendenz, wou et higee.

Eist Land huet nëmme 2.586 Quadratkilometer, an ech ka mer kaum virstellen, datt et jeemools eng Kéier wäert kënnen méi grouss ginn. Dat heescht also als Konsequenz: Mir mussen den Terrain an Zukunft vill méi rationell notzen!

Da si mer natierlech ganz séier beim Wunnengsbau. De Wunnengsbau, an dat hu mer d'lescht Woch erëm eng Kéier ganz kloer hei alleguer gewisen, ass natierlech eng ganz grouss Prioritéit vun der Politik. Mir wëssen, datt et e Manko u Wunnengen hei zu Lëtzebuerg gëtt. Dat wëll ech och absolut net a Fro stellen. Mee wat een awer vläicht och emol eng Kéier e bësse méi daitlech ënnersträiche muss: Wa mer Wunnengsbau realisieren, wéi soll deen an Zukunft ausgesinn? Well mir mussen, wéi gesot, vill méi rationell mat eisen Terrainen ëmgoen.

An da si mer ganz séier bei der Fro: Solle mer net, musse mer net méi an d'Héicht bauen hei zu Lëtzebuerg? Ech weess, natierlech ass do d'Reaktioun bei deem engen oder deem aneren: „Mir hu scho genuch där ellener Appartementshaier duerch d'Land do stoen!“ Duerfir wëll ech och net falsch verstane ginn. Dat heescht natierlech net, datt ee soll no engem relativ planlosen Zil nëmme nach, entschëllegt den Ausdrock, där véiereckger Këschtchen dorëmmer duerch d'Land planzen. Nee, mir sollen dat ganz geziilt maachen! An haut kann een och Héichhaier bauen, déi e gewëssene Charme hunn. Dat gëtt et. Ech mengen, natierlech géif och vun den einzelnen Architekten heiansdo e bësselche méi Fantasie verlaangt, fir e bësselche méi Gréngs mat ze verschaffen. An dann hu mer awer och Méiglechkeeten op Plazen, ech denken zum Beispill u Friche-industriellen, wou neie Wunnengsbau entsteet: Wat schwätzt dergéint, datt mer do éischter an d'Héicht bauen?

An et muss een och do ganz éierlech sinn: Déi Zäiten, wou ee mengt, et kéint ee vläicht en Terrain vun 10, 15, 20 Ar hunn, déi wäerte sech awer lues a lues dem Enn entgéintneigen. Et ass nämlech nun emol esou, datt deen Terrain, dee mer zur Verfügung hunn, net méi grouss gëtt. An deem Sënn sinn natierlech an deene leschte Joerzénge vill Feeler gemaach ginn, och urbanistescher Natur.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt, wann een e Plädoyer fir Haiser hält, déi sollen an d'Héicht goen, da wëllt dat net heeschen, datt dat net no urbanistesche Krittäre soll geschéien, ganz au contraire!

Wa mer awer dann och bei dem Wunnengsbau sinn - eng Demande, déi ëmmer méi opkënn, dat sinn zum Beispill déi sougenannten „Tiny-Haiser“. Schwätzt mat ville jonke Leit! Do ass eng Demande do. Ech muss awer éierlech soen, ech si verwonnert - ech kloer mech awer selwer mat un -, firwat mir als Politiker deem Element net méi Rechnung droen. Mir hu souwuel um kommunale Plang wéi vläicht och um nationale Plang nach ëmmer net déi reglementaresch a gesetzlech Basis geschaaft. Mee et ass eng reegelrecht Demande do. Mir sollten och deem méi positiv entgéintkucken an eis Iwwerleeunge maachen, awéiwäit mer och do vläicht an Zukunft aner Akzente setze kënnen.

Eppes ass ganz kloer: De Mënsch huet sech an deene leschte Joerzénge, Joerhonnerten ëmmer méi no bei d'Waasser niddergeloo, huet ëmmer méi no beim Waasser gebaut, mat de Konsequenzen, déi mer kennen. An da sinn ech awer och ganz séier beim Artikel 39 vum Waasserschutzgesetz. An ech soen dat awer ganz éierlech: Ech hat schonn deemools Problemer, wéi mer hei

iwwert den Artikel 39 diskutiert hunn, dee virgesäit, dass een nach ënner gewëssene Konditiounen an enger Iwwerschwemmungszon ka bauen.

Ech fannen, de Punkt ass erreecht, wou een deen Artikel 39 awer ganz eschthaf eng Kéier op de Leescht misst huelen an d'Fro misst stellen, ob mer nach wëllen an déi Richtung goen. Sécher, et si ganz streng Obligatiounen virgesinn. Mee wat fir e Message gëtt een och no baussen, wann een nach wie vor theoretesch d'Méiglechkeet virgesäit, datt an enger Zone inondable ka gebaut ginn?

An ech ginn lech och e Beispill aus menger eegener Gemeng, wou viru Joren an enger Zone inondable adjacente - adjacente! - eng, loosse mer soen, kleng Cité autoriséiert ginn ass. Mee dat war just déi Zon, déi dës Kéier beim Héichwaasser - an d'Kolleegein Schäffin hei gëtt mer net Onrecht, mir haten dës Kéier enorm vill Problemer bei eis an der Gemeng - enorm vu Problemer heemgesicht gi war. Duerfir, mengen ech, solle mer eis emol eng Kéier eschthaf d'Fro stellen, ob deen Artikel 39 nach ëmmer seng Bedeutung an deem Sënn do huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum zweete Punkt. Do geet et iwwert den Héichwaasserrisikomanagementplang - elo sinn ech frou, datt ech d'Wuert erauskrut hunn -, dat ass eppes, wat ganz aktuell ass. Deen ass nämlech de Moment an der Prozedur. Dee louch op bis de 24. September fir d'Bierger. Dowéinst wier ech vläicht frou, Madamm Minister, wann Der eis do scho kéint eppes matdeelen, wéi den Echo war, wéi d'Demande war vun de Bierger. An e läit och op bis de 24. Oktober fir d'Gemengen. Dat heescht, d'Gemengen hunn nach dräi Deeg Zäit, fir en Avis ofzeginn. Ech weess, datt dat warscheinlech fir déi meescht Gemengen, déi et nach net gemaach hunn, net méi méiglech ass. Déi, déi et net gemaach hunn, bon, ech wëll se net he accusieren, mee déi hunn awer warscheinlech dann hir Roll net 100%eg gespillt.

Ech wollt awer eppes zu den Avisen soen, déi d'Gemengen zu deem Héichwaasserrisikomanagementplang ofginn - an ech mengen, et si jo genuch Gemengepolitiker heibannen, déi mer net Onrecht ginn -: Ech soen lech dat ganz éierlech, Madamm Minister, et sinn eenzel Gemengen net besonnesch frou, wat den Echo ass vun deenen Avisen. Et si vill Gemengen, déi sech wierklech Méi ginn, fir e ganz seriösen Avis ze maachen. Wann da mol net heiansdo en Accusé de réception kënn, huet mer dat net iwwel, dann ass een als Gemengeresponsablen net ëmmer ganz frou. An ech soen dat awer ganz éierlech hei. Ech verstinn, datt Äre Ministère an Är Verwaltungen net kënnen bis an dee leschten Detail dat Land hei kartieren a kennen, dat ass onméiglech, dat ass logistesche a vum mënschleche Plang hier net méiglech. Mee d'Gemenge kennen hiren Territoire! D'Gemenge kënnen lech soen, wou Problemer leien. D'Gemenge kënnen soen: „Déi an déi kleng Baach, dat sinn déi, déi nei Problemer duerstellen.“ Dowéinst maachen ech wierklech en Appell hei, datt vläicht déi Kommunikatioun an déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen, hauptsächlech, wéi gesot, wat den Héichwaasserrisikomanagementplang ubelaangt, an Zukunft nach verbessert gëtt.

Ech wëll awer direkt hannendru soen, an dat soll och hei ënnerstrach ginn: D'Madamm Minister - an do hutt Der och eng gutt Initiativ geholl -, ass nämlech no den Iwwerschwemmungen an eng Rei Gemenge gaang, déi Gemengen, déi besonnesch betraff waren. An ech weess aus eegener Erfahrung, datt mer och eng ganz konstruktiv Diskussioun haten. An dat war och dee richteg Wee an dee muss och bäibehale ginn. An dat huet jo och bewisen, wéi wichteg et ass, datt een de Kontakt mat de Gemenge maximal fleegt.

Wat dann och nach eng Kéier d'Aufgab vun de Gemengen ubelaangt, do si mer natierlech och séier bei de PAGen, mir si séier bei de PAPen. Och do muss vläicht nach eng verbessert Begleitung kommen. Well ech denken hei virun allem an déi méi kleng Gemengen, déi méitgrouss Gemengen, déi oft net déi Moyenen hunn, fir sech fachmännesch beroden ze loosse. An do ass et wichteg, datt déi Zesummenaarbecht zwëschen de Gemengen an de Ministère an Zukunft jiddefalls gutt soll klappen.

Wa mer iwwer Héichwaasserschutzmoosnamen schwätzen, da si mer natierlech och direkt bei Infrastrukturen, déi realiséiert ginn, bei bauleche Moosnamen. An do sinn der natierlech eng Rei, déi an deene leschte Joren a Joerzénge gemaach gi sinn, zum Beispill d'Opriichte vu mobillen oder fixe Mauer. An ech kommen op ee Beispill ze schwätzen: Ech gesi mäi Frënd, den André Bauler, hei setzen, fréiere Buergermeeschter zu Angelduerf, wou dann eeben och - dat war zwar net ënner senger Kompetenz, dat war nach virdrun - eng sougenannt Héichwaasserschutzmauer opgericht ginn ass. Och zu Dikrech, mengen ech, ass dat de Fall. Et ass och nach op anere Plazen esou.

Jo, a priori ass dat och ze verstoen. Ech mengen, et ass evident, datt jiddweree fir d'éischt säin Ëmfeld kuckt a seet: „Ma wéi kann ech mech maximal virum Héichwaasser schützen?“ Ech sinn awer nach wie vor der Meenung, datt mer dat musse global an

engem Gesamtkonzept gesinn an och musse kucken, wat eng isoléiert Moosnam am Endeffekt vläicht awer och un Negativem mat sech brénge kann. Déi Moosnamen u sech sollen net a Fro gestallt ginn, mee se mussen awer méi an engem globale Konzept duerchdiskutiert ginn.

Da si mer natierlech och ganz séier bei de Reen-oder bei de Retentionsbecken. An och do gëtt et ganz gutt Beispiller. Ech wëll op dat vu Welschent hiweisen: Zu Welschent gouf 1999 e Retentionsbecken amenagéiert mat enger Capacitéit vu 500.000 Meterkibb. D'Madamm Minister ka mer dat vläicht nach herno méi genee confirméieren, wat dann den Effet vun esou Retentionsbecken ass. Ech gleewen drun, datt dat eng Méiglechkeet ass. Mer mussen also kucken, wou mer där nach zousätzlech kënnen amenagéieren, wuel wëssend, datt dat natierlech net ëmmer esou einfach ass. Virun allem si mer dann erëm bei der Acquisitioun vun Terrainen an esou weider. Mee och dat ass awer e Wee, deen een ouni Zweifel muss goen.

Wa mer da scho bei Réckhaltebecke sinn, da si mer natierlech och ganz séier bei deenen, déi an den Industriezonen amenagéiert ginn. An och do muss een awer leider feststellen: Et geet net nëmmen duer, datt mer se amenagéieren, mee se mussen awer och ënnerhale ginn! An dat ass och ee vun de Problemer. An ech gesinn, datt ech hei net eppes gesot hunn, wat falsch ass, well d'Madamm Minister, duerch hiert Wénken, gëtt mer do jo net Onrecht. Do muss awer och den Entretien garantéiert ginn. Et geet net nëmmen duer, d'Retentionsbecken ze amenagéieren, an da kuckt kee Mënsch méi derno, a wann dann eng Kéier e Staarkree kënn, dann ass d'Katastroph dann awer do.

Ech wëll an deem Kontext och op eng Question parlementaire vu menge Kollege Carole Hartmann an André Bauler hiweisen, déi déi ganz Problematik jo och elo eng Kéier opgeworf haten.

Et ass jo och eng Etüd gemaach ginn iwwer e Kadaster vun de Retentionszone vun der Waasserverwaltung, wat ech eng ganz gutt Saach fannen; 2020 ass déi realiséiert gi fir 17 Flëss. Dat ass, wéi gesot, ze begrëissen. Do soll jo och elo nach eng zweet Phas kommen, mengen Informatiounen no, fir ze kucken, wéi ee Réckhaltepotenzial een nach kann, wann en, wéi gesot, duerch ... ob déi dann och hydraulisch effikass sinn. Dowéinst och meng Fro: Wéi wäit ass de Stand vum zweeten Deel vun där Etüd dann?

Wa mer iwwer Retentionsbecke schwätzen, komme mer natierlech net derlaanscht, e Wuert iwwer de Stauséi vun Esch-Sauer ze schwätzen, wat jo och e wichtige Regulationsfaktor ass. Och do ass jo d'Iwwerleeung, fir nach zousätzlech baulech Amenagementen ze maachen. Mengen Informatiounen no kouw et do elo zum Retard vun der Ëmsetzung vun deenen Aarbechten. Do misst jo anscheinend nach e Projet de loi ausgeschafft ginn. Net virun 2024 soll dat geschéien. Ech weess, et ass net direkt Är Kompetenz, Madamm Minister, mee vläicht sidd Der awer informéiert, fir eis do nach dat eent oder anert Wuert kënnen ze ginn.

Wa mer da beim Héichwaasserrisikomanagementplang bleiwen, da si mer natierlech och ganz séier bei den Entretiene vun de Gewässerleef. A besonnesch elo, no dem Héichwaasser, gëtt natierlech oft d'Fuerderung gestallt, och vu kommunale Vertrieder, datt déi Baachen an déi Flëss solle gebotzt ginn. Ech wëll allerdéngs och do soen: Mer mussen oppasse mat deem Term „botzen“.

Wat heescht botzen? Eng Baach muss net glaskloer gebotzt sinn, sou datt herno net méi därer e bësse Gestrépp do leien. Richteg ass: Wa Beem op eemol eng Staufonction erfüllen, dann hënnere se, da muss se ewechgeholl ginn. Mee en ëmgefallene Bam oder Gestrach an engem Gewässer ka sech awer zum Beispill positiv op den Habitat auswirken. Mee och hei muss erëm d'Zesummenaarbecht zwëschen Gemeng a Verwaltung gutt klappen, well et ass evident, dat soen ech ganz éierlech, datt déi staatlech Verwaltungen net à même sinn, fir déi ganz Ënnerhaltsaarbechten, besonnesch elo no esou schroem Héichwaasser, ze realiséieren. Also muss mat de Gemengen zesummeschafft ginn. Och d'Gemengen hunn net ëmmer d'Méiglechkeeten, also muss hei dee Moment och op d'Privatwirtschaft zrëckgegraff ginn.

Wat engem nach besonnesch opgefall ass no deenen Héichwaasser - an ech schwätzen elo hei emol de Raum Rouspert un -: Dat ass op eng Manéier positiv, wann ee gesäit, wat fir eng Kraaft e Gewässer op eemol entwéckelt a wou et sech da selwer Raim zrëckhëlt. An da si mer bei der Problematik vum Opschëdden: Hauptsächlich, fir landwirtschaftlech Fläch ze wannen, gëtt oft opgeschott bis un den direkten Ufferrand vun engem Gewässerlaf. Dat ass natierlech kontraproduktiv, dat ass evident: Dee Moment zwänge mer e Gewässerlaf nach vill méi an e Corselet an en huet nach manner Méiglechkeeten, fir sech ze entfalen. An dat ass net gutt!

A grad zu Rouspert - gitt emol eng Kéier dohinner

kucken, trëppelt emol do -, wou fréier Maisfelder waren, sinn déi elo wierklech ewechradéiert ginn op enger Breet vu 50 bis 100 Meter. An do gesäit een, datt sech e komplett neit Sediment entwéckelt huet: Do leien haut Steng. Do gesäit een also, datt déi Kraaft vun deem Floss sech do total entfaalt. An duerfir muss och d'Fro gestallt ginn, ob een net elo verstärkt soll vun der Geleeeënheet profitéieren, fir sougenannt „Uferschutzsträifeprogramm“ ze entwerfen, dat heescht, datt déi Uferen u sech herno praktesch broochleien. Ech si mer natierlech bewosst, datt do och direkt erëm enger Medail-säit kënn, an dat zemoos dann, wa mer am Beräich vun enger Landwirtschaftlecher Exploitation sinn. Mee da soen ech awer ganz éierlech hannendrun: Dann ass d'effentlech Hand och gefuerdert! Wann engem Bauer e Schued entsteet, well en net méi därer e Feld, wat eeben direkt un e Gewässerlaf ustéisst, an deem Moos exploitéieren, dann ass d'effentlech Hand gefuerdert, fir fir déi néideg Entscheedung ze suergen. Mee mir mussen awer de Courage hunn, déi Diskussiounen verstärkt ze féieren.

Dat selwecht gëllt och fir nei Brécken, déi gebaut ginn. Och déi mussen an Zukunft vill méi no deene Gesichtspunkte realiséiert ginn.

An da schlussendlech nach ee Wuert zum Héichwaasserrisikomanagementplang. Do si jo 243 Mesurë zrëckbehale ginn. Ech weess, déi kënnen net all vun haut op muer ëmgesat ginn. Wichtig wier allerdéngs, datt virun allem déi Mesuren, déi elo net esou e groussen Effort bedeuten, dann awer schnellstméiglech kéinten ëmgesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op deen drëtten Punkt, ee fir mech och ganz wictegen: Dat ass de Volet vun der Roll vun de Gemengen, awer och vun de Bierger. Ech hunn d'Gemengen hei schon e puermol zitëiert. Och d'Gemenge mussen hire Beitrag nach verstärkt bréngen, well d'Gemengen hunn d'Méiglechkeet, Moosnamen ze treffen, déi am Sënn si vun enger besserer Retention vu Gewässer. An ech denken do virun allem un de Bannerraum an de Stied, an och an den Dierfer mussen zousätzlech gréng Espacen amenagéiert ginn. Et därfer keng Parkinge méi realiséiert ginn, déi nëmmen aus Bëton bestinn. Dat ass einfach Géft am Kader vun Héichwaasser.

Et gëtt eng ganz Rei aner Méiglechkeeten, déi ee ka maachen. An ech verweisen hei zum Beispill op Berlin. Berlin ass natierlech e bësseleche méi grouss wéi d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg. Mee Berlin huet sech elo den Attribut „Schwammstadt“ ginn. Bon, dat ass eng gutt, eng intelligent Ausso, an ech mengen, mir sollen dat Beispill awer iwwerhuelen. Dat heescht, eng Stad wéi Berlin seet ganz kloer: „All Meterkaree, wou et méiglech ass, iergendwéi gréng Planzen ze amenagéieren, gréng Espacen ze amenagéieren, muss genotzt ginn!“ An dat ass effektiv wouer. An dat solle mir och an eise Gemenge maximal maachen.

En anere wictege Punkt, dat sinn natierlech déi Héichwaasserpartnerschaften. Mir hunn der de Moment siwen; déi fonctionéieren zënter 2011. Ze bedauern ass allerdéngs, datt zum Beispill esou wictege Gewässer wéi d'Mamer a wéi d'Äisch bis elo nach keng esou eng Héichwaasserpartnerschaft hunn.

Och de Bierger - an dat solle mir als Politiker, mengen ech, roueg och heiansdo e bësse méi haart kënnen soen -, och de Bierger huet, net nëmmen an deem heite Beräich, seng Verpflichtungen. Et ass net, fir datt ëmmer nëmme mam Fanger op d'Politik gewise gëtt. Déi huet d'Responsabilitéit, dat wëll ech guer net ofstreiden, mee och de Bierger ka viles derzou bäidroen.

Mir hunn eng Tendenz, an dat gesäit een op ganz vill Plazen, datt zum Beispill ronderëm d'Haiser ëmmer méi sougenannte „Steewüsten“ entstinn. Dat ass net nëmmen ekologesch eng Doudsënn, well sech doduerch eng Biodiversitéit iwwerhaupt net kann entwéckelen. Mee et ass och erëm eng Kéier déi Fonctioun vun Opsaugen, déi do ënnerbrach gëtt. An och do sollen d'Gemenge Courage hunn. An eng Gemeng, déi mer net unbekannt ass, huet zum Beispill hiert Bauterelement ëmgeännert a seet ganz kloer: „Du därerf nëmme méi esou vill Prozent vun denger Fläch versigelen!“ An ech mengen, dee Wee solle mer och verstärkt goen.

Ech ginn e ganz einfacht Beispill: Eng Strooss vun 200 Haiser, dat ass kee Riseboulevard. Eng duerchschnëttlech Gemeng huet där Stroossen. Stellt lech elo mol vir, do géife virun all Haus nëmme fënnf Meterkaree erëm naturno gestallt ginn. Dann hätte mer herno eng Fläch vun 1.000 Meterkaree, déi erëm d'Méiglechkeet géif bidden, Waasser opzehuelen. Elo sot Der: „1.000 Meterkaree ass net vill!“ Mee ech hu vun enger Strooss geschwat. Et besteet also immens vill Potenzial, an dat muss och an Zukunft nach vill méi genotzt ginn.

Wat och nach kann um individuellen Niveau gemaach ginn, ass d'Opfänke vu Reewaasser, och do besteet ganz vill Potenzial. Et muss net all d'Reewaasser direkt iwwer d'Kanalisation an d'Kläranlag gefouert ginn. Glécklecherweis ass et

jo esou, datt, wann nei Lotissementer gemaach ginn, jo da muss den Trennsystem agefouert ginn, wat och eng ganz gutt Saach ass. Ech si mer awer natierlech bewosst, datt et schwéier ass, fir no-dréiglech de Mëschsystem ze eliminéieren an duerch en Trennsystem ze ersetzen. Dat ass vum logistesche Standpunkt hier an deene meeschte Fäll natierlech net ze realiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zum leschte Punkt, dat sinn natierlech d'Renaturéierungen. Perséinlech sinn ech der Meinung: Do hu mer dee meeschte Potenzial! Do kënnen mer natierlech nach ganz vill maachen. Renaturéierung ass keng Symptombekämpfung, Renaturéierung ass eng Ursachebekämpfung. Sécher, och do därer ee sech natierlech keng Wonner erwaarden, mee ganz kloer droen d'Renaturéierungen derzou bäi. A wann ech gutt informéiert sinn, Madamm Minister, hätt Der och schon éischt Resultater - haaptsächlech, mengen ech, laansch d'Sauer -, déi beweisen, wat Renaturéierung kënnen bréngen. A wann et nëmmen 20 Zentimeter sinn! 20 Zentimeter kënnen extreem vill ausmaachen, soudatt mer do also musse verstärkt drop setzen.

Et muss een awer ganz éierlech sinn: Mir dinn eis nach ëmmer schwéier! Ech wëll elo net hei pauschal soen, et wier näischt geschitt déi lescht Joren oder Joerzénge. Dat wier net richtig. Et ass Munches geschitt, et ass Guddes geschitt. Et brauch een elo nëmmen hei - elo muss ech oppassen -, iwwer d'Al Bréck ze trëppelen, da gesäit een zum Beispill d'Péitruess, wou ee sech ëmmer d'Fro gestallt huet: Firwat ass do all déi Joerzénge näischt geschitt? Mee elo gesäit een et: De Bagger steet do, et ass keng Risenaarbecht, mee et ass eng gewënnbréngend Aarbecht, déi do awer elo realiséiert gëtt.

En anert gutt Beispill: D'Gander zu Mondorf, déi op 300 Meter renaturéiert ginn ass, wou d'Wanterbett ëm 30 Meter verbreet ginn ass, wou u sech dann och 11.500 Meterkibb ewechgeholl ginn. An ech hu mer och do vun deene Verantwortleche soe gelooss, datt dat ouni Zweifel schon e positiven Aspekt huet.

Wa mer natierlech iwwer Renaturéierung schwätzen, muss mer dat och grenziwwerschreidend kucken. Et gëtt mat Sécherheet och eng ganz Rei Gewässerleef, wou een dat muss mat den Noperen duerchdiskutieren.

Natierlech, ech weess, datt Renaturéierungen och net einfach esou ze realiséieren sinn. Mir sinn do ganz séier bei der Problematik vun der Acquisitioun vun Terrainen. Ech komme selwer aus enger Gemeng, wou mer elo iwwer 15 Joer amgang sinn, d'Uelzecht ze renaturéieren. Wat mengt Der, wéi vill an deene 15 Joer renaturéiert ginn ass? Ech soen lech ganz einfach: Kee Milimeter! Dat ass natierlech frustrant.

■ **Une voix.** - Dat kann dach net sinn!

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Leider ass dat esou. Ech wëll awer direkt do soen - et muss ee sech jo ëmmer verteidigen -: D'Gemeng ass awer deen Acteur, deen do mat Sécherheet seng Roll richtig gespilt huet!

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Mee dat ass awer de Beweis, wéi schwéier mer eis heiansdo di mat Renaturéierungsprojeten, ...

(**Brouhaha**)

... an datt mer do awer musse verstärkt usetzen. Mir sinn natierlech dann och erëm bei der Problematik vun der Acquisitioun vun den Terrainen. Also, als Liberale sinn ech dee Leschten, dee sech hei asetzt fir d'Enteignung; ech wëll just drop hiweisen.

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Dass hei ëmmer erëm jiddwereen dergéint ass!

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Oh, Här Wolter, do muss ech mech awer nach ustengen, fir an Är Liga matzekommen.

(**Hilarité**)

(**Coups de cloche de la présidence**)

Also dat, wat Der gëschter hei geliwwert hutt, do muss ech awer nach ganz vill vun lech léieren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Klammer zou.

(**Brouhaha**)

Voilà! Klammer zou, jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Graas, fuert roueg weider.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Mee dann, Här Wolter, da wëll ech lech awer och elo mol hei zitëieren, fir drop hinzeweisen, wéi wictege d'Renaturéierung vun der Uelzecht ass. Do ass et en Innenminister ginn 2003, ...

(**Hilarité et brouhaha**)

Jo, dat Eenzezt ... Ech wëll net d'Kompetenz vum Minister vun deemools a Fro stellen. Dat Eenzezt, an ech soen dat haut och nach, obwuel ech deemools och derbäi war, ech war awer net frou driwwer, datt d'Kompetenz vum Waasser am Interieur war. Den Här Halsdorf héiert dat och net gären. Mee ech sinn haut nach der Meinung, datt dat e Feeler war. Mee bon, passons-y!

Mee den Här Wolter huet an engem „Telecran“-Interview gesot, ech liesen et hei vir - dat war am Juli 2003, ech gleewe kaum, datt Der lech nach kënn erënneren -: „Die Renaturierung der Alzette, obwohl in erster Linie eine ökologische Maßnahme, führt zu einer Optimierung der Hochwasserschutzfunktion.“ Ma 100%eg Recht hat Der. Ech maachen lech elo kee Reproche, datt dat natierlech op ville Plazen net geschitt ass. Mee et ass awer de Beweis, datt mer eis, do ginn ech dervun aus, bal all eens sinn heibannen, datt mer grad op deem do Niveau nach mussen immens Efforte maachen.

An da muss een och nach eng Kéier op d'Gesetz vun 2017 hiweisen, datt haut jo elo och ewell Privatprojeten eligibel sinn, wat d'Renaturéierung ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann och zur Konkusioun. Eppes ass ganz kloer: Mir sti viru groussen Erausforderungen, wat eisen Asaz géint d'Héichwaasser ubelaangt. Ech hu versicht, elo hei e puer Pisten opzezeichnen. Natierlech ass dat alles anescht wéi vollstänneg. Mee ech mengen, et muss een awer draus eraushéieren, datt de politesche Willen nach muss verstärkt ginn, fir an Zukunft do nach méi aktiv ze ginn.

Natierlech si mer dann och ganz séier bei de Finanzen. Ëmweltschutz kascht, jo. Een, deen de Contraire seet, dee seet net d'Wouerecht. An ech fannen, och d'Politik soll éierlech sinn. Si muss dem Bierger dat soen. Et kritt een näischt fir näischt! Mee et därer een awer net vergiessen: Dat, wat mer haut investéieren, an do bleiwen ech elo beim Héichwaasserschutz, dat sinn awer déi Suen, déi mer muer manner mussen ausginn, fir erëm Schied ze reparéieren - also ass och en ekonomesche Gewinn bei där ganzer Iwwerleeung. Mee natierlech muss mer awer och de politesche Courage hu fir ze soen: „Mir maachen et!“ An et kascht natierlech och Geld.

Duerfir sinn ech op déi Manéier och frou, datt d'Regierung jo wëlles huet, sech insgesamt méi fir de Klimaschutz ze aktivéieren. Dat hu mer an der Ried vun dem Staatsminister gesinn, dat hu mer och gesinn, wéi den Depot vum Budget hei war. Mir mussen natierlech och elo zu den noutwendegen Ëmsetzungen kommen.

Jiddefalls, ofschléissend wëll ech ganz kloer soen: Mir mussen eise Gewässer vill méi Autonomie ginn! Wa mer dat net maachen, da brauche mer eis net ze wonneren, wa mer nach vill méi oft wäerte mat esou groussen Héichwaasserkatastrophe konfrontéiert ginn, wéi dat Mëtt Juli de Fall war.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

(**Débat**)

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat ass séier gentil, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir schwätzen dës Woch zweemol iwwer d'Héichwaasser, eemol en Dënschden, wou mer dat, wat ech eigentlech d'Phasen 3, 4 a 5 am Ofaf vun enger Naturkatastroph wéi Héichwaasser nennen, diskutéiert hunn. An haut diskutéiere mer dann iwwer d'Phasen 1 an 2.

Ech wëll ganz am Ufank vu menger Ried soen, dass ech dat bedauern, well ech fannen, dass een den Ordre du jour hätt kënnen esou organiséieren, dass een déi zwou Saache mateneen, zilféierend hätt kënnen gemeinsam ugoen an och diskutéieren. Well d'Konsequenz vun engem Héichwaasser ass intiment liiert mat der Fro, wéi d'Héichwaasser iwwerhaupt entsteet.

Et hätt eis et och erlaabt, d'Innenministesch ze héieren, déi ech haut hei de Mëttig vermessen, déi sech net concernéiert spiert fir d'Phasen 1 an 2, wat e Feeler ass, well d'Innenministesch, datt heescht, d'Fro vun de Gemengen an d'Fro vun der Tutelle vun de Gemengen, e weesentleche Bestanddeel net nëmme vun der Reparatur nom Héichwaasser ass, mee och virun allem vun der Preventioun, déi soll gemaach ginn, éier d'Héichwaasser geschitt.

Et ass schued, well ech hunn eng Rei Punkten, och ee weesentleche Punkt, op deen ech méi spéit a menger Interventioun kommen, wou et wictege gewiescht wär, dass d'Innenministesch hir Meinung dozou gesot hätt. Leider huet se de Mëtten de Wee an d'Chamber net fonnt, well se sech héchstwar

scheinlech net ugesprach gefillt huet vum Sujet. An da wäert déi aner Ministesch eis soen, dass dat net an hirem Kompetenzberäich géif leien.

■ **Une voix.** - Dann ass se net gefrot ginn!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, wa se net gefrot ginn ass, dann ass dat och e Problème d'intendance, well de Problem vum Héichwaasser eeben net nëmmen e Problem ass vum Ëmweltministère. De Problem vum Héichwaasser ass e weesentlech méi breede Problem, eng weesentlech méi breet Problematik wéi déi, déi dann elo hei reduzéiert gëtt eigentlech op den Domän vum der Madamm Dieschbourg.

Dat ass leider net geschitt. Ech wëll dat bedauern. Ech wäert mech dann zum Sujet vum haut artikuléieren an, well et e Sujet ass, dee mech scho méi wéi 25 Joer extreemst passionéiert, da meng Iwwerleeungen an deen Domän wëllen afléisse loosse.

Wéi déi meesch vum lech nach wëssen, war ech quasi an all Domän, deen hei zur Diskussioun steet, eng Zäit mat responsabel an der Regierung. Ech war Inneminister, also fir de Volet vum de Gemengen, ech war Waasserminister zu där Zäit, wou d'Waasser nach am Interieur war. An do wëll ech dem Här Graas direkt soen, dass et net wichteg ass, wien Titulaire ass vum engem Ministère, mee dass et wichteg ass, wat ënnert där Tutelle en fin de compte geschitt.

Dir kënn déi richteg Enveloppe dropsetzen, wann am Inhalt, also wann an der Enveloppe, näischt dran ass, jo, dann hutt Der net vill geschafft! Dir kënn awer d'Saach och deen anere Wee ugoen a Resultater kréien, an dann hutt Der e gutt Resultat!

Ech wëll déi Diskussioun net weider verdéiwen, mee et ass wierklech net den Titulaire, deen d'Politik mécht, mee et ass, wéi an esou villem, en Zesummespill vu ville Verwaltungen a vu ville Ministären a vu ville Gemengen, dat et mat sech bréngt, ob een op e gréngen Zweig kënn oder net.

Well ech bei Héichwaasserkatastrophen derbäi war, 1995 notament - et ware mat déi éischten Deeg, wou ech an der Regierung war -, well ech responsabel war fir d'Pompjeeën a well ech responsabel war fir d'Gemengen an och haut säit eelef Joer Buergermeeschter si vun enger Gemeng, déi elo vun e puer Katastrophen an de leschte Jore getraff ginn ass, sinn ech fundamental der Meenung, dass een aus all Katastrophen muss léieren. Et muss ee probéieren, positiv Erkenntnisser doraus ze zéien. Déi Erkenntnisser, déi kann een awer net zéien, wann ee sech nëmmen op sech selwer reduzéiert. Déi Erkenntnisser kann een och net zéien, andeem een nëmmen déi, déi eigentlech en charge ware vum Dossier, freet, ob si zefridde ware mam Oflaf vun deem, wat si gemaach hunn, wéi d'Katastrophen war. Eng uerdentlech, éierlech, onofhängeg Etüd driwwer, déi net necessairement a Scholdzouweisungen endegt, mee kuckt, wou Schwaachstelle sinn, déi objektiv do waren enger Katastrophen, dat ass fir mech de Wee, deen ee muss goen, an aller Objektivitéit a mat alle Sensibilitäten, déi dat natierlech mat sech bréngt.

A well ech vläicht aneschters ticke wéi aner Leit, hunn ech mer erlaabt, 2019 de Kontakt ze siche mam Haut-Commissariat à la protection nationale. Als Buergermeeschter, dee concernéiert war, hunn ech net drop gewaart, bis iergendeen eng Kéier géif bei mech kommen, op eng Foto oder op eng Reunion, mee ech hunn e Bréif geschriwwen. Ech hu gesot: „Mir géife gäre bei mech kommen, fir Konklusiounen aus deem ze zéien, wat gutt gelaf ass, an och aus deem, wat manner gutt gelaf ass.“ Mir haten déi Entrevue, mir haten zwou Entrevuen.

Ech hunn awer leider d'Impressioun, mat deem, wat ech héieren hunn an deene leschte Wochen, dass net all d'Konklusiounen gezu gi sinn aus deem, wat eigentlech hätt missen als Konklusiounen gezu ginn. Ech wëll awer net weider drop agoen, well ech 2019 och drop verzicht hunn, fir Pressekonferenzen ze organiséieren, ech sinn awer nodréiglech an nowelslech och der Meenung, dass bei deene Katastrophen, déi mer elo haten, verschidde Léieren aus de Katastrophen vun 2019 net gezu gi sinn, wat ech bedauern. Well et kënn deen Dag, wou mer eng Kéier eng Katastrophen kréien, déi net esou gutt ausgeet wéi déi zwou lescht, déi mer haten. An dofir wëll ech et och gesot hunn, dass Propositionen formuléiert gi sinn 2019. Et sinn och Propositionen 2021 formuléiert ginn. Wann déi natierlech net emgesat ginn um Terrain, eigentlech an der Gestiou vum enger Katastrophen, da läit dat an der Responsabilitéit vun deenen, déi dat net maachen respektiv déi verhënneren, dass doriwwer gekuckt gëtt.

Dofir hunn ech och 2021 net gewaart, dass ee géif bei mech kommen, mee mir hunn no där éischter Héichwaassersituatioun de 14. Juli de Kontakt opgeholl mam Waasserwirtschaftsamt, fir bei si ze goen a fir ze soen: „Kommt, mir zéien emol e Bilan! Wat ass dann an eiser Gemeng geschitt? Wien hätt kenne wat maachen am Virfeld vum der Katastrophen respektiv wat muss mer elo maachen nodeem?“

Dunn hate mer jo nach deen aussergewéinleche

Problem, dass mir zu Käerjeng gläich zweemol dann derbäi waren, well mer och nach esou eng lokal Schauer 14 Deeg drop kruten, déi Leit vu Lénger. Déi aner Leit aus dem Land hunn dat net esou matkritt. Dat war net esou mediatiséiert. Mee tëschent Lénger a Betteng war och nach eng Kéier eng riseg Schauer, wou innerhalb vun zwou Stonnen, mengen ech, 60 Liter op de Meterkaree gefall sinn, wat et mat sech bruecht huet, dass et an eiser Gemeng, an der Gemeng Garnech an an der Gemeng Dippech zu gréissere Verwerfungen komm ass.

Mir hunn de Kontakt gesicht. Mir hate Reunionen mam Waasserwirtschaftsamt, déi ganz positiv waren, dat muss ech soen. Mir hunn eis ausgetosch. Mir hunn och op Schwaachstellen higewisen, déi mer an de Gesetzgebungen an an de Reglementer gesinn hunn.

An ech wëll och déi eng oder aner Propos elo hei maachen, dat ass dann esou mäi kleng Punkt, ob-schonn ech weess, dass d'Verwaltung mat deene Proposen entre-temps, vu datt mer se jo formuléiert hunn an der Reunion, schon d'accord ass an och hiren Accord dozou ginn huet.

Ech wëll et trotzdeem hei nach eng Kéier erklären, well dat, wat mer eigentlech gemeinsam do elo fir eis Gemeng festgehalten hunn, Modellcharakter fir aner Gemenge kann hunn an, wourëm et mir eigentlech geet, zu enger Verbesserung vun der gesetzlecher a reglementarescher Basis ka bäidroen, wat dës Situatioun betrëfft, fir déi kënnen ze reegelen.

Wann ech mat Bléck op déi Saach schwätzen, ass et haut aneschters, géif ech soen, wéi 1995, wéi ech an d'Waasser geheit gi si vun där Problematik, façon de le dire, wéi ech schon zu lechternach notament war an och op anere Plazen deemools. An et ass esou, dass mer haut en zweete Phänomeen hunn, dee mer deemools an där Envergure net kannt hunn.

Et ass schon esou, och a menger Gemeng, dass eng Baach, déi haaptsächlech betrëfft ass, mol iwwert d'Ufer gaangen ass, dat war dann 1917 eng Kéier de Fall, et war 1943 eng Kéier de Fall. Mee et stellt een awer fest, dass niewent dem klässchen Héichwaasser, wat mer säit 1995 ganz intensiv betreiben, och reglementaresch - an och do sinn ech mam Här Graas absolut net d'accord a senger Analyse, dat muss ech wierklech soen -, de Phänomeen vum Staarkreen e Phänomeen ass, dee rezent méi oft ass. Also, en ass net méi rezent, et ass en ëmmer ginn, mee en trëtt méi heefeg op, an duerch de Fait, dass e méi heefeg optrëtt, bleift en dann an der Memoire vun de Leit méi hänken.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Här Wolter, genau dat doten hunn ech gesot.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech sinn absolut net d'accord mat der ...

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Genau dat do hunn ech gesot! Dann hutt Der mer net nogelauschert!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech sinn absolut net d'accord mat der Analyse vum Här Graas, wann en notament den Artikel 39 vum Waassergesetz attackéiert, well dat fir mech ee vun deene wichtegsten Artikelen ass, dee mer och onbedéngt bäibehale mussen. Well wann ech nämlech d'Kombinatioun vu Waasserretentioun a Buedemversigelung kucken an ech bréngen et fäerdeg, op Plazen, wou Héichwaasser ka kommen, awer esou ze bauen, dass och bei engem 100-järege Reen d'Waasser net kann dohinnerkommen, hunn ech perséinlech iwwerhaapt kee Problem domat.

Ech ginn lech e Beispill. De Cactus zu Angelduerf, dee steet an esou enger Zon. Do ass dat absolut ausgeschloss, ausser d'Waasser géif elo nach eng Kéier 600 Meter méi héich kommen. Deen ass gebaut ginn no gewëssenen Normen. De Cactus zu Käerjeng ass 1999 op den déifste Punkt vum der Gemeng geluecht ginn, mat engem wonnerbare Sous-sol, wou d'Leit nach mussen derduerchfuere, wa se Richtung Péiteng wëlle fuere.

Wat ech also wëll soen, wann ech déi zwee - pardon, dass ech elo de Betrib genannt hunn, dee Betrib, deen e pickege Logo huet ...

(Hilarité)

Wann ech also kucken, op där enger Plaz ass ee gebaut ginn no den Normen vum 1999 an op där anerer Säit ass ee gebaut ginn no den neien Normen, déi den Artikel 39 vum Gesetz implizéiert huet, da sinn ech an enger Situatioun: Wann ech dee Betrib zu Angelduerf net do gehat hätt, da misst ech jo op enger anerer Plaz Buedem versigelen. Mee dann hunn ech dach léiwer, ech versigelen en do an ech bréngen et fäerdeg, dass eng intelligent - dat awer als Viraussetzung: eng intelligent! - Applikatioun vum Artikel 39 gemaach gëtt.

A wann den Här Graas dann d'Beispill vu senger Gemeng hält an e seet: „Do hu mir opgrond vum Artikel 39 e Lotissement geneemegt an déi sinn elo alleguerten iwwerschwemmt ginn“, dann, oui d'Lotissement ze kennen, ginn ech dervun aus, dass dat net no de Reegelen vum Gesetz, nom Artikel 39

gebaut ginn ass, well soss wär dat nämlech net méiglech.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Wolter, erlaabt Der, datt den Här Graas lech eng Fro stellt?

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Nee, ech erlaben dem Här Graas dat herno.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Nee, nee, Dir sot hei Saachen, déi net stëmmen. Dat do hunn ech iwwerhaapt net gesot!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech zitieren lech genau, wéi Dir et gesot hutt.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Nee, nee, nee! Dann hutt Der mer net richteg nogelauschert. Ech hu geschwat vum engem Lotissement - wat scho vill gesot ass -, enger Rei Appartementer oder Haiser, déi an enger Zone inondable adjacente gebaut gi sinn, also net an enger Zone inondable. Ech hu just gesot, datt déi eeben dës Kéier elo méi betrëfft ware vum Héichwaasser.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Mee da war et jo net am Artikel 39.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Nee.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Dir hutt awer gesot, den Artikel 39, dee misst een a Fro stellen.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - An dem Artikel 39 geet et ëm d'Zone-inondable, dat hei ass keng!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - An do hutt Der dat dote Beispill ginn.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Nee, Dir sot dat hei! Mir schwätzen net vun enger Zone inondable an deem Fall hei.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Gutt.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Jo, net nëmme gutt, dat ass esou.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Nee, dat ass esou. Mee Dir hutt awer ...

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Dat ass och esou. Da sot net de Contraire!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Nee, Här Graas, Dir hutt et als Beispill ginn, fir den Artikel 39 ze attackéieren.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Nee, Dir hutt mir net nogelauschert. Dat ass net wouer!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - An ech ginn et als Beispill, fir den Artikel 39 ze verteidegen.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Ma nee, dat heiten huet iwwerhaapt näischt mam Artikel 39 ze dinn.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - D'ailleurs hutt Der nach eppes aneres gesot.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Et huet guer näischt mam Artikel 39 ze dinn!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Wann ech elo scho bei lech sinn, wat wierklech net richteg ass an Är Interpellatioun: Dir behaupt, zu lerpeldeng wär eppes gebaut ginn, nämlech eng Mauer, wat potentiellement de Problem bei aner Leit géif bréngen. Dat ass net wouer!

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Dat hunn ech och net gesot!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech war selwer Inneminister.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Also, Här President, ech fannen hei ginn awer elo Saache vum Här Wolter behaupt, déi ech iwwerhaapt net gesot hunn!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, mir kënnen de Wording nokucken.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Nee, esou diskutiere mer net!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, jo.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Ech hu just gesot: Et muss an engem Gesamtkonzept gesi ginn. Ech hunn net eng eenzel Moosnam duergestallt, wéi wann déi sech dee Moment géif nodeelhaft an enger Nopeschgemeng entwéckelen.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ma déi dote Measure ...

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Ee Moment, wannechglift! Ech schwätzen! Ech hu just gesot ...

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Här President!

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Ech hu just gesot ... Et muss awer richteggestallt ginn!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Graas huet d'Wuert weinst Fait personnel. An den Här Graas huet elo d'Recht, fir awer drop ze äntweren.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Jo. Also, wéi gesot, nach eng Kéier: Här Wolter, ech hu ganz kloer gesot, déi Moosnamen do, déi mat Sécherheet kënnen hire positiven Effet hunn ...

(Interruption)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Graas huet nach d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - Mee si mussen awer an engem Gesamtkonzept ... An ech hunn zu kengem Moment hei gesot, datt déi Moosnamen, déi an der Gemeng X gemaach gi sinn, datt déi automatesch en Nodeel op d'Gemeng Y hätten. Dat hunn ech net gesot!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - An ech kann lech genau soen ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Elo kritt de Minister d'Wuert zrëck ..., euh, den Här Wolter d'Wuert zrëck.

(Hilarité)

■ **M. Gusty Graas (DP), interpellateur.** - De fréiere Minister!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Et war e léiwe Lapsus.

(Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Här President, Dir hutt d'Gab, fir an d'Joer 2050 ze kucken.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Nee, et ass dee fréiere Minister.

(Hilarité)

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Wat ech wëll soen, dat ass, datt deemools, well ech jo nach do derbäi war, dat war mam Buergermeeschter Rassel deemools ... Ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, dat ass, datt do all Meterkibb kompenséiert ginn ass. Et ass also genau gekuckt ginn, ob déi Mauer, déi do géif kommen, sech géif an e Gesamtkonzept, wat lokal, regional an national wier ... Do ass net eng Mauer gebaut ginn oui Kompensatioun!

Dat ass näischt Neies! Dat si Punkten, déi mir säit iwwer 20 Joer an der Lëtzebuerger Politik konsequent ëmsetzen, wann op enger Plaz eppes geschitt, datt am Virfeld gekuckt gëtt, datt et kompenséiert ass, fir datt et eeben net zu Dikrech an an den Uertschaften hannendrun zu enger negativer Konsequenz géif kommen.

Mir hunn also mam Staarkreen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en neie Phänomeen. Mir hunn och domadder eng nei Kategorie vu Gemengen, déi betrëfft sinn. Ech war ganz interesséiert, mam Kolleg Haagen vun Dikrech an der Chamber an och an der Kommissioun driwwer ze diskutéieren, dee mer seet: „Ma villes vun deem, wat Dir elo sot, dat kenne mir.“ Jo, dat kennen déi Gemengen, déi vum Héichwaasserrisiko betrëfft waren, déi eng laang Erfahrung doranner hunn. Déi wësse verschidde Saachen. Mee mir kréien elo eng nei Kategorie vu Gemengen, déi betrëfft sinn, déi déi doten Erfahrung net hunn, déi net wëssen, wann de Knäppchen A gedréckt gëtt, datt se da musse B, C, D, E maachen. Dat heescht, et ass extreemst wichteg a mengen Aen, datt een deen neie Phänomeen mat op d'Landkaart hält an en och eeben am Zesummespill tëschent dem Staat an de Gemenge mat eranhält.

De Schued bei Staarkreen, ech géif mech wëllen e bëssen dorobber konzentréieren, well ech effektiv - den Artikel 38, ech kommen herno nach eng Kéier ganz kuerz zrëck op déi ganz Fro vum Héichwaasser - der Meenung sinn, datt mer déi reglementaresch gutt kennen, och elo déi nei Avisen, déi mer mussen maachen iwwert deen neien zweete Plang, deen do soll kommen. Dee weist jo, datt och de Staat probéiert, vu 15 op 17 lues a lues déi Flëss, déi eigentlech vum Héichwasser betrëfft sinn, „an de Grëff“ - entre guillemets - „ze kréien“, fir d'Phänomeener ze verstoen a fir eeben och d'Konsequenzen kënnen ze zéien.

Mee déi Staarkreensituatioun, déi emol op där enger Plaz, emol op där anerer Plaz, emol, wéi dat dann eeben de 14. de Fall war, op ville Plazen komm ass, dat ass en neie Phänomeen. An eng Analyse, déi ech gemaach hu vum Gesetz, seet mir, datt mer dee Phänomeen ongenügend an eisem legislativen Dispositiv haut betreiben.

De Schued entsteet bei Staarkreen haaptsächlech jo iwwer Baachen, mee en entsteet och iwwer Grief, Grief, wat eigentlech keng Baache sinn, déi permanent flëssen, mee déi sech fülle mat Waasser, wat normalerweis aus Hannerlagen dohinnerkënn an engem Moment vu staarkem Reen.

Ech maachen eng Klammer op: Fréier war et esou, datt et kloer war, datt d'ASTA déi Grief géif betreiben. Dat schéngt mer an deene leschte Joren net méi op alle Plazen evident ze sinn. Dat ass och eng vun de Froen. Ech hat se e bësse méi spéit opgeworf, du wollt ech se stellen. Mee ech stelle se dann elo op där Plaz: wéi eigentlech d'Regierung gedenkt, mat der Problematik vun de Grief, déi am Fall och vu menger Gemeng - et ass ee jo ëmmer méi no bei sech selwer wéi bei deenen aneren, mee et kennt een dann d'Phänomeener awer besser - eng ganz wichteg Roll gespilt hu bei den Iwwerschwemmungen, ëmzegoen, wou mer einfach festgestallt hunn, datt eng ganz Rei vun deene Griewer am Laf vun de Joren an de Joerzénkten elo verlant sinn, well se

eeben net méi esou ennerhale ginn, wéi se eigentlech missten ennerhale ginn.

Ech soen elo eppes, wat ech am Fong am Prinzip net oft soen: Ech hunn och kee Problem domadder, datt d'Gemengen dat an hir Kompetenz kréien. Mee da muss et kloer sinn, datt d'Gemengen et an där Kompetenz hunn. An da mussen d'Gemengen och déi Moyene kréien, finanziell an humain, fir dat dann ze maachen, wann dann eng Verwaltung, déi eigentlech den Optrag ëmmer hat - esou hunn ech dat verstanen, dat steet net am Wasserwirtschaftsgesetz dran -, déi Responsabilitéit net méi wëllt oder net méi kann iwwerhuelen. Et muss een also dann eng Kéier analyséieren. Et muss ee kucken, net nëmme an menger Gemeng, mee eigentlech a ville Gemengen: Wat ass d'Politik fir d'Zukunft, wann et ëm d'Grief geet?

An dat selwecht ass bei de Baachen. D'Baache sinn definéiert. Dat ass den Artikel 36 vum Waassergesetz. Ech hu mer deen Artikel ugekuckt. Ech hunn deen och laang diskutéiert an där Entrevue, déi ech mat der AGE hat.

Fir mech ass et kloer, wann ech d'Artikele 35 a 36 vum Waassergesetz kucken, datt d'Responsabilitéit vum Entretien vun den Eaux de surface, also vun de Baachen, beim Staat läit. Et geschitt enner senger Koordinatioun an enner senger Surveillance, an am Punkt (4) vum Gesetz och enner sengem finanzielle Support: « Les frais occasionnés par les travaux d'entretien sont supportés par l'État. »

D'Gesetzlech Grondbasis ass also kloer. Den normalen Entretien gëtt vum Staat gemaach. Duerch seng Verwaltungen ass en ze assuréieren, quitte datt déi Verwaltungen net ëmmer à même sinn - mee dat ass nees en anere Punkt vun der Diskussion. Da muss mer also kucken an Zukunft: Wéi bréngt mer et fäerdeg, wann dee Phenomeen méi verbreet gëtt, datt d'Verwaltung dat ka maachen? A wann d'Verwaltung dat net ka maachen, da muss mer kucken: Wie kann dat da maachen? Mee d'Basis ass fir mech kloer.

Da kënn de Fall 2. De Fall 2 ass: Du hues eng Demande. Deen ass toiséiert duerch d'Artikele 35 a 36 vum Gesetz. An déi soen: Wann dann eng Gemeng oder e Particulier eng Demande mécht, déi sech ergëtt aus dem Artikel 35, nämlech datt ech de Waasserlaf do op iergendeng Aart a Weis tangéieren - soe mer et emol fein -, da muss ech eng Demande maachen. Ech muss se virfinanzéieren an de Staat ka se subventionéieren. Dat ass dann den Artikel 65, mengen ech elo aus dem Kapp, wou verschidde Méiglechkeete stinn.

Or, mir hu festgestallt, Madamm Minister, léif Kollegen, an der Vergaangenheet, datt deen Artikel „sujet à grande discussion“ ass. Et ass esou, ech kann och nees nëmme d'Beispill vu mir uginn, datt mir eigentlech bis zum 14. Juli gesot kritt hunn, datt mir eis aus de Baachleef erauszehalen hätten. Mir dierfte virun de Brécken an hannert de Brécke fënnf Meter maachen a fir de Rescht wär d'Wasserwirtschaftsamt responsabel, wat d'ailleurs konform ass mam Gesetz.

Wann s de awer eng Demande gemaach hues beim Wasserwirtschaftsamt, fir e Curage ze maache vun enger Baach - mir hunn eng Baach, déi eng extreem héich Sedimentatioun mat sech bréngt -, dann ass d'Spill ugaangen. Mir hunn tëschent 2011/2012 an 2016/2017 quasi scho gebraucht, fir datt am Environnement tëschent zwou Administratiounen ... Dofir ass et relativ egal, wou d'Waasser ass a wou den Environnement ass. Souguer, wa se am selwechten Haus sinn, an déi Leit, déi kréien dat net op een Nenner, dann ass et schwierig, fir ze enger Konklusioun ze kommen.

A fir mech ergëtt sech d'Schwierigkeet vun der Konklusioun eigentlech aus der Definitioun, déi am Artikel 36 vum Gesetz ginn ass, wou op där enger Säit als Zil ass: « de maintenir l'écoulement libre des eaux, surtout par temps de hautes eaux, si ceci est nécessaire pour garantir la sécurité des biens et des personnes ». Et ass also zumindest am innerstätesche Beräich e kloer Message opgrond vum Artikel 36, fir d'Baache fräizehalen, fir sécherstellen, wann eng „haute crue“ kënn, datt d'Waasser esou séier wéi méiglech duerch d'bewunnt Gebitt ka fléissen, fir datt hei kee Schued kënn.

An zwee Abschnitter hannendru steet: « Les travaux d'entretien doivent tenir compte des objectifs environnementaux visés à l'article 5 de la présente loi. » Dat steet eigentlech, datt s de esou mann wéi méiglech dierfs maachen.

Ech mengen, et ass an deem Widersproch, deen eebe besteet - deen huet schon zu menger Zäit bestanen, e besteet manifestement nach ëmmer -, wou e Problem ass. An de Fait, datt de Ministère e „Facilitateur“ - esou nennen ech dat dann - entretemps agesat huet, fir ze kucken, tëschent de Verwaltungen eigentlech esou „go between“ ze spillen, fir ze kucken, zu enger Konklusioun ze kommen, seet mer eigentlech am Gefill, datt mer net do sinn opgrond vun der Definitioun, datt mer déi verschidde Saachen, iwwert déi mer eigentlech do solle diskutéieren, net propper tangéieren an dofir

vläicht zum Deel - zum Deel! - net, op jidde Fall emol am innerstätesche Beräich, zu deene Konklusiounen kommen, déi mer gären hätten.

Ech menge ganz éierlech, datt hunn ech dem Wasserwirtschaftsamt och proposéiert, datt ee soll Konventiounen mat deenen eenzelne Gemengen, déi concernéiert sinn, ofschléissen, en attendant, datt ee vläicht d'gesetzlech Basis eng Kéier géif iwwerdenke fir ze kucken, d'Kompetenzen an d'Kompetenzberäicher vun deenen eenzelnen nei ze definéieren, wann ee mengt, datt dat soll sinn, mee datt ee kloer an enger Konventioun definéiert, wat deen ee mécht a wat deen anere mécht a wéi och d'finanziell Stréim do lafen.

Well de Prinzip muss bliwen: « Les frais occasionnés par les travaux d'entretien sont supportés par l'État. » Dat muss de Prinzip bliwen! Datt ech e Virfinanzement maachen als Gemeng, domadder kann ech liewen. Datt ech iwwer Konventioun eppes reegelen, wou ech soen: „Ech maachen dat dann elo an da kréien ech d'Suen an engem räsonablen Delai vum Staat zréck“, datt ass net mäi Problem.

Mäi Problem ass just, datt et „en l'état actuel des choses“ net kloer definéiert ass, wann d'Bierger bei de Buergermeeschter kommen a si soen: „Déi Baach do ass komplett verlant. Kënne mer déi net emol eng Kéier nees op en Niveau bréngen, deen e bëssen anescht ass?“, d'Verwaltung dat haut ugesäit, wéi wann ech eng „demande par la commune“ géif maachen, a seet: „Dir musst dat doten elo finanzéieren“, während ech soen: „Dat doten ass den Entretien normal vun Ärer Baach, déi Dir am Prinzip ze maachen hätt, mat där mir als Gemeng eigentlech näischt ze dinn hätten.“

Also, mäin Opruff Nummer 1, meng Proposition Nummer 1, ganz konkret, wär eigentlech déi fir ze soen: Kommt, mir kucken, datt mer deem Artikel 36 op eng flott Aart a Weis neit Liewe kënnen anhauchen, fir d'Responsabilitéit vun deenen enge a vun deenen aneren esou ze gestalten, datt jiddereen à tout moment weess ... Ech soen dat aus engem weesentleche Grond, deen mir iwwerhaupt an der Politik enorm um Häerz läit: Dat ass d'Fro vun der Responsabilité civile!

Mir kréien, ob mir et wëllen oder net, fréier oder spéider d'Fro vun der Responsabilité civile de l'État ou des bourgmestres op där heiter Fro gestallt, well iergendwann eng Kéier een op d'Gericht wäert goen a soen: „Dir hutt Är Aarbecht net gemaach! Dir hutt Är Aarbecht am Virfeld net gemaach!“

Nu sinn ech dee Leschten, deen net weess, datt et net duergeet, fir nëmme mam Bagger duerch d'Baach ze fueren, mee datt een eng ganz Rei Saache muss complementaire maachen, wann ee gären hätt, datt een zu sengem Zil kënn. Mee mam Bagger heiansdo duerch d'Baach ze fueren, besonnesch bei deene Baachen, déi vill Sediment mat sech bréngen, ass een Deel vun der Lösung.

An ech muss lech ganz éierlech soen: Dat dreift mech dozou, datt ech net gären als Buergermeeschter vun der Gemeng eng Kéier virun engem Riichter géif stoen, well e Bierger vu menger Gemeng seet: „Mee Dir hutt eigentlech Är Aarbecht net gemaach!“ Et ass iwwerengs dat, wat d'Bierger jo ufänken ze soen. An ech als gudder Buergermeeschter soen: „Mee liest emol den Artikel 36 vum Ärem Gesetz! An deem steet kloer an däitlech dran, datt de Staat de Responsablen ass, fir den Entretien ze maachen.“

Dofir ass et absolutt unabdingbar, datt mer d'Relation tëschent dem Staat an de Gemengen um Niveau vun der Responsabilitéit, vum Entretien - wie mécht se, a wat fir engem Moment, wéi oft, no wat fir enge Kritären? -, datt mer dat duerch eng propper Konventioun gereegelt kréien.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech kommen dann op déi .. En dehors vum Curage ass et eppes Zweetes, wat muss geschéien. An ech mengen, datt d'Ministesch och do amgaangen ass, Iddien ze developéieren. Wéi mir d'Entrevue hate bei der AGE ... Ech entschëllege mech. Ech si 37 Joer am Secteur an ech hu selwer dobäi gehollef, fir déi Gesetzter hei auszeschaffen. An ech wusst net, datt den Artikel 38 sech just op d'Héichwaassersituatioun géif bezéien.

Ech si wierklech dervun ausgaangen, datt den Artikel 38 sech potentiellment och op Starkregensituatiounen um Niveau vun de Baache kéint bezéien. Ech sinn dunn an der AGE ëmgedréit gi mat Argumenter, déi ech an der Entrevue verstanen hunn, datt dat effektiv esou ass.

An et ass dofir, wou ech soen, datt eis am Gesetz eppes feelt. Et feelt eis eppes, well - an do wär elo d'Interieursministesch extreem wichteg gewiescht an der Diskussioun - den 38 bréngt eng Servitude mat sech. Déi Servitude besteet doranner, datt wann ech an deem Héichwaasserkadaster do dra sinn - dee jo elo erneiert gëtt, erweidert gëtt dann och op d'Kor an op aner Flëss -, dann hunn ech eng Servitude. An dat ass dat: Déi Zon superposéiert sech dem PAG vun der Gemeng - automatesch!

Or, wann ech natierlech net am 38 dra sinn, well d'Verwaltung mer seet: „Ma, den 38 ass guer net geduecht dofir“, an ech hunn d'Situatioun awer vun engem Starkregen, d'Situatioun vun enger Baach, wou ech eng Etüd géif maachen, an déi Etüd géif erausfannen, datt do Deeler vu menger Gemeng, eigentlech um Territoire vu menger Gemeng, och missten aus der Zon erausgeholl ginn, zumindest emol fir déi Gebaier, déi nach net gebaut sinn, fir déi Deeler, déi nach net gebaut sinn, da wär et awer wichteg, eng Äntwert ze kréien vun der Regierung, wéi se sech virstellt, dat ze maachen.

Well wa mer dat net maachen, da si mer jo an der Situatioun - déi ech och schon hat, déi aner Buergermeeschteren och schon haten -, datt ech e besteeënde PAG hunn: Et kënn e Promoteur, de Promoteur baut eppes do, an opgrond vun der besteeënder reglementarer Basis sinn ech esou gutt an ech ginn deem eng Baugeneemung. Ech kann deen natierlech nach drop opmierksam maache fir ze soen: „Hei de Bauer niewendrun, dee mécht eis drop opmierksam, deen huet kee Keller enner em. Dee weess, firwat datt e kee Keller gemaach huet.“

Wann de Promoteur säi Keller dann awer wëllt bauen a wann e seng Heizung awer an de Keller setzt, obscho mir zu em soen: „Setz se wannechgelift op de Rez-de-chaussée!“, da misst ech jo mäi Reglement, ech misst mäi PAG änneren. Or, ech hu keng Zon. Ech hunn à ce stade keng Zon - esou gesinn ech dat -, well ech net am 38 sinn, fir déi doten Zort vun och Héichwaasser, wat awer Iwwerschwemmungs- oder wat och ëmmer -zone sinn, fir déi eigentlech a mäi PAG eranzehuelen.

Dofir wär meng konkret Proposition un d'Ministesch gewiescht - Dir kënn déi Proposition mathuelen, fir et analyséieren ze loosse -, wéi een déi Zonen, déi net ënner dem 38 leien, eventuell behandle kann an dem PAG vun deenen eenzelne Gemengen, datt d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, fir Servituden anzeféieren, déi se elo nach net hunn.

Wat awer méi wichteg ass a wat am 38 och net dran ass, datt ass, datt ech eigentlech gären hätt, datt déi Baachen, iwwert déi mer do schwätzen, enger seriöser Etüd ennerleien - „ënnerluecht ginn“, mengen ech, misst och richteg sinn, „ënnerluecht ginn“ - an Zukunft.

Dat heescht, meng Revendicatioun, wéi ech bei der Verwaltung war, wat déi, ze soen: „Ma déi Baach do ass elo a 14 Deeg zweemol eriwergaangen. Kommt, mir maache wannechgelift eng Etüd - ech nennen dat ‚hydrologique‘, et ass e falschen Terme, ech ginn dat zou, ech kenne kee besseren -, wou ech eigentlech d'ganz Aflossgebitt vun där Baach kucken, wou ech kucken: Wéi kënn d'Waasser, op wat fir eng Aart a Weis?“

Iwwerengs ass jo eng Baach net gläich eng Baach. Et gëtt Baachen, do sinn der, déi kommen - och zu lechternach, d'Madamm Hartmann gëtt mer Recht - duerch d'Fielsen erof an da sinn déi quasi innerhalb vun 100 Meter ënnen ukomm. Déi Situatioun hu mir bei där Baach, iwwert déi mir schwätzen, och. Awer Baache komme Kilometeren duerch d'Gewan gefloss. Do ass d'Situatioun anescht.

Et gëtt also Baachen, do kanns de Héichwaassermesurë maachen. Et gëtt awer Baachen, bei deenen ass et ganz schwéier, Héichwaassermesuren ze maachen, ganz einfach, well deng Contraintes de terrain der et net erlaben.

Mee fir datt mer emol iwwerhaupt dohinnerkommen, misste mer eng Etüd maachen. An och do hätt ech eng Propos ze maachen. Dat wär déi, datt de Ministère géif e Plang opschaffen aus den Erkenntnisser, déi elo do sinn, fir ze soen: „Hei sinn déi 10, 15 oder 20 Baachen am Land, wou mer elo gesinn hunn, datt mer deen ...“ Well och dat kënn Der jo net alles an engem Dag maachen. Och do musst Der lech jo Zäit ginn, d'Méiglechkeete gi fir ze soen: „Wou sinn déi prioritär?“

A mir maachen nom selwechte Raster, no de selwechte Vuen, no deem selwechte Cahier des charges, deen auszeschaffen ass, eng Etüd iwwert déi Baachen. An da maache mer vläicht an zwee Joer eng Etüd iwwert déi nächst 20 Baachen, déi net gradesou schlëmm sinn. Mir kucken, datt mer am Fong all déi Phenomeener opgeschriwwen kréien, déi maachen, datt dee Phenomeen, dee mer elo hunn, ka passéieren.

An dorauer ergëtt sech jo dann eng ganz Panoplie vu Méiglechkeeten, also eng ganz ..., net iwwerall all Panoplie, mee et gëtt theoretesch eng ganz Rei vu Panopliën, wat s de kéints maachen, wat s de kanns maachen um Curage vun de Baachen, wat s de kanns maachen un der Extenssioun, wat s de kanns maache bei der Renaturéierung - och dat ass net iwwerall esou méiglech, wéi et op anere Plazen ass -, wéi s de mat de Bauere kanns eens ginn, wéi mer et kënn verhinieren, datt d'Waasser iwwerhaupt esou séier an d'Baachen erakënn, und, und, und.

An dorauer ergëtt sech jo dann e Katalog vu Mesuren. An dorauer ergëtt sech eigentlech en Timing an e Finanzement, deen ee misst gemeinsam als

Staat an als Gemengen opstelle fir ze soen: Wien iwwerhëlt dann elo wat hei vun de Käschten? D'ailleurs ass dat dann och de Punkt, wou s de definitiv d'Responsabilitéit vun deenen eenzelne Leit muss mat an d'Spill erabrénge, dee Punkt, wann et drëm geet, fir d'Mesuren ze kucken.

Dir hutt eis an enger Reunion gesot, Madamm Minister, datt d'Subside kënn fléissen, wann dat dote bis ass. Datt een also de Leit kann hëllef, déi elo am Misär waren, datt se hiert Haus kënnen adaptéieren.

Fir mech gëtt dat awer och eng Contrainte dee Moment, et ass net nëmme eng Possibilitéit. Dat gëtt fir mech eigentlech no enger Etüd vun enger Baach, aus där Konklusiounen gezu gi sinn, aus där mer probéieren eens ze ginn ... Wa mer also Mesuren huelen, da sinn ech schon der Meinung, datt de Staat seng Mesurë muss huelen, d'Gemenge mussen hir Mesuren huelen an déi Privatleit si wannechgelift och gebieden, hir Mesuren ze huelen an engem gewëssenen Delai, quité datt se 100 % oder 80 % oder 70 % oder 50 % dovunner iwwer e Subsid ...

■ **M. Claude Haagen (LSAP).** - Wa si se dierfen huelen.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, wa si se dierfen huelen! Dat gehéiert fir mech jo alles zu där ganzer Geschicht.

Dofir, a fir datt mer net dräi- oder véiermol do ufänken, géif ech lech virschloen, vläicht eng Taskforce ze bilden an Ärem Ministère, déi sech zesummesetzt aus Leit vu verschiddenen Departementen, déi dann zesumme mat de Gemengen eigentlech déi Etüden do preparéieren, opgrond vun engem Cahier des charges, deen de Ministère ausschaffe soll - preparéieren, begleeden, bewäerten an och zesummen zu Konklusiounen kommen. Net datt mer herno an der Situatioun sinn - dat ass, mengen ech, dem Här Haagen säin Awand, deen e gemaach huet -, datt een zu enger Mesurë kënn, datt een déi kéint maachen, an da seet op eemol en aneren hannendrun: „Mee nee! Ma dat geet iwwerhaupt net, datt s du déi Mesurë do méchs, well do ass iergenden aneren Artikel aus engem anere Gesetz, deen dat am Prinzip verbitt.“

Mir mussen also op e Wee kommen. Dofir ass en fin de compte déi Problematik fir mech esou spannend, esou interessant. Well si ass net horizontal, si ass vertikal! Et ass eng vertikal Problematik vun der Lëtzeburger Politik, an där et fënnf oder sechs verschidden Acteure gëtt, déi sech misste beieneesetzen, fir déi Problematik do vum Entstoen - der Fro, wéi dat doten entstoe kann - bis hin zu de Mesuren ze kucken.

An dozou gehéiert natierlech dann och den Avertissement virun, also: Wéi klären ech d'Leit op? Wéi warnen ech se? Wou an a wat fir engem Moment muss wien do un deem Riedchen dréien, wann dann awer eppes geschitt? Well dat ass jo de grouse Problem. Mir hu virun iwwer 20 Joer zu Réimech driwwer diskutéiert. Du ware se op der Musel schon amgaangen, alleguerten déi Aluminiumskilometeren do ze bauen. Do hu mer driwwer diskutéiert, do hu meng Beamte mer ëmmer gesot déizäit: „Mee, Här Minister, Dir dierft de Leit keng falsch Illusioun ginn. Well och wa mir elo eng Mauer do bauen aus Aluminium, déi opgebaut gëtt, wann d'Héichwaasser kënn, da kënn iergendwann eng Kéier en Héichwaasser, dat méi héich wéi d'Mauer ass.“

A wann dat da kënn an et huet kee méi eng Erfahrung eigentlech mam Héichwaasser, da kréie mer nach vill méi eng schrecklech Katastroph wéi dat, wat mer elo kréien. Well bei allem Misär, deen déi Réimecher hunn, déi Leit, déi ech do kann hunn, déi do ënnen op der Esplanad Haiser hunn, iwwert d'Joerzëngte wëssen déi, datt, wann de Peegel do ass, da kënn et ongeféier bis dohinner, oder wann de Peegel do ass ..., déi eigentlech mam Waasser liewen. Dat ass deen ee Volet nees. Mee mam Starkregen, domat ka kee liewen, well du weess zu kengem Moment, wéi et geschitt.

Ech soen nach eng Kéier dat Beispill vun der zweeter Kéier. Déi éischt Kéier ass et am ganze Land komm, schéi gemittlech. Et ass Ree gefall, nach Reen an nach Ree gefall, an iergendwann eng Kéier war et esou wäit, dass d'Zomm vun allem plus dann nach eng Kéier Reen hannendrun d'Konsequenz gehat huet, déi mer kann hunn.

Mee déi zweete Kéier ass dat innerhalb vun zwou Stonnen geschitt. Innerhalb vun zwou Stonnen ass dee Ree gefall, d'Baach ass komm. Den Här Hahn huet genau déi selwecht Experienz a senger Gemeng gemaach. Dee Spuk huet eng hallef Stonn gedauert, du war et fäerdeg. Dat war eppes wéi eng Flutwell, déi koom. Du hues d'Baach mat den eegenen Ae gesi klammen an du hues se herno mat den eegenen Ae gesinn offléissen.

Déi zweete Kéier, wéi ech awer soen, war zum Deel méi verheerend wéi déi éischte Kéier, méi verheerend, well d'Leit absolutt keng Virwarnung haten. Dat ass komm - bumm, bumm. An elo kënn mir driwwer diskutéieren, ob s de dann nach en SMS kriss oder wéini s de dee kriss, um wéi vill Auer an

esou weider. Do gëtt et keen SMS! D'Waasser kënn. Tjo, a wann et do ass, jo, dann ass et do!

An ech mengen, och dat muss mer de Leit ... Nee, Dir kënn doriwwer laachen. Ech laachen an deem Sënn net vill doriwwer, well ech mer soen: Mir dierfen awer och net d'Gefill ginn, dass mer mat egal wat fir enge Moosname maachen, wéi wa mer de Leit, déi beim Waasser sinn, hire Problem definitiv géife léisen, well soss d'Iwwerraschungen herno méi grouss sinn, wéi se elo sinn.

Sou, ech hunn elo zwou Minutten iwwerzunn. Ech mengen, dat war dat, wat den Här Graas virdu gesot huet.

■ **M. Fernand Etgen, *Président***.- Absolutt! Dir sidd nach 100%eg an der Rei.

■ **M. Michel Wolter (CSV)**.- Ech géif also meng Proposen nach eng Kéier widderhuelen.

Ech wär frou, wann eng Konventioun, eng Kaderkonventioun, tëscht dem Staat an de Gemenge kéint gemaach ginn, fir am Kader vun der Gestion journalière vun de Baachen ze kucken, dass een do zu engem Understanding kënn, wat d'Responsabilitéit vun deem engen an d'Interventionsméiglecheete vun deem anere sinn an de Finanzement.

An ech wär frou, wann de Staat sech och e Moyen géif ginn, fir net nëmmen déi 17 Flëss, déi an der Starkregenitid elo dra sinn, ze kucken, eeben, och fir d'Héichwaasser - dat muss net a 14 Deeg sinn! -, dass mer eis d'Moyene ginn, zesummen iwwert d'Land an opgrond vun den Erfahrungen, déi mer elo an deene leschte Joren haten, eis e Vademecum ze ginn, deen och nees fir d'ganz Land gültig ass, wou net jiddwereen nees seng eegen Zopp muss kachen.

An drëtens wär ech frou, wann Der an der Regierung trotzdem och eng Kéier géift driwwer diskutieren - ech wär gäre bereet, och do matzediskutieren -, wéi mer déi Zonen, déi dann necessairement an esou Etüde géife kommen, an d'PAGE vun eise Gemenge géifen erakriéien.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Wolter. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP)**.- Merci, Här President. Merci och menge Virriedner. Ganz vill Neies wäert ech lech wuel net zielen, well d'Problematik ass a bleift déi selwecht. Natierlech kann een de Fanger e bësselche méi fest op déi eng oder aner Wonn drécken. An et schuet och näischt, wann een dat eent oder dat anert widderhëlt.

Iwwert d'Evaluatioun vun der Gestion vun der Héichwaasserkatastroph am Juli ass jo schonn en Dënschdeg vill gesot ginn, soudass ech hei net méi laang dorop aginn. Mee d'Interpellatioun vun Gusty Graas gëtt awer d'Geleehheit, méi allgemeng iwwert den Héichwaasserschutz zu Lëtzebuerg ze schwätzen an ze kucken, awéiwäit dass d'Erfahrungen, déi mer elo rezent gemaach hunn, och Adaptatiounen erfuerderen.

Mir hunn elo e bësselchen Distanz, soudass mer entre-temps e gudden Iwwerbléck missten hunn iwwert de Schued, deen entstanen ass, an awer och doriwwer, wéi laang et dauert, fir dat Ganzt erëm ze redressieren.

Am Kader vun dëser Interpellatioun géif ech et och gutt fannen, wann d'Ëmweltministesch eis vläicht kéint rappelieren, wéi den Impakt vun Héichwaasser op d'Waasserinfrastruktur an op eis Gewässer am Allgemengen ausgesäit. Ech weess, dass scho Froen zu de Schied un de Kläranlage beäntwert goufen. Mee vläicht kéint d'Ministesch eis do de leschte Stand eventuell matdeelen an och soen, wien dann eigentlech elo déi Reparatüre bezilt. Et gouf jo och kuerzzäitig Verschmutzung vum Drénkwaasser. Sinn dës Problemer mëttlerweil alleguerte geléist?

Eis Kläranlage sinn am Prinzip jo esou ausgeluecht, dass si engem 100-järegen Héichwaasser kënne standhalen. Elo ass et awer kloer, dass déi kommand 100 Joer ganz aneschtens wäerten ausgesi wéi déi vergaangen 100 Joer. Wat bedeit dat fir d'Konzeptioun vun de Kläranlagen, déi jo naturgeméis och um Waasser leien? Gëtt et bautesch Méiglecheeten, d'Kläranlagen nach besser virum Héichwaasser ze schützen?

Mam Héichwaasser gëtt allméiglechen Dreck matgeschwemmt, wat souwuel d'Biedem wéi och d'Gewässer belascht. Wéi huet sech d'Héichwaasserkatastroph op den Zoustand vun eise Gewässer ausgewierkt, dee souwiso net ganz gutt ass? Wéi ass et mat Mazout? Wéi ass et mat deenen anere Polluanten, déi an d'Waasser gelaf sinn? Huet sech an eise Baachen a Flëss vill esou d'ersuechte Sediment ofgelagert no der Katastroph? Wéi grouss ass den Impakt vun dëser Verschmutzung op Déieren a Planzen an an och ronderëm d'Gewässer? A wat gëtt gemaach, fir dës Schied ze behiwen? Froen iwwer Froen.

Mir haten déi ganz grouss Chance, an dat muss een allkéiers erëm betounen, dass am Juli kee Mënsch

am Héichwaasser ëm d'Liewe komm ass. Op dëser Plaz kann een net dacks genuch an net haart genuch e Merci ausdrécken u jiddwereen, professionell oder benevoll, deen onermiddlech am Asaz war.

De materielle Schued awer, deen ass enorm. An dat hält eis nach emol virun Aen, dass d'Suen, déi an d'Preventioun gestach ginn, ganz gutt ugeluecht sinn, den Här Gras huet et gesot, an natierlech och schonn en Impakt op d'Zukunft wäerten hunn.

Et ergëtt sech och gutt, dass am Moment den Héichwaasserrisiko-Managementplang iwwerschafft gëtt. D'Gemenge goufe gefrot, dat wësse mer, hiren Avis zum Entworf fir dee Plang bis de 24. Oktober eranzerechen. Ech ginn deemno och dervun aus, dass déi meesch Gemengen dat entre-temps och gemaach hunn an dass hir Erfarunge mam Héichwaasser vum Juli an dës Avise mat eragefloss sinn. An och wann d'Frist nach net ofgelaf ass, huet d'Ministesch awer och vläicht elo schonn en Androck, awéieren den Héichwaasserrisiko-Managementplang opgrond vun den Erfarunge vum Juli misst adaptéiert ginn. Gëtt et zum Beispill gréisser Verännerunge bei der Risikobewäertung a verschiddenen Zonen, déi bis elo kaum oder guer net vum Héichwaasser betraff waren?

Beim Thema Héichwaasser konzentréiere mer eis meeschtens op déi grouss Flëss a Baachen, also virun allem op déi Plazen, wou d'Waasser zesummeleert an da fir Iwwerschwemmunge suert. Et muss awer och alles gemaach ginn, fir dass och schonn um Ursprung méi Waasser kann zréckgehalen ginn. De Stauséi, dee spillt dobäi eng ganz besonnesch Roll. Gëtt preventiv iwwerhaupt Waasser ofgelooss, wann een oder zwee Deeg am Virus gewosst ass, dass et warscheinlech zu massiven Nidderschläi kënn? Gëtt während der Kris kontrolléiert Waasser ofgelooss? Wéi gëtt d'Bevölkerung doriwwer informéiert, fir dass keng esou Gerüchter opkommen, dass d'Staumauer net géif halen oder esou?

An de leschte Jore gouf vill investéiert a separat Ofwaassersystemer, Réckhaltebecken an och a Renaturierungen. Wou sti mer do par rapport zu der Begréngung vun de Projeten, déi an den Ae vum Waasserwirtschaftsamt misste realiséiert ginn?

No menger perséinlecher Erfarung an enger Gemeng, déi ech ganz gutt kennen, dauert et schrecklech laang, fir Héichwaasser-Schutzmoosnamen um Terrain ëmzesetzen. Ee Problem besteet doran, wann ee fir de Projet Terraine vu Privatleit brauch, déi selwer keen Notze vun der Mesure hunn. Hei spillt déi berüümt-berüchtigt Solidaritéit. Mee dat kascht oft ganz, ganz vill Iwwerzeigungsarbecht an Zäit. Et kann ee just hoffen, dass déi rezent Katastroph insgesamt méi steesdemech bei de Leit fir esou Mesurë mat sech bréngt.

Da schleefen och déi Etüden iwwer Joren. Vu bause gekuckt ass et einfach net novollzëibar, wou runner dat hänkt. Ass et wierklech esou schwéier, dës Mesuren ze plangen? Oder feelen eis hei zu Lëtzebuerg einfach déi néideg Capacitéiten? Sinn eis Bureau-d'études iwwerlaff? Ganz ofgesinn dovun, dass e Projet normalerweis net méi bëlleg gëtt, wann e méi laang brauch, fir realiséiert ze ginn. Et hëllef och net, dass Renaturierungsprojete vun de Gemenge musse virfinanzéiert ginn. Vläch kéint een dee Modell och emol iwwerdenken.

Ech wéilt am Kontext vun dëser Interpellatioun och dorunner erënnere, dass d'Iwwerschwemmungen net nëmmen e Risiko duerstelle fir d'Awunner, déi an de Risikogebidder no bei de Flëss wunnen, mee bei Staarkree kann et iwwerall zu iwwerschwemmte Kellere, materiellem Schued an och Accidenter kommen.

Eng wichteg Roll, an dat ass haut de Mëtteg och scho gesot ginn, spillt dobäi den Entretien vun der Infrastruktur, awer och, dass méi kleng Baache méi dacks a méi grëndlech propper gemaach ginn, soudass am Fall vu staarkem Reen net allméiglechen Dreck fortgeschwemmt gëtt an ënnert der nächster Bréck hänke bleift, oder wa méiglech och nach a Griller, déi do dertëscht agebaut goufen. An dat Ganzt bréngt dann och d'Iwwerschwemmunge mat sech.

Mee alles dat gouf haut schonn thematiséiert, wéi gesot, et kann een et net dacks genuch widderhuelen. An an dëser Fro, an do widderhuelen ech och, wat d'Virriedner gesot hunn, misst een d'Responsabilitéite vun deem engen an deem aneren iwwerdenken an zu méi enger effizienter Zesummenaarbecht tëscht de Gemengen an dem Staat kommen.

Et kann duerchaus zu Interessekonflikter kommen tëscht Naturschutz a Schutz vun de Mënschen. Do muss e rasonabelen Equiliber fonnt ginn. Virun allem muss fir jiddweree kloer sinn, wie woufir zoustänneg ass a woufir eng Autorisatioun gebraucht gëtt a woufir net.

Wann ech haut de Mëtteg gutt nogelauschert hunn, da sinn dat Informatiounen, déi hei erausgaange sinn, déi ech eigentlech net esou kritt hunn, soudass dat och schonn eleng op eisem Niveau net ëmmer kloer ass, geschweige dann, wat een de Bierger um Terrain ka weiderginn.

Ech hunn, wéi gesot, mat ënnerschiddleche Leit driwwer geschwat. An et schéngt do effektiv ganz verschidden Interpretatiounen ze ginn. Tëscht der Ëmweltverwaltung, dem Waasserwirtschaftsamt, der ANF an de Gemenge sollt vläch eng Kéier prezisiéiert ginn, wéi d'Rolleverdeelung eigentlech richtig ausgesäit, fir Mëssverständnisse ze vermeiden.

Am Resultat muss dat derzou féieren, dass kleng a grouss Gewässer esou ënnerhale ginn, dass keng onnéideg Risiken an och Geforesituatiounen entstinn. Dass mer iwwerhaupt esou séier Problemer kréien, soubal et staark reent, läit och net zulescht dorunner, dass e groussen Deel vun der Fläch zoubetonéiert ass. Den Här Graas ass och schonn dorobber agaangen. Mee bei deem enorme Bevölkerungswuesstum, dee mer hunn, hu sech eis Dierfer an eis Stied natierlech och entsprechend entwéckelt an et gëtt ëmmer méi verbaut a versiegelt. Dat ass awer keng Fatalitéit, oder et soll keng Fatalitéit sinn.

Als LSAP setze mir eis natierlech och derfir an, dass méi Wunraum geschaf gëtt. Mee ëmsou méi wichteg ass et, Léisungen ze fannen, wéi ee baue kann, an dass een trotzdem Méiglecheete sicht, fir dass d'Waasser besser absorbéiert ka ginn.

Zum Deel kann een d'Flächen och esouguer entsiegelen. Ech fannen do effektiv och dee Konzept, deen haut de Mëtteg schonn ugeschwat ginn ass, vun de sougenannte „Schwammstied“ - „Schwamm“ vu „Schwamp“ - ganz interessant, also urbanistesches Moosnamen an enger Stad, déi et erméiglechen, dass och dicht besidelt Raum Waasser ka wéi e Schwamp opsaugen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dozou gehéiere begréngten Diech, et gehéieren awer och Plazen, Trottoiren a Weeër dozou, déi esou ugeluecht sinn, dass d'Waasser no ënnen an de Buedem oflaffe kann.

Dës Moosname reduzieren net nëmmen den Héichwaasserrisiko, si erlaben eng méi staark Begréngung, wat net nëmme méi agreabel ze kucken ass, mee et dréit awer och derzou bäi, dass sech eng Stad am Summer net esou séier ophëzt, also de géigendeeleg Effekt vun de Schottergäert, déi sech jo leider iwwerall breetmaachen. Mee ech hu mer awer och soe gelooss, dass et Gemenge gëtt, déi subventionéieren, wann d'Schottergäert erëm réckgängig gemaach ginn.

D'Gemengen an de Staat, déi jo awer och selwer vill bauen a Stroossen amenagéieren, hunn hei e gewëssenen Handlungsspillraum, wann déi entsprechend Berodung do ass. Besonnesch wann nei Lotissementer entstinn, muss esou Iwwerleeunge vu virer Rechnung gedroe ginn. Dat entbënt d'Gemeng allerdéngs net vun hirer Verflüchtung, och d'Kanalnetz an der Rei ze halen an d'Capacitéiten un déi wuessend Bevëlkerung unzepassen.

Et ass natierlech ni ganz populär, wa Stroossen operappt ginn. Ënnerierdesch Infrastrukturen ze erneieren, kascht och effektiv vill Geld a stécht dem potenzielle Wieler net esou an d'A, wéi wann elo eng Sportshal oder e Kulturcenter gebaut gëtt. Trotzdem sinn dës Aarbechten extrem wichteg, wann een d'Leit wëllt virun Iwwerschwemmunge schützen. Net all Iwwerschwemmung ass eng Konsequenz vum Klimawandel.

Zum Schluss wéilt ech nach soen, dass de Risiko vu Staarkreen natierlech mam Klimawandel klëmmt. An och wann et am Einzelfall net esou einfach ass, dat zouzeerdnen, ass et ëmsou méi wichteg, dass mir all d'Preventionsmoosnamen treffen, déi méiglech sinn, fir de Schued esou gutt, wéi et geet, a Grenzen ze halen.

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance***.- Merci och der Madamm Hemmen. An den nächste Riedner ass den Här François Benoy.

■ **M. François Benoy (déi gréng)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Mëtt Juli hate mer eng extrem Wiedersituatioun hei zu Lëtzebuerg mat engem Rekordhéichwaasser, wéi et bis dohinner eigentlech onvirstellbar war. A mat der Klimakris wësse mer, dass Wiederextremer an och d'Effekter dovun méi heefeg wäerte ginn an den nächste Joerzëngten. An dass et net nach méi schlëmm ausgaangen ass, huet eigentlech och domat ze dinn, dass mer an de leschte Jore schonn eng ganz Partie Instrumenter am Kader vun der Risikopréventioun vum Héichwaasser gemaach hunn.

Ech schwätzen zum Beispill vun allem, wat infrastrukturellen Héichwaasserschutz ass, sief et Retentiounsanlagen oder Renaturierungen, déi eigentlech wichteg si bei engem Héichwaasser, fir dass mer de Volume opgehele kréien. Dobäi kënn den Héichwaasserrisiko-Managementplang, deen am Moment fir déi zweet Period iwwerschafft gëtt.

D'Extremwiederen huelen also an den nächste Joerzëngten zou a si wäerten och méi intensiv

ginn. An dofir brauche mer eng ganz ambitiéis Héichwaasserpreventioun, sief et, wat d'Renaturierungen ugeet, Klimaadaptatioun, Naturschutz, Klimaschutz a Preventioun, fir dass mer als Gesellschaft méi resilient ginn.

A mir hunn och schonn eng ganz Partie Instrumenter dofir. Mir hunn e Klimagesetz mat verbindlechen Ziler. Mir hunn en nationale Klima- an Energieplang mat iwwer 200 Mesurë fir allegueren déi klimarelevant Secteuren. Mir hunn en nationalen Naturschutzplang. Mir hunn eng Klimauppassungsstrategie mat ganz ville Mesurë fir 13 verschidde Secteuren, fir dass mer eis eebe besser preparéieren op d'Effekter vun der Klimakris. Mir hunn och en Naturpakt mat de Gemengen. Mir hunn en iwwerschaffene Klimapakt mat de Gemengen. Mee allegueren déi verschidden Acteure mussen elo ambitiéis a konsequent hëlfe, dass mer allegueren déi doten Instrumenter voll ausnotzen, fir méi resilient ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, déi beschte Preventioun awer, wann et ëm Iwwerschwemmunge geet, ass e gudden Zoustand vun onse Gewässer. An do gëtt et eigentlech ee Constat, nämlech, dass 66 % vun onse Fléissgewässer an engem hydromorphologeschen schlechten Zoustand sinn, also d'Struktur vum Waasserbett - also do, wou d'Waasser fléisse kann - respektiv och déi ekologesche Kontinuitéit vun de Gewässer net garantéiert sinn.

An ech kann lech just uroden, eng Kéier al Fotoen ze kucken oder, wéi ech et gëscher gemaach hunn, déi Ferraris-Kaarten, déi kann ee jo um Geoportal kucken. Do gesäit een eigentlech, wéi d'Gewässer fréier gelaf si respektiv wéi vill Plaz se fréier haten. An de Mënsch, deen huet déi Waasserleef iwwert déi lescht Joerzëngten an doriwwer eraus verännert, sief et, fir Siedlungen ze bauen, sief et, fir Stroossebau ze maachen, sief et, fir Landwirtschaft ze maachen. Si goufe betonéiert, kanaliséiert a sou goufe wichteg Ekosystemer futti gemaach.

Mir hunn zu Lëtzebuerg an onse Fléissgewässer eng 1.000 Barriären a Stauen an déi huelen dem Waasser d'Méiglecheete, fir sech selwer ze reguléieren, an domadder provozéiere se och Héichwaasser. An si alleguerte si Barriäre fir d'Retentioun respektiv fir eng ekologesche Regulatioun. An dobäi si mer jo elo an enger Situatioun, an et gouf schonn e puermol gesot, vun enger Klimakris, wou extrem Wiederen derbäikommen. An dofir ass dat heite wierklech eng grouss Erausforderung, fir den ekologeschen Zoustand ze retablieren. An dofir brauche mer e grouse kollektiven Effort vun de Bierger, vun de Gemengen, vun der Politik, vun der Économie, an dat net just elo kuerz no enger Extremsituatioun!

Flëss brauche Plaz an dofir brauche mer wierklech en ambitiöse Renaturierungsprogramm. A fir en ekologesche besseren Zoustand an d'Reduktioun vun Iwwerschwemmunge sinn déi Renaturierungen esou wichteg. An dat sinn awer Investitiounen, déi sech eigentlech multipel rechnen. Eng Renaturierung ass net just gutt, fir e Schutz vun Iwwerschwemmungen ze hunn, mee si ass och gutt fir de Klimaschutz, well Zäregaser domat gebonne ginn. Si ass gutt fir d'Verbesserung vun der Biodiversitéit a fir d'Verbesserung vun der Wasserqualität. Si ass och gutt fir d'Upassungsfäegkeet vun den Ekosystemer. Si ass och gutt, fir d'Liewensqualität ze verbesseren. Well ech soen lech, wann d'Péitrus renaturéiert ass an der Stad, da wäerte mer alleguerte gesinn, wéi d'Liewensqualität do nach vill méi héich gëtt an deem schéinen Dall.

Wou ech bei de Renaturierungsprojete sinn: Et gëtt der schonn eng ganz Partie. Am Moment gëtt dru geschafft, fir vun der Stad bis op Miersch ze renaturieren an och d'Péitrus an der Stad. Eng Partie goufen der och scho gemaach, sief et tëscht Steesel a Walfer oder um Dumontshaff bei Schëffleng, d'Wäiss lern beim Kéidenger Brill. Fir de Rescht si mer jo och elo an enger Consultatiounsphas, wat deen zweeten Héichwaasserrisiko-Managementplang ugeet respektiv deen drëtten Gestionsplang vun der Waasserdirektiv.

Wat den Héichwaasserrisiko-Managementplang ugeet, do huet sech jo elo bei deem Héichwaasser, wat mer haten, och erausgestallt, dass déi Kaarten, déi 2019 gemaach go sinn, relativ richtig waren. An déi Kaarte goufe jo bei deem Héichwaasser och benotzt vun de Rettungsdéngschter. Also muss mer dat och permanent reevaluieren, mir mussen evaluieren, wéi et bei dëser Katastroph ausgesinn huet, fir ze kucken, bei enger nächster Iwwerschwemmung besser dozestoen, d'Risiken ze definieren, d'Kaarten ze verbesseren an och bei deene verschiddene Moosnamen nozebesseren.

An dat nämmleche gëllt och fir d'Staarkreerisiko-Managementstrategie. De Staarkreen, dat gouf och de Mëtteg schonn e puermol gesot, kënn op vereenzelte Plazen op an do komme wierklech massiv Quantitéiten, vill Quantitéiten an engem kuerzen Zäitraum zesummen an dat ass e Risiko. An dat ass eigentlech dat wierklech Neit: Net just laanscht d'Waasserleef, mee op ganz villen anere Plaze kann dat passéieren, och am urbaniséierte Raum oder

virun allem am urbanisierte Raum, wou mer vill Versigelung hunn a wou d'Waassermassen net fortkommen. A schonn 2016 an 2018 hu mer gesinn, wéi d'Effekter vun esou engem Staarkree kënnen sinn. An dofir ass et och gutt, dass d'Ministesch elo dee ganze Staarkree mat an déi Pläng erageholl huet. An déi Kaarte fënnt een och elo schonn allequerten online.

Wéi eng Flächen, wéi eng Stroosse si betraff? Do kann ee wierklech ganz genau um Internet nokuken, wéi et ausgesäit viru senger eegener Hausdier. An ech ka just jiddwerengem rappeléieren, dat eng Kéier selwer ze kucken a senger eegener Émgéigend: Wéi héich ass wou de Risiko vu Staarkreen? An doriwwer eraus muss een natierlech och dann doraus déi richteg Konklusiounen zéien.

Engersäits muss mer natierlech op deene Plaze kucken, dass net méi versigelt gëtt, also dass keng nei Gebaier vläicht dohinner gebaut ginn. Mir mussen kucken, dann och do ze renaturéieren, dem Waasser déi Plaz ze ginn, déi et brauch. An op anere Plaze kann d'Léisung natierlech och e Schutz wéi eng Mauer oder esou sinn. Op där anerer Säit muss mer natierlech och dorunner schaffen, d'Preventionen ze verbesseren, ze kucken, dass d'Messagë bei de Leit ukommen, dass d'Leit wëssen, wéi se sech wéini a wou solle verhalen.

An an deem ganzen Héichwaasserrisiko-Managementplang gëtt et 243 Mesurë fir déi verschiddenst Gemengen. Dat geet vu Renaturéierungen - d'Uelzecht hunn ech genannt - bis iwwert d'Ausféierung vu verschiddene Studien, Plazen, wou näischt méi soll opgeriicht ginn, oder d'Opklärung. An dobäi soll ee vläicht och nach eng Kéier soen oder nach eng Kéier verdäitlechen, dass et fir d'Ëmsetzung vun deene Mesurë ganz vill Subventionen respektiv Kofinanzementer gëtt, déi bis zu 100 % ginn. D'Beispill erëm vun der Péitrus, fir dat ze nennen: D'Renaturéierung vun der Péitrus an der Stad gëtt zu 90 % finanziert iwwert de Staat.

Mat deem neie Waassergesetz vun 2017 goufen eebe grad déi Mesuren, déi Hëllef fir déi esou wichteg Renaturéierungen, vun deenen de Mëtteg scho geschwat ginn ass, déi Aiden, nach eng Kéier eropgesat.

Wat och nei derbäikomm ass, sinn déi Partneriaten, wou et ëm d'Héichwaasser geet. Déi goufen do verankert, fir dass d'Gemeenge sech och zesummen doen, fir un deem Thema ze schaffen, sief et, wat d'Sensibiliséierung ugeet, d'Ëmsetzung um Terrain vun de Moosnamen an esou weider.

Wat am Moment nach grad ausgeschafft gëtt, ass eebe e Kadaster vun de Retentionszone fir ze kucken, wou mer nach kënnen natierlech Retentionen schaffen. Wou si se néideg a wou si se méiglech?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mee gëtt d'Urgence um Terrain ëmmer esou erkannt? Ech mengen, no engem Héichwaasser, wéi mer et elo haten, sécherlech. Mee ech hat virgëschter scho geschwat vun enger Studie, déi seet, dass all siwe Joer, also no siwe Joer am Fong, déi Sensibiliséierung erëm verschwënnt. Ech hat och d'Beispill scho genannt vun där Infoversammlung mat de Gemengen den 12. Juli, wou ganz wéineg Gemenge vertraude waren. Glécklecherweis ass den Interessi no den Iwwerschwemmungen elo an deene leschte Wochen erëm geklommen.

Wann een elo d'Zeitung opgemaach huet déi lescht Deeg oder Wochen, dann huet ee gesinn, dass an de Gemengeréit intensiv geschwat gëtt, wann d'Gemengen hir Avice formuléieren. Dat ass och gutt esou. Och an de méi rezente Veranstaltungen, déi et gouf, vun der Waasserverwaltung ware vill méi Leit. Alles dat ass gutt!

An ëmmer erëm liest een och oder et héiert ee vu Bauprojeten, déi sollen an Héichwaassergebitt gebaut ginn. Jo, wann et dann heescht, dass awer do keng Autorisatioun ka gi ginn, da gëtt ganz gären op d'Verwaltung, de Ministère oder vläicht och op déi Gréng oder wien och ëmmer geklappt, do géif erëm blockéiert ginn, woubäi mer op där anerer Säit awer ganz genau gesinn hei, wéi wichteg dass et ass, dass mer Prozeduren hunn an dass mer net egal wat maachen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy (déi Gréng).** - Oder wann et drëms geet, fir eebe déi Renaturéierungen ëmsetzen oder fir Naturschutz ze maachen, dat ass och esou e Beispill. Do brauche mer Fläch derfir. Ouni Fläch geet et net. An och dann: Wéi vill Leit strecken ëmmer direkt de Fanger aus, wann et drëms geet, dass mer där doten Terraine kréien? A wéi oft hu mer Situatiounen, wou mer dann erëm ufänken: „O nee, Logement, Landwirtschaft“, an alles dat, fir dat dann erëm géint den Naturschutz auszespillen?

An ech mengen, do ass jiddwerengem gefuerdert, dass mer ophalen domat, dat eent géint dat anert auszespillen, well mir brauchen allequerten déi Saachen!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy (déi Gréng).** - An am Naturschutzgesetz, wat mer jo grad an der Ëmweltkommission iwwerschaffen, hu mer iwwregens och en Amendement ugeholl, wou et eebe grad drëm geet, fir dem Staat, de Gemengen an de Gemengesyndikater e Virkafsrecht ze ginn, fir eebe Terrainen, déi laanscht Waasserleef leien, mat engem Virkafsrecht ze kafen, well eebe grad dat ganz wichteg Parzelle sinn, fir dass mer déi Renaturéierungsmesurë kënnen duerchféieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, en anert Instrument, wat dëst Joer vun dëser Majoritéit geschaf ginn ass, ass den Naturpakt. An och am Naturpakt, deen d'Gemenge jo da maachen oder ëmsetzen, sinn eng ganz Partie Mesurë virgesinn an deem heite Beräich. Ganzer 43 Punkte si virgesinn, also kann ee kréien am Milieu aquatique, vun deenen 233. Hei geet et ëm aktiv Participatioun fir d'Ëmsetzung vun der Waasserdirektiv respektiv der Héichwaasserrisiko-Direktiv. Et kritt ee Punkten derfir, wann ee Servitude-d'urbanisationen am PAG festleet, wou et ëm Iwwerschwemmungszone geet, wann een d'Fläch wëllt notzen, fir Renaturéierungen ze maachen, an esou weider. A selbstverständlech gëtt et och Punkten, fir eppes ze maache géint déi vill diskutéiert Schottergäert.

En anert Beispill ass de Klimapakt, wou och Iwwerschwemmungsmesuren a Klimaupassungsmesuren dra sinn. An eent vun den Ziler vum neie Klimapakt ass eebe grad och, fir d'Adaptatiounen um lokalen Niveau ze verbesseren, an dat iwwregens och mat engem zousätzleche Finanzement par rapport zu dem fréiere Klimapakt.

Am Klimapakt gëtt et Punkte fir d'Ausschaffe vun engem Klimaupassungskonzept respektiv och e konkreten Aktiounsplang, fir déi lokal Resilienz ze stäerken. Anersäits geet et och ëm d'Upassung vun de Bauvirschrëften un d'Klimakris, zum Beispill och, wat d'Bauen an Iwwerschwemmungsgebitt ugeet, wou ech eebe grad bei deem Punkt wär vun dem Bauen an dem Plangen.

Mir hunn elo vill iwwert d'Staarkreeniwwerschwemmung geschwat, mee eng vun de Krisen, déi mer och vill hunn am Moment, ass eebe grad d'Dréchent. A bei allequerten deene Klimakatastrophen, déi ëmmer méi op eis duerkommen, respektiv deene Wiederextremer kenne se eigentlech allequerten e gemeinsamen Nenner an dat ass, dass mer mussen kucken, méi Gréngflächen ze kréien a manner Versigelung ze hunn, engersäits, fir dass d'Waasser kann an de Buedem anzéien, an op där anerer Säit dann och bei Hëtzen, dass mer do dann och positiv Effekter op d'Temperaturen am urbane Raum hu respektiv eppes fir d'Biodiversitéit maachen.

An do ass et ganz kloer, dass mer den Urbanismus mussen veränneren. Also, deen Urbanismus, dee mer déi lescht Joerzénge gemaach hunn, dee wäert net méi funktionéieren déi nächst Joren. An do si mer, mengen ech, och allequerte gefuerdert. A virun allem d'Gemenge sinn do gefuerdert. Do mussen d'PAGen an där Hisiicht ugepasst ginn, d'Bautereglementer mussen ugepasst ginn, eebe virum Hannergrond vun de Klimarisiken.

An do mussen mer natierlech d'Bierger och mat abannen. Wéi kann een dat maachen? Eng Méiglechkeet ass natierlech och erëm iwwert de Klimapakt oder den Naturpakt, iwwert déi Ekippen, déi do de Lien kënnen maachen tëscht de Gemengen an de Bierger.

An och eebe, fir dass mer den Urbanismus geännert kréien, fir méi e gréngen, resilienten Urbanismus ze hunn, gëtt et och haut schonn eng ganz Rei Instrumenter: de Leitfuedem fir d'Bauen an Iwwerschwemmungsgebitt, de Leitfuedem fir den Émgang mam Reewaasser am Sidlungsgebitt, d'Planungshandbuch fir eng urban Qualitéit, wat vun dem Landesplanungsministère a vum Interieur gemaach ginn ass, de Guide éco-urbanisme vum Landesplanungsministère. An et gëtt aner Beispiller.

Mee wann ech mer awer d'Realitéit ukucken um Terrain, da muss ech éierlech gesot soen: Ech fanne, dass déi meescht PAPen an déi meescht PAGe respektiv Bautereglementer nach net op der Héicht si vun der Zäit, wéi mer et eigentlech brauchen. A mir kënnen eebe grad net op déi Aart a Weis, wéi mer am Moment funktionéieren, weider bauen, well domadder geet den Héichwaasserrisiko, fir beim Beispill vun haut ze bleiwen, weider erop. Mir mussen jo awer alles derfir maachen, dass dee Risiko weider erofgeet.

Här President, ech géif lech heimat eng Motioun deposéieren.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu

- le rapport relatif à la gestion de crise dans le cadre des intempéries des 14 et 15 juillet 2021 depuis la phase de préalerte ;

- la motion n° 2 relative à une réflexion sur la gestion de crise à tous les niveaux datant du 19 octobre 2021 ;

considérant

- les inondations du 14 et 15 juillet 2021 et les effets dévastateurs de ces dernières sur l'environnement humain et naturel ;

- les événements de fortes précipitations et de crues subites auxquels le Luxembourg a été confronté dans les dernières années, notamment en 2016 dans la Vallée de l'Ernz blanche et en 2018 au Mullerthal ;

- que nous faisons face à une urgence climatique et environnementale qui exige une mise en œuvre immédiate de mesures ambitieuses afin de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, comme prévu par l'Accord de Paris ;

- que l'intensification de la crise climatique engendrera la multiplication et l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes dans le futur ;

- que le Luxembourg dispose d'ores et déjà de plusieurs outils qui ont la vocation d'accroître la préparation aux effets de la crise climatique et d'en réduire les conséquences négatives sur la population, l'activité humaine et l'environnement, notamment :

• la stratégie et le plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg (2018-2023) ;

• un plan de gestion des risques d'inondations (2015-2021) ;

• des plans d'intervention d'urgence « intempéries » et « inondations » ;

• les cartes zones inondables, les cartes de risque d'inondation pour différents cours d'eau, ainsi que les cartes de risques liés aux crues soudaines ;

• le pacte climat 2.0, ainsi que le pacte nature avec les communes ;

- que le deuxième plan de gestion des risques d'inondations (2021-2027) est actuellement en procédure de finalisation ;

- que depuis la modification de la loi relative à l'eau en 2017, le taux de subventionnement étatique des mesures anti-crues a été augmenté jusqu'à 90 % et les coûts des travaux de restauration de renaturation des cours d'eau peuvent être pris en charge à hauteur de 100 % ;

- que des projets d'infrastructures vertes, telle que la gestion naturelle des cours d'eau, peuvent relever simultanément plusieurs défis environnementaux et climatiques, comme notamment l'adaptation climatique et la promotion de la biodiversité,

invite le Gouvernement

- à sensibiliser davantage la population et les communes sur les différents outils en place leur permettant d'évaluer les risques liés aux fortes précipitations et aux événements météorologiques extrêmes ;

- à sensibiliser davantage les communes au sujet des enjeux liés à l'adaptation à la crise climatique et à l'importance de mettre en place des mesures permettant d'augmenter la préparation aux effets de la crise climatique, y compris aux crues subites et phénomènes météorologiques extrêmes, notamment par des moyens de gestion naturelle des cours d'eau ;

- dans ce contexte, à sensibiliser davantage les communes sur l'importance de réaliser des plans d'aménagement général, des plans d'aménagement particulier voire un règlement sur les bâtisses prenant en compte des risques liés au changement climatique tout en les minimisant ;

- à préciser les responsabilités et compétences concernant l'entretien des cours d'eau ;

- à intensifier ses efforts visant à renaturer davantage des cours d'eau dont la morphologie naturelle a été détruite ;

- à intensifier la coopération avec les communes et syndicats intercommunaux afin d'accélérer la mise en place de mesures de prévention d'inondations ou de mesures de renaturation, et, le cas échéant, à simplifier les procédures y relatives ;

- à mettre en œuvre le plus rapidement possible les principales mesures d'adaptation au changement climatique prévues dans la stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique ;

- à initier des mesures pour réduire la vulnérabilité des infrastructures critiques face à la crise climatique et à veiller à ce que la crise climatique soit prise en compte dans la conception de nouvelles infrastructures, en étroite collaboration avec les communes ;

- à analyser et, le cas échéant, adapter la dotation de fonds pour la gestion de l'eau, du fonds pour l'environnement et du fonds climat et énergie afin de pouvoir réaliser les mesures permettant d'augmenter davantage la préparation aux effets de la crise climatique ;

- à veiller à ce que la question de la gestion des risques d'inondation au niveau communal soit abor-

dée au sein du groupe de travail « communes résilientes » de la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe ;

- à considérer les travaux des partenariats inondations, des partenariats de cours d'eau, des équipes pacte nature, des équipes climat, ainsi que de la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe lors de l'élaboration d'outils visant à gérer les risques d'inondation.

(s.) François Benoy, Gilles Baum, Gusti Graas, Cécile Hemmen, Josée Lorsché.

■ **M. François Benoy (déi Gréng).** - An där Motioun, an eng ganz Rei Punkten hunn ech elo och scho virgedroen, geet et justement drëm, dass mer nach eng Kéier Referenz huelen op de Rapport, deen d'Regierung gemaach huet, dee mer och an der Kommissioun schonn diskutéiert hunn no den Intemperie vum 14. a 15. Juli. Mir hunn och Referenz gemaach op déi Motioun, déi d'Chamber scho gestëmmt huet virun zwee Deeg, wou mer driwwer geschwat hunn.

An der Motioun werfe mer och nach eng Kéier e Bléck zrëck op déi Evenementer an déi Cruen, déi mer haten am Joer 2016 an 2018. Mir constatéieren nach eng Kéier d'Urgence climatique et environnementale, ons Klimaschutzziler, déi mer hunn. A mir soen, dass mer eebe grad och an enger Zäit sinn, wou mer eng Intensificatioun an eng Multiplikatioun vun deene Phenomeener hunn, mee dass Lëtzebuerg eigentlech gutt opgestallt ass.

An ech hunn lech dat jo och scho gesot: Mir hunn eng ganz Panoplie vun Instrumenter an Outilen, déi do leien. Mir hunn deen zweete Gestionsplang vun den Héichwaasserrisiken a mir hunn och d'Waassergesetz, wat 2017 iwwerschafft ginn ass, wou et wierklech ganz grousszügig bis zu 100%eg Kofinanzementsméiglechkeete gëtt, gradewéi och d'Wichtigkeet vu gréngen Infrastrukturen.

A mir appelléieren eigentlech un d'Regierung, fir dass an Zukunft d'Gemengen an d'Populatioun nach besser sensibiliséiert ginn iwwert déi verschidden Outilen, déi eigentlech haut schonn do sinn.

Dass mer awer och eppes, wat, mengen ech, nach net esou ukomm ass, nach méi thematiséieren, dat ass eebe grad d'Fro vun der Klimaadaptatioun.

Dass mer och d'Gemengen nach méi dofir sensibiliséieren, fir dass an deene kommunale Pläng, sief et PAGen, PAPen oder Bautereglementer, d'Risiko vum Klimawandel nach méi en compte geholl ginn, fir déi Risikoen ze miniméieren.

Dann, dass awer och d'Responsabilitéiten an d'Kompetenze beim Entretien vun de Cours-d'eaue prezisiéiert ginn. Dat ass och eng Diskussioun, déi an e puer Rieden haut de Mëtteg opkomm ass.

Dass mer och d'Efforten intensivéieren, fir dass mer an de Renaturéierung besser virukommen, eppes, wat, mengen ech, jiddwerengem um Häerz läit, wat de Mëtten och e puermol ugeklongen ass.

Dass och gekuckt gëtt, well ech mengen, et ginn an der nächster Zäit och weiderhin déi néideg Sue gebraucht, dass mer déi heite Saachen allequerten ëmgesat kréien, dofir ass et och wichteg, dass mer garantéiert kréien, dass d'Suen dofir do sinn, a gradesou gutt d'Fro, dass op Gemengenniveau respektiv mat allequerten deenen anere Partneriaten, déi mer hunn, déi heiten Diskussiounen allequerte gefouert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Klimakris ass och bei ons ukomm an déi extreem Wieder-situatiounen heefe sech. D'Evenementer am Lernz-dall, am Mëllerdall och déi elo am Juli hu ganz kloer gewisen, wéi eng enorm Schied d'Wiederphenomeener kënnen verursaachen.

66 % vun onse Fléissgewässer sinn awer hydromorphologesch an engem schlechten Zoustand, woubäi grad e gudden Zoustand déi beschte Prevention ass bei Iwwerschwemmungen. Mee si hunn och nach eng ganz Rei aner Benefisser, si sinn nach Beispill gutt fir d'Biodiversitéit oder de Klimaschutz. A grad dofir ass et esou wichteg, dass mer wierklech aus de Renaturéierungen - respektiv, fir dem Waasser déi néideg Plaz ze ginn - eng absolutt Prioritéit maachen.

Dobäi kommen dann och nach d'Phenomeener vum Staarkreen. Och do brauche mer wierklech méi Sensibiliséierung, well grad do kann den urbane Raum, dee manner gutt preparéiert ass, nach méi deru betraff sinn op Plazen, wou dat eigentlech bis elo nach net esou bekannt war. Am Fong geholl kënnen mer iwwerall getraff ginn. Dat huet sech och am Juli erëm gewisen. An dofir brauche mer wierklech en aneren Urbanismus, en Ëmdenken am Urbanismus, manner Versigelung, méi Gréng- a méi Retentionsflächen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy (déi Gréng).** - An d'Outilen, fir déi Risike besser kënnen anzeschätzen, gëtt et. D'Léisung sinn och do, fir dass mer déi Risiken do fir Mënsch, Natur asw. weider méiglechst erfodr-

cken. Mee mir müssen hei wierklech nach eng Schëpp zouleë bei der Ëmsetzung. Mir müssen déi néideg Moyenen an déi néideg Energie dofir opréngen. An dofir sinn alleguerten d'Acteure gefuerdert!

An deem Sënn soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Benoy. An den nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Villmools merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Deputéierte Gusty Graas fir déi ganz wichteg Interpellatioun hei an ech kann och soen, fir déi ganz vill richteg Saachen, déi hien hei op der Tribün gesot huet.

Ech fänken u mat engem Abschnitt, deen hei schon eng Kéier virgedroe ginn ass an der Chamber, an zwar: „Wéi an der zweeter Januarwoch 1993 eng Iwwerschwemmungskatastroph eist Land heemgesicht huet, wéi mir se nach kaum jeemools virdu kannst hunn, do war jiddereen der Meenung, dat wär en eemolegt Evenement, dat sech esoubal net méi géif widderhuelen. Souwuel de Ministère de l'Énergie wéi och de Ministère de la Famille schwätzen an äntwerten op QPe vun engem ‚caractère exceptionnel, voire centennal‘ vun där Iwwerschwemmung. Si sollte sech, wéi et sech duerno erausgestallt huet, gehéiereg geiert hunn. Knapps ee Joer méi spéit, Enn Dezember 1993, huet déi selwecht Katastroph sech erëm eng Kéier widderholt an e weidert Joer méi spéit, ufangs Januar 1995, war et erëm eng Kéier esouwäit.“ Dat war den Éierendeputéierte Roby Mehlen 1995 hei an der Chamber an enger vun him gefroter Interpellatioun.

Et ass eigentlech näischt Neies. Mir hunn hei verschidden historesch Datumer héieren. Ech hunn der nach e puer nogesicht: 1880, 1918, 1977, 2003, dann déi puer Kéieren an den 90er-Joren, 2011, 2021. Do feelen der nach eng Partie, mee dat sinn eeben esou historesch Fäll vun Héichwaasser, déi ëmmer erëmkommen hei an eisem Land.

Wat sinn d'Ursaachen dovunner? Et ass am Fong ganz einfach: Dat ass, wa ganz vill Reen a kuerzer Zäit erfogheet. Mir haten elo 100 Liter op de Meterkaree an Zäit vu 24 Stonnen deelweis, dat ass esou e Fall, zemools dann, wann et déi Deeg virdu scho vill gereent huet an de Buedem näischt méi kann ophuelen. Esou Situatioune kommen ëmmer erëm vir.

Dat heescht, den Haaptgrond ass ganz einfach d'Meteorologie, d'Wieder, an dann hu mer eng Partie Afloss natierlech: Buedemverdichtung, Buedemversigelung, Kanalisatioun, Flossbegradegung, alles dat huet en Afloss an alles dat zesumme féiert dann zu deem bekannte Resultat.

Wat sinn eis Méiglechkeeten, do anzewierken? Jo, mir musse kucken, fir preventiv anzegräifen. Op d'Wieder hu mer leider net vill Afloss, do kënnen mer näischt maachen. Buedemverdichtung, do kënnen mer eppes maachen. Dat betrëfft d'Landwirtschaft. Dat ass och schon ugeschwat ginn. Buedemversigelung, do kënnen mer eppes maachen. Mir hunn de Problem hei e puermol elo héieren, dass vill Plazen ëmmer méi zoubetonéiert ginn, wou d'Waasser net méi kann asickeren, ëmsou méi schnell an d'Waasserleef eraleeft, wat natierlech dann zu negative Konsequenze féiert.

Mee wa mer natierlech vu Buedemversigelung schwätzen, da kommen ech net derlaanscht, och vun eisem Wuesstum ze schwätzen. An ech wollt do nach eng Kéier soen, wat ech och schon eng Kéier gesot hunn: Vun 1990 bis 2015 ass méi Terrain verbaut ginn hei am Land wéi an all deene Jore virdu. Am Joer 1990 ware 4,3 % vun eisem Territoire verbaut, am Joer 2015 waren et 10%! Dat sinn also pro Dag zwee Hektar Natur zerstéiert a verbaut. Zwee Hektar, et ass net einfach, sech dorëner eppes virzustellen, mee dat si véier Fussballsterrainen, déi also all Dag verbaut ginn.

Et ass hei geschwat ginn, fir dat erfrozedrücken op een Hektar, mee och dat wier nach immens vill! An eis Fläch hei am Land ass begrenzt a mir brauche se fir vill verschidde Saachen: Landwirtschaft, Natur an esou weider an esou fort.

A weider hu mer 80 % vun de Fiichtgebiddere, déi haut zerstéiert sinn. Mir hu just nach 2 % vun eise Baachen, déi gutt, proppert Waasser hunn. Dat huet zwar net direkt eppes mam Héichwaasser ze dinn, mee och dat ass traureg.

An alles dat ass natierlech och d'Resultat vun engem ganz staarken, ongebremsten, onkontrolléierte Wuesstum an natierlech och der Verdueblung vun der Bevëlkerung, déi mer elo kannst hunn an amgaange sinn ze kennen. Wa mer histerieren op d'Joer 2030, gi mer Richtung 800.000 Awunner. Dat heescht, et muss nach vill méi gebaut ginn: Haiser, Infrastrukturen, Stroossen, Eisebunnen an esou weider an esou fort. An dat wäert sécherlech d'Situatioun och net verbesseren.

Dat féiert dann och derzou, dass mer natierlech, jo, méi musse bauen. D'Bautepolitik, bon, hei ass elo

gesot gi vu verschidde Virriedner, mir solle méi héich an d'Luucht bauen, Héichhaiser, Tiny Houses. Jo, et ass alles schéin a gutt, mee et muss ee jo awer trotzdeem och där anerer Sait bedenken, dass d'Liewensqualitéit op esou Plazen net déi selwecht ass wéi am traditionellen Haus, wéi mer et déi lescht - soe mer - 100 Joer kannst hunn hei zu Lëtzebuerg.

An et ass och schéin, wa Jonker soen, si wiere begeschtert fir esou eppes. Mee ech soen awer elo emol dat hei: Wann déi Jonk bis eng Kéier Kanner kréien, dann hätte se och warscheinlech awer gären en Haus mat Gäertchen a se géifen net onbedéngt gären um zéngte Stack um Belval wunnen an enger Bëtonswüst; well esou gesäit et aus!

Jo, Flächeversigelung vermeiden. An dann, och dat ass scho gesot ginn, mir baue leider Gottes nach ëmmer do, wou et geféierlech ass, no beim Waasser, deelweis an Iwwerschwemmungsgebiddere oder niewendrun. An elo am Juli bei deem Héichwaasser hutt Der vläicht op verschidde Plazen déi dach e bëssen, jo, witzeg Situatioun gesinn, fir et emol esou zynesch auszudrücken, wou Der dann esou Pannoen hat, wou dropstoung: „Ici bientôt nouvelle résidence“, an da stoungen déi do matten an engem risegrousse Séi an enger Wiss.

An ech mengen, da kann ee sech jo virstellen, wa mer op esou Plaze baue ginn, wou elo d'Waasser schon ëmmer steet oder elo eng Kéier stoung, mee warscheinlech ëmmer erëm ka stoen, da gi mer natierlech Problemer sichen. An dat ass net nëmme op enger Plaz, dat huet een op ville Plazen hei am Land. An ech géif soen, an dat ass och gesot ginn, mir musse vill méi virsiichteg ginn, wou mer bauen. A wa mer no bei e Floss baue ginn oder bei eng Baach baue ginn, da gi mer Problemer sichen, déi mer kéinten am Virus liicht vermeiden.

Jo, viles ass gesot ginn. Ech wéilt nach op zwou konkret Saachen agoen.

Dat Éischt, dat ass de Stauséi. Mir hunn do de Stauséi, dee fonctionéiert jo och deelweis e bëssen, fir de Waasserlaf, d'Sauer, ze reguléieren, wat dann och hëlleft, fir awer am Fall vu villem Reen en Héichwaasser esou gutt wéi méiglech ze vermeiden. Dat ass eppes, dat geschitt an der Reegel am Wanter, well am Wanter hu mer traditionell ëmmer dat staarkt Héichwaasser gehat.

Elo ass et awer esou, dass mer ëmmer méi - an dat konnt een an Europa och feststellen iwwert déi lescht 50 Joer - Héichwaasser am Summer hunn a par contre, dat ass interessant, allerding's manner am Wanter! Et ass elo net onbedéngt esou - vun der Technischer Universität Wien hunn ech dat nach gelies -, dass mer elo vill, vill méi Héichwaasser hätten, mee et huet sech verlagert op jidde Fall vum Wanter och op de Summer. An déi Tendenz, déi schéngt weiderzegoen.

An do sollt ee vläicht iwwerleeën, fir och am Summer, zemools wa mer esou e reenerge Summer hu wéi deen, dee mer hei haten, de Stauséi besser als Regulator ze benotzen.

Dann, jo, et si ganz vill gutt Moosnamen ergraff ginn, dat muss een och soen, an de leschten 30 Joer. Ech mengen, allkéiers wann en Héichwaasser ass, da reagiert d'Politik jo och direkt, quitte dass dat duerno dann erëm e bëssen aschleift mat de Joren. Dat ass och zur Sprooch komm.

Ech wéll ee Beispill hei ervirhiewen, dat ass och scho gesot ginn, dat ass Welschent. 1999 ass do en Damm ageweit ginn, dee 500.000 Kubikmeter vun der Waark ka späicheren am Fall vu villem Reen. An ech erënnere mech op jidde Fall emol nach als Kand 1993, wéi d'Waark zu Ettelbréck deemools nach ouni deen Damm enorme Schued bruecht huet. An dat konnt een doduerch elo verhënnere.

An ech mengen, dat ass eng ganz interessant Saach an eng gutt Saach, déi een op jidde Fall an Zukunft sollt méi a Consideratioun zéien, dat sinn déi sougenannten Héichwaasserrückhaltebecken. An ech kéint hei virschloen, dass mer esou en Dispositiv vu villen esou méi klengen Dämm oprichten, fir d'Waasser op ville verschidde Plazen ze verzéieren.

Déi Dämm kéinte bei villem Nidderschlag dann den Offloss vu Waasser bremsen an domat dem Héichwaasser d'Spéitz brieche. Déi meescht Waasserleef hunn hiren Ursprung iergendwou an der Gewan a si zéien dacks kilometerwäit duerch wäitleefeg Wisegränn an et ass hei, wou grouss Quantitéite vu Waasser ufalen, déi am weidere Verlaf aus enger klenger Baach e geféierleche Stroum maachen.

Wa mir et fäerdeg géife bréngen, an Zesummenarbecht natierlech mat de Proprietären, esou e System vun niddregen Dämm, sougenannten Hochwasserrückhaltebecken, an deene Wisen, vläicht net iwerall, mee op deene kruziale Plazen, ze installéieren, da kéinte mer an engem Katastrophfall déi grouss Quantitéite Waasser zrëckhalen an da géifen eis Baache sécher manner uschwelen a manner geféierlech ginn, quitte dass natierlech nach ëmmer eng Gefor bleift.

Dést ass awer och alles net nei, dat hu mer schonn hei virgedroen. Ënner anerem, ech hunn et gesot, huet de Roby Mehlen dat scho proposéiert viru 25 Joer. Mee ech mengen, dat ass déi sënnavolsten, hëllefriichsten Iddi, déi et fir eis gëtt, fir déi Uertschaften an déi Leit ze schützen, déi no um Waasser sinn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Thematik vun dëser Interpellatioun beinhalt eigentlech zwee Voleten.

Den éischte Volet ass d'Verhënnere vun den Iwwerschwemmungen als systemesch Fro: Firwat passéieren esou Iwwerschwemmungen? Ass et de Klimawandel, d'Zerstéierung an d'Versigelung vun de Biedem, d'Ëmweltproblemer oder vläicht vun allem e bëssen?

An deem zweeten ass d'Verhënnere vun Iwwerschwemmungen als eng méi technesch, administrativ Fro, andeem ee Flëss renaturéiert, Retentionsbecke baut, de Bau an den Iwwerschwemmungszone vermeit an esou weider.

Dat Éischt ass éischer eng Fro vum Kampf géint déi ekologesche Krisen an dat Zweet ass éischer eng Fro vun der Adaptatioun an dës Krisen. Béides hânt awer zesummen. A wéi esou oft ass et alt och erëm eng sozial Fro. Wien ass nämlech besonnesch betraff vun Iwwerschwemmungen an hiren Auswierkungen? Ganz oft vulnerabel Steit an och vulnerabel an och kleng Betriber.

Här President, komme mer elo zum Haaptgrond vun dëser Debatt, déi mir haut hei féieren: De 14. a 15. Juli 2021 ass enorm vill Reen iwwer 24 bis 48 Stonne vum Himmel erfogaangen. D'Peegelstänn vun de Flëss an d'Vitess, mat där dës erreecht goufen, waren erstaunlech. Mee si waren awer och net onbedéngt iwwerraschend, well et jo awer Virwarnunge gi sinn. Mir hunn en Dënschden hei an der Chamber doriwwee diskutéiert.

An dësem Zesammenhang gouf vu „Joerhonnert-héichwaasser“ geschwat. Mee wat ass iwwerhaapt domadder gemengt? Engersäits, dass esou en Héichwaasser natierlech net esou oft oprétt; all 100 Joer, géif ee mengen. Wat dësen Term awer och ausseet, ass méi eng technesch Fro am Héichwaassermanagement. Den European Flood Awareness System weist a sengen Donnéeën aus, dass zu Lëtzebuerg d'Schutzmesuren esou konzipéiert sinn, dass se Héichwaasser kënnen ofwieren, wat „normal“ oprétt. Mee mat den haut verfügbaren Donnéeën kéint ee projézieren, dass et zu Lëtzebuerg oder zumindest regional am Land all 100 bis 150 Joer zu engem Héichwaasser kéim, mat deem d'Schutzmesuren net méi kloer kommen. Esou eent hate mer am Juli.

Wat d'EFAS mécht, si Berechnungen, déi engem abstrakt virkomme kënnen, mee si réckelen awer eng Fro an den Zentrum, an zwar: Kënnst esou en Héichwaasser an Zukunft net vill méi oft vir? A mir ginn nach méi wäit wéi den Här Gusty Graas: vläicht all 50 Joer oder vläicht all 10 Joer oder vläicht all 5 Joer? Mir wëssen et net. Mee warscheinlech ass dat awer schonn. Dat muss also fir d'Zukunft d'Grondiwwerleeung sinn, wann een iwwert d'Auswierkung vun esou Iwwerschwemmung schwätzt.

Den Héichwaassermanagementplang, dee jo am Moment iwwerschafft gëtt, muss deem onbedéngt Rechnung droen. Den aktuelle Plang ass vun 2015. Deen neien, deen 2021 bis 2027 gëlle soll, läit an engem Entworf vir. D'Avise sinn amgaangen eranzekommen.

Hei gi Viraussoen iwwert d'Warscheinlechkeet vun extreemem Héichwaasser gemaach. Déi sinn natierlech schwéier ze bewäerten, well et vill Onsécherheete gëtt. Fakt ass awer, dass deen Héichwaasserrisiko éischer fir den Hierscht an de Wanter gesi gëtt an net fir de Summer.

Am aktuell gültige Plang gëtt den Héichwaasserrisiko opgrond vu klimatesche Verännerungen, entre autres duerch méi intensiv Néierschlei am Summer, insgesamt just als minimal klammend gesinn.

D'Warscheinlechkeet vun engem sougenannte „Joerhonnert-héichwaasser“ gëtt no dëse Projektionen also net onbedéngt méi héich ageschat. Am Draft vum neie Plang sinn dës Projektionen vu méi Onsécherheet gepräagt an et féint een änlech Aussoen erëm, wéi mer se och am Juli no den Iwwerschwemmungen héieren hunn.

Opgrond vun eisem klengen Territoire ass et immens schwéier virauszugesinn, wou dee ville Reen erfogheet a wou a wéi stark et zu Iwwerschwemmung kënn.

Mir mengen, dass een dat beim neien Héichwaasserplang a Fro stelle muss an dass hei de Precautionsprinzip onbedéngt gëlle muss! Also léier vill méi virsiichteg bleiwe wéi dat anert.

Här President, wellech Mesurë müssen also geholl ginn? Fir dës Fro kënnen ze beäntwerten, muss een ëmmer déi systemesch Fro mat där méi plane-resch-technesch vun haut a Verbindung bréngen.

Natierlech mussen méi Flëss a Baache renaturéiert ginn. Dat ass jo och eng Entwécklung, déi och schonn deels leeft, well no joerzéngtelaanger Artificialiséierung vun de Biedem an de Flossbette festgestallt gouf, dass dat net nëmme zu der Klimaderegulierung bäidreit, mee och de Risiko vun Héichwaasser vergréissert. Well kleng Baache ginn zu räissende Flëss a lafen iwwer, well se an urbaniséierte Gebidder keng Plaz méi hunn!

Den Här François Benoy ass och op de folgenden Deel schonn a senger Ried agaangen: Am Lëtzebuerger Land befënt sech kee vun deenen 98 Uewerflächewaasserkierper - Flëss, Weieren an esou weider - an engem gudden ekologeschen Zoustand. Dést ass nozeliesen am IFAB-Endbericht. Nee, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass net den International Football Association Board, mee et ass den Institut für Agrarökologie und Biodiversität. De Lien téscht Ekologie a Resilienz gëtt op dëser Thematik immens daitlech. D'Renaturéierung vun dëse Gewässer oder d'Schafung vu Gréngsträife mat Beem an Hecken nieft Baache bréngen erwisenermoossen eng ekologesche Verbesserung vun der Waasserqualitéit an erméiglechen e bessert Ofzée vum Waasser.

Hei stousse mir natierlech un d'Problematik vun der Buedemknappheet. Den Drock op de Buedem fir wirtschaftlech Aktivitéiten, fir Infrastruktur a Wunnquartieren ze bauen, huet no an zu der Aschränkung vun den natierlechen Iwwerschwemmungsgebiddere gefouert. Dat, gekoppelt un artifiziel an ageengte Flossbette, féiert zu vill méi séier klammende Peegele, wat d'Gefor vum Héichwaasser méi grouss mécht.

Dat dote sinn awer keng Froe vu Sensibiliséierung vun de Leit oder de Gemengen. Et ass wierklech eng Fro vu Buedempolitik, vu Landesplanung. Staat a Gemenge müssen d'Méiglechkeet hunn, fir un Terrainen ze kommen, déi fir eng Vergréisserung vun Ausbreetfläche fir Flëss a Baachen a Fro kommen - iwwer Virverkafrechter, iwwer Echange vum Terrain -, respektiv fir aner Mesuren an der natuerer Iwwerschwemmungspreventioun ze ergreifen.

De Pendant dozou ass natierlech, dass dat selwecht och gëllt fir Terrainen, déi sënnavoll sinn, fir Logementen ze bauen. Mee dat ass eng weider Dimension vun der Problematik ronderëm d'Notzung vum Buedem.

Dann ass et awer äusserst bedenklech, dass an den nei gebaute Quartieren awer éischer massiv zoubetonéiert gëtt fir den Amenagement vu Parkingen, breet Stroossen, Déifgaragen an esou weider. Et brauch ee just de Ban de Gasperich oder d'Hamilius-Plaz hei an der Stad ze kucken, fir just zwee Beispiller ze nennen.

Allgemeng ass en Trend vun Artificialiséierung a Versigelung vu Biedem ze gesi bei neie Wunnquartieren, mee och a bestoenden. Nieft dem negativen ekologeschen Impact vun dëse Bëtons- a Stengwüste léisst dës Entwécklung d'Kanäl bei Staarkreen ëmmer méi séier volllafen. Dat erkläert jo och, firwat am Juli vill Quartieren ënner Waasser stoungen, wou iwwerhaapt kee Floss a keng Baach an der Géigend war. Hei muss an eisen Ae gekuckt ginn, wéi een d'Versigelung op e Minimum reduzéiert kritt bei neie PAPen, mee insgesamt bei allen Neibauten. D'Bautereglementer an de Gemenge sinn do sécherlech en Hiewel.

Doriwwee eraus versigele mir vill Flächen duerch de Stroossebau. All neie Strooss, all neie Contournement zerstéiert d'Biodiversitéit a versigelt de Buedem, während Zuchstrecken net versigelen; d'Waasser leeft do jo of.

Den Zoustand an den Erhalt vun de Bëscher ass immens wichteg, fir engersäits d'Waasser, wat vun uewen erfällt, ze absorbéieren an anersäits CO₂ ze bannen a soumat zum Klimaschutz bäidedroen.

Dat neit Bëschgesetz, wat eng méi nohalteg Bewirtschaftung vum Bësch soll aféieren, ass hei sécherlech ganz interessant. Hei soll ënner anerem op manner a méi kleng Bëschweeër zrëckgegraff ginn. Wann awer da Bëscher fir nei Stroossen ofgeholt ginn, schwätzt dat sécherlech net fir eng zukunfts-fäeg Resilienz!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Komme mer elo zu der Landwirtschaft. Besonnesch d'Verdichtung vun de Biedem duerch den Asaz vun décken a schwéiere Maschinnen ass e grouss Problem. De Buedem gëtt esou kompaktéiert, dass d'Waasser net méi duerchlaf kann. Dat féiert zu engem Offall vum Grondwaasser an zu grouse Waassermassen, déi dann an Uewerflächegewässer landen. D'Iwwerschwemmungen an der Fiels a ronderëm ware jo och zum Deel dorobber zrëckgeféieren.

Här President, et kéint een elo nach duerch esou munch Beräicher goen, mee d'Konklusioun wieren ëmmer déi selwecht: Iwwerschwemmungen an hir

Preventioun mécht ee mat der Gestaltung an der Ëmgestaltung vum Buedem. Wéi beim Logement oder beim Naturschutz spillt also d'Fro vum Buedembesetz eng grouss Roll. Wéi soll eng ambitiéis Politik an dese Beräicher gemaach ginn, wa Staat a Gemengen entweeder net wëllen oder net kënnen méi Flächen op eng sënnavoll Aart a Weis zoukafe respektiv wann d'Notzung vum private Grundbesetz net esou reglementéiert ass, dass den allgemengen Interessi vun der Gesellschaft priméiert?

Et war och e ganz interessante Volet vum Här Wolter ze héieren, wou ganz vill Froen opkomm sinn, wou et och immens vill, denken ech, liddie sinn, déi ee ka mat an dee ganze Beräich hei huelen, a wou een och, mengen ech, muss consideréieren, wann et Gemenge sinn, déi ganz vill landwirtschaftlech Flächen hunn, dass een dat misst och an de ganze Beräich mat abezéien, fir deenen ënner d'Äerm ze gräifen, fir do och kënnen sënnavoll ze hëllefen. Well ech denken, mir sëtzen heibannen all an engem Boot a mir mussen all un deem nämlechte Strang zéien. Et gëtt wierklech Zäit, dass eppes geschitt!

Villmoos merci fir d'Nolauschteren. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och der Madamm Cecchetti. An, souwäit wéi ech dat gesinn, ass elo de leschte Riedner un der Rei, de Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Haut si mer beim zweeten Deel vum Debat ronderëm d'Héichwaasserkatastroph vum leschte Summer. An d'Diskussioun haut ass immens wichtig, well alles, wat mer eigentlech en Dënschen diskutéiert hunn, war, wat een als Reaktioun gëtt, wann et esou wäit ass, an haut diskutéiere mer, dass et guer net esou wäit muss kommen.

Dat heescht, alles, wat do geschitt ass, kënnen mer mat enger gudder Preventioun a mat enger gesonder Natur eigentlech verhéieren, ier d'Leit am Leed sinn.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Duerfir ass haut eigentlech e ganz wichtigen Dossier, wou et awer net nëmmen drëm geet, fir schéin ze schwätzen, well ech hu virdu gesinn, u sech ass jiddereen d'accord, fir eppes ze maachen. D'Fro ass eeben, wat herno dann dovunner konkret an den nächste Joren, sief et bei de Gemengeverantwortlechen oder bei den nationale Verantwortlechen, ëmgesat gëtt.

Et ass ëmmer schéin, bei esou enger Interpellatioun hei eng Kéier ze rappelléieren, wéi schéin dat ass, wa mer d'Natur an alles erhalen. Mee ech hunn awer aus Erfahrung an deene leschten dräi Joer och gemierkt, dass, wann et dann drëm geet, fir déi Projeten och esou naturfrëndlech ze maachen, wéi se sollte sinn, wann et ëm de Waasserschutz geet, net jiddereen matmécht an och net all Promoteur dovunner ze iwwerzeegen ass an och net jiddereen, deen iergende Projet realiséiert.

An dat ass sécherlech ee vun de Problemer. Mir kënnen hei zwar vill iwwert déi Preventioun schwätzen, mee wat awer herno um Terrain ukënnt, ass dann eng aner Geschicht. An ech hoffen, dass och all déi Parteien, déi awer haut esou schéi geschwat hunn, dass mer ..., well ech mengen, eigentlech si mer enger Meenung: dass een net kann esou weidermaachen, wéi dat bis elo de Fall war. Wann ech haut d'Riede lauschteren, dann hoffen ech awer och, dass dat an den nächste Gesetzer esou wäert ofgestëmmt ginn an dass dat dann och op de Gemengen esou wäert geschéien, well ech och ganz vill Gemengen awer an deem Dossier an der Verantwortung gesinn.

Hunn ech en Dënschdeg Merci gesot alleguerten deene Leit, déi am Asaz waren, wéi et esou wäit war, soen ech awer haut emol de Leit Merci, déi dat Ganzt plangen, dat sinn d'Ingenieuren, d'Landchaftsplanger bei de Ministèren, Gemengen, Syndicaten, déi eng ganz wichtig Aarbecht maachen, an zwar och fir d'Sécherheet vun de Leit, fir eeben ze verhéieren, dass eppes kënt.

A mir Piraten si ganz kloer der Meenung, dass an Zukunft wäert méi oft Héichwaasser kommen, Staarkreen, well mir erkennen déi Klimakris ganz kloer un! An et kann een elo soen: „Et war virun e puer Joer schon eng Kéier.“ Mir sinn awer trotzdem der Meenung, dass duerch d'Äerderwärmung déi Phenomeener wäerte méi oft optrieden. An ech war d'leschte Kéier selwer beim Staarkreen zu Péiteng betraff. Also, dat war net viruszegesinn! Do war och keng Warnung virudrun.

Et ass vun de Warnunge geschwat ginn. Et huet ee fënnf Minutten aus der Fënster gekuckt, an du war alles iwwergelaf. Ech stoung am Waasser bis iwwert d'Knéien. Also, dat ass esou schnell gaangen an do ass et och schwierig, fir iergendwellech Warnungen ze maachen.

Dat heescht, déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer do hunn, ass, manner ze versigelen an eeben deementsprechend, jo, de Leit d'Chance ze ginn ..., dass de

Kanal an alles ronderëm et packt. An dat ass eeben de Problem, dass mer dat vläicht haut net ëmmer hunn. An do ass et och - zur Éierlechkeet -, wou mir, wa mer an der Chamber et soen, ganz éierlech mussen sinn, dass mer de Leit dobausse keen 100%ege Schutz kënnen versprieche, egal wéi eng Mesurë mer elo wäerten huelen.

Mir wäerte sécherlech alleguerten heibannen, déi 60, dat méiglechst Besch maachen, wat an eisen Hänn läit. Mee, wéi gesot, dee Staarkreen, dat war a fënnf Minutten. Et hätt och kee sech geduecht, dass dat genau op där Plaz géif optrieden. An do brauche mer de Leit och keng Illusiounen ze maachen, dass iergenden 100%ege Schutz wäert kommen.

Et ass awer esou, dat hat ech och schonn an der Ëmweltkommissioun eng Kéier ugeschwat: Et gëtt awer hautzudaags digital Toolen, déi zumindest zäitno mat enger Virausso d'Méiglechkeet hunn, fir ze soen, wou d'Waasser erofkënt, wou e Staarkreen ass oder wou Iwwerschwemmunge kommen. An ech hat déi Fro jo och schonn der Madamm Ministesch gestallt an et ass mer jo versprach ginn, dass mer an der Kommissioun elo eng Kéier méi genau gewise kréien, wéi mir eis am Land drop vibereden, wat dat Digitaal ubelaangt.

Well dat ass ganz wichtig, déi Kaarten ze hunn, déi Outilen ze hunn, fir ze soen, wou d'Waasser erofkënt a wat d'Auswierkung sinn. Well dat ass jo alles och eng Simulatioun op e puer Stonnen, heiansdo op e puer Deeg, wou ee ka soen: „Hei, do an do kënt d'Waasser!“

An ech freeë mech schonn, wann d'Madamm Ministesch an d'Kommissioun wäert komme mat hire Leit, fir eis déi Software virzestellen, well dat ass fir eis Piraten mat ee vun de wichtigsten Outilen, déi mer kënnen hunn, fir d'Leit ze warnen an hinnen ze soen: „Do kënt eppes!“

Beim Héichwaasser am Juli hu mer gesinn, dass de Stauséi et gepackt huet. Do ware mer alleguerten heibanne ganz frou driwwer, dass dat e System ass, dee sech bewäert huet. Dat ass ganz wichtig gewiescht, well et eng Pist ass, wou ee kann an Zukunft kucken, dass een d'Waasser e bësse reguläriséiert kriit, sief dat elo mat deenen eenzelne Barriären, déi ee laansch d'Gewässer opstellt ...

Natierlech muss een do kucken, dass elo net - ech wëll elo net soen, egoistes - mee eng Gemeng op eemol alles verbarrikadéiert an déi nächst Gemeng kriit dann dat ganzt Waasser dohin. Do ass et och, fir solidaresch ze kucken, dass een net deem aneren herno einfach d'Waasser weiderleet, och wann een da selwer kee Schued huet, mee deen Nächsten dann do hänkt. Dat ass deen anere Problem, dee mer ganz kloer mussen kucken, wa mer op déi Technik setzen.

Zu de Réckhaltebecken, jo, där gëtt et der nach net vill. Mee dat ass och elo e Phenomeen, wou mer elo och méi sensibiliséiert gi sinn duerch eeben dat staarkt Waasser, dass mer mussen méi där Réckhaltebecke bauen, well mer soss d'Waasser net Meeschter ginn.

Fir eis Piraten ass et och do ganz kloer, dass mer müssen en neien Émgang mam Waasser kréien, mat deem Waasser, dat um Daach lant, wéi mer dat verwenden. Well mir müssen net alles an de Kanal iergendzousch hispullen. Mir kënnen Gebaier bauen, wou mer dat Waasser opfänken, an da geet et emol net direkt an de Kanal, fir deen ze iwwerlaaschten. Mir kënnen et huele fir d'Toiletten, mir kënnen et huele fir ze botzen, mir kënnen et fir Allméigleches huelen, mir kënnen d'Waasser fir de Gaart huelen.

An dat mussen mer och an den öffentleche Gebaier emol méi maachen, well dat Waasser gëtt dann opgefaangen. Dat gëtt dann emol net bei engem Héichwaasser an e Circuit oder bei engem Staarkreen an dee Circuit direkt zrëckgefouert, wat och emol eng Léisung wär. An dat Positiivt wär: Mir hätten och nach Waasser gespuert an eppes fir d'Ëmwelt gemaach.

Natierlech mussen mer eis Baupolitik iwwerdenken! Ech mengen, do si mer och alleguerten hei enger Meenung. Ech kann och mam Här Graas do deem ech nach eng Kéier Merci soen, dass en déi Interpellatioun haut ugefrot huet - ganz gutt liewen, dass mer an d'Héicht bauen. Ech mengen, wa mer dee Wuesstum, dee mer am Moment zu Lëtzebuerg hunn ... An et kann een eng Diskussioun féieren, ob mer dee Wuesstum weider behalen oder net, mee dat ass elo net haut d'Plaz. Mee wa mer weider wuessen, wéi et jo awer am Moment ausgesäit, da muss een och eng Kéier esou éierlech sinn an de Leit soen: De Lëtzebuerg Buedem ass nun emol endlech, da mussen mer eeben an d'Héicht bauen. An dat därerf och keen Tabu sinn!

Wa mir an der Chamber dat emol géifen uschwätzen an net ëmmer schlechtrieden, da géifen d'Leit och dobausse vläicht méi positiv reagéieren, well, jo, mir hunn de Logementsproblem, deen op där enger Säit erfuerdert, dass mer méi héich bauen, mee mir hunn awer och nach en Ëmweltproblem op där anerer Säit mat der Versigelung vun eise Bie-

dem, soudass mer u sech keng aner Alternativ hunn, wéi an d'Héicht ze bauen.

Mee ech weess natierlech och, déi éischt Partei, déi domat erauskënt, dass déi net onbedéngt nëmme Likes kriit. Dat ass warscheinlech och de Risiko, firwat dass net jiddereen sech traue, offen ze soen, dass mer müssen an d'Héicht bauen. Well den Här Graas hat och Recht: D'Architekten hunn net ëmmer déi beschte Kreativitéit. Mee et gesäit een awer an anere Stied, dass et ka besser gemaach ginn. A sécherlech ass et heiansdo och e Käschtepunkt, dass de Promoteur gäre méiglechst déif am Präis bleift oder de Benefiss méiglechst héich soll sinn, an da gëtt eeben net esou schéi gebaut, wéi et kéint sinn.

Et ass och wichtig, dass mer an Zukunft ophalen, ze no bei de Flëss oder de Baachen ze bauen oder souguer hinzegoen, wéi dat elo bei eis eng Kéier de Fall ass, dass eng Baach komplett ënnerierdesch verluecht gëtt. Dat, mengen ech, si Mesuren, déi mer an enger moderner Zäit elo net méi sollte maachen, wa mer d'Situatioun wierklech erkannt hunn.

Et muss een och higoen an do, wou scho Schued entstanen ass, well mer de Flëss net genuch Plaz loosse oder de Baachen, dass mer do op eng Renaturéierung ginn, fir eeben déi Ausfläichen ze schafen, dass mer higinn, wann eng Kéier dat Waasser kënt, dass se sech kënnen ausbreeden.

Et gi jo do ganz kloer Etüden, wéi ech se elo an de Recherchen zu dieser Interpellatioun haut nach eng Kéier konnt kucken, wou dat am Ausland zum Deel super fonctionéiert huet. Natierlech, wann een elo wéi Rheinland-Pfalz esou eng Mass vu Waasser kriit, da bréngt och keen Auslaf eppes. Do wëll ech kengem eng Hoffnung maachen. Mee awer bei méi klenge Fäll kënnen déi Ausfläichen, wa mer net direkt Haiser oder Parkingen oder soss eppes dropbauen, deementsprechend immens vill hëllefen.

An natierlech ass dat dann och Bauland, wat net benotzt gëtt! Mee bon, mir müssen awer och eng Kéier un eis Natur denken, un eist Klima. Et geet net nëmmen drëms, fir iergendwéi méiglechst vill ze bauen.

An dat ass och en Thema, och do mécht ee sech an enger Gemeng net beléift, mee ech hunn et awer schonn e puermol bei eis gesot, dass mer sollen ophalen, déi Gäert aus Steng virun d'Dier ze maachen. Ech weess, do kréien ech och net vill Likes, éischer de Contraire, dass d'Leit soen: „Jo, mee dann hunn ech awer keng Aarbecht.“ Jo, esou einfach ass et awer och net! Wann een e steernerne Gaart mécht, jo, do ass awer dann an der Gemeng erëm esou vill Fläch versigelt.

An dat ass eeben och eppes, wou mer awer vläicht eng Kéier sollten national driwwer nodenken, ob mer net sollten higoen an och do eng Mesure ergräifen, fir eeben net drop ze hoffen, dass all eenzel Gemeng dat an hirem PAG mécht, mee dass mer do national erkennen, dass bei engem Bau eeben esou vill muss Gréngfläch sinn.

Ech mengen, Dir mierkt, et gëtt net een eenzeg Mëttel an et gëtt kee Wonnermëttel. Dat Ganzt ass e Puzzle. A wann ech jo awer haut déi schéi Rieden héieren hunn, ech mengen, huet jiddereen d'Situatioun erkannt. Et ass eeben elo d'Fro, wéi een dat herno a Musek ëmwandelt, fir de Leit eeben ze hëllefen, well et ass traueg, dat ze soen, mee esou Situatiounen wéi am Juli wäerten erëm optrieden, leider. An als Politik mussen mer de Leit da méiglechst alles ginn, fir dass d'Waasser net bei hinnen doheem ukënnt, mee d'Natur et iergendwéi virudrun opfänke kann, esou wéi et och fréier war.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, erlaabt mer, als Éischt dem Gusty Graas e grouse Merci ze soe fir dës Ufro fir d'Interpellatioun an dann awer allen Deputéierten, déi intervenéiert hunn, och e Merci ze soen, well de Bléck war haut wierklech no vir gerichtet, et war léisungsorientéiert. An ech fannen esou eng Form vun Debatten extreem wichtig hei an deem héijen Haus, well et handelt sech wierklech drëm: Wéi gi mer alleguerte responsabel mat där Klimakris ëm a mat den Auswierkungen, déi déi huet?

An insbesondere d'Upassung, méi Resilienz opzebauen, dat ass eng vun de groussen Erausforderungen, wa mer op de Waasserzyklus als Ganzt kucken. Do schwätze mer net nëmme just vum Héichwaasser, mee insgesamt och vun Dréchten déi dräi Jore virudrun, a vun Dréinkwaasser, dass mer genuch Dréinkwaasser hunn, an insgesamt, dass mer natierlech ëmmer de Mensch an de Fokus stellen, d'Allgemengwuel an de Fokus stelle vis-à-vis vu Partikularinteressen, a wéi mer gutt domadder wei-

derkommen, fir dee Schutz, déi Resilienz opzebauen.

An ech mengen, ech hu ganz vill Konsens hei gesinn haut, soudass mer op där enger Säit eng gutt Basis hu fir ze schaffen. An dat ass emol wichtig!

Mir hunn d'Waassergesetz 2017 hei esou geännert, dass mer d'Gemengen an d'Privatleit besser kënnen ënnerstëtzen. Mir hu Flosspartnerschaften an Héichwaasserpartnerschaften, déi en place sinn, Gemengen, déi gemeinsam mam Staat a mat den Administratiounen ..., deenen ech och ganz gären hei e grouse Merci soen, well si waren an de leschte Méint ganz vill gechallengegt, och grad eise Service de prévision des crues, awer och d'Waasserverwaltung, well mer och direkt Reaktiounen natierlech hu misse weisen, fir d'Leit net nach weider ze veronsécheren, well esou eng Héichwaasserkatastroph, wéi mer se erlieft hunn, wierkt och bei ganz ville Leit, dass se Angscht hunn allkéiers, wann et reent.

Mir si gutt opgestallt och, well mir brauche jo hei d'Gemenge mat am Boot, mir brauchen och eng gutt Reaktioun vun de Leit. An do hu mer fir d'Gemenge speziell och an dem leschte Joer Instrumenter geschafen am Kader vum Klimapakt 2.0, wou mer jo Upassungen un de Klimawandel mat drage maach hunn, deen dann éischer den technesche Volet och vum Héichwaasserschutz an de Gemenge mat thematiséiert. Do kann een eng Zousatzertifizéierung maachen.

Mir brauchen awer och ekologesch d'Renaturéierung vun eise Baachen. An déi fannt Der dann am Naturpakt, wou mer jo grad amgaange sinn, d'Roadmap ze maachen, a wou vill Gemenge sech interesséieren. An do sinn dann och Elementer dran, dass d'Gemenge mat belount ginn, wa se an hirem Baureglement eebe grad Aktiounen huele géint d'Steegäert, wa se déi privat Proprietäre mathuelen op de Wee fir eng naturno Gestiou.

Well do ka jiddereen bei sech ..., an ech mengen, dat ass och wichtig, dass mer den Equiliber hunn, dass all Acteuren op hirem Feld dat maachen. Mir sinn da fir deen nationale Volet an där Hisiicht prett, dass op där enger Säit iwwert d'Waassergesetz - an do kommen ech elo gläich och op dem Här Wolter seng Remarken zrëck -, dass mer do prett sinn, fir d'Gemengen uerdentlech ze ënnerstëtzen.

Mir sinn awer duerch awer bereet, Här Wolter, fir dat nach weider ze klarifizéieren, a mir kënnen, mengen ech, mam besteenden Text gutt schaffen. An ech wäert elo gläich dorobber agoen.

Dann hu mer en Upassungsplang, e Klimaupassungsplang 2018-2023. Doran ass e grouse Volet eeben och den Héichwaasserrisikomanagement. An e konkret Resultat, an dat wëll ech hei eng Kéier betounen, dat ass déi Staarkreekart national an och de Staarkreen, wéi mer mam Staarkreen ëmginn. Do si mir, a meng Ekippen haten do gëschter an haut nach eng Kéier Pourparlere mat anere Scientifique aus anere Länner, Pionéier. Do si mir wäit vir, well mir sinn eent vun deene ganz weinege Länner, déi schonn dës Kéier an hirem Héichwaasserrisiko-Managementplang déi Mesure vum Staarkree mat abauen.

An dat ass och en Deel vun der Äntwert, Här Wolter, op Är Fro. Well mir am zweeten Héichwaasserrisiko-Managementplang - dee jo am Moment nach fir d'Gemengen an der Consultatioun ass, an ech hoffen, dass bis de 24. nach vill Gemengen eppes erareeche -, well mer do dat Element vum Staarkree mat abauen, si mer à même, do och eng Reaktioun ze weisen.

An dat ass eppes, wou mer méi wäit gi wéi d'Direktiv. Dat gëtt eis jo oft virgeworf, mee an deem Fall hu mer einfach gesot: Dat doten ass eppes, wat mer zu Lëtzebuerg ëmmer méi gesinn. Mir sinn op der Waasserscheed, mir hu ganz vill kleng Gewässer. Mir hunn net nëmmen déi 17 grouss Gewässer - do si mer vu 15 op 17 eropgaangen -, mee mir hunn och ganz vill speziell Situatiounen an déi sinn iwwerall am Land.

An duerfir hu mer gesot: Mir brauchen och nach weider Outil wéi just déi wichtig Kaart, déi am Krisefall ..., an deen Outil, déi Kaart, déi mer haut hunn, déi jo vun 2019 ass, am Héichwaasserberäich, wou mer genee gesinn: Ab wéini sinn da wierklech Leit a Gefor? Ab wéini ass wéi eng Strooss zou, wou mer vläicht net méi erauskommen? Dat ass jo am Krisefall wichtig, dass een all déi doten Informatiounen huet. Do hu mer gutt Kaarten. Do hu mer och gesinn, dass se sech vill bestätegt hunn.

Ech kommen elo nach eng Kéier zrëck, ech wëll nämlech ..., well och verschidde Froe waren.

D'Madamm Hemmen hat zum Beispill gefrot: „Wéi ass et da mat den direkten Auswierkungen?“ Ma dat ass ganz, ganz schwierig ze soen, souwell bei de Fësch, well bei den Auswierkungen ..., dat hei ass en eemolegt Event. Do hu mer ganz vill aneren Drock, deen op de Fësch zum Beispill, op de Liewewiesen am Waasser ass.

Dat heescht, et ass ganz schwierig ze soen: Wat ass dann elo duerch d'Héichwaasser geschitt? Dat,

wat schwierig ass, wann eng Iwwerschwemmung war an d'Waasser geet erëm zrëck: dass een dann eebe Fësch um Rand leien huet. An och déi Saachen, déi do mat drakommen, viles gëtt dann och mat weidergeschwemmt. Also, et ass ganz schwierig tatsächlech, elo e gudder Bilan ze maachen dorüwer, wat elo zrëckbleift.

Wat mer kënnen soen, ass: Um Niveau vun den Infrastrukturen, do hate mer véier Kläranlagen, déi beëtraff waren. Dovuunner ass Beetebeuerg erëm, souwäit meng Informatiounen sinn, an der Rei, also halbweeß an der Rei, an déi aner ginn nach manuell bedriwwen, déi un der Sauer. Dat heescht, do ass elo nach e bëssen Aarbecht ze maachen, mee dat kréie mer an de Grëff.

An och beim Dréinkwaasser ass et esou, bei deenen Dréinkwaasserquellen, déi a Matleedschaft gezu gi sinn, do ass d'Waasser natierlech erëm an der Rei. Dat war no kuerzer Zäit erëm an der Rei. Mee déi ginn awer elo nach weider chloréiert, fir eeben ze evitéieren, dass eppes geschitt.

A wa mer iwwer „kuerzfristeg“ schwätzen, dann hat ech och schon en Dënschdeg gesot: Ech war och bei Gemengen. Well natierlech ass et esou, an dat hu vill Riedner gesot, dass mer mussen aus all eenzelnen vun esou Tëscheffäll - mir haten immens Gléck, dass kee gestuerwen ass! - awer och eis Léieren zéien. An duerfir ass et och esou, dass mer net nëmme mat der Verwaltung, mat de Mataarbechter vum Ministère bei eenzel Gemenge gaange sinn, dass och Rendez-vous waren - den Här Wolter hat jo och een -, mee änlech wéi 2016 an 2018 hu mer et esou gemaach, dass mer zesumme mam LIST a mat anere Büroen e Rapport gemaach hunn, dass mer gekuckt hunn: Wat genee ass dann do geschitt?

An dat hu mer 2016 gemaach, 2018 gemaach, a meng Virgänger wëssen dat och. 2011 gouf dat och scho gemaach, dass d'Verwaltung zesumme mat dem LIST gekuckt huet, dass dat wëssenschaftlech opgeschafft gëtt. Déi, déi Interessi hunn, déi kënnen sech och déi Opschaffung ukucken, do gëtt et och eng vulgariséiert Versioun derbäi, déi ass am Internet och haut nach zougänglech, vun deenen Evenementer, well mir wollte genee wëssen: An Zukunft, wou leeft dat Waasser hin? Wat kënnen mer maachen, fir d'Leit besser ze schützen? An dat wäerte mer natierlech och dës Kéier mam LIST an awer och mat anere Büroen an Ugrëff huelen, well et natierlech gëllt, dass een aus all Kris och seng Léieren zitt!

An där Hisiicht wäerte mer och, fir nach méi Input ze kréien, am November Workshoppe maache mat deenen eenzelnen Héichwaasserpartnerschaften, well dat ass jo och dee Gremium, wou dann d'Gemengen zesumme mat de staatlechen Acteuren den Exchange hunn.

An et wäert och esou sinn, dass mer ... Mir sinn amgaangen, un enger App ze schaffen. „Meine Pegel“ ass d'aktuell Versioun; ech hat dat en Dënschdeg scho gesot. Et ass jo esou, mir hu 37 Peegelen um ... Wéi en herno heescht hei, dat muss mer nach kucken.

(Hilarité)

An Däitschland gëtt et e schon, duerfir soen ech, wéi et haut heescht. Zu Lëtzebuerg ginn et 37 Peegelen. Dovuunner sinn der 11, wou mer Virussoe kënnen maachen, op 24 Stonnen. Dat sinn dann déi, déi d'Leit och kënnen kucken. Haut kann een uruffen, et kann een um Internet kucken. Dat ass och alles relativ user-friendly gemaach.

Mir gesinn awer, dass dat net esou consultéiert gëtt, wéi et misst sinn. Well et awer esou eng App an Däitschland gëtt, ass schon 2020 Kontakt opgeholl ginn, a mir hoffen, dass mer dann déi App kënnen fir 2022 och de Leit zur Verfügung stellen. Well et ass vëllecht richtig, dass mer d'Leit och musen am Virfeld ... Do muss mer natierlech nach d'Messagë ginn, wéi een dat interpretéiert. Do wäerten dann och nach Saachen ze maache sinn.

Mee ech wëll awer soen, dass do duerchaus de Service de prévision des crues net nëmme erëischt zanter der Iwwerschwemmung drun um Schaffen ass, wéi mer gesinn un deene Progrësen, déi mer gemaach hunn. An ech kann lech soen, dass mer mat deene Berechnungsmethoden, déi an deene leschte Joren ëmmer verbessert goufen, awer vill Progrëse gemaach hunn. Dat huet och net bei eis ugefaangen. Och meng Virgänger hunn dat ugefaangen. A mir hunn elo konstant ëmmer erëm an de Servicer dorunner geschafft.

Da kommen ech op d'Fro vun de Kompetenzen.

(Hilarité)

Den Här Wolter hat den Artikel 36 vum Waassergesetz zitéiert. An ech mengen, et waren och d'Madamm Hemmen an den Här Graas, déi gesot hunn, et wier einfach wichteg. Et muss ee wëssen, wéi dat Waassergesetz entstanden ass. Do hu mer jo ganz al Textbaustelle mat derbäi, mat enger Iwwerschaffung 2008. Mir hunn do deemools 2017 och näischt dru geännert. Mee ech ka verstoen, dass et eng gewësse Verwirrung gëtt, wat d'Kompetenzen ueget.

Et steet dodran: « L'Administration de la gestion de l'eau coordonne et surveille l'entretien des eaux de surface » Dat heescht och net: „Si mécht alles.“ Mir sinn natierlech mat enger Administratioun, déi 18 Leit um Terrain huet fir iwwer 1.000 Kilometer, net à mème, fir all Gestüen ze maachen. An ech mengen, Dir wësst dat och, meng Virgänger, déi wëssen dat och.

Wann Der dat vergläicht, wéi vill Leit um Terrain sinn, fir d'Gestüen zum Beispill vum Stroossesees zu maachen, dann ass dat ... Also, net fir deenen elo eppes virzeweifen, mee da kann een einfach soen, mat esou weinegen Aarbechtskräften, déi um Terrain sinn an de Regionalstellen, do muss mer eis mat de Gemengen uerdentlech concertéieren.

An duerfir och ganz kloer, an Dir wësst et: D'Waasserverwaltung ass amgaangen, un enger Konvention ze schaffen, well mir kënnen dat. Dat steet nämlech och am Artikel 36 (4), dass mer kënnen eng Konvention maachen. A mir sinn amgaangen, do dee Punkt grad ze klarifizéieren, soudass mer mengen, dass mer deene Gemengen, déi wëllen sinn, mat eis ze schaffen, an déi och mengen, dass et e Besoin gëtt, fir dat ze klarifizéieren, dass mer alle Gemengen do wäerten eng Konvention, déi vun der Waasserverwaltung preparéiert gëtt, zoukomme loosse. An da kréie mer déi dote Saache gekläert. Well ech verstinn all d'Gemengeresponsabel, déi soen: „Ech weess net, ob ech dofir oder dofir responsabel sinn.“ Ech mengen, dat ass den Exercice, dee soll een op alle Fall maachen.

Et gëllt awer net fir d'Retentionsbecken! D'Retentionsbecken, déi bei engem konkrete Projet sinn oder bei enger Zon, do ass natierlech d'Responsabilitéit ganz kloer. Dat ass ëmmer de Requirerant, deen de Projet mécht, sief et elo eng Gemeng, sief et de Staat, sief et en enger nationaler Industriezon zum Beispill oder awer och e Privaten, deen déi huet misse maachen. Do ass den Entretien awer ganz kloer gereegelt. Dat ass elo net de selwechte Cas de figure wéi bei de Baachen.

Awer trotzdem well ech och als Ëmweltministesch e Retentionsbecken. Do gesi mer och, wa sech do e Biotop gebilt huet. Natierlech sollen do och kënnen Aarbechte gemaach ginn. An dat gesi mer och geneesou, dass dat eeben eng Zerstäerung ass, déi awer erëm herno zu engem neie Biotop och féiert.

Natierlech soll bei Retentionsbecken déi wichteg Aufgab vun der Retention priméieren. An dat muss natierlech net op enger anerer Plaz kompenséiert ginn. Woubäi: De Kompenséierungsprinzip, an den Här Wolter huet dat gesot, fir all éischter technesch Mesuren am Héichwaasserschutz oder Bebauungen, deen ass natierlech soss ze applizéieren.

Da gouf och d'Fro gestallt: Natierlech, an do ginn ech dem Här Wolter Recht, bei de Grief, dat muss och klarifizéiert ginn. Dorobber kann ech lech haut nach keng Äntwert ginn, mee dat wäerte mir sécherlech upaken, well mer insgesamt och d'Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft nach eng Kéier genee wäerten upaken. Dat ass eng Ursachebekämpfung.

Do ass et och esou, an dat gouf mer vu ganz ville Gemengen zougedroen, wéi ech bei hinne war: Mir si jo am Moment amgaang ze kucken, grad de Staarkreen nach besser ze thematiséieren. An do brauche mer natierlech, wa mer vun Erosioun schwätzen, Gréngsträifen. Do muss mer kucken, wéi bewirtschaft gëtt. Mee dat geet awer just zesummen. An do, mengen ech, muss een de Lien maache mat aneren Instrumenter, déi mer en place hunn.

Wa mer bei de Retentionsbecken, déi net mat Retentionszonen, wou mer amgaange sinn, e Kadaster ze erstellen zanter 2020, ze verwiessele sinn ... Retentionszonen, wovun schwätze mer do? Ma dat si laanscht déi 17 Gewässer grësser Zonen, wou mer kucken, och historesch: Wou hätte mer dann nach Plaz zum Beispill, fir nach Waasser hifléissen ze loosse?

Déi Etüd ass nach amgaang, si ass nach net fäerdeg. Et gëtt viséiert, fir 2022 fäerdeg ze sinn, fir dass mer ganz genee soen: Majo, wou sinn dann déi Plazen, wou mer nach zousätzlech kënnen Plaz schafen an deenen Eeschtfall? Déi wäert op alle Fall kommen, genau wéi och den Depot vum Projet de loi fir d'Évacuation des crues vum Stauséi. Do si mer och amgaang, drun ze schaffen.

Geplangt ass, dass mer et 2022 deposéieren an dass de Bau da vläicht dat Joer drop kann ufänken. Mir mussen och wëssen: Dat si véier Joer Bauzäit. Dat heescht, dat ass och net näischt! Mee do si mer ganz konkret drun um Schaffen.

An da kommen ech op dee ganz wichtige Beräich vun den Ursachebekämpfungen an de Laangzäitstrategien, well genau dat ass et, wat mer brauchen, wa mer méi resilient wëlle ginn.

Ech mengen, wat ech flott fonnt hunn haut, dat ass, dass esou e groussen Accord hei an dësem héijen Haus ass fir d'Renatüréierungen, Renaturéierungen,

déi à ce stade awer deelweis éischter gebremst gi wéinst Terrainen, déi eis feelen, wou mer deelweis laang gebraucht hu fir verschidden Acteuren, wou mer awer op där anerer Säit gesinn un deene flotte Renaturéierungen, sief et elo Kéidenger Brill, sief et elo Izeg, sief et awer elo och ...

Also, mir hunn där jo scho vill. Mir hunn Der, déi si fäerdeg. Do kënnen d'Gemengen eis soen: „Hei, dat huet geklappt, dat huet ofgepuffert.“ Et ass keen Allheilmittel, mee mir schafen eng Win-win-Situatioun. Renaturéierung sinn an de leschte Jore 25 Kilometer gemaach ginn. Dat ass definitiv net genuch. Do muss mer eng nei Dynamik drakréien. An dat hoffe mer natierlech ze kréien, net nëmme duerch den Héichwaasserrisiko-Management, mee och duerch den drëtten Bewirtschaftungsplang, dee mer jo och en parallèle amgaange sinn ze beschaffen. Do hutt Der eng ganz Retsch Mesuren.

Ech kommen nach eng Kéier kuerz, och well et a verschiddene Rieden ugetaacht ginn ass, op deen ominéisen Héichwaasserrisiko-Managementplang zrëck, wou mer dann och d'Staarkreekomponent hunn. Well ech mengen, wat ganz wichteg ass och fir eis alleguerten, dat ass, dass mer eis nach eng Kéier bewosst maachen: Dat eent ass d'Héichwaasser. Do hu mer eng Direktiv. Do schaffe mer europäesch zesummen. Do hu mer eis ganz kloer Obligatiounen ginn.

D'ailleurs ass et och net esou, wéi et en Dënschdeg gesot ginn ass. Do hu mer kloer Zyklen vu sechs Joer. Wann eppes ugepasst gëtt, dat ass och net vun haut op muer, mee déi Kaarte ginn och duerch eng Consultation du public an erëischt duerno gëtt de Managementplang gemaach. Ech mengen, den Här Wolter weess dat och ganz genee vu sengem Passé.

Déi Héichwaasserkaarte laanscht déi 17 Gewässer, do sinn natierlech ..., do hu mer de Règlement grand-ducal herno. An dat ass mat Obligatiounen verbonden.

Dofir, wa mer dann den Artikel 39 vum Waassergesetz kucken, muss mer awer oppassen, op wat mer dat dann alles applizéieren. Mir mussen och oppassen - an, ech mengen, do ass awer och, wa mer et länger diskutéieren, hei e Konsens -, dass mer elo net do Saache blockéieren an iwwer reng Verbueter fueren, mee wierklech Richtung waassergerecht bauen. Well mir si jo haut scho restriktiv. Am zéngjäregen Héichwaasser maache mer jo näischt. Honnertjäreg an extreem: Bei „extrem“ hu mer Flexibilitäten a bei „honnertjäreg“ hu mer och Obligatiounen. Dat kann och klappen!

(Interruptions)

Mir mussen virun allem oppassen, well mer jo mieren, dass mer ëmmer méi Evenementer kréien. Da muss mer et uerdentlech ëmsetzen, et net als Laascht gesinn, mee als Chance, dass och déi Uertschaften, déi un deene grouse Gewässer sinn ..., an ech zielen der vläicht e puer op: Miersch, d'Nordstad, Ettelbréck, Dikrech, lechternach, d'ganz Musel. Déi si jo un deene grouse Gewässer.

Wa mer net wëllen op alle Plaze just Verbueter hunn, dann, mengen ech, muss ee wierklech méi sensibiliséieren, fir héichwaassergerecht ze bauen. Mir mussen virun allem och oppassen, dass net en deem aneren iergendeppes zouschiibt. An dofir gi mer natierlech an deene Pläng ganz kloer drop an, dass mer och de Retour vun de Gemenge wëllen.

Eng vun de Froen war: „Kënn Der eis schon eng Réckmeldung ginn, wéi vill Saachen Der erakrut beim Héichwaasserrisiko-Managementplang, dee jo de 24. Juni virgestallt gouf an elo an der Consultation du public war?“ Ben, trotz deenen Iwwerschwemmungen ass de Retour net immens héich. À ce stade hu mer 7 Avisa vu Leit a 14 Gemengen, déi hir Retouren ginn hunn. Do hoffen ech also nach, dass elo den Endspurt genotzt gëtt, fir nach méi Réckmeldungen vun de Gemengen ze kréien.

Dat ass och eppes, mir mussen d'Sensibilitéit fir d'Thema Héichwaasser a Staarkree stäerken! Dofir sinn ech esou frou iwwer d'Debatt haut. Ech sinn och esou frou, dass jidderee gesot huet: „Dat ass esou wichteg“, well ech kann lech soen, 2019 hu mer d'Staarkreekaart jo erstelle gelooss. Doun hu mer se bei d'Gemenge geschéckt an erëischt nom Réckruuffe vun der Waasserverwaltung hate mer ronn 68 Gemengen, déi eis e Retour ginn hunn.

Et ass awer wichteg, dass d'Waasserverwaltung - well mir ware jo déi éischt, déi dat wierklech national ugepaakt hunn an all Gemeng gekuckt hunn - do validéiert a plausibiliséiert Date kritt, fir dass déi Pläng och wierklech d'Strooss halen. Da soen ech och den Ënnerscheid, well do hu mer jo keng europäesch Legislatioun bei de Staarkreekaarten. Do si mer Pionéier. Dat betrëfft ganz, ganz vill méi Gebidder. Dofir sinn déi am Moment och just fir ze sensibiliséieren, fir genee ze weisen an ze informéieren. Well dat ass den Ënnerscheid zu den Héichwaasser-Managementpläng, déi mat Obligatiounen an anere Saache behaft ginn.

Mir mussen hei e bësse kucken, wéi mer déi dote Saachen an der Zukunft anescht kënnen abauen. À

ce stade sinn dat wierklech Pläng, wou mer ... An do muss mer natierlech och oppassen, well Staarkree ka potenziell iwwerall sinn. Do muss mer net un engem Gewässer sinn.

Mee den Héichwaasserrisiko bei dem klassischen Héichwaasserrisiko-Management, ech mengen, do hu mer awer e Gewässer. An do ass vill méi oft d'Potenzial, dass genee un deem Gewässer eppes geschitt. Bei deem aneren, dat ass wierklech ganz punktuell. An do muss mer eeben oppassen, wéi mer domadder ëmginn. Do ass fir mech déi ganz grouss Devise, dass mer elo op déi lokal Kompetenz bauen.

Mir hunn doduerch, dass mer dat an eisen Héichwaasserrisiko-Managementplang agebaut hunn als eng vun deene wichtige Mesuren, doduerch, dass mer d'Combine gemaach hunn tëschent dem Héichwaasserschutz an de Staarkreenevenementer, déi jo dës Kéier och esou waren ... Mir haten eigentlech e Staarkreenevenement mat engem, wéi mer et am Wanter kennen, Héichwaasserzenario. Doduerch hu mer och d'Méiglechkeet, iwwer d'Waassergesetz d'Gemengen op deem Wee méi ze sensibiliséieren, fir hir eege Pläng opzustellen, well do brauche mer d'Gemengen, wou s de dann och kanns herno gudder Gewëssens Mesur fir Privatleit ënnerstëtzen. Déi Méiglechkeet hu mer an déi Etüd kënnen mer bis zu 100 % bezuelen.

Dat ass an där Hisiicht, Här Wolter, jo och d'Chance. Mir sinn am Moment amgaangen, Risikomanagementkonzepter fir eng Partie Gemengen ze lancéieren, well mer dat doten dës Summer mat erageholl hunn. An ech kann lech soen, dass schon 22 Gemengen der Waasserverwaltung zougeseht hunn, dass se wëllte fir hiren Territoire - och mat deene klengen Gewässer, déi haut net drastinn - eng Etüd maachen, dorënner eeben och Gemengen, déi dat scho kennen, wéi Waldbëlleg, lernster a Larochette, awer eeben och - et sätze verschidde Leit hei - Tandel.

Also, dat heescht, mir hu ganz, ganz ënnerschiedlech Gemengen, déi sech elo do scho gemellt hunn, dass se do interesséiert wieren. An ech weess, dass Dir och am Gespréich sidd, well weider 21 sinn der am Moment am Gespréich. Do gëtt elo nach gekuckt, wéi et gemaach gëtt, fir déi ze lancéieren. Do ass awer dat lescht Wuert nach net geschwat.

Mee ech hunn awer gemierkt, dass do wierklech ganz groussen Interessi ass an dass et extreem wichteg ass, dass mer net waarden, bis et iergendwou en anere Kader gëtt, dass Lëtzebuerg weider Pionéieraarbecht do leescht an dass mer elo soen: Majo, nieft där nationaler Approche, wou mer och eng national Risikoapproche hunn - elo gi mer an den Detail fir d'Gemengen! An da gi mer och à mème, fir de Privatleit do wierklech Äntwerten ze ginn.

Also vun eiser Säit: Ech sinn net méi wéi frou, wa mer déi doten Thematik all gemeinsam kënnen ugoen an d'Gemengen op deem dote Wee kënnen ënnerstëtzen an net nëmme Pläng maachen, Pakte maachen, gemeinsam Gesetze maachen, well d'Klimaupassung ass am Klimagesetz mat dran, d'Klimaupassung ass an deene Gesetze, am Klimapakt/Naturpakt mat dran an d'Klimaupassung ass och am Besch mat dran, wéi et erwänt gouf.

Mee wa mer och konkret un der Ëmsetzung vun eise Adaptatiounsplang schaffen, deen et jo zanter 2018 fir 13 Gebidder insgesamt gëtt, do sinn och de Klima an eise Stied, eis Bëscher, an awer och d'Auswierkungen - ech gesi grad de Mëtzelstandsminister an den Tourismusminister - op zum Beispill eisen Tourismus mat an deem Adaptatiounsplang mat dran. Da kadréiere mer och an da schaffe mer och zesumme mat der Landwirtschaft, déi jo elo op engem kruziale Punkt steet, wou déi nei GAP kënn, dass eeben all d'Acteuren vun Ufank u mat plangen, dass mer e besseren, e méi resilienten Urbanismus mat flotte Stadkäre kréien.

„Schwammstadt“ gouf hei ëfters gesot, majo, „schwammig Stadt“, „schwammige Stadt“ - „Schwammstadt“.

(Interruption et hilarité)

Dat Konzept gouf hei méi oft gesot a virun allem awer, dass mer eng Dynamik kréie bei der Renaturéierung. Do si mer virun e puer Joer nei Weeër gaangen. Zënter 2016 schaffe mer zesumme mat zum Beispill de ganze Gemengen am Uelzechtdall, well mer mëttlerweile soen: Mir hätte gären, dass déi ganz Gebidder renaturéiert ginn.

Do hu mer och en Outreach gemaach zur europäescher Investitiounsbank. Dat ass e bëssen eppes - d'Madamm Hemmen hat dat gefrot -, well mer gesot hunn: Mir brauchen eigentlech nach méi finanziell Mëttele an et wär flott, Partner am Boot ze hunn. Dofir hu mer zum Beispill fir d'Renatüréierung vun der Uelzechter tëschent der Stad a Miersch och en Outreach gemaach zur europäescher Investitiounsbank fir genau dee Projet, dass mer nach méi schnell virukommen.

An dat ass, mengen ech, den Déngen, wat d'Leit vun eis erwaarden: dass mer op all Niveau, op all

Méiglecheet, wou mer hunn, responsabel Decisiounen huelen, dass mer d'Responsabilitäten uerdentlech klären an dann zesummen dat heiten emsetzen.

Domadder soen ech lech e grouse Merci fir d'Nauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech soen der Madamm Émweltministesch villmools Merci. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Motion 1

Mir mussen awer och nach iwwert d'Motioun, déi vum Här Benoy deposiert ass ginn, befannen. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Also, eis ass déi ganz sympathesch. Mir wäerte se och matstëmme. Et gefält eis virun allem, dass der drageschriwwen hutt mat der Crise climatique an dass déi meteorologesch Extremer, déi Phänomeneener unerkannt ginn. Ech fannen et immens sympathesch, dass d'Chamber dat jo warscheinlech haut an engem Vott wäert festhalen an dass et deemtsprechend och do keng Diskussioun méi driwwer gëtt.

(Interruptions)

Och de Rescht, d'Kooperatioun mat de Gemengen an alles, dat ass super. Ech wollt do just nach mat op de Wee ginn: Äre Ministère war och eng Kéier bei eis op Péiteng komm, fir déi Héichwaasserpläng ze erklären. A vum Gemengerot ware mir zwee Piraten déi Eenzeg, déi do waren. Also, wa schonn vum Ministère esou eppes ugebuede gëtt, géif ech scho mat op de Wee ginn, dass de Gemengerot awer da lauschtere kënn.

Merci.

(Hilarité)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. Dann huet den Här Michel Wolter d'Wuert gefrot.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dann och der Madamm Minister villmools Merci soe fir déi ganz open a konstruktiv Approche vum hiner Ried, déi se elo gehalen huet, well ech mengen, dass se mat hiner Verwaltung d'Erausforderunge verstanen huet, déi mer musse probéieren an deenen nächste Méint a Joren zesummen unzuegoen.

Ech maachen elo e Mix tëschent Prise de position zur Motioun, wéi se hei virläit, an zu deem, wat Dir gesot hutt, well ech wollt soen, dass mir eis als CSV bei dëser Motioun wäerten enthalen, well mer scho gesinn, dass an där Motioun extreem vill ganz positiv Aspekter dra sinn, déi mer 100%eg ënnerstëtzen, ech a menger Ried awer bei enger Rei Aspekter méi wäit gaange sinn an ech och deen een oder deen aneren Doute hunn - ech hunn dat ausgedréckt -, ob déi legal Basis, déi mer haut hunn, eis et erlaabt, verschidde Saachen ze maachen.

Dir hutt zum Beispill den Artikel 36 (4) iwwert d'Konventioun virgesinn, déi tëschent de Gemengen an dem Staat ka gemaach ginn. Ech hu main Text elo vergiess, soudatt ech en net kann op Franséisch virlesen, mee ech hunn en awer zimmlech am Kapp. Dee gesäit als Prialabel eng Demande vum enger Gemeng an engem Particulier vir. Or, wa mer iwwert den normalen Entretien vum de Bergé schwätzen, vun de Baache schwätzen, si mer net an der Situatioun vum enger Demande, déi eigentlech hiren Ursprung fénn am Artikel 35 vum Gesetz, mee mir sinn an enger Gestiou, déi Joer fir Joer eigentlech op enger partnerschaftlecher Basis soll stattfannen.

Ech hunn an der Verwaltung an der Reunion, déi mer haten, gesot, dass ech d'accord wier, fir eng Konventioun an deem Sënn ofzeschléissen, obscho se eigentlech zur Demande de la commune a pour un projet précis mat Prefinancement a mat Remboursement virgesinn ass - dat ass de Sënn vum 36 (4) -, mee datt mer awer, wa mer an eng järelech Basis eigentlech ginn, iwwer eng Konventioun misste kucken, ob mer net am Text eng besser Formulatioun géife fannen.

Ech wollt lech dat just soen, net datt mer herno eng Kéier Schwierigkeete kréien. Mir kéinten déi Schwierigkeeten zum Beispill iwwer e Contrôle financier kréien, dee géif soen: „Dir maacht hei eng Konventioun, déi eigentlech net ofgedeckt ass duerch eng Base légale“, oder esou. Also, dat ass eng konstruktiv Propos, déi ech lech maachen. Checkt Ären Text, iert Der ufänkt, mat de Gemenge Konventiounen ze maachen, fir sécher ze sinn, dass déi Konventiounen sech och op alle Stadie vum der Prozedur decken!

Dir hutt awer a mengen Aen e weesentleche Punkt, ausser, ech hätt en iwwersinn, dee mir awer ganz wichtig ass ..., dat sinn déi Konventiounen, déi méi längerfristeger Natur sinn am Sënn vum, wat Der elo zum Schluss gesot hutt, do deene Baachen, déi solle gekuckt ginn.

Ech hunn dat hei net erëmfonnt an Ärer Motioun. Ech hunn deen Deel ...

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

Maja, an dat ass mir awer extreem wichtig. Dat ass deen zweete Punkt, deen ech gesot hunn a wou ech perséinlech net esou sécher sinn. Dir sidd ganz sécher, dass den Artikel 38 lech eng Basis gëtt, andeem Der sot: „Mir huelen de Staarkreen an de Risikomanagement op. An doduerch schafe mer eis eigentlech eng Base.“

Ech géif lech nach eng Kéier encouragéieren, genau ze kucken, ob dat och wierklech duergeet, dass een aus enger Adaptatioun vum engem Programm, deen eigentlech politesch Ziler zum Deel och huet ..., ob een domadder laanscht e Gesetz kënn. Dat misst Der wierklech am Detail, a mengen Aen, kucken.

Pour le reste ass och déi eng oder aner Formulatioun dran, wou mer Schwierigkeeten hunn. Wa mer eis op Strategien, déi 163 Säiten hunn, baséieren, fir eng Motioun ze maachen, dann ass dat op där enger Säit gutt, op där anerer Säit hu mir natierlech net d'Méiglecheet, déi elo innerhalb vum e puer Minuten ze kucke mat deenen 163 Säiten, datt mer déi och alleguete kéinten ..., ob mer déi 163 Säiten och esou gesinn.

Duerfir wierklech nach eng Kéier e grouse Merci. Ech hunn déi Debatt de Mëtten extreem konstruktiv gesinn an och gespuert. Ech hunn och d'Impressioun, dass Der wierklech wëlles hutt, an déi richteg Richtung ze goen. Mee compte tenu vum deene puer Saachen, wou mir dat aneschters wéilte maachen, stëmme mer net dergéint, mee mir enthalen eis mat engem Feu vert positif pour l'avenir.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wolter. Dann huet den Här Keup d'Wuert gefrot.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Villmools merci, Här President. Jo, hei sinn eng ganz Partie Moossnamen, wou mer absolutt kënnen zoustëmme. Alldéngs: An der Analys vun den Ursaache kënne mer awer net esou ganz zoustëmme, well eis dach awer hei iwwerdriwwer vill den Amalgam gemaach gëtt zwëschen engersäits der Klimakris an anersäits dem Héichwaasser, wou et sécherlech Schnëttmenge gëtt. Mee awer trotzdem: Et gëtt och Héichwaasser ouni Klimakris!

An et ass wëssenschaftlech net ganz fundéiert fir ze soen, dass dat Héichwaasser, wat mir hunn, an och dat, wat mir elo haten am Juli ..., do ka kee soen, dass dat duerch eng Klimakris ass. Duerfir ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Nee, guer net!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - D'Wëssenschaftler soen dach kloer, dass et duerch eng Klimakris ass!

(Interruptions diverses)

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Ech zitieren lech hei aus enger Etüd vum der ETH Zürich. Dat ass jo och net egal wat. Déi soen: „Einzelereignisse wie das Hochwasser in Westdeutschland ursächlich auf den Klimawandel zurückzuführen, ist nach wie vor sehr schwierig.“ Ech soen net, dass et net dat ass, mee fir ze soen: „Et ass dat!“, dat ass awer och falsch.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Dat heescht, d'Wourecht ass warscheinlech iergendwou derzwëschen. Duerfir géif ech mech bei esou Saache wéi där heiter elo net ze vill dorop konzentréieren, mee allgemeng op d'Héichwaasser. Duerfir wäerte mer eis hei, déi gutt Moossnamen en consideration gezunn, enthalen.

Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Keup. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vum der Motioun, den honorabelen Här Benoy.

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wollt dem Här Keup just roden, e Bléck an de leschte Rapport vum IPCC ze werfen aus dem August.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy (déi gréng).** - Ech wollt just dann dem Här Goergen eng Kéier rappellieren: Dir hutt elo esou gemaach, wéi wann et elo eng grouss Nouvelle wär, dass d'Chamber an hiner Majoritéit d'Urgence climatique géif unerkennen. Mir hunn dat op d'mannst schonn zweemol gemaach bei Motiounen, déi mer hei deposiert hunn, notament am Kader vum der Diskussioun ronderëm de PNEC. A mir hunn et och gemaach bei der Motioun am Kader vum Klimagesetz, wéi mer dat hei gestëmmt hunn an deposiert hunn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Benoy. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vum der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un.

De Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 35 Jo-Stëmme géint 25 Absentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hettogaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

5. 7775 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale ;

3° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7775 iwwert d'Uppassung vu verschidde Walprozeduren an de Beruffs- an Handelskummeren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

Ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vum dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

■ **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Haaptzil vum dësem Projet de loi ass et, d'Prozedur fir d'Wale vum der Chambre des Métiers ze vereinfachen. Et ass nämlech esou, dass verschidde Leit bei méi wéi enger Beruffskummer kënnen affiliéiert sinn. Am heefegsten ass dat sécherlech de Fall bei der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce. Momentan kann esou eng Persoun awer just bei enger vu béide Kummere wielen, obwuel si awer bei zwou cotiséiert.

Duerch dëse Projet de loi wäert et an Zukunft méiglech sinn, a méi wéi enger Beruffskummer ze wäelen. Dat ass de sougenannten „Droit de vote actif en cas de double affiliation“. Wat den Droit de vote passif ugeet, dat heescht, gewielt kënnen ze ginn, esou dierf een awer nëmme an enger Beruffskummer gewielt ginn. Dat heescht awer net, dass een net kann a béide Kummere Kandidat sinn.

Fir et einfach ze erklären: Ech sinn affiliéiert bei der Chambre des Métiers a stelle mech 2022 de Walen. Ginn ech do net gewielt, dann dierf ech mech och 2024 fir d'Wale vum der Chambre de Commerce opsetzen. Ginn ech awer 2022 bei de Wale vum der Chambre des Métiers gewielt, dierf ech mech dann net opsetzen, fir zwee Joer duerno och an der Chambre de Commerce gewielt ze ginn, es sei denn, ech demissionéiere virunner aus der Assemblée plénière vum der Chambre des Métiers.

En bref: Et kann een an Zukunft zweemol wielen, mee et dierf een nëmme eng Kéier gewielt ginn.

Här President, eng aner Ännerung, déi dëse Projet de loi mat sech bréngt, betrëfft de Recours. Wann ee mengt, et wier bei enger Wal net mat rechten Dingen zougaangen, kann een e Recours dergéint maachen.

Momentan ass dës Prozedur laang a schwéierwierreg. Et muss een de Recours beim Minister, dee fir déi concernéiert Beruffskummer zoustänneg ass, areeche. D'Regierung ass nämlech dat Organ, wat eng Wal vum enger Beruffskummer definitiv validéiert. Verwerft d'Regierung e Recours, esou kann de Kläger en neie Recours virum Tribunal administratif maachen. Wann deen Tribunal de Recours och

verwerft, da kann de Plaignant Appell virun der Cour administrative maachen.

Also, Dir gesitt: Déi aktuell Prozedur ass alles anescht wéi einfach a kann dowéinst och e puer Joer daueren. Fir dat ze vermeiden, soll an Zukunft just nach ee Recours méiglech sinn, an zwar nëmme virun der Cour administrative, esou wéi dat mëttlerweil och virgesinn ass bei engem Recours bei de Gemengen- a bei de Chamberswalen. Dat ass eng bedeiend Vereinfachung vum der Prozedur vum Recours.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi aktuell Legislatioun, déi d'Wale bei der Chambre des Métiers bestëmmt, gesäit fix Datumen an Echeancé vir. Dat kann awer och problematesch ginn, falls et eng Kéier zu virgezunnen oder Komplementarwale géif kommen.

Duerfir wäerten d'Delaien an d'Echeancen duerch dëse Projet de loi méi flexibel ginn. Duerch d'Gesetz gëtt nach just de Mount bestëmmt, an deem d'Wale stattfannen, soudatt den exakten Datum souwéi d'Auerzäit vum Minister, dee fir d'Chambre des Métiers zoustänneg ass, bestëmmt gëtt.

D'Delaien an d'Echeancé ginn da gerechert en fonction vum Waldatum. Dat heescht zum Beispill, dass d'Wallëschten 105 Deeg virum Waldatum provisoersch festgehalde ginn an dass de Walbüro de Walziedel spéitstens 15 Deeg virun der Wal un d'Wieler schécke muss. Falls eng Echeance op e Samschden, Sonnden oder op e Feiertag géif falen, applizéiert sech d'Baseler Konventioun, déi seet, dass den Delai da bis op den nächste Jour ouvrable verlängert gëtt.

Obwuel et en zimmlech klenge Projet de loi ass, goufen awer vun deene verschidde Beruffskummeren an dem Staatsrot net manner wéi 13 Avisen an Avis-complémentairen agereecht.

Dëst ass domadder ze erklären, dass d'Regierung, och fir verschidde Remarque vum der Beruffskummere Rechnung ze droen, zweemol Amendementer nogereecht huet, éiert den Avis vum Staatsrot kouw. Et kann een also soen, dass de Projet de loi en cours de route stänneg nogebessert gouf.

Den Detail zu den Avisen kënn Dir gären a mengem schrëftleche Rapport souwéi an deene jeeuweiligen Avisen noliesen. Ech ginn awer elo kuerz op d'Schwéierpunkte vum deene verschidde Avisen an.

Wat d'Chambre de Commerce betrëfft: Si begréisst ausdrécklech den Droit de vote actif multiple, mee si bedauert, dass den Droit de vote passif limitéiert bleift. Da freet sech d'Beruffskummer nach, ob een déi nei Prozedur beim Recours net misst vervollstännegen, fir dass se méi kloer wär.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begréisst och déi nei Prozedur beim Recours grad ewéi den Droit de vote multiple, mee fénn datt de virgeschloenen Text net komplett genuch wier. Da freet si sech nach, wat dann d'Konsequenzen oder d'Sanktiounen wieren, falls ee sech gläichzäiteg fir d'Wale bei zwou Beruffskummeren opstelle géif.

D'Chambre des Métiers begréisst natierlech och all dës Ännerungen a si ass awer just dovunner iwwerzeugt, dass d'Enveloppe, mat där de Walziedel verschéckt gëtt, nach ëmmer misst vum Wieler ënnerschriwwen ginn. Heibäi ass ze preziséieren, dass parallel zu dësem Projet de loi och e Règlement grand-ducal ëmgeännert gëtt, dee justement och, am Sënn vum der Simplification administrative, d'Ënnerschreiw vum der Enveloppe net méi néideg mécht.

An deem Kontext verlaangt d'Chambre des Métiers och, dass si nach ëmmer soll d'Unzuel vum der Voll- a Suppléantsmembere souwéi d'Unzuel vum der Sëtz vum der sechs Groupe-électorale proposéieren dierfen.

D'Landwirtschaftskummer begnügt sech domadder, säin Accord zum Projet de loi matzedeelen.

D'Chambre des Salariés begréisst all déi Ännerungen. Si stellt sech awer d'Fro, wéi een erausfanne kann, wien alles als Electeur op enger Lëscht steet, falls zwou oder méi Beruffskummere gläichzäiteg Walen organiséieren.

Den Avis vum Staatsrot: De Staatsrot huet keng Opposition formelle ausgesprochen, wat fir eis natierlech ëmmer ganz wichtig ass. De Staatsrot fénn awer, dass verschidde Dispositionen net kohärent an homogeen genuch an deene verschidde Gesetzer niddergeschriwwen wieren. Hien hätt léiwer gehat, dass am Kadergesetz iwwert d'Beruffskummere vun 1924 verschidde Dispositionen geännert gi wieren, anstatt dass se an de spezifesche Gesetzer vun der Beruffskummere geännert ginn.

Heizou ass ze betounen, dass dëst Gesetz am Fong elo geduecht ass, fir dass d'nächst Joer d'Wale vum der Chambre des Métiers mat dësen neien a méi flexibele Reegele kënnen stattfannen. Parallel ass d'Regierung awer schonn amgaangen, d'Gesetz iwwert d'Chambre de Commerce ze reforméieren an esou unzepassen, dass dat Ganzt méi homogeen gëtt. Am selwechte Kader ass generell eng Reform

geplangt, déi méi wäit geet wéi dat, wat mir haut wëllen änneren, an dës gefroete Kohärenz dann och garantéiere wäert.

De Rapport vun dësem Projet de loi gouf unanime de 14. Oktober an der zoustänneger Chamberskommission ugeholl.

Dëst gesot, soen ech de Mataarbechter vum Ministère, natierlech och dem Minister, de Kolleegen aus der Kommissioun an de Mataarbechter an der Fraktioun Merci a ginn heimadder den Accord vun der DP zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Guy Arendt villmoools Merci a ginn direkt d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, fir d'alleréischte e grouse Merci un de Guy Arendt fir dee schrëftlechen an och deen exzellente mëndleche Rapport.

Mir schwätzen haut vun de Beruffschamberen. Hei sinn der elo zwou vun deene sechs, déi mer an der Zäit haten. 1999, wéi d'Beruffschambere 75 Joer gefeiert hunn, hate mer nach sechs Beruffschamberen. An der Zwëschenzäit hu mer der nach fënnf, well nämlech duerch d'Fusioun vun der Arbeiterkammer an der Chambre des Employés privés d'Chambre des Salariés entstanen ass. Doduerch sinn eeben, wéi gesot, nëmmen nach fënnf Beruffschamberen do.

Et ass och gutt, dass elo feststeet, dass de nëmme kanns an enger Chamber aktiv sinn. Du kanns zwar a méi Member sinn, mee du kanns awer net a méi wéi enger siegieren oder a méi wéi enger kandidieren. Dat ass gutt an dat ass och richtig esou. Mir begreissen dat ausdrécklech.

Ech mengen, wat awer och wichteg ass - den Här Arendt huet et elo e bëssen duerchblécke gelooss, mir haten och eng Diskussioun mam Här Minister an der Kommissioun selwer -, dat ass, dass mer et géife fäerdegbréngen, an d'Chambre des Salariés huet et och nach eng kéier ënnerstrach, dass mer prozedural op ee Volet kommen.

An dat ass awer net grad esou einfach, well d'Echeancé vun de Wale vun deenen eenzelne Beruffschambere si ganz verschidden. Et ass zwar allkéiers déi selwecht Durée. Et ass allkéiers d'Gesetz vun 1924, wat d'Basis ass. Awer wéini gewielt gëtt, do ass en aneren Datum an der Chambre des Salariés wéi an der Chambre des Fonctionnaires, ass en aneren Datum bei der Chambre de l'Agriculture, ass aneschtens bei der Chambre de Commerce an ass aneschtens bei der Chambre des Métiers.

A mir haten do ganz konstruktiv Diskussiounen an der Kommissioun - woufir ech och Merci soen -, dass mer dee Wee awer solle goen, dass et méiglech muss sinn. A firwat net? Den 100. Gebuertsdag vun de Beruffschamberen, vum Gesetz vun de Beruffschamberen, steet virun eis.

1999 hat ech nach d'Chance, als Vizepräsident vun esou enger Chamber derbäi ze sinn. Dofir freeën ech mech och elo schonn op den 100. Gebuertsdag vun de Beruffschamberen, dass dat kéint den Opklärer sinn, wou ee géif probieren, dass dat alles an eng Richtung kéint goen, well et soss och schwéier verständlech ass, wann ee mat de Leit iwwert d'Beruffschambere schwätzt an do sinn ënnerschiddlech Echeancen, do sinn ënnerschiddlech Uwendungen, soudass dat relativ schwierig ass.

An ech mengen, grad mir als Chamber hei, mir wëssen, wéi wichteg et ass, déi Aufgab an déi Charge, déi déi Beruffschambere wouerhuelen, virun allem fir hir Avisen, déi se an deenen Domänen, déi si ofdecken, bei eis ginn. An duerfir wier et gutt, wa mer och do déi selwecht Prozedure fir déi eenzel Beruffschambere géife kréien.

An duerfir nach eng kéier Merci fir d'Initiativ, an ech hoffen, dass den Här Minister, zesumme mat senger véier Kolleegen, déi fir déi aner Beruffschamberen zoustänneg sinn, och do en Accord fënn, dass mer et och an enger weiderer Etapp fäerdegbréngen, dat ze harmoniséieren, dass et an eng Richtung geet.

Dat gesot, villmoools merci! An ech ginn den Accord vun der CSV.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton ...

(Interruptions)

Nee, d'Madamm Simone Beissel! Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, Kolleginnen a Kolleegen, virop och mäin häerzleche Merci un de Rapporteur Guy Arendt fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et geet jo drëm - an ech ginn net méi genau dorop an -, eebe just d'Modalitéiten an d'Prozedure vun dem Walsystem vun der Chambre des Métiers ze adaptieren, ze moderniséieren. Derniewent gi verschidden Dispositiounen vun der Chambre de Commerce ugeschwat an en plus e puer generell Dispositiounen vum Basisgesetz vum 4. Abrëll 1924, wat jo u sech d'Basisgesetz ass fir all d'Chambres professionnelles à base élective.

Duerfir gitt mer elo d'Geleeënheet, ganz kuerz, fir e puer Remarken ze maachen iwwert d'Wichtegkeet vun eise Chambres professionnelles en général an eise System. An ech maachen e ganz kuerze Sprong zrëck an d'Geschicht.

Et ass interessant ze wëssen, dass 1841 d'Chambre de Commerce u sech gegrënnt ginn ass ënnert dem Wëllem II. vun Oranien-Nassau, deen um Knuedler jo op sengem schéine Päerd sëtzt; d'Chambre de Commerce.

Dunn ass et ... Mat dem ganze Wirrwarr vun der Lëtzebuurger Geschicht fléie mer elo op 1917. Dir wësst, zwëschen 1917 an 1921 waren extrem Onrouen hei zu Lëtzebuerg, sougutt um wirtschaftleche wéi um soziale Plang. Et war e grouse Bauerestand do, d'ARBED hat sech developpéiert, et ware ganz vill Aarbechter do. Mir haten d'bolschewistesch Revolutioun a Russland, mir haten d'Kommunistesch Partei, déi sech gegrënnt huet, an et huet wierklech hei gescheppert. An Ufank Januar 1912, an dat géif da bestëmmt och eis Grënnerinne vun déi Lénk interessieren, ass jo een Dag d'Republik ausgeruff ginn. Mee si hat nëmmen een Dag iwwerlieft.

Jiddefalls hat d'Regierung Suerg an huet gesot: „Mir kënnen net esou virufieren“, well et war kee Schutz do, notamment vun den Aarbechter a vun de Privatbeamten, an et war keen Dialog do. An dunn ass 1917 schonn e Sonderausschuss gegrënnt gi fir eng Verriedung vun den Arbeiterinteressen. An dat war u sech de Point de départ vun dem grouse Gesetz vun 1924, wou déi generell Chambres professionnelles op d'Bee gesat gi sinn.

Ech ginn net méi drop an, de Kolleg Marc Spautz huet et scho gesot, et waren der fënnf. Du koum 1964 nach d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics derbäi. Duerno ass erëm duerch d'Fusioun ..., also et sinn der sechs ginn. Elo sinn et der erëm fënnf duerch de Fait, dass et elo d'Chambre des Salariés gëtt an dass d'Chambre de Travail an d'Chambre des Employés privés u sech fusionéiert hunn an eng gemaach hunn.

Wat ass dann elo d'Particularitéit vun deene Chambres professionnelles?

Ech hunn lech gesot, firwat se gegrënnt gi sinn: Fir wierklech Dialog a Gremien ze schafen, wou wierklech een deen anere konnt beroden, dat heescht, d'Regierung déizäit wollt berode ginn, an d'Chambre-professionellen hu vun Ufank u geschlicht. An dat koum natierlech der Regierung zupass, well et waren därmoosse Spannungen do, dass dat ganz schwierig war.

Dir musst och wëssen, dass déizäit schonn - 1917 - d'Kollektivrecht, d'Kollektivvertrag hei zu Lëtzebuerg ageféiert gi sinn. An dat war natierlech en immense Quantessprung. Firwat ass dat esou interessant an eng Particularitéit?

Dir musst wëssen, déi Länner ronderëm eis, d'Belsch a Frankräich, déi hu keng Chambres professionnelles! Mir hu just Chambres professionnelles am Saarland, mir hu Chambres professionnelles an der Stad, Städttestadt, Hansestadt Bremen a mir hunn aacht Chambres professionnelles an Éisträich, notamment Wien, ronderëm d'Burgenland, Südtirol an esou weider.

Wat awer d'Differenz ass, dat ass: Eise System ass vill méi streng. An deenen anere Länner hunn alle guerten déi Chambres professionnelles eng reng konsultativ Missioun vis-à-vis vun hire Regierungen, dat heescht, si verrieden d'Interesse vun hire Leit a si si just konsultativ.

Bei eis ass et méi streng, well an eise System steet dran, dass eng „saisine obligatoire“ duerch d'Regierung vun där jeeweileger Chambre professionelle ass allkéiers, wann de près ou de loin iergendeen Interessi vun deenen hire Membere beträff ass. An duerfir ass bei eis d'Interventioun vun de Chambren andauernd a bienvenue, well ech mengen, si hëllefen eis och bei all de Projet-de-loien, déi hei kommen.

Duerfir, ier ech zum Schluss kommen, fannen ech et elo extrem wichteg ... Ech hunn lech gesot, wat se schaffen, mir brauche se alleguete mat hiren Avisen. Si sinn obligatoire. Si hunn natierlech Autosaisine fir all Reegelwierk, wat se interesséiert. Si maache Formations initiales, si maache Formations continues, si maachen Arbitrage. Si sinn e Rouage vun eise System.

A merci dem Minister Lex Delles, deen eis versprach huet, d'Basisgesetz vun 1924 op de Metier ze huelen. An, wéi de Marc Spautz awer gesot huet, dat gëtt net esou einfach, fir ze kucken ... Uniféiere kënnen mer op kee Fall - ech hu laang mat Chambres

professionnelles ze doe gehat, méi wéi 20 Joer -, mee harmoniséiere kënnen mer awer, fir dass mer op d'mannst verschidde Systemer beieneekréien, fir se nach méi op een Niveau ze kréien. Well ech mengen, dat wier wichteg. Merci also dem Minister!

Nach eng kéier: Si sinn en extrem wichteg Rad hei an eise System, well se d'duebel Kenntnis hu vun den Interesse vun hire Ressortissanten, an op där anerer Säit vun der grousser Politik. An duerfir gi se iwwerall esou beléift, well se eebe just en extrem wichteg Gobetween spillen zwëschen der Politik an hire Ressortissanten. An duerfir si se extrem wichteg hei zu Lëtzebuerg, well si hëllefe maassgeblech dobäi als Pilier vun eiser ganzer Cohésion sociale.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Madamm Beissel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton.

► **Plusieurs voix.** - A!

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Wat de Contenu vum Gesetzestext 7775 betrëfft, huet de Rapporteur alles gesot. Ech wëll em domadder och Merci soen. A mir bleibt näischt iwwreg, wéi do den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Madamm Burton. An da wier et un der Madamm Chantal Gary.

► **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - Merci, Här President. Mat dësem Projet de loi ginn d'Chambres professionnelles gestärkt. Si sinn e wichteg Deel vum politeschen Entscheidungsprozess, well se dozou bäidroen, d'Usichte vu verschidde Acteuren vun der Ekonomie an de legislative Prozess mat eranzebréngen.

Et ass scho villes gesot ginn, duerfir bleibt mir och just nach, e grouse Merci un de Rapporteur ze soe fir säi präzise schrëftlechen a mëndleche Rapport an och e grouse Merci un d'Simone Beissel fir den Historique, dee si elo grad hei virgeluecht huet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - An heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Madamm Gary. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmoools merci och vun eiser Säit aus. Emol fir d'éischt dem Här Arendt e grouse Merci. A mir hunn och mat grousser Begeescherung déi Exposéé vum Här Spautz a vun der Madamm Beissel nogeluschtert. Dat wor interessant.

Ech géif just vläicht ee Wonsch ausdrécken, och wat eis Aarbechten ugeet: Dat wär, dass mer eis heiansdo géife méi Zäit huelen, fir eis méi intensiv och mat deenen interessanten Avisen vun de Chambres professionnelles auserneezen. Et wär wierklech dacks derwäert.

An ech mengen, mir konzentréieren eis vill op de Staatsrot, mee och déi aner Avisen sinn et wierklech derwäert, ëmmer erëm genee gelies ze ginn. A mir sollten eis och vläicht nach méi mat deenen ausenansetzen.

Dat gesot, ginn ech och ganz gär den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

Villmoools merci!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

► **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Jo, merci fir d'Wuert. Ech géif mech och uschléissen. Villmoools merci dem Rapporteur. Villmoools merci, Madamm Beissel, fir deen interessant geschichtleche Virtrag; ganz, ganz interessant! Do ware Saachen derbäi, déi ech emol nach net esou kann hunn.

An ech géif mech och de Bemierkung vum Här Marc Spautz uschléissen. Dëse Projet de loi harmoniséiert d'Dispositiounen vun deenen eenzelne Beruffschamberen, an et ass wierklech eng demokratesch Avancée.

An duerfir stëmme mir als déi Lénk och zou. Villmoools merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Als Éischt e grouse Merci un de Rapporteur, deen hei en ausféierleche Rapport ofginn huet. Duerfir muss ech net weider op de Fong agoen.

Ech wollt awer och profitieren, fir esouwuel dem Marc Spautz, mengem Bänknoper, wéi och der

Madamm Beissel, déi direkt vis-à-vis vu mer sëtzt, Merci ze soe fir déi interessant Exkursen. Et ass ëmmer schéin, wann een aus där laangjäregger Erfahrung hei an der Chamber awer och puiséiere kann, fir e bësse méi wäit ze kucke wéi nëmmen deen Text, dee mer grad diskutieren. Dat hu mer haut gemaach. An dat ass, mengen ech, eppes ganz Positives. A jiddweree vun eis huet eppes bäigeléiert haut.

An domadder kann ech och den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëtzelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes.** - Merci villmoools, Här President. Loosst mech mech de Wieder vun all menge Virriedner uschléissen, fir dem Här Rapporteur villmoools Merci ze soe fir säi ganz gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot ginn.

Ech wëll hei just nach op verschidde Froen äntweren, déi ech gestallt krut. Et deet mer leed, ech hu mer se net selwer gestallt. Bei där Fro, déi den Här Spautz gestallt huet, ass et esou, dass d'Echeancen aneschtens sinn. Mee et geet hei drëm, dass mer d'Prozeduren eebe grad bei de Wale harmoniséieren. Doriwwer hate mer och eng ganz interessant Diskussioun an der Kommissioun, wou et drëm gaangen ass, fir beim nächsten Text, un deem mer elo schonn intensiv amgaange sinn ze schaffen, och d'Prozedure bei der Chambre de Commerce kënnen unzepassen. An déi Gesetzer wäerten duerno nogereecht ginn.

Dat hei ass also deen éischte Schrëtt, fir déi ganz Reform kënnen ze maachen.

Merci villmoools.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, dem Mëtzelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7775. Den Text steet am Document parlementaire 7775¹⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7775 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7775 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), MM. Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marc Spautz), M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et M. Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), M. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), M. Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Motion de M. Jeff Engelen relative aux mesures sanitaires en vigueur pour les élèves et le personnel enseignant des écoles de musique des communes

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 80 de ce compte rendu)

Da komme mer nach zur Motioun, déi vum Här Jeff Engelen deposéiert ginn ass.

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

Den Här Gilles Baum.

Discussion générale

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Déi Motioun hei kënnt eis jo bekannt vir. Mir hate jo eng änlech Motioun. Mee mir fannen eis hei am peri-, parascolaire Beräich. Ech muss awer soen: Mir stelle fest, dass am éischten Turet eng ganz Rei Saache stinn, déi net korrekt si respektiv déi feelen. Éischtens emol bezitt Der lech op déi kommunal Museksschoulen. Ech sinn awer der Meenung, dass een hei effektiv och misst déi regional Museksschoule mat eranuelen an och de Conservatoire.

Da vergiesst Der ze soen hannen um Turet, „falls méi wéi zéng Leit un deem Cours deeluelen“. Dat steet net hei, dat ass en Oubli. Dann ass nach eppes, wat och net richteg ass: Dir schreift, „während de Coursen a während de Concerten“. Dat steet net esou am 7.4, well dat bezitt sech effektiv just op d'Coursen.

An dann ass eppes, wat awer definitiv falsch ass, wann Der schreift, „op d'mannst zwee Meter musen anhalen oder de CovidCheck maachen“. Dat ass net richteg. Et ass „zwee Meter oder de Mask droen“. Ech muss lech soen, dass hei awer esou vill Ongereimtheete respektiv feelerhaft Formulierung sinn, dass ech beim beschte Wëllen deen doten Text, esou wéi en hei ass, net ka mat an d'Schoulkommissioun huelen. An duerfir géif ech menger Fraktioun proposéieren, deen Text hei, déi Motioun hei, net unzehuelen.

Jo, Här Wolter, et deet mer Leed, et ass esou. Et deet mer Leed.

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech si skeptesch, mee ...

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Jo, mir kënnen ganz gären, mir zwee, dat doten zesumme kucken.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Baum. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Also mir Piraten wäerten et och net matstëmmen. Nach eng Kéier dat selwecht eigentlech wéi d'leschte Kéier. D'UGDA-Museksschoule feelen zum Beispill. Dat sinn awer ëmmerhi 55 Gemengen. An nach eng Kéier: Et sinn och grouss Leit, also Erwuessener iwwer 18, déi net an d'Schoul ginn, déi an enger Museksschoul sinn. Et ass net, dass nëmme Kanner an enger Museksschoul sinn. Et ass e ganz anere Kader.

Duerfir kënnen mer déi heiten net matstëmmen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Goergen. Da freet d'Wuert den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech sinn dem Här Baum an dem Här Goergen ganz dankbar fir hir Observatiounen. Ech mengen, dat war jo scho bal e bëssen eng Diskussioun, wéi ee se kéint an enger Kommissioun féieren, wou verschidde konstruktiv Elementer an esou eppes mat

afléissen, fir herno ze kucken, wéi ee kann op dee gudder Wee goen.

Mee ech mengen, deen Thema vun de Museksschoulen, deen ass eis esou wichteg, fir einfach ze kucken, ...

(Brouhaha)

Jo, nee, dat ass lech vläicht net esou wichteg, mee eis ass et wichteg. An et geet eis elo net drëm, den Text hei onbedéngt elo duerchezkréien. Mee et geet eis drëm ze kucken, dat mer déi Thematik esou upaken, dat se am Kader vun der Covidlegislatioun esou ugepaakt gëtt, dat déi beschtméiglech Konditioun fir déi kënnen herrschen an och keng anescht Behandlung, déi net justifiéiert wär par rapport zu anere Schoulen.

Dofir géif ech wierklech och nach eng Kéier deen Text hei net zur Ofstëmmung bréngen, zéien en zréck, ...

■ **Plusieurs voix.** - A!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... zéien en zréck, well ech halen nämlech drop, dat mer déi Saach net elo einfach evakuéieren, mee dat mer wierklech kucken, fir dat an engem konstruktive Geescht ... an duerfir wëll ech och déi Interventioun vun Här Baum guer net kritiséieren - och net an der Tonalitéit oder esou -, well ech einfach mengen, dat mer eis sollten zesummen ustrengen, fir dee Problem esou gutt wéi méiglech ze léisen. Dat ass jo d'Finalitéit.

An duerfir géif ech proposéieren, dat mer net ofstëmmen, mee dat mir einfach mat deenen adequate Froen an enger Kommissiounssëtzung zum Beispill op de Sujet zréckkommen. Merci.

(La motion de M. Jeff Engelen est retirée.)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn der Chamber Akt, dat d'Motioun zréckgezunn ass. An domadder si mer am Prinzip um Enn vun der Sitzung ukomm.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President, wat fir eng Prozedur ass dat, pardon?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ma d'Motioun ass zréckgezunn, da brauche mer net méi driwwer ze diskutéieren.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Mir deposéieren zweemol ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn lech awer nach gären d'Wuert, Här Clement, wann Der mengt, Dir ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ma genau dozou wollt ech awer eppes soen, Här President. Ech fannen et awer e bësse kokass, dat mer an där nämlecher Woch zweemol iwwer déi nämlecht Motioun diskutéieren, just fir dat mer se dann erëm zréckzéien an dat se dann d'nächst Woch oder déi nächst Plenièr erëm presentéiert gëtt, fir dat mer eng drëtter Kéier driwwer diskutéieren. Ech mengen, dat mer awer eng Kéier an der Conférence des Présidents sollten driwwer schwätzen, wéi mer mat Motiounen, déi zréckgezu goufen, ëmginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Clement. Ech mengen, et ass den Auteur vun der Motioun, deen d'Motioun zréckgezunn huet. Ech wëll dat nach eng Kéier ausdrécklech hei betounen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Nee, nee, nee, et war den Här Kartheiser, et war net den Auteur.

(Hilarité)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Engelen huet den Här Kartheiser ugestallt se zréckzezéien.

(Hilarité générale)

Ech hunn dat esou hei gespuert.

■ **Une voix.** - Stëmmt, Här President, dat heescht, dat den Här Engelen säi Spracher huet, voilà!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 9., 10. an 11. November virgesinn.

■ **Une voix.** - Dem Här Engelen säin Hampelmann!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Sitzung ass ogehuewen.

(La séance publique est levée à 18.14 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président

4. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

- M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Jean Asselborn, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert a vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 novembre 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7323A - Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traite-

ments et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 18.10.2021

7900 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne, et 2° de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, et

3° de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18.10.2021

7901 - Projet de loi portant :

1° transposition de la directive (UE) 2020/1057 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2020 établissant des règles spécifiques en ce qui concerne la directive 96/71/CE et la directive 2014/67/UE pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier et modifiant la directive 2006/22/CE quant aux exigences en matière de contrôle et le règlement (UE) n° 1024/2012 ; 2° modification du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 18.10.2021

7902 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 6 février 2007

1. concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations) ;

2. portant modification du règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 20.10.2021

7903 - Projet de loi modifiant la loi du 6 juin 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 21.10.2021

7904 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs

Dépôt : M. Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 28.10.2021

7905 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg, et portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Dépôt : M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, le 28.10.2021

7906 - Projet de loi portant dissolution et liquidation de l'hospice civil de la Ville de Remich, dénommé « Jousefshaus »

Dépôt : M. Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29.10.2021

7907 - Projet de loi du XX portant

1° organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

2° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.11.2021

7908 - Projet de loi portant modification de l'article 55 du Code civil et prolongeant le délai des déclarations de naissance

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 08.11.2021

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7870 - Projet de loi portant

1° organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

2° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 17.08.2021

Retrait du rôle des affaires : 04.11.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2063 - Demande de pétition publique : Krankenhaus und Arztkosten für Geimpfte bei Nebenwirkungen

Dépôt : Martin Ronck, le 16.10.2021

2064 - Demande de pétition publique : Frais d'agence immobilière au demandeur du service

Dépôt : Jerry Thill, le 17.10.2021

2065 - Demande de pétition publique : Ennertsetzung fir den Här Braz, fréiere Minister

Dépôt : Gérard Konecny, le 18.10.2021

2066 - Demande de pétition publique : La mobilité dans le nord

Dépôt : Svenja Krein, le 18.10.2021

2067 - Demande de pétition publique : Laisser le libre choix de la vaccination Covid-19 aux individus! / L'obligation vaccinale que le Gouvernement luxembourgeois vient d'imposer va à l'encontre du libre choix, peut présenter des risques pour la santé des individus en cas d'utilisation d'un vaccin jusqu'à récemment expérimental et va à l'encontre de la Charte des droits de l'homme!

Dépôt : André Faber, le 18.10.2021

2068 - Demande de pétition publique : Congé exceptionnel pour animaux domestiques, animaux de compagnie

Dépôt : Christophe Loureiro Jordão, le 18.10.2021

2069 - Demande de pétition publique : Fräiwëlleg impfen an net vun hanne kommen a kee Choix méi loossen!

Dépôt : Angela Zimmer, le 19.10.2021

2070 - Demande de pétition publique : Verbuet vun der Klappjuegd

Dépôt : Kaisy Feyder, le 19.10.2021

2071 - Demande de pétition publique : Demande de régularisation contrôlée des feux rouges sur les heures de pointe sur certaines zones de la capitale (comme par exemple la route d'Esch)

Dépôt : Lionel Reinhard, le 21.10.2021

2072 - Demande de pétition publique : Reconnaissance des tests sérologiques COV IGSR, COV IGML, COV IGGL

Dépôt : Guy Theisen, le 21.10.2021

2073 - Demande de pétition publique : Réduction du tarif des crèches privées

Dépôt : Angelissa Anelli, le 21.10.2021

2074 - Demande de pétition publique : Éischt-Hëllef-Cours vun 12 Stonnen, wann een de Führerschäi fir Moto oder Auto mécht.

Dépôt : David Lucius, le 23.10.2021

2075 - Demande de pétition publique : Fir déi Pappan, déi Alimenter fir Kanner bezuelen, z. B. dräi Kanner, an dann op hirem Salaire nach voll besteiert ginn, d'Pappe kréie kee Kannergeld, mussen nach Alimenter bezuelen an hu keng steierlech Virdeeler

Dépôt : Serge Besch, le 24.10.2021

2076 - Demande de pétition publique : Retraite obligatoire pour les politiciens avec 65 ans

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 24.10.2021

2077 - Demande de pétition publique : Abolition du port du masque pour les personnes vaccinées ou guéries du Covid-19

Dépôt : Joaquim Gonçalves, le 25.10.2021

2078 - Demande de pétition publique : Égalisation des mesures « CovidCheck » à l'ensemble de la population

Dépôt : Alexandre Dombrat, le 25.10.2021

2079 - Demande de pétition ordinaire : E legale Kader fir Iwweruechtungen an der Natur

Dépôt : Philippe Clement, le 23.10.2021

2080 - Demande de pétition publique : Keng Hausaufgabe méi an der Primärschoul

Dépôt : Michelle Kreb, le 25.10.2021

2081 - Demande de pétition publique : La création de fondations de type néerlandais ou liechtensteinois au Luxembourg

Dépôt : Jacobus Christoffel Van Tonder, le 25.10.2021

2082 - Demande de pétition publique : Baisse d'impôts pour les célibataires

Dépôt : Jacky Bordin, le 26.10.2021

2083 - Demande de pétition publique : Fir eng Upassung vun den Öffnungszäite fir d'Maison-relais am Sënn vun deene Leit, déi op Schichte schaffen.

Dépôt : Christian Banz, le 26.10.2021

2084 - Demande de pétition publique : Héich Locatiouns-/Kafpräisser stoppen

Dépôt : Mike Prasse, le 27.10.2021

2085 - Demande de pétition publique : Preis von Benzin & Diesel runter machen/Benzin & Diesel zu teuer / Wer möchte, dass sie es billiger machen? / Bitte unterschreiben!

Dépôt : Spiridon Francesco, le 27.10.2021

2086 - Demande de pétition publique : Droit à une parcelle de jardin pour chacun qui le désire

Dépôt : Joël Emile Adam, le 28.10.2021

2087 - Demande de pétition publique : Scolariséieren zu Lëtzebuerg vu Lëtzeburger Kanner, déi am Ausland wunnen

Dépôt : François Lok, le 28.10.2021

2088 - Demande de pétition publique : Géint Vëloschaufferen, déi Steiere solle bezuelen, wa se éffentlech Stroosse benotzen / Contre les chauffeurs de vélos, qui doivent payer une vignette s'ils profitent des voies publiques

Dépôt : Sandra Muller, le 28.10.2021

2089 - Demande de pétition publique : Augmentation générale (à la charge de l'État luxembourgeois) des salaires minimums non qualifiés et qualifiés au Luxembourg suite à la flambée des prix

Dépôt : Nathalie Munier, le 29.10.2021

2090 - Demande de pétition publique : Stoppt den Elektrowahnsinn!

Dépôt : Paul Christ, le 30.10.2021

2091 - Demande de pétition publique : Formula 1 zu Lëtzebuerg: création d'une piste permanente ou temporaire en vue d'accueillir la Formule 1 au Luxembourg

Dépôt : Rui Pedro Pardal Codices, le 30.10.2021

2092 - Demande de pétition publique : Rechnung vum Chèque-service no Deduction vum der Schold resp. Loyer

Dépôt : Marc Schreiber, le 31.10.2021

2093 - Demande de pétition publique : Nachhaltige Rentenreform - der Jugend eine Chance

Dépôt : Marc Kintgen, le 01.11.2021

2094 - Demande de pétition publique : Renforcement des mesures de sécurité dans les jardins d'enfants et les écoles

Dépôt : Tatiana Kulagina, le 02.11.2021

2095 - Demande de pétition publique : Rajout d'une banquette rabattable murale dans toutes les toilettes pour personnes handicapées dans toutes les communes du pays du Luxembourg qui disposent d'assez de place dans leurs toilettes existantes et qui va permettre aux familles de pouvoir changer la protection de la personne non autonome en toute dignité

Dépôt : Fernand Boria, le 02.11.2021

2096 - Demande de pétition publique : Lutte contre le bruit routier

Dépôt : Francis Bonardel, le 07.11.2021

2097 - Demande de pétition publique : Pour un retrait du concept Food 4 Future dans les cantines scolaires et universitaires luxembourgeoises tel qu'il est mis en œuvre actuellement

Dépôt : David Mancini, le 07.11.2021

2098 - Demande de pétition publique : Stop à l'indexation du prix de la construction à l'inflation

Dépôt : Nicolas Grandgirard, le 08.11.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Präsidentenkonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegeen, zënter gutt engem an engem hallwe Joer hält jo d'Covid-pandemie eis allegueren a Schach an huet vill Leed iwwert d'Welt bruecht. Zanter ugangs 2020 hunn d'Leit, d'Land, d'Welt vill no banne gekuckt. Mir hunn nei Angscht virum Friemen erlieft a virun deenen, déi d'Krankheet kéinte matbréngen.

Nun, wann ee sech d'Zuele vun de leschten Deeg a ville Länner vun der Europäescher Unioun ukuckt, wéi och bei eis, gesäit een, dass d'Situatioun schwierig bleift. D'Infektiounszuele weisen nees staark no uewen. Grad elo muss dowéinst eis Energie gebündelt ginn, fir dass mer zesummen zerguttstert aus der Kris erauskommen an dann déi richteg Lektionen draus zéien, um soziale Plang, um politesche Plang an um wirtschaftleche Plang.

Aus der Siicht vun der Aussepolitik, ech mengen, do sidd Der mat mer d'accord, duerfe mer d'Gesamt-bild, dat heescht de Rescht vun der Welt, natierlech net vergiessen, a besonnesch net eis Partner an den Entwécklungslänner. Et ass kloer, dass de Covid eréischt enner Kontroll ass, wann en iwwerall op der Welt paréiert ass.

Och eis Lëtzeburger Diplomatie ass an deenen Zäite virun nei Erausforderunge gestallt ginn an huet misse gutt oppassen an och zum Deel nei Aufgaben iwwerhuelen. Et soll net eist Objektiv sinn, mengen ech, elo esou séier wéi méiglech erëm zrückzekommen an dat, wat mer als Normalitéit an Erënnung hunn. Dës Kris huet eis aus enger Rëtsch Gewunnechten erauskatapultéiert an derzou bägedroen, eng sëllege Saachen ze hannerfroen, huet Vulnerabilitéteit fräigeluecht an eis awer och bewosst gemaach, wou verschidde Stärkte leien. Dorobber géllt et sech elo ze baséieren, fir méi staark nees opzebauen.

Wéi ech virun engem knappe Joer virun lech stoung, ass jo op Héichtouren dru geschaff ginn, fir en effikassen Impfstoff géint de Virus op de Maart ze bréngen. Nun, haut ginn zu Lëtzebuerg jo véier Impfstoffe benotzt, fir de Leit dee Schutz virun deem Virus ze ginn. Mir gesinn haut, dass den Impfstoff d'Léisung ass zu Lëtzebuerg an aner-

wäerts, déi eenzeg Léisung, fir dës Pandemie an de Grëff ze kréien.

Vun Ufank un hu mir op europäeschem Niveau eng gemeinsam Impfstoffstrategie verfolgegt. Déi gemeinsam Uschafung vun Impfstoffe war jo eppes komplett Neies am Gesondheetsberäich. Et gouf Ula-fschwierigkeeten, et gouf Kritik, et gouf heiansdo och onnéideg Poleemiken. Tatsaach ass awer, dass mer et an der Europäescher Unioun praktesch a Rekordzäit fäerdegbruecht hunn, genuch Impfstoff fir all d'Bierger zur Verfügung ze stellen. Esou gouf bannent der EU d'Zil, dat sech gesat gi war - 70 % vun der erwuessener Bevëlkerung bis zum Schluss vum Summer op d'mannst mat enger Impfung ze schützen -, zwar net ganz erreecht, mee mir waren awer do ganz no drukomm.

D'Strategie vun der Europäescher Unioun, d'Impf-campagne am Geescht vun der Solidaritéit an der Zesummenarbecht ze organiséieren, huet sech och bezuelt gemaach. Am Laf vun de leschte Méint huet d'Impfcampagne an Europa zolidd ugezunn. Sou krute méttlerweil ronn 69 % vun der Gesamtbevëlkerung an der Europäescher Unioun op d'mannst eng Dosis. Weltwäit ass dat eréischt knapp e wéineg méi wéi d'Hallschecht. Leider ass dese Succès ongläichméisseg ënner de Memberstaate verdeelt an et géllt, iwwerall nach weider Fortschreitter ze maachen. Mir wëssen et och hei an eisem Land.

D'EU huet geliwert, wat d'Vaccine betrëfft. Et ass ervirzesträichen, dass mer ewell an der Europäescher Unioun massiv Impfstoff produzéieren an dass mer och uechtert d'Welt exportéieren. Sou gouf d'Hallschent vun Impfstoff, deen an der Europäescher Unioun produzéiert gëtt, mam Rescht vun der Welt gedeelt. An deene leschten zéng Méint huet d'Europäescher Unioun méi wéi eng Milliard Impfdosissen a méi wéi 150 Länner exportéiert. Dëst, obwuel deenen Impfstoff ugangs jo ganz knapp war.

Och goufe ronn 87 Milliounen Dosissen iwwert d'COVAX-Initiativ geliwert. Am Kader vu COVAX huet Lëtzebuerg sech engagéiert, zousätzlech Impfdosen u Partnerlänner bäizesteieren. An dor-iwwer eraus hu mer, wéi Der wësst, 56.000 Impfdosen dem Cap Vert, engem vun eisen enke Partnerlänner, direkt zur Verfügung gestallt.

Lëtzebuerg engagéiert sech och mat insgesamt 2 Milliounen Euro an der COVAX-Maartgarantie, wou-vunner dräi Véierel schonn debourséiert sinn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Hei muss een och nach eng Kéier ennersträichen: Et géllt, dass dat richteg Gläichgewicht muss fonnt ginn téschent dem Schutz vun eiser Bevëlkerung hei an Europa an awer och eiser moralescher Pflicht vis-à-vis vun deene manner gutt gestallte Länner a virun allem den Entwécklungslänner.

Zanter dem Ufank vun der Pandemie ass d'Weltgesundheitsorganisatioun ee vun deene ganz wichtege Acteuren, a si wäert et och bleiwen, fir op déi potenziell nächst Pandemie, déi komme kann, virbereet ze sinn.

Lëtzebuerg ennerstëtz d'Iddi, en neien Traité auszeschaffen a mir wäerten eis aktiv un de Verhandlung bedeelegen, natierlech a Koordinatioun mam Gesondheitsministère.

D'Pandemie huet eist Liewen an enge sëllege Beräicher op d'Kopp gehäit. D'lescht Joer hu mir de 25. Joresdag vun Akraaftfriede vun de Schengener Vertrag gefeiert, déi d'Grenzkontrolle fir de Persounen- a Wuerverkéier sollten ophiewen. D'Recht op Fräizüegegkeet géllt méttlerweil als eng vun deene gréissten Errungenschaften an der Europäescher Unioun a vun der Europäescher Unioun. An awer ass dëst Grondrecht während der Pandemie, wéi Der wësst, ganz staark a Fro gestallt ginn. Um 25. Joresdag vun de Schengener Vertrag waren nämlech uechter Europa eng sëllege Bannegrenzen zou.

Am Verglach mat der Situatioun, wéi se d'lescht Joer em dës Zäit war, gëtt et eng Rei Fortschreitter ze notéieren an awer gëtt et nach ze vill Plaze bannent der Europäescher Unioun, wou déi fräi Bewegung vu Persounen net komplett garantéiert ass. Am Schenge-Raum ass d'Ausnam méttlerweil zur Reegel ginn, an d'Reegel - dat heescht, oppe Grenzen - ass eng Ausnam ginn. Europae-fräizüegegkeet muss e Grondrecht an der Europäescher Unioun bleiwen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - D'Aschränkungen dierfen nëmmen aus gerechtfertegte Grënn gemaach ginn.

Fir Lëtzebuerg an d'Groussregion ass dëst vu besonnescher Wichtigkeet. Et ass jo net vun ongeheert, dass den Ursprung vun Schenge-Raum bei eis hei am Dräilännereck war. Elo géllt et, dat Grondrecht esou séier wéi méiglech erëm hierzestellen an d'EU-Kommissioun wäert elo am November hir Propos fir eng Reform vum Schenge-Code virstellen. Da wäert et drëms goen, den Acquis, dee mir

eis selwer erschafft hunn, ze verdeedegen an ze konsolidéieren. Och wann et berechtigt Grënn gëtt, fir punktuell Kontrollen op de Bannegrenzen anze-féieren, muss dat ëmmer eng Ausnam bleiwen an zäitlech limitéiert sinn! Duerfir wäerte mer eis asetzen. Den Ament hu sechs vun deene 26 Schenge-Länner Grenzkontrollen op de Bannegrenzen ze notifiéieren.

Den 1. Juli 2021 ass op europäeschem Niveau den europäeschen Digital Covid Certificate agefouert ginn. Dësen Zertifikat weist jo de Status un nom Prinzip vun den 3G - also geimpft, getest, geheelt - a soll de Leit d'Reesen erlichteren. Och dëst ass a Rekordzäit geschitt an huet sech méttlerweil zu engem neien internationale Standard entwéckelt. Eng sëllegen Drëttstaaten hu sech duerch Equivalenzen un dese System drugehaangen a mat enger Rëtsch anere lafen nach Gesprecher.

Doriwwer eraus muss mir awer och kucken, d'Relatioun mat de Länner, déi sech net kënnen un deenen EU-System uschlëssen, nees eropzefueren.

D'Regierung hat an deem Sënn dee Virschlag fir dat neit Covidgesetz gemaach, deen eis et erlaabt, a bestëmmte Fäll och bilateral Impfcertifikater unzekerken. Elo, wou d'Gesetz en vigueur ass, hu mer eng eischt bilateral Unerkennung, wéi Der wësst, decidéiert iwwer Règlement grand-ducal: déi vun den Impfcertifikater, déi d'USA ausstellen. An zënter e Sonndeg ginn dës Zertifikater zu Lëtzebuerg och unerkannt. Aner Länner kënnen an den nächste Wochen oder Méint derbäikommen.

Mir müssen déi richteg Léieren aus der Coronakris zéien. Mir wäerten drop hirschaffen, dass déi europäesch Acquisen, dorënner de Schenge-Raum an de Bannemaart, net nëmme komplett retabliert ginn, mee och fit fir d'Zukunft gemaach ginn. Dëst ass eng Grondvoraussetzung, mengen ech, fir d'Resilienz, also d'Widerstandsfäegkeet, vun der Europäescher Unioun an Zukunft.

Déi zoue Grenze bannent der Europäescher Unioun hu virun allem d'Vulnerabilitéit vun de grenziwwerscheidende Gemeinschaften a ganz Europa gewisen. Wou iwwer Joerzénge dru geschaff gouf, Grenzen onsiichtbar an onwichtig ze maachen, waren op eemol erëm Grenzen do. Zu Lëtzebuerg an an der Groussregion, wou Honnerttausende Mënschen Europa dagdeeglech gelieft hunn, ware mer op eemol erëm of- an agegrenzt.

Zesumme mat eise Partner aus dem Benelux an deenen dräi baltesche Staaten huet Lëtzebuerg dese Juni eng Proposition virgueluecht, an där mir froen, an Zukunft e bessere Schutz vun de grenziwwerscheidende Communautéiten ze garantéieren. Zu sechs schloe mer also vir, dass de potenziellen Impakt vun neien EU-Proposen op grenziwwerscheidend Communautéiten evaluéiert gëtt. Schliesslech wunnen 30 % vun der europäescher Bevëlkerung, dat si ronn 150 Millioune Leit, a Grenzregionen. Dat ass also keng reng Lëtzeburger Partikularitéit. Mee bei eis ass de Phenomeen am däitlechsten.

An anere Länner sinn d'Grenzregionen an der Peripherie geleeen, net nëmme geografesch gesinn, mee dacks och an engem politesche Sënn. Dat wëlle mer änneren an e bessert Bewosstsi fir dës Realitéit schafen, zu Bréssel an och an deenen aneren Hauptstied.

Et ass un de Grenzen, wou Europa zesummewiisst. Mir müssen also sécherstellen, dass sech de Chaos un de Bannegrenzen an zukünftige Krisen net widderhëlt. Dëst géllt also och schonn uge-siichts dovunner, dass d'Coronainfektionen erëm an d'Luucht ginn.

Eis Benelux-Présidence am Joer 2022, déi mer amgaange sinn ze preparéieren, wäert eis sécherlech d'Geleeenheet ginn, dës Thematik prioritär un-zegoen.

Last but not least huet Lëtzebuerg an deser Diskusioun iwwert d'Lektionen, déi mer aus der Kris zéien, och ganz bestëmmt eng Rei Alliiéierter bei den Autoritéiten vun den Nopeschregionen: Wallounien, Ostbelgien, Rheinland-Pfalz, Saarland, Grand Est. Mat deene wäerte mer enke Kontakt behalen, fir zesummen déi gemeinsam Erfahrung vum leschte Joer an déi europäesch Debatt mat eraflëssen ze loosseren.

Et sollt een och net ënnerschätzen, dass dës Nopeschregione reell Aflossméiglechkeeten an hiren Zentralregierungen zu Paräis, zu Bréssel an zu Berlin hunn an derzou bäidroen, fir se op grenziwwerscheidend Realitéiten an deser Géigend ze sensibiliséieren.

Am Allgemengen huet d'Kris eis op en Neits gewisen, wéi interconnectéiert a verbonden eist Land mat der Groussregion ass a wéi e grousst Potenzial et gëtt, fir dës Relatiounen nach méi systematesch ze verdéiwen.

Aus der Coronakris huet sech a villen Hisiichten, Här President, eng nei Dynamik entwéckelt. Et goufen europapolitesch Entscheedunge getraff, déi bis dohi bal ondenkbar waren.

Am März 2020 huet Lëtzebuerg zesumme mat aacht anere Memberstaaten an engem gemein-

same Bréif d'Aféierung vu Coronabonds virgeschloen, fir dem Schock vun der Coronakris Meeschter ze ginn. Déi Allermannst konnte sech virstellen, dass mer viru Joresenn d'lescht Joer eng Eenegung op dësem Erëmpaufong, Next-Generation-EU, hätten, déi deelweis op de Virschléi vun Mäerz berout.

Am Mäerz konnt ech hei den EU-Budget 2021 bis 2027 an de Plan de relance an dësem Haus virstellen, fir d'Decisioun zu den Eegemëttele op nationalem Niveau vun der Chamber och guttgeheescht ze kréien.

All Memberstaat huet dat misse maachen, fir de pluriannuelle Finanzkader - Dir wësst, dat sinn 1.074 Milliarden Euro - an den Erëmpaufong Next-Generation-EU - 750 Milliarden Euro ëmfaasst dat Ganz - opzestellen.

Lëtzebuerg huet hei seng Responsabilitéit geholl fir den EU-Budget, dee fit ass fir d'Zukunft mat engem staarken digitalen an och grénge Volet a mat engem Konjunkturpak, deen eis optimal opstellt, fir aus der Kris erauszekommen.

Fir en Deel vun de Fonge vun Next-Generation-EU kënnen zur Verfügung gestallt ze kréien, hunn d'EU-Memberstaaten eenzel missen en nationale Plang fir d'Reprise an d'Resilienz ausschaffen a Lëtzebuerg krut am Juni dëst Joer gréng Luucht fir säi Plang an Héicht vun 93 Milliounen Euro, deen op dräi Piliere berout, wéi Der wësst: Sozialkohäsioun, Resilienz, gréng Transitioun an Digitalisatioun, Innovatioun a Gouvernance.

Dës 93 Milliounen komme bei d'Enveloppe vun de ronn 140 Milliounen Euro derbäi, déi mir am Kader vun der Initiativ REACT-EU vun Next-Generation-EU kruten, mat deene mer, wéi Der wësst, déi zweet Phas vum Large-Scale-Testing, de Regimm vun partielle Chômage an eis Impfcampagne kofinanzéiert kruten.

Allgemeng gesi kann een also scho vun engem Quantesprung an der europäescher Integrationsgeschichte schwätzen. Fir de Länner ze hëllefen, déi vun der Kris am meeschte betraff waren, léint d'Kommissioun Suen, déi spéider zréckbezuelt kënnen ginn. Dëst war viru e puer Joer nach onméiglech gewiescht. Et war op alle Fall dat richtegt Signal zum richtegen Ament!

Trotz all de pessimistesche Prognosen huet Europa ganz kloer aus de Feeler vum Krisejoer 2008 geléiert. Deen neien Ament war och batter néideg. De Chômage an déi sozial Ongläichheeten an der Europäescher Unioun goufen duerch d'Covid-19-Kris zousätzlech verstärkt a stellen eis Sozialmodeller op eng haart Prouf.

Déi wirtschaftlech Relance no der Kris muss net nëmmen effikass, mee och sozial, fair an inklusiv sinn. Mat der Ënnerstëtzung vun europäesche Piliere vun de soziale Rechter wäerte mer op eng sozial Konvergenz innerhalb vun der Europäescher Unioun, déi no uewe weist, hischaffen.

Fir dat Zil ze erreechen, brauche mer awer och eng Aktualiséierung vun soziale Reegelwierk duerch eng Rei geziilt Initiative fir d'Verbesserung vun de soziale Mindeststandarde bei den Aarbechtsbedéngungen. D'Pandemie an déi gréng an digital Transitioun wäerten nämlech strukturell Auswierkungen op de Fonctionnement an op d'Gerechtegkeet vun onse Sozialsystemer hunn, déi nach ongewëss sinn. Déi wirtschaftlech a sozial Solidaritéit stellt d'Grundlag vum Projet Europa duer, woufir och de Lëtzebuerg Kommissär, wéi Der wësst, de Nicolas Schmit, mat vill Engagement schafft.

Fir dass déi wirtschaftlech, sozial an ekologesche Relance vun der Europäescher Unioun no der Kris nohalteg ka ginn, si mer op den EU-Bannemaart ugewisen. Op sech eleng gestallt gëtt et an eiser globaliséierter Welt schwierig, seng Plaz ze fannen. Spéitstens mat de rezenten Enkpäss bei der Versuergung vu Bensinsstatiounen a Supermarché miss dës Erkenntnis sech lues a lues och bei den Europaskeptiker a Populisten op där anerer Säit vum Ärmelkanal an doriwuer eraus duerchsetzen.

D'Virdeeler vum Bannemaart gesäit ee besonnesch däitlech, wann een net méi dran ass. De Bannemaart zielt mat zu de fundamentaale Viraussetzunge fir eis europäesch Eenheet an eise wirtschaftlechen Erfolleg, bannent Europa an och dobaussen an der Welt. E grouse Prozentsaz vum PIB vun de Memberstaaten ass direkt op de Bannemaart zréckzeféieren.

Gestützt op ons véier Grundfräiheeten erlichtert de Marché den Alldag vu ronn 450 Milliounen Bierger a vun 20 Milliounen Entrepreneuren. An et ass dee gréisste gemeinsame Wirtschaftsraum an der Welt.

Déi besonnesch Situatioun vun eise Land - geografesch, gesellschaftlech, wirtschaftlech - mécht de Grand-Duché traditionell jo zu engem vun de stäerkste Verfechter vun engem verdéiften an integréierte Bannemaart, e Bannemaart, dee sech duerch eng maximal Harmoniséierung auszeechent, am Interessi vun eise Bierger, am Interessi vun eisen Entrepreneuren.

Dat nächst Joer feiert de Bannemaart seng 30. Joer. Fir dese ronne Gebuertsdag wënsche mir eis e Bannemaart, dee senger Roll als Motor vum Opschwung ka gerecht ginn, e Bannemaart, deen defragmentéiert ass an an deem déi Hürden, déi elo nach bestinn an déi der fräier Zirkulatioun vu Wueren a Servicer am Wee stinn, ofgeschaaft ginn, e Bannemaart, an deem mer eis engagéiert géint d'Opkomme vun neien Hürden asetzen.

Net nëmmen eise Bannemaart huet an dëser Kris staark gelidden, mee och de ganzen internationalen Handel ass op säin déifste Stand zënter dem Zweete Weltkrich gefall. Gläichzäitig ass den Zougang zu internationale Liwwerkette méi vital gi wéi jee, wat jo d'Ofhängegkeet vu Produktiounsprozesser opgedeckt huet: Ketten, iwwert déi d'Regierungen iwwerall op der Welt keng Kontroll hunn.

Et war deen Ament, wéi eis Ambassaden an Asien, Dir kënt lech erënneren, Liwwerunge vu Maske vun de Produktiounsplazen op de Flughafe begleet hunn aus Angscht, iergendeppes kéint mat deene liewenswichtige Produkter geschéien. Et war och deen Ament, an deem mir konnten houfreg sinn, Entrepreneuren ze hunn zu Lëtzebuerg, déi eis mam wäiten Ausland kënnen verbannen an den Zougang zum Rescht vun der Welt fir eis ophalen.

Am Réckbléck gesi mer elo, dass déi international Liwwerketten a Saache Covid net agebrach sinn. Mee domadder solle mer eis net offannen. Mir mussen eis mam Opruff zu engem Paradigmewissel, dee mir d'lescht Joer erlieft hunn, ausenanesetzen. E Paradigmewissel, deen zu engem besere Schutz vun eise Planéit féiert, fir an Zukunft esou Pandemien kënnen ze verhënneren. An e Paradigmewissel, fir eis Onofhängegkeet vun internationale Liwwerketten, op d'mannst fir essenziell Produkter, ze garantéieren. Lëtzebuerg leeft vum internationalen Handel a vum Austausch mat de Länner am Bannemaart, mee och doriwuer eraus.

Et geet hei net nëmmen ëm d'Finanzplaz, déi d'fir do ass, d'Industrie an d'Handelsaktivitéiten ze

erméiglechen. Et geet och net nëmmen ëm eis Ustrengungen, fir d'Wirtschaft ze diversifizéieren, andeems mir a Servicer an an Zukunftstechnologien investéieren, déi och en Zougang zum Ausland brauchen. Et geet och a viru allem drëm, dass eist Land ouni dës Öffnung géintiwuer der Welt net iwwerliewe kann.

Duerfir begréissen ech d'Debatt um europäeschen Niveau, fir eng strateegesch oppen Autonomie ze erreechen. D'Zil soll sinn, eis Ofhängegkeet vu strateegesch wichtege Produkter aus dem Ausland esou kleng wéi nëmme méiglech ze halen, ouni awer natierlech an e Protektionismus ze verfallen.

An dëser Debatt soll och d'Fro no enger anerer Form vu Wirtschaft an enger anerer Form vu Konsum eng integral Plaz fannen. De Klimanoutstand, dee mir erliewen, verlaangt dat. Aus dësem Grund setzt d'Lëtzebuerg Regierung sech zanter Laangem derfir an, dass d'Dispositionen iwwert déi nohalteg Entwécklung an den europäeschen Handelsverträge entscheedend gestärkt ginn. Dat weist déi kloer Linn, déi d'Regierung am Kader vum Mercosur-Ofkommens adoptéiert huet. Dat beweist och eisen Asaz, fir aus dem Respekt vum Paräisser Klimaschutzvertrag eng essenziell Konditioun fir d'Konklusioun vun Handelsverträge ze maachen, esou wéi et am Koalitiounsofkommens steet. Ech begréissen et d'fir, dass d'EU-Kommissioun sech entscheet huet, fir bei all zukünftigen Handelsvertrag dee Wee anzuschloen.

Mir hunn awer och gemierkt, dass et net duergeet, sech op EU-Handelsverträge ze begrenzen. D'Fro vum Klimaschutz, vun den Aarbechtsrechter a besonnesch vun de Mënscherechter betrëfft nämlech all eis Liwwerketten, a besonnesch déi, fir déi et keen Handelsvertrag gëtt.

Lëtzebuerg war mat eent vun deenen alleréischte Länner, déi zu Bréssel an de Conseilen hei eng konkret Initiativ op europäeschem Niveau gefuerdert hunn, fir d'Mënscherechter am Kader vun de Liwwerketten ze garantéieren.

Wann dat am Ufank och ganz minoritär war, dat kann ech lech soen, hu mer et awer an Tëschenzäit fäerdegbruecht, dass d'Necessitéit vun esou engem Liwwerkettegesetz net méi a Fro gestallt gëtt an d'Kommissioun sech engagéiert huet, hei eng konkret Propos op den Dësch ze leeën. Dëst wäert net nëmmen Ännerungen an Europa bei dësem wichtege Sujet erbäiféieren, mee och weltwäit zu engem Émdenke féieren. Et dierf een net de Feeler maachen, mengen ech, ze kleng ze denken. Fir en Impakt ze hunn, muss een d'Dossiere vum internationalen Handel grouss gesinn a grouss denken.

Dir wësst och, dass de Regierungsrat vum 23. Abrëll 2021, also dëst Joer, en interministerielle Komitee ënnert der Koordination vum Ausseministère agesat huet, fir d'Hauptfroen iwwer eng méiglech gesetzlech Verankerung vun enger Suergfaltsflicht a Saache Mënscherechter fir Entrepreneuren zu Lëtzebuerg ze analyséieren an der Regierung e Rapport ze maachen. Et geet hei ëm Froe wéi: Wat kéint d'Portée vun engem Gesetz iwwert d'Mënscherechter a Betriber sinn? Wéi eng Entreprisë solle vun esou engem Gesetz betraff sinn? Wéi eng Obligatioun kéinten d'Betriber operluecht kréien a wie kontrolléiert, ob déi Betriber sech och un déi Oplagen halen?

Et geet drëm, hei d'Gläichgewicht ze fannen tëschent deem, wat wëschenswäert ass an deem, wat ëmsetzbar ass. D'Resultat vun dëser Aarbecht soll et erméiglechen, d'Bausteng fir e Gesetzestext auszeschaffen. Bis dohi läit idealerweis och eng

Propositioun vun der Kommissioun fir en europäeschen Text um Dësch a mir kënnen dann, op Basis vun der Viraarbecht, déi mer hei gemaach hunn, déi hei geescht gouf, wärend de Verhandlung mat den anere Staate sécherstellen, dass en zukünftigen EU-Text eise Punkte Rechnung dréit an den Niveau vun Ambitioun kritt, dee mer eis wënschen. Solt et aus iergendwelleche Grënn net virgoe mat enger europäescher Direktiv, géif d'Basis bestoen, fir dann op en eegenen nationale Wee ze goen.

D'Coronapandemie huet vill wirtschaftleche Schued ugericht. Elo, wou d'Ekonomie op der ganzer Welt allerdéngs erëm méi séier wéi erwaart unzitt, gesi mer eng Rei Problemer an de globale Liwwerketten entsto. D'Rostoffer gi méi deier, d'Energiepräisser sinn esou héich wéi scho laang net méi an den Transport vu Gidder gëtt deementspreechend och méi deier. Dat huet en Impakt op d'Präisser fir eis Industrie a schlussendlech och fir d'Konsumenten. Dat si Problemer an de Liwwerketten, déi een à part muss gesi vun den Efforten, fir d'Suergfaltsflicht fir d'Entrepreneuren ze verbesseren oder och, fir eis Klimazil ëmzesetzen.

En Deel vun den aktuelle Problemer ass sécher konjunkturell a wäert sech vläicht erëm leeën, soubal erëm eng gewëssen Normalitéit an d'Weltwirtschaft anzitt. Et stellt sech allerdéngs och d'Fro, ob net en Deel vun deene Problemer méi laang wäert bestoe bleiwen, well d'Pandemie e steigende Protektionismus an d'Erëmaféiere vun Handelsbarriären - an de Brexit ass dofir e gutt Beispill -, also strukturell Verännerungen en place gesat huet, déi mer esou séier net méi wäerte lassginn. Hei wäerte mer eis enk mussen mat eisen europäesche Partner ofstëmmen.

Als Europäesch Unioun mussen mer eis beméien, fir Deel ze si vu strateegesche globale Liwwerkette wéi zum Beispill och am Beräich vun den Héichleeschtungschips. Mir mussen awer gläichzäitig och derfir suergen, dass eis europäesch Operateuren net onfairen Handelspraktiken ausgesat sinn. Duerfir mussen mer eis méi enk mat eisen Handelspartner ofstëmmen an eis awer och déi néideg Moyene ginn, wéi zum Beispill mat engem neien Antisubventionsinstrument oder dem International Procurement Instrument.

Allerdéngs muss een och do oppassen, dass mer net ze vill administrativ opwändig Strukturen en place setzen an eis net selwer Steng an de Wee leeën. Als klengt Land wësse mer nëmmen allze gutt, dass mir op d'Ouverture vun de Marchéen ugewise sinn, well nëmmen esou kënnen mer d'Innovatioun an d'Kompetitivitéit weiderdreien an eise Wuelstand an Europa erhalen.

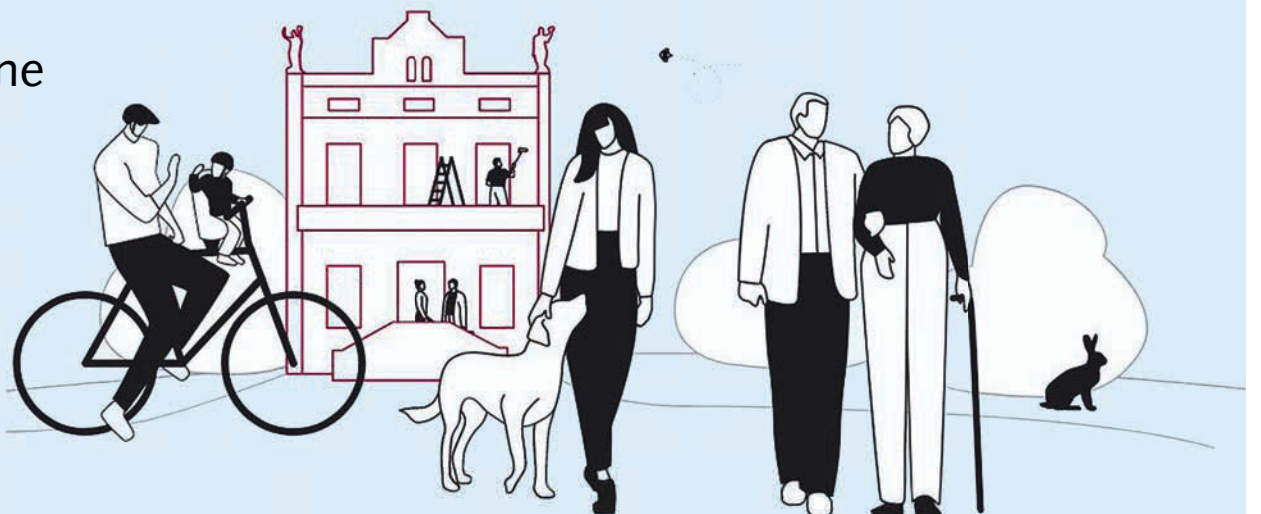
Am Beräich vun de Konfliktmineralien huet d'Chamber jo elo de Gesetzesprojet, deen d'Reglement vun der Europäescher Unioun soll ëmsetzen, virgeluecht kritt. Hei sti mer och schon zënter enger Zäit an enkem Kontakt mat den Entrepreneuren, déi betraff sinn, soudass d'Ëmsetze vun deem Gesetz kee Problem dierft mat sech bréngen.

An dësem Kontext vläicht nach e Wuert zu engem anere Gesetzesprojet, dee mir wäerte beschwätze kënnen, nämlech vum Filtermechanismus, dee mir als Regierung wëllen op d'Bee setze fir sécherstellen, dass keen Investissement zu Lëtzebuerg eiser Sécherheet schuet. Och hei huet d'Chamber viru Kuerzem e Gesetzesprojet virgeluecht kritt. Dësen Text kënn an engem Moment, an deem mir kloer gesinn, dass Investitiounen net ëmmer aus enger reng ekonomescher Logik getäegt ginn. Den Text kënn och zu engem Moment, an deem de globale politesche Kontext ëmmer méi ugespaant ass. Den Dia-

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun oder ënnerstëtzt aner Petitioun mat Är Ënnerschrëft op www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte vu Petitiounen: d'**Pétitions publiques** an d'**Pétitions ordinaires**.



log téschent de Länner gëtt ëmmer méi schwéier. Grad elo, wou et esou wichteg ass - méi wichteg ass, wéi et war -, den internationalen Handel weider ze verännern. Duerfir ass et wichteg, esou e Mechanismus an d'Liewen ze ruffe mam Objektiv, dat richtegt Gläichgewicht ze fannen téschent op där enger Säit dem Schutz vun eisen Interessen an op där anerer Säit dem Oprechterale vun eiser Oppenheet an och der Attraktivitéit vun eisem Standuert.

Genee wéi d'Covid-19-Pandemie stellt jo de Klimawandel eng Erausforderung duer, déi sech net duerch d'Kontroll vun nationale Grenzen andämme léisst, mee global ofgestëmte Léisungen erfuerdert. Fir d'Europäesch Unioun géllt et duerfir, eng féierend Roll am Beräich vun de Klima- an Ëmweltschutzmesuren ze iwwerhuelen. Déi dramatesch Iwwerschwemmungen dëse Summer bei eis souwéi och déi desastréis Bëschbränn anerwärts hunn op en Neits däitlech gemaach, dass mir keng Zäit ze verléieren hu fir ze handelen.

Mam europäesche Green Deal an dem Accord vun alle Memberstaaten, d'Zäregasemissionen bis 2030 ëm mindestens 55 % par rapport zu 1990 ze reduzéieren, hu mer jo an Europa an deene leschte Méint schonn éiergäizeg Etappe geholl. Elo géllt et natierlech, déi verschidden europäesch Rechtsinstrumenter un eis Ambitiounen unzepassen.

Lëtzebuerg begréisst de Fit-for-55-Pak a mir gesinn dëst als eng entsprecheend Etapp, fir dass d'EU et packt, bis 2050 zum éischte klimaneutrale Kontinent ze ginn an esou den europäesche Green Deal kënnen ze verwierklechen.

Erlaabt mer, op dëser Plaz op ee vun de Virschléi vun deem Deal anzegoen, nämlech: D'Kommissioun proposéiert jo, e Klimasozialfond an Héicht vun 72 Milliarden Euro op d'Been ze setzen, fir deenen europäesche Bierger ënnert d'Äerm ze gräifen, déi risquéieren, opgrond vun eiser Klimastrategie ënner finanziellen Drock ze geroden. Dës Transition wäert ganz kloer e Präis hunn an duerfir brauche mir sozial Kompensationen, déi esou no wéi méiglech mussen bei deene Montante leien, déi et de Bierger och kascht. Fir dass dat ka séchergestallt ginn, mengen ech, dass hei awer nach eng Kéier muss nogebessert ginn am Chiffer.

De Message muss kloer sinn. Keen duerf zrëckge-looss ginn! Mir hu schonn a verschidde Länner gesinn, wéi schnell d'Investissementer, déi mam Kampf géint de Klimawandel verbonne sinn, zu Munition fir hir Ausprotesten kënnen ginn, wann net gläichzäiteg Ausgläichsmoosname mat op de Wee bruecht ginn.

Déi gréng Transition muss och vun enger finanzieller Transition begleet ginn. Hei wäert Lëtzebuerg och weiderhi seng Roll um internationale Plang spillen a seng Expertis am Beräich vun de gréngen Finanzen afléisse loosse, dorënner spezifesch och a Saache Green Bonds zum Beispill.

E Freideg geet déi 26. UN-Klimakonferenz zu Glasgow op en Enn. Nach ass et ze fréi fir ze soen, ob dës Konferenz wierklech als Erfolleg, esou wéi d'COP21 zu Paräis viru fënnf Joer, wäert an d'Geschicht agoen.

Bei de Verhandlung vum der COP26 ass fir Lëtzebuerg prioritär, dass d'Reegele betreffend den Emissionsmaart finaliséiert ginn an d'Froe vun de gemeinsamen Echeancen, fir déi national Kontributionen unzepassen, gekläert ginn. International Solidaritéit mat deene Länner, déi elo schonn akut ënnert dem Klimawandel leiden, ass och essenziell.

2019 schonn hat Lëtzebuerg eng Enveloppe vun insgesamt 200 Milliounen Euro fir d'Joren 2021 bis 2025 zur Verfügung gestallt. Fir d'nächst Joer wäerte mer eis Kontribution ëm 50 % erhéien. Ugangs leschter Woch war Lëtzebuerg ënnert de méi wéi 100 Signataire, déi sech derfir engagéieren, d'Methanemissionen bis 2030 op d'mannst ëm 30 % ze reduzéieren.

De Grand-Duché ass och ënnert deene bis ewell méi wéi 130 Signataire, déi sech derfir engagéieren, d'Zerstéieren an d'Ofholze vun eise Bëscher bis 2030 ze stoppen. Och wann zanter dem Paräisser Ofkommen eng Rëtsch Fortschreiter gemaach gi si fir de Klimaschutz, geet et dach nach laang net duer. Mir hoffen, dass déi néideg Engagementer fir méi Ambitioun, fir eng méi séier resolutt Ëmsetzung vun den Ziler sech och an de Schlussdokumenten vun der Konferenz zu Glasgow wäerten erëmfannen.

Während der Pandemie sinn och eis Wäerter weider ënner Drock geroden. Iwwer 84 % vun der Weltbevölkerung liewen a Länner, wou d'Rechtsstaatlechkeet d'lescht Joer zrëckgaangen ass. 84%! Dës Phenomene huet scho virun der Kris ugefaangen an zënter d'puer Joer ass d'Zuel vun de Länner, an deenen d'Rechtsstaatlechkeet sech verbessert huet, méi kleng wéi déi vun de Länner, wou se sech verschlechtert huet.

Och d'Europäesch Unioun als Wäertgemeinschaft bleift dovunner net verschount. Sou weist de Rechtsstaatlechkeetsrapport vun der Europäischer Kommissioun, dass a verschidde Memberstaaten

éischter Réckschreiter wéi Fortschreiter ze verzeche sinn. Et muss also ganz däitlech gemaach ginn, dass et e Spill mam Feier ass, dat zu enger grousser Kris an der Europäischer Unioun wäert féieren.

Duerfir muss de Konditionalitéitsregimm am Kader vum EU-Budget an dem Konjunkturpak, deen zanter ugangs des Joers a Kraaft ass, vun der Kommissioun ëmgesat ginn. Et weist an deem Kontext viles drop hin, dass direkt am Januar 2022 de Recours virum Europäesche Geriichtshaff soll tranchéiert ginn. Bei Verstéiss géint d'Rechtsstaatlechkeet muss a leschter Instanz kënnen um finanzielle Plang reagiert ginn. Et ass op alle Fall ëmmer méi schwéier, fir de Bierger ze erklären, firwat Länner, déi zu de gréissten Empfänger vun EU-Fongen zielen, Regierungen hunn, déi awer d'EU-Wäerter ignoréieren an de Rechtsstaat a Fro stellen, Regierungen, déi am Fong just um Geld aus der Europäischer Unioun interesséiert sinn an hir Wäerter mat Féiss rennen. Den intensiven Dialog, deen mer déi lescht Jore gesicht hunn, huet eis leider net weiderbruecht a mir sinn elo um Punkt ukomm, un deem mir eng Erosioun vun eise Wäerter an der Europäischer Unioun risquéieren. Dat ass net akzeptabel! Mir wäerten och net nokucken, wann d'Onofhängegkeet vun der Justiz a Fro gestallt gëtt oder wann d'Korruptioun Iwwerhand hält. Dat geet un d'Fundament vun eiser Unioun.

Wa sech dat duerchsetzt, wat a Frankräich d'Nationaliste propagéieren, an zemoos een elo, nämlech d'Eliminéiere vun de Contrepoidsen an der Demokratie, dat heescht, der Justiz, déi onofhängeg ass, an de Medien, déi fréi schaffe kënnen, da si mer net méi an där Europäischer Unioun, déi mat de Réimer-Vertrag gegrënnt ginn ass.

Millioune Leit a speziell déi, déi an d'22. Joerhonnt erawuessen, wëlle keen „liberalismus“ à la Orbán. Si géifen eis Indifferenz heibäi net verstoen an och ni verzeien.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Mir müssen eis awer och den haitegen neien Erausforderungen stellen an déi nei hybrid Bedroungen, deenen eis Demokratie ausgesat ass, konsequent bekämpfen.

Online-Desinformatioun ass eng Realitéit ginn, och hei zu Lëtzebuerg. Eis Ustrengung géint d'Desinformatioun mussen also verstärkt ginn an d'Géigemoosnamen aus dem Europäeschen Aktionsplang fir d'Demokratie mussen ëmgesat ginn.

D'Europäesch Unioun ass eng Solidargemeinschaft. Wéi mer dëst Joer zu Lëtzebuerg, an der Belsch an an Däitschland, mee och a Südeuropa gesinn hunn: Naturkatastrophe kenne keng Grenzen! An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer um Niveau vun der Europäischer Unioun séier an effikass reagéieren an Hëllef leeschte kënnen. Dëst gëtt duerch den Asaz vun europäesche Mechanismen, vun dem Europäesche Katastropheschutzverfahren, der rescEU-Reserv an dem Europäesche Katastropheschutzpool erméiglecht. Op dëser Plaz wëll ech all deene Leit, déi an dëse Krisbewältigungen involvéiert sinn, fir hir Aarbecht e grouse Merci soen.

Lëtzebuerg ass dëst Joer Member vum Büro vun der Ministerielle vum Rot vun der OCDE, enger Organisation, déi Der kennt an déi dëst Joer de 60. Joresdag zënter hirer Grënnung feiere konnt. Mir freeën eis besonnesch, dass mer dat zesumme mat eisen amerikanesche Partner konnte maachen, déi d'Presidence dëst Joer jo hunn, an dass mer als Vice-presidence konnten zesumme mat Südkorea eisen Deel zum Erfolleg vun der Ministerielle bäidroen.

Esou konnte mer eng ganz Rëtsch Akzenter setzen an deem wichtege Gremium an derzou bäidroen, dass déi gréng Transition, den digitalen Ëmbau an eis gemeinsam Wäerter déi Stellwäerter kréien, déi hinnen zoustinn an där neier Zukunftsvision vum der OCDE.

Lëtzebuerg konnt seng Expertis an Erfahrung am Beräich vun de gréngen an nohaltege Finanzen mat erabrëngen, fir géint de Klimawandel ze kämpfen, virun allem, wat d'Mobiliséierung vun den néidegen Investissementer ugeet.

Mir hunn awer och kënnen ënnersträichen, dass de Schutz vun der Rechtsstaatlechkeet, vun der Onofhängegkeet vun der Justiz a vun de Prinzipien vun enger gudder Governance mussen Deel si vun alle glafwierdege Strategien, fir aus der aktueller Kris erauszukommen.

Mir hunn eis och duerfir fir e méi verantwortungsbewusst Handele vun den Entrepreneuren an hire globale Liwwerketten agesat, e Beräich, an deem der OCDE eng Schlësselroll zoukënn. Den internationalen Handelssystem muss als Instrument fir d'Bekämpfe vun Klimawandel agesat ginn an och d'Mënschen an d'Sozialrechter besser schützen.

Als multilateral Institution spillt d'OCDE eng entscheedend Roll, fir eng méi gréng an inklusiv Zukunft ze garantéieren. Duerfir huet d'Regierung och decidéiert, dass mer eis Verriedung bei der OCDE vum nächste Joer un ausbauen, fir dass Lëtzebuerg

hei nach besser opgestallt ass, fir sech kënnen esou gutt wéi méiglech an d'Diskussionen mat eranzubringen.

Och an engem anere Beräich kënnen mer en neit Kapitel am Lëtzebuurger Engagement fir de Multilateralismus schreiwen. De 14. Oktober gouf Lëtzebuerg, wéi Der wësst, déi éischte Kéier an de Mënscherechtsrot vun der UNO gewielt.

Mat 180 vun 193 Stëmmen huet Lëtzebuerg punktgläich mat Finnland, virbäi also an eise Grupp, eng Plaz am Mënscherechtsrot kritt. Et war eis alleréischte Kandidatur a mir hate jorelaang drop hi geschafft. Mee elo fänkt déi eigentlech Aarbecht jo eréischt un.

Eis Prioritéiten aus der Campagne bleiwen eis Prioritéiten fir déi dräi Joer vun eise Mandat, dat elo den 1. Januar wäert ufänken:

Éischtens Rechtsstaatlechkeet. Ouni Rechtsstaatlechkeet ass keng Demokratie méiglech.

Zweetens d'Handelen, fir géint de Klimawandel ze kämpfen. De Klimawandel huet en Impakt op eng ganz Rëtsch Rechter: Recht op Waasser, Recht op Gesondheet, Recht op lessen. Lëtzebuerg wäert sech asetzen, fir deenen negativen Auswierkung vum Klimawandel op d'Mënscherechter kënnen entgéintzesteieren.

Drëttens d'Fraerechter, d'Rechter vun de Meedercher, grad wéi och den Effort géint d'Diskriminatioone vun LGBTIQ+-Persounen.

A véiertens d'Kannerrechter. Dëst ass ee Beräich, an deem Lëtzebuerg zënter Laangem eng Virreideroll iwwerhëlt. Ze vill Kanner sinn Affer vu Kricher, leiden Hunger oder hu keen Zougang zu Education a Gesondheet.

Mir sinn eis eiser Verantwortung voll bewosst. Mir sinn och prett, fir eis där Erausforderung ze stellen, sou wéi mer dat deemools, 2013 an 2014, och am UNO-Sécherheitsrot gemaach hunn. Op all deene Plazen, wou mir eis international engagéieren, verteidige mir Wäerter, déi leider - wéi Der wësst - eng Rëtsch Länner net deelen. Souguer Länner, déi anerwärts eis Partner sinn, stëmme reegelméisseg op enger Partie Resolutionen de Contraire vun deem, wat mir ënnerstëtzen. Am Mënscherechtsrot si vill Sujeten uerg politiséiert. Doru besteet keen Zweifel. Déi nächst dräi Joer wäerte fir eis ganz intensiv ginn.

Wéi ëmmer ass Lëtzebuerg prett nozelauschten, ze hëllefen, Léisungen ze fannen. Virun allem wäerte mir astoe fir déi universal Mënscherechter, fir déi de Conseil gegrënnt ginn ass! A mir wäerten eis net scheien, eis Positionen ze erklären an och ze verteidigen.

Mir zielen drop, dass mir besonnesch eise Partnerlänner kënnen hëllefen, sech net ze vill ënner Drock setzen ze loosse an aktiv ze schaffen, fir d'Situatioun vu Mënschen, déi ënner Krich a Konflikter leiden, op Plaze wéi am Jemen oder am Afghanistan, ze verbesseren. Sou wéi am Sécherheitsrot wäert Lëtzebuerg am Mënscherechtsrot alles maachen, fir säi Stéckelchen derzou bäizedroen, dass konkret Resultater erreecht ginn, déi den Ënnerschied um Terrain maachen.

Nieft den Haaptprioritéiten am Kontext vum Mënscherechtsrot schaffe mir natierlech och weider an anere Beräicher respektiv a Beräicher, déi domat zesammenhängen. Weltwäit gëtt et ëmmer méi Attacke géint d'Zivillgesellschaft a géint Persounen, déi sech asetze fir d'Mënscherechter: Journalisten, Affekoten, Aktivistinnen - virun allem Frae gi ganz dacks do viséiert.

Lëtzebuerg setzt sech a fir de Schutz vun de Journalisten an ënnerstëtzt d'Fräiheet vun de Medien, souwuel online wéi offline, bannent der Unesco, bannent der Media Freedom Coalition, der internationaler Partnerschaft fir Informatioun an Demokratie, bannent der Freedom Online Coalition, wou Lëtzebuerg viru Kuerzem neie Member ginn ass. Mir maachen och finanziell Bäitrag, zum Beispill fir de Global Media Defence Fund vun der Unesco, oder fir der OSZE hire Projet fir d'Sécherheet vu weibleche Journalisten online, oder och nach, fir dem Conseil de l'Europe seng Plattform fir d'Sécherheet vun de Journalisten ze promovéieren. Doriwwer eraus ënnerstëtze mir och a verschidde Länner direkt Medienorganer, déi ënner Drock gerode sinn.

Lëtzebuerg gehéiert och zu deene sechs Länner - mat Schweden, mat Kanada, mat Frankräich, mat Spuenien a mat Mexiko -, déi eng feministesch Aussepolitik hunn. An deem Kader setze mir eis systematesch a kohärent a fir d'Rechter vun de Fraen a Meedercher, och fir hir sexuell a reproduktiv Gesondheet a Rechter, an hir onageschränkte kierperlech a geeschtge Fräiheet.

Zu dëser feministescher Aussepolitik gehéiert d'Ëmsetze vun engem nationalen Aktionsplang fir Fraen a Friden a Sécherheet am Kader vun der Resolution 1325 vum UNO-Sécherheitsrot. Dës Resolution gouf virun 20 Joer adoptéiert. 20 Joer! Mee vill bleift nach ze maachen. Déi verschidde Situatiounen op der Dagesuerdung vum Sécherheitsrot weisen eis, wéi entscheedend d'Inklusiv

vu Fraen op allen Niveaue vum Fridensprozess ass, als eng onverzichtbar Bedéngung fir d'Konfliktléisungen an d'Erstelle vun dauerhaftem Friden.

Eisen Asaz fir d'Mënscherechter geet Hand an Hand mat eise Asaz fir eng mënschlech Migratiounspolitik. D'Pandemie huet och zu enger neier Angscht virum Frieme gefouert an d'Debatten an Europa iwwert d'Migratioun sinn nach méi verbatert ginn. Mir als Europa mussen kloer Zeeche setzen, besonnesch no deem Debakel an Afghanistan, wou mir hu missen nokucken, wéi d'Taliban d'ganzt Land iwwerholl hunn an 20 Joer Fortschreiter fir Fraen, fir Meedercher, fir d'Demokratie total iwwert de Koup gehäit hunn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Mir müssen iwwerall op der Welt astoe fir Solidaritéit mat deene Leit, déi hir Heemecht mussen verloossen, fir kënnen ze iwwerliewen. D'Flüchtlingsrecht ass zënter 1951 an der Genfer Konvention verankert. Dorunner dierf net geréckelt ginn! Wann ee verschidde EU-Länner nolauschert, géif ee mengen, hir Regierungen hätten total vergiess, dass ee muss Member vun der Genfer Konvention sinn, ier ee ka Member vun der Europäischer Unioun ginn. Et mengt een och, si hätten total vergiess, dass hir Elteren, hir Grousseltere Flüchtlinge waren, dass se Verdrüwener waren oder dass se Netgeliddener an hirem eegene Land waren.

Den Ament klëmmt de Migratiounsdruck an Europa erëm, nodeems en am Joer 2020 duerch d'Pandemie zrëckgaange war. Am Mëttelmeerraum a virun allem an Italien, mee awer och op de Kanarischen Inselen an op de Balearen an op Zypern, kommen zanter Ufank vun dësem Joer vill méi Leit un. Un eise Baussegrenzen am Osten hu mir et mat enger Instrumentalisierung vun der Migratioun duerch een autokratesch Regimm ze dinn. Mir hu gëschter d'Billen op der Televisioun doriwwer nach eng Kéier kënnen kucken.

An der EU leien d'Zuele wäit hannert deene vum Krisejoer 2015. Mee et bleift fir mech kloer, dass mer eis dréngend nei Reegelen an der Europäischer Unioun mussen ginn, fir eng geuerdent, automatesch, obligatoresch Gestiou vun der Migratioun en place ze hunn. D'Verhandlungen um Migratiounspak ginn nëmme lues virun, fir dat ganz optimistesche ze soen. A wann ech reell sinn, soen ech: Si ginn iwwerhaapt net virun, wat den Aspekt vun der Solidaritéit ugeet!

Et bréngt momentan och näischt a mengen Aen, dës legislativ Texter onbedéngt als ee Gesamtpaket wëllen duerchzekréien. Duerfir leien d'Positionen ze wäit ausernaner. Villméi setze mir eis fir gläichméisseg Fortschreiter op deene verschidde Elementer, déi de Paquet zesummestellen, an. Dezenten Accord zur EU-Asylage zum Beispill ass ze begrëssen, well domadder déi néideg Kapacitéiten kënnen bereetgestallt ginn an d'Agence hir Aktivitéiten eropschrauwe kann.

Wat den Accueil vu Flüchtlinge betrëfft, sou mussen mer et faerdgebrëngen, a Krisensituatiounen eng obligatoresch Solidaritéit festzeschreiwen. Et kann net sinn, dass e puer vereenzelt Länner, déi weinst hirer geografescher Lag dem Migratiounsdruck als éischt Areesland méi staark ausgesat sinn, vum Rescht vun der Unioun eleng gelooss ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Do geet et net duer, dass e puer vereenzelt Memberstaaten - wou Lëtzebuerg praktesch ëmmer derbäi ass, mat eise Moyenen natierlech - ëmmer erëm gewëllt sinn, Leit an Nout opzehuelen, an dass ee sechsmol muss gefrot ginn, an dass déi meescht Länner einfach Nee soen. Nee, mir müssen e System op d'Bee stellen, deen eng strukturéiert Léisung bitt an deem all d'Memberstaate kënnen a mussen zoustëmmen.

Wann et muss sinn, soll d'Kommissioun och da kënnen verpflichtend Zuele fir d'Relokalisatiounen proposéieren. D'Relokalisatioun ass déi eenzeg Form, Här President, déi eenzeg Form vu Solidaritéit, déi um Terrain tatsächlech gefuerdert ass an och Entlaaschtung bréngt. Alles anescht ass Brimborium ronderëmmer.

Verschidde Länner beschränke sech reng drop, dass ee just soll d'Grenze kontrolléieren, andeems een e pickenge Drot opriicht an héich Mauere baut, fir dem Problem vun der Migratioun Meescher ze ginn. Dat ass eng total politesch Ierféierung! Och eng Zort Chinesesch Mauer an Europa géif keng Leit zrëckhalen, déi fortlafe mussen viru Misär a Krich, fir e Wee ze fannen, fir kënnen ze iwwerliewen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - A puncto Solidaritéit mat deenen anere Memberstaaten ass Lëtzebuerg net nëmme um Pabeier solidaresch. Nee, mir setzen dëst och um Terrain ëm. Trotz Pandemie hu mir eis och erëm d'lescht Joer verpflichtet, e puer Dose Leit

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

eppes versprach. Mir hunn eppes gefuerdert - si hu geliwwert. Mir mussen och elo wierklech eist Wuert halen.

Dës negativ Auswierkung vum Netanhale vun eise Verspräche gesi mer an der Destabiliséierung vun enger vun den europafreundlechte Regierungen um Balkan, nämlech an Nordmazedonien.

D'Situatioun an der Tierkei ass a bleibt extreem schwierig. Mee et dierf een net vergiessen, dass d'Tierkei ëmmerhin nach e wichteg Land fir d'Europäesch Unioun bleift. Mir mussen an all eisen Echangé mat der Tierkei ënnersträichen, dass d'Mënscherechter an de Rechtsstaat net verhandelbar sinn. Mir setzen eis och dierf an, fir d'Kommunikationskanäl mat Ankara oprechtzuerhalen, fir d'Méiglechkeet ze hunn, positiv op déi tierkesch Regierung kënnen anzewierken.

D'Mënscherechtslag an d'Situatioun vum Rechtsstaat an der Tierkei maachen eis alleguete grouss Suergen. Et ka keng Rechtfertegung dierf ginn, fir Journalisten, fir Akademiker, fir Oppositionspolitiker muttwéllig an ouni rechtlech Uklo an ouni faire Prozess anzespären!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - De Mënscherechtsverteidger Kavala sëtzt elo zënter véier Joer onschëlleg am Prisong, ouni Prozess! D'Tierkei ass Member vum Europarat an ass amgaangen, ëmmer méi wäit vun de Prinzipie vun deem Conseil ewechzekommen. Mir suivéieren d'Situatioun ganz genee a wäerten eis och weiderhin zesumme mat eisen europäesche Partner fir de Respekt vun de Mënscherechter an dem Rechtsstaat vun der Tierkei asetzen, och dierch bilateral Projeten, ënner anerem mat Acteuren aus der Zivilgesellschaft.

Lëtzebuerg ass de Moment - ech soen et kloer - net en faveur vun engem EU-Entgéintkommen op Froe wéi Zollunioun oder Visafräiheet, soulaang d'Mënscherechter an deem grouse wichtige Land mat Féiss gerannt ginn.

Nieft der Promotioun vun der Rechtsstaatlechkeet an de Mënscherechter bleift natierlech och d'Stabilitéit an eiser Noperschaft eent vun eisen Haaptziler.

An eiser direkter Émgéigend am Südkaukasus - mir wëssen et - war viru Kuerzem e Krich tëschent zwee Länner, déi alle béid Member vun der sougenannter „ëstlecher Partnerschaft“, vum Partenariat oriental vun der Europäescher Unioun, sinn.

Och wann elo Wafferou tëschent Armenien an Aserbaïdjan herrscht, esou wësse mer nach awer och, dass d'Situatioun ugespaant bleift. No deem Krich bleift villes opzeschaffen tëschent Armenien an Aserbaïdjan. D'Europäesch Unioun kann do eng Hand mat upaken. A mir hoffen, dass d'Tierkei hiren Afloss an der Regioun positiv notze wäert!

Am Belarus huet de Lukaschenko zanter de gefältschte Walen d'lescht Joer op stuer geschalt. D'Diktatur ass hei a voller Bléi. No der Repressioun vun der Oppositioun a sengem eegene Land huet hei sech wéi e Raiber beholl an net gezéckt, e Ryanair-Fluch ëmzedreien an de regimkritesche Roman Protassewitsch festzehalen. Während dem Summer huet hien och ugefaangen, Migranten aus Afrika a Syrien an och aus dem Moyen-Orient - vill Kurde sinn do derbäi - virun allem ze instrumentaliséieren, fir EU-Länner a Bedrängnis ze bréngen.

De Lukaschenko spillt mat Mënscheliwwen, fir d'Europäesch Unioun ze erpressen. D'EU ënnerstëtzt weiderhin d'Zivilgesellschaft a Wäissrussland, déi net d'accord ass mam Lukaschenko senger rücksichtsloser Politik.

Mir si solidaresch mat deenen EU-Länner, déi ënner Drock gerode sinn a stinn hinnen och bilateral mat konkreter Hëllef bäi. Allerdéngs erwaarde mer och, wéi viru scho gesot, dass d'Sécherung vun den EU-Baussegrenzen am Respekt vun der EU-Legislatioun an dem internationale Recht geschitt. Déi Zeenen, déi sech an de leschte Wochen op där Grenz ofgespillt hunn, si mënscheveruechtend.

Och an der Ukrain, wou ech dëst Joer zweemol war, ass d'Situatioun net besser gi mat Bléck op d'Krim an d'Donbass-Regioun. Eis ëstlech Noperschaft, déi esou wichteg ass fir eis eege Stabilitéit, ass nach ëmmer an engem ganz fragillen Zoustand. Eng Geleeënheet, fir der Regioun en neien Impuls kënnen ze ginn, wäert sech am Dezember bidden, wa sech déi sechs Länner vun der ëstlecher Partnerschaft mat eis, der Europäescher Unioun, op engem Sommet treffen.

Et ass an eise europäeschen Interêt, dass dës Regioun sech friddlech entfalten an ekonomesch entwéckele kann. Natierlech wäert de Lukaschenko do net um Dësch sëtzen, mee et ass ze hoffen, dass eng Léisung ka fonnt ginn, fir dass Wäissrussland iergendwéi weider an enger Relatioun mat der Europäescher Unioun bleift, wéinst de Mënschen a Wäissrussland, déi eppes Besseres verdéngt hunn.

Et ass ze bedauern, Här President, dass mer mat eise gréissten ëstleche Partner, nämlech Russland, nach ëmmer net de Wee fonnt hunn, fir eis Bezéiung op eng aner Schinn ze kréien. Ech bleiwen iwwerzeegt, dass mer a ville Beräicher kéinten zesumme schaffen: Klimaschutz, Terrorismusbekämpfung, Friddensprozess am Moyen-Orient, oder och an Energieberäich. Dofir misste mer awer erëm dat néidegt Vertrauen hierstellen. Leider konnten déi puer Geleeënheeten, déi sech gebueden hunn, net genotzt ginn. D'Zoumaache vun der NATO-Vertriedung vu Russland zu Bréssel ass net hëllefreich. Russland an d'Europäesch Unioun liewe sech ausernaner, an dat ass net gutt.

Mat Nostalgie kucken ech heiansdo zréck, déi lescht 10, 15 Joer, op eng Zäit, wéi d'Partnerschaft nach groussgeschriwwen gouf. Nun, Nostalgie an Aussepolitik verdoe sech net - Aussepolitik a Gedold an Intelligenz schonn. D'Welt dierf net an deem Joerzéngt vun enger totaler Feindschaft tëschent engersäits Amerika a China an anerersäits enger politescher Aversioun tëschent Europa a Russland anerersäits gedriwwen ginn! Ofgesinn dovun, dass dëst Dynamit ass fir de Weltfridde schlechthin, géife grouss Ziler vun haut - Ziler wéi zum Beispill d'CO₂-Neutralitéit bis Mëtt vum Joerhonnert - lamentabel scheitern un enger latenter Destabiliséierungsgefahr vun all multilateraler Zesummenaarbecht.

D'EU ass kee Weltpolizist, mee d'Geschicht vun Europa am 20. Joerhonnert muss à la fois warnen a weisen, dass och eng ziviliséiert Kultur am Émgang matenaner, a souguer Fridden, méiglech ass.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Zur Fragilitéit vun eiser Noperschaft am Süde gehéiert derzou, dass mer et mussen hikréien, den tuneesesche President ze iwwerzeegen, fir de Rechtsstaat an déi demokratesch Institutionen a sengem Land nees vollständneg un d'Rullen ze bréngen.

Déi lescht Entwécklungen hei maachen eis an der Europäescher Unioun grouss Suergen. D'Verfassung kann net per presidentiell Dekreter geännert ginn. Hei steet d'Demokratie op der Kopp. De Friddensprozess a Libyen ass op engem gudden, mee extreem fragile Wee. An d'Walen, déi am Dezember geplangt sinn, sinn eng wichteg Etapp. A mir mussen mat alle Partner dru schaffen, d'Transitioun am Mali virunzebréngen an d'Autoritéit vum Mali dervun ze iwwerzeegen, dass Europa dee richtige Partner ass an net d'Söldnergruppe vun der Firma Wagner, déi keen internationaalt Recht an och kee Gewësse kennen.

Iwwer eis Noperschaft erass ass d'Europäesch Unioun e globalen Acteur a Partner. Enn Oktober war ech zu Kigali am Ruanda, wou mer eis als europäesch Ausseministeren am Kader vun der EU-Reunioun mat der Afrikanescher Unioun, mat eisen afrikanesche Partner, ausgetosch hunn. Dëst war erëm eng wichteg Etapp am Virfeld vum Sommet tëscht der Afrikanescher an der Europäescher Unioun, deen d'nächst Joer - dee Sommet - am Februar soll stattfannen.

Dat sinn Houmassen, natierlech, mee et ass wichteg, d'Signal ze ginn, dass Europa Afrika wichteg hält an net just als Ursprung vu Krich, Gewalt, Migratioun an Traficker vun allen Zorten ugesäit.

Afrika ass a bleibt e Kontinent vun immens groussen Opportunitéiten a Potenzial, un deem och Europa säin eegenen Interessi weise muss. Grad elo, wou aner global Acteuren hir Presenz an Afrika

verstärken, muss och Europa mat senger Wäerter vertrauede sinn!

Et ass Zäit, dass mer mat Afrika eng nei Partnerschaft opstellen an dese Kontinent als vollwäertege Partner ugesinn an net nëmmen als Empfänger vun der europäescher Entwécklungspolitik. Afrika ass jo och e politeschen an e wirtschaftlechen Acteur mat enormem Potenzial, besonnesch mat enger dynamescher a jonker Bevëlkerung, déi mer och an hirem Roll musse wouerhuelen.

Leider, mir wëssen dat, ass den afrikanesche Kontinent nach ëmmer mat albekannte Problemer geplot. Un éischter Stell Kricher op ville Plazen, Mënscherechtsverletzungen, humanitär Urgencen. Militärputschen, vun deene mer duechten, dass se eng Saach vun der Vergaangenheet wieren, hunn erëm en Opschwung. Mir hunn dat gesinn am Mali, mir hunn et gesinn am Tschad, a kierzlech an der Guinée an am Sudan.

Viru bal genee engem Joer ass am Norde vun Äthiopien, am Tigray, e brutale Krich ausgebrach, ausgerechent an deem Land, deem säi Premierminister fir säin Asaz fir de Fridde mat dem eritreeseschen Noper 2019 de Friddensnobelpreis kriit huet.

Dës humanitär Kris, déi elo do herrscht, ass erschreckend. Siwe Milliounen Mënsche sinn haut ofhängeg vun humanitärer Hëllef. Et ass akut Hongersnout. De Rapport, deen d'lescht Woch vum Büro vun der Haute-Commissaire fir Mënscherechter, zesumme mat der äthiopescher Mënscherechtskommissioun, publizéiert gouf, huet d'Ausmooss vu mënschlechem Leed am Tigray dokumentéiert. Dëse Rapport ass eng wichteg Etapp, fir déi Schëlleg vu schlëmme Mënscherechtsverletzungen zur Rechenschaft ze zéien!

Bei menger Visitt viru e puer Wochen zu New York beim UNO-Generalsekretär Guterres war leider a sengen Informatiounen keen Optimismus fir den Tigray a fir Äthiopien ze verspiere. Déi lescht Nouvelle si beonrouegend. D'Rebellen aus dem Tigray marschéieren op Addis (ndlr: Addis Abeba), wéi et schéngt, an de Premierminister Abiy huet d'Bevëlkerung opgeruff, sech Waffen ze besuergen, fir d'Haaptstad ze verteidegen.

Dat ass en Zenario, deen absolutt muss verhënnert ginn! Lëtzebuerg, wéi mir all an der Europäescher Unioun, muss sech weiderhin asetzen, fir dass eng definitiv Wafferou antrëtt. Nëmme e politeschen Dialog ka jo zu enger Léisung féieren. An deem Kontext ass ze begrëssen, dass elo an deene leschten zwee Deeg eng méi positiv Dynamik schéngt ze entstoen, ënnert der Leedung vun dem Jeffrey Feltman, dem Representant vun den USA, an der Afrikanescher Unioun hirem Representant, dem fréiere President vun Nigeria Obasanjo.

Äthiopien ass weiderhin e ganz wichtige Acteur an der ganzer Regioun an och dofir muss onbedéngt eng politesch Léisung hei fonnt ginn.

China ass a bleibt e wichtige Partner fir eis. Mee China ass och e Konkurrent, deen eis Wäerter zu engem groussen Deel net deelt. Dat gouf d'lescht Joer nach méi däitlech, wéi d'Europäesch Unioun huet misse Sanktiounen géint Verantwortlecher vu Mënscherechtsverletzungen an Zwangslageren am Xinjiang decidéieren.

China huet doropshi Sanktiounen verhaange géint Membere vum Europaparlament, national Parlament, Akademie, Fuerschungszentren a Thinktanks a géint EU-Diplomaten. Wéi Der wësst, si jo och dräi Lëtzebuurger dierch hir Fonctioun vun dese Sanktiounen betraff. Déi chineesesch Sanktiounen si bedauerlech an inakzeptabel! A mir hoffen, nees dierch den Dialog mat China hei eng Léisung kënnen ze fannen.

D'Europäesch Unioun muss souwuel iwwer eise gemeinsamen Interessi mat China schwätze kënnen wéi och iwwer déi méi schwéier Sujeten, an dozou gehéieren d'Mënscherechter. Eppes ass kloer: D'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg wäerte sech weiderhi fir de Respekt vun de Mënscherechter och am Xinjiang asetzen. Et ass ze hoffen, dass de Prinzip vun der „One-China-Policy“ net a Fro gestallt gëtt dierch eng militäresch Interventioun am Taiwan. Dëst géif de Weltfridde mat Sécherheet an eng turbulent Phas stierzen.

Och d'Situatioun zu Hongkong mécht eis ganz vill Suergen. D'Gesetz iwwer déi national Sécherheet schränkt d'Meenungsfräiheet dramatesch an a schaaft e Klima vu permanenter Kontroll.

Mir sichen och weiderhin den Dialog an d'Kooperatioun mat China op Sujete wéi dem Kampf géint d'Pandemie a géint de Klimawandel, wou China eng essenziell Roll ze spillen huet. Dat selwecht géllt och fir d'Gestioun an d'Léisung vu regionale Problemer - zum Beispill am Kontext vun Afghanistan, wou mir versiche mussen, mat China zesummen ze schaffen. Kloer, China an d'Europäesch Unioun hunn e gemeinsamen Interessi fir e stabilen, fir e friddlechen Afghanistan, vun deem keng Gefor kann ausgoen.

An deenen neie Konfrontatiounen, déi mir um internationale Plang musse feststellen, hu sech net nëmmen d'Muechtverhältnisser geännert, mee och d'Mëtelen, mat deene versicht gëtt, de Géigner ze destabiliséieren. An deem Zesummenhang gëtt de Cyberspace opgrond vu senger natierlecher Multipolaritéit als Konfliktraum ëmmer méi relevant.

Am Laf vun de Joren huet de Cyberspace sech net nëmmen als e fräien Informatiounsraum erweisen, deen d'Zensur neutraliséieren kann an d'Meenungsfräiheet iwwerall op der Welt erméiglecht. Verschieden Acteuren hu verstanen, dass dës absolutt Fräiheet an Oppenheet vum Cyberspace fir d'Émsetze vu geopoliteschen Ziler am Sënn vun Desinformatioun, vu Spionage a vu Sabotage mësbrauchte kënnen ginn.

Beonrouegend ass, dass mat geréngem Opwand an zu engem niddrege Präis Informatiounen ganz einfach zu enger Waff émgemodelt kënnen ginn, mat enorme Konsequenze fir eise politesche System an eis oppe Gesellschaft. Dës hybrid a Cybermethoden ziele drop of, den demokratesche Prozess ze sabotéieren an eist soziaalt Matenee dierch d'Verbreedung vu Cyberlügen ze destabiliséieren an ze vergëften. Si notzen d'Oppenheet vun eiser Gesellschaft ënnert dem Deckmantel vun der Meenungsfräiheet aus, wéi mer et zum Beispill bei de Walen an den USA 2016 gesinn hunn oder, méi rezent, am Kontext vun der Impfung géint de Covid. Hei dierfe mer net naiv sinn. D'Cyberattacke viséieren och regelméisseg Infrastrukture vun eise westleche Länner. Esou hybrid a Cybermethode bleiwen an enger Grozon. An dierf ass et besonnesch schwéier, esou Attacken ofzewieren an eis Wäerter a Prinzipien am Cyberspace ze verteidegen. Dierf muss mer eis dierf asetzen, dass internationaalt Recht och am Cyberspace géllt a vun alle Staate respektéiert gëtt. Während der Pandemie, wéi mer nach méi wéi soss op Internet an eng weltwäit virtuell Kommunikatioun ouni Grenzen ugewise waren, ass eis jo verstärkt bewosst ginn, wéi wäertvoll e fräien an demokratesche Cyberspace ass.

Trotz der Pandemie hu mir keng Efforte gescheit, eis Wirtschaft an där ganzer Welt ze promovéieren. Eist Netzwierk vun Ambassaden, vu Konsulater, Bureau fir Handel an Investitiounen, Här President, stoung an dëser Zäit méi jee am Déngscht vun eise Bierger an Entrepreneuren, déi oft gezwonge waren, hir international Aktivitéiten op Distanz ze geréieren. Do hunn eis Leit op der Plaz oft kënnen zolidd eng Hand mat upaken a wichtige Dossiere weiderreien.

D'Connectivitéit tëschent Europa an Asie gëtt ëmmer méi wichtig a gëtt dierch déi nei Strategie vun der EU fir den Indopazifik verstärkt. Eisen diplomatesche Reseau an Asien hëllef eisen Entrepreneuren, méi enk Kontakter op deem Maart ze knäpelen. Esou férdere mer weider eis wirtschaftlech Bezéiungen op etabléierte Marché wéi China, Japan, Südkorea. Wéi dëst Joer annonciéiert, wäert Lëtzebuerg och mat engem Pavillon op der Expo 2025 zu Osaka derbäi sinn. Dat ass e wichteg Signal, mengen ech, a stäerkt eis laangjäreg Partnerschaft a Frëndschaft mat Japan.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Zur selwechter Zäit siche mer permanent no neien Opportunitéiten fir eis Entrepreneuren an opstrieuende Mäert wéi zum Beispill an den ASEAN-Länner. D'nächst Joer wäerte mer och erëm eisen traditionellen ASEAN Day zu Lëtzebuerg organiséieren.

D'Pandemie huet och heiansdo gehollef, eise Betriber Accès op nei Marchéen ze verschafen. Esou konnt, wéi Der all wësst, zum Beispill d'B Medical Systems vun Housen, déi speziell Frigo fir de medezinnesche Beräich produziéiert, mat der Ënnerstëtzung vun der Regierung a vun eiser Ambassade zu Delhi, a Rekordzäit - a Rekordzäit! - eng Fabrick an Indien op d'Bee stellen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Vun do aus produziéiere se elo hir Frigo fir Impfstoff fir den indeschen a fir de regionale Marché. E risege Marché! De Kader fir eis wirtschaftlech Bezéiungen mat Indie konnt och iwwer dat lescht Joer dierch eng Rei Ofkommessen tëscht eise Regulateuren, Bourssen a Promotiounsagencen erweidert ginn.

Iwwer ass dat déi nammlechte Firma, wéi Der wësst, déi d'Frigo produziéiert, vun deene jo geschter eng ganz Rei ënnert dem Lead vun Kooperatiounsminister a vum Defenseminister mam A400M an de Burkina Faso geschéckt gi sinn, fir do kënnen Impfungen an deem Land logisteschem och méiglech ze maachen.

D'politesch Stabilitéit a Sécherheet, déi mir an Europa genéissen, erfuerdert allerdéngs méi wéi Zesummenaarbecht mat eise Partner an Alliiéierten an den Dialog mat eise Konkurrenten. Eis Sécherheet hänkt och dervun of, ob mir als EU an der Lag sinn, aktiounsfäeg ze sinn an e Wuert matzschwätzen. Schliisslech geet et ëm eise Kontinent.

An do kënnen mer eis et net erlaben, dass d'Diskussionen iwwer eis Käpp ewech gefouert ginn.

Lëtzebuerg wäert also weider derfir schaffen, dass mer an enger polarisierter Welt mat eise Partner mat enger Stëmm schwätzen. Mir mussen als Europäesch Unioun eng Sécherheetslag matgestalten, déi op eise Wäerter opbaut an déi d'Weihe fir e friddlechen tëschestaatlechen Émgang stellt.

Duerfir implizéiere mer eis mat allen Europäer ganz staark fir d'Aarbechte bei der Europäescher Unioun, fir eng „boussole stratégique“ vun der Union européenne auszeschaffen. Dee Kompass, deen d'nächst Joer am Mäerz soll ugeholl ginn, gëtt der Europäescher Unioun Orientéierung an enger multipolarer Welt, déi mer nun eeben hunn. Mir mussen eis un déi nei Multipolaritéit upassen an der Europäescher Unioun hir Roll stäerken.

Och hei an der Aussepolitik an an der Verteidigungspolitik ass d'Äntwert: méi Europa. An en Europa, dat u sech gleeft, amplaz en Europa, dat sech dauernd a Fro stellt!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - De strateegesche Kompass wäert keng Äntwert op all d'Situatiounen sinn. Mee en hëlleft eis, innerhalb vun der Europäescher Unioun eis eens ze ginn iwwert d'Erausforderungen an d'Geforen, déi sech fir d'Europäesch Unioun stellen, an iwwert d'Mittelen an d'Instrumenter, déi mir hunn, fir dorop kënnen ze reagieren.

Mir mussen ophalen, bei all Kris d'Rad nei ze erfannen an ëmmer fir d'éischt e bësse fäertereg Richtung NATO an USA ze kucken. D'NATO bleift selbstverständlech de Grondstee vun eiser kollektiver Verteidigung. A Lëtzebuerg ass en engagierten Alliierten, dee Kontributiounen mécht bei der NATO, déi der NATO an och den Alliierte vill bréngen, zum Beispill am Beräich vum Weltraum.

Mee d'NATO ass eng regional Verdeedegungsallianz an huet bei Wäitem manner Instrumenter, fir op international Krisen ze reagieren, wéi d'Europäesch Unioun. D'Europäesch Unioun huet Instrumenter an der Handelspolitik, an der Sanktionspolitik, an der Entwécklungspolitik. D'EU huet e Réseau vun EU-Delegatiounen uechtert d'Welt. D'EU huet Relatiounen mat alle Länner. D'EU huet Programmer fir ze handelen an ze hëllef, vum Klimaschutz bis zu den Impfstoffliwwerungen. D'EU kann a muss op hiren eegene Féiss stoen, wat d'Sécherheet an d'Veteidigung ugeet. Ech sinn déi Diskussion iwwert d'Komplementaritéit tëscht NATO an EU e bësse midd. Ech héieren dat elo bal 18 Joer. Natierlech ass alles, wat d'EU am Beräich Verdeedegung mécht, komplementär zu der NATO. Mir hu jo keng duebel Budgeten. A keent vun deenen 21 Memberlänner, déi och NATO-Member sinn, géif sech et dach leeschte kënnen, op deenen zwou Säite Saachen ze maachen, déi net komplett kompatibel wieren. Mir si jo net schizophreen, géif ech mengen. Wat mir zu 27 an der Europäescher Unioun besser opgestallt sinn, wat eis Systemer méi interoperabel sinn, wat et der NATO och besser geet. Et

ass och evident, dass eng europäesch Defense mat sech bréngt, dass mir an Europa och europäesch akafen an dass mer europäesch Equipementer entwéckelen.

D'selwecht wéi d'Coronapandemie huet den Afghanistan eis gewisen, dass mir als international Gemeinschaft ni komplett preparéiert sinn op déi grouss Krisen, mat deene mer mussen eens ginn. Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass all Effort, fir d'Europäesch Unioun méi selbstänneg am Beräich vun der Sécherheet ze maachen, eis kollektiv méi resilient fir déi nächst Kris mécht an eis Partnerschaft iwwert den Atlantik ewech stäerkt. D'USA brauchen e staarkt Europa, dat gutt organiséiert ass an dat sech och kann em sech selwer këmmen.

„America is back“, huet de President Biden deklaréiert, wéi en déi éischte Kéier als neien US-Präsident mat den Alliierte geschwat huet um Sommet vun der NATO am Juni dëst Joer. Et ass wouer, dass zënter dem 20. Januar nei Téin aus dem Wäissen Haus kommen. An et ass och berouegend, dass mer d'Period Trump, mat hire permanenten Iwwerraschungen am negative Sënn, hannert eis hunn. D'USA sinn erëm e vertrauenswiederdege Partner fir d'Europäesch Unioun a fir déi ganz international Gemeinschaft, géif ech soen. D'USA sinn nees previsible an hirer internationaler Politik.

Beonrouegend bleift natierlech déi grouss Influenz, déi den Trump nach ëmmer op d'Republikanesch Partei huet, trotz dem Desaster vum Stuerm op de Kapitoul de 6. Januar vun dësem Joer. E reegelerchten Ugrëff op d'Demokratie ass, wéi Der wësst, a ville vun de republikanesch kontrolléierte Staaten amgaangen, fir eng massiv Behënnerung vun der Bréifwal duerchzesetzen, grad ewéi méi restriktiv a komplizéiert Wieleregistréierungen, fir d'Zuel vun de Wieler anzuschranken, eng Schan eigentlech fir d'US-Demokratie, mee eng latent Gefor fir 2024.

„America is back“ geet awer net duer. Et muss een iwwer esou Deklaratiounen erauskucken an analyséieren, wat dat genee heescht. No knapps zéng Méint ass de Fazit gemëscht. D'USA sinn e wichtige Partner vun der Europäescher Unioun, mee dat heescht net, dass all d'Problemer geléist sinn. Dat géillt och fir d'Handelsrelatiounen, an deenen nach e puer schwierig Kapitelen opstinn.

Am Beräich vum Stol a vum Aluminium gouf et virun e puer Deeg awer gutt Nouvelles. D'Europäesch Unioun an d'USA si sech eens ginn, un engem méi breeden Accord ze schaffen an an der Tëschenzäit den Import vun europäeschem Stol an Aluminium nees ouni Tariffer ze erlaben an de Quantitéite vu virun der Ära Trump.

Domat kann dann d'Europäesch Unioun och hir Kontertariffer - Dir wësst dat, amerikanesch Produkter wéi Whisky, Harley-Davidson - dann och en suspens halen. Den éischten „Trade and Technology“-Conseil tëscht den USA an der EU zu Pittsburgh am September war och eng wichteg Etapp. An deenen nächste Wochen a Méint muss an der transatlantescher Beziéung weider Vertrauen opgebaut

ginn, fir den onkoordinierten Ofzuch aus Afghanistan an déi iwwerraschend Annonce vum AUKUS-Partenariat ze verschaffen.

Ech wëll lech nach zwee aner Beispiller gi fir ofzeschléissen, déi engersäits d'Valeur vun der europäescher Diplomatie ënnersträchen an anerersäits illustréieren, wat geschitt, wa mir näischt oder net genuch maachen.

Éischtens, op där enger Säit hu mir en Nuklearofkommen mam Iran, wat 2015 jo ënnerschriwwen gouf a wat bis haut eng vun de gréissten Errungeschaften vun der europäescher Diplomatie ass. 2017 koum dunn een, dee gemengt huet, e misst den Accord futtischloen. Dat war him awer trotz gréisstem Effort net gelongen. Firwat? Ma well d'Europäesch Unioun zesummegehelt huet a gesot huet: „Nee, mir halen un eisem Ofkommen fest a mir loosse eis net vum Wee vun der Diplomatie a vun der Zesummenaarbecht ofbréngen.“

Elo mussen mer alles drusetzen, de sougenannte JC-POA nees op d'Schinnen ze setzen. D'EU huet méintelaang Verhandlungen zu Wien koordinéiert, fir dass d'Amerikaner hir Sanktiounen faleossen an nees zum Accord zeréckfannen a fir dass den Iran am Géigenzuch déi nukleär Restriktiounen nees respektéiert.

Zanter der Wal vun neien iranesche President Raisi leien d'Gesprécher op Äis. Wéi ech deen neien iraneschen Ausseminister op seng Demande am September zu New York och begéint hu bei der UNO, hunn ech him ganz kloer och gesot: „Et ass elo fënnel vir zwielef. Dir musst onbedéngt, esou menge mir dat an der Europäescher Unioun ganz eescht, nees zréck op Wien un de Verhandlungsdëscht.“

Den 29. November ginn d'Verhandlungen zu Wien endlech nees ugekuerbelt. Et ass am Interesse vun den USA a vum Iran, dese Prozess esou séier op en Enn ze bréngen wéi méiglech.

Ech wëll och bei deser Geleeenheet ënnersträchen, dass mir op kee Fall als Lëtzeburger Regierung an als zoustänneg Minister d'Aen zoumaache vum Iran senger destruktiver regionaler Politik an och net virun der brutaler Repressioun a virun de Mënscherechtsverletzungen, ënnert deene reliéis Minoritéiten, wéi zum Beispill d'Bahaien, ganz staark leiden. Dës Repressioun muss endlech ophalen! Och dat hunn ech dem iraneschen Ausseminister an aller Däitlechkeet gesot. An duerfir wäerte Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun sech och weider asetzen.

Zweetens, wouhin et féiere kann, wann d'Europäesch Unioun an allgemeng d'international Communautéit sech net genuch asetzen, dat huet dëst Joer erëm de Gaza bewisen. Soulaang mer net déi fundamental Wuerzele vum Konflikt tëscht Israel an de Palästinenser upaken, soulaang wäerten d'Leit an der Regioun an engem Däiwelskrees vun Haass, vu Gewalt, vun Zerstéierung gefaange bliwen.

Loosst mech drun erënneren: Dat hei ass net deen éischte Gazakrich gewiescht am leschte Fréijoer. Et ass dee véierte schonn zënter 2008. A wann

näischt Fundamentales ännert, wäert doudsécher och dee fënnel kommen.

Am Westjordanland an zu Ostjerusalem gëtt d'Zweestaateléierung schonn zanter Jore systematesch vun der israellescher Regierung futtigemaach. Wann Israel ouni Beweis palästinensesch ONGen als Terrororganisatioun klasséiert, dann ass dat näischt aneschtens wéi e weidere Schrëtt an dës Richtung.

Mee wa mer dësen Trend nees wëllen ëmdréien, mussen natierlech och d'Palästinenser hire Stot an d'Rei bréngen. Dat sot ech och dem Premierminister vun der palästinensescher Autoritéit, déi rezent jo bei eis op Besuch war. An et kann net sinn, dass se éiweg zerstridde bliwen an dass déi jonk Leit, jonk Palästinenser, net kënnen e Wuert matschwätzen, well et keng Wale gëtt. Geschwënn ass et ze spéit. Da gëtt et kee Wee méi zréck. Da gëtt et keng Zweestaateléierung méi.

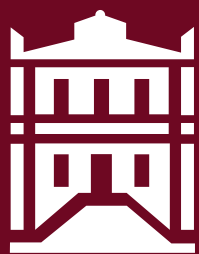
Mee wat ass d'Alternativ zu der Zweestaateléierung? Een eenzege Staat mat éiwegem Konflikt a systematescher Ongläichheet? Dat ka jo och net d'Äntwert sinn. Esou e Staat wier och keng nohaltteg Léisung fir Israel, wann et sech wëllt a Fridden an a Sécherheet a senger Regioun entwéckelen.

D'EU muss endlech de sougenannte Friddensprozess am Noen Osten nees ganz uewen op d'Lëscht vun de Prioritéite setzen an notamment drop insistéieren, dass Israel d'Accorde vun Oslo, déi jo an den 90er-Joren ënnerschriwwen gi si vun hinne selwer, och endlech nees applizéiert. Mir hunn eng historesch Verantwortung vis-à-vis vun Israel a vu Palästina. A mir si Frënn souwuel vun Israel wéi vu Palästina. Et geet net drëm, fir fir déi eng a géint déi aner ze sinn. Et geet em d'Recht op Selbstbestëmmung. Et geet drëm, dass d'Völkerrecht respektéiert gëtt, dass Mënscherechter respektéiert ginn, dass sech nees un dat gehale gëtt, wat een ënnerschriwwen huet, dass all d'Leit, déi tëscht dem Jordan an dem Mëttelmier wunnen, a Fridden, a Sécherheet an an Dignitéit liewe kënnen, net méi, awer och net manner!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Pandemie huet eis enk zesummege-schweesst. Villen ass kloer ginn, dass Krise vun deem Ausmooss net eleng ze meeschtere sinn. D'Pandemie huet eis bewisen, wéi wichteg déi europäesch Solidaritéit ass, wéi grouss d'Plus-value vun der Unioun ass, wann een am Geescht vun der Solidaritéit zesummeschafft.

Mee d'Covid-19-Kris war an ass eng Zäit, déi där jonker Generatioun, mengen ech, am meeschten ofverlaangt huet. Déi Jonk waren dacks op sech eleng gestallt. Keen normale Studium, keng Méiglechkeet fir ze reesen, keng sozial Evenementer ënner Frënn ware méiglech. D'Zukunft gehéiert awer der Jugend. Duerfir ass et elo ëmsou méi wichteg, fir déi jonk Leit an de Mëttelpunkt ze stellen, hinnen ze weisen, dass mer hir Suergen an Ängschten eescht huelen; evitéieren, dass et zu engem Generatiounskonflikt kënn.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

„D'Zukunft läit an Ären Hänn" - dëst ass jo de Motto, wéi Der wësst, vun der Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa. D'Konferenz bitt de Bierger a ganz Europa d'Geleeënheet, sech iwwert hir Erwaardungen un d'Europäesch Unioun auszedecklen. Nei Iddien a Virschléi kënnen zesumme mat de Bierger entwéckelt ginn. D'Unioun méi no un de Bierger bréngen, dëst ass och den Usproch, an derzou bäzedroen, déi demokratesch Legitimitéit vun eiser Unioun ze stäerken.

Natierlech ass d'Konferenz och eng Geleeënheet, sech mat den negativen Tendenzen a Kriticke vun der Unioun ausernaneresetzen a gemeinsam derzou bäzedroen, d'Unioun ze stäerken a besser op zukünfteg Erausforderunge virzubereeden. Et kann d'Bierger deem no just encouragéieren, sech aktiv un dësem Prozess ze bedeelegen. Besonnesch den Ängschten an den Hoffnungen vun der Jugend solle mer an dësem Prozess nolauscheren. An deem Sënn hunn ech mech och schonn am Fréijoer, zesumme mat engem däitsche Staatssekretär, dem Michael Roth, mat jonke Leit aus Däitschland an aus Frankräich an aus Lëtzebuurger Lycéien ennerhalen.

Fir en éierlechen a konstruktiven Austausch kënnen ze erméiglechen a méiglechst vill Leit ze errechen, erfuerdert dës Debatt awer e kollektiven Effort vun allen Acteuren. Duerfir freet et mech émsou méi, dass och d'Chamber eng ganz Rëtsch interessant Formater op d'Bee gestallt huet, wéi de President vun der aussepolitescher Kommissioun scho gesot huet, fir zesumme mat de Bierger iwwert d'Zukunft vun Europa ze dialogéieren.

Loosst eis de Konklusiounen vun der Konferenz awer net vun vireran virgräifen a scho vun institutionelle Changementer schwätzen. Mäin Androck ass éischer deen, dass mer eis méi Gedanken ëm déi alldeeglech Suerge vun de Bierger maache sollten, ëm d'Ekonomie, d'Aarbecht, de Klima an dat Soziaalt, amplaz iwwer Entscheedungsgremien a Personalroen ze diskutéieren.

Duerfir loosst eis fir d'éischt lauschteren, wat d'Suergen an d'Iddie vun de Bierger sinn. Am Fréijoer 2022, also d'nächst Joer, ginn dann enner franséischer Présidence d'Konklusiounen presentéiert.

D'Konferenz iwwert d'Zukunft vun Europa gouf op engem 9. Mee offiziell lancéiert. 71 Joer éischer, 1950, och op engem 9. Mee, leet jo de Robert Schuman sengersäits de Grondstee fir ons europäesch Konstruktions.

D'Kreatioun vun der europäescher Communautéit fir Kuel a Stol, kuerz CECA, den 18. Abrëll 1951 setzt den Ufank vun engem Projet vu Fridden a Kohäsioun, getrei dem Motto „Eenegkeet mécht staark!“, déi d'Prosperitéit vun Europa zënter méi wéi 70 Joer ofséichert.

D'Exekutiv vun der CECA, déi héich Autoritéit, huet hir éischt Versammlungen, mir wëssen dat, den 10. August 1952 hei zu Lëtzebuerg ofgehalen. 2022 sinn dat 70 Joer Presenz vun der europäescher Exekutiv zu Lëtzebuerg, 70 Joer konkret europäesch Integratioun, un där Lëtzebuerg op enger ganz viischerter Plaz konnt matschaffen a matgestalten.

Dës historesch Roll an de Baiträg vu Lëtzebuerg zur europäescher Integratioun spigelt sech an eiser engagierter an aktiver Sätzpolitik erëm. Ech hu schonn ufangs vun dëser Ried ennerstrach, wéi wichteg d'Verdeedegung vun der Rechtsstaatlechkeet och innerhalb vun der Europäescher Unioun ass.

Hei huet och den Europäesche Parquet mat Sätz zu Lëtzebuerg eng essenziell Roll ze spillen. Zënter dem 1. Juni 2021 an der Opnam vu senger operationeller Aarbecht huet den Europäesche Parquet bis Mëtt September schonn eng 300 Enquête lancéiert. Et geet hei ëm e potenzielle Gesamtschued fir de Budget vun der Europäescher Unioun vu ronn 4,5 Milliarden Euro. Et ass duerfir wichteg ze ennersträchen, dass déi 130 Posten, dorënner och ganz vill héich spezialiséiert Juristen, Finanzexperten, Informatiker, déi um Europäesche Parquet fir 2021 fir de Sätz zu Lëtzebuerg accordéiert gi sinn, alleguere scho gesat sinn. Wéinst der grousser Aarbechtslaascht vum Parquet huet d'Kommissioun dann och virgeschloen, fir den Europäesche Parquet 2022 mat 118 weidere Posten ze stäerken. Dat kann d'Regierung nëmme voll a ganz ennerstëtzen. An dräi zousätzlech Stäck op der Tour B, dem Sätz vun Europäesche Parquet um Kierchbiere, sinn iwwerregens schonns dëser Deeg fäerdeggestallt ginn.

D'Joer 2021 huet och nach aner positiv Entwécklungen am Justizberäich bruecht. D'Jurisdiction unifiéie du brevet steet ewell no etleche Retarden, enner anerem wéinst dem Brexit, kuerz virum Akraaftrieden. Lëtzebuerg schafft hei zënter 2013 aktiv mat un de Virbereedunge fir dëst neit Geriicht, dat kompetent wäert si fir dat eenheetlech Europäesch Patent.

D'Cour d'appel an de Greffe vun der JUB - also mat „B" hannen - wäerten hei zu Lëtzebuerg sinn.

(Hilarité)

D'Büroen am Nouvel Hémicycle si scho prett. Nieft dem Europäesche Parquet wäert och dëst neit Geriicht de Status vu Lëtzebuerg als Kompetenzzentrum vun der Europäescher Justiz nach weider stäerken. Donieft schaffe mer och drun, fir Lëtzebuerg als Sätz vun den Europäesche Finanzinstitutiounen weider auszebauen an enner anerem Synergien am Kader vun neie Finanzinstrumenter, déi der Kommissioun zur Verfügung stinn, mat Organer wéi

der Europäescher Investitiounsbank, dem Europäesche Stabilitätsmechanismus, ESM, ze féerden.

Mir schaffen och aktiv mam ESM zesummen, wat de Bau vun hirem neien, méi grouss Gebai um Kierchbiere ueget. Et ass ee wichtige Schrëtt a reflektéiert net nëmme déi kompetent Erweiterung vun de Kompetenze vum ESM, mee och d'Bekanntnis zum Standuert Lëtzebuerg.

An deem Kontext loosst mech och all deenen anere Ministèren an Administratiounen, besonnesch dem Finanzministère an der Administration des bâtiments publics, Merci soe fir hir Kooperatioun an hiren Asaz, wat eis Lëtzebuurger Politik ueget.

Wat den drëtten grouss Beräich, den digitale Beräich, ueget, sou konnt ech am Mee dëst Joer, zesumme mam Här Fayot, Ekonomiesminister, a mam Kommissär Breton, déi Gemeinsam Entreprise fir den Europäeschen Héichleeschtungsrechner, also dat heescht EuroHPC, déi hire Sätz hei zu Lëtzebuerg huet, aweien. An och do steet schonn eng Erweiterung an d'Haus.

Am September gouf mat Lëtzebuurger Ennerstëtzung d'Mandat vum EuroHPC ausgebreet, fir enner anerem déi villversprechend Quanteberechnung anzuschléissen. An deem Kontext huet EuroHPC och eng bedeitend Hausse vun hirem Personal accordéiert kritt, vun haut 15 soll dat 2022 op 47 Leit eropgoen an 2023 nach weider bis op 57 Posten.

Eng aner gutt Nouvelle am digitale Beräich ass, dass nieft enger ganzer Rëtsch vun europäeschen an internationalen Institutiounen wéi dem Europäesche Parquet, der Europäescher Investitiounsbank, der Europäescher Kommissioun, der NSPA - also d'NATO Support and Procurement Agency, fréier NAMSAN genannt -, an dem Europäesche Patentamt, déi sech alleguere fir e Lëtzebuurger Tier IV-Datenzentrum entscheet hunn, Monaco decidéiert huet, eng „Ambassade des données“ zu Lëtzebuerg ze etabléieren. No Estland ass Monaco deen zweete Staat, dee Lëtzebuerg seng Donnéeën uvertraut.

Nieft dësen dräi grouss Beräicher - Justiz, Finanzen an Digitales - schafft d'Regierung aktiv drun, fir nei Strukturen an anere Beräicher ze identifzéieren, déi sech hei am Grand-Duché usidele kéinten oder wou ee sech verstärkt Synergien mat presenten europäeschen an nationale Servicer kéint virstellen.

Ech kommen hei muer nach op déi spezifesch Geschicht am Gesondheitssecteur zréck am Kader vun der Question élargie vun der Madamm Viviane Reding.

Dir gesitt, et geschitt esou munches a Saache Standuert Lëtzebuerg. An d'Regierung wäert déi Ustrengungen och konsequent weiderféieren, dat

och zesumme mat den internationalen an europäeschen Institutiounen zu Lëtzebuerg.

Här President, d'Pandemie huet eis alleguere fundamental gerëselt. Et war eng schwéier Zäit. Ma lues a lues gesi mer, hoffen ech op jidde Fall, Luucht um Enn vum Tunnel. Dës Ried konnt nees hei an der Chamber gehale ginn. Dat ass vläicht en Zeechen, dass et geschwé besser geet. Et konnt een an deene leschte Méint verdrésslech gi wéinst deem sëllege Leed, wat dësse Virus iwwert d'Welt bruecht huet, wéinst all deene sëllegen Aschränkungen, well villes méi lues gaangen ass, well vill wichteg Evenementer hu misste verschubst oder ofgesot ginn oder well se just virtuell konnten oflafen.

D'Videokonferenz sinn e gudden Noutstopp - ech soen Noutstopp -, mee se si keen Ersatz fir dat richteg Handwierk vun der Aussepolitik. De mënschleche Kontakt, den direkten Austausch, d'Andréck op der Plaz sinn enorm wichteg. Mir huelen awer och e puer vun deenen neie Gewunnechten aus der Pandemie mat eriwuer an déi nächst Phas.

Mir hu geléiert, méi onkomplizéiert digital ze kommunizéieren. Dat huet et zum Beispill méiglech gemaach, dass mir eis op en etleche Plazen och lokal konnte méi aktiv abréngen, do, wou mer keng Ambassade hunn, a fir e klengen diplomatesche Réseau wéi eisen ass dat ganz, ganz wäertvoll a mir wëllen dat bäibehalen.

Mir hunn alleguerten en neie Sënn dueren entwéckelen, wat wichteg ass a wat Bestand kann hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et och 2020/2021 fäerdegbruecht, Aussen- an Europapolitik, och mat Ärer Hëllef vun der Chamber, am Déngscht vun de Bierger zu Lëtzebuerg an am Déngscht vun dem europäeschen an eisem multilateralen Ideal vun Integratioun an Zesummenaarbecht ze maachen. Lëtzebuerg wäert och weiderhi fir seng Interessen, fir seng Wäerter, seng Iwwerzeugung op internationalem Niveau antrieden. An elo freeën ech mech op den Debat vu muer, op dat nächst Joer an op d'Normalitéit vum Schaffen a vum Liewen am nächste Joer. A merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister. Muer de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Aussen- an Europapolitik.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.19 heures.)

Sommaire des séances publiques n°s 5, 6, 7, 8 et 9

5^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 49
Communications	p. 49
Ordre du jour	p. 49
7897 - Projet de loi portant modification :	
1° de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;	
2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;	
3° de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail.....	p. 49-61

6^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 61
Octroi de titres honorifiques à d'anciens fonctionnaires de l'Administration parlementaire.....	p. 61
Ordre du jour	p. 61
Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du scandale d'espionnage Pegasus	p. 61-66
Heure de questions au Gouvernement	p. 66-68
- Question n° 245 du 19 octobre 2021 de M. Marc Spautz relative à l'impact et les effets de la pénurie de matériaux et de main d'œuvre dans le domaine de la construction, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes	p. 66
- Question n° 246 du 19 octobre 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution des aides octroyées aux acteurs du secteur culturel pendant la pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Culture	p. 66
- Question n° 247 du 18 octobre 2021 de Mme Nathalie Oberweis relative au remboursement de la psychothérapie, adressée à Mme la Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 66-67
- Question n° 248 du 19 octobre 2021 de M. François Benoy relative au plan stratégique national dans le cadre de la nouvelle PAC, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	p. 67
- Question n° 249 du 18 octobre 2021 de M. Sven Clement relative au délai d'inscription pour un examen médico-sportif, adressée à M. le Ministre des Sports	p. 67-68

- Question n° 250 du 19 octobre 2021 de M. Jean-Paul Schaaf relative au financement respectivement au subventionnement de la fusion des cinq communes de la Nordstad, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur	p. 68
- Question n° 251 du 18 octobre 2021 de Mme Myriam Cecchetti relative à la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	p. 68
Interpellation de M. Gilles Roth au sujet de la gestion de catastrophes naturelles suite aux récentes intempéries	p. 68-77

7^e séance

Édition spéciale sur la proposition de révision de la Constitution n° 7575 concernant la Justice, cf. Annexe au compte rendu des séances publiques n° 15 de la session ordinaire 2020-2021

8^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 77
Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'avenir du centre thérapeutique « Syrdall Schlass »	p. 77-80
Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen.....	p. 80-81
Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la réduction des risques d'inondations.....	p. 81-90
7775 - Projet de loi portant modification :	
1° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce ;	
2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale ;	
3° de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce	p. 90-92
Motion de M. Jeff Engelen relative aux mesures sanitaires en vigueur pour les élèves et le personnel enseignant des écoles de musique des communes.....	p. 92

9^e séance

Ouverture de la séance publique.....	p. 92
Communications	p. 92-93
Ordre du jour	p. 93
Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère	p. 93-99

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
5451	Gusty Graas	Blocage par la Chine des importations de pays de l'UE contenant des composants provenant de Lituanie
5453	Marc Goergen	Tourisme de carburant
5454	Martine Hansen	Taux de vaccination des professionnels de la santé
5457	Fred Keup	Hausse de la criminalité
5471	Yves Cruchten	Situation alimentaire mondiale
5474	Laurent Mosar, Léon Gloden	Attaques physiques et verbales, voire menaces auxquelles sont exposées les forces de l'ordre
5500	Paul Galles	Énergies renouvelables appliquées aux bâtiments publics
5502	Paul Galles	Responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme
5526	Marc Goergen	Interférences entre les fréquences de la 5G et les instruments de navigation des avions
5546	Max Hahn	Sacs bleus de la Valorlux
5552	Marc Goergen	Sel de déneigement
5565	Gilles Baum, Gusty Graas	Augmentation du diabète de type 2 chez les enfants et les adolescents
5566	Sven Clement	Médecine environnementale
5575	Martine Hansen	Recommandations de l'Observatoire national de la qualité scolaire
5578	Marc Spautz	Comportement désobligeant dans les structures d'accueil pour enfants
5582	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Mouvement diplomatique
5587	Mars Di Bartolomeo	Croissance de l'emploi
5592	Jeff Engelen	Retour du loup
5593	Fred Keup	Mise en quarantaine des personnes âgées dans les maisons de retraite
5595	Laurent Mosar	Fin du roaming et impact sur le Luxembourg
5596	Marc Hansen, Chantal Gary	Sécurité informatique de la délégation luxembourgeoise lors des jeux olympiques 2022
5597	Martine Hansen, Claude Wiseler, Marc Spautz	Programme de bachelor de l'infirmier
5601	Martine Hansen	Cas de Covid-19 dans les écoles
5603	Josée Lorsché, Marc Hansen	Certificats de virginité
5610	Marc Spautz	Missions et attributions de l'ADEM
5612	Sven Clement	Reconnaissance de certificats de rétablissement étranger
5613	Sven Clement	Établissement de certificats CovidCheck sur base d'un test rapide positif
5615	Fred Keup	Brevets déposés au Luxembourg
5616	Fred Keup	Décrochage scolaire
5619	Roy Reding	Prédominance des fournisseurs de carte de crédit américains
5626	Nathalie Oberweis	Critères d'investissement de la BCEE en matière d'activités durables
5629	André Bauler	Parking public au lieu-dit « Schinker » dans la commune de Parc Hosingen
5631	Mars Di Bartolomeo	Achat rétroactif auprès du régime général d'assurance pension en cas de divorce
5635	Marc Goergen	Stands de tir
5639	Claude Lamberty, Max Hahn	Stands de tir
5646	Jeff Engelen	Infections Covid-19 liées au secteur Horeca
5652	Sven Clement	Patrimoine ferroviaire
6309 urgente	Marc Goergen	Confiscation d'avions appartenant à des oligarques russes
6367 urgente	Mme Nancy Arendt épouse Kemp	Variole du singe

Question 5451 (04.01.2022) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant le **blocage par la Chine des importations de pays de l'UE contenant des composants provenant de Lituanie** :

Après l'ouverture d'une ambassade taïwanaise de facto à Vilnius, la Chine a officiellement rétrogradé ses relations politiques et commerciales avec la Lituanie. Depuis, le pays balte aurait disparu du système douanier de la Chine qui, à son tour, aurait cessé d'accepter non seulement les produits lituaniens, mais également les produits d'autres pays membres de l'Union européenne.

Selon des articles de presse, les industries impactées par ces développements seraient diverses. Des marchandises de toutes sortes seraient touchées et, par conséquent, beaucoup de ports seraient également affectés. Le commerce entre les différents pays semblerait pris en otage par une politique commerciale qui tournerait de plus en plus en une crise politique et diplomatique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant d'entreprises luxembourgeoises impactées par ces développements ?

- Est-ce que la décision de la Lituanie d'ouvrir un bureau de représentation pour le Taïwan sous son propre nom avait été discutée au niveau européen ? Dans l'affirmative, quelles en étaient les conclusions ? Les autres États membres soutiendront-ils la Lituanie dans sa démarche ?

- Dans l'attente d'une réaction européenne, est-ce que la Chine a annoncé d'autres mesures qui pourraient impacter la politique commerciale internationale ?

- Est-ce que cette affaire risque d'avoir des conséquences politiques pour les relations UE-Chine ?

Réponse commune (02.02.2022) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

- Ni le Ministère des Affaires étrangères et européennes, ni le Ministère de l'Économie n'ont été contactés par une entreprise qui serait concernée par ces développements et n'ont connaissance d'un impact éventuel sur des entreprises luxembourgeoises.

- La Lituanie n'a pas abordé avec ses partenaires européens sa décision d'autoriser l'ouverture d'un tel bureau. Cette décision et la réaction du Gouvernement chinois furent cependant l'objet de discussions a posteriori au sein du Conseil européen

et du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne.

- En raison du fait que les mesures prises par les autorités chinoises contre la Lituanie affectent le marché unique, l'Union européenne a lancé le 27 janvier 2022 une procédure devant l'OMC.

- Les États membres ont exprimé leur solidarité avec la Lituanie, et ce dossier constitue désormais une question importante dans les discussions sur les relations UE-Chine. L'Union européenne est en contact avec les autorités chinoises pour clarifier la situation concernant les blocages de biens en provenance de la Lituanie.

Question 5453 (04.01.2022) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant le **tourisme de carburant** :

Am Mee 2016 huet den Dieter Ewringmann am Opdrag vum Ministère fir nohalteg Entwécklung eng Etüd iwwert den Tanktourismus verëffentlecht. An dëser Analys huet de Professor fir Finanzwëssenschaft festgestallt, dass den Tanktourismus Lëtzebuerg méi kascht, wéi en eis u Recetten abréngt. 3,5 Milliarden u järeliche Käschte stoungen 2,1 Milliarden en Einname géigeniwwer.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. An der Studie vun 2016 gouf och gekuckt, wat den Ausstouss vun CO₂ eist Land kascht. Deemno soll 2010 eng Tonn CO₂ ronn 120 € Ëmwelt- a Klimakäschte verursaachen (woubäi de Präis haut natierlech ee gutt Stéck driwwer läit).

Op Basis vun der Rechnung aus der Etüd, wéi schätzt d'Regierung d'Käschtenentwécklung zënter 2010 an?

2. Wéi vill CO₂-Zertifikater misst Regierung kafen, fir d'Emissiounen aus dem Tanktourismus ze kompenséieren, a wat fir zousätzlech Käschte géif dat fir d'Staatsausgabe bedeuten?

3. Existéiere Studien, déi analyséiert hunn, wéi vill den Tanktourismus déi betrafte Gemenge kascht (zum Beispill d'Ofnotzung vun den Infrastrukturen, wéi z. B. Stroossen an Tankstellen)?

4. Huet d'Regierung weider nei Studien, no där vum Professor Ewringmann, an Opdrag ginn, fir d'Situa-

tioun vum Tanktourismus hei am Land weider ze evaluéieren? Wa jo, wéi eng Studië waren dëst?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**, et de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** :

D'Konklusiounen aus dem Dr. Ewringmann senger Etüd vun 2016 „Ermittlung und Bewertung der positiven und negativen Wirkungen des Treibstoffverkaufs unter besonderer Berücksichtigung negativer externer Umwelt- und Gesundheitseffekte - Status quo 2012 und maßnahmeninduzierte Veränderungen“ sinn och haut nach gréisstendeels valabel.

Lëtzebuerg huet seng Zäregasemissionsreduktiounsziler an der Period 2013 bis 2020 a gehalen, soudatt d'Regierung keng CO₂-Zertifikater huet misse kafen, fir Emissiounen aus dem „Tanktourismus“ oder aus anere Beräicher ze kompenséieren.

Studien, déi analyséiert hunn, wéi vill den Tanktourismus déi betrafte Gemenge kascht, sinn der Regierung net bekannt.

Et sief an dësem Kontext och dorun erënnert, dass d'Regierung, mat der punktueller Erhéijung vun den Accisen 2020 an der Aféierung vun der CO₂-Tax op de fossille Brennstoffe, sech en effikasse Moya ginn huet, fir déi kontinuéierlech Reduktioun vun den Emissiounen aus dem „Treibstoffexport“ ze begleeden.

Question 5454 (04.01.2022) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant le **taux de vaccination des professionnels de la santé** :

Am Moment gétt am Kader vun der Covidpandemie vill iwwer eng eventuell Impfflicht geschwat, dat och, well a verschiddene Bevëlkerungskategorien den Impftaux net héich genuch ass. Vill Experte sinn der Meinung, datt virun allem d'Personal am Gesondheets- a Fleegeberäich misst geimpft sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung aktuell Zuelen zum Taux de vaccination beim Personal am Gesondheets- a Fleegeberäich?

2. Wann nee, kann duerch d'Personal, dat sech muss teste loossen, eng Aschätzung vum Impftaux gemaach ginn?

3. Gétt et Ënnerscheeder tëscht den eenzele Gruppen an Haiser?

4. Wat gouf bis elo gemaach, fir d'Personal ze incitéieren, sech impfen ze loossen?

Réponse commune (08.02.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration** :

ad 1. - 3. Opground vun der Motioun iwwer d'Impfflicht vum honorabelen Deputéierte Gilles Baum, déi den 19. Januar 2022 mat 31 Stëmme géint 29 Stëmmen an der Chamber ugeholl gouf, wäert d'Regierung zäitno en Dokument zur Verfügung stellen, dat d'Donnéen iwwer den Impfstatus vum Gesondheetspersonal, wat am enke Kontakt mam Patient steet, opschléisselt.

D'Ministèren erlabe sech deemno, den honorabelen Deputéierten op dëst Dokument ze verweisen, dat zäitno den Deputéierte wäert zur Verfügung gestallt ginn. Parallell dozou sinn awer och schonn eng Partie Zuelen an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro 5436 detailléiert ginn.

ad 4. An der Kommunikatioun, souwuel innerhalb wéi ausserhalb vun den Haiser, ass op d'Wichtigkeet vun der Impfung higewise ginn an et si verschidde Mesuren en place gesat ginn, fir d'Impfung fir d'Personal sou einfach wéi méiglech ze maachen.

Doriwwer eraus huet jo den Expertsgrupp, dee säin Avis zur Impfflicht de 14. Januar 2022 ofginn huet, eng Impfflicht souwuel bei Personnen iwwer 50 Joer wéi och fir d'Gesondheetsberuffer recommandéiert.

Am Kontext vun de Recommendationen, déi d'Commission permanente pour le secteur des personnes âgées reegelméisseg un d'Strukturen aus dem eelere Beräich schéckt, gétt ëmmer erëm d'Wichtigkeet vun der Impfung ënnerstrach.

Esou stinn an de Recommendationen vum 22. September 2021 (Wunnstrukturen aus dem eelere Beräich), vum 29. September 2021 (CPG; Réseaux d'aide et de soins) a vum 19. Oktober (Wunnstrukturen CPG, Réseaux d'aide et de soins) dës Kapitelten:

« Introduction

«Euvrons ensemble pour améliorer le statut vaccinal du personnel.

En ce qui concerne le personnel, il est rappelé aux professionnels intervenant auprès de personnes âgées, particulièrement vulnérables, l'exigence déontologique de se faire vacciner. Le fait de se faire vacciner constitue un acte citoyen, un acte de responsabilité et de solidarité permettant de se protéger contre le virus, de protéger les personnes âgées et de protéger les collègues. Afin d'augmenter la couverture vaccinale du personnel, les responsables des structures d'hébergement continueront à promouvoir activement la vaccination contre le Sars-CoV-2, tout en adoptant une démarche in-

formative et pédagogique (voir aussi matériel d'information sur le site <https://covid19.public.lu/fr/vaccination.html>). Tout a été mis en œuvre pour permettre au personnel d'avoir un accès rapide et facile à la vaccination.

Une couverture vaccinale de l'ensemble du personnel facilitera un retour à la normale dans les structures d'hébergement.

[...]

La vaccination

La vaccination des résidents nouvellement admis dans une structure d'hébergement et non encore vaccinés pourra être dispensée par le médecin traitant du résident.

Une troisième dose de vaccin sera proposée aux résidents. Des explications sur le bien-fondé de cette offre se trouvent dans l'avis du CSMI, du 7 septembre 2021.

Il est rappelé aux responsables des structures d'hébergement de continuer à promouvoir activement et régulièrement la vaccination du personnel et des résidents contre le Sars-CoV-2. Du matériel d'information et de promotion se trouve sur le site : <https://covid19.public.lu/fr/vaccination.html> »

An de Rekommandatioun vum 17. Dezember 2021 sinn dës Messagen nach eng kéier widderholl.

Question 5457 (04.01.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant la hausse de la criminalité :

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 5213 iwwert d'Vereffentlechung vun lwwerfall an Abréck, äntwert den Här Minister mat Verweiser op meng parlamentaresch Froen Nr. 3682 vum 19. Februar 2021, Nr. 4039 vum 7. Abréck 2021 an Nr. 4211 vum 4. Mee 2021. Dës Verweiser loosse meng parlamentaresch Fro Nr. 5213 awer zum Deel onbeäntwert.

Aus deem Gronn géif ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet gär déi folgend Froe stellen:

1. An der Period vum 1. September bis zum 31. Oktober 2021 huet d'Police bis elo landeswäit 58 lwwerfall, dorënner zwiefel versichten lwwerfall, statistesch erfaasst. Wéi vill dovun sinn der vun der Police effentlech gemaach an un d'Press weidergeleest ginn, a wéi vill net?

2. An der Period vum 1. September bis zum 31. Oktober 2021 huet d'Police bis elo landeswäit 411 Abréck, dorënner 166 versichten Abréck, statistesch erfaasst. Wéi vill dovun sinn der vun der Police effentlech gemaach an un d'Press weidergeleest ginn, a wéi vill net?

Réponse (24.01.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

An deene vum honorabelen Deputéierten opgezielte parlamentaresche Froe gouf erkläert, wéi eng Critère bei Pressematdeedunge säitens der Police applizéiert ginn.

D'Police féiert keng Statistiken iwwert d'Zuel vu Faiten, déi kommunizéiert resp. net kommunizéiert ginn. Déi absolutt Zuelen zu de Strofdote ginn integral an der järelecher Kriminalitéitsstatistik vun der Police verëffentlecht.

Question 5471 (06.01.2022) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la situation alimentaire mondiale :

Dans son Aperçu humanitaire mondial 2022, publié le 2 décembre 2021, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires estime que 274 millions de personnes dans 63 pays auront besoin d'aide humanitaire en 2022. Il s'agirait donc d'une augmentation significative de 17 % par rapport aux 235 millions de personnes en 2020.

Le document explique que la cause principale des besoins humanitaires est l'insécurité alimentaire, qui est aujourd'hui 60 % plus élevée qu'avant la crise sanitaire. Selon un communiqué de l'ONU du 22 décembre 2021, le Programme alimentaire mondial (PAM) est notamment contraint de réduire son assistance alimentaire au Yémen, deuxième pays le plus touché par l'insécurité alimentaire, en raison du manque de fonds. À partir de janvier, 8 millions de personnes vont recevoir seulement la moitié des rations alimentaires minimum quotidiennes.

La directrice régionale du PAM pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord Corinne Fleischer a déclaré que cette réduction intervient au « pire moment » pour ce pays dévasté par un conflit incessant et une situation économique aggravante. L'ONU précise dans ce même communiqué : « Sans nouveau financement, des réductions plus sévères seront bientôt inévitables. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Le Gouvernement a-t-il réagi à la situation alimentaire mondiale qui est devenue de plus en plus préoccupante au cours de l'année 2021 ?

2) Quelles initiatives le Gouvernement entend-il entreprendre aux niveaux européen et international afin de détendre les crises alimentaires en détérioration ?

3) Le Gouvernement entend-il augmenter ses contributions au PAM afin de soulager la situation alimentaire au Yémen ?

Réponse (02.02.2022) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

En 2021, la situation alimentaire mondiale a continué de se détériorer. Pour faire face à cette situation, la Coopération luxembourgeoise continue d'adopter une approche holistique, à la fois sur le plan de la coopération au développement que sur le plan des interventions humanitaires d'urgence.

En matière d'aide humanitaire en tant que telle, le Luxembourg entretient des partenariats importants et de longue date avec les agences onusiennes et d'autres organisations nationales et internationales expertes en la matière. En 2021, le soutien aux opérations d'urgence ainsi qu'au renforcement de la résilience des populations à risque s'est élevé à près de 62 millions d'euros.

L'action humanitaire luxembourgeoise est mise en œuvre notamment à travers des Cadres de partenariat stratégique (CPS) pluriannuels avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Outre ces financements directs d'agences onusiennes et d'organisations internationales, l'action humanitaire luxembourgeoise s'engage chaque année à alimenter des fonds fiduciaires tels que le Central Emergency Response Fund (CERF) et les Country-based Pooled Funds (CBPF), tous gérés par OCHA, ainsi que le Disaster Relief Emergency Fund (DREF), géré par la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR). Une importante partie des financements aux fonds fiduciaires est directement utilisée pour soutenir des programmes de renforcement de la sécurité alimentaire.

En tant que signataire de la Food Assistance Convention, le Luxembourg s'engage chaque année à financer des programmes de sécurité alimentaire et d'aide alimentaire d'urgence à travers le monde pour un minimum de 4.000.000 EUR. Comme les années précédentes, ce seuil a été largement dépassé. Le Luxembourg est en outre signataire de la School Meals Coalition, engagement pris lors du Food Systems Summit en 2021, initiative émergente qui vise entre autres à mener des actions d'amélioration et d'intensification des systèmes alimentaires et éducatifs. En 2021, trois programmes School Feeding au Nicaragua, au Mali et au Sénégal ont été soutenus.

Le partenaire principal du Luxembourg en matière d'aide alimentaire d'urgence est le Programme alimentaire mondial (PAM). La majeure partie des financements au PAM à travers le CPS est allouée à des opérations humanitaires dans les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire aiguë. Ainsi, en 2021, un montant total de 7.000.000 EUR a été alloué entre autres à des opérations humanitaires, notamment en Afghanistan, au Yémen, en Éthiopie, au Venezuela ou encore en Syrie. Pour aider le PAM à faire face aux urgences les plus aiguës, des contributions supplémentaires à hauteur de 2.500.000 EUR ont été allouées aux opérations en Afghanistan, en Jordanie, au Yémen et au Soudan du Sud fin 2021. Le soutien au PAM ne se limite pas aux seules opérations humanitaires, mais couvre également les capacités logistiques, le secteur de la télécommunication ou encore la recherche de solutions innovantes à la malnutrition et la sécurité alimentaire. Le soutien financier total au PAM en 2021 s'élève à 10.650.000 EUR (7.000.000 EUR dans le cadre du CPS, 1.000.000 EUR pour le School Feeding, 2.500.000 EUR de contributions supplémentaires et 150.000 EUR au profit du WFP Innovation Accelerator).

Le Luxembourg s'engage à maintenir, voire élargir son soutien au PAM dans les années à venir. Ainsi, l'enveloppe annuelle du PAM connaîtra une hausse de 1.000.000 EUR par an pour la période de 2022 à 2025. Outre le budget annuel de 8.000.000 EUR pour l'aide humanitaire d'urgence dans le cadre du CPS pluriannuel, le programme School Feeding au Nicaragua sera reconduit à hauteur de 1.000.000 EUR et un nouveau programme de renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali à hauteur de 2.000.000 EUR verra le jour.

Le Luxembourg peut également compter sur l'expertise des ONG luxembourgeoises dont plusieurs projets humanitaires d'aide alimentaire ont été (co) financés en 2021 pour un montant global d'environ 1,4 millions d'euros, surtout au Soudan du Sud, en Haïti, en Somalie et en Éthiopie.

En ce qui concerne la situation humanitaire désastreuse au Yémen, situation que nous suivons de

près, des contributions de 2.550.000 EUR ont été allouées pour les opérations d'aide d'urgence de ses partenaires (CARE in Luxembourg : 300.000 EUR, le Fonds humanitaire central géré par OCHA : 350.000 EUR, CICR : 400.000 EUR, et PAM : 1.500.000 EUR). L'enveloppe budgétaire ainsi attribuée pour des activités humanitaires au Yémen fait de ce pays le 7^e pays bénéficiaire en matière de financements humanitaires luxembourgeois.

En 2022, l'action humanitaire luxembourgeoise envisage de maintenir son niveau de financement au profit de la population yéménite, sachant que des fonds supplémentaires pourraient être libérés pour les opérations d'urgence au cours de l'année.

Question 5474 (06.01.2022) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** (CSV) concernant les **attaques physiques et verbales, voire menaces auxquelles sont exposées les forces de l'ordre** :

Dans le cadre des manifestations « anti-Covid », les agents de police ont été et sont la cible d'attaques physiques ou verbales. Des faits de rébellion ont été relatés par la presse, sans oublier les injures et autres propos violents dont ils font l'objet que ce soit sur la place publique ou sur les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de procès-verbaux pour rébellion et autres infractions ont été rédigés par les agents de police dans le sillage des manifestations anti-Covid ?

2) Combien de messages diffusés sur Internet et visant justement les forces de l'ordre ont été transmis au Ministère public aux fins de poursuite ?

3) Combien de ces procès-verbaux ou dénonciations ont abouti à des enquêtes ou instructions de la part des autorités de poursuite ?

4) Comment Madame et Monsieur les Ministres évaluent-ils cet état des choses ? Un durcissement de la législation pénale est-il à l'ordre du jour ? Quelles sont d'autres pistes explorées par le Gouvernement pour mieux protéger les agents de police ?

Réponse commune (08.02.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) Dans le sillage des manifestations anti-Covid-19 des 11, 18 et 24 décembre 2021, ainsi que celle des 8 et 15 janvier 2022, la Police grand-ducale a rédigé en tout une septantaine de procès-verbaux, dont cinq procès-verbaux ont été rédigés pour rébellion. Une soixantaine de procès-verbaux ont été rédigés dans le cadre de mesures de police administrative (article 5 : vérification d'identité et article 14 : détention administrative). Des enquêtes concernant d'autres faits pénaux sont actuellement encore en cours, ce qui pourrait encore accroître le nombre d'affaires.

ad 2) À l'heure actuelle, les affaires sont en voie de transmission au Ministère public.

ad 3) À ce stade, il n'est pas possible de chiffrer les divers procès-verbaux, dénonciations et plaintes qui ont eu lieu dans le cadre des manifestations anti-Covid, alors qu'ils sont actuellement en cours de transmission au Ministère public. En outre, il est à noter que le système informatique des autorités judiciaires ne permet pas d'effectuer une recherche précise selon des critères liés à la caractéristique du contexte dans lequel les faits incriminés ont eu lieu (p. ex. manifestation, match de sport, altercations diverses hors cadre manifestation).

ad 4) Au vu des récents débordements, il va sans dire que le Gouvernement demeure bien conscient de la gravité de la situation. En complément à la législation pénale déjà en place et tel qu'annoncé par Madame la Ministre de la Justice lors de la Commission de la Justice du 19 janvier, un avant-projet de loi est en cours de rédaction avec une série de mesures concrètes, dont l'aggravation des peines en matière de rébellion contre les forces de l'ordre.

Question 5500 (14.01.2022) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant les **énergies renouvelables appliquées aux bâtiments publics** :

Duerch déi bestoend Klimakris ass et noutwendeg, dass all déi verschidden Acteuren aus der Gesellschaft zesumme schaffen, fir hiren Deel vun der Verantwortung ze iwwerhuelen, fir dass mir esou ons Klimaziler nach eventuell kënnen erreechen a soumatt d'Äerderwärmung begrenzen. Do dréit och de Staat seng Verantwortung a muss eng Virreiderroll spillen. Grousst Potenzial besteet besonnesch bei der Installatioun vu Solaranlagen op effentleche Gebaier, souwéi der energieetescher Sanéierung vun dese Gebaier. Dëst ass och néideg, wann de Staat säin Zil vun der Klimaneutralitéit an domadder de klimaneutrale Verwaltunge wëll erreechen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un de Minister fir Energie stellen:

1. Wéi vill Prozent vun den effentleche Gebaier si mat enger Solaranlage ausgestattet a wat ass d'Zilsetzung fir 2030? Bei wéi vill Prozent vun dese Gebaier ass et net méiglech, eng Solaranlage ze installéieren, sief et zum Beispill aus Denkmalschutzgrënn oder well et ekonomesch kee Sënn ergëtt?

2. Wéi eng Energieklassen hunn d'effentleche Gebaier ënnert der Verwaltung vum Staat? Kann de Minister den Udeel un de Gebaier prozentual pro Energieklass wgl. uginn (Energieeffizienzklasse a Wärmeklass)? Wat ass och hei d'Zilsetzung fir 2030?

3. Wéi vill Prozent vun den effentleche Gebaier gëtt nach mat fossillen Energie gehëtz? Wat ass d'Zilsetzung, fir dese Gebaier mat enger Wärmepumpe oder aneren ekologeschen Alternativen auszustatten?

Réponse commune (09.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. Generell huet sech d'Verwaltung fir effentlech Bauten am Kader vun enger Gesamtstrategie d'Prioritéit gesat, fir seng Gebaier nach méi séier ze dekarboniséieren an dobäi méi erneierbar Energien ze notzen an domadder en aktive Beitrag zum Klimaschutz an zu der Reduktioun vun eiser Ofhängigkeit vu fossillen Energien ze leeschten.

Am Moment sinn op 40 Gebaier vun der Verwaltung fir effentlech Bauten Photovoltaikanlagen installéiert an 19 Gebaier hu Solarthermieanlagen, wat un der Unzuel vun de Gebaier ongeféier 4 % vu ronn 1.500 Gebaier grouse Patrimoine vun der Verwaltung entsprécht. Well et sech dobäi meeschtens ëm gréisser Anlagen handelt, ass et flächeméisseg méi e grouse Prozentsaz.

Wat d'Leeschtung vun neie Photovoltaikanlagen betrëfft, sinn 2019 1,2 MW, 2020 1,8 MW an 2021 3 MW installéiert ginn. An der Moyenne sollen déi nächst dräi Joer jeeeweils 3 MW dobäikommen.

Fir de Moment ass et net méiglech pauschal ouni detailléiert Etuden ze soen bei wéi vill Prozent vun de Gebaier Solaranlagen net méiglech oder net sënnvoll sinn, haaptsächlech aus folgende Grënn:

- Ongeféier 9 % vun de Gebaier sinn als „monument national“ klasséiert oder um „inventaire supplémentaire“ ageschriwwen, sou dass et bei dese Gebaier net ouni Weideres méiglech ass, eng Photovoltaikanlage ze installéieren. Doniewent ginn et awer och nach vill Gebaier, déi zwar net, oder nach net, klasséiert sinn, mee als historiesch sensibel ze consideréieren sinn.

- Bei verschiddenen Diech erlaabt d'Statik et net, fir nach en zousätzlecht Gewicht ze installéieren.

- Op verschiddenen Diech stinn aner technesch Anlagen, wéi Klima- oder Lüftungsgeserter, sou dass keng Plaz méi ass, fir zousätzlech nach Photovoltaikpanneauen ze installéieren.

- Verschidden Diech eegenen sech net fir eng Photovoltaikanlage, well se schlecht orientéiert sinn oder well d'Verschattung um Daach ze grouss ass, respektiv well se anescht benotzt ginn, wéi zum Beispill als Daachterrasse.

Konform zum Objektiv méiglechst séier sou vill Leeschtung wéi méiglech ze installéieren, gi prioritär déi grouss Gebaier analyséiert a gegebenefalls mat enger Photovoltaikanlage aus- oder noeréischt. No a no kommen awer och méi kleng Gebaier dobäi. Wann den Zoustand vum Daach een Noréischen net zouleisst, gëtt generell als éischt eng Renovatioun, Isolatioun oder Verstärkung vum Daach a Betrecht geholl.

Allgemeng gëtt bei all Neibau, Sanéierung an Daachrenovatioun eng Etude gemaach, fir d'Machbarkeit vun enger Photovoltaikanlage ze analyséieren. D'Zil vun där Etude ass et, fir den Daach méiglechst effizient auszunutzen an eng Photovoltaikanlage mat engem méiglechst héijem Ertrag iwwert d'Joer ze installéieren. Wa méiglech soll keen neien Daach méi ouni Photovoltaik- oder Solarthermieanlage gebaut ginn, ausser d'Daachfläch géif fir aner durabel oder sozial Zwecker benotzt ginn (Daachterrasse, Urban Gardening...).

ad 2. Bei der Aféierung vum Certificat de performance énergétique (CPE) fir funktionell Gebaier goufen zwee grondverschidden Typen agefouert:

Fir Neibauten gouf e Rechepass néideg, hei gouf d'Exigence no a no vun enger Klasse D/D op C/C an duerno A/B verschäerft. Esou e Rechepass ass bei Gebaier verfügbar, fir déi eng Baugeneemegung no dem 1. Januar 2011 ugefrot gouf.

Fir Bestandsgebaier war bis Mëtt 2021 vun der Gesetzgebung e Verbrauchspass virgesinn. Hei gouf keen theoretische Verbrauch ewéi bei de Neibauten berechent, mee de reell gemoossene Verbrauch vun Gebai ass als Grondlag fir de CPE geholl ginn. De gemoossene Verbrauch gëtt mam Verbrauch vun engem Referenzgebai verglach, wat iwwert déi selwecht funktionell Fläche verüügt. D'Resultat gouf hei net an enger Klasse A bis I ausgedréckt, mee an engem Prozentsaz vun 0 % bis

400 %. Bei der aktueller Gesetzgebung vun 2021 gi Bestandsgebaier elo och berechent; esou Päss sinn awer bis elo nach net vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten opgestallt ginn.

Et ass och esou, dass net fir de ganze Patrimoine vum Staat CPEn opgestallt gi sinn, mee fir déi Gebaier, déi ëffentlech zougänglech sinn; insgesamt goufen eng 415 CPEn fir funktionell Gebaier erstallt an zousätzlech nach eng 290 CPEn fir Wunnengen; e groussen Deel vun dese Wunnengen ënnerstinn elo der Agence immobilière sociale.

Bei de funktionelle Gebaier ass d'Verdeelung vun de gerechten Energiepäss follgendermoossen opgedeelt:

- Rechepass funktionell Gebai A/A: 7 Gebaier
- Rechepass funktionell Gebai A/B: 9 Gebaier
- Rechepass funktionell Gebai A/C: 10 Gebaier
- Rechepass funktionell Gebai A/D: 3 Gebaier
- Rechepass funktionell Gebai B/B: 1 Gebai
- Rechepass funktionell Gebai B/C: 3 Gebaier
- Rechepass funktionell Gebai B/D: 1 Gebai
- Rechepass funktionell Gebai C/C: 2 Gebaier

Bei de funktionelle Gebaier gesäit d'Verdeelung vun de gemoossenen Energiepäss esou aus:

- Verbrauchsindeks Hëtzt < 70 %: 87 Gebaier
- Verbrauchsindeks Hëtzt 70 % - 100%: 109 Gebaier
- Verbrauchsindeks Hëtzt 100 % - 140 %: 123 Gebaier
- Verbrauchsindeks Hëtzt > 140 %: 59 Gebaier
- Verbrauchsindeks Stroum < 70 %: 78 Gebaier
- Verbrauchsindeks Stroum 70 % - 100 %: 117 Gebaier
- Verbrauchsindeks Stroum 100 % - 140 %: 118 Gebaier
- Verbrauchsindeks Stroum > 140 %: 65 Gebaier

Bei de Wunnungsgebaier ass d'Situatioun déi heiten (Gesamtenergieklass/Wärmeschutzklass):

- Wunnungspass Klass A/B: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass A/D: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass C/C: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass D/E: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass E/D: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass E/E: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass E/G: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass F/E: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass F/F: 15 Gebaier
- Wunnungspass Klass F/G: 10 Gebaier
- Wunnungspass Klass F/H: 1 Gebai
- Wunnungspass Klass G/F: 7 Gebaier
- Wunnungspass Klass G/G: 23 Gebaier
- Wunnungspass Klass G/H: 18 Gebaier
- Wunnungspass Klass H/H: 24 Gebaier
- Wunnungspass Klass H/I: 73 Gebaier
- Wunnungspass Klass I/I: 105 Gebaier

Aus desen Zuele kënnen awer nëmme bedéngt Schlussfolgerunge gezunn ginn, well d'Potenzial vun de Gebaier ganz verschidden ass an all Gebai fir sech analyséiert muss ginn. Vill Gebaier am Bestand hunn eng erhaltenswäert Architektur oder sinn denkmalgeschützt; et ginn awer och technesch, konstruktiv oder funktionell Grënn weinst deenen net all Moosname fir Energie ze spueren ëmmer méiglech sinn. D'Mesurë mussen doriwier eraus och mam Notzer ofgekläert ginn.

Et gëtt och keng direkt Zilsetzung, déi ausschliesslech op de Resultater vun Energiepäss baséiert. Eng ganz Rei Gebaier hu keen Energiepass, eng Zilsetzung no Energieklass eleng wier also onvollständig. Villméi ass et esou, dass all Projet am Neibau an an der Renovatioun genotzt gëtt, fir den energieetesche Foussofdruck ze miniméieren. Dëst géllt och fir klenger Aarbechten, wou just Deelberäicher lafend verbessert kënnen ginn.

ad 3. Vun den iwwer 1.500 Gebaier, déi vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten geréiert ginn, gëtt zurzäit nach d'Majoritéit mat fossillen Energie gehëtzt. D'Förderung vun alternative Quellen ass awer schonns zanter ronn 15 Joer de Standard bei der Verwaltung fir ëffentlech Bauten, esou dass déi allermeeschten nei Gebaier net op fossill Energien zeréckgräifen. Vill Lycéë funktionéieren mat Biomassheizungen. Hei gouf haaptsächlech op Holzackschnitzel gesat, a méi rezent och op Grünschnitt. Bei méi schwéier accessibel Sitte ginn och Pelletkessele virgesinn.

Wou et méiglech ass sinn d'Staatsgebaier u Fernwärmenetze ugebonnen. Op grouss Sitten huet de Staat där och selwer baue gelooss. Bis an 2000er Jore goufen hei praktesch ëmmer Gas-Cogeneratiounsanlagen agesat, déi zu där Zäit och ëffentlech gefërdert goufen. Hei ass awer nach ëmmer fossill Energie am Gebrauch, esou dass des Anlagen haut net méi gefërdert ginn an nei Investitiounen an déi selwecht Technologie domat onrentabel sinn. Bestandsanlage ginn dowéinst zurzäit nom Oflafe vun der Fërdungsdauer oft op Biomass ëmgeréiert, well déi och weider subventionéiert ginn. En Émbau op Biomass ass zum Beispill och bei der Energiezentral um Campus Geeseknäppche geplangt.

Den Ament, ginn insgesamt 34 Gebaier mat Biomass gehëtzt an 84 Gebaier sinn un e Fernwärmenetz ugeschloss.

Question 5502 (14.01.2022) de **M. Paul Galles (CSV)** concernant la **responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme** :

Säit Kuerzem gëtt et an der Schwäiz e Liwwerkettegesetz. An Holland steet esou e Gesetz elo och am Koalitionsaccord vun der neier Regierung. Hei zu Lëtzebuerg waarde mir nach ëmmer op eng europäesch Reglementatioun. Sou kouw et an der Vergaangenheet ëmmer rëm zu enger Rei Fäll, wou d'Suergfaltlicht vun Entreprisë mat engem Sëtz zu Lëtzebuerg verletz gouf. Sou gouf Cargill zum Beispill als déi „schlëmmst Entreprise vun der Welt“ vun der ONG Mighty Earth bezeecht, well se konstant Mënschen- a Kannerrechter mëssbraucht, d'ökologesch Ressourcen ausgebeut a gesondheetlech héich bedenklech Praktiken ugewannt hunn. Ee méi rezent Beispill ass de Fall vu CAE Aviation, deen am Pressecommuniqué vun der Initiativ Devoir de vigilance Luxembourg largement diskutéiert gouf.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Aussepolitik, Immigratioun an Asyl stellen:

- Wéi gesäit den Här Minister d'Situatioun vun engem nationale Gesetz fir Lëtzebuerg, nodeems op europäeschem Niveau d'Initiativ eng weider Käier verréckelt ginn ass?

- Ass de Rapport vum Comité interministériel iwwer d'Suergfaltlicht an d'Liwwerkettegesetz scho prett? Wéini rechent den Här Minister mat der Färdstellung vum Rapport?

- Soll dese Rapport public gemaach ginn?

Réponse commune (16.02.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

D'Regierung wäert sech weiderhin dofir asetzen, datt op europäeschem Niveau an deser Matière gehandelt gëtt, an dat esou séier wéi méiglech. Den Aussen- an Europaminister ass eemol méi an deem Sënn, och am Numm vu senger Ministeschkolleege vum Benelux, beim leschte Conseil affaires générales, Enn Januar intervenéiert. Eisen Informatiounen no, soll d'Europäesch Kommissioun hire Projet de directive elo den 23. Februar 2022 präsentéieren.

Parallél dozou ginn d'Aarbechte vum Comité interministériel, deen zanter Mee 2021 aachtmol zesummekom ass, weider, fir der Regierung et ze erméiglechen, déi grouss Richtlinnen ze definéieren, entweeder fir eng national Legislatioun oder fir d'Verhandlung vum engem europäeschen Text.

Question 5526 (20.01.2022) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les **interférences entre les fréquences de la 5G et les instruments de navigation des avions** :

Verschiede Plattformen, dorënner aerotelegraph.com, aero.de an simpleflying.com, berichten, dass verschidde Fluchgesellschaften hir Flich an d'USA fir de Moment agestallt hunn, well d'Landung, bedéngt duerch den Ausbau vum 5G-Netz, net zu 100 % assuréiert ka ginn, speziell fir d'Boeing 777 a 747-8.

Aerotelegraph beschreift an engem Artikel vum 16. Januar 2022 d'Problemer, déi sech dovunner ofleeden:

„Die Behörde nennt eine ganze Reihe von Systemen, die auf Daten der Radarhöhenmesser basieren und durch 5G gestört werden könnten: Autopilot-Flugleitsystem, automatische Schubregelung, Schubumkehr, Kollisionswarnung TCAS oder Bodenannäherungswarnsystem GPWS. Die Störungen könnten zu einer verminderten Bremsleistung, einer verlängerten Landestrecke und einem Verlassen der Landebahn führen [...]“

Effektiv ginn et Diskussiounen tëscht der Luftfahrtbranche an den Telekommunikationskonzerner, well d'5G-Antenne mat de Radarhöhenmesser um Fluchhafen interferéieren, wat zu Problemer bei de Landunge féiert. Well dëst gewosst ass, goufe ronderëm déi 50 gréisste Fluchhäfen an den USA Pufferzonen opgeriicht, an deenen d'Leeschtung vun de 5G-Antenne gedrosselt gouf.

An Europa wier d'Ausgangslag eng aner, well de 5G hei aner Frequenzberäicher benotzt an d'Sendeleeschtung méi geréng ass. A Frankräich zum Beispill ginn nieft Pufferzonen d'Antennen anescht placéiert, fir d'Interferenzen ze reduzéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a fir Mobilitéit des Froe stellen:

1. Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg betreffend d'Interferenzen tëscht dem 5G-Netz an de Radarhöhenmesser um Findel? Ass séchergestallt, dass beim Ausbau vum 5G-Netz zu Lëtzebuerg verschidde Frequenze benotzt ginn?

2. Ass och hei zu Lëtzebuerg eng Pufferzon, wéi se a Frankräich applizéiert gëtt, virgesinn?

3. Wéi beaflosst déi aktuell Situatioun an den USA d'Aktivitéite vun der Cargolux, wëssend, dass hir 747-8F net méi kann dohinner fléien?

Réponse commune (28.02.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

Den Debat iwwer d'Steierung vun den Altimetere vun de Fligeren ass an der Haaptsach en amerikaneschen Debat, well an den USA d'Andeelung an d'Notzung vum Frequenzspektrum anescht gereegelt ass wéi an Europa. Sou leien zu Lëtzebuerg d'Frequenzen, déi fir de 5G-Ausbau virgesi sinn, weesentlech méi déif wéi an den USA. D'Lizenzen, déi 2020 u véier mobil Operateure vergi goufen, situéiere sech all ënner 3.750 MHz an hunn domat e grouss Protektiounsofstand zu de Frequenze vun den Altimetere, déi tëscht 4.200 a 4.400 MHz schaffen.

Aktuell ass der Regierung keng relevant international Etude bekannt (z. B. vun der CEPT/ECC), déi de Steierpotential vun de Mobilfunk-Basisstatiounen an Europa op d'Altimetere géif confirméieren.

Laut den Informatiounen, déi der Direction de l'aviation civile (DAC) virleien, konnt weeder zu Lëtzebuerg nach soss an Europa eng geféierlech Interferenz tëscht 5G an den Altimetere an de Fligere constatéiert ginn. De Fluchbetrib zu Lëtzebuerg ass also net duerch den Opbau vun de 5G-Netzer beanträchtegt an et ginn och keng Aschränkungen, wat den Ausbau vu 5G am 3.600 MHz-Beräich ubelaangt.

D'DAC wäert awer och weiderhin d'Interferenzsituatioun tëscht 5G an den Altimetere op nationalem Niveau iwwerwaachen, grad wéi den ILR, deen desen Dossier a besonnesch d'Kompatibilitétsstudé vum de kompetenten europäeschen Organisatiounen an Autoritéiten am Kader vu senger Missiounen enk suivéiert.

Den Impakt op d'Operatioun vum der Cargolux vum Deploiment vun de 5G-Antenne ronderëm Fluchhäfen an den USA ass fir den Ament marginal, well d'Aktivéierung vun desen Antennen temporär bis den 28. Februar reportéiert ginn ass.

Et ass fir den Ament net gewosst, wéi eng Fluchhäfen an/oder Landepisten impaktéiert ginn nom 28. Februar 2022, mee sollt keng definitiv Solutioun fonnt ginn tëschent Boeing, der Federal Aviation Administration (FAA) an dem amerikaneschen Telecomprovider, da géif dat d'Operatioun vum Cargolux an de Vereenegte Staate massiv affektéieren. Et kann een dann dovun ausgoen, dass d'Majoritéit vun den Operatiounen mat de Cargolux-Boeing-747-8F misst annulléiert ginn, a Boeing-747-400F Operatiounen wiere betraff am Fall vu Wiederrestriktionen (z. B. bei schlechte Sichtkonditiounen).

Fir de Moment sinn déi eventuell Restriktionen nach net bekannt, a Boeing an d'FAA sinn nach amgang mat hire Sécherheitsanalyse vum 5G-Deploiment ronderëm d'Fluchhäfen an den USA. Cargolux steet an enkem Kontakt mat deenen zwee, fir all Eventualitéite kënnen ze antizipéieren.

Question 5546 (24.01.2022) de **M. Max Hahn (DP)** concernant les **sacs bleus de la Valorlux** :

Zënter dem 1. Juli 2021 kann een am ganze Land eng ganz Rei Zorte Plastik weider iwwer déi blo Tut vum der Valorlux entsueren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi ee Bilan zitt d'Madamm Ministesch no méi wéi sechs Méint?

2. Wéi vill Tonnen Offall sinn zënterhier am Duerchschnitt méi agesammelt ginn am Verglach zu virdrun?

3. Wéi huet sech d'Proportioun vun Offall, deen net an déi blo Tut gehéiert, entwéckelt?

Réponse (28.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. D'Erweiderung vun der bloer Tut ass gutt ugehall ginn. Schnell haten sech all d'Gemengen hei am Land ugeschloss. No der Ulaflaphas iwwer de Summer ass Ufank November och en zousätzlech Monitoring lancéiert ginn. Hei sinn dräi Analysen am Ofstand vu jeeeweils dräi Méint virgesinn, wou am Detail ënnersicht gëtt, wat an der Reststofffraktioun dran ass. No enger éischer Analys am November stinn nach zwou weider Analysen aus. Déi offiziell Zuele fir 2021 ginn der Émweltverwaltung och réischt am Kader vum Joresrapport vun der Valorlux spéitstens bis Enn Abrëll matgedeelt. Deemno sinn de Moment nach net all d'Donnéeën disponibel an dofir ass et nach ze fréi, fir e Bilan ze zéien.

ad 2. Op Nofro huet Valorlux matgedeelt, datt an der zweeter Hallschent vum leschte Joer 6.110 Tonne gesammelt goufen. 2019, ee Joer virun der Pandemie, waren dat 4.775 Tonne fir dee selwech-

ten Zäitraum. Dëst entsprécht engem Plus vun 222 Tonne pro Mount, oder anescht ausgedréckt, enger duerchschnëttlecher Steigerung vun 28 %.

ad 3. cf. Fro 1

Question 5552 (24.01.2022) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant le **sel de déneigement** :

D'Umweltbundesamt an Däitschland recommandéiert, bei Schnéifall d'Stroossen net mat Salz ze streeën, mee op Sand oder Split ze setzen. Dëst well:

„Der Einsatz von Streusalz ist für Bäume und andere Pflanzen, Tiere, Gewässer, Fahrzeuge und Bauwerke (insbesondere Beton) sehr schädlich. Die Beseitigung oder Eindämmung der Schäden verursachen jährlich hohe Kosten.“

Des Weidere kéint d'Salz laut Umweltbundesamt och zu Entzündungen un de Patte vun Déiere féieren. Och d'Associatioun Natur an Émwelt huet 2021 nach een Appell an deemem Sënn gemaach, fir d'Quantitéiten u Streesalz drastesch ze reduzéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung a Landwirtschaft des Froe stellen:

1. Wéi vill Tonne Streesalz goufen an deene leschten dräi Wantere genotzt?

2. Wéi vill Tonnen aner Stremmittel wéi Sand, Kisel oder Granulat goufen an deene leschten dräi Wantere genotzt, fir eis Stroossen ze sécheren?

3. Wat fir Schrëtt gi geholl, fir beschtméiglech ze verhënneren, dass d'Salz mam Schmelzwaasser an eis Flëss a Baache leeft?

4. An de Froen N° 3569 vun 2021 an N° 1000 vun 2015 gëtt erkläert, dass keng schlecht Waasserqualität an eise Flëss duerch den Asaz vu Salz ka festgestallt ginn. Entsprécht des Ausso vun der Ministesch nach ëmmer der Realitéit vun haut?

5. Wat fir Schrëtt gi geholl, fir Planzen a Beem nieft de Stroossen, beschtméiglech virum Salz ze schützen?

6. Duerch d'Reduktioun vun hirem Liewensraum kommen och ëmmer méi wéll Déieren a Kontakt mam Streesalz op eis Stroossen. Wat fir eng Konsequenzen huet d'Streusalz op des Déieren?

7. Wien ass responsabel am Fall wou een Déier duerch Streesalz verletzt gëtt a behandelt muss ginn?

8. Wéi ass d'Streeë vu Salz duerch Privatpersounen op ëffentleche Stroossen an Trottoire gereegelt? Wat fir eng Reegele mussen d'Loit he respékéieren? A wie kontrolléiert des Reegelen?

9. Ass geplangt, an Zukunft nach méi op Alternativen zum Streesalz ze setzen? Wa jo, kënnen d'Ministesch he konkret Pläng nennen?

Wann nee, firwat net?

Réponse commune (08.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Claude Haagen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. + 2. Am Zäitraum vun deenen dräi leschte Jore goufen op den 2.914 Kilometer Staatsstroossen 63.560 Tonne Streesalz gestreet, woubäi et sech ëm industriellen Natriumchlorid (NaCl) handelt (cf. PISA Wëssensmagazin vum 30. Januar 2022 <https://www.rtl.lu/tele/pisa-dewessensmagazin/a/1854500.html>). D'Streusalz ass a bleift dat effizientst Mëttel, fir de Stroossereseau fir d'Zirkulatioun vu Gefierer fräizehalen. All déi aner Alternative sinn net fir den daggeleche Gebrauch an eise Breedegraden an eisen Trafic adaptéiert.

ad 3. Fir d'Quantitéit erofzesetzen, sinn d'Streekurven un déi aktuellsten Normen ugepasst ginn. Vun Nuecht zu Nuecht gëtt, ofhängeg vun de Wiederkonditiounen, de Grammage festgeluegt, an et gëtt am Normalfall „Feuchtsalz“ benotzt, dat op der Stroos haft. Op den Autobunne gëtt d'„Nassstreuung“ am Preventivasaz agesat (cf. <https://www.rtl.lu/tele/de-magazin/v/3188397.html>).

ad 4. D'Ausso aus de genannte parlamentaresche Froen, dass keen Uewerflächewaasserkierper duerch Salziwwerschreidungen an engem schlechten ökologeschen Zustand ass, stëmmt nach ëmmer. Genee sou, dass lokal Effekter (och um Niveau vu Kläranlagen) awer net auszeschleisse sinn an deemno eng raisonnabel Uwendung vu Streesalz ubruecht ass.

ad 5. Fir Planzen a Beem nieft de Stroosse beschtméiglech virum Salz ze schützen, gëtt d'Streebreet souwäit wéi nëmme méiglech op d'Breet vun der Stroos reduzéiert, sou dass den Impakt op d'Flora sou geréng wéi méiglech ausfällt.

ad 6. + 7. Wéi schonn an der viregter Äntwert ugedeit, gëtt d'Streebreet beschtméiglech op d'Breet vun der Stroos reduzéiert, wouduerch de Liewensraum vun den Déiere gréisstméiglech geschützt

gëtt. Doriwwer eraus ass kee Fall vun engem verwonnten Déier duerch Streesalz op der Strooss bekannt.

ad 8. Dës Reegele stinn am Code civil souwéi an de Gemengereglementer.

ad 9. Wéi aus der Äntwert op déi éischt Fro ervirgeet, ass momentan d'Streesalz nach ëmmer dat géiegentst Entdeemittel op de Staatsstroossen. Dofir ginn et hei och keng konkret Pläng, fir op aner Alternativen ze setzen.

Question 5565 (25.01.2022) de MM. Gilles Baum et Gusty Graas (DP) concernant l'augmentation du diabète de type 2 chez les enfants et les adolescents :

Le diabète de type 2 apparaît généralement à partir de 40 ans. Mais cette maladie est également de plus en plus fréquente chez les personnes plus jeunes. En Allemagne, les médecins constatent depuis la pandémie une tendance à l'augmentation du diabète de type 2 chez les enfants et les adolescents.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Combien de cas de diabète de type 2 ont été constatés chez les enfants et les adolescents au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

Le diabète étant souvent lié à l'obésité, une diététique peut être prescrite pour le traiter.

2) Combien de remboursements de diététiques ont été effectués au cours des cinq dernières années ? Combien de traitements ont concerné des enfants ?

3) Monsieur le Ministre, pour quelles raisons les traitements de groupe chez les diététiciens ne sont-ils pas remboursés ?

4) Madame la Ministre, existe-t-il des délais d'attente pour pouvoir entamer un traitement chez un diététicien ? Dans l'affirmative, quelle est la durée de cette attente ?

Réponse commune (01.03.2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1) Généralement le diabète de type 2 se manifeste chez les adultes. Durant les dernières années, de plus en plus de cas sont diagnostiqués chez les enfants et adolescents avec prédominance entre 15 et 19 ans.

Ces cas sont diagnostiqués par le médecin traitant ou l'endocrinologue et suivent leur traitement à domicile. Ils sont à cet âge assez indépendants dans leur traitement et ne passent pas par la médecine scolaire.

Ni le Ministère de la Santé ni le Ministère de la Sécurité sociale ne dispose de données sur le nombre absolu de personnes atteintes d'un diabète. Néanmoins, sur base du remboursement des médicaments antidiabétiques par la Caisse nationale de santé (CNS), une estimation peut être produite. La sélection se limite aux personnes protégées résidentes qui ont acheté des antidiabétiques dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg et qui ont été remboursées par la CNS. Ce nombre ne comprend que les personnes qui suivent un traitement pour leur diabète. En conséquence, les personnes protégées atteintes du diabète sans avoir recours à une médication ne sont pas comprises.

Les antidiabétiques peuvent être classés en deux groupes : les médicaments injectables, notamment l'insuline et ses dérivés, et les antidiabétiques oraux. En général, les malades atteints d'un diabète de type 1 se retrouvent plutôt dans le groupe des médicaments du type insuline tandis que ceux atteints du diabète de type 2 se retrouvent plutôt dans le groupe des antidiabétiques oraux. Toutefois, certains malades ont recours à des médicaments des deux groupes indépendamment de leur type de diabète et le type de diabète ne détermine pas d'office le traitement administré. Par conséquent, le traitement médical à lui seul ne suffit pas pour différencier entre le diabète de type 1 et 2.

En 2021, 304 enfants et adolescents ont bénéficié d'un remboursement de la CNS pour l'achat d'anti-

diabétiques dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Parmi ces 304 patients, 215 ont acheté des antidiabétiques à injecter (insuline) et 61 des antidiabétiques oraux (tableau 1). La sélection des médicaments est opérée suivant le code ATC dans lequel ils sont classés.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) En 2021, 6.058 personnes protégées résidentes, dont 819 enfants et adolescents, ont bénéficié d'un remboursement de la part de la CNS pour des soins diététiques¹ prestés au Luxembourg (tableau 2). Au total, 21.533 remboursements pour des soins diététiques ont été effectués pour cette même année, ce qui représente une augmentation de 56,7 % par rapport à l'année précédente.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) À défaut de code spécifique relatif à un traitement de groupe dans la nomenclature des actes et services des diététiciens une prise en charge par l'assurance maladie est impossible.

Néanmoins, la nomenclature de l'endocrinologie vient d'être finalisée entre les professionnels de santé et la Caisse nationale de santé (CNS). Elle fera l'objet d'une demande standardisée lors d'une prochaine réunion utile de la Commission de nomenclature. La proposition de nomenclature comprend un nombre important d'actes, 16 en tout, pour améliorer la prise en charge et le suivi de la maladie diabétique chez l'adulte et le mineur incluant également des actes d'éducation thérapeutique, dont deux nouveaux actes sont prévus.

ad 4) Le délai d'attente chez les diététiciens libéraux n'est pas connu du Ministère de la Santé et peut varier d'un professionnel à un autre. Suite aux examens de dépistage en médecine scolaire et lors d'un constat d'existence d'un problème de glycosurie ou même de surcharge pondérale, un avis est envoyé aux parents d'élèves afin de consulter leur médecin traitant.

En parallèle, une consultation gratuite est proposée aux élèves dans les services diététiques offerts par la Ligue médico-sociale. Le délai de consultation est de plus ou moins un mois selon le retour des avis.

Question 5566 (25.01.2022) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la médecine environnementale :

Am Koalitionsaccord hu sech d'Regierungsparteien am Beräich vun der Ëmweltmedezin eng ganz Rei Ziler gesat. Esou soll eng Grond- a Weiderrbildung am Beräich vun der Ëmweltmedezin entsto, eng interministeriell Plattform geschaf ginn, sougenannt „clean rooms“ an de Spideeler opgemaach ginn, d'Käschte vun Ëmweltmedezinesche Behandlungen an Zukunft vun der Krankekeess iwwerhol ginn an déi entspreichend Nomenclature un d'EU ugepasst ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten un der Grondausbildung an der Ëmweltmedezin drun? Wéini wäerten déi éischt Persounen dës Formatioun maache kënnen?

2. Wéi gesäit et mat der Bereetstellung vu sougenannt „clean rooms“ an de Spideeler aus? Wéi vill esou Zëmmerer gëtt et schonns a wéi vill sollen der nach kommen?

3. Wéi wäit sinn d'Aarbechten, déi d'Remboursementer an d'Nomenclature am Beräich vun der Ëmweltmedezin betreffen? Ab wéini kann hei mat Remboursementer gerechent ginn?

Réponse commune (01.03.2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1. Am 4. Semester vum Medezinbachelor, deen op der Uni.lu ugebueden gëtt, ass ee Module iwwert d'Ëmweltmedezin vun insgesamt 15 Stonne virgesinn.

ad 2. D'Fro vun der Bereetstellung vu sougenannt „clean rooms“ an de Spideeler wäert am Kader vum Konzept iwwert d'Ëmweltmedezin, wat de CHEM bis zum 15. Mee fäerdegstelle wäert, afléissen.

ad 3. Bis zu dësem Zäitpunkt gouf d'Nomenclatureskommission nach net saisiéiert mat enger standardiséierter Demande betreffend d'Aschreiwung vun Akten a Servicer an eng Nomenclature am Kader vun der Ëmweltmedezin.

De CHEM gouf vum Gesondheitsministère invitéiert, fir en détailléierte Konzept iwwert de Fonction-

nement vun engem Ëmweltmedezinesche Service bis de 15. Mee 2022 virstellen. Um Enn vun dëser Period an nodeems d'Evaluatioun realiséiert gouf, kéint der d'Nomenclatureskommission eng standardiséiert Demande fir medezinesch Akten am Kader vun der Ëmweltmedezin ënnerbreede ginn.

Question 5575 (25.01.2022) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les recommandations de l'Observatoire national de la qualité scolaire :

Dans le domaine de l'éducation, le Luxembourg participe depuis 20 ans régulièrement à des études d'évaluation systémique, menées à l'échelle nationale et internationale, afin de pouvoir fonder ses décisions politiques sur des données empiriques solides. L'Observatoire national de la qualité scolaire (ONQS) en a récemment dressé un bilan (intitulé « Le bilan de l'évaluation systémique de l'éducation au Luxembourg ») et il a formulé les trois recommandations suivantes :

« 1) L'ONQS promet une cohérence renforcée en matière de gouvernance à deux niveaux. D'une part, une formulation d'objectifs du système éducatif (Bildungsziele) intelligibles et mesurables et, d'autre part, l'établissement d'une procédure transparente de prise de décision en matière d'éducation.

2) L'ONQS recommande d'établir une stratégie à long terme en matière d'évaluation systémique afin de pouvoir mesurer l'impact des mesures ou réformes mises en œuvre à l'échelle nationale ou locale.

3) L'ONQS recommande de clarifier les principes de gestion et d'exploitation des données disponibles, provenant d'évaluations systémiques nationales et internationales ou issues du fonctionnement administratif et organisationnel - et cela tant pour l'éducation formelle que pour l'éducation non formelle - afin d'optimiser l'utilisation des données, d'améliorer la qualité des analyses et d'élargir l'envergure des études dans le but d'améliorer la qualité scolaire. »

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- À titre général, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la mise en œuvre des recommandations susmentionnées ? Quel en est le calendrier ?

- À titre particulier, quelles mesures ont déjà été entamées et sous quelle forme ?

Réponse (28.02.2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Le rapport « Le bilan de l'évaluation systématique de l'éducation au Luxembourg » montre de manière très détaillée les moyens mis en œuvre par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) au cours des 20 dernières années et, en particulier, au cours des cinq dernières années, pour être en mesure d'évaluer en permanence les systèmes d'éducation formelle et non formelle au Luxembourg et de se donner les moyens de prendre des décisions fondées sur des données objectives. Il s'agit bien sûr d'un long processus qui doit d'abord être mûrement réfléchi et ensuite être considéré de façon nuancée.

Le rapport de 2020 montre bien comment le Luxembourg a commencé, à la fin du 20^e siècle, à sérieusement prendre en considération le monitoring et l'évaluation du système éducatif et à participer à des études internationales. Il montre également comment celles-ci ont eu et continuent à avoir un impact sur la politique éducative, et comment, en plus, le suivi national du système éducatif s'est progressivement construit.

Depuis la jonction, en 2013, du Département de l'éducation nationale, chargé de l'éducation formelle, avec celui de l'enfance et de la jeunesse, chargé de l'éducation non formelle au sein d'un seul ministère, un certain nombre d'étapes supplémentaires ont été franchies vers une utilisation judicieuse des données et des expériences des établissements et structures d'enseignement et d'éducation, qu'elles soient issues de la recherche ou de données administratives.

Voici les étapes les plus importantes de ce processus :

- 2015 : introduction du rapport national sur l'éducation, fruit d'une coopération entre le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et le Luxembourg Centre for Educational Testing (LUCET), qui fait le point tous les trois ans. Le premier rapport sur l'éducation a été publié en 2015, le dernier en décembre 2021. Les éditions 2018 et 2021 sont intégralement disponibles sur www.bildungsbericht.lu. On y trouve également d'autres collectes de données et des informations sur les rapports.

- 2018 : en plus des études internationales PISA et HBSC, le Luxembourg participe depuis 2018 à l'étude ICILS, ce qui lui permet d'acquérir une référence internationale en matière de digitalisation

dans les écoles. Au niveau national, cette étude apporte également des informations complémentaires et des conclusions sur la situation dans les différentes écoles. En 2023, le Luxembourg participera à cette étude pour la deuxième fois.

- 2018 : mise en place de l'Observatoire national de la qualité scolaire (ONQS), qui a pour mission d'évaluer et de contrôler la qualité des enseignements dispensés dans le système éducatif luxembourgeois.

- 2018 : mise en place de la Division du développement des établissements scolaires (<https://www.developpement-scolaire.lu/>) ainsi que de la fonction d'instituteur spécialisé en développement scolaire. Grâce à cette équipe, les écoles sont fortement encouragées à gérer les données qui les concernent de manière productive et à les utiliser à bon escient dans leurs efforts en matière de développement scolaire.

- 2018 : mise en place de la Division du curriculum au sein du SCRIPT. De cette façon, les processus relatifs au développement des programmes sont professionnalisés. Ainsi, depuis, des finalités pédagogiques transversales ont été formulées pour l'ensemble des parcours à l'ESC et à l'ESG, les cursus des disciplines sont constamment ajustés par les commissions nationales des programmes. Actuellement, en 2022, la division est en train de revoir, dans le cadre d'un large processus participatif, les finalités pédagogiques de l'enseignement fondamental, ce qui devrait aboutir à un nouveau plan d'études en 2025 (www.curriculum.lu).

- 2020-2025 : extension des Épreuves standardisées (EpStan). Il y a lieu de souligner que le système des EpStan est actuellement en cours de révision et d'extension, afin de pouvoir collecter d'une part, des informations dans des situations de crise (comme lors de la pandémie dans le cadre des deux dernières éditions), d'autre part, pour être à même de mesurer l'impact des mesures mises en place en faveur de l'éducation de la petite enfance et finalement pour pouvoir inclure le système des écoles internationales publiques.

Concernant le premier point, à savoir la collecte de données en temps de crise, l'outil a déjà fait ses preuves, étant donné qu'en novembre 2020 et en septembre 2021, de précieuses informations sur la gestion et l'impact de la crise Covid-19 ont ainsi pu être recueillies.

Pour le deuxième et le troisième point, les données seront collectées pour la première fois en novembre 2022, ce qui permettra un premier bilan des mesures de soutien au niveau de la petite enfance et des offres internationales au printemps 2023, tout en sachant qu'il s'agira bien sûr encore de résultats très provisoires.

- 2020 : lancement du projet Bridge Builder (www.bridgebuilder.lu), fruit d'une coopération entre l'Université du Luxembourg (LUCET) et le MENJE (SCRIPT). Ce projet permet de coordonner la recherche en éducation au Luxembourg et également de constituer une base de données autour de la recherche au Luxembourg. Cela rend la recherche dans le système plus transparente et elle peut donc être mieux utilisée à tous les niveaux du système éducatif.

- 2020 : depuis 2018, la Division du traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative du SCRIPT a créé un tableau de bord qui vise à établir une image précise et complète de la qualité du système éducatif et à guider les décisions en matière de politique éducative. L'outil est actuellement disponible en version provisoire sur www.edustat.lu.

En outre, cette division a renouvelé, ces dernières années, toutes les publications de statistiques et d'autres publications se basant sur des données tout en révisant les bases de données. Ces publications sont disponibles sur : https://men.public.lu/fr/publications.html?r=f%2Faem_theme%2Ftags_theme%3Amen%5Cstatistiques-etudes&.

- 2022 : extension de l'Observatoire national de la qualité scolaire.

La création d'un Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire signifie un rapprochement concret entre les mondes éducatifs, mais aussi une nouvelle perspective sur les enfants et les jeunes dans la société luxembourgeoise. Au-delà, l'Observatoire est aussi conçu comme un signal, vers la société, de l'importance d'un dialogue en faveur des enfants et des jeunes, inspiré par la promotion de leur bien-être et de la défense de leurs intérêts, que le nouvel observatoire nourrira avec dévouement.

Toutes ces actions combinées montrent comment le système éducatif luxembourgeois est devenu plus tangible ces dernières années, pour les acteurs à tous les niveaux du système, dans les écoles, dans les administrations, dans la politique éducative et au-delà pour tous les publics concernés et intéressés par l'éducation.

Le saviez-vous ?

PROPOSITION DE LOI

Une proposition de loi est une initiative législative émanant d'un député. De même que pour les projets de loi, l'auteur de la proposition de loi expose l'objectif de sa proposition et en commente les articles.

¹ Uniquement les prestations contenues dans la nomenclature des actes et services des diététiciens, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, sont considérées.

Question 5578 (26.01.2022) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **comportement désobligeant dans les structures d'accueil pour enfants** :

Am Mee 2020 huet an Däitschland e Fall schockéiert vun engem klengen Meedchen, dat vu senger Educatrice esou schwéier mëssshandelt gouf, dass et u senger Verletzung verstuerwen ass.

An Däitschland huet d'Bundesarbeitsgemeinschaft „Mehr Sicherheit für Kinder e.V.“ eng representativ Émfro lancéiert, déi d'Direktiounen vu Crèche befreet, ob a wéi heefeg se „verletzende Verhalten“ an hire Raimlechkeete wougerholl hunn. 20 % hätten „heefeg“ uginn.

Et hätt ee festgestallt, dass enner anerem Stress an Iwwerforderung vun den Educateuren/tricen Schold un dësem Verhale wieren. Esou géif et u Personal feelen, d'Gruppe vu Kanner, déi op een/eng Educateur/trice kommen, wieren ze grouss. Och hätt ee festgestallt, dass et heiansdo u Fachlechkeet géif feelen. Eng Ausbildung zum Thema „feinfühleriger Umgang mit Kindern und Kinderschutzkonzepte“ gétt elo op d'Bee gestallt.

Och wann esou Fäll vu „verletzende Verhalten“ sécherlech schlëmm Ausnahmefäll duerstellen, wéilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung mir matdeelen, wéi vill Fäll vu „verletzende Verhalten“ et déi lescht Joren an eise Crèche gouf? Ginn et dozou Statistiken?

2. Falls net, huet d'Regierung och wéiles, esou eng Émfro bei de Crèchendirektiounen ze maachen?

3. Falls jo, an am Fall wou esou e Verhale festgestallt gouf, wat sinn d'Grënn dofir? Lait et och un Iwwerforderung a Stress duerch Manktem u Personal?

4. Wat gesäit d'Regierung vir, an deem Fall ze maachen? Plangt d'Regierung och eng Ausbildung zum Thema „feinfühleriger Umgang mit Kindern und Kinderschutzkonzepte“ anzeféieren?

Réponse (28.02.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Wat d'Crëchen ubelaangt, huet et sech bei fënnef Reklamatiounen, déi den Educationsmministère (MENJE) zanter 2019 erakrut, em en direkte Verdacht vu verletzende Verhale vun engem Matarbechter oder Gestionnaire gehandelt. D'Prozedur gesäit an dësem Fall vir, dass de Parquet, deen hei zoustänneg ass, informéiert gétt.

ad 2. Eng Émfro ass de Moment net geplangt. De MENJE setzt hei virun allem op Präventioun. Eng breet ugeluechten Informatioun a Sensibiliséierung vun Secteur steet am Vierdergrond. Sou ass op Initiativ vun Educationsmministère mam Justiz- a Gesondheitsministère d'Brochür „Maltraitance de Mineur: Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse“ verëffentlecht ginn. Hei sinn d'Prozedur festgeluecht, déi déi Professionell, déi a Kontakt mat Kanner a Jugendlecher sinn, anhale sollen, wa si Verdacht op Mësshandlung vun engem Kand hunn, ob d'Faite privat oder am institutionelle Kader stattfonnt hunn.

ad 3. D'Grënn fir e verletzende Verhale kënnen vill-schichteg sinn.

Zu de genaue Grënn kann de MENJE keng Ausso maachen, well d'Zoustännegkeet an dësem Fall beim Parquet lait. Ze bemerken ass, dass d'Personal aus dëse Strukturen dem MENJE net direkt ennersteet. D'Servicer gi vu privaten oder öffentleche Gestionnaire verwalt. Hei ass et um Gestionnaire, favorabel Aarbechtskonditiounen ze schafen, déi dem Personal erlaben, säin nonformale Bildungsoptag beschmeiglech ëmzesetzen.

ad 4. Am nationale Bildungsrahmenplan vun der nonformaler Bildung, deen seng gesetzlech Basis am modifizéierte Jugendgesetz vun 2008 huet, ass festgehalen, dass d'Personal e respektvollen, net gewaltsamen an altersgerechten Émgang mat de Kanner ze huellen huet. Et gétt hei enner anerem och e Kapitel iwwert d'Kannerrechter, wou ennerstrach gétt, dass all Kand géint Gewalt muss geschützt ginn.

Weiderbildungen an deem Beräich ginn et schon zanter enger Rei Joren an dës ginn och reegelméis-

seg ugepasst. Hei gétt eng grouss Wichtigkeet op d'Haltung vun der Erzieher geluecht. Am Beräich vun der nonformaler Bildung ass eng reegelméisseg Weiderbildung vun alle Persounen, déi mat de Kanner schaffen, verpflichtend.

Question 5582 (26.01.2022) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** (*déi gréng*) concernant le **mouvement diplomatique** :

Le corps diplomatique du Luxembourg est au service du pays et de ses citoyens. Il représente le Luxembourg à l'étranger, il défend et promeut les intérêts politiques et économiques du pays, contribue à son rayonnement culturel et veille à la défense et la représentation des intérêts des citoyens luxembourgeois à l'étranger. Chaque année, il y a des changements dans la composition du corps diplomatique.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Comment le mouvement diplomatique est-il organisé chaque année ? Quels sont les critères selon lesquels les diplomates luxembourgeois sont envoyés à l'étranger ? Quels critères sont appliqués afin de décider si un-e diplomate se voit attribuer un poste à l'étranger ou bien un poste au Luxembourg ?

2) De quelle façon les postes d'ambassadeurs sont-ils attribués ?

3) Combien de femmes sont dans la carrière diplomatique ? Combien d'hommes sont dans la carrière diplomatique ? Comment ces chiffres ont-ils évolué pendant les dernières dix années ?

4) Comment le principe de la politique étrangère féministe est-il appliqué dans le processus d'attribution des postes diplomatiques ?

5) L'accord de coalition 2018-2023 stipule que « le cadre législatif du corps diplomatique sera modernisé » (p. 221). Le ministre envisage-t-il de réformer la loi du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ? Dans l'affirmative, dans quels délais ?

6) Toujours dans l'affirmative, de quelle manière les membres du corps diplomatique sont-ils impliqués dans le processus de modernisation du corps diplomatique ?

Réponse (28.02.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Le mouvement diplomatique est lancé chaque année en automne pour devenir effectif au courant de l'année suivante pendant la période estivale.

Suite à la consultation de tous les agents diplomatiques quant à leur disposition à changer de poste, la liste des postes déclarés vacants est établie sur la base d'un certain nombre de critères : une affectation à l'étranger dure en principe quatre ans, une extension d'une année n'étant accordée que dans des cas exceptionnels pour des raisons dûment motivées ; les agents diplomatiques détachés dans des postes à pénibilité peuvent solliciter une réaffectation après trois ans de détachement ; la carrière de diplomate se compose d'affectations alternantes à la capitale et à l'étranger.

Les agents peuvent postuler pour des postes déclarés vacants, en indiquant trois préférences au moins. L'attribution des postes se fait sur base de l'ancienneté, de l'expérience professionnelle et de l'intérêt du service. Dans la mesure du possible, le Ministère tient compte de considérations d'ordre personnel.

La nouvelle affectation est communiquée aux agents en principe en début d'année, afin de leur permettre de prendre, en temps utile, les dispositions nécessaires en vue d'une nouvelle affectation, y compris l'inscription scolaire des enfants, pour ceux que cela concerne.

ad 2) Tout comme les autres postes diplomatiques, les postes d'ambassadeurs sont attribués, dans le cadre du processus décrit ci-dessus, en fonction de l'ancienneté et du parcours professionnel des agents ainsi que de l'intérêt du service.

ad 3) En début 2022, le corps diplomatique compte 97 hommes et 72 femmes. En 2012, il comptait 81

hommes et 32 femmes. De 2012 à 2022, le taux des femmes diplomates a dès lors progressé de 28,3 % à 39 % alors que le nombre de diplomates a augmenté de 113 à 159 agents.

ad 4) L'augmentation constante du nombre de femmes dans le corps diplomatique luxembourgeois tout comme une politique active d'égalité des genres se reflètent dans l'attribution de postes à tous les niveaux de la carrière diplomatique.

ad 5) Les travaux sur la réforme du cadre législatif du corps diplomatique sont en cours et notamment la réforme de la loi de juin 1947 portant organisation du corps. Il est prévu de déposer les projets législatifs pertinents au courant de la législature.

ad 6) Les grands axes de la réforme sont présentés et débattus lors des conférences diplomatiques et le Ministère se base sur les retours d'expérience des agents diplomatiques pour moderniser les textes et les adapter aux réalités du 21^e siècle.

Question 5587 (26.01.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **croissance de l'emploi** :

Selon les dernières statistiques établies par l'Inspection générale de la sécurité sociale sur la situation de l'emploi, le Luxembourg comptait quelque 490.000 salariés, salariés intérimaires, fonctionnaires et non-salariés en date du 31 août 2021.

Après une croissance plus lente entre juillet 2020 et avril 2021, la croissance de l'emploi s'est de nouveau accélérée durant les derniers mois. Or, ces statistiques ne tiennent pas compte de l'emploi dans certains secteurs, dont notamment les fonctionnaires et employés européens.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes quel est l'emploi total au Luxembourg si on considère l'emploi des institutions européennes établies au Luxembourg.

- Quelle est actuellement la situation de l'emploi de ces institutions ?

- Y a-t-il d'autres emplois qui ne sont pas pris en compte dans les statistiques de l'IGSS et, le cas échéant, lesquels ?

Réponse commune (28.02.2022) de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Le chiffre de l'emploi publié mensuellement par l'IGSS concerne uniquement les personnes travaillant au Luxembourg et qui sont affiliées au système de sécurité sociale luxembourgeois (489.317 actifs au 31 août 2021).

Les institutions européennes et internationales implantées au Luxembourg communiquent au Statec leurs données pour les travailleurs résidents au 31 décembre d'une année N durant l'été de l'année N+1. Ces dernières sont dénombrées une fois par an par le Statec dans le cadre du « Recensement de l'emploi des organisations internationales implantées au Luxembourg ». Les derniers chiffres connus sont ceux du 31 décembre 2020. Les données du 31 décembre 2021 seront connues à la fin de l'été 2022.

D'après le recensement effectué par le Statec en 2021 portant sur la situation au 31 décembre 2020, 10.916 personnes résidentes travaillaient auprès des institutions européennes établies au Luxembourg et 964 personnes résidentes travaillaient auprès des institutions internationales établies au Luxembourg.

Ainsi, au 31 décembre 2020, le Statec comptait 11.880 agents et fonctionnaires internationaux résidents travaillant au Luxembourg. À ces données s'ajoutent les agents et fonctionnaires internationaux non-résidents travaillant auprès des institutions européennes et internationales établies au Luxembourg, mais dont les données ne sont pas directement disponibles.

L'addition des chiffres de l'IGSS et du Statec fournit un ordre de grandeur très précis de l'emploi total au Luxembourg, même si le nombre d'agents et fonctionnaires internationaux n'est pas actualisé mois par mois. En effet, les données du Statec, même en portant uniquement sur les agents et fonctionnaires internationaux résidents, indiquent une croissance annuelle constante de l'emploi des institutions européennes et internationales au cours des dernières années, de sorte que l'emploi total au Luxembourg s'élevait ainsi à quelque 502.000 actifs en août 2021.

Concernant les détachements, il faut préciser que les détachements de l'étranger vers le Luxembourg ne sont pas inclus dans les statistiques sur l'emploi de l'IGSS, puisque les personnes concernées ne sont pas affiliées au système de sécurité sociale

luxembourgeois. En effet, ces personnes restent affiliées au régime de sécurité sociale du pays de détachement.

Toutefois, les détachements de l'étranger vers le Luxembourg doivent être notifiés à l'Inspection du travail et des mines (ITM). Ainsi, suivant les informations obtenues par l'ITM, 162.734 détachements ont été notifiés en 2021. À noter qu'un salarié peut être détaché plusieurs fois sur une période donnée en fonction de la durée du détachement. À ce stade, il n'est donc pas possible de dénombrer le nombre de personnes concernées par ces détachements.

Question 5592 (27.01.2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **retour du loup** :

Op meng mëndlech Fro (N° 0273) iwwert d'Presenz vum Wollef zu Lëtzebuerg hat d'Madamm Ministesch mir geäntwert, dass een d'Äntwerten zu all menge Froen an der Broschüre „Wölfe in Luxemburg“ kéint nosichen. Hei kann een effektiv Folgendes liesen: „Neben Wildtieren fallen auch Nutztiere ins Beuteschema der Wölfe. Vor allem ungeschützte Schafe und Ziegen sind für den Wolf eine leichte Beute. Finanzielle Einbußen für deren Besitzer, sowie Akzeptanzverluste sind die Folgen. Um Übergriffen vorzubeugen, können verschiedene Präventionsmaßnahmen wie Elektrozaune oder Herdenschutzhunde angewandt werden. Diese sind förderungsfähig und senken das Risiko von Übergriffen auf ein Minimum; hundertprozentigen Schutz gibt es allerdings nicht. Sollte es dennoch zu Verlusten durch den Wolf kommen, werden diese vom Staat entschädigt“. Allerdings beantwortet d'Broschüre a kenger Weis meng konkret Froen zu de Gefure vum d'Presenz vum Wollef am Hibleck op d'Schof- a Geessenziichter.

An deem Kontext erlaben ech mir, nach eemol dës Froen un d'Madamm Émweltministesch ze riichten:

1. Fir hir Häerde besser ze schützen, brauchen d'Schof- a Geessenziichter méi héich Cloturë vun annerhallwem bis zwee Meter. Kréien déi dovou betraffe Leit eng finanziell Ennerstëtzung vum Staat fir dës zousätzlech Investitioun?

2. Am Fall wou e Wollef en Déier räisst an déi aner Déiere fortlafen, z. B. op eng Strooss, wou si méiglecherweis ugestouss ginn: Wien iwwerhëlt am genannte Fall d'Onkäschten, respektiv d'Nofollgekäschten?

3. Am Fall wou sech de Wollef weider ausbreit, hunn d'Erferungen aus dem Ausland gewisen, dass d'Schof- a Geessenziichter zousätzlech en Häerdeschutzhand brauchen, ewéi z. B. de franséische Pyrenäebierghond. Wie géif an deem Kontext finanziell fir d'Beschafen an d'Ausbildung vun esou engem Hond opkommen?

4. Am Fall wou déi betraffe Leit effektiv vu staatlechen Hëllef profitéieren sollten: Opgrond vu wéi enger Basis, respektiv no wéi enge Parametere ginn dës Hëllef berechent? Ginn dës Hëllef en der Gréisst vum Betrib gerechent oder ginn et hei weider Parametere? Wa jo, wéi gesinn dës Parametere konkret aus?

Réponse (28.02.2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Preliminär Bemierkungen

All d'Äntwerten op d'Froen vum éierewärten Deputéierte stinn am Kapitel 5 vum Aktions- a Managementplang, dee mat allen Acteuren aus dem Secteur zesummen ausgeschafft ginn ass, vun insgesamt 18 Auteuren. Jiddereen, dee sech fir dee Plang interesséiert, kann deen och um Internet op www.emwelt.lu op Däitsch an op Franséisch liesen. All Bauer, all Juegdpiechter an all Schofsziichter krut esou ee Plang geschéckt.

Et sinn och säit 2015 ronn 20 öffentlech Presentatiounen ofgehalen ginn, wou iwwert de méigleche Retour respektiv iwwert de Retour vum Wollef geschwat gouf, déi vun iwwer 4.200 Leit besicht goufen, dorënner ganz vill Baueren a Jeeër. Den 3. März 2022 um 19.30 Auer ass am Kader vum World Wildlife Day 2022 nees esou eng Presentatioun, organiséiert vun der Naturverwaltung, dem Naturmuseum an der Gemeng Wëntger. Den éierewärten Deputéierten ass häerzlechst invitéiert, déi nozelauscheren. Aschreiw kann ee sech ënnert dësem Link: <https://gd.lu/4rBwbw>.

ad 1. D'Bierger kréien enner gewësse Bedingungen eng finanziell Ennerstëtzung vum Staat fir Präventivmoossnamen.

ad 2. Esou Saache si relativ schwierig ze bewisen an oft Spekulation, genee wéi et de Moment och schon oft mat Hienn ass, déi Notzdeiere joen.

ad 3. De Staat géif sech enner gewësse Bedingungen un de Käschte vun Häerdeschutzhënn bedeelegen.

ad 4. Déi besoten Hëllef ginn net no der Gréisst vum Betrib gerechent, mee nom Käschtelpunkt vun de Präventivmoossnamen.

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

Question 5593 (27.01.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant la **mise en quarantaine des personnes âgées dans les maisons de retraite** :

Am „Luxemburger Wort“ vum 26. Januar 2022 stoung e Lieserbrëif mam Titel „Stop der Menschenquälerei“. An deem Brëif bericht e Mann vu senger 100-järegger Schwéiermamm, déi am Altersheim, am Kader vun enger Corona-Testaktioun, positiv getest gouf an doduerch, wéi vum Familien- a vum Gesundheitsminister uegerdent, a Quarantaine koom. Si huet säitdem 24 Stonnen op 24 eleng an hirem Zëmmer misse verbréngen. D’Fra ass geboostert an huet keng Symptomer. Am Lieserbrëif heescht et: „Als Familie haben wir nur die Möglichkeit, über Telefon und Videoanrufe mit ihr zu kommunizieren, und dabei stellen wir fest, dass diese Situation sie enorm belastet und ihr Allgemeinzustand sich maßgeblich verschlechtert hat. Wir machen uns sehr große Sorgen um sie.“

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d’Madamm Familljeminister an un d’Madamm Gesundheitsminister:

1. Wéi stinn d’Madamme Minister zur Iwwerleeung, datt een an esou Fäll de Wëlle vun de Leit misst respektéieren an ee verhënnere misst, datt duerch esou eng Mesure (Quarantaine) den allgemenge Gesundheitszoustand vun der Persoun sech verschlechtert? Kéint ee sech hei net eng méi human a flexibel Reaktioun vun der Regierung virstellen an et beispillsweis der Famill erlaben, ënner Anhale vun de „gestes barrière“, déi al Fra ze besichen?

2. Ginn et Iwwerleeunge bei der Regierung, fir al Leit, déi a Quarantaine sinn, psychologesch ze begleeden an ze ënnerstëtzen?

Réponse commune (01.03.2022) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l’Intégration*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Dat modifizéiert Gesetz vum 17. Juli 2020 (loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d’une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19), dat den 12. Februar 2022 a Kraaft getrueden ass, lockert d’Modalitéite vum Isolement, andeems et elo méiglech ass, den Isolement ze verlossen, esoubal een zwee negativ Schnelltester mat 24 Stonnen Ecart opweise kann. D’Mesure vun der Quarantaine fir déi Leit, déi Kontakt mat enger Covid-19-positiver Persoun haten, fält vum 12. Februar 2022 u ganz ewech.

Dës Mesuren, déi fir all d’Residente gëllen, gëllen natierlech och an den Alters- a Fleegeheimer.

Wat de Besuch ugeet am Fall vum Isolement vun engem Bewunner aus engem Alters- a Fleegeheim, huet d’Commission permanente pour le secteur des personnes âgées an enger adaptierter Versioun vun hire Recommandatiounen, déi vum 12. Februar 2022, dëst virgesinn, fir de Besuch och bei Covid-19-positiver Bewunner ze erméiglechen:

« 3.4 Les visites et les sorties

[...]

Les résidents asymptomatiques/paucisymptomatiques (absence de fièvre depuis 24 heures), présentant un test positif, ont la possibilité d’accueillir des visites en nombre limité sous respect des précautions additionnelles par les visiteurs : hygiène des mains, surblouse jetable, gants à usage unique, masque FFP2. Les visites de personnes avec immunodépression sont déconseillées.

[...] »

Am Fall wou Bewunner an Alters- oder Fleegeheimer müssen an Isolement sinn, well se positiv op de Virus getest gi sinn, ass d’Gesundheits- a Fleegepersonal do, fir sech ëm dës Leit ze këmmern.

Question 5595 (27.01.2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **fin du roaming et l’impact sur le Luxembourg** :

En 2017, les frais d’itinérance sur les appels et l’usage Internet au sein de l’Union européenne ont été abolis, ce qui a conduit à une baisse significative des coûts de télécommunication transfrontalière en Europe. Dès lors, avec la sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne, les fournisseurs britanniques de réseau mobile sont à nouveau autorisés à facturer des coûts supplémentaires sur les messages et appels vers et depuis les pays de l’Union européenne et les premiers fournisseurs britanniques ont déjà emboîté le pas. Dorénavant, cette hausse des prix de télécommunication entre le Royaume-Uni et les pays de l’Union européenne risque d’avoir des répercussions sur un grand nombre de consommateurs luxembourgeois, eu notamment égard au fait que beaucoup d’étudiants luxembourgeois choisissent le Royaume-Uni comme destination pour leurs études et que la place financière reste intimement liée à celle de Londres.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances et à Messieurs les Ministres des Communications et des Médias, de l’Économie et de l’Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Quel est, d’après le Gouvernement, l’impact de la fin du roaming sur les étudiants luxembourgeois poursuivant leurs études au Royaume-Uni ? Le Gouvernement songe-t-il à faire bénéficier les étudiants d’un soutien financier particulier ?

- Quel est l’impact de cette hausse des tarifs sur le secteur financier luxembourgeois ? Existe-t-il éventuellement des estimations des surcoûts engendrés par la fin du roaming pour les acteurs de la place financière ? Quels sont les autres secteurs éventuellement touchés par la hausse des tarifs en question ?

- L’Union européenne a-t-elle déjà pris une initiative pour réduire au minimum, voire éviter ces frais supplémentaires à supporter par les consommateurs européens ?

Réponse commune (28.02.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

À l’intérieur de l’Union européenne, lorsqu’un citoyen voyage de son pays d’origine vers un autre pays de l’UE (ce qu’on appelle « itinérance » ou « roaming »), il n’est, depuis l’entrée en vigueur du règlement (UE) 2015/2120 établissant des mesures relatives à l’accès à un Internet ouvert, plus obligé de payer des frais supplémentaires pour utiliser son téléphone portable (ce qu’on appelle l’« itinérance aux tarifs nationaux »). Les appels (vers des téléphones fixes et portables), SMS et services de données sont facturés aux tarifs nationaux, c’est-à-dire aux mêmes prix que les appels, SMS et données au sein du pays d’origine. La même règle s’applique aux appels ou SMS obtenus à l’étranger : aucun frais supplémentaire n’est facturé pour recevoir des appels ou des SMS en itinérance.

Depuis la fin de la période de transition, le Royaume-Uni est traité comme un pays tiers aux fins des règles de l’Union sur l’itinérance.

Les fournisseurs de services d’itinérance établis dans l’Union européenne ou établis au Royaume-Uni ne bénéficient donc plus des règles de l’Union qui plafonnent les tarifs de gros d’itinérance que les opérateurs de réseau peuvent se facturer entre eux pour la fourniture de services d’itinérance au consommateur final.

En conséquence, les opérateurs de l’Union européenne et du Royaume-Uni se trouvent dans une situation semblable à celle d’avant l’existence des règlements européens sur l’itinérance. Ils ont la possibilité de négocier les prix de gros par des accords bilatéraux. Actuellement, il semble que les opérateurs du Royaume-Uni et de l’Union européenne n’envisagent pas de renégocier les accords de gros.

Pour les clients itinérants, la fin de la période de transition signifie qu’ils ne bénéficient plus de l’obligation du fournisseur de ne pas leur facturer de surtaxe en plus du prix de détail national pour l’utilisation des services d’itinérance (appels émis ou reçus, SMS envoyés et services de données).

Malgré la fin de la période de transition, fait est de constater que jusqu’à cette date, tous les opérateurs luxembourgeois continuent à appliquer la réglementation européenne sur l’itinérance au Royaume-Uni. Ainsi, les clients des opérateurs luxembourgeois continuent à bénéficier de l’itinérance au tarif national pour les déplacements occasionnels au Royaume-Uni.

Il n’existe pas de données statistiques sur l’impact de la fin de l’itinérance sur un groupe ou secteur particulier, tels que les étudiants ou le secteur financier.

En vertu de l’accord de commerce et de coopération entre l’Union européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique, d’une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, d’autre part, les parties s’efforcent de coopérer en vue de promouvoir des tarifs transparents et raisonnables pour les services d’itinérance internationale, de manière à favoriser la croissance des échanges entre les parties et à améliorer le bien-être des consommateurs.

Question 5596 (27.01.2022) de **M. Marc Hansen** et **Mme Chantal Gary** (*déi gréng*) concernant la **sécurité informatique de la délégation luxembourgeoise lors des jeux olympiques 2022** :

Du 5 au 20 février 2022, les jeux olympiques d’hiver auront lieu à Pékin. Le Luxembourg y sera représenté par deux athlètes.

En amont du départ de leurs délégations respectives et pour cause de préoccupations de sécurité informatique, les comités olympiques de plusieurs

pays dont l’Allemagne et les Pays-Bas ont recommandé à leurs athlètes et autres représentants de ne pas utiliser leurs téléphones et autres appareils électroniques privés en Chine. Par conséquent, ces fédérations ont décidé de mettre à disposition de leurs représentants des téléphones portables dédiés, y compris pour l’installation de l’application officielle « My2022 ». L’utilisation de cette application est obligatoire durant l’évènement pour la gestion des certifications de vaccination contre la Covid-19. En effet, le Comité olympique international a demandé aux participants aux jeux olympiques d’installer l’application et d’y télécharger des informations personnelles deux semaines avant le départ vers la Chine.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant des préoccupations et recommandations susmentionnées ?

2) La délégation luxembourgeoise s’est-elle vu adresser des recommandations concernant la sécurité informatique de leurs appareils électroniques personnels ?

3) Dans l’affirmative, des appareils alternatifs ont-ils été mis à leur disposition pour l’utilisation à Pékin ? Dans la négative, une telle mesure est-elle encore envisagée avant le départ de la délégation ?

Réponse (01.03.2022) de **M. Georges Engel**, *Ministre des Sports* :

En réponse à la question parlementaire au sujet de la sécurité informatique de la délégation luxembourgeoise lors des Jeux olympiques d’hiver à Pékin, je tiens tout d’abord à préciser que la sélection des athlètes, voire la composition de la délégation luxembourgeoise, et de ce fait également l’organisation générale de la participation d’une délégation luxembourgeoise aux Jeux olympiques est de la compétence du Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL).

En amont des jeux d’hiver et d’ailleurs également après leur clôture, le COSL a assuré qu’il était en pleine conformité avec toutes les prescriptions en place et ce en étroite collaboration avec les services de l’Ambassade du Luxembourg à Pékin. Sur demande du Ministère des Sports, le COSL a confirmé avoir pris les dispositions nécessaires et conféré les instructions utiles aux membres de la délégation luxembourgeoise avant le départ.

Après le retour, le COSL a déclaré qu’il n’y a pas de nouveau développement en la matière.

Question 5597 (27.01.2022) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Claude Wiseler** et **Marc Spautz** (CSV) concernant le **programme de bachelor de l’infirmier** :

An enger Réunion jointe vun der Santé- an Educatiounskommissioun, den 9. November 2021 huet den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung déi grouss Linne vun der Reform vun de Gesundheitsberufsausbildungen virgestallt. Deemo wier de Lancement vun engem Bachelorsprogramm fir Infirmier de soins généraux vum akademesche Joer 2023/2024 u geplangt. Och wiere véier Bachelorsprogrammen „infirmier spécialisé“ virgesinn, déi entweeder 2022/2023 oder 2023/2024 géife lancéiert ginn. Zweek Bachelorsprogrammer fir d’Hiewannformatioun an Assistant médical de radiologie géife viraussichtlech am Joer 2024/2025 starten.

An dëser Reunion huet d’Madamm Gesundheitsministeresch och matgedeelt, datt d’Attributiounen vun de verschiddenen Infirmierskategorien aktualiséiert géife ginn.

Den 22./23. Januar 2022 ass am „Luxemburger Wort“ eng Annonce publizéiert ginn fir e Recrutement vun engem Professeur ordinaire en sciences infirmières op der Uni Lëtzebuerg. An dëser Annonce ass ënner anerem ze liesen: « Sept nouveaux Bachelors en soins infirmiers (bachelor infirmier responsable de soins généraux, et autres bachelors dans les domaines de la chirurgie, anesthésie réanimation, pédiatrie, santé mentale, sage-femme, radiologie) sont désormais prévus pour une ouverture à partir de septembre 2023. »

An dësem Kontext wéilt mir gäre follgend Froen un d’Regierung stellen:

- Wéi wäit ass d’Preparatioun vun dësen neie Formatiounen?

- Wéi wäit ass den LTPS an d’Preparatioun vun dëse Formatiounen matagebonnen?

- Sinn déi véier Bachelorsprogrammen „infirmier spécialisé“ fir 2022/2023 oder 2023/2024 virgesinn?

- Wéi geet de Recrutement vun den Enseignanté weider, respektiv a wellechem Mooss ginn déi aktuell Enseignanté vum LTPS an déi nei Formatiounen integréiert?

- Sinn déi prezis Profiller vun den neie Formatiounen schonns ausgeschafft? Wëssend, datt eng Formation normalerweis ju op den Attributionen opbaut, wéi wäit mussen dës Attributionen deementsprechend modifiéiert ginn a wéi wäit si Virbereedungsarbechten? Wéini sollen dës Arbechten ofgeschloss ginn? Wéi wäit sinn d’Acteuren um Terrain an dës Arbechte matagebonnen?

- Wéi wäert d’Arbeitsopdeeling tëschent der Uni Lëtzebuerg an dem LTPS organiséiert ginn?

- Am September 2024 soll en neie Lycée fir Santéberuffer fir 1.200 Schüler seng Dieren opmaachen. Wéi soll dat mat den neie Gegebenheeten an der Praxis organiséiert ginn?

Réponse commune (01.03.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche*, *Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Mir reagéieren op den honorabelen Deputéierten hir Froe mat dëser Prezisiounen.

Am Mee 2021, nodeems d’Regierung eng Reorganisatioun vun de Formatiounen fir gewësse Gesundheitsberuffer decidéiert hat, huet de Minister fir Héichschoul a Fuerschung der Universitéit Lëtzebuerg e Mandat ginn, fir d’Méiglechkeet vu Bachelorformatiounen am Beräich Infirmier ze analyséieren. D’Universitéit Lëtzebuerg huet doropshin e Chargé de mission ernannt an huet no ëmfänglicher Reflexiounen favorabel op déi Demande reagiert.

D’Universitéit Lëtzebuerg wäert an den nächste Joren siwe Bachelorformatiounen am Beräich vun de Gesundheitsberuffer ubidden, wouvun déi éischt Bachelorformatiounen am Beräich vun den Infirmiers spécialisés ab der Rentrée 2023 lancéiert ginn. Een éischten Entwécklungsplang fir déi verschidde Bachelore mat enger Schätzung vun de finanziellen Käschten an de Besoine vun de Ressourcë gouf am Juli 2021 dem Conseil de gouvernance vun der Universitéit virgueluecht. Gläichzäitig gouf e Begleedungscomité vun internationale Spezialisten opgesat, deem d’Universitéit Lëtzebuerg soll begleede bei der Opstellung vun de verschiddene Curricula a bei der Orientatioun vun den néidege Recrutermenter. De Recrutement vun engem éischten Universitätsprofesser ass am Lafen an déi Persoun soll d’Organisatioun vun de verschiddene Formatiounen ënner sech hunn an d’Fuerschung an deem Beräich opbauen.

D’Universitéit Lëtzebuerg huet e reegelméisseg Austausch mam LTPS, an déi genee Zesummenarbecht bleift nach ze definéieren. D’Universitéit ass responsabel fir d’Ausbildung vun de Curricula a fir d’Organisatioun vun de Bachelorformatiounen zesumme mat der Qualitéitssécherung a wäert hir Expertise a verschiddene wëssenschaftleche Beräicher abringen. Si wäert och op d’Expertis vu verschiddenen Intervenenté vum LTPS zrëckgräifen. Och beim Neibau vum Lycée fir Gesundheitsberuffer wäert an enger Concertatioun mat der Universitéit Lëtzebuerg decidéiert ginn, wéi eng Equipement an Aarrichtungen néideg sinn.

Beim Infirmier de soins généraux wor am Mee 2021 zrëckbehale ginn, dass d’Attributiounen fir dee reglementéierte Beruf müssen iwwerschafft ginn, ier d’Bachelorformatioun op der Universitéit Lëtzebuerg ka lancéiert ginn. D’Virbereedungsarbechten an dësem Kontext goufen 2021 ugefaangen a sollen am Laf vun 2022 ofgeschloss sinn. D’Acteuren um Terrain sinn an dee Prozess matagebonnen.

Question 5601 (27.01.2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **cas de Covid-19 dans les écoles** :

D’Omikronwell rullt duerch Lëtzebuerg. Och d’Schoule sinn ëmmer méi stark betroff. Laut dem Woherapport vun der Santé - deen iwwerengs déi eenzeg Quell fir Informatiounen iwwert d’Situatioun bei de Kanner a Jugendlechen ass - gouf et an der leschter Woch 7.417 positiv Covid-19-Fäll an de Schoulen, déi sech follgendermoosse verdeelen: 4.487 am Enseignement fondamental, 2.920 am Enseignement secondaire an 10 an de Kompetenzcentren.

Am Kontext vun dëser Entwécklung wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéi vill Kanner a Jugendlecher waren an de leschten zwou Wochen an der Quarantän oder am Isolement?

2. Wéi verdeele sech dës Fäll vu Quarantän respektiv Isolement op Enseignement fondamental, Enseignement secondaire a Berufsausbildung?

3. Wéi vill Enseignanté sinn an deem Zäitraum direkt oder indirekt duerch d’Pandemie ausgefall - opgedeelt no Enseignement fondamental, Enseignement secondaire a Berufsausbildung? Wéi vill Unterrichtsstonne si jeeeweils duerch Corona ausgefall?

4. Wéi vill Kanner waren an deem Zäitraum opgrond vun hirer eegener Vulnerabilitéit, oder well si eng vulnerabel Persoun an hirem familiären Ëmfeld hunn, am Homeschooling?

5. Ganz allgemeng, wéi eng zousätzlech Moossname gedenkt den Här Educationminister opgrond vun der Entwécklung vun de Covid-19-Fäll bei de Kanner a Jugendlechen en place ze setzen, fir d'Verbreedung vum Virus ofzebrensen?

Réponse commune (01.03.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. + 2. Fir der honorabeler Deputéiert e besseren Iwwerbléck iwwert d'Évolutioun vun der pandemiebedéngter Situatioun an de Schoulen ze bidden, hu mir eis erlaabt, en Zäitraum vu véier Wochen ze consideréieren. Et sief hei prezisiéiert, datt d'Zuele vun den Isolementer sech op positif getest Kanner a Jugendlecher baséieren, déi dowéinst an deene Woche net an d'Schoul gaange sinn. Déi Zuelen erlaben kee Réckschloss op den Infektiounsuert.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et kann hei keen Ënnerscheid gemaach ginn tëscht Enseignement secondaire a Berufsausbildung.

ad 3. D'Évolutioun vun der Unzuel vun den Absencen vum Léierpersonal stellt sech folgendermoossen duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

A Consideratioun gezu goufe follgend Motiver:

- Krankmeldunge vum Léierpersonal;
- Congé pour raisons familiales;
- Vulnerabilitéit vun Agenten, déi kee Presenzunterrecht kënnen assuréieren.

Et sief bemierkt, datt enner d'Krankmeldungen och d'Isolementer an d'Quarantäne falen; dofir ass et net méiglech, d'Zuel vun den Enseignanten ze ermëttelen, déi direkt oder indirekt duerch d'Pandemie ausgefall sinn.

Vu déi permanent Evaluatioun vun der Entwécklung vun den Infektiounszuele si fir den Ufank vum 2. Trimester 274 Kontrakter vun Agente verlängert an 200 Agenten nei agestallt ginn, déi d'Equippen an de Grondschoulen bei der Ëmsetzung vun Differenzierungsmesuren ënnerstëtzen an och temporäre Remplacementen kënnen assuréieren. Dës Agenten intervenéieren zousätzlech zu de Remplaçant-permanenten, déi den Direktiounen traditionell zur Verfügung stinn, fir Kuerz- a Laangzäitremplacementer ze assuréieren. Punktuell Remplacementen ginn och vun de Membere vun de pedagogeschen Equippen selwer intern opgefaangen, andeems een Enseignant via zousätzlech Prestatiounen een Aarbechtskolleeg ersetzt. Just a vereenzelt Fäll hu Klassegruppe duerch kuerzfristeg Ausfall missen anescht opgedeeelt ginn.

Am Enseignement secondaire goufen d'Absencen souwuel duerch intern Remplacementen, also d'Leeschte vun Iwwerstonnen, wéi och duerch de Recrutement vun zousätzlechen Surveillanten opgefaang.

ad 4. 19 Schülerinnen a Schüler aus den ëffentleche Lëtzebuurger Grondschoule waren an deem Zäitraum opgrond vun hirer eegener Vulnerabilitéit, oder well si eng vulnerabel Persoun an hirem familiären Ëmfeld hunn, am Distanzunterrecht. Am Enseignement secondaire beleefte sech d'Unzuel vun dese Schülerinnen a Schüler op 9.

ad 5. Opgrond vun der favorabler Evolution vun den Infektiounszuelen huet déi aktuell applikabel Versioun vum Covid-Gesetz eng Rei vu Lackerunge vun de sanitäre Mesuren agefouert: Hei siefen d'Ofschafe vun der Quarantän an déi nei Dispositiounen rondrëm d'Sortie aus dem Isolement erwänt. Dës Mesurë sinn och an de Schoulen ëmgesat ginn.

Parallél zu der Entwécklung an eisen Nopeschlänner wäerten d'Moossnamen an de Schoulen nach eng Kéier virsiichteg adaptéiert ginn, dëst nodeems am Laf vun der leschter Woch sämtlech Schoulpartner konsultéiert goufen.

Question 5603 (27.01.2022) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant les **certificats de virginité** :

En 2018, l'OMS a appelé la communauté internationale à mettre fin à la pratique des certificats de virginité, qui ne repose sur aucune base scientifique.

Selon le Conseil national de l'ordre des médecins en Belgique : « C'est un acte médical inutile pour la santé, sans pertinence scientifique et lourd de conséquences potentielles sur le bien-être de la patiente ». Il rappelle également les implications

déontologiques et éthiques : « Ces examens sont souvent demandés par des tiers sans considération pour l'intimité personnelle et le droit à la vie privée de la personne concernée », ils « peuvent être vécus comme une agression » et « entraînent une discrimination entre les femmes et les hommes ».

Depuis l'appel de l'OMS, la France a interdit l'émission de tels certificats en 2021. Au Luxembourg, alors que cette pratique n'est officiellement pas existante, aucune loi ne la prohibe et elle est bel et bien une réalité, comme le montrent des témoignages portés à notre connaissance.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelle est l'appréciation de Madame la Ministre sur l'opportunité d'interdire formellement l'émission de certificats de virginité ?

2) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que des lignes de conduite devraient être adressées aux médecins, professionnels de la santé et au personnel enseignant et éducatif afin de les sensibiliser en la matière et d'orienter les jeunes femmes concernées vers les services de soutien appropriés ?

3) Quels sont les organismes qui prennent actuellement en charge les femmes soumises à des demandes de tels certificats et de combien de cas les autorités ont-elles eu connaissance au cours des cinq dernières années ?

Réponse commune (28.02.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Le Gouvernement partage l'avis du Haut-Commissariat des Nations Unies ainsi que de l'Organisation mondiale de santé (« OMS ») concernant la nécessité de mettre fin aux tests de virginité. En effet, de tels examens constituent non seulement une violation des droits fondamentaux des femmes et des filles, mais ils ont également souvent des répercussions non négligeables sur le bien-être et la santé psychique des personnes concernées.

Ces tests aux conséquences dommageables et médicalement inutiles violent également des normes déontologiques et éthiques médicales fondamentales dont le principe selon lequel la médecine ne doit pas nuire.

In fine, ces tests représentent une discrimination entre les femmes et les hommes, car ils mettent l'accent sur le contrôle du corps et de la sexualité des femmes et des filles. Ce faisant, ils sont contraires au principe d'égalité entre les genres.

ad 2) Comme les honorables Députés l'ont, à juste titre, remarqué dans leur question parlementaire, il n'existe au Luxembourg aucune loi, aucun règlement, aucune disposition juridique qui permet un tel examen. Si le personnel de la santé ne devrait en principe ignorer le fait que ces tests n'ont aucun fondement scientifique et constituent une ingérence inacceptable dans l'intimité d'une personne, il n'en demeure pas moins qu'une sensibilisation tant du personnel de santé que des jeunes femmes peut s'avérer utile. Une sensibilisation axée sur la problématique dans le cadre de l'information et l'éducation aux droits des enfants et des jeunes relayées par les professionnels de l'éducation nationale semble également indiquée.

ad 3) Le Gouvernement n'a pas connaissance de cas de jeunes filles ou de femmes ayant été soumises à une demande de certificat de virginité, ce qui ne signifie pas qu'une telle pratique soit inexistante. Il n'existe pas de services ou d'organismes spécifiques chargés de recueillir et de traiter des informations relatives à l'existence de tels certificats de virginité, voire de telles demandes, ce qui explique que nous ne disposons pas de chiffres. Les jeunes filles et les femmes concernées peuvent toutefois s'adresser aux différentes associations et organisations œuvrant dans le domaine de la santé affective et sexuelle, de l'aide aux enfants, aux jeunes et aux familles, l'aide aux réfugiés et migrants, etc.

Question 5610 (28.01.2022) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **missions et attributions de l'ADEM** :

Par la loi du 18 janvier 2012, le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions s'est vu adjoindre une commission de suivi chargée d'assister le ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'ADEM. Celle-ci peut rendre des avis sur demande du ministre. Elle peut également formuler des propositions et recommandations sur les actions nécessaires à entreprendre pour assurer la mise en œuvre des missions et attributions par l'Agence pour le développement de l'emploi. Elle soumet en tout cas un rapport annuel à l'attention du ministre.

Si au début de la dernière législature, le Ministre du travail de l'époque soumettait encore aux députés les premiers rapports de cette commission de suivi, plus aucun de ces rapports n'a, à ma connaissance, été publié.

C'est ainsi que j'aimerais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et à l'Économie sociale et solidaire :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si cette commission est toujours active ?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que cette commission a soumis au ministre, conformément à la loi, tous les ans un rapport annuel ?

• Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il communiquer aux députés ces rapports ?

• Quelles étaient au demeurant les propositions et recommandations de cette commission ces dernières années ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si lui ou un de ces prédécesseurs avaient demandé des avis spéciaux à ladite commission ? Dans l'affirmative, à quel(s) sujet(s) ? Monsieur le Ministre peut-il fournir aux députés copie de ces avis ?

Réponse (01.03.2022) de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

La dernière réunion de la commission de suivi chargée entre autres d'assister le ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'ADEM a eu lieu en 2017.

Par conséquent, aucun rapport n'a pu être soumis aux députés ces dernières années.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire va réactiver cette commission de suivi prochainement et transmettra les rapports annuels aux députés dans les meilleurs délais possibles.

Question 5612 (28.01.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **reconnaissance de certificats de rétablissement étranger** :

Covid-Impf-Certificaten a Certificats de rétablissement, déi vun engem EU-Land ausgestallt goufen, ginn an der Reegel och an aneren EU-Länner unerkannt. Ausname gëtt et allerdéngs, wa Länner vun den EU-Regelen ofwäichen an hiren Awunner zum Beispill e Certificat de rétablissement ausstellen op Basis vun engem postiven zertifizéierte Schnelltest, esou wéi dat a Frankräich de Fall ass. Dës Certificate ginn net iwwerall unerkannt - och net zu Lëtzebuerg, wou e PCR-Test muss virleie fir esou e Certificat.

Grad fir Frontalieren, déi tëscht Frankräich a Lëtzebuerg pendelen, kënnen dës Ënnerscheeder awer problematesch ginn, wa si mengen, si hätten e gëltege Pass, an hei am Land dann awer gesot kréien, si hätte kee gëltege CovidCheck an dierften dofir beispillsweis net op hir Aarbechtsplaz.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Groussregioun a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass der Ministesch bekannt, dass Frankräich Certificats de rétablissement ausstellt, déi hei zu Lëtzebuerg net unerkannt ginn?

2. Wat kann eng Persoun maachen, déi e franséische Certificat de rétablissement besëtzt op Basis vun engem Schnelltest a während hirer Covid-infektioun kee PCR-Test gemaach huet, dee si am Nachhinein nach bei der Santé aschécke kéint? Kann dës Persoun een zu Lëtzebuerg gëltege Certificat kréien, oder besteet hei keng Méiglechkeet, de franséische Certificat unerkennen ze loosseren?

3. Ass d'Regierung a Kontakt mat den Nopeschlänner, fir eng Harmoniséierung vun de Passen/Ticketen/Certificaten an der Groussregioun unzestrieren?

Réponse commune (01.03.2022) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre à la Grande Région*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Frankräich hat op nationalem Niveau decidéiert, datt op Basis vun engem certifiéierte Schnelltest ee Certificat de rétablissement kéint ausgestallt ginn. Déi franséisch Entscheedung huet awer net dem Reglement (EU) 2021/953 vum 14. Juni 2021 entsprach, dee virgesäit, dass esou ee Certificat just op Basis vun engem TAAN (test d'amplification des acides nucléiques) kann ausgestallt ginn. Dësen nationale System huet zwar méi Flexibilitéit op nationalem Plang erlaabt, mee huet de Problem mat sech bruecht, datt d'Certificaten iwwert déi national Grenzen eraus net méi gültig sinn.

ad 2. Den 22. Februar 2022 huet d'EU-Kommissioun en neien Text ugeholl, laut deem säit dem 23. Februar 2022 et de Memberstaaten och méiglech ass, een EUDCC op Basis vun engem positive Schnelltest auszustellen, enner der Konditioun, dass esou ee Test awer vu qualifiziertem Personal duerchgefouert gëtt. Ausserdeem muss et sech och ëm Schnelltester handeln, déi sech op der EU-Leescht vun den Antigentester befannen. Dës Praxis ass applikabel fir Länner, déi net genuch TAAN-Testkapazitéiten hunn, well den TAAN Test

bleift de Referenztest fir d'Diagnos vum Covid-19. Wann aner Länner also op de Wee ginn, fir en EUDCC op Basis vun engem positive Schnelltest auszustellen, ass datt deemno säit dem 24. Februar méiglech an dës Certificate sinn och hei zu Lëtzebuerg liesbar, wa si am Format EUDCC ausgestallt sinn. Domadder wier de Problem vun der Unerkennung vun esou engem Zertifikat, deen an engem aneren EU-Land ausgestallt gouf, geléist.

ad 3. D'Lëtzebuurger Regierung steet an engem enken, permanente Kontakt mat hiren Homologen, sief et op regionalem, bilateralem oder EU-Niveau, fir allméiglech Problemer vu Grenzpendler am Kontext vun der Pandemie ze léisen.

Question 5613 (28.01.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant l'**établissement de certificats CovidCheck sur base d'un test rapide positif** :

D'Omikronwell huet dozou gefouert, dass eng Rei vun de sanitäre Mesuren an de Schoulen ugepasst goufen. Enner anerem mussen Kanner, deenen hire Schnelltest an der Schoul positiv ass, elo net nach e PCR-Test maachen, éier si an Isolatioun kommen.

D'Viraussetzung, fir e gëltege CovidCheck-Certificat no enger Infektioun ze kréien, bléift zu Lëtzebuerg awer de positive PCR-Test.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass fir d'Zukunft geplangt, deene SchülerInnen, déi e positive Schnelltest an der Schoul gemaach hunn, op Basis vun dësem Test e CovidCheck-Certificat ausstellen? Falls jo: Géifen dës Certificate vun aneren EU-Länner unerkannt ginn?

2. Wéi goufen d'Elteren doriwwer informéiert, dass si awer zousätzlech zum Schnelltest nach e PCR-Test mussen bei hire Kanner maache loosseren, falls si wëllen, dass dës no der Erkrankung e Covid-Check-Certificat kréien? Wien dréit d'Käschte vun dësem PCR-Test?

Réponse commune (01.03.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Bis zur leschter Woch war et effektiv esou, datt een obligatoresch e positive PCR-Test gebraucht huet, fir en europäeschen digitale Covid-Certificat (EUDCC) ausgestallt ze kréien. Dëst war am Aklang mam EU-Reglement 2021/953. Verschidde Länner hunn awer e parallelen nationale System opgebaut, deen nottamment a verschidde Fäll och d'Ausstelle vun engem Certificat de rétablissement op Basis vun engem positive Schnelltest erlaabt. Dëst huet zwar méi Flexibilitéit op nationalem Plang erlaabt, mee huet dann de Problem mat sech bruecht, datt d'Zertifikater iwwert déi national Grenzen eraus net méi gültig sinn.

Den 22. Februar 2022 huet d'EU-Kommissioun en neien Text ugeholl, laut deem zanter dem 23. Februar 2022 et de Memberstaaten och méiglech ass, en EUDCC op Basis vun engem positive Schnelltest auszustellen, enner der Konditioun, datt esou een Test awer vu qualifiziertem Personal durchgefouert gëtt. Ausserdeem muss et sech och ëm Schnelltester handeln, déi op der EU-Lëscht vun den Antigentester stinn. Dës Praxis ass applikabel fir Länner, déi net genuch TAAN-Test-Capazitéiten hunn, well den TAAN-Test bleift de Referenztest fir d'Diagnos vum Covid-19.

Vu datt Lëtzebuerg aktuell keng Enkpäss fir PCR-Tester huet, bleift aktuell en TAAN-Test néideg, fir en EUDCC auszustellen. Deemno ass et aktuell net méiglech, e Certificat de rétablissement op Basis vun engem positiven Schnelltest, deen am Kader vum Enseignement duerchgefouert ginn ass, auszustellen.

D'Regierung wäert sech zäitno doriwwer beroden, a wéiwäit déi nei Ouverture, déi d'EU-Kommissioun mam Acte délégué vum 22. Februar gemaach huet, sech eventuell och fir Lëtzebuerg kéint applizéieren.

ad 2. All Persoun, déi op Basis vun engem Schnelltest positiv getest gëtt, kritt mat den Dokumenter fir den Isolement och eng schrëftlech Informatioun op fënnf Sproochen, déi erkläert, datt fir d'Ausstelle vun engem Certificat de rétablissement e PCR-Test néideg ass. An dësem Fall ass de PCR-Test gratis.

Question 5615 (28.01.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant les **brevets déposés au Luxembourg** :

An engem Artikel vum „Luxemburger Wort“ vu virun zéng Méint („Abwärtstrend bei Patenten“; LW vum 17.03.2021, S. 11) stoung, datt d'Zuel vun de Patentumellungen aus Lëtzebuerg am Joer 2020 ëm 5,3 % zrëckgaange war. 2020 hu Lëtzebuurger Firmen a Fuersungsrichtungen nëmmen 394

Patenter ugemellt, deen niddregste Stand säit 2011. Am Joer 2016 waren et der nach 556.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Fuerschungsminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, ob et schonns Zuele fir 2021 ginn? Wa jo: Kann den Här Minister erklären, firwat dës Zuele par rapport zu 2020 an de Jore virdrun erof- bzw. eropgaange sinn?

2. Wéi gesäit den Här Minister, onofhängeg vun dësen Zuelen, den Trend fir déi nächst Joren, wat d'Zuel vu Patentumellungen aus Lëtzebuerg ugeet?

Réponse commune (28.02.2022) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

D'Zuelen zu de Patentumellungen, déi den éierbaren Deputéierten a senger parlamentarescher Fro thematiséiert, ware schonn de Sujet vun der parlamentarescher Fro Nr. 3898 vum 22. März 2021 vun den Deputéierten Dan Biancalana a Mars Di Bartolomeo, déi den 22. Abrëll 2021 vum Wirtschaftsminister ausféierlech beäntwert gouf.

Dat europäescht Patentamt publizéiert all Joer Mëtt März d'Statistike mat den Zuele vum Joer virdrun, deemno sinn déi gefroten Donnéeën vun 2021 den Ament nach net disponibel.

D'Regierung féiert déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3898 beschriwwene Sensibilisation bei de Betriber an de Fuerschungsinstituter weider.

An deem Kontext ass et och wichteg, drun ze erënneren, datt déi finanziell Bähëllef fir de Schutz vun der Propriété intellectuelle zu Gonschte vun de Kleng- a Mëttelbetriber och op Wonsch vu Lëtzebuerg verlängert goufen. Dës Hëllef gouf vum Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle agefouert. Et handelt sech hei ëm en europäesche Fong mat engem Budget vun 30 Milliounen Euro. Entrepreneuren, déi dat froen, kënnen duerch dat Instrument eng finanziell Ënnerstëtzung kréien. Esou kann e klengen oder mëttlere Betriber zum Beispill bis zu 75 % vun de Fraise rembourséiert kréien, wann en eng Mark rechtlech schützen léisst, a 50 % vun de Fraisen, wann en e Brevet deponéiert.

Dës Méiglechkeet vun der Ënnerstëtzung fir Kleng- a Mëttelbetriber gëtt vum Wirtschaftsministère bei de Betriber promovéiert.

Question 5616 (28.01.2022) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant le **décrochage scolaire** :

Säit e puer Joer geet d'Zuel vun de Leit, déi un der École nationale pour adultes (der fréierer „École de la 2^e chance“) versichen, en Ofschloss nozehuele bzw. e besseren oder zousätzlechen Diplom ze kréien, konstant an d'Luucht. An obschonns een aus den Zuele vum Schoulministère erausliese kann, datt d'Zuel vun de Schoulofbriecher säit Pandemieufank net an d'Luucht gaangen ass, bleift dës Thema e brisante Sujet zu Lëtzebuerg.

An deem Zesammenhang hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt et Schüler gëtt, déi d'Schoul ofbriechen, well se kee Schouljoer méi widerhuelen däreferen?

2. Kann den Här Minister nowiesen, wéi sech d'Zuel vun de Schoulofbriecher an deene leschte Joren am Hibleck op d'Altersgrupp 16 bis 18 Joer entwéckelt huet?

3. Ginn et Etuden, déi sech konkret mat den Ursaache vun de Schoulofbriecher an dëser Altersgrupp beschäftegen?

4. Wéi gesäit den Här Minister d'Konsequenze vun de Schoulofbriecher op d'Lëtzebuurger Wirtschaft?

5. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'ENAD am Ablack un d'Grenze vun hirer Capacité d'accueil stéisst? Wa jo: Ass dru geduecht, fir dës Schoul an deenen nächste Joren ze vergréisseren?

Réponse (28.02.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Et ginn effektiv Reegelen, déi d'Zuel vun de Redoublement limitéieren. Wann Echecken sech cumuléieren, ass eng Progressioun op engem Niveau, deen de Capacitéit vum Schüler besser entsprécht, méi sénnvoll. Hei ass virun allem eng gutt Orientierungsaarbecht erfuerdert.

ad 2. Dësen Tableau weist, wéi d'Schoulofbriecher sech bei de Mannerjärege an de leschte Joren entwéckelt hunn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Am Oktober 2021 huet de Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) de Rap-

port „Regards de jeunes sur leur parcours de décrochage dans l'enseignement général“ erausginn am Opdrag vum Service national de la jeunesse (SNJ), dëst am Kader vu senger Missioun, d'Schoulofbriecher ze kontaktéieren an ze begleeden.

Dës qualitativ Etude huet d'Situatioun vun 22 jonke Leit ënnersicht, déi am Alter tëschent 16 an 18 Joer d'Schoul ofgebrach hunn, mam Zil, erauszefannen, wat hir Besoine sinn, fir kënnen hir Scolaritéit fortzeféieren. De Rapport sträicht och ervir, datt d'Ursaache vum Schoulofbroch villfälteg sinn an datt d'Mesuren, déi geholl ginn, dës Diversitéit entsprechen.

ad 4. Selbstverständlech hunn d'Schoulofbriecher negativ Konsequenzen op d'Lëtzebuurger Wirtschaft. Eis Betriber wëlle sou wäit ewéi méiglech gutt ausgebildete Matarbechter. Och riskéieren d'Schoulofbriecher spéiderhin de Staat deier ze ginn, wat zum Beispill Chômage oder d'Sozialversicherung ugeet. Ma eigentlech leie mir nach vill méi déi perséinlech Schicksaler vun deene Leit um Häerz. Jidder Schoulofbroch ass dramatesch an d'Resultat vu gréisserer Problemer, deenen de Jonke virdu begéint ass, sief et schoulescher, sozialer oder gesondheetlecher Natur. No engem Schoulofbroch hunn déi Persounen hiert Liewe laang domadder ze kämpfen, datt si keen Ofschloss hunn a si riskéieren permanent d'Prekaritéit, et sief dann, si schloen den zweete Bildungswee an, dee jo zu Lëtzebuerg net nëmmen an der École nationale pour adultes (ENAD), ma och mat den Offere vum Service de la formation des adultes (SFA) aussergewéinlech gutt ausgebaut ass.

ad 5. Wann d'ENAD an den SFA bis elo riskéiert hunn, un hir Grenzen ze stoussen, gouf ëmmer nees fäerdegbruecht, d'Offer ze vergréisseren. Déi zwou Strukturen schaffen mateneen an ergänzen sech. Am Bauteprogramm vu mengem Ministère mam Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ass en neit, vill méi groust Gebai an der Stad fir den zweete Bildungswee virginn. Des Weidere wäerten och an noer Zukunft Ausbildung vum zweete Bildungswee am Süde vum Land ugebuede ginn. Och an der Nordstad wäert déi eng oder aner Offer opgebaut ginn.

Question 5619 (28.01.2022) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **prédominance des fournisseurs de carte de crédit américains** :

An engem Interview, deen de 6. Dezember ënnert dem Titel „Visa, Mastercard und Paypal: Zahlungssysteme sind Geopolitik“ am däitsche Politmagazine „Cicero“ publizéiert gouf, heescht et, datt déi däitsch Debitkaarte vum Typ Girocard a V-Pay zäitno aus dem Handel kéinte verschwannen, well se sech net méi géint d'Iwwermuecht vun de konkurréierenden US-amerikaneschen Ubidder vu Kreditkaarten duerchsetze kënnen, déi vu ville Plattformen fir Onlinehandel als eenzeg Bezuelméiglechkeet via Bankkaart akzeptéiert ginn. Eng Tendenz, déi duerch d'Ëmstellung vu ville Verbraucher vum Einzel- op de rengen Onlinehandel am Kader vun der Covidsituation nach verschäerft gouf. Weider gëtt an deem besoten Interview awer och op d'Initiativ „European Payment Initiative“ (EPI) verwisen, en Zesummeschluss vu Banken aus 13 EU-Länner, déi et sech zum Zil gesat huet, en europawäite System fir d'Ofwécklung fir Paiementer mat Bankkaarten op de Wee ze bréngen. Dës Initiativ kämpft aktuell och mat ënnerschiddleche legislative Konditiounen an den eenzele Länner, déi eng Standardiséierung vum System relativ schwéier maachen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Sinn der Regierung déi beschriwwene Problematik bekannt? Wa jo, wéi reagéiert si dorop? Wann net, firwat net?

2. V-Pay-Kaarte ginn och vu ganz ville Lëtzebuurger Verbraucher benotzt a vun eise Banken, dorënner och deene mam Status vun engem ëffentlechen Etablissement, ugebueden. Wéi eng potenziell Auswierkungen huet déi uewe beschriwwen Dominanz vun amerikanesche Kreditkaarten op de Gebrauch vu V-Pay-Kaarten duerch Lëtzebuurger Konsumenten?

3. Op wéi eng Mëttele, fir elektronesch ze bezuelen, gräift de Staat nieft dem Boergeld als legal Zuelungsmëttel fir déi finanziell Transaktiounen tëschent deenen diversen ëffentlechen Institutiounen (Steierverwaltung, allgemeng Verwaltung vum Staat an de Gemengen, Protokoller, ëffentlech Etablissementer an Entrepreneuren asw.) an dem Bierger zeréck?

4. Sinn och Lëtzebuurger Banken un der EPI-Initiativ bedeelegt? Wa jo, op wéi eng Manéier goufen si vun der Regierung am Hibleck op d'Veinfachung vun administrative Prozeduren an attraktive Steierkonditiounen ënnerstëtzt?

5. Huet d'Regierung sech op EU-Niveau schonn derfir agesat, fir hei e méiglech einfachere, gemeinsame legislative Kader ze schafen, ouni dobäi

d'Inkohärenze vun deenen eenzele Memberstaaten ze cumuléieren?

6. Gesäit d'Regierung laangfristeg de bausespolitische Risiko, datt Lëtzebuerg am Kader vun engem gréisseren internationale Konflikt erpresbar gëtt, wann ëmmer méi Finanztransaktiounen vun eise Bierger exklusiv iwwer Firmaen ofgewéckelt ginn, déi primär der Jurisprudenz vun engem grouse Machtstaat ënnerstinn, dëst besonnesch am Kader vu potenzielle Sanktiounen?

Réponse commune (01.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Den honorabelen Deputéierte beriff sech a senger parlamentarescher Ufro op en Artikel aus engem däitsche Magazine iwwer Bezuelssystemer a geopolitische Aspekter. Am besoten Artikel heescht et, datt déi däitsch Debitkaarte vum Typ Girocard, déi duerch eng Partnerschaft mat engem US-amerikaneschen Ubidder vu Kreditkaarte kënnen am däitschen In- an Ausland benotzt ginn, zäitno aus dem Handel verschwanne kéinten. Den amerikaneschen Ubidder huet effektiv ugekënnegt, ab Juli 2023 déi Zort un Debitkaarten (Maestro) net méi erauszeginn, well se fir den Onlinehandel net géeegeent sinn. An deem Kontext schwätzt den Artikel vun enger Dominanz vun amerikaneschen Ubidder um Kreditkaartemarkt a verweist op eng Initiativ ënnert dem Numm „European Payment Initiative“ (EPI), déi et sech zum Zil gesat huet, en europäesche System fir Bezuelunge mat Bankkaarten op de Wee ze bréngen.

D'Banken zu Lëtzebuerg hunn sech 2012 zesumme géeelegt, fir op de Debitkaartensystem V-Pay zréckzegräifen, dee vu Visa Europe spezifesch fir den europäesche Markt ausgeduecht ginn ass. Et ass der Regierung net bekannt, datt de V-Pay-Bankkaartensystem soll agefallt ginn. Eenzel Lëtzebuurger Banke bidden hire Clienten zudeem säit Kuerzem eng nei Debitkaarte vum besoten Kartenubidder un, déi eng Rei un zousätzleche Méiglechkeeten bitt a fir Onlineakeef ka benotzt ginn. Esou kann och den neiste Gewinne vum de Konsumente besser Rechnung gedroe ginn.

D'EPI-Initiativ ass eng reng privat a kommerziell Initiativ vun enger Rei Groussbanken aus Europa, déi sech zesummegeschloss hunn, fir paneuropäesch Bezuellesungen auszeschaffen, déi sech op d'Direktbezuelungen (instant payment) an eng europäesch an EU-wäit uwenbar Bankkaart stäipen. Eng Rei Mammenhaiser vu Lëtzebuurger Banke sinn och un der EPI-Initiativ bedeelegt.

Et ass wichteg, de Konsumente bequeem, sécher, attraktiv a modern Bezuelméiglechkeeten unzebidden, déi ënner engem méiglechsten einfachen a gemeinsame legislative Kader europawäit benotzbar sinn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt an deem Kontext ausdrécklech déi nei Strategie vun der EU-Kommissioun iwwer eng weider Verdéiwung vum europäesche Bannemaart vun de Bezuelerservicer (retail payments strategy). D'Zil vun dëser Strategie ass et, déi néideg Viraussetzung fir eng weider Verdéiwung ze schafen, d'Entwécklung vun europäesche Bezuellesungen weider ze férdere an esou déi strategesch Autonomie vun der Europäescher Unioun ze stäerken.

Anescht wéi den honorabelen Deputéierten dat un-deit, gëtt de gréissten Deel vun de Bezuelungen tëschent de Bierger an dem Staat net mat Boergeld gemaach, mä iwwer Virementen. An eenzele Beräicher sinn och Bezuelungen iwwer d'Kreditkaart oder via QR-Code méiglech, woubäi et sech ëm e Service vun enger Lëtzebuergescher Firma handelt.

Question 5626 (31.01.2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) concernant les **critères d'investissement de la BCEE en matière d'activités durables** :

Selon les affirmations publiques de plusieurs membres du Gouvernement, le Luxembourg s'oppose - y compris, si nécessaire, moyennant un recours juridique - à la proposition de la Commission européenne d'une taxonomie pour les fonds déclarés « verts » qui inclut les investissements dans le nucléaire et le gaz naturel.

Or, en automne dernier la BCEE a ajouté un compartiment « Green » à sa SICAV LUX-EQUITY, compartiment qui s'aligne aux critères préconisés par la taxonomie de l'Union européenne (classifications des activités durables) et qui investit donc également dans les secteurs du nucléaire et du gaz naturel.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Est-ce que le Gouvernement enjoindra à la BCEE de s'aligner sur sa propre position, c'est-à-dire d'exclure dès à présent le nucléaire et l'ensemble du secteur des énergies fossiles des investissements

réalisés dans le cadre de ses produits financiers « verts » et donc également de LUX-EQUITY Green ?

2) Si au final la taxonomie de l'UE inclut effectivement l'énergie nucléaire et le gaz naturel, est-ce que le Gouvernement envisage de mettre en place une taxonomie alternative ou complémentaire qui exclurait ces deux sources d'énergie ?

Réponse (28.02.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (BCEE) est une banque systémique sous la surveillance de la Banque centrale européenne et de la Commission de surveillance du secteur financier, qui dispose du statut d'un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique et qui jouit, de par la loi, « de l'autonomie financière, d'administration et de gestion ». Tel que cela a été souligné par le passé, et notamment dans les réponses aux questions parlementaires n° 2567 du 17 novembre 2016, n° 2834 du 14 mars 2017, n° 0371 du 14 février 2019, n° 1999 du 12 mars 2020 et n° 1863 du 13 février 2020, il ne revient donc pas au Gouvernement de s'immiscer dans la gestion courante et la politique commerciale de la BCEE, voire de se prononcer au nom de celle-ci.

Consultée au sujet de la question de l'honorable Députée, la direction de la BCEE a fourni les éléments de réponse suivants :

« À l'heure actuelle, le compartiment Lux-Equity Green en question a pour objectif principal de lutter contre le réchauffement climatique en ligne avec l'Accord de Paris. Afin d'en limiter les impacts directs les plus importants, les investissements du compartiment s'alignent donc sur une trajectoire de limitation du réchauffement à + 2 °C, voire de + 1,5 °C de réchauffement maximal. Pour ce faire, le compartiment privilégie les investissements qui contribuent par leurs activités à la transition énergétique, et dans des entreprises prenant des mesures concrètes pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre.

La taxonomie européenne n'étant pas encore établie à 100 %, la société de gestion prend tous les moyens à sa disposition pour juger du caractère durable de ses investissements.

La politique d'investissement du compartiment évoluera au fur et à mesure de l'avancée de la taxonomie, notamment à propos du nucléaire et du gaz. »

Pour ce qui est de la deuxième question, il faut comprendre que la taxonomie est arrêtée via un règlement européen et est donc d'application directe dans tous les États membres, y compris au Luxembourg. Cela vaut également pour l'acte délégué complémentaire sur l'inclusion de l'énergie nucléaire et du gaz fossile dans la taxonomie, dont la procédure d'adoption est encore en cours. Or, ceci n'empêche pas le Luxembourg de développer le moment venu des standards ou labels en matière de durabilité qui seront plus ambitieux que ce qui est actuellement prévu dans la taxonomie.

Question 5629 (31.01.2022) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **parking public au lieu-dit « Schinker » dans la commune de Parc Hosingen** :

Le parking public au lieu-dit « Schinker » dans la commune de Parc Hosingen se trouve dans un état délabré. Or, ce parking permet d'accueillir tous les jours des automobilistes de la région qui prennent l'autobus tout près du giratoire « Schinker ».

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur un éventuel projet de redressement ou de réaménagement de ce parking ?

2) Dans l'affirmative, combien de véhicules y pourraient être accueillis en définitive ?

3) Monsieur le Ministre peut-il renseigner sur le trafic qui passe tous les jours au lieu-dit « Schinker », surtout durant les heures de pointe ?

4) Est-il prévu d'améliorer la plantation au sein du cercle intérieur du giratoire étant donné que cet endroit sur la N7 entre Hoscheid et Hosingen marque en quelque sorte la porte d'entrée du canton de Clervaux (et de sa région touristique) et du parc naturel de l'Our ?

Réponse (09.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) Tout d'abord, il convient de préciser que le parking public au lieu-dit « Schinker » ne fait pas partie du concept national des parkings relais P&R. Cependant, depuis un certain temps, on constate qu'un certain nombre de voitures stationnent régulièrement sur une partie de la chaussée désaffectée du chemin CR322, qui fait partie du domaine public. Comme cette partie de la chaussée n'est actuellement pas utilisée par l'Administration des ponts et chaussées, le stationnement des véhicules des navetteurs n'est que toléré. De plus, la

place a même été aménagée provisoirement par l'administration afin de faciliter le stationnement des voitures.

Ainsi, l'aménagement d'un parking P&R officiel au lieu-dit « Schinker », longeant la route nationale N7, n'est pas prévu à court terme.

ad 2) Les données statistiques dont dispose l'Administration des ponts et chaussées pour les alentours du lieu-dit « Schinker » se basent sur le comptage du trafic par postes permanents se trouvant à Hosingen et à Hoscheid-Dickt. Le tableau suivant renseigne sur le trafic passant en ces endroits aux heures de pointe pour les deux dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Pour des données antérieures, il y a lieu de renvoyer à la réponse de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics à la question parlementaire n° 1937 du 26 février 2020.

Il convient de préciser que l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire et que le nombre de voitures recensées a donc enregistré une baisse. Depuis lors, le trafic a tout naturellement repris son taux habituel. Il s'agit certes d'une augmentation, mais tout à fait naturelle, car une croissance démographique constante s'accompagne toujours d'une augmentation du trafic automobile et donc d'une certaine densité aux heures de pointe.

ad 3) En ce qui concerne le giratoire entre Hoscheid et Hosingen, il convient tout d'abord de noter qu'il a déjà fait l'objet d'une question parlementaire (question parlementaire n° 0447 du 7 août 2014).

Néanmoins, je tiens à rappeler qu'il faudra quelques années avant que la végétation n'atteigne sa pleine beauté. En effet, cette végétation est un trésor écologique et elle a été soigneusement conçue en étroite collaboration avec le « Naturpark Our » afin d'être aussi respectueuse que possible de l'environnement. Il s'agit même d'un projet pilote avec des plantes indigènes à la région, qui repoussent chaque année et qui, comme par hasard, constituent une grande source de nourriture pour certaines espèces de faune.

De plus, cette plantation est très facile à entretenir et se prête parfaitement au fauchage tardif. Une plantation similaire se trouve également au rond-point près de Marnach.

Question 5631 (31.01.2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'achat rétroactif auprès du régime général d'assurance pension en cas de divorce :

La loi du 27 juin 2018 portant réforme du divorce prévoit qu'en cas d'abandon ou de réduction de l'activité professionnelle par un conjoint au cours du mariage, celui-ci peut demander avant le jugement de divorce et à condition qu'au moment de la demande il n'ait pas dépassé l'âge de 65 ans, au tribunal de procéder ou de faire procéder au calcul d'un montant de référence, basé sur la différence entre les revenus respectifs des conjoints pendant la période d'abandon ou de réduction de l'activité professionnelle. Ce montant est destiné à effectuer un achat rétroactif auprès du régime général d'assurance pension, conformément à l'article 174 du Code de la sécurité sociale.

Selon la même loi, le conjoint qui a abandonné ou réduit son activité peut renoncer à l'achat rétroactif.

1) Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Justice quel est actuellement le bilan de cette disposition, destinée à assurer au partenaire ayant interrompu ou réduit son activité professionnelle dans l'intérêt de la communauté familiale de reconstruire ses droits à la pension.

2) Combien de conjoints ont pu bénéficier de cette nouvelle mesure et quels sont les montants transférés à ces fins ?

3) Combien de conjoints ont renoncé à cette possibilité ?

Réponse commune (01.03.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) La loi du 27 juin 2018 a introduit avec l'achat rétroactif auprès du régime général d'assurance pension un mécanisme permettant de tenir compte des lacunes au niveau de la carrière d'assurance pension d'un conjoint ayant cessé ou réduit son activité professionnelle au cours du mariage.

Dans le cadre de l'élaboration du rapport d'évaluation de la loi de 2018, le Gouvernement a analysé les dispositions auxquelles l'honorable Député se réfère.

Globalement, il y a lieu de constater que le nombre de divorces prononcés pour rupture irrémédiable ayant finalement donné lieu à un achat rétroactif

est faible vis-à-vis du nombre total de divorces prononcés pour rupture irrémédiable (voir statistiques ci-après). Il n'est dès lors pas possible de réaliser un bilan complet basé sur les cas disponibles puisque le nombre de cas concernés par cette disposition spécifique est trop faible (18 cas en tout).

Bien que le nouveau mécanisme de l'achat rétroactif ne couvre pas tous les cas de figure pouvant se présenter en pratique, le Gouvernement estime que l'achat rétroactif présente toutefois, par rapport à la situation antérieure, une réelle plus-value aux personnes qui ont su en profiter.

Le Gouvernement examine quelles précisions procédurales et aménagements ponctuels puissent être apportés au mécanisme d'achat rétroactif dans le cadre d'un futur projet de loi portant modification de la loi de 2018.

ad 2) Le nombre de conjoints ayant pu bénéficier de cette mesure s'élève à 4 en 2020 et à 14 en 2021. Aucun cas n'est actuellement enregistré par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) pour l'année 2022 (informations disponibles au 10 février 2022).

En 2020, les montants transférés par achat rétroactif ont varié entre 8.929,38 € et 238.037,72 €. Le total des montants transférés pour l'exercice 2020 s'élève à 323.616,39 €.

En 2021, les montants transférés ont varié entre 4.771,14 € et 248.387,15 €. Le total des montants transférés s'élève à 1.106.571,45 €.

ad 3) Depuis 2020 et jusqu'au 10 février 2022, la CNAP a été chargée de procéder au calcul d'un montant de référence dans 85 cas. Pour l'instant, 18 de ces cas ont donné lieu à un achat rétroactif. La CNAP n'a pas d'autres informations disponibles concernant les 67 cas restants.

Dans l'arrondissement de Luxembourg, 1.315 divorces pour rupture irrémédiable ont été prononcés entre 2018 et 2020. Le Gouvernement ne dispose pas de chiffres relatifs aux demandes formulées sur base de l'article 252 du Code civil et aux renonciations au rachat rétroactif.

Pour ce qui est de l'arrondissement de Diekirch, 426 divorces pour rupture irrémédiable ont été prononcés depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2018. Le rachat rétroactif a été demandé 87 fois sur base de l'article 252 du Code civil et 22 conjoints ont renoncé au rachat rétroactif. Il s'ensuit que le rachat rétroactif n'a pas été demandé dans 339 litiges. Toutefois, ce chiffre n'est pas représentatif étant donné que le rachat rétroactif ne concerne pas tout divorce pour rupture irrémédiable.

Question 5635 (31.01.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les stands de tir :

Wéi een an engem „Tageblatt“-Artikel vum 29. Januar liese kann, gëtt et hei am Land Schéissstänn, wou Policebeamten, Zaldoten a privat Sécherheetsbeamte kënnen den Émgang mat Waffen trainéieren an taktesch Übungen maachen. D'Firma, déi d'Schéissstänn bedreift, bitt doriwwer eras awer och Training fir Praktiken un, déi zu Lëtzebuerg net erlaabt sinn a fir déi d'Clients dann an d'Ausland ginn. De President vun der Policegewerkschaft ass am „Tageblatt“-Artikel ganz kritesch, wat dës Schéissstänn an Übungen ueget: „Taktik verkauft man nicht“ an „Das ist also nicht nur ein nationales, sondern sogar ein internationales Sicherheitsproblem“ (Zitat Pascal Ricquier).

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi gesinn d'Ministernen esou taktesch Übungen, déi zu Lëtzebuerg uegebued ginn? Wat ass d'Base légal fir dës Trainings?

2. Wéi gëtt séchergestallt, dass déi Professionell, wa se dann op esou Stänn ginn, just Praktike léieren, déi laut Gesetz och erlaabt sinn?

3. Wëssen d'Ministere vu Beamten an Zaldoten, déi dës Schéissstänn notzen?

4. Wéi stinn d'Ministernen dozou, dass esou Firmen Servicer ubidden, déi zu Lëtzebuerg net erlaabt sinn a fir déi si hir Clients aus Lëtzebuerg dann op Plazen an d'Ausland dirigéieren?

5. Mam Gesetz vum 20. Januar 2022 goufe verschidden Ännerungen virgeholl, wat den Émgang mat Waffen ueget. Ab wéi engem Alter dierfe Persounen op engem Schéissstänn, wéi deem am Zeitungsartikel ernimmten, trainéieren?

Réponse commune (01.03.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. + 4. Eisen Informatiounen no si bis elo iwwert d'Kommodosgesetz just Schéissstänn uegefrot an geneemegt ginn, wou den Tireur stationär ass. Der Regierung ass net bekannt, dass taktesch Übungen zu Lëtzebuerg uegebued ginn. Wéi och aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5639 vun den honorabelen Deputéierten Claude Lamberty a Max

Hahn ervirgeet, ass ze bemierken, dass d'Kommodosgeneemegung technesch an organisatoresch Konditiounen festleet, wat d'Sécherheet während der Exploitioun ueget. An de Geneemegung gëtt net festgeluecht, wien un esou Coursen dierf deelhuele a wéi eng Konditiounen mussen erfëllt sinn. Wann déi taktesch Übungen am Ausland uegebued ginn a konform zu de jeeweiligen auslännesche Legislatiounen sinn, dann ass et deemno och net verbueden, sech dohin ze deplacéieren.

ad 2. + 3. D'Direktioun vun der Police huet hire Memberen dovun ofgeroden, un esou Aktivitéiten deelzehuelen. Allerdéngs ass d'Regierung net um Courant iwwert d'privat Aktivitéite vun hire Beamten. Wann allgemeng e Behuele vun engem Client um Schéissstänn géif géint d'Strofgesetz verstoussen, da misst dat och porsuivéiert ginn. Vu dass et der ITM net bekannt ass, dass et zu Lëtzebuerg Schéissstänn ginn, wou taktesch Übungen fir Zivilisten uegebued ginn, ass an deem Kontext keng Kontroll duerchgefouert ginn.

ad 5. Den Alter, ab deem eng Persoun dierf op engem Schéissstänn „trainéieren“, dat heescht mat enger Net-Feierwaff oder mat enger Feuerwaff dierf schéisse goen, hängk net vum Schéissstänn of, mee vum Alter, ab deem déi Persoun déi virgenannte Waffen dierf benotzen, fir domat ze schéissen. Persounen, déi Titulaire si vun engem Waffeschäin (autorisation de port d'armes) kënnen grondsätzlech op e Schéissstänn goen, fir do ze schéissen. Op d'Fro, wien zu Lëtzebuerg op e Schéissstänn schéisse goen dierf, do gëtt op d'Äntwert op d'Fro 2 op déi parlamentaresch Fro N° 5639 vun den honorabelen Deputéierten Claude Lamberty a Max Hahn verwisen.

Question 5639 (01.02.2022) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** (DP) concernant les stands de tir :

De Weekend war an engem Lëtzeburger Dageszeitung ze liesen, dass Reklame fir e Schéissstänn just hannert der Lëtzeburger Grenz op der Facebooksät vu Coronamesurégéigner publizéiert gi wieren. An dës Reklame géifen da Waffen- a Schéisscoursen uegebued ginn.

Et liest ee weider, dass esouwuel Professioneller, wéi och Privatleit dës Course kënnen besichen. Et géif dorop opgepasst, dass keng Extremisten oder politesch motivéiert Persounen ënnert de Participanten derbäi wieren, allerdéngs wier et net méiglech, Abléck an de Casier vun den eenzele Leit ze kréien.

Den Aussoe vun der Police an dësem Artikel no géif een esou Betriber kritesch gesinn. Zwar géif ee vun der Police an der Arméi aus op intern Ausbildungen zeréckgräifen, an trotzdeem géif e Sécherheetsproblem bestoen, well Polizisten och privat un de Coursé géifen deelhuele. Déi taktesch Ausbildung wier op europäeschem Niveau ofgeschwat an esou „Trainings“ op dës Schéissstänn kéinten am schlémmste Fall vun de nationale Gesetzer ofwäichen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Justizministesch an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Wéi si Schéissstänn hei am Land allgemeng reglementéiert?

2. Wien dierf zu Lëtzebuerg op e Schéissstänn schéisse goen?

3. Ginn zu Lëtzebuerg och Coursé fir Privatleit a Betriber uegebueden?

4. Falls jo, wat fir Konditiounen muss een do erfëllen a brauch een, fir un esou engem Cours deelzehuelen, e Waffeschäin?

5. Ginn op Lëtzeburger Schéissstänn och taktesch Übungen fir Zivilisten uegebueden?

6. Ginn an dem Kontext reegelméisseg Kontrollen op de Schéissstänn gemaach?

Réponse (28.02.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. D'Schéissstänn falen ënnert de Punkt 060410 vun der Nomenklatur vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwer geneemegungspflichteg Betriber, dat sougenannt „Kommodosgesetz“, a brauchen deementspreechend eng Kommodosgeneemegung.

An där Kommodosgeneemegung leet den Aarbechtsminister d'Konditiounen fest, fir d'Sécherheet, d'Hygiène an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz, d'Salubritéit an d'Ergonomie am Kader vun där Exploitioun ze garantéieren.

Doriwwer eras decidéiert natierlech all Gemeng selwer, ob e Schéissstänn op hirem Territoire kann an dierf exploitéiert ginn.

ad 2. Am ofgeännerte Waffegesetz vum 15. Mäerz 1983 ass deemno virgesinn, dass eng volljäreg Persoun eng Netfeierwaff, déi eng kyneetesche Energie

vu méi wéi 0,5 Joules, awer manner wéi 7,5 Joules, ouni Autorisation vum Justizministère un direkt Wee vun doheim op e Schéissstänn oder eng autoriséiert Schéisskompetitioun um Lëtzeburger Territoire dierf transportéieren an do och schéissen, an dat ënnert der Konditioun, dass déi Persoun och eng valabel Memberskaart an enger Scheissassociation huet. Netfeierwaffe mat enger kyneetescher Energie vu manner wéi 0,5 Joules falen net an den Uwendungsbereich vum ofgeännerte Waffegesetz vum 1983. E Mannerjärege muss de schrëftlechen Accord virleeë vun der Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dës Mannerjärege huet. Et dierf och just mat Netfeierwaffe geschoss ginn, wann entweeder d'Persoun, déi d'Autorité parentale iwwert dës Mannerjärege huet, derbäi ass oder eng Persoun, déi op d'mannst säit zwee Joer Titulaire vun enger Autorisation de port d'armes ass. Mat enger Netfeierwaff vu méi wéi 7,5 Joules oder enger Feuerwaff muss d'Persoun, déi op e Schéissstänn wëll goen, Titulaire vun enger Autorisation de port d'armes sinn.

ad 3. Et ass net ausgeschloss oder per se verbueden, dass den Exploitant vun engem Schéissstänn och Coursé fir Privatleit oder Betriber kéint ubidden.

ad 4. Fir un esou engem Cours selwer dierfen deelzehuelen, brauch ee kee Waffeschäin. Natierlech ënnert awer d'Schéissen um Schéissstänn de Reegelen, déi am Waffegesetz festgeluecht sinn. Et gëtt hei op d'Äntwert op d'Fro 2 verwisen.

Allgemeng ass ze bemierken, dass d'Kommodosgeneemegung technesch an organisatoresch Konditiounen festleet, wat d'Sécherheet während der Exploitioun ueget. An de Geneemegung gëtt net festgeluecht, wien un esou Coursen dierf deelhuele a wéi eng Konditiounen mussen erfëllt sinn.

ad 5. Eisen Informatiounen no si bis elo iwwert d'Kommodosgesetz just Schéissstänn uegefrot ageneemegt ginn, wou den Tireur stationär ass.

ad 6. Vu dass der ITM net bekannt ass, dass et zu Lëtzebuerg Schéissstänn ginn, wou taktesch Übungen fir Zivilisten uegebued ginn, ass an deem Kontext keng Kontroll duerchgefouert ginn.

Question 5646 (01.02.2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les infections Covid-19 liées au secteur Horeca :

Wéi d'Regierung an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5426 geschriwwen huet, war et op Basis vum Contacttracing méiglech, bei der Gestiou vun der Covidsituatioun verschidden Infektiounen engem potenziellen Ursprungsberäich vu gesellschaftlechen Aktivitéiten, an deem Fall dem Sport, zouzeuerdnen. An de leschten zwee Joer war awer kee Beräich sou strenge Moosnamen ënnert, déi doriwwer eras méi wéi dacks changéiert hunn, wéi den Horeca an d'Nuetsclubb. Fir datt esou Moosnamen vun de Leit eegeverantwortlech respektéiert kënnen ginn, ass et immanent, dass dës kloer strukturéiert an net méissverständlech sinn a proportional zu der Situatioun stinn.

An deem Sënn géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Infektiounen mam Covid-19 säit dem 1. Mäerz 2020 potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam Horeca-Beräich an den Nuetsclubb festgestallt gi sinn? Kann d'Regierung eng Grafik presentéieren, déi den zäitlechen Ofaf vun dësen Infektiounen säit dem 1. Mäerz 2020 bis zum 31. Dezember 2021 ofbilt? Kann d'Regierung unhand vun dëser Grafik elaboréieren, wéi dës Infektiounszuelen am Zesammenhang mat der Upassung vun de Covidmesuren an deene genannte Beräicher stoungen, déi am Kader vum Gesetz vum 17. Juli 2020 souwéi senge 24 Modifikatiounen bis zum virdru genannte Stéichdatum erlooss goufen?

2. Kann d'Regierung eng Grafik presentéieren, wéi d'Zuel vun deene Leit, déi vum 1. Mäerz 2020 bis zum 31. Dezember 2021 potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam Horeca-Beräich an den Nuetsclubb positiv op de Covid-19 getest goufen, sech opdeelt op Leit, déi sech am bausenzege Beräich vun den Terrassen an am bannenzege Beräich uegestach haten a wéi dës Zuelen iwwert de genannten Zäitraum variéieren? Kann d'Regierung eng Grafik presentéieren, déi weist, zu wéi engen ënnerschiedlechen Auerzäiten d'Leit sech (och opgedeelt no deene genannte Beräicher) uegestach haten a wéi dës Erkenntnesse am Zesammenhang mat der Upassung vun de Covidmoosnamen am Horeca an den Nuetsclubb stoungen, déi am Kader vum Gesetz vum 17. Juli 2020 souwéi senge 24 Modifikatiounen bis zum virdru genannte Stéichdatum erlooss goufen?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill vun deene potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam Horeca-Beräich an den Nuetsclubb positiv op de Covid-19 geteste Leit keng Symptomen haten a wéi vill liicht Symptomen gewisen hunn? Wéi vill vun deene Leit hu missen hospitaliséiert ginn a wéi vill

vun hinnen hu missen op der Intensivstatioun behandelt ginn? Kann d'Regierung den zäitlichen Oflaf vun desen ënnerschiddleche Krankheetsbiller unhand vun enger Grafik visualiséieren? Kann d'Regierung op där Basis preziséieren, ob de Verlaf vun der Covidsituatioun am Horeca-Beräich an den Nuetsclibb en vue vum zäitlichen Oflaf souwéi vum symptomateschen Impakt vun de Krankheetsbiller hier, hei ausgedréckt a Prozent, ëmmer proportional zu der Situatioun am Rescht vun der Gesellschaft stoung? Falls net, wéini hu gréisser Ofwäichunge stattfonnt a wéi goufen dës an der Ursachenanalyse vun der Regierung bewäert? Wéi sinn se am Sënn vun der Fro virdu an déi eenzel Gesetzestexte mat agefloss?

4. Mam Covidgesetz vum 18. Oktober 2021 souwéi och mat de Modifikatiounen vun deem Gesetz goufen d'Moosnamen am Horeca-Beräich sou wéi den Nuetsclibb stufeweis ëmmer méi verschäerft an et gëllt mëttlerweil flächendeckend den 2G-Regime. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Leit, déi säit dem 1. Januar 2021 potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam Horeca-Beräich an den Nuetsclibb positiv op Covid-19 getest goufen, zum Zäitpunkt vum positive PCR-Test eng éischt Impfdosis, eng zweet Impfdosis oder eng Boosterimpfung (inklusive deene Leit, déi eng Dosis vum Johnson & Johnson-Vaccin gesprézt kruten a jee no Definitioun net als geboostert gëllen) empfaang haten? Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Leit, déi am Zäitraum vum 1. September bis zum 17. Oktober potenziell an/oder tatsächlech a Relatioun mam Horeca-Beräich an den Nuetsclibb positiv op Covid-19 getest goufen, zum Zäitpunkt vum positive PCR-Test nach keng éischt Impfdosis haten a wéi eng Krankheetsbiller sech fir déi jee weileg Gruppe gewisen hunn?

5. Wéi schonn an der Fro virdu geschriwwen, gëllt säit dem 18. Oktober 2021 am Horeca-Beräich souwéi an den Nuetsclibb den 2G-Regime. Am Kader vun enger Pressekonferenz zu der Adaptatioun vun de Covidmoosnamen vum 8. Oktober huet den Här Staatsminister a Presenz vun der Madamm Gesondheitsministerin Folgendes ausgesot: „Mir sinn eis bewusst, dass mer mat dese Mesuren d'Liewe vun net geimpfte Leit manner agreabel maachen, mee mir hu kee Choix.“ Déi allermeescht Bierger empfangen dat soziaalt Zesummesinn an engem Restaurant, engem Café oder och nach an engem Disko als agreabel. Kann d'Regierung confirméieren, datt d'Moosnamen am Horeca-Beräich an den Nuetsclibb ausschliisslech op medezinnesch Analysen an Iwwerleungen zeréckzeféiere waren an ausschléissen, datt politesch Ziler, wéi zum Beispill d'Leit zu enger Impfung géint de Covid-19 ze bewegen, eng Roll gespillt hunn? Falls net, wéi eng speziell Kompensatiounsmoosname goufen en place gesat respektiv sinn nach geplangt, fir all déi betraffe Geschäftsleit ze entschueden? Op wéi enger verfassungs- a mënscherechtlecher Grondlag wier sou eng Entscheedung geholl ginn?

Réponse commune (28.02.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

Virup gëllt et ze ënnerstraichen, datt bei engem héije Prozentsatz vun Infektiounen d'Infektiounsquell net retracabel ass; d. h. datt déi Leit, déi positiv op de Covid-19 getest goufen, beim Gespräch mam Contacttracing net eendeiteg soe kënnen, wou si sech ugestach hunn. Beim Interview, dee gefouert gëtt, ginn d'Leit effektiv gefrot, ob si, kuerz iert si positiv getest goufen, an engem Horeca-Etablissement waren. Zwëschen dem 1. März 2020 an dem 31. Dezember 2021 hunn an deem Sënn 2.409 Covid-19-Fäll dem Contacttracing uginn, datt si kuerz virun hirem positiven Test sech an engem Restaurant, Bar, Café oder Discothék opgehale hunn an datt hir Infektioun potentiell op desen Openthalt zeréckzeféieren ass. Et kann allerdéngs fir all dës Fäll ni sécher behaupt ginn, datt d'Infektioun effektiv dorop zeréckzeféieren ass. Daat ass just de Fall, wann zäitlech begrenzte Clusteren an desen Etablissementer opgetruede sinn. Dann ass d'Chance effektiv méi grouss, datt et an deem Kontext zu enger Infektiounskette komm ass an datt d'Infektiounen op den Openthalt an deem Etablissement zeréckzeféiere sinn.

D'Unzuel vun den uewe genannte Covid-19-Fäll, déi potentiell a Relatioun mam Horeca-Secteur stinn, war änlech wéi déi vun der genereller Bevëlkerung, d. h. wann d'Infektiounszuelen am Generellen an der Bevëlkerung an d'Lucht gaange sinn, sinn och méi Infektiounen mam Horeca-Secteur a Verbindung bruecht ginn. Eng Ausnam ass allerdéngs am Summer 2021 festgestallt ginn, wou an deenen dräi Wochen no Nationalfeierdag eng gréisser Zuel vu Covid-19-Fäll festgestallt gouf, déi am Zesummenhang mat de Festivitéiten vum Virowend vun Na-

tionalfeierdag stoungen. Dese gréissere Cluster ass opgefall, well e mam Variant Gamma a Verbindung stoung a virun Nationalfeierdag nach bal exklusiv d'Variant Delta hei am Land zirkuléiert ass.

Bis virun Nationalfeierdag 2021, gouf eng potentiell Ustiechung am Horeca-Secteur manner am Contacttracing erfaasst. Réischt ab deem Moment, wou e kloren Zesummenhang mat engem Ustig un Infektiounen an de Festivitéiten ëm Nationalfeierdag festgestallt gouf, gouf d'Datenerfassung vun enger potentieller Ustiechungsquell am Horeca-Beräich méi systematesch gemaach.

Et leien dem Contacttracing weider keng Detailer vir, ob et bei de Covid-19-Fäll, déi am Zesummenhang mam Horeca-Secteur stinn, eventuell schwéier Verleef an/oder Hospitalisatiounen gouf.

Question 5652 (02.02.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **patrimoine ferroviaire** :

Vill al Gebaier, déi en Zesummenhang mam Schinneverkéier hunn, an och Terrainen, déi no un de Schinne leien, sinn am Besëtz vun CFL Group. Esou ass et net verwonnerlech, dass d'CFL e Groussdeel vum Lëtzeburger Patrimoine ferroviaire besëtzt.

An Zesummenaarbecht mam Mobilitéitsministère gouf d'Schinnett am Land vun der CFL ëmmer nees ausgebaut a wäert an Zukunft och nach weider ausgebaut ginn. Fir de Patrimoine ferroviaire bedeit dat, dass op enger ganzer Rei Plazen zu Lëtzebuerg al Gebaier (z. B. Garen) ofgerappt ginn, fir Plaz ze schafe fir nei Konstruktione oder en Ausbau vun der Unzuel u Quaien. Dës Demolitiounen hunn an der Vergaangenheet scho méi wéi eng Kéier zu Reaktiounen vu Säite vun der Zivillgesellschaft gefouert, déi eng besser Protektioun vum Patrimoine fuerdert.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Mobilitéit a Kultur dës Froe stellen:

1. Wéi schafft CFL Group, de Service des sites et monuments nationaux, de Mobilitéitsministère an de Kulturministère zesummen, fir ze decidéieren, wéi eng Haier an Objeten, déi a Proximitéit vun de Schinne stinn, ofgerappt a wéi eng erhale solle ginn? Goufen hei tëscht der Regierung an der CFL schréfflech Accorde geschloss, déi genee festleeën, wéi eng Gebaier/Objeten/Fläche bei aktuell scho geplangte Chantiere vun der CFL wäerten erhale ginn a wéi eng net? Falls jo, ëm wéi eng Accorden/Dokumenten handelt et sech?

2. Verhandlungen tëscht der CFL, dem Service des sites et monuments nationaux an der Regierung sollen dozou gefouert hunn, dass eng Lëscht erstellt konnt gi mat Garen, déi als Deal vum Patrimoine geschützt wäerte ginn. Wéi eng Garé stinn op deser Lëscht a wat wäert mat deenen anere geschéien?

3. Demolitiounen an nei Konstruktione sinn och ëmmer mat engem Ufale vu Bauschutt an engem héijen CO₂-Ausstouss verbonnen. Ass geplangt, bei zukünftigen Demolitiounen beim Ausbau an der Erneuerung vum Schinnett an de Garen en Depôt unzeleeën, wou Baelementer (z. B. Steng oder Dieren a Fënsteren etc.) kéinte gelagert ginn, fir a spéidere Projete nees verbaut kënnen ze ginn, fir Ressourcen ze spueren?

Réponse commune (10.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1. De Service des sites et monuments nationaux (SSMN) huet viru Joren e Reperage erstellt iwwert all déi erhalenswäert Gebaier vum Patrimoine ferroviaire. Dës Dokumentatioun gouf der CFL matgedeelt a se gouf zesummen tëschent de Responsable vum SSMN an der CFL analyséiert. Bei desen Aarbechtssëtzen huet d'CFL erkläert, wéi eng Objeten duerch Grënn vun der Sécherheet a fir den Ausbau vum Schinnett an den nächste Joren eventuell misste fortkommen. Et gouf vu béide Säite versicht, souvill wéi méiglech vun eisem gebauten Eisebunnsierwen ze erhalten. Op Basis vun desen Analysen huet d'Kulturministesch dem Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten Enn 2021 schréfflech ënnerbreet wéi eng Objete kéinte klasséiert ginn. Duerno koum et zu enger Reunioun tëscht Ministeren, SSMN an CFL, wou festgeholl gouf wat ka geschützt ginn, wou nach mussen Etudé gemaach ginn a wéi eng Garé sécher fort mussen.

ad 2. De Service des sites et monuments nationaux féiert eng Lëscht mat de Gebaier vum Lëtzeburger Patrimoine ferroviaire, déi entweder scho geschützt sinn oder déi schützenswäert sinn. D'CFL huet zu all deene Gebaier een Avis ofginn. Op Basis

vun deem Avis sinn d'Gebaier an zwou Kategorien ënnerdeelt ginn.

Déi éischt Kategorie enthält all d'Gebaier, wou d'CFL eng konkret Iddi huet vun den Entwécklungen op deem Site. Am Fall wou déi Entwécklungen keen Afloss op d'Gebai hunn, kann dat Gebai klasséiert ginn.

23 Gebaier wäerten an de nächste Méint national geschützt ginn. Véier sinn et schonn: d'Garen aus der Stad Lëtzebuerg, déi vun Nierzeng, vu Miersch a vu Cruchten. D'Garé vun Ettelbréck, Biergem a Capellen an d'Barrireshaischen zu Miersch kënnen net stoebleiwen.

Folgend Objete ginn an enger éischter Phase klasséiert:

- Gare vu Walfer
- Depôt vun der Gare vu Walfer
- Gare vu Luerenzweiler
- Gare vun Dikrech
- Gare vu Klierf
- Hangar à marchandise vun der Gare vu Woltz
- Gare vu Rued-Sir
- Sanitärshaische vun der Gare vu Rued-Sir
- Lampisterie vun der Gare vu Rued-Sir
- Hangar vun der Gare vu Rued-Sir
- Gare vu Wecker
- Lampisterie vun der Gare vu Wecker
- Fréiere Lokomotivschapp vu Waasserbëlleg
- Gare vu Mamer
- Gare vu Leideleng
- Gare vu Péiteng
- Gare vu Beetebuerg
- Lampisterie vun der Gare vu Beetebuerg
- Fréiert Douanesgebaier vun der Gare vu Beetebuerg
- Gare vu Rodange
- Gare vun Téiteng
- Fréier Gare vu Sandweiler-Konter
- Barrireshaische vu Sandweiler-Konter

An der zweeter Kategorie sinn déi Gebaier enthalen, wou d'CFL sech zu deem Zäitpunkt nach net festleeën kann. Fir déi Gebaier mussen Etuden ofgewart ginn, déi dovunner ofhängeg sinn, wéi den Ausbau an d'Sécherheet vum Schinnett an Zukunft ausgesäit. SSMN an CFL wäerte sech och weider zesummesetzen, fir am Sënn vum Patrimoine ferroviaire déi beschtméiglech Resultater ze ermëttelen an nach weider Gebaier ze erhalten an ze schützen.

ad 3. Et ass richtig, dass d'Ofrappe vu Bausubstanze mat engem héijen CO₂-Ausstouss verbonnen ass. Natierlech ginn d'Normen an d'Reegele vun Ofrappaarbechten op eise Chantieren agehalen, sou ginn zum Beispill aus Ëmweltgrënn déi eenzel Elementer a Baustoffer vun Ufank u getrennt ofgedroen a recycléiert.

Bei der Gare vun Ettelbréck ginn d'Hasteng vun der Fassad, esou wéi och déi historesch Marquise vum Quai esou ofgedroen, dass et méiglech bleift se erëm ze verwäerten. Leider ass dës awer net bei alle Baumaterialie méiglech, sief et well divers Elementer mat gefétege Substanzen, wéi zum Beispill Asbest, verkleet goufen oder och einfach net kënnen ofgedroe ginn, ouni se ze beschiedegen.

Question urgente 6309 (07.06.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **confiscation d'avions appartenant à des oligarques russes** :

Wéi an däitsche Medien ze liesen ass, plangt d'USA d'Fligeren, déi am Besëtz vum Roman Abramowitsch sinn, ze beschlagamen. De „Warrant of Seizure“ nennt dann och d'Gulfstream-Maschinn LX-RAY, déi ënner lëtzeburgergeschem Fändel flitt. Den amerikanesche Justizministère huet aktiv Schrëtt ugekënnegt, fir an de Besëtz vun dese Fligeren ze kommen.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Hunn d'USA schonns offiziell zu Lëtzebuerg ugefrot, fir de Gulfstream ze beschlagamen?
2. Wat fir Konsequenze wäert dës Initiativ vun den USA op Lëtzebuerg hunn?
3. Wéi plangen d'Lëtzeburger Autoritéiten, d'USA bei der Beschlagnamung ze ënnerstëtzen? Si scho Mesuré geholl ginn oder geplangt?
4. Wéi eng Schrëtt hunn d'Ministèren ënnerholl, fir Lizenze vun de Fligere vun Oligarchen ze entzéien an dës Fliger ze blockéieren?
5. Sinn nach weider Fligeren ënner Lëtzeburger Lizenz déi Gefor lafen, vu Sanktiounen getraff ze ginn?

Réponse commune (14.06.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Weeder de Finanzministère nach de Justizministère si kontaktéiert gi vun den amerikaneschen Autoritéiten am Kontext vun enger eventueller Beschlag-

namung vu Fligeren, déi am Besëtz vum Roman Abramowitsch sinn.

Generell ass et esou, datt soubal e Fliger identifizéiert ginn ass, deen ënner déi europäesch Sanktiounen fält, d'Direction de l'aviation civile déi néideg Schrëtt aleet fir de Fliger ze immobiliséieren, ggf. duerch d'Suspensioun vum Certificat de navigabilité (Flugtauglechkeetscertificat), ouni deen e Fliger net legal fléie kann.

Mam Concours vun den Exploitanté goufe bis elo fënnf Fligeren identifizéiert, déi individuell ënner d'europäesch Sanktiounen kéinte falen. D'Exploitatioun vun deene Fligere gouf ausgesat, se goufen immobiliséiert an hir Certificats de navigabilité goufe suspendéiert. Op dese Maschinnen dierf och keen Entretien effectuéiert ginn. D'Direction de l'aviation civile kann an deem Kontext confirméieren, datt e Lëtzeburger Operateur e Fliger, wéinst supposéierte Lienen zur Famill vum Roman Abramowitsch, säit dem 15. März immobiliséiert huet.

Question urgente 6367 (16.06.2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (*CSV*) concernant la **variole du singe** :

De 16. Juni huet de Gesondheitsministère matgedeelt, datt et zu Lëtzebuerg en éischte Fall vun Afepouke gëtt.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

- Kënn Dir weider Informatiounen zur Persoun ginn, déi sech mam Virus vun den Afepouken ugestach huet?
- Wa jo, wou huet sech déi betraffe Persoun ugestach?
- Konnt e lückenlosen Traçage assuréiert ginn?

- Ass de Règlement grand-ducal d'exécution vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'meldeflichteg Krankheete schonn adaptéiert ginn, esou wéi dat an der Äntwert vum 30. Mee op d'parlamentaresch Fro Nr. 6234 ugekënnegt gi war?

- Wéini verëffentlecht de Conseil supérieur des maladies infectieuses eng Recommandatioun zu den Afepouken?

- Huet d'Direktioun vun der Santé, wéi an der Äntwert vum 30. Mee op d'parlamentaresch Fro Nr. 6234 ugekënnegt, schonn Impfstoff géint d'Afepouke kaf?

• Wa jo, wéi vill Dose sinn disponibel?

- Huet d'Direktioun vun der Santé, wéi an der Äntwert vum 30. Mee op d'parlamentaresch Fro Nr. 6234 ugekënnegt, schonn dat antiviraalt Medikament Tecovirimat kaf?

• Wa jo, wéi vill Dose sinn disponibel?

Réponse (22.06.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

De Gesondheitsministère confirméiert, dass rezent en éischte Fall vun Afepouken zu Lëtzebuerg diagnostizéiert gouf.

De Ministère huet natierlech keen direkten Zougrëff op medezinnesch Donnéeën vum Patient, well dës dem Secret médical ënnerleien an nëmme de Medezinner aus der Gesondheitsdirektioun bekannt sinn, a soumat selbstverständlech net public gemaach kënnen ginn.

D'Gesondheitsdirektioun huet och de Contacttracing vum Fall ganz duerchgefouert.

D'Modifikatioun vum Règlement grand-ducal iwwert d'ustiechend Krankheete gouf den 3. Juni 2022 publizéiert, nodeem et en urgence vum Regierungsrat ugeholl gi war, an ass de 7. Juni 2022 a Kraaft getrueden.

De Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) huet sech den 21. Juni 2022 gesinn, fir iwwert eventuell zousätzlech Recommandatiounen ze diskutéieren a wäert dës, falls néideg, kuerzfristeg publizéieren.

Wéi d'EU-Kommissioun de 14. Juni 2022 ugekënnegt huet, huet si 110.000 Dosen Impfstoff bestallt. Dovu si bis zu 2.500 Dose virgesi fir Lëtzebuerg. D'Liwierung fir Europa soll nach virun Enn vum Mount sinn, e genauen Datum gëtt et awer nach net. Fir eng Grondimmuniséierung ginn zwou Dose gebraucht. Et ass sech ze erwaarden, dass den CSMI, wéi an anere Länner och, fir een zimlech restriktiven Asaz vun deem Impfstoff ausschwätze wäert.

Och fir den Tecovirimat ass eng europäesch Bestellung an der Preparatioun, mir hunn do awer nach keng Präzisoiounen, wat déi genau Quantitéit oder Liwfrist uegt. Lëtzebuerg huet awer emol eng 100 komplett Traitement virgesinn, wat och misst duergoen, wann een dovun ausgeet, dass esou een Traitement nëmme ugewant géif gi bei Leit mat engem ganz grouse Risk fir schwéier Komplikatounen.